



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017			
Déclaration sur la politique européenne et étrangère	p. 374	Interpellation au sujet de la Grande Région	p. 364
Armée luxembourgeoise et rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN	p. 341	Sommaire des séances publiques n°25 à 28	p. 383
Promotion de la langue luxembourgeoise	p. 356	Sommaire des questions parlementaires	p. Q166
		25 ^e séance	Mardi 14 mars 2017
		26 ^e séance	Mercredi 15 mars 2017
		27 ^e séance	Jeudi 16 mars 2017
		28 ^e séance	Mardi 21 mars 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Le Président du Bundestag Norbert Lammert à la Chambre

Visite d'un «Européen convaincu et convaincant»

L'engagement commun pour l'avenir de l'Union européenne était au cœur de la visite que le Président du Bundestag, M. Norbert Lammert, a effectuée le 22 mai 2017 à la Chambre des Députés. Il s'agit d'une des dernières visites officielles du Président du Parlement allemand qui a d'ores et déjà annoncé qu'il ne se présenterait plus aux élections législatives en Allemagne en septembre prochain.

Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli son homologue et ami en tant qu'«Européen convaincu et convaincant» et souligné les actions que les deux Présidents de Parlement ont entreprises ensemble pour «donner un nouvel élan à l'Union européenne». Il a en l'occurrence rappelé la signature de la déclaration de Rome en septembre 2015, initiée par les Présidents de Parlement issus de quatre pays fondateurs. Signée entre-temps par une quinzaine d'homologues, celle-ci illustre le chemin vers plus d'intégration européenne.

M. Di Bartolomeo a également salué la position de M. Norbert Lammert qui consiste à renforcer le rôle des parlements nationaux tout en défendant les institutions européennes.

Lors d'un échange de vues du Président du Bundestag avec une délégation parlementaire, les deux Présidents de Parlement ont souligné l'importance des relations bilatérales - jugées excellentes - qui permettent aux représentants des deux pays de parler d'une même voix afin de défendre une ligne commune notamment dans un contexte européen.

M. Norbert Lammert a également livré son analyse concernant plusieurs sujets d'actualité tels que l'impact du Brexit et des élections françaises sur l'Union européenne, des pistes concernant une meilleure gestion des flux migratoires ou encore le renforcement de la diplomatie parlementaire et des organes inter-parlementaires. Le Président du Bundestag a finalement souligné son scepticisme par rapport aux référendums nationaux.



Le Président du Bundestag (au milieu) reçu par le Président de la Chambre (2^e de gauche) et une délégation parlementaire luxembourgeoise.

Le Président du Portugal en visite officielle au Grand-Duché



Le Président du Portugal peut se sentir comme chez lui au Grand-Duché de Luxembourg qui accueille bon nombre de ses concitoyens: c'est ainsi que s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, après avoir été reçu en audience, au Palais grand-ducal, par le Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, en visite officielle à Luxembourg les 23 et 24 mai 2017.

Le Président du Portugal et le Président de la Chambre des Députés ont échangé leurs opinions sur l'Union européenne et étaient d'accord pour dire que le projet européen mérite d'être défendu. Face aux populistes, il ne s'agi-

rait pas de copier leurs idées, mais plutôt de présenter les meilleures idées et les meilleures réponses possibles aux défis de notre époque.

Lors de l'entrevue, la sortie annoncée du Portugal de la procédure européenne «de déficit excessif» a été accueillie favorablement. En effet, en 2016, le déficit portugais est passé sous la barre des 3% fixée par les règles budgétaires européennes. À moyen terme, il s'agirait de réduire la dette publique, tout en veillant à ne pas dégrader la situation sociale de la population.

Ont également assisté à l'audience: M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés, et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

Visite officielle de la «Chamber» au Parlement belge



(de gauche à droite) M. Yves Evrard, M. Mars Di Bartolomeo, M. Didier Reynders et Mme Viviane Loschetter

La mobilité transfrontalière entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique était au cœur des discussions entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, accompagné d'une délégation de députés luxembourgeois, et le Président du groupe d'amitié Belgique-Luxembourg du Parlement fédéral belge, M. Yves Evrard.

Les deux parties ont plaidé pour un effort accru vers une recherche

de solutions et la concrétisation de projets en discussion, notamment concernant la modernisation des infrastructures ferroviaires et la flexibilisation des abonnements, voire une tarification unique. Dans ce contexte, la gratuité des parkings à proximité des gares et la possibilité de changer le statut des gares frontalières ont été des pistes de réflexion communes. Les deux parties se sont engagées à intervenir auprès des au-

torités compétentes respectives afin d'aboutir à des résultats concrets.

L'éventualité d'une recherche de synergies entre le Terminal Container Athus et le site multimodal de Bettembourg afin de favoriser une coopération bénéfique pour toute la région était également une piste évoquée par les deux représentants politiques.

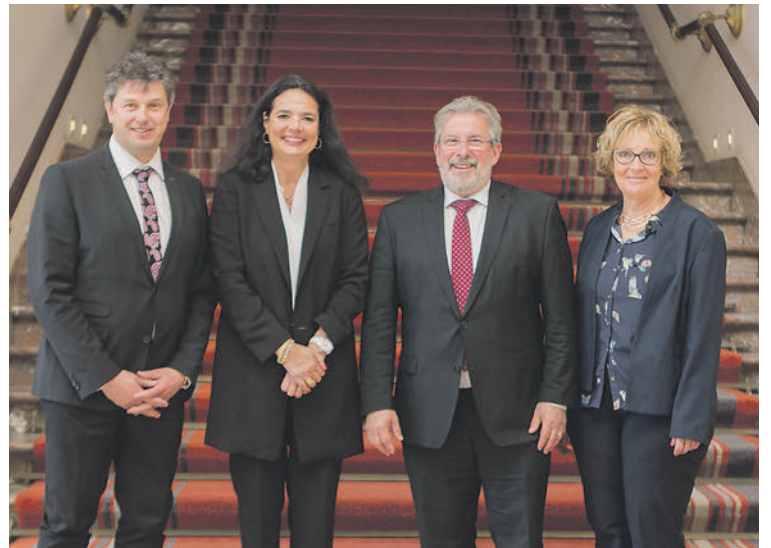
Ces discussions ont eu lieu dans le cadre d'une visite du Président de la Chambre des Députés au Parlement fédéral belge, les 15 et 16 mai 2017, en compagnie de Mme Viviane Loschetter et M. Gilles Roth, membres du Bureau.

Un échange de bonnes pratiques entre Présidents de Parlement

Un échange de bonnes pratiques en ce qui concerne l'éducation à la citoyenneté, les pétitions publiques, le chômage des jeunes ainsi que l'actualité politique européenne étaient des thèmes évoqués lors de l'échange de vues entre M. Mars Di Bartolomeo et le Président de la Chambre des Représentants, M. Siegfried Bracke, ainsi qu'avec la Présidente du Sénat, Mme Christine Defraigne.

La sécurité des centrales nucléaires

La sécurité des centrales nucléaires belges était une préoccupation soulevée par la délégation luxembour-



(de gauche à droite) M. Yves Evrard, Mme Christine Defraigne, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Viviane Loschetter

geoise lors de son entretien avec le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, M. Jan Jambon. Ce dernier a assuré une bonne coopération concernant l'échange d'informations entre la Belgique et les pays limitrophes, dont le Luxembourg. Par ailleurs, le Ministre a donné des explications sur les mesures de prévention contre le terrorisme, notamment la mise en place de patrouilles Internet destinées à repérer les personnes présentant un risque terroriste potentiel.

Une nouvelle impulsion à l'UE

Donner une nouvelle impulsion à l'Union européenne (UE) par la concrétisation de projets communs et faire avancer l'Europe sociale de concert avec le marché intérieur, sans oublier l'implication des jeunes générations, telles ont été les conclusions d'un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères belge, M. Didier Reynders.

Un partenaire fiable pour l'Europe reçu à la Chambre



Rencontre du Premier Ministre tchèque (6^e de gauche) et de sa délégation avec le Président de la Chambre (7^e de gauche) et une délégation parlementaire

«Je suis près de vous dans ces temps difficiles!»

C'est par ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le Premier Ministre tchèque, M. Bohuslav Sobotka, le 11 mai 2017.

La situation politique délicate qui règne en ce moment en République tchèque et qui a provoqué des manifestations pour soutenir la Constitution et le système démocratique dans plusieurs grandes villes tchèques a dominé les discussions entre le Président de la Chambre et son invité tchèque.

La République tchèque: un partenaire fiable pour l'Europe

Lors de l'échange de vues entre M. Sobotka et la délégation luxembourgeoise composée des membres du Bureau, de la Conférence des Présidents ainsi que de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ces derniers ont félicité le Premier Ministre tchèque d'avoir constitué un Gouvernement avec une vision pro-européenne. Le but de son Gouvernement est de construire des ponts entre le groupe Visegrád (Hon-

grie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et les autres membres de l'Union européenne (UE), a souligné le Premier Ministre tchèque connu pour être le plus europhile des quatre pays.

«Il faut consacrer plus de temps à ce qui nous unit et avancer dans les domaines où l'UE ne connaît pas de divergences», a souligné le Président de la Chambre des Députés lors des discussions sur l'actualité politique européenne. Un autre défi commun «est celui d'identifier les lignes rouges qui ne sont pas compatibles avec notre projet européen», a encore ajouté M. Di Bartolomeo.

La crise migratoire au centre des discussions

La crise migratoire ainsi que l'approche du Gouvernement tchèque pour faire face à cette crise furent également évoquées lors de l'échange de vues.

Le Premier Ministre tchèque a expliqué aux députés que son pays envoie le plus grand nombre d'experts à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et qu'en outre, ces dernières années, la République tchèque a augmenté son aide pour les camps des réfugiés

situés au Proche-Orient (Turquie, Liban, Jordanie). Dans ce même contexte, M. Bohuslav Sobotka a insisté que l'Union européenne renforce sa politique étrangère et de sécurité commune afin que la question migratoire soit mieux réglementée.

L'éventuelle adhésion de la République tchèque à la zone euro était également une question soulevée par les députés. Le Premier Ministre tchèque a avoué que la question de la monnaie européenne sera sûrement un enjeu important lors des élections législatives tchèques en octobre.

Une délégation de la Chambre accueillie à Moscou

C'est sur une toile de fond de relations tendues entre la Russie et l'Union européenne (UE) suite aux événements en Ukraine qu'une délégation parlementaire luxembourgeoise a été reçue en visite à Moscou les 22 et 23 mai 2017.

«Malgré un contexte difficile, il est important de poursuivre le dialogue afin de rechercher une solution politique aux différents conflits» - tel était le message central de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, qui a conduit la délégation parlementaire luxembourgeoise. Il a aussi rappelé les liens historiques et culturels qui unissent le Luxembourg et la Russie, notamment le soutien russe lors des négociations précédant la signature du Traité de Londres il y a 150 ans.

Ouvert au dialogue

En tant que membre de l'UE et malgré sa petite taille, le Grand-Duché est un acteur non négligeable et un ami de la Russie au sein de l'UE. Fervent défenseur des valeurs européennes et des droits de l'homme, le Luxembourg se veut aussi ouvert au dialogue et à la coopération même quand les positions diffèrent. Les relations bilatérales ayant toujours été excellentes entre les deux pays, la délégation luxembourgeoise s'est renseignée auprès de ses homologues russes au sujet de leur posi-

tion face à la situation géopolitique actuelle dans les régions sensibles.

La partie russe a regretté la décision de l'UE infligeant des sanctions à la Russie et nuisant ainsi aux relations économiques de part et d'autre. Cette situation a d'ailleurs contraint la Russie à se tourner vers d'autres partenaires économiques, notamment en Asie, et à développer son marché interne. Les interlocuteurs russes se sont déclarés ouverts au dialogue et à la recherche commune de solutions diplomatiques, soulignant l'importance d'un échange franc et honnête entre toutes les parties.

Des entrevues à haut niveau

La délégation parlementaire a rencontré des représentants des deux chambres du Parlement russe, à savoir le Vice-Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale, M. Ilyas Magomed-Salamovitch Umakhanov, ainsi que le Président du Comité des Affaires internationales du Conseil de la Fédération, M. Konstantin Kosachev, et la Vice-Présidente du Comité des Affaires internationales de la Douma d'État, Mme Svetlana Jourova. Elle a également eu un échange de vues avec le Vice-Ministre russe des Affaires étrangères, M. Alexey Meshkov.

La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Laurent Mosar, Marc Angel, Eugène Berger, Claude Adam et Fernand Kartheiser.



MM. Fernand Kartheiser, Laurent Mosar, Marc Angel, Eugène Berger et Claude Adam accueillis à la Douma d'État à Moscou.

Parlementaires québécois à la Chambre



Les pétitions publiques étaient au cœur d'un échange de vues entre députés luxembourgeois et québécois lors de la visite d'une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Québec le 24 mai 2017 à la Chambre des Députés. Le Parlement luxembourgeois faisant partie des précurseurs dans le domaine des pétitions en ligne, les élus québécois se sont intéressés à cette bonne pratique dans le cadre d'un échange avec leurs homologues luxembourgeois.

Les pétitions publiques viennent de fêter leur troisième anniversaire sur le site public de la Chambre. L'outil, introduit en mars 2014, permet de collecter des signatures en

ligne pendant une période fixée à six semaines. Si le seuil des 4.500 signatures est atteint, le pétitionnaire pourra défendre sa cause lors d'un débat public avec les députés et les membres du Gouvernement concernés par le sujet.

Jusqu'à présent, 21 débats publics ont été organisés; environ 430 demandes de pétitions publiques ont été introduites sur Internet. À titre de comparaison: entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la date de création des pétitions en ligne en 2014, environ 350 pétitions classiques sur support papier dites «pétitions ordinaires» avaient été déposées à la Chambre.

Les délégations luxembourgeoise et québécoise

Remise du rapport du Kanner-Jugendtelefon

À l'occasion de la journée internationale des «helplines» pour enfants, les responsables du Kanner-Jugendtelefon ont remis le 16 mai 2017 le rapport d'activité pour l'année 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Depuis 25 ans, le Kanner-Jugendtelefon propose des conseils et une écoute à tous les enfants et jeunes adultes ainsi qu'aux parents par téléphone (le numéro d'assistance est le 1 1 6 1 1 1) et - de plus en plus souvent - en ligne («Online help») en luxembourgeois, en français, en allemand et en anglais.

M. Mars Di Bartolomeo a remercié les responsables ainsi que l'équipe

d'environ 70 bénévoles pour leur engagement à l'écoute des plus jeunes et des plus vulnérables. En 2016, 745 jeunes ont appelé le numéro d'assistance, 194 ont eu recours à l'assistance en ligne. L'offre d'assistance aux parents a reçu 151 appels alors que la «BEE SECURE Helpline» a enregistré 287 appels.

Les responsables du Kanner-Jugendtelefon ont informé le Président de la Chambre des dernières évolutions: ils ont constaté une augmentation des cas de harcèlement, surtout en ligne, et reçoivent également de plus en plus de messages sur Internet de la part de personnes suicidaires.



Les responsables du Kanner-Jugendtelefon ont remis le rapport d'activité 2016 au Président de la Chambre.

La coopération sociale au cœur des travaux du Comité permanent du CPI



Le 19 mai 2017 le Comité permanent du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réuni pour la première fois sous présidence luxembourgeoise au Grand-Duché de Luxembourg. Le Président de la Chambre des Députés et Président du CPI, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que le Président de la Commission «Agriculture et Environnement», M. Roger Negri, ont abordé, avec les autres représentants des différentes régions, des sujets très ciblés qui ont été élaborés par les différentes commissions du CPI.

Ont été traités entre autres le logement, le transport, la coopération hospitalière ou encore la question des métiers dans les domaines social et pédagogique exercés dans la Grande Région.

Tout cela s'inscrit dans l'objectif de renforcer la coopération au niveau interrégional afin d'atteindre une efficacité maximale tout en facilitant et améliorant la vie des citoyens de la Grande Région.

Lors de cette réunion, les membres belges, notamment M. André Antoine, ont incité leurs collègues à franchir la frontière interrégionale en étendant cette coopération interrégionale au niveau européen et ce plus précisément en élaborant ensemble des propositions afin de les présenter à la Commission européenne dans le but de relancer le projet européen. C'est une des nombreuses questions qui seront concrétisées le 2 juin 2017 lors de la séance plénière du CPI à la Chambre des Députés.

Le Comité permanent du CPI réuni à la Chambre sous présidence luxembourgeoise.

Vers une société du recyclage et la minimisation des déchets

Dans la Grande Région, le traitement des déchets n'est pas uniforme. Pourtant, dans toutes les entités, la volonté existe d'arriver à un taux élevé de recyclage et de miser sur une valorisation énergétique des déchets plutôt que sur la mise en décharge.

Les participants à la réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), qui a eu lieu le 28 avril 2017 à Leudelange sous la présidence du député luxembourgeois M. Roger Negri, se sont concertés sur la formulation d'un projet de recommandation y relative en vue de la séance plénière du CPI le 2 juin 2017.

Ils ont ensuite procédé à une visite des installations du Sidor, usine d'incinération à Leudelange qui traite quelque 160.000 tonnes de déchets par an.

M. Roger Negri (3^e de droite) a participé à la visite du Sidor à Leudelange.



Le Parlement Benelux visite le port de MERTERT



Les participants luxembourgeois à la visite du port de MERTERT par le Parlement Benelux.

Dans le cadre des travaux relatifs à la coopération en matière de logistique multimodale, les commissions réunies des affaires étrangères, des fi-

nances et de la mobilité et de la coopération transfrontalière du Parlement Benelux avaient effectué des visites de travail des ports de Gand,

Middelburg et Rotterdam.

Le 15 mai 2017 a suivi une visite du port de MERTERT à laquelle ont participé, du côté luxembourgeois,

Mme Diane Adehm, M. Gast Gibéryen, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis et M. Gilles Roth.

Suite à une présentation générale par M. Jeannot Poeker, président du conseil d'administration, sont intervenus M. Erik Odefey afin de présenter la société Luxport et M. Max Nilles en vue de donner un aperçu sur la logistique au Luxembourg.

Le port de MERTERT est surtout, mais pas exclusivement, spécialisé dans le transport d'éléments de construction en acier qui peuvent être soudés sur place grâce aux propres infrastructures de soudage. Ce n'est d'ailleurs pas la seule attractivité que présente le port de MERTERT qui bénéficie d'un réseau ferroviaire assez impressionnant. S'il dessert quotidiennement les pays limitrophes du Grand-Duché, un transport à destination d'Istanbul ne présente pas d'obstacle non plus.

Les intervenants ont insisté sur les avantages de la connexion ferroviaire du port de MERTERT tout en regrettant que le transport fluvial ne soit

pas assez promu. Un avantage qui a principalement été mis en évidence est l'efficacité écologique du transport par voie de bateaux porte-conteneurs; en effet, un porte-conteneur a une cargaison équivalente à 110 camions. On peut cependant constater que le transport par route ou par rail est souvent préféré au transport fluvial.

Ce phénomène est non seulement lié à la situation géographique du Luxembourg mais aussi au fait que les utilisateurs des voies navigables sont exposés à des taxes très élevées auxquelles s'ajoutent des temps d'attente importants qui découragent souvent les clients. Ainsi un transport à destination d'Anvers par voie maritime peut être estimé à une durée de deux à trois jours, une perte de temps que beaucoup de clients ne peuvent pas se permettre. Ce sont des défis importants, qui d'ailleurs touchent le marché économique entier, que doivent relever les différents États concernés et ce non seulement au niveau Benelux mais également à l'échelle européenne.



Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF

La place du français en Hongrie



Mme Anne Brasseur

La Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF a eu lieu en Hongrie du 9 au 11 mai 2017. En guise d'introduction, la section hon-

groise de l'APF a évoqué le développement économique et politique de la Hongrie ainsi que ses relations avec l'Union européenne par rapport à la crise migratoire.

La réunion a été ponctuée d'interventions visant à mettre en valeur le dynamisme de la francophonie en Hongrie. Le Ministre de la Justice, M. László Trócsányi, est intervenu sur le rôle de la francophonie en Hongrie en relatant l'histoire du français dans son pays et en vantant son importance dans le contexte des relations internationales.

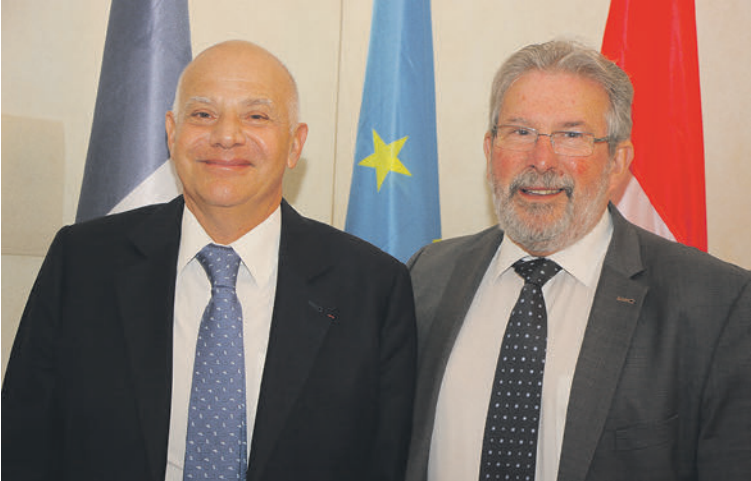
Le directeur de l'association hongroise des professeurs de français, M. András Poros, a quant à lui fait part de l'intérêt des jeunes lycéens pour l'apprentissage du français, suivi d'interventions diverses sur la franco-

phonie économique illustrant l'usage du français en Hongrie dans les différents secteurs d'activités.

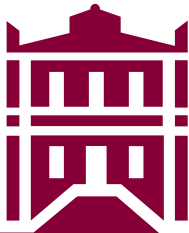
La Conférence des Présidents a ensuite examiné le suivi des résolutions adoptées lors de la 42^e session de l'Assemblée générale de l'APF réunie à Antananarivo du 8 au 12 juillet 2016. Une attention particulière a également été portée sur la place du français dans le contexte post-Brexit.

En tant que représentante de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur a présenté le programme de la réunion de l'Assemblée plénière de l'APF qui se tiendra du 6 au 11 juillet 2017 à Luxembourg et très chaleureusement invité tous les participants à se rendre au Grand-Duché pour cet événement.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



...S.E. M. Guy Yelda, Ambassadeur de France (visite d'adieu)



NOUVELLES LOIS

Changement de limites communales

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem

Le projet de loi a pour objet le changement des limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem, lequel s'inscrit dans le contexte du projet de reconversion de la friche industrielle Belval et plus particulièrement de l'aménagement du quartier «Université» sur le

site de «Belval-Ouest». Eu égard aux plans d'aménagement particulier votés ainsi qu'aux projets d'aménagement particulier en voie d'élaboration, le présent projet de loi a pour objectif de raccorder de façon logique les immeubles en cours de construction ou de planification aux infrastructures publiques existantes gérées par des gestionnaires différents en fonction de la situation territoriale.

Par ailleurs, du point de vue technique, le changement des limites suivi de l'attribution des adresses définira la situation du raccord des immeubles aux divers réseaux publics.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016
Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
24.11.2016 Présentation du projet de loi
 Désignation d'un rapporteur
 Examen de l'avis du Conseil d'État
16.03.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2017
Loi du 5 mai 2017
Mémorial A: 2017, n°484, page 1

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.07.2016
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):
02.02.2017 Désignation d'un rapporteur
 Présentation du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2017
Loi du 29 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°403, page 1

Précurseurs d'explosifs

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs

Le projet de loi a pour objet de mettre en application en droit luxembourgeois le règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs.

Ce règlement européen constitue une des nombreuses réactions législatives au terrorisme. Le dispositif constitue une réponse aux multiples attentats perpétrés par l'emploi d'explosifs auto-fabriqués en recourant à des substances chimiques librement disponibles sur le marché.

Le règlement (UE) n°98/2013 est d'application directe et déjà en vigueur. Le projet de loi se limite à transposer ou régler des points spécifiques à l'État membre, comme de déterminer l'autorité compétente et le point de contact.

Le règlement (UE) n°98/2013 catégorise les substances visées en deux catégories. Premièrement les substances interdites (au-delà d'une

certaine concentration) à la vente au grand public (annexe I du règlement UE) et deuxièmement les substances où toute transaction suspecte doit être signalée (annexe II).

Le Grand-Duché de Luxembourg a opté pour l'interdiction totale telle que prévue par le règlement (UE) n°98/2013, en se ralliant à la position du législateur belge, et n'introduit pas les régimes de licence et d'enregistrement rendus optionnels par les dispositions du droit européen. Douze États membres ont opté pour cette manière de procéder. Il s'agit de la manière administrativement la plus simple de mettre en œuvre ce dispositif.

Le règlement (UE) n°98/2013 prévoit une adaptation aisée à l'évolution de la menace et des connaissances relatives aux substances chimiques (en fonction, par exemple, des résultats de la recherche) en ajoutant ou en supprimant des substances dans les annexes par procédure de délégation. Il a été opté pour un règlement afin d'éviter que des mesures de transposition nationales ne doivent être prises dans les États membres lors de chaque éventuelle modification des annexes.

À noter que le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Prime unique

7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique

Le présent projet de loi a pour objet de transposer l'une des mesures à caractère salarial de l'accord conclu le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), à savoir l'allocation aux fonctionnaires et employés de l'État d'une prime unique de 1% du traitement barémique touché pendant l'année 2016 à verser au 1^{er} avril 2017.

Dans la mesure où il est prévu de verser cette prime le 1^{er} avril prochain, il a été jugé utile de limiter le présent projet de loi à ce seul point de l'accord salarial.

Alors qu'à l'origine, le nouvel accord salarial dans la fonction publique signé le 5 décembre 2016 ne fut pas prévu dans l'accord de coalition scellé fin 2013 entre partenaires gouvernementaux, le Gouvernement estime que, depuis

lors, l'évolution de la situation économique et budgétaire justifie tant le versement d'une prime unique d'ici le 1^{er} avril 2017 qu'une hausse de l'indice de base des rémunérations des agents de l'État d'ici le 1^{er} janvier 2018.

Ladite prime mentionnée ci-dessus, attribuée aux fonctionnaires et employés de l'État, l'est aussi aux membres de la Chambre des Députés, du Conseil d'État et du Gouvernement.

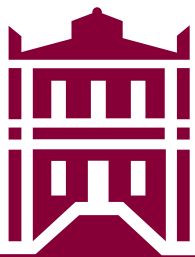
La prime est calculée par rapport au traitement de base, le cas échéant allongé, auquel sont ajoutés:

- la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière,
- la majoration d'échelon pour fonctions dirigeantes,
- l'allocation de famille,
- l'allocation de fin d'année, et
- les suppléments personnels de traitement accordés notamment pour compenser une perte de traitement lors d'un changement de carrière ou au moment d'atteindre 55 ans.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 11.01.2017
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten)
01.03.2017 Désignation d'un rapporteur
 Présentation du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2017
Loi du 21 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°313, page 1



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- M. Claude Wiseler

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports

- M. Claude Lamberty - M. Romain Schneider, Ministre des Sports

Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Laurent Zeimet - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspection et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gast Gibéryen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Marc Lies - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN

- Exposés: M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion et d'une résolution), M. Alexander Krieps (intervention de M. Fernand Kartheiser)

- Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Angel), M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Défense

6. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen d'Sëtzung op.

De Premierminister waart schonn drop: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir waart op meng Äntwert: Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

2. Communications

Dann hätt ech lech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

D'Lëschte vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, souwéi vun deene Projeten, déi vum Rôle ge-

strach gi sinn, sinn de Fraktiounen an de Sensibilitëiten zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 mars 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.02.2017

7118 - Projet de loi portant modification

1) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.03.2017

7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du

Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 07.03.2017

7120 - Projet de loi portant modification des notifications et des significations et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017

7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017

7122 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques en transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, et en mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 09.03.2017

7123 - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques)

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 10.03.2017

3) La proposition de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée

Dépôt: M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.05.2015

Retrait: M. Fernand Kartheiser, le 17.02.2017

3268 - Projet de règlement grand-ducal fixant le nombre maximum des agents de la coopération et des coopérants pour l'année 1988

Dépôt: M. Robert Goebels, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, le 20.10.1988

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

4372 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe aux élections législatives en Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine

Dépôt: M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, le 12.11.1997

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

4932 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe des élections législatives en Ukraine

Dépôt: Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28.03.2002

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

5183 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission de déminage de la Belgique au Cambodge

Dépôt: M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, le 14.07.2003

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann hutt Der gesinn, dass e bësse méi Mouvement an der Dagesuerdnung war. Ech mengen awer, dass déi verschidden Ännerungen am Konsens zwëschen alle Membere vun der Presidentekonferenz missten zustane komm sinn. Wann dat net de Fall sollt sinn, géif ech dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll just eng generell Remarque maachen. Dat ass, datt mer säit enger Rei Kéieren, nodeem datt donneschdes d'Ordre-du-joure fixéiert gi sinn, dauernd Changementer an deenen Deeg duerno maachen. Dës Kéier ass et méi wéi eng Kéier e Changement gewiescht.

An ech soen awer, datt dat net nëmmen d'Aarbecht vun den Deputéierten erschweiert, mä haaptsächlech och d'Aarbecht vun der Administration ganz zolidd erschweiert, soudatt ech do soen, datt et wichteg wär, datt d'Regierung, d'Kommissiounen sech géifen un déi Aarbecht halen. Déi Saachen, déi donneschdes do sinn, sollen op den Ordre du jour kommen. An déi Ordre-du-jouren, déi fixéiert ginn, sollen och, wann nëmme méiglech, agehale ginn, soudatt eis Aarbecht domat wesentlech géif vereinfacht ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Wiseler. Ech wolt just soen, dass selbstverständlech, wat de Prinzip ugeet, jiddwereen do dermat d'accord ka sinn. Mä bei zumindest zwou vun deenen dräi Ännerungen waren Imponderablen am Spill, déi net un der Regierung hongen: De Projet war entweder net prett oder houg vun engem anere Projet of, wat net virauszegesi war, wéi mer den Ordre du jour gemaach hunn. Mä wat de Prinzip ugeet, ass et selbstverständlech méi einfach ze schaffen, wann deen Ordre du jour, dee mer an der Presidentekonferenz festhalen, och kann agehale ginn.

(Interruption)

Ënnert deene Bemierkunge vum Här Wiseler a vläicht deenen Erklärungen, déi derbäikomm sinn: Ass d'Chamber bereet, dee modifizéierten Ordre du jour unzehuelen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

A mir géifen dann direkt mam éischte Punkt ufänken, enger Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Regelen: zwou Minutte fir deen, deen d'Fro stellt, a véier Minutte fir d'Regierung. An ech géif lech och alleguer bieden, d'Regierung an d'Deputéiert, lech strikt un deen Timing ze halen.

Déi éischt Fro kënnst vum Här Claude Lamberty, riicht sech un de Sportsminister an dréit ëm eng méiglech Vergrößerung vum Haus vum Sport, der Maison des sports. An den Här Lamberty huet d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports**

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Merci, Här President. Oh, mir hunn eng nei Auer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah! Schéin, dass Der eis drop hiweist.

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Mir hunn eng nei Auer...

(Hilarité)

...a se fonctionnéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir hunn effektiv eng nei Auer. An déi Auer weist zwou Saachen un: Déi Zäit, déi schonn ofgelaft ass, an déi Zäit, déi nach bleift. Also gétt et elo keng Excuse méi, fir net d'Zäit strikt anzehalen.

(Hilarité)



Dir fänkt awer nach eng Kéier bei null un, Här Lamberty. Dir kritt och eng Sekonn Bonifika-tioun.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Ma da sinn ech awer ganz fro. Am Sport sinn d'Zäite jo och meeschtens ganz wichteg.

(Interruption)

Voilà! Här Sportsminister, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv geet meng Fro oder dréit sech meng Fro ëm d'Maison des sports. Dir wësst, dass den organiséierte Sport, also de Comité olympique an natierlech och d'Federatiounen, säit 2007 zu Stroossen an der Maison des sports sinn. Dat ass, mengen ech, mat déi wichtegst Plaz hei am Land, wou d'Federatiounen, wéi gesot, kënnen hir Aarbecht verrichten a wou iwwer Sport am Dagdeegleche bericht an och geschafft gëtt.

Elo gëtt et säit ville Méint u sech déi Forderung, souwuel vum COSL wéi dann och vu verschidde Federatiounen, fir déi Maison des sports ze erweideren. Firwat? Mä well se eben e grouse Succès huet, well vill Federatiounen do dra sinn, well do vill geschafft gëtt, ass et u sech esou, dass et e Manktum u Plaz an deem Gebai gëtt. An do goufen et Iwwerleeungen op ganz verschidde Plazen, fir da méi Raum zur Verfügung ze stellen.

Meng Fro, an ech mengen, déi interesséiert ganz vill Leit hei am Land, notament déi an de Federatiounen an och an de Veräiner an am Comité olympique schaffen all Dag:

Wat ass elo genau mat deem Ausbau? Wou si mer drun? Ass de Projet wirklech konkret? Kënne Fläche fir de Sportsmouvement hei zu Lëtzebuerg fräi gemaach ginn, fir dass een do besser ka schaffen?

Wéi fält déi Decisioun am Allgemengen, dass eng Federatioun oder méi Federatiounen do kënne Bürosgebaier (veuillez lire: Bürosraim) bäikréien?

An dann natierlech déi entscheidend Fro: Wéini kann de Plënnercamion komme fir verschidde Federatiounen, fir dohinnerzeplënnere? Dat ass meng Fro.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Lamberty. An den Här Sportsminister ass scho bal hei. Här Sportsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Lamberty fir dës Fro. Effektiv ass dat heiten e Sujet, deen, mengen ech, méi dacks opgehäit gëtt, virun allem ëmmer bei de Federatiounen, awer och beim COSL. Ech mengen, mir wëssen, dass ab 2007, zënter dass d'Maison des sports besteet, dat effektiv eng Success Story ass. Engersäits fënnt een do de COSL erëm an derniewent virun allem och d'Federatiounen. An ech mengen, et ass gutt, dass de Sport, den organiséierte Sport an engem Haus sou vill wéi méiglech zesummen ass, fir och do sech ze échangéieren, fir kuerz Weeër ze hunn.

D'Opportunitéiten, fir méi Raimlechkeeten ze hunn, heescht natierlech, dass méi Raum muss zur Verfügung kommen. Dat ass effektiv elo de Fall, well eng Rei Verwaltungen, eng Rei Institutiounen, déi do sinn, wäerte plënnere, do eraus wäerte plënnere, soudatt nei Raimlechkeete wäerten disponibel ginn. Dofir war och schonn d'lescht Joer eng Reunion gewiescht zesumme mat de Propriétaires, zesumme mam COSL, virun allem awer och zesumme mam Comité des loyers (veuillez lire: mat der Commission des loyers) a mat Bâtiments publics, fir ze kucken: Wat gëtt dann elo genau vu Raimlechkeete fräi? An op där anerer Säit: Wat muss effektiv renovéiert gi respektiv ausgebaut ginn, fir dass esou vill wéi méiglech optimal Plaz wäert do kommen?

An ech mengen, et ass esou, dass elo festgehale gouf... An net méi spéit wéi am Laf vun dëser Woch ass eng nächst Reunion zwëschen genau dëse Partner och erëm eng Kéier, fir genau ze definéieren, wat dann elo soll ëmgeännert ginn, wat muss investéiert ginn, fir da festzehalen, dass effektiv sou en gros fir ongeféier fënnf bis sechs Federatiounen misst Plaz sinn, fir nei kënnen do eranzekommen.

Et ass ugeduecht, dass de COSL eng Etage méi héich plënnert an dass dann ënnen d'Raimlechkeete fräi gi fir nei Federatiounen, awer virun allem och, fir deene Federatiounen, déi do sinn, méi optimal Raimlechkeeten ze bidden. Dat heescht méi Büroen, eventuell och Büro- a Versammlungsraim derbäi, déi kënnen eleng oder zesumme genotzt ginn; Synergien och zwëschen deenen eenzelne Federatiounen.

An ech mengen, Dir hutt ugeschwat engersäits den Delai: Ech mengen, dat Ganz, d'Émbauaarbechte wäerte lafen am Joer 2017. A bis

Enn 2017 wäerten dann dee Moment och kënne souwuel de COSL no uewe plënnere, wéi och déi aner Raimlechkeete kënne besat ginn.

An ech mengen, de Moment sinn e puer Federatiounen, déi effektiv gefrot goufen, fir och an déi Maison des sports ze kommen. Et gouf vum COSL analyséiert. Dir musst wëssen, dass och de Sportsministère e Brëif gemaach huet, fir dat ze ënnerstëtzen, dass déi Raimlechkeeten, déi elo fräi ginn, effektiv och genotzt gi vu Sportsverbänn, soudatt mer effektiv op enger Plaz an deenen nächste Joren och sou vill wéi méiglech Sportsfederatiounen hunn, zesumme mam COSL.

Ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung, an ech sinn iwwerzeegt, dass bis Enn des Joers ganz kloer Entscheedunge gefall sinn an dass nei Federatiounen do en Heem wäerte fannen zu Stroossen dann eben, an der Maison des sports. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Romain Schneider. Déi nächst Fro kënnt vum Laurent Zeimet, riicht sech un de Premier- a Statsminister an dréit ronderëm d'Brëifwahl. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, den 10. Februar huet d'Regierung annoncéiert, dass se wëlt d'Modalitéiten iwwert d'Brëifwahl änneren an deem Sënn, dass u sech all Wieler kéint decidéieren, ob en den Dag vun de Wahlen wëlt viele goen oder eben iwwer Brëifwahl wielt, an dass e keng Justifikatioun méi misst uginn, firwat e wëlt op d'Brëifwahl zrëckgräifen.

Dee Moment ass sech natierlech och direkt d'Fro gestallt ginn, ab wéini dat soll gëllen, ob dat och scho fir d'Gemengewahle vum 8. Oktober dëst Joer sollt gëllen. An eng liicht Konfusioun ass awer schonn op de Gemengen opkomm, ob dass dann elo misst schonn ëmgesat ginn, well jo do eng ganz Rei vun Délaie spillen, a wéi dat da sollt ëmgesat ginn.

Elo ass de Projet de loi 7118 déposéiert, an do steet elo kloer dran, dass dat soll eréischt gräifen ab 2018 bei de Chamberswahlen. Mir wollte just vun dësem Moment awer profitéieren, fir eng Kloststellung ze maachen, och vis-à-vis vun de Wielerinnen a Wieler, dass dat dann eben net fir dëst Joer gëllt an dass d'Leit vläicht net elo scho plangen, an d'Vakanz ze goen den 8. Oktober, mä dass se da wëssen, dass mer eis freeën op dee Rendez-vous vum 8. Oktober mat hinnen zesummen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierten Zeimet Merci fir déi Fro. Ech wëll just d'Leit berouegen, déi den 8. Oktober gären an d'Vakanz fueren, dass se awer nach ëmmer an d'Vakanz kënne fueren an eng Brëifwahl kënnen nach ëmmer ufroen. D'Brëifwahl gëtt jo net ofgeschaaft. Dat Eenzegt, wat ass, ass, dass mat dëser neier Reform am Fong d'Justifikatiounen jo net méi musse gefrot ginn an dass och d'Gemengen am Fong, well et jo awer och eng komplizéiert Matière ass... Am Moment sinn et zéng Woche virun, wou et maximal ka virun ugefrot ginn, dat geet op zwielef. Dat heescht, d'Delaie ginn e bësse verlängert.

An ech wëll direkt och hei rassuréieren, dass dat am Exposé des motifs kloer drasteet, dass et wirklech fir den nächste Scrutin électoral vum 2018 sollt sinn, an och an der Saisine, déi mer als Statsministère un de Conseil d'État geschriwwen hunn, dass dat de But ass.

Et soll een net vergiessen, dass mer awer zwee Texter hunn am Wahlgesetz. Mir hunn den éischten Text, dee mer jo haten, fir den Oktober scho festzehalen. A mir wollten dat justement découpléieren, net, well deen heiten duerno et geif mat sech bréngen, dass deen éischten net kéint gestëmmt ginn, dass heescht, dass d'Chamberswahlen am nächste Joer net kéinten am Oktober gehale ginn. An do wor jo déi ganz Diskussioun, wéi een adequaten Datum wär, ob dat 2019 wär oder Juni, wéi, wat a wou. Dofir deen éischten Text, fir Kloeerheet ze schafen, deen doten Text elo fir d'Modalitéite vun der Brëifwahl, déi kloer fir Oktober 2018 sinn, net fir dës Gemengewahlen.

Fir dës Gemengewahlen zielt nach ëmmer déi al Gesetzgebung. Dat heescht, dass ee muss justifiéieren, dass de Schafferot decidéiert, ob dat geet oder net. An dat sinn alles Konditiounen, déi an Zukunft net méi wäerte gëllen. An

d'Leit kënnen och an Zukunft - j'insiste: an Zukunft - och iwwer Internet dann hir Demande maachen, fir de Vote électronique och ze froen. Dat ass dat, wat een „Digital Lëtzebuerg“ och nennt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statsminister. An déi nächst Fro kënnt vum Här Claude Adam un den Erziehungsminister an dréit ronderëm d'Reform vum Inspektorat.

- **Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspection et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Här Minister, mir sinn zwar eréischt Mëtt Mäerz, mä matten am zweeten Trimester, mä et sinn awer schonn eng ganz Rei Gemengen, déi sech Gedanken iwwert déi nächst Schoulorganisatioun maachen. Eng Rei Leit froe sech och, ob se sech mussen op där éischer Lëscht mellen oder nach net. An do kënnt dann de Fait derbäi, dass mer eng Reform vum Inspektorat ugekënnegt hunn. An déi Reform vum Inspektorat féiert jo Direktiounen an, an déi Direktiounen, déi wäerten dann och en Deel vun der administrativer Aarbecht iwwerhuelen, deen eventuell elo nach vun de Gemenge gemaach gëtt.

Duerfir si meng Froen:

1) Wéini wäerten ongeféier - ech weess, Dir hutt net gär, wann een no engem Datum freet, mä ongeféier an deem Fall hei -, wéini wäerten déi Direktiounen operationell sinn? Mir si mam Gesetz um Instanzewee.

2) Kritt dat en Afloss op Leit, déi am Enseignement schaffen? Ganz spezifesch - an dat hat ech och a menger Fro gesot -, et gëtt eng Rei Schoulmeeschteren, déi si fräigestallt oder besser gesot „detachéiert“ an de Service scolaire vu verschidde Gemengen. Besonnesch am Süde gëtt et där Beispiller. Mussen déi Leit sech elo op eng éischt Lëscht mellen, fir en anere Posten ze kréien? Oder brauche se sech keng Gedanken ze maachen a si kënnen déi Aufgab, déi se bis elo ausfëllen, nach weiderféieren, sou wéi dat bis elo war?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An den Educationsminister, den Här Claude Meisch, ass scho prett.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Merci och dem Claude Adam fir déi Fro hei. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, eng Rei vu Prezisiounen ze ginn.

D'Fro stellt sech effektiv, wa mer regional Direktiounen hunn, déi den Inspektorat ersetzen, déi d'Fonction vum engem Guichet unique och sollen hunn an hirer Region: Wéi ass d'Zesummeschaffen do mat dem kommunale Service scolaire? An op där anerer Säit och: Wat fir eng Perspektiven heescht dat dote fir déi Leit, déi aus dem Enseignement detachéiert si bei d'Gemeng fir de Service scolaire?

Nun, ech denken, wann dat Gesetz iwwert déi regional Direktiounen a Kraaft ass, wou mer dovunner ausginn, dass et Enn des Joers wär, dass een deen Transfer, dee Changement do kéint op den 1. Januar vläicht maachen. Wéi de legislative Prozess weidergeet, ech mengen, dat läit éischer bei der Chamber wéi bei eis. Op jidde Fall si mir esou wäit prett mat alle Préparativen, fir dass een et souwuel nach bei der Rentrée wéi awer éischer och duerno vläicht den 1. Januar kéint maachen.

Mä do stellt sech déi Fro a mir ginn emol dovunner aus, dass dat net direkt eng Inzidenz wäert hunn op de Fonctionnement vun deene kommunale Schoulservicer, déi haut virun allem och an der Stad Lëtzebuerg an an enger Rei vu Südgemengen esou fonctionnéieren, dass och detachéiert Enseignanten do mat eng Hand upaken. Ech denken, dass virun allem, wa mer e Changement hunn, eng Reform hunn, een net alles matenee soll a Fro stellen. Wat fir mech wichteg ass, dat ass, dass mer herno e flott Zesummeschaffen hunn tëschent der regionaler Direktioun an dem kommunale Schoulservice.

Fir mech ass och do wichteg, dass mer esou wäit wéi méiglech bei der Iddi vum Guichet unique bleiwen, dass heescht, dass d'Elteren, d'Enseignanten och eng Ulaftell hunn an dass ganz kloer ass, wie firwat zoustänneg ass. Wann et ëm Froe vu Schoulqualitéit geet, dann ass et ganz kloer bei der regionaler Direktioun. Wann et ëm Froe geet vum Schoultransport, vun der Schoulorganisatioun, vum Stonneplang an esou weider, dann ass et éischer de Schoulservice vun der Gemeng, deen zoustänneg ass a wou een dann och sech soll kënnen hiwenden.

Et ass esou, dass jo och d'Chamber schonn e Gesetz gestëmmt huet, näamlech d'Gesetz vum SCRIPT, d'Reform vum SCRIPT, wou mer déi Instituteur-ressourcen, déi haut queesch uechtert d'Schoulen intervenéieren, ofgeschaaft hunn. An déi wäerte bei der nächster Rentrée dann ersat ginn duerch Instituteurs spécialisés en développement scolaire. Dat kënnt also emol scho sécherlech, well deen Deel vun deenen Ännerungen, deen ass schonn a Kraaft an dee wäert bei der nächster Rentrée och kënnen ëmgesat ginn.

Dat heescht, een, deen haut Instituteur-ressource ass, dee muss éischer kucken, wat en dann an Zukunft mécht. Erfëllt en d'Qualifikatioun an huet en den Interessi, fir Instituteur spécialisé en développement scolaire ze ginn, da mellt e sech bei deem Rekrutement, deen amgaangen ass ze lafen, respektiv e kuckt, fir eng aner interessant Aufgab och kënnen ze iwwerhuelen.

Dat gëllt natierlech eben net, wéi ech virdu gesot hunn, fir déi, déi detachéiert si bei d'Gemengen, bei d'Schoulservicer, well mer do der-vunner ausginn, dass d'Gesetz iwwert d'regional Direktiounen keng direkt Inzidenz wäert hunn an een duerno éischer sech an der Zäit soll ukucken, wéi e gutt Zesummeschaffe méiglech ass. An dat kucke mat den eenzelne Gemenge selbstverständlech.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Erziehungsminister. An déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm d'Vullegripp. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Mir hu bis elo d'Chance, dass d'„Vullegripp“ no leschten Informatiounen nach net hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.**- D'Vullegripp!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Vullegripp, hat ech...?

► **Une voix.**- D'Vullegripp!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt just kucken, ob Der mer géift nolauschteren.

(Hilarité)

Et huet geklappt.

Op jidde Fall ass se no op onser Grenz: Enn Februar si Fäll zu Tréier an am Saarland, méi genee um Bostalsee, festgestallt ginn. Zur selwechter Zäit ass och e Fall an der Belsch bekannt ginn. Enn Januar, uganks Februar sinn an de Vogesen aacht Schwanen un dëser Krankheet gestuerwen.

Meng Fro ass duerfir, ob den Här Minister ka confirméieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg bis haut nach keen esou e Fall hunn, an ob preventiv méi Kontrollen elo hei am Land gemaach ginn an och systematesch, wann doudeg Vulle fonnt ginn, ob déi Analyse gemaach ginn.

De Minister verlaangt och vun de professionellen Zichter, meeschtens sinn dat Produzenten vun Eeër, dass d'Hénger net méi dierfen dobause fräi lafen. Huet dëst en Afloss dann op d'Etikettéierung vun den Eeër, zum Beispill „fräi lafend Hénger“? Huet dëst en Afloss op de Label „Bioeër“? Huet et en Afloss op d'Qualitéit vun den Eeër? Ginn, well d'Hénger an Hale musse gehale ginn, doduerch eventuell gesondheetlech Problemer bei den Déieren erwaart?

An eng lescht Fro: Hunn d'Zichter duerch d'Moosnamen, déi se hei imposéiert kréien an déi sécherlech och hire Wäert hunn, eventuell méi Fraisen? A wa jo, ginn dës vum Landwirtschaftsminister an iergendenger Form kompenséiert?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs.**- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen Merci soe fir seng Fro, déi et mir erlaabt, op e Sujet anzugeen, dee leider nach zimlech aktuell ass, an dat, obschonnns en Objet scho war vun zwou verschidde parlamentareschen Ufroen vun den honorabelen Deputéierten, dem Här Graas an dem Här Kaes.



Den Ausbroch vun der „Vullegripp“ -...

(Hilarité)

..., „Vullegripp“ -, vun der Campagne 2016-2017 baséiert op engem Virus, dee besonnesch virulent ass. Bis den 3. Mäerz hunn an der EU insgesamt 18 Memberstaaten dës Krankheet gemellt. Am Ganze waren dat 1.136 Fäll vu wëllen Déieren an 963 Fäll vun Déieren aus Elevagen. Am Prinzip ginn dës Fäll quasi all an engem Korridor entdeckt, deen och vun den Zuchvigelen benotzt gëtt.

Zanter dem Ufank vun dësem Mount geet d'Zuel vun den entdeckte Fäll staark erof, soudatt ee kann dovunner ausgoen, datt d'Ausbreedung vum Virus wesentlech manner séier geschitt, wéi dat am Ufank de Fall war, an datt d'Intensitéit vun dëser Déierekrankheet amgaangen ass ofzehuelen.

Wann een dës Zuele vergläicht mat där leschter grousser Seuch vun 2005 an 2006, da stellt ee fest, datt d'Zuel vun de Foyere fir d'Period vun Oktober bis Mäerz sech bal verzéngfacht huet. An all deenen Zonen, wou d'Krankheet entdeckt gouf, goufen och déi Moossnamen geholl, déi vun der europäescher Legislatioun virgesi sinn.

Hei zu Lëtzebuerg ass bis dato nach kee Fall vu Vullegripp nogewise ginn, dat obschonn all Kadaveren a Geflügel wéi Vullen, déi fir eng Autopsie an de Laboratoire vun der Veterinärinspektioun geliiwert ginn, op d'Vullegripp ënnersicht ginn.

Mir hunn, wat och an deenen aneren europäesche Länner de Fall ass, eng Rei preventiv Moossnamen geholl, déi bis elo och nach ëmmer applizéiert gi sinn. Ech mengen, déi professionell Geflügelhalter mussen hir Déieren astallen. Fir d'Hobbyhalter ass dëst eng Recommendation. Et ass fir jiddweree verbueden, Geflügel a Vigelen dobaussen ze fidderen oder ze dränken. D'Fudder an d'Waasser mussen ënner Daach stoen. An och anormal Stierflechte muss der Veterinärverwaltung gemellt ginn, datt d'Kadavere kënne op d'Vullegripp ënnersicht ginn. Soudatt am Fong all preventiv Moossnamen, vun deenen den Här Gibéryen geschwat huet, domadder erfëllt sinn.

Mir halen d'Situatioun am A a wäerten dës Moossnamen nees ausser Kraaft setzen, soubal d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun et zouléisst. Wat elo déi ekonomesch Inzidenzen ubelaangt: Bei engem Abattage total wäerten d'Produzenten hire Verloscht vun der Häerd natierlech kompenséiert kréien. D'Käschten, déi ginn do am Prinzip och zu 50% vum Fonds sanitaire européien kofinanzéiert.

A verschidde Länner wäert natierlech och d'Vullegripp finanziell Auswierkungen op de Revenu vun de Produzenten hunn. Dat ass zum Beispill de Fall a Frankräich, wou d'Produzente vun de Gänse fir de Foie gras beträff sinn. Dat wäert natierlech och de Fall sinn a verschiddeenen anere Länner, wou d'Eeër vu fräi lafenden Hénger net kënne als solch verkaaft ginn an deemno och e manner héije Präis kréien. Ech mengen, déi Eeër, déi mussen dann, wann eben déi Period vum Confinement 12 Wochen iwwerschratt huet, als dat gekennzeechent ginn. Wat elo d'Bioeeër ubelaangt, déi gelten d'office als vu fräi lafenden Hénger. Hei ass och eng Indemnisiatioun iwwert den europäesche Budget méiglech.

Et ass awer nach ze fréi, fir hei kënne Chiffren ze avancéieren. Lëtzebuerg ass awer a béide Fäll kaum beträff. Mir hu jiddefalls nach keng Ufro an där Hisiicht kritt.

Merci villmools.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. A mir géifen zur nächster Fro iwwergoen. Déi kennt vun Här Marc Lies, riicht sech un den Innenminister an dréit ronderëm de Personeregëster.

- **Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, an deene leschte Wochen huet sech erausgestallt, datt d'Zuelen aus dem nationale Regëster par rapport zum kommunale Regëster ganz ënnerschiddlech waren. Opgrond vun de Gemengewahlen an dësem Joer ass et awer wichteg ze wëssen, wéi vill Leit dann elo wierklech och an enger Gemeng wunnen. An dëser Hisiicht goufen dann och e puer Question-parlementairen an deene leschte Woche gestallt. Ech huelen hei just ee Beispill, fir eng Kéier kuerz ze dokumentéieren, wou de Problem läit.

Ech huelen d'Beispill aus der Gemeng Hesper, déi ech am beschte kennen. Enn 2016 goufe ronn 14.950 Awunner deklariéiert. Den nationale Regëster seet awer, datt ronn 17.000 Awunner an der Gemeng Hesper géife wunnen, wat eng Differenz vun 2.050 Awunner ausmécht. Nom Contrôle gouf da vun deenen 2.050 awer just eng Persoun zousätzlech ugemellt, wat dann een EU-Beamte wor.

Nodeems datt dës Lëscht vun der Gemeng opgeschafft gi wor, gouf den 23. Februar vum CTIE eng nei Lëscht gefrot. Et huet een dann awer misse feststellen, datt op dëser Lëscht nees eng Kéier 91 zousätzlech Persounen dropstoungen, vun deenen, déi iwwerschafft gi woren, respektiv anerer, déi net konnten iwwerschafft ginn, well eng ganz Partie krass Anomalien hei festzestellen woren.

An der Lëscht, déi d'Gemeng vum nationale Regëster kritt huet, stoungen och eng Rei Leit dran, déi duebel gefouert woren, obwuel si viru Jore korrekt aus dem kommunale Regëster gestrach gi sinn. D'Fro, déi sech stellt: Wéi kann dat alles sinn?

Wat awer schlëmmer ass, ass de Fait, datt fiktiv Persounen an dësem Regëster gefouert ginn. Ech hunn hei e Beispill vun engem Ministère, an elo haalt lech un, bei Nom steet „prénom“ oder „personne“ a bei Prénom steet „inconnu“! Heifir gouf dann och eng Matricule erstallt.

Eng aner Fro, déi sech stellt: Kënne Persounen opgrond vun engem falschen Enregistrement am nationale Regëster eventuell vu verschidde soziale Leeschtungen profitéieren, wéi zum Beispill sech ärztlech betreie loosse?

Den nationale Regëster ass absolutt net fiabel a weist eng ganz Rëtsch Lacunen op. Duerfir meng Froen un de Minister:

Sollten déi staatlech Instanzen, ier datt si en Enregistrement maachen, net fir d'Eischt bei deene jeeweilege Gemengen nofroen, ob d'Person X oder Y effektiv an der Gemeng gemellt oder enregistriert ass?

Envisagéiert de Minister net och, datt bei engem Deménagement vun engem EU-Beamten d'Gemengen nees heiriwwer sollten informéiert ginn?

Wat d'Berechnung vun deene staatlechen Attributiounen un d'Gemengen ugeet, sinn och eng Partie Inkohärenzen. Bei all de Gemengen ausser der Stad Lëtzebuerg ginn d'Awunnerzuelen aus dem GESCOM vum SIGI ermëttelt. De Statoc mécht par contre eng eege Berechnung vun der Awunnerzuel.

Meng Fro un de Minister: Gedenkt de Minister, d'Berechnungs- an d'Ermëttlungsbasis vun der Awunnerzuel an all de Gemengen ze harmoniséieren?

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President, Merci och dem Här Lies fir déi Fro. Effektiv war dat net nëmme eng Fro, mä et waren der eng ganz Rei beieneen. An ech mengen, dass et sënnavoll ass, trotzdeem eng Kéier e klengen Historique ze maache vun deem Gesetz vum 19. Juni 2014 (veuille lire: 2013), dat jo bekanntlech véier Voleten hat: engersäits de Registre national, anersäits d'Numéro d'identification vun de Leit, dann d'Carte d'identité électronique an dann och de Registre communal des personnes physiques, wou Der alleguerte wësst, dass dës Chamber och nach en neit Gesetz gestëmmt huet, fir d'Mise en vigueur vun deem Registre communal des personnes physiques nach e bëssen an d'Längt ze zéien, näamlech op den 1. Abrëll 2016.

Dat hu mer deemools gemaach aus guddem Grond: well de Syvicol nach eng Rei vu Beanstandungen hat par rapport zu deem, wat déi viregt Chamber an deem ugesprachene Gesetz vun 2013 decidéiert hat. Ech mengen, ech brauch net méi op den Detail dovunner anzegeen. Dat hu mer hei op dëser Tribün schonn de Laangen an des Breeden diskutéiert.

Fakt ass, dass op den 1. Abrëll 2016 déi 105 Gemengereglementer ersat gi sinn duerch e Registre communal des personnes physiques. Am Virfeld dovunner waren och vum Ministère de l'Intérieur dräi Informationsversammlungen fir d'Gemengen organiséiert ginn. An et war och eng prezis Circulaire erausgaangen, déi drop higewisen huet, dass dat Gesetz, wat 2013 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass - also zu enger Zäit, wou ech nach net d'Geleeënheet hat, an dësem héijen Haus derbäi ze sinn, den Här Lies, de Frosteller, hat awer deemools d'Geleeënheet schonn -, dass also dat Gesetz géif elo endlech och fir de Gemengesektor dann zielen.

Ech wollt och soen, dass mer och opgrond vun deenen Inkohärenzen, déi den Här Lies elo ugeschwat huet, am November 2016 nach eng Kéier eng prezis Circulaire un d'Gemenge gemaach hunn, fir se drop opmierksam ze maachen, dass et grouss Diskrepanze géife ginn tëschent deem nationale Regëster an de Gemengeregëster. Zu deem Zäitpunkt, also am Ufank November 2016, hate mer insgesamt 46.000 Divergenzen. Dat ass allerdéngs haut erofgaangen duerch den Asaz vun de Gemengen op 2.265, also just nach 0,38% vun den Adressen, déi insgesamt agedroe sinn, wat total normal ass, wann ee weess, wéi de System funktionéiert.

An ech sinn och frou, dass d'Gemeng Hesper als lescht hei am Land déi Aarbecht gemaach huet, déi déi 104 aner Gemenge scho laang virdu gemaach hunn,...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - an et och fäerdegbruecht huet...

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ... an et och fäerdegbruecht huet, hir Divergenzen op 98 - vun der Zuel vun haut - erofsetzen, nodeems dass se nach am Februar mat ronn 1.700 Divergenzen huet misse sech erëmploen.

Firwat kommen déi Divergenzen? An ech mengen, dat ass jo déi entscheidend Fro, déi den Här Lies zu Recht stellt. Si kommen einfach doduerch, well d'Chamber 2013 decidéiert huet, dass mer nieft deem, dass d'Gemengen natierlech Leit androen, och Données à la source huelen.

Dat heescht also, dass staatlech Instanzen och kënne dee Regëster fidderen. Do gëtt et och eng Rei vu Grënn, firwat dass dat esou ass. Dat ass engersäits d'Immigratioun, fir d'Demandeurs de protection internationale respektiv och fir d'Bénéficiairen. Et ass d'Sécurité sociale, déi dat ka maachen, well d'Patronen d'Salariée mussen umellen, ier se kënne hei eng Aarbechtsgeneemung kréien. Et ass och d'Direktioun vum Protokoll vum Ausseministère, wat d'EU-Beamten ugeet an d'Diplomaten, an, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, am Ausnahmefall och d'Justiz, déi dee Registre national ka fidderen.

Et ass dann och esou, dass, wann déi staatlech Instanzen dee Register fidderen, dee jo u sech sollt parallell lafe mat deem Gemengeregëster, dat och am Gemengeregëster ganz kloer ze erkennen ass. An d'Gemengen hunn dann - an esou gesäit d'Gesetz vun 2013 et vir - d'Aufgab, fir dann nozekontrolléieren, ob déi Androung, déi vun de staatlechen Instanze gemaach ass, och konform ass mat der Realitéit um Terrain.

Dat ass also d'Erklärung fir déi berechtigt Fro, déi den Här Lies gestallt huet. An ech soen nach eng Kéier e grouse Merci un alleguerten d'Gemengen, déi e ganz groussen Effort gelescht hunn, fir dass mer déi Diskrepanzen op e verstännegen Niveau konnten erofsetzen. Villmools Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister. An déi lescht Fro fir de Mëtte kennt vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch a riicht sech un d'Statssekretärin fir Tourismus a Wirtschaft an dréit ronderëm d'Klassifikatioun vun den Hoteller.

- **Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi viregt Regierung, déi hat e Gesetzesprojet déposiert, mat deem de Statut hôtelier an awer och d'Campingsgesetz sollte reforméiert ginn, mat deem awer och endlech géif eng Base légale geschafe gi fir d'Gitten an och fir d'Jugendherbergen. An dodrunner geknäppt war och eng Klassifikatioun vun dem System vun der „Hotelstars Union“ fir dee gesamte Secteur d'hébergement, fir am Fong geholl eng kloer an transparent an och harmoniséiert Klassifikatioun unzestriewen.

Dëst Gesetz gouf vun der Regierung zrëckgezunn, fir nees nei iwwerschafft ze ginn. An ech war awer elo, muss ech soen, e bëssen erstaunt ze liesen, dass Dir, Madamm, als zoustänneg Statssekretärin de 15. Februar bei der Virstellung vun der Tourismusbilanz ugekënnegt hutt, dass deen nei Klassifikatiounssystem elo sollt ab Mäerz, also am Fong geholl elo schonn ab dësem Mount, fräigeschalt ginn. Esou hutt Dir et annoncéiert, dat heescht, e System, mat deem de Client dann och ka kucke goen, wat dee jeeweilege Betrib, dee jeeweilegen Hotel him ze bidden huet.

Bon, et ass jo elo eng fräiwëlleg Saach, mä et stelle sech doch awer eng ganz Partie Froen. Dir hutt en neie Projet de loi de 16. September déposiert. Deen ass verwise ginn un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Wéi kann et dann awer elo sinn, dass dës Klassifizierung dës Mount scho soll fir e Client visibel ginn, wa mer dat Gesetz emol an der zoustänneg Kommissioun nach net undiskutiert hunn?

Meng zweet Fro ass: Wéi bindend ass dat Resultat dann och vun der Klassifikatioun, wat dann no der Analys vun enger Kommissioun zustane kënnt, fir den Hotelier? Muss deen, wann e véier Stäre bis elo huet an der nach vläicht just vun der Kommissioun dräi zougestane kritt, dee véierte vun der Fassad erofhuelen?

A wat ass dann iwwerhaupt, Madamm Statssekretärin, d'Base légale fir de Recours, deen en Hotelier jo ka maachen, wann nach kee Gesetz diskutiert, geschweige da gestëmmt ass?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hetto-Gaasch. An d'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministerium, d'Madamm Francine Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech gären der honorabler Deputéierter Madamm Hetto Merci soen, fir d'Fro vun der Klassifikatioun vum Hebergementssektor hei opzebréngen. D'Madamm Hetto selwer huet jo zweemol, leider ëmsoss, probéiert, d'Klassifikatioun via Gesetz anzeféieren. Duerfir kennt se jo deen Dossier ganz gutt, wat an der Tëschenzäit quasi en Dauerbrenner ass an deem ganze Secteur. U sech wollt ech effektiv, an dat hat ech ugefrot, d'Chamberskommissioun den 30. Mäerz informéieren iwwert déi aktuell Démarche. Merci duerfir, dass mer elo haut scho Geleeënheet hunn, an dësem méi breede Kader doriwwer ze schwätzen.

D'Iwwerleeungen, fir d'Gesetzter iwwer Hotel a Camping, déi aus de 50er a 60er Jore stamen, ze moderniséieren, déi ginn et jo effektiv scho méi laang. Et geet drëm, fir den Entwécklung vum Marché Rechnung ze droen, op d'Erwaardungen vun de Clienten anzegoen an hinnen eng zuverlässig Informatioun ze ginn iwwert d'Offer un Hotellen, u Campingen a soss Hebergementer zu Lëtzebuerg.

Et gëtt duerfir eng ganz grouss Demande vum Secteur, dee ganz ongedëlleg schonn zënter Joren dorobber waart. An dowéinst hu mer de Projet de loi 7062 am September zehoert déposiert, deen dräi grouss Piliere huet: éischstens d'Protektioun vu verschiddeenen Denominatiounen, zweetens d'Informationspflicht vis-à-vis vum Client an drëtten eben och d'Klassifikatioun. An dann, am Kader vun engem ganz produktiven Echange mam Statsrot, huet sech dann awer erausgestallt, am Sënn vun enger méi grousser Simplification administrative, datt et déi bescht Léisung ass, fir eben de Volet vun der Klassifikatioun aus dem Gesetzesprojet erauszehuelen. Vu dass et an dësem Projet keng obligatoresch Klassifikatioun méi gëtt, ass et och net méi onbedéngt néideg, fir iwwer Gesetz ze fueren.

Absolutt, absolutt néideg ass et par contre, fir eng gewësse Flexibilitéit ze hunn, fir eben där schneller Entwécklung, där Dynamik vum Secteur Rechnung ze droen. Dat heescht, datt déi 270 Kritären, no deenen d'Betribler klasséiert ginn, regelméisseg mussen ugepasst ginn all dräi bis véier Joer. An dat ass jo awer nëmme bedéngt méiglech, wann d'Kritäre bis an de leschten Detail mussen an d'Gesetz kommen, am Gesetz festgehalde ginn, an net an engem Règlement grand-ducal. Dat ass schwéierfällg. Dat ass a kengem sengem Sënn, wa mer ëmmer erëm déi ganz legislativ Prozedur mussen duerchlaf fir all Klenggekkeet, wann zum Beispill just an engem Kritär ee Wuert ännert. An an deem Sënn hu mer decidéiert, fir d'Klassifikatioun aus dem Gesetzestext erauszehuelen.

U sech wollt ech, wéi gesot, den 30. Mäerz d'Chamberskommissioun heiriwwer informéieren. Dat ass jo dann elo scho geschitt. Datt se net méi am Gesetz virgesinn ass, heescht awer wierklech net, dass d'Klassifikatioun net kënnt! Am Géigendeel, si kënnt näamlech elo vill méi séier. Mir sinn näamlech als Ministère prett, d'Beruffsvorbäin sinn och prett. An duerfir kënne mer schonn den nächste Méinden den offizielle Startschoss gi vun der Klassifikatioun vun der Hotellerie. An enger zweeter Phas kennt dann och am Laf vum Joer dee ganze Volet vun dem Camping dobäi.

Just nach als Präzisioun, de Site www.classification.lu, deen huet eng zentral Roll bei all deenen Demarchen. Wéi gesot, Simplification administrative och hei, well mir wëllen en effikassen a moderne System aféieren, dee gréisstendeels online funktionéiert. D'Betribler maa-



chen online eng Autoevaluatioun an och hir Demande. A si kënnen och de ganzen Dossier online suivéieren.

Natierlech ass awer och eng Inspektioun op der Plaz, wou e Vertrieeder vum Ministère an e Vertrieeder vum Beruffsverband alles iwwerpräiwen. Den Dossier geet dann an eng Kommissioun an et ass de Ministère, deen herno d'Stäre vergëtt. D'Klassifikatioun ass véier Joer laang gültig. Mir féieren hei en international unerkannte Stäresystem an. Dee gëtt et schonn a 16 europäesche Länner. An de System vun „Hotelstars Union“, deen ass quasi an all de Länner ouni Gesetz agefouert ginn. Dat bréngt méi Transparenz fir de Client an et ass en Incentive, fir weiderhin an d'Qualitéit vun eisen Hotellen a Campingen ze investéieren.

Ech wëll och nach soen, dass dat hei e Projet ass, wou wierklech Verwaltung, Ministère an d'Berufsverbänn op eng exemplaresch Manéier zesummegeschafft hunn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der 40-Minuten-Froesessioun ukomm a mir géifen zum nächste Punkt oder deenen nächste Punkte vun eiseem Ordre du jour iwwergoen. Et ass éischstens eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwer „Eng modern Armée fir nei Erausforderungen“ an d'Interpellatioun vum Här Alexander Krieps iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der NATO. Déi zwee Interpellante wäerten noenee schwätzen an da féiere mer eng Gesamtdiskussioun. An duerno huet d'Regierung d'Wuert. Mir hunn d'Riedezäit zweemol nom Modell 1 proposéiert an et ass och esou vun der Chamber ugeholl ginn.

An d'Wuert huet dann elo direkt deen éischten Interpellant, den Här Fernand Kartheiser.

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Armée fir nei Erausforderungen»

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN

Exposés

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzeburger Armée feiert dëst Joer zwee Jubiläen. Dat Eent ass de 50. Joresdag vun der Fraiwëllegenarmée, deen och den 9. Juli besonnesch gefeiert gëtt, 1967 bis 2017. An dat Zweet ass den 175. Gebuertsdag vun eiser Militärmusek.

Ech soen am Numm vun der ADR op jidde Fall der Armée an all deenen, déi sech fraiwëlleg gemellt hunn an deene leschte 50 Joer, fir eiseem Land trei ze déngen, e ganz häerzleche Merci a wëll der Armée och felicitéiere fir dee ganz wäertvolle Bäitrag fir de Fridden an d'Sécherheet vun Land, dee si während dëser ganzer Zäit geleescht huet. Si huet oft net nëmmen d'Sécherheet vun eiseem Land mat garantéiert, mä och hire Bäitrag zur kollektiver Sécherheet an Europa geleescht.

Mir erënneren un de Kale Krich, un de Koreakrich besonnesch, wou jo och Lëtzeburger leie bliwwen sinn, an un déi vill Friddensmissiounen, déi d'Armée besonnesch zënter den 90er Jore gemaach huet: an Afghanistan, am Kosovo, am Mali an op ganz villen anere Plazen.

Net nëmme Lëtzeburger hunn an eiser Armée gedéngt, mä och EU-Ausländer. D'ADR huet och u si geduecht doduerch, dass mer am Kader vum Nationalitéitengesetz eng Proposition de loi gemaach haten, spezifesch och fir hiren Engagement ze éieren. A mir freeën eis, dass déi am Nationalitéitengesetz och mat berücksichtegt gouf.

D'Militärmusek brauch een hei och net elo extra ze ernimmen. Alleguer si mer eis bewosst, wéi grouss a wäertvoll de kulturelle Bäitrag vun deem Ensembl an der Geschicht vun eiseem Land ass. Och u si eis häerzlech Felicitatiounen!

Ech hunn elo dës Interpellatioun genannt „Eng modern Armée“, mä ech si mer och bewosst, dass dat e ganz, ganz aktuelle Sujet ass, well mer jo ëmmer virun neien Erausforderungen stinn an engem internationale Kontext, dee sech ganz séier entwéckelt. An ech muss soen, dass allem Respekt fir lech, Madamm Closener, sinn ech dach awer iwwerrascht, dass den Här Arméiminister haut net ka bei eis sinn. Mir haten als ADR eng grouss Flexibilitéit gewisen a mir waren e puermol elo d'accord, fir dës Interpellatioun ze verréckelen zäitlech, an et ass wierklech schued, dass de Minister an esou enger wichteger Fro d'Zäit net fonnt huet, fir hei ze sinn.

D'Armée ass e ganz wichtigen Deel vun der Baussepolitik vun eiseem Land a si muss virun

allem politesch ganz kloer encadréiert sinn. Dofir hate mer jo schonn zënter Joren, dass ass elo näischt Rezentes, drop gwaart, dass e Wäissbuch publizéiert gëtt, wéi dat och an anere Länner gemaach gëtt. Mir erënneren eis, dass souguer nach de Colonel Ries un där Aarbecht bedeelegt gouf, dass e souguer mat deem Argument an de Ministère geholl gouf virun enger gewëssener Zäit, well d'Armée brauch e ganz kloeren, net nëmme legale Kader, mä och e kloer politesch Kader, an deem se evoluéiert. Si brauch eng Politik, déi si ënnerstëtzt an hire komplizéierten Aufgaben, si brauch genuch Leit, genuch Material.

Esou e Wäissbuch muss selbstverständlech ëmmer aktualiséiert ginn. Mir hunn eis och gewonnen: D'Cour des comptes huet e Wäissbuch gefrot gehat an engem Rapport spécial iwwert d'Armée an et gouf geäntwert vum Här Minister Schneider, dass esou e Wäissbuch jo schwierig wär, well et ëmmer erëm misst aktualiséiert ginn. Mä d'Actualitéit ass awer elo keng Lëtzeburgeresch Spezifitéit. All Land ass mat deemselwechte Problem konfrontéiert.

Nodeem den Här Minister Schneider ugeknegt hat, dass mer déi Lignes directrices fir d'Armée bis 2025 sollten eng Kéier presentéiert kréien, hunn ech haut an der Press gelies, dass dat haut soll geschéien. An och do deet et mer leed, wann dat da wierklech sollt de Fall sinn, dass mer als Deputéiert dat net virun dëser Debatte konnte gewuer ginn, fir dass mer och dorobber vläicht scho kéinten eng éischt Reaktioun weisen. Mir sinn also gespaant, Madamm Staatssekretär, wat Dir eis herno an deem Kontext äntwert.

Wann ech soen, dass d'Armée e kloer legale Kader brauch, fir ze evoluéieren, gëllt dat och fir zum Beispill d'Fro: Brauche mer en neit OMPs-Gesetz? Kënnt dat? Brauche mer en neit Gesetz oder datselwecht Gesetz, fir d'Deploiementer vun der Armée am Ausland kloer ze regelen? Kënnt dat? Alles dat si wichteg Froen, net nëmme wéinst der politescher Dimensioun, mä och fir d'Sécherheet, d'Rechtssécherheet an aner Sécherheete vun alle Militär, déi un esou Missiounen bedeelegt sinn.

Ech gi vläicht hei ganz kuerz op een Aspekt vun eisen internationale Verpflichtungen an, well ech herno an der Diskussioun nach op déi aner international Verpflichtungen aginn, an deen Aspekt, deen ech hei elo wëll ervirhiewen, dass ass deen Engagement vun der Regierung, fir 2% vun eiseem Bruttonationalprodukt fir d'Defense auszeginn.

Dat ass en Engagement, dass huet den Här Statsminister Bettel geholl um Sommet vun der NATO vu Wales am September 2014. Dass ass e kloer politeschen Engagement vun där ganzer Regierung - ech betounen dass hei ausdrécklech: vun där ganzer Regierung -, en internationale politeschen Engagement. Inklusiv eis gréng Kolleegen hu sech engagéiert also, fir 2% vum Bruttonationalprodukt an d'Defense eranzestiechen. An dat géif heeschen 1,1 Milliard Euro no aktuellem Wäert.

Fir d'ADR steet ausser Fro, dass mer müssen en adequate Bäitrag an déi international Sécherheet investéieren. Mä vun 2%, mengen ech, brauche mer am Abléck net ze schwätzen - wéinstens ass dat eis Positioun -, well mir keng Menace hunn, déi op eis läit, déi esou eng Depense géif justifiéieren. Mir hunn natierlech eng Menace, dass ass den internationalen Terrorismus. Mä wéinst deem eleng brauche mir net en Effort ze maache vun 2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Eis huet gewonnenert, politesch, dass de Statsminister Bettel 2014 um Sommet vu Wales dann, Pays de Galles, deen Engagement hält, an 2016 virun där nationaler Press seet en dann, ma nee, dass géif en dann net méi gutt fannen, e wär ganz skeptesch, mir hätten eng Politik, déi a sozial Saachen investéiert an net a Waffen. An och den Här Minister Schneider huet de 7. Dezember 2016 gesot, dass kéint ee kloer net maachen, dass 2%-Zil.

Da free mir eis awer: Wou ass d'Kredibilitéit vun dëser Regierung? Huet se international eng aner Sprooch wéi national? Seet se international, si wëllt déi 2% ausginn, an hält do e formelle politeschen Engagement - ech hunn e matbruecht, fir déi Leit, déi e wëllen nokucken - international op déi 2%, an national zitt se sech dann zrëck? Ass dat net en eklatante Widersproch? Wou ass d'Wourecht? Deen internationalen Engagement oder dat, wat eis Ministeren hei an der Chamber oder virun der Press soen?

A wéi ass et da mat de Vases communicants? Mir hunn hei eng Doktrinn - den Här Angel gëtt net midd, se ze widerhuelen -, dat vun deenen dräi „D“: Diplomatie, Defense an Développement, also d'Entwécklungshëllef, dass wär e Ganzt, dass misst een zesumme gesinn, praktesch Vases communicants. A wéi ass et dann, wann elo duersch déi international Entwécklungen den Drock op Lëtzebuerg géif wei-

der klammen, fir effektiv méi Efforten an der Defense ze maachen? Géif dass heeschen, dass an anere Gebidder zrëckgeschrauft géif ginn, fir dass ze maachen? Och dass ass eng oppe Fro. A mir wësse jo och net, wéi sech d'Situatioun elo entwéckelt.

Mir sinn als ADR d'accord, mir begreissen déi Optik, déi d'Regierung an engem Punkt geholl huet, nämlech fir eng Rei vun deenen Depensen am Beräich vun der Defense urrechenbar ze maachen, mat engem Retour économique fir Lëtzebuerg. Dass ass de Fall beim Härebierg, wann deen dann och mat der Participatioun vu Lëtzeburger Firma renovéiert gëtt, dass ass de Fall um Findel, dass ass de Fall bei der SES mat LuxGovSat an esou weider an esou virun. Dat si Projeten, wou e Retour économique ass.

Mä wann een awer d'Armée kuckt, da muss ee wëssen, dass och anescht muss an d'Armée investéiert ginn. Ech wëll hei Saache soen, déi vläicht am Land net esou bekannt sinn, déi vläicht och net jiddwereen heibanne weess, mä déi awer e ganz kloert Liicht op den Zoustand vun der Armée werfen, wéi se an deene leschte Jore behandelt gouf an a wéi engem Zoustand se haut ass:

Mir hunn net genuch individuell Equipementer fir eis Militär. Mir hunn net genuch Charroi. Mir hunn net genuch Waffen. Mir hunn net genuch Kommunikationsmaterial. Mir hunn emol net genuch Material fir deen aktuellen Effectif, an dee läit wäit ënnert deem Effectif, deen am Gesetz vun 2007 iwwert d'Armée virgesinn ass! Mir hunn heiansdo keng Méiglechkeet, fir eis Zaldoten hei am Land ze trainéieren, well dass bësse Material, wat do ass, mat de Friddensmissiounen am Ausland ass. Mir hunn net genuch schosssecher Westen, mir hunn emol net genuch Waffen, fir all Zaldot oder all Militärpersoun haut mat Waffen ze equipéieren, wann dat néideg wär!

Mir hunn näischt, wéi gesot, géint grouss Projekte mat engem Retour économique. Mä als verantwortleche Politiker muss een dach emol fir d'Éischt kucken, dass all einzelnen Zaldot, dee kann eventuell agesat ginn, dee säi Liewen op d'Spill setzt fir eist Land, fir eis Sécherheet, dass dee geschützt ass, dass en dat Material huet, wat e brauch, fir seng Missioun kënnen ze erfüllen. An dass ass am Abléck net de Fall! Mir hätten also gär, dass emol dat Material kaaft an opgestockt gëtt, wat mer brauche fir eis eenzel Militär.

Wa mer dann awer schwätzen iwwert d'Material vun der Armée, da soe mir als ADR, dass een dat och muss ganz vernënftig maachen. Well et si vill Suen, déi hei um Spill stinn, ëmmer méi Suen, eben duersch dass, wat mer virdru gesot hunn, déi finanziell Entwécklung. An et ass elo esou, dass mer déi Capacitéiten, déi mer hunn, musse fleegen an asazbereet halen.

Als Beispill kann ech jo hei d'Waasseropbereedung nennen. Mir hunn dräi Systemer. Een eenzeg ass operationell vun dräi. Een eenzeg! Firwat? Et feelt eis u Leit!

Mat den Dingoen ass et äänlech. Mir hunn déi Rüstungsprojeten, déi mer hunn, déi musse mer wa méiglech vun der Staang kafen, mat aneren Arméien zesummen! Well wa mir ëmmer fir Lëtzebuerg speziell Arrangementer treffen, ëmmer ganz, ganz komplizéiert Saachen nach extra kafen, hu mir als ganz kleng Armée iwwert d'Zäit net déi Capacitéit, fir déi Saachen operationell ze halen. Dass heescht, mir kënnen se net méi voll asetzen. An dass heescht net nëmmen e Verloscht vun eisen Asazméiglechkeeten, mä och e finanzielle Verloscht. Et ass also heiansdo besser, méi einfach Saachen ze kafen, eis bei aneren Arméien unzehänken, amplaz fir Lëtzebuerg Spezialléisunge wëllen anzeféieren.

Mir sollten och kucken, ob mer a verschiddene Beräicher Double-Use-Material kënnen kafen, dass mer och fir zivill Zwecker kënnen benotzen, an net nëmme fir militäresch Zwecker. A mir müssen och oppassen am vernënftigen Émgang mat eise Suen, dass mer net Saachen duebel kafen oder Saache mat engem double Emploi. Rezent hate mer nach dass Beispill: Mir hunn deen Transportflieger do, den A400M, deen nach ëmmer net do ass, deen 2019 soll kommen, a gläichzäiteg gi mer dann eis bedeelegen um Multi-Role Tanker Transport, dem Projet MRTT, deen hei gestëmmt ginn ass, net mat de Stämme vum ADR, well ebe just dass meescht oder bal alles, wat deen MRTT do soll bréngen a kënnen, souwisou och vum A400M ka gemaach ginn.

Mir hunn also e ganze Koup Observatiounen, wat déi aktuell Politik, wat d'Material ugeet, mä ech wëll d'Hauptgewiicht vun dëser Interpellatioun op d'Personal vun der Armée leeën. Well si sinn et, déi wierklech eis Sécherheet garantéieren. Si sinn et, op déi mir eis verloossen an déi eis Dankbarkeet verdéngen.

An d'Armée erfëllt hir Verpflichtungen, déi d'Politik hir gëtt. Mä d'Fro ass: Wéi behandelt d'Poli-

tik d'Armée an déi Leit, déi an hir déngen? D'Realitéit ass eng ganz einfach: Mir hunn net genuch Leit an der Armée!

Wa mer elo am Kader vun awer enger Rei vun terroristeschen Attacken an Europa an op anere Plazen op en „Vigilnat 3“ géife goen, also eng Stuf méi héich an eiser Terrorismissituatioun, da wär d'Armée schonn implizéiert. Mir missten do och mat bewaachen, verschidden Infrastrukturen an esou weider. Mä d'Wourecht ass: D'Armée huet guer net déi Leit, fir esou eppes ze maache ronderëm d'Auer, all déi Schichten. Et feelt do dramatesch u Méiglechkeeten! Also souguer, wa mer enger reeller, immediater Gefor ausgesat wäeren, hätte mer net déi Méiglechkeet, do wierklech adequat ze reagéieren. D'selwecht am Verdeedegungsfall, d'selwecht bei der Protection du territoire.

Wéi ass et mat der Kooperatioun mat der Police a mat der Douane? Dass gëtt heiansdo geüübt, awer do si grouss Problemer an der Kompatibilitéit vu Prozeduren, vu Material, an aner Aspekter.

Bei den Auslandsmissiounen, do ass et esou, dass mer e Risiko hunn, dass eis Armée ze vill Saache gläichzäiteg muss maachen. Och dofir feelt et am Abléck u Leit. Dass ass eppes, wat d'Amerikaner als „overstretched“ bezeechen, dass heescht, ze vill Saache gläichzäiteg op verschiddene Plazen. An et muss een dann och ganz besonnesch drop oppassen, wéi eng Auslandsmissiounen ee mécht, wou mer wierklech eng Plus-value hunn, wat politesch rasonabel ass. An ech wäert herno, wann ech op dem Här Krieps seng Interpellatioun dann äntwerten, och nach dorobber zrëckkommen.

Mir hunn zënter dem Militärgesetz vun 2007 en theoreteschen Effectif am Contingent an der Armée vun 1.200 Leit, plus déi hors contingent, dass sinn, dass wäerten der och eng ronn 200 sinn, soudatt mer bei 1.400 Leit an der Armée kéinte leien. Mir leien awer am Abléck, an d'Cour des comptes huet dass och festgestallt, nach ëmmer op deemselwechte Personalniveau wéi 2007, ier dat Gesetz gestëmmt gouf. Dass heescht, u sech huet sech an deene Joren, dass sinn der elo zéng, näischt geännert substanzuell an der Gréisst vun der Armée, ob-schonn d'Gesetz do gewiescht wär, fir dass ze maachen.

Dat féiert dozou, dass d'Personal vun der Armée extrem beusprocht ass, dass vill Iwwerstonnen net kënnen erageholl ginn. A vun eiser Säit aus op jidde Fall e ganz grouse Merci un déi eenzel Militär an hir Familillen, déi an esou Situatiounen zesummenhalen, d'Armée weider ënnerstëtzen. Mir gesinn awer och de Risiko vun der Demotivatioun vun engem Deel vun der Armée, well se sech verlooss spieren, well net genuch ënnerstëtzt vun der Politik! An dofir ass et wichteg, dass mer do dergéint agéieren.

Elo ass zum Beispill dru geduecht, fir déi Militär, déi am Ausland a Missiounen sinn, an hir Famillje besonnesch ze ënnerstëtzen, wann dass néideg ass. Wann eng Assistance familiale oder wat och ëmmer gebraucht gëtt, ass un eng psychologesch Betreieung geduecht. Alles dat si Saachen, déi ee ka maachen, an op jidde Fall emol, fir deenen ze hëllef an deene Familillen, wou ee Familljemember am Ausland a Missioun ass.

Als ADR hätte mer gär, dass d'Personalstäerkt vun der Armée dorunner ugepasst gëtt, wat se brauch, fir hir Missiounen ze erfüllen, dass mer also op dass Gesetz gi vun 2007. Mir denken elo net drun, fir doriwwer erauszugeen, mä mir hätten awer op jidde Fall emol gär, dass déi gesetzlech Méiglechkeeten, déi do sinn, wierklech erfëllt ginn.

Gläichzäiteg kann een - wéi bei der Police - och elo emol undenken, fir eng fräiwëlleg a punktuell Reserv anzeféiere fir an Terrorismissituatiounen, oder fir aner Saachen esou ze maachen, fir sou kënnen séier ze reagéieren. Mä dass ass an enger zweeter Phas. Wat wichteg ass, ass elo emol, dass Gesetz vun 2007 ze erfüllen.

De Rekrutement ass natierlech e Schlüsselelement dofir. An all déi Problemer sinn eis bewosst. D'Regierung huet eng Rei vun Initiativen geholl, fir dass ze verbesseren. Dass ënnerstëtze mer och. De Büro hei um Boulevard Royal an aner Saachen, dass ënnerstëtze mer. Do si mer frou, dass dat gemaach ginn ass. Mä et geet bei Wäitem net duer!

Et gëtt virun allem e grouse Widdersproch - e grouse Widdersproch! - am Déclaratoire vun dëser Regierung an an der Realität. Mir hunn zum Beispill den Droit de priorité et d'exclusivité fir eis Zaldoten. Iwwert d'Jore gouf dee systematesch ofgebaut: 2004 fir d'Inspektoren vun der Police, 2008 fir d'Bréifdréier. An de Service



ass bei der Post bestëmmt net besser ginn do-
duerch, datt mer keng Leit vum Härebi-
erg méi huelen.

2014 - also dës Regierung ka sech also och net
erausrieden - gouf bei der Douane a bei de
Giischercher annoncéiert, datt den Droit d'ex-
clusivité sollt ofgeschaaft ginn. Den Droit de
priorité, deem et bei de Gemenge gëtt, gëtt
dacks net respektéiert! An an deem Sënn wollt
ech lech, Här President, eng Motioun hei
iwwerreechen, déi drun appelléiert, datt dat,
wat den Droit de priorité bei de Gemengen
ass, datt dat besser agehale gëtt.

Motion 1

D'Chamber stellt fest,

- datt d'Effectiffer vun der Lëtzebuerger Arméi bei
Wäitem net un den autoriséierten Effectif erukom-
men,

- datt et dem Beruff vum fräiwëllegen Zaldot un
Attraktivitéit feelt, wat zum Deel och op e Mank-
tem u beruffleche Perspektiven nom Enn vum Mi-
litärdéngscht zrëckzeféieren ass.

D'Chamber erënnert un

- d'Exklusivitéitsrecht an d'Virrecht vun de fräiwël-
legen Zaldoten op Posten, ënner anerem beim
Stat, an den Administratiounen, bei den öffent-
lechen Etablissements, bei de Gemengen an op
der Eisebunn (groussherzoglecht Règlement vum
13. Dezember 2004).

*D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op,
derfir ze suergen,*

- datt dëst Règlement vun all hire Servicer, Admi-
nistratiounen an öffentlechen Etablissements
strikt agehale gëtt,

- datt besonnesch de Banneminister d'Gemengen
nach eemol op dëst Règlement opmierksam
mécht a kontrolléiert, ob d'Bestëmmunge bei de
Rekrutementen och agehale ginn,

- datt d'groussherzoglecht Règlement vum 13.
Dezember 2004 esou ëmgeännert gëtt, datt nieft
der Eisebunns-gesellschaft och LuxTram ënner
seng Bestëmmunge fält,

- datt d'Zaldoten am Kader vun hirer Formatioun
beschtméiglech a méi cibléiert op déi verschidden
Examen a Carrière virbereet ginn.

(s.) *Fernand Kartheiser.*

Mir hätte gär als ADR, datt mer dat u Respekt
an Unerkennung fir eis Militär als Politik brén-
gen, wat eng Selbstverständlechkeet misst
sinn, wat awer am Abléck net de Fall ass. Mir
versprechen hinnen, all deene Leit, déi sech
fräiwëlleg an d'Arméi engagéieren, kloer an ef-
fikass Exklusivitéits- a Prioritéitsregelen, déi och
hinnen eng reell Carrièrechance bidden, wa se
d'Arméi verloossen.

An eis Chamber, och déi soll e Virbild an deem
Beräich sinn. Mir kënnen net nëmmen un
d'Gemengen appelléieren, fir fréier Zaldoten ze
rekrutéieren. Och eis Chamber soll an deem
Sënn fir hir Servicer méi op den Härebi-
erg an op d'Zaldoten zrëckgräifen, fir eis Sécherheet
zum Beispill hei am Gebai oder och fir
Huissieren, Chauffeuren an esou weider.

An och an deem Sënn wëll ech lech eng Reso-
lutioun iwwerreechen, Här President, déi eis als
Chamber géif erlaben, e Virbild ze sinn, wann
et drëm geet, fir deene fréieren Zaldoten eng
Aarbechtsperspektiv ze bidden.

Résolution 1

D'Chamber stellt fest,

- datt d'Iwwerwaachung vun de Raimlechkeete
vun der Chamber an zum Deel den Accès vum
Publikum an d'Chamber un eng privat Sé-
cherheetsfirma iwwerdroen ass,

- datt d'Sécherheet an d'Iwwerwaachung vun der
Chamber, enger vun de wichtigsten Institutiu-
nen am Land, muss eng öffentlech Aufgab sinn,

- datt d'Personal, dat fir d'Chamber schafft, soll
Lëtzebuergesch schwätzen,

- datt et dem Beruff vum fräiwëllegen Zaldot un
Attraktivitéit feelt, wat zum Deel och op e Mank-
tem u beruffleche Perspektiven nom Enn vum Mi-
litärdéngscht zrëckzeféieren ass.

*Dowéinst fuerdert d'Chamber de Bureau vun der
Chamber op,*

- am Kader vun der Iwwerwaachung vun de
Raimlechkeete vun der Chamber d'Personal fir déi
Aufgab an Zukunft exklusiv ënnert de fräiwëlle-
gen Zaldoten un Enn vum hirem Déngscht ze
rekrutéieren.

(s.) *Fernand Kartheiser.*

Mir müssen nodenken zesummen hei an der
Politik, wéi eng nei Carrière mer kënnen kreiéiere
fir déi Leit, déi hire Militärdéngscht geleeest

hunn. Et gëtt esou vill Besoinen. Mat e bësse
Fantasie an e bësse politeschem Wëlle kéinte
mer esou vill Filière schaffen, fir Leit wierklech
eng Optioun ze ginn an hirer Liewensplan-
gung. Mir hunn zum Beispill Iddie fir d'Gar-
diens de l'armée. Dat si Leit, déi speziell ausge-
bildt kéinte gi fir Militäristallatiounen oder
staatlech Plazen - den HCPN, Senneng, Minis-
tèren, Flüchtlingsheemer, Centre de rétention
-, an op villen anere Plaze kéinten déi extra
Qualifikatiounen kréien, fir do Déngschter ze
leeschten, déi haut ganz dacks u Privatfirme
vergi ginn. A mir hätten da vläicht och
d'Méiglechkeet fir ganz spezifesch Forma-
tiounen, fir an déi Richtung ze goen.

Mir kéinten iwwert d'Schafung vun enger Mi-
litärpolizei an virbereeden op Carrière an
deem Beruff, net nëmmen an der Police selwer,
mä och fir aner Sécherheetsaufgaben hei am
Land: Police de la circulation, Police des trans-
ports publics, bei den Agents communaux, déi
elo sollen nei Aufgabe kréien, bei den Experts
en logistique, an der Administration des ser-
vices de secours. Iwwerall kéint ee jo higoen als
Politik a sech froen: Wat kënnen mer maachen,
fir an deenen Administratiounen, déi an
deenen do Beräicher schaffen, och Carrières-
perspektiven opzemaache fir déi Leit, déi aus
der Arméi kommen an do kéinten a sollte spe-
ziell op esou Carrière virbereet ginn?

Elo am Abléck ass de Problem nach net esou
akut, obschonn e präsent ass. Mä wa mer
wierklech kéinten higoen an dat maachen, wat
d'ADR freet, näamlech datt mer d'Militärsge-
setz an den Effectiffer vun 2007 erreechen, da
sinn och esou vill méi Leit, déi aus der Arméi
erausginn, an émsou méi dréngend gëtt et,
datt mer wierklech kloer Carrièresperspektive fir
déi Leit hunn, déi eis an der Arméi gedéngt
hunn. Mir brauchen de kloer Wonsch, iwwert
den Härebi-erg Leit auszebilden an ze rekru-
téiere fir eben all déi do Beräicher an och nach
anerer.

D'Gemengen, wéi gesot, do ass leider festze-
stellen, datt déi net ëmmer deene Prioritéits-
uspréich gerecht ginn, aus deene verschie-
denste Grënn. Mä och d'Gemenge kënnen
nodenken, wou an hire Servicer prioritär Leit
vum Härebi-erg gebraucht ginn, an dann och
zesumme mat den Autoritéiten vun der Arméi
kucken, wéi mer d'Ausbildung vun de Leit um
Härebi-erg kënnen esou steieren, datt déi opti-
mal virbereet ginn.

Eis stéiert et zum Beispill ganz staark..., an ech
muss soen, net nëmmen, ech mengen, jidd-
wereen, dee sech dee Problem virun Ae féiert,
deem ass wahrscheinlech schockéiert: Dat ass
LuxTram. LuxTram ass eng Gesellschaft, déi
gehéiert zur Halschent dem Stat an zur Hal-
schent der Stad Lëtzebuerg. LuxTram, do ass
eng... - mir hunn och eng Question parlemen-
taire elo gestallt an deem do Sënn -, mä do ass
Franséisch Virschreift, datt ee Franséisch kann.
Lëtzebuergesch ass en „avantage“, steet do!
Däitsch ass en Avantage. Wa mer géife Leit
vum Härebi-erg huelen, da kéinten déi alleguer
Lëtzebuergesch.

Wéi ass et méiglech, datt eng Gesellschaft, déi
zur Halschent dem Stat an zur Halschent der
Stad Lëtzebuerg gehéiert, Leit hëlt, déi franko-
fon sinn, an net déi Zaldoten, déi um Häre-
bi-erg waren, fir als Buschauffeur oder herno als
Tramchauffeur do kënnen ze schaffen?

Als ADR si mer eis komplett bewusst, datt et
eng grouss Diskrepanz gëtt tëschent dem
Rekrutierungsniveau vun der Arméi an deem,
wat herno an den Examen gefrot gëtt, an dat ass
e ganz komplexe Problem. A ville Carrière an
de Schoulniveau, dee beim Examen gefrot gëtt,
an deene leschte Joren ëmmer erëm eropge-
schrauft ginn, aus ville Grënn: Een dovunner
ass eben de Verfall vun eise Schoulwiesen,
well d'Leit net méi genuch léieren an de
Schoulen am Vergläich zu fréier, soudatt
eigentlech den Niveau vun de Schoulen dann
ëmmer méi héich..., oder de Schoulniveau vun
der Klass, déi gefrot ginn ass, an d'Luucht gesat
ginn ass, ouni onbedéngt doduerch den Ni-
veau an d'Luucht ze setzen. Op jidde Fall gëtt
et eng Diskrepanz tëschent dem Rekrutie-
rungsniveau an deem „Klassenniveau“, soe mer
emol esou, dee gefrot gëtt an den Examen.

Mir müssen also iwwert d'École de l'armée
nodenken, fir den Zaldote genuch schoulesch
Méiglechkeeten ze ginn, och während der
Déngschtzäit, fir do kënnen déi Retarden opze-
schaffen, déi do sinn. Mir kënnen net higoen a
ganz laang Pausen an hirer Ausbildung afeie-
ren, well dat schuet. Wann ee mat enger 9^e
kënnst an et mécht een dräi Joer guer keng
Schoul an da soll een a ganz kuerzer Zäit no-
huelen, wat ee vergiess huet an der Tëschen-
zäit oder wat engem souwisou feelt, dann ass
dat ganz besonnesch schwierig.

Mir müssen also iwwert d'Organisatioun vum
Déngscht, d'Organisatioun vun der Schoul
nodenken. A mir kënnen zousätzlech Beruffs-
ausbildungen an der Arméi maachen, vun

deenen der eng ganz Partie och am Ziville
wierklech gefrot ginn. Mir kënnen net nëmmen
Armurieren an äänlech Beruffer huelen, mä och
Dronepiloten, Computerspezialisten, Logistik-
spezialisten.

An deem Sënn ass et interessant, eng Kéier eng
komplett Reflexioun ze maachen iwwer en Ar-
méilycée a Form vun engem Lycée technique,
deem net nëmme COPRAL, also d'Virbereedung
op d'Arméi, ESTAL oder COPREX, also d'Virbe-
reedung op d'Examen mécht, mä wierklech hi-
geet an eng Rei spezifesch Beruffsausbildungen
ubitt, déi de Leit, déi aus der Arméi sinn, och
herno eng Carrière an ziville Firmen oder an zi-
ville Verwaltungen erméiglechen.

Déi Examen a Formatiounen, déi d'Leit an der
Arméi maachen, déi sollten och einfach an on-
komplizéiert Equivalenzen am ziville Secteur
hunn. An dat hate mer, ech erënnere mech
nach ganz gutt u fréier, zum Beispill de Ca-
mionschauffeur: Wien de Camionschauffeur an
der Arméi gemaach huet, deem huet dat net
direkt unerkannt kritt am Zivillen, mä deem
huet nach eng Kéier missen en Examen maache
fir Camionschauffeur zum Beispill. Dat sinn na-
tierlech onvernünfteg Léisungen.

Mir sinn och bereet am Prinzip als ADR, fir
iwwert d'Superprioritéit nozedenken. Mir ginn
net dovun ewech, datt een, deem an enger
UDO ass, also an en Auslandsasaz geet, muss
belount ginn, a gutt belount ginn, grousszü-
geg belount gi fir déi Risiken, déi en op sech
hëlt. Mir denken awer, datt d'Superprioritéit an
der abléckeder Organisatioun vun der Arméi
och hir Nodeeler huet, a wären also och be-
reet, doriwwer nozedenken.

Et kéint een och un e gesetzleche Quotesystem
denken, fir ze garantéieren, datt jiddwereen,
deem an d'Arméi geet, dann och eng Carrières-
perspektiv huet.

Wann iwwer Zäitzaldoten nogeduecht gëtt, dat
ass jo och eppes, wat am Abléck aktuell ass, fir
sech fir zéng oder fofzéng Joer ze engagéieren,
och do muss mer soen, datt mer eis dat net
kënnen virstellen, wann net gläichzäitig un
d'Debouchée geduecht gëtt. Et kann een net e
Mënsch engagéieren op zéng oder fofzéng Joer
an da soen: „Wat s de duerno méchs, ass eis
egal.“ Och do muss mer kucken, datt eng
Kontinuitéit, eng laangfristeg Plangung méi-
glech ass.

Mir denken och als ADR, datt et méiglech misst
sinn, niewent der Sportssektioun eng Wëssen-
schaftssektioun an d'Arméi eranzebréngen,
well mir hu gesinn, datt op dem Niveau vun
der Europäescher Unioun - eng Initiativ, déi
och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn ass - d'mili-
täresch Fuerschung soll gefördert ginn. Mir
kéinten also och higoen an deene jonke Fuer-
scher ubidden, déi och dacks mat där Situa-
tioun konfrontéiert sinn, datt se nëmmen
Zweejahresvertrag an hirem Fach kréien, datt se
kéinten engagéiert gi fir eng gewëssen Zäit als
Offizier an der Arméi, fir wëssenschaftlech
Fuerschung ze maachen, déi dann zesumme
mat der Uni och kéint aneren, méi groussen in-
ternationale Projeten zeguttkommen.

D'Protection juridique ass en anert Oleies, wat
mer hunn. Déi soll an all Situatioun onbürokra-
tesch a séier geschéien. Mir haten den Tësche-
fall um Waldhaff, mir haten aner Tëscheffall,
wou et muss kloer sinn fir déi Leit, déi an der
Arméi sinn, wann déi an enger Situatioun sinn,
wou se aus egal wéi enge Grënn verletzt sinn
oder stierwen, datt awer op jidde Fall hir
Familljen net am Stach gelooss ginn an datt
mer dofir higin an d'Versicherungssituatioun
eng Kéier esou regelen, datt de Militär wierk-
lech weess, datt, wann em eppes geschitt, dat
net zum Nodeel ass vu sengen Nokommen.

Mir haten dat och bei der Police gefuerdert
iwwregens, a bei der Police freeë mer eis, datt
d'Regierung awer op dee Wee geet, dee mer
proposéiert haten an do d'juristesch Ofséche-
rung vun der Police awer wëllt verbesseren.

Mat der Disziplin, do ass et esou, datt mer
drop halen, datt mer elo net onrealistesche ginn
als Politik! D'Arméi ass net do, fir an einfache Si-
tuatiounen ze evoluéieren, mä si kann heiansdo
an extrem schwierige Situatiounen sinn. An
d'Disziplinarrecht muss deem Rechnung droen!
Et geet net hei, fir dat ze vergläiche mat anere
Verwaltungen oder esou, dat ass näamlech e
ganz onrealisteschen Exercice. An et geet awer
an deem Kontext vun der Discipline militaire
drëm, do ass eis Prioritéit, d'Justice militaire
bäizebehalen, mä esou ze reforméieren - well
dat ass am Abléck net de Fall -, datt se alle
rechtsstaatlechen Ufuerderunge gerecht gëtt.
Also zum Beispill, den Untersuchungsrichter
vum Procureur, dat muss alles daitlech getrennt
sinn, dat ass am Abléck net de Fall.

De Service médical, do ass och déi Situatioun,
datt mer e Spidolsplang am Abléck am Land
diskutéieren, deen eischter higeet, Capacitéiten
ze reduzéieren, woubäi mer keng Reserven
hunn an engem Krisefall.

(Protestations)

Mir hu keng Reserven! Mir hu weder Reserven -
weist eis déi, Här Graas! - u Better, u medezin-
neschem Personal, un Dokteren, Infirmieren. Et
gëtt Länner, déi eng automatesch Reserv
virgesi fir Katastrophen- a Krisefall. An dat ass
emol hei zu Lëtzebuerg net de Fall.

Mir kéinten also higoen an déi Iddi vun engem
Hôpital militaire och an déi Richtung denken,
net nëmmen an Traumatologie, mä mir kéinte
wierklech higoen an eventuell och drun den-
ken, en Hôpital militaire de campagne ze hunn,
dee mer kéinten asetzen am Ausland. Dat géif
eis eng Visibilitéit ginn. Et géif eis erméi-
glechen, d'Arméi och fir humanitär Missiounen
méi anzesetzen. An et géif eis gläichzäitig och
eng Reserv u medezinneschem Personal ginn,
wann et hei am Land géif gebraucht ginn.

Mir si fir eng realistesch Politik als ADR an net fir
weltfriem Optiounen fir d'Arméi. Mir hunn eng
Arméi, déi technologeschen Erausforderunge
muss an d'Ae kucken, déi ëmmer mat méi kom-
plizéierte Waffesystemer ze dinn huet. An et ass
och eng Chance, well mir kënnen Kompetenzen
am Kader vun der Arméi opbauen, déi och
anere Verwaltungen, dem Stat allgemeng ze-
guttkommen. An dat ass zum Beispill an der
Cybersécherheet, Computersécherheet. Mir
hunn do e klengen Ufank gemaach an der Ar-
méi, mä do kéint d'Arméi wierklech e Kompe-
tenzzentrum gi fir de ganze Stat. An datt dat
net onnéideg ass, hu mer nach virun e puer
Deeg gesinn, wou Computersystemer vum Stat
vun Attacke betraff waren.

Mir hunn déi Restrukturatiounsiddien am
Abléck, déi jo vum Här Minister Schneider a
senge Mataarbechter diskutéiert ginn. Déi
hunn och eng ganz Rei Nodeeler, déi ech elo
hei wëll schonn ukënnegen, ier mer dann
herno an eng méi grouss Diskussioun doriwwer
eraginn. De Chef d'état-major gëtt do just
nëmmen nach zu engem Conseiller militaire
vum Minister an d'Haaptlaascht vun der Arméi,
vun der Kommandogewalt, geet un de Kom-
mandant vum Härebi-erg. Dat ass an eisen Aen
net déi gutt Solutioun.

Wat nei Gebailechkeete fir d'Arméi ugeet, do
ass et eng Méiglechkeet op jidde Fall, fir de Mi-
nistère an eng ganz Rei Servicer vun der Arméi
a vun anere Sécherheetsorganen wéi zum Bei-
spill Police, HCPN, SRE an en anert, méi re-
präsentatiiv Gebai zesummenzeleeën. An eent,
wat sech géif ubidden, ass déi aktuell National-
bibliothék. Déi Iddi, fir eng national Konscht-
galerie an e puer Wunnengen an deem Gebai
ënnerzebréngen, entsprécht eigentlech net
dem Prestige an der Lokalisatioun vun deem
Gebai. An et wär sécher eng Iddi, fir ze kucken,
ob d'Arméi oder d'Sécherheetsorganer net do
kéinten ënnerbruecht ginn.

Composante aérienne: D'ADR huet schonn e
puermol déi Fro opgeworf, ob mer net sollten
higoen an d'Loftopklärung an d'Arméi inte-
gréieren. Mir ginn dat loune bei Privatfirmen.
Dat huet eng ganz Rei Nodeeler: Mir hu keng
juristesche Sécherheet. Mir wëssen net genau,
wat do geschitt. Wahrscheinlech wësse mer et
net genau. Mir haten den Accident op Malta
zejoert, wou herno erauskomm ass, datt vläicht
franséisch Geheimdéngschtoperatiounen do
mat bedeelegt waren, datt d'CAE Aviation
eventuell a Libyen bei verdeckten Operatiounen
matmécht. Dat ass net dee gudde System a mir
denken, vu datt mer jo déi budgetär Mëttelen
am Abléck och hunn, datt et eng Méiglechkeet
wä, fir déi Saachen, also d'Loftopklärung, an
eis Arméi ze integréieren.

A mir hunn och nach aner politesch Problemer
mat der Composante aérienne, an ech wëll just
hei op d'AWACS verweisen. Mir liesen ëmmer
erëm an der Press, datt d'AWACS an Opera-
tiounen indirekt bedeelegt sinn, iwwer Syrien
oder am tierkesche Loftraum, mä mat Syrien,
eventuell och mat der Ukrain a Bulgarien, an
un anere Saachen, also u sech och an Opera-
tiounen matmaachen, déi out of area sinn. Well
weder Syrien nach d'Ukrain sinn NATO-Mem-
beren! Mir müssen also och do en A drop hale
politesch, fir ze wëssen, wou mer higin.

D'Arméi ass eng ganz wichteg Administratioun
hei am Stat. Déi Leit, déi sech an d'Arméi mel-
len, huelen e grouss Affair op sech, si huelen
en immense Risiko op sech. Eis Dankbarkeet
gehéiert hinnen. Mä mir müssen als Politik hi-
goen an d'Arméi ënnerstëtzen. Ech hunn an
dëser Interpellatioun e puer Weeër gewisen,
wéi mer dat kënnen maachen: d'Personalstäerkt,
d'Material. Mä et ass eng Saach, déi mer dem
Land, eiser Sécherheet schëlleg sinn!

Wann ee kuckt, d'Arméi, a wéi engem Zou-
stand se haut ass a wéi awer d'Sécherheetslag
notamment a puncto Terrorismus sech ent-
wéckelt huet, ass et onverantwortlech, net ze
agéieren an der Arméi net ze hëllefen, sech
esou opstellen, wéi se dat muss, fir kënnen
hir Missiounen ze erfëllen, a wéi se et verdéngt
am Interessi vun deene Leit, déi sech do enga-
géiert hunn.



Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt deen zweitem Interpellant, den Här Alexander Krieps, iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der NATO. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alexander Krieps** (DP), *interpellateur*.- Merci, Här President a gudde Mëtteg. Léif Kollegen, Dir Dammen an Hären, ech war elo ganz enthusiastesch iwwert dem Här Kartheiser seng Ried, bis e vum Spidolsplang geschwat huet, deen e manifestement net gelies huet. Mä dat gesot, huet e mech ongeféier 40 Joer méi jonk gemaach, well ech ka mech de Week-end heiansdo un esou Diskussiounen erënnere, dass esou Themen opkomm sinn, duerch meng atavistesche Wuerzelen. Dat gesot, well ech em awer global fir seng enthusiastesche Ried Merci soen. An de Spidolsplang, deen erklären ech lech eng kéier hei op der Tribün, well et gëtt net ee Bett ofgeschaaft!

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir si gespaant!

► **M. Alexander Krieps** (DP), *interpellateur*.- Et ass just de Conseil d'Etat, deen ons geroode hat, net vun engem Militärspidol ze schwätzen, well dat nach net besteet. Dat well ech lech just als Präzisioun soen.

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

Wat Der iwwert de Spidolsplang hutt, dat kennt Der manifestement net, soss hätt Der gesot, dass d'Spideeler keng Betterreduktioun hunn.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *interpellateur*.- Här Krieps, wéi vill Reserven hu mer dann am Land?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift! Am Moment huet just den Interpellant d'Wuert.

► **M. Alexander Krieps** (DP), *interpellateur*.- Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir sidd och net ënnerbrach ginn. An ech wäert derfir suergen, dass och den Här Krieps net ënnerbrach gëtt.

► **M. Alexander Krieps** (DP), *interpellateur*.- Merci villmools, Här President. Viru sechs Joer sinn ech an Neuseeland gefuer op d'Rugby-Weltmeeschterschaft 2011. An do hat ech d'Chance, zu Wellington invitéiert ze ginn, an do souz en neiseelänneschen Deputéierten, deen huet mech du gefrot beim Dessert, wat mir Europäer maache géifen, wann am Chinesesche Mier e Konflikt tëschent China an Amerika entstoe géif. Dunn hunn ech fir d'Éischt emol mäin Dessert fäerdeg giess...

(*Hilarité*)

...an ech hu geduecht un all déi ANZAC-Zaldoten, déi am Éischte Weltkrich zu Gallipoli leie bliwwen sinn, an un déi Dausenden, déi am Zweete Weltkrich leie bliwwen sinn. Mä ech hunn ons Arméi net gesinn, an d'Chineesescht Mier fueren.

Dat gesot, do kéint et eng kéier zu engem Artikel 5-Konflikt kommen! Well Dir kënnt lech virstellen, wann Amerika do ugegraff gëtt..., d'Kanadier net, well d'Kanadier hunn zu Vancouver keng Schëffer, déi bis an d'Chineesescht Mier kommen. Duer ware mer näamlech och kucken. Dat kéint eng Artikel 5-Situatioun ginn. An ech iwwerloossen lech och do eng Appréciatioun. Ech gleewen, dat muss ee vermeiden!

D'Statssekretärin Francine Closener, déi ech hei begrëissen, wäert ons herno erklären, wat déi hei Regierung fir ons fir en neien NATO-Bäitrag gemaach huet - an ech wär frou, wann Der dat nach eng kéier erkläre géift, da brauch ech et elo net ze maachen - no dem Sommet vu Wales.

An Europa lafen iwwerdeems zwou Diskussiounen zugläich, eng vum europäeschen Aarm vun der NATO an dann eng vun enger europäescher Arméi. A mengen Aen, an ech kommen herno dorobber zréck, gëtt dat net einfach. D'NATO ass 1949 gegrennt ginn an zielt haut 28 Länner, ee Land méi wéi d'Europäesch Gemeinschaft. Well do hu mer eent verluer, wat 25% vum europäeschen Defensebudget huet, dat ass Groussbritannien. Do wär et och interessant ze wëssen, wat da mat der NATO geschitt, also mat der EU geschitt nom Brexit, wat jo gëschter Owend decidéiert ginn ass.

Amerika bezilt momentan 73% vun de Käschte vun der NATO an déi verlaangen elo den „burden sharing“, dass mir e bësse méi déif an d'Täsch gräfen. Sait dem Sommet vu Wales hu mer jo d'lescht Joer 3,8% vum europäesche PIB ausginn, et waren der 3% erwaart ginn, wat zéng Milliarden ausmécht. Also mir schwätzen hei net vu Spuerbicher bei der Spuerkeess!

Wat och interessant ass, ass, dass d'Amerikaner, déi wëllen natierlech..., si schwätzen net vun

de Waffensystemer. Ech hunn eng Lëscht hei zesummegestallt: An Europa hu mer bei de Panzer 17 Modeller, an Amerika 1 Modell! Mir hunn hei bei de Fligere an Europa 20 Modeller, an Amerika 6. An der Marinn ass et nach vill méi schlëmm: Tëschent Destroyer an de Fregatten hu mer 29 Modeller an Europa a 4 an Amerika. Ech mengen, dat muss ee sech virun Aen halen. A mir hätten also Interêt als Europa, do e bësse méi zesummenzeschaffen.

Bei de Panzer ass jo eng Bewegung tëschent Frankräich an Däitschland, obschonn Rheinmetall, déi setze sech zesumme mat Raytheon. An dat muss een, dat ass also interessant, fir dat och ze kucken. Mir hunn Eurofighter, mir hu Rafallen, mir hunn alles lénks a riets. An ech hätt alt geduecht, déi 2%-Klausel, déi géif haaptsächlech gëlle fir déi Länner, déi Waffe produzéieren a verkafen. A mir kommen ni op déi 2%. De Kolleg Fernand Kartheiser huet virun zitéiert: „Iwwer eng Milliard Euro“; de Kleesche kënnt nëmmen eng kéier am Joer!

Dofir géif ech mengen, onst Zil vun den 2% bei engem héije PIB ass vill méi wéi beim griichesche PIB, déi déi 2%-Klausel erfëllen. Dat muss een och nach eng kéier soen.

An da war gesot ginn, vun där Augmentatioun vun de Käschte missten 20% an nei Equipementer kommen. Do wär et dann och net schlecht, dem Här Trump ze ënnerbreeden, ob hie mengt wierklech, dass d'Europäer europäesch kafe sollen, oder ob e viru seng F-35 un Norwegen, Dänemark, Holland, Groussbritannien verkeeft. Dat wär eng interessant Fro. Meng hollännesch Kollegen an deem Secteur, an do si qualifizéiert Leit drënner, deenen deet et leed, dass se schonn F-35 kaaft hunn. Dee Fliger kascht, wann en an der Loft ass, 100.000 Dollar d'Stonn. An dat ass zimlech deier, fir iwwert der Nordsee Patrullen ze fléien.

Dir kritt vläicht och eng kéier eng Demande - wann et net an deser Regierung ass, mä an där nächster -, fir italienesch Aeromachien ze kafen, fir iwwert d'Nordsee ze fléie mat de Belsch a mat eis. Mir wäerten also Schwieregkeete kréien, och am Horizont zéng Joer, fir déi 2% do ze errechen. A wéi gesot, mir wäere frou, wann d'Waffenhändler déi mathëllefe géifen ze bezuelen.

Am Géigesaz zu fréieren Zäite gëtt méi Wäert op de Rotatiounsprinzip geluecht. Et gi keng Truppe méi, amerikanesch Truppe mindestens, an Europa permanent stationéiert. Déi komme fir dräi, véier Méint an da gi se erëm heem. An déi Eenheete bleiwen awer vill méi laang (veuillez lire: manner laang). A rezent huet een erëm gesinn, dass Prepositionnementsattitude geholl gi vun den Amerikaner, wou se hir Saache lagere an Virfeld.

D'NATO-Allianz bleift, ass a bleift a war ëmmer fir ons eng fundamental Allianz! An et ass och eng fundamental Allianz fir den euroatlantische Raum. Dat ass sécher an do ass näischt drun ze réckelen! Demokratien ënner sech, déi hu ganz selte Konflikter, dat muss Der kucken. Autokratien hunn och keng Konflikter ënner sech, dat gesitt Der. Et ass e bësse wéi bei den decken Hënn: Déi bäisse sech net, an déi kleng bäissen éischer déi déck. Mä ech mengen, ofgesinn dovunner, Dir hutt tëschent Staaten extrem selte Konflikter momentan. Mä Dir hutt déi faméis Hybridsituatiounen, déi Biergerkriecher, déi sech multiplizéiere lénks a riets. An do kritt also d'NATO och e gewëssene Rôle ze spillen.

Ech sinn zwar der Meinung, säit dem Spuenesche Biergerkriech, dass ee sech net soll an e Biergerkriech amëschen. Dat geet ëmmer schlecht aus.

An aganks hat ech vun Asien geschwat. Och am Joer vum Hunn - dëst Joer - däréi een net mengen, däréi een de Chinesen net ze vill Aggressivitéit ënnerstellen, well déi brauchen nach 50 Joer, bis se prett sinn, fir iergendeng Initiativ ze ergreifen, wat eng geféierlech kéint sinn. 50 Joer, verhaalt déi Zuel!

Méi Zesummenaarbecht an Europa ass gefuerdert, innerhalb an ausserhalb vun der NATO, géint den Terror, dat ass schonn hei gesot ginn, all Terror; am Konflikt mat der Migratioun; am Cyberkriech. D'NATO hat jo d'lescht Joer 6.000 Cyberattacke géint sech, dat waren der 60% méi wéi am Joer 2015.

An d'Desinformatioun stellt ons e Problem: Wéi ech hei wollt iwwert deen heite Sujet schwätzen, do war ech während der Münchner Sécherheetskongferenz den 18. Februar owes op Google gaangen an du wollt ech mer do e puer Informatiounen sammelen iwwert d'Resultater vun där Sécherheetskongferenz. An do waren déi éischt Quellen op Google, dat war sputniknews.com an interfax.com. Dat heescht, déi schéngen nach ëmmer vill „fellow traveller“ an der NATO ze hunn, well déi ware besser informéiert wéi déi aner Saachen! Also dat war interessant ze kucken.

An dann hu mer jo déi Diskussioun iwwert d'alternativ Fakten. D'postfaktesch Wourecht, wou

läit déi? Ech weess et net. Ech hätt léiwer, et géif een der präfaktescher Realitéit an d'Ae kucken! Dat wär vill méi einfach. Déi falsch Informatiounen, déi iwwert den Net verdeelt ginn, déi mussen och gekontert ginn, well d'Opinion publique léisst sech vun esou Saachen terribel influenzéieren!

A wat wollt ech nach soen? No Jorzéngten, wou de Welthandel an d'Luucht gaangen ass - méi séier wéi de Wirtschaftswuesstum, dat muss ee sech och virstellen -, ass elo d'Wäertschätzung vum Welthandel amgaangen erofgezoen. Dat hutt Der an der Diskussioun vum TTIP erlieft oder am CETA. A vill Länner beweegen sech zréck op e Protektionismus, wat der NATO net zeguttkëent - och der NATO! -, net nëmmen Europa oder Amerika, wa mer vun deene schwätzen.

D'NATO selwer huet massiv Problemer. Dir hutt jo deen Debat de leschte Sonndeg tëschent Holland an der Tierkei gesinn, wat dat mat sech bréngt. D'Tierkei mat der Zypernfro, de Westbalkan, deen net roueg ass. An ech wär och eng kéier frou ze héiere vun der Regierung, wat ons Erfahrung war, vun onsem Contingent, am Kosovo, wat dat bewierkt huet. Well de Balkan, fréier, war e ganz schwéiere Problem. Haut ass deen ersat duerch den Noostkonflikt, mä am Balkan, do kéint et all Dag kraachen.

Dat war eng Fro, déi ech wollt dem Här Kartheiser stellen, firwat si géint den Zougang zu der NATO vu Montenegro gestëmmt hunn. Ech hoffen net, dass Dir wéi aner populistesch Parteien - Dir sidd zwar nach keng, mä dat kënnt - op Moskau pilgert, fir Äre Wahlkampf bezuelt ze kréien, wéi den Här Wilders, d'Madame Le Pen. Ech kéint lech do der nach eng Rei opzielen.

Mä dat gesot, ech wär frou, wa mer an deenen Net-Artikel 5-Asätz - Net-Artikel 5-Asätz: Kosovo, Afghanistan, zum Deel Libyen, wou mir zwar wuel net derbäi waren, mir wäerte matgeholfen hu bezuelen -, mä dass mer do eng kéier e Bilan geholl kréien. An ech kommen herno nach op dee Punkt zréck.

Ee vun den Haaptspensoren vun der NATO - glécklecherweis! - ass den Här Putin. Dat ass eisen Haaptsponsor! An deen huet selwer keng blass Ahnung, wéi staark seng Ekonomie ass. D'russesche Ekonomie gëtt ageschat vun engem PIB tëschent Italien a Spuenien, wat en awer net drun hënnert, fir nuklear operéreschten: 20 Atom-U-Boote. Russland ass am Fong ekonomesch eng grouss Tankstell, méi ass et fir de Moment net. Ech gleewen och net, dass mer deen ze vill fäerte missten. Mä wat e versicht, dat ass, seng fréier Satellittstate ronderëm sech ze „resowjetiséieren“. Dat ass e bëssen e Problem, wou se net all d'accord sinn a wou mer nach op schlecht Zäiten hignn. Mir haten déi Situatioun an den Enn 70er Joren. Dir kënnt lech jo un déi SS-20- a Pershingsdebat erënnere: Do hu se och opgerüst an no fënnf Joer ware se faillite!

Amerika dréit sech méi no Asien. Dat huet eng Ursaach, well den ekonomeschen Handel ass haaptsächlech an Asien, d'Séiwéier sinn an Asien, d'Halschent vun den U-Boote wäerten am asiatesche Raum stationéiert sinn, genau wéi d'Halschent vun de Fligere. An dann: Amerika huet, dat hunn ons Leit an Amerika d'lescht Joer ganz gutt erkläert, an Europa keng Géigner méi. Russland, Däitschland, Frankräich, wat virun honnert Joer Géigner waren, déi sinn all um Punkt vum K. o.

Wat ech hei nach dozou wollt soen: Niewent de militäresche Capacitéiten deele mir och déi Notioun vun „comprehensive approach“, déi den Här Gates, amerikanesche Verdeedegungsminister, schonn 2010 lancéiert hat. Et geet net duer, nëmme militäresche Aspekter ze consideréieren, mä och déi zivill Komponent zielt. An déi misst, déi zivill Komponent misst an de Bilanen agerechent ginn. An do hu mer e puer schlecht Erfahrung gemaach am Irak, wou den Här Paul Bremer, Amerikaner, déi ganz Administratioun an Arméi ofgerappt huet. An duerfir huet dee Krich fënnf oder zéng Joer méi laang gedauert, an en ass elo nach amgaangen!

Mir mussen also mat deene vermeintleche Géigner, déi mer hunn, och schwätzen, well dat ass extrem wichteg, dass mer mat de Russe schwätzen a mat de Chinesen. Dat ass extrem wichteg! Mir wëlle jo och keen zweet Jalta! D'Fransouse wëllen dat och net, well déi ware beim éischte schonn net derbäi. An dofir wär et interessant, fir ze wëssen, dass mer mat de vermeintleche Géigner schwätzen. A mir mussen vläicht deem e bëssen d'Daumeschrauf méi uleeën.

Wat natierlech elo kënnt, dat sinn déi Bewegungen - an do si jo och Politiker oder fréier Politiker vun eis ganz aktiv -, fir eng europäesch Arméi ze grënnen. Ech weess net, ob dat geet. Wa mir kucken ausserhalb vun Europa, d'Asätz momentan vun Europa am Mali a Westafrika,

muss Der wëssen, dass ons franséisch Kollegen integral déi Käschten droe vun der amerikanescher Hëllef, mat den Dronen a mat hei an do. D'Fransouse bezuelen déi Asätz integral! Et wär vläicht net schlecht, wa mir ons och erëmbezuelen krite. Mä ech mengen, mir hunn der net esou vill, glécklecherweis.

Komme mer eng kéier zu enger NATO, wéi mer dat elo mat Europa erlieft hunn? D'lescht Woch hunn ech en Artikel gelies, do seet onse fréiere Premier, den Här Juncker, mir géifen op en Europa vun x Vitessen histeieren. Komme mir an enger NATO och elo op eemol mat 36 Vitessen? Dat hoffen ech net! Mir wäerten awer missen do versichteg sinn, dass mer dat net zouloossen, ënnert de Formen, déi nach ze diskutéieren sinn.

Wivill Sue mer ausginn, ass net d'Fro! D'Fro ass: Wat maache mer mat de Suen? Virun ass ugeklungen, net zu Onrecht, dass mer onse Leit bei der Arméi mussen hëllefen, och sech ze reklasséieren herno, méi Leit ze rekrutéieren. Dat ass extrem wichteg, dass mer wëssen, wat mer mat de Sue maachen, an net, wivill Suen et elo sinn. Well mir si jo gewinnt an onsem Ländchen, dass mer genuch Suen hunn a se ganz oft schlecht ausginn. Dat ass ëmmer esou gewiescht.

An da muss mer vun onsen Ziler ons Bierger, ons Wieler iwwerzeegen, iwwert d'Virussetzung vum der NATO, wat hir Missioun sinn an esou, wat am Ufank en Artikel 5-Bündnis war, wat awer ëmmer méi an en Net-Artikel 5 iwwergeet an aussereuropäesch Asätz huet. Déi global Valeure mussen ënnerstrach gi vis-à-vis vun deenen nationale Valeuren. An da limitéiert d'Securitéit an engem Land sech net op d'Defense. Do muss mer ons och an Uecht huelen, dass mer dat considéieren.

Dat waren e puer Reflexiounen, déi ech wollt hei dozou bäidroen. An ech soen dem Fernand Kartheiser nach eng kéier Merci, dass hien dat vun der Arméi beliicht huet an dass...

(*Interruption*)

Wat mengt Der? Neen, neen, neen! Ech mengen, mir si jo hei ënner ons! Mir sinn zu 60 Deputéierten, wou jiddweree seng Meinung huet! Ech sinn net ëmmer mat him d'accord an hien och net mat mir, scho guer net mindestens, hunn ech gesinn, iwwert de Spidolsplang.

Ech soen lech Merci.

(*Brouhaha*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Gutt, datt Der de Spidolsplang hat!

► **M. Alexander Krieps** (DP), *interpellateur*.- Jo, jo! Jo, jo...

(*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Et geet jo ganz friddlech hei zou. Da solle mer och esou weiderfueren. An d'Wuert huet elo direkt den Här Jean-Marie Halsdorf fir d'CSV.

► **Une voix**.- Elo ass et eriwwer mam Friden.

(*Interruptions et brouhaha*)

Débat

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut mat enger duebeler Interpellatioun befaasst mam Motto „Eng modern Arméi fir nei Erausforderungen“, „Wéi eng Zukunft fir d'NATO?“, mat à la clé am Fong geholl der Formulierung vun enger strategescher Visioun an och dann ebe mat der Iddi: Wéi soll eis Arméi anescht opgestallt gi mat deenen neien Erausforderungen?

An duerfir kann ech nëmme meng Verwonneung ausdrécken, dass, wou ech gemengt hat, dat wier eng Chefsache - näischt géint lech, Madame Closener! -, do hat ech gemengt, de Minister wär in persona hei. Ech hätt dat nëmmen normal fonnt!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Doriwwer eraus schécken ech virus, dass d'EU a Lëtzebuerg ëmmer zesummegehéieren. A wann dat esou ass, dann ass et och: D'Verteidigungspolitik vun der EU an de facto dann déi och vu Lëtzebuerg, da gehéieren a mengen Aen, oder an eisen Aen, déi zwou op de Leescht.

Aus der klassischer nationaler Verteidigungspolitik gouf jo iwwert d'Jorzéngten eng sougenannten „3 D-Politik“. Dëst ass och sennvoll, well dat internationalt politescht Ëmfeld ass ëmmer méi komplex ginn, ënner anerem duerch d'Globalisierung. An deem Kontext kéint ee souguer soen: Misst een net scho bal eng 4D-Politik aféieren? Déi géif da stoe fir



„Durabilitéit“ oder fir Nohaltegkeet, well et wichteg ass, wa mer Decisiounen huelen, dass se durabel sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä dëse Schrëtt, fir déi 3 D-Politik anzeféieren, hat viru Joren, dat muss ech soen, well deemools ass jo dann d'Defense an de Ministère des Affaires étrangères integréiert ginn, zu munche Frustratiounen geféiert.

A wéi ech elo gesinn hunn: Bei der leschter Regierung ass nees eng Kéier d'Force publique agefouert ginn, da kann een dat och als eng Aart Wénk verstoen un d'Vergaangenheet, well ob dëst nach zäitgeméis ass, déi Fro kann ee sech stellen, wann ee kuckt, wat de Statsrot geschriwwen huet beim Disziplinnsgesetz, wou jo ee Gesetz deposéiert gi war fir d'Armée a fir d'Polizei, wou hie gemengt huet, déi sollt een net an een Dëppe geheien, dat eent wier d'Polizei, déi huet éischter zivill Missiounen, an dat anert wier d'Armée.

Gutt. An de leschten zéng Joer huet sech eis Welt wierklech vill, vill geännert, soudass mer wierklech forcéiert sinn, an do ass, mengen ech, e Konsensus heibannen, eis Verteidigungspolitik weider deementspriedend unzepassen. An et brauch een nëmmen e puer Fakten aus de leschte Joren, aus der leschter Zäit opzezielen, da gesäit ee schonn, wat leeft: Globaliséierung, Terrorismus, Relatioun vun der westlecher Welt mat Russland, de Brexit an och d'Wiel vum neien amerikanesche President Trump.

Et geet also am Fong geholl drëm - an dat ass dat, wat mer mussen hikeréien -, eng nei Equatioun ze schreiwen, déi eben dësen neien Entwécklung Rechnung dréit an Äntwerte bréngt, déi deenen neie Sécherheets- a Verteidigungsrausforderungen entsprechen. Also, mir brauchen u sech eng global Strategie, eng 3 D-Strategie, wann ee wëllt: Diplomatie, Développement an Defense, fir justement déi global Dimensioun - an dat ass fir mech e wichtege Aspekt - vun eiser Aussepolitik ëmzesetzen. Well dës huet wierklech vill Achsen: westlech Welt, China, Russland, Brasilien, Mëttleren Orient, den Oste vum Europa, Asien.

An do musse mer natierlech d'Prioritéiten definéieren. An duerfir stellt sech d'Fro: Wat versti mer am Fong geholl an enger éischter Etapp ënner westlecher Welt? Ass dat nach déi am Sënn vum 20. Johonnert, well déi westlech Welt, déi steet jo fir eng Allianz vun Demokratien an der Welt. An et ass kloer, dass dës musse méi staark si wéi d'Force vun den Diktaturen.

An d'NATO, déi ass jo nom Zweete Weltkrich entstane mat der Iddi, sech justement duerch e solidarescht Wierke bei Aggressiounen vu bausen ze hëllefen, fir eben déi demokratesch Wäerter an de Friden an der westlecher Welt ze garantéieren. A mir wëssen alleguerten heibannen: Eng nei Weltuerdnung ass a weider Ferne, géif ech soen. A mir hunn éischter - dat kéint een esou soen - en neie Chaos.

A well eis Welt sech jo an de leschte Jorzéngt vill a rasant geännert huet - ech hunn et scho virdru gesot -, huet d'NATO natierlech och virun enger hallwer Dose Jore reagéiert an huet sech e sougenannte Concept stratégique ginn; dat ënnert der Fieder vun der Madamm Albright, där fréierer amerikanescher Ausseministerin.

D'Fro, déi sech do stellt, effektiv: Muss dësen net schonn nees eng Kéier aktualiséiert ginn? A wéi eng Repercussioun huet dëse Concept stratégique op eist nationaalt Sécherheetskonzep? Well och mir, grad wéi déi aner Länner an der Welt, ënnerleien deem sougenannten Transformationsprozess am Sécherheets- a Verteidigungsberäich.

Gewosst ass awer och hei fir eis Lëtzebuerger, dass eise Sécherheetskostüm ganz enk ass. Mir musse praktesch ëmmer mat eisen Nopere zesummeschaffen, wann et ëm eis Sécherheetsinteresse geet. An do sinn eis belsch Frënn natierlech eise Partenaire de prédilection.

Alleingäng si schwiereg a wäerte schwiereg bleiwen. An eis Militärausgabe wäerte sech ëmmer un deem orientéieren, wat eis Nopere maachen. A wann d'NATO sech natierlech anescht opstellt, da kann dat heeschen, datt mer musse méi déif an d'Täsch gräifen. Mä do spillen natierlech vill Facteuren. Ech kann der e puer opzielen. Zum Beispill d'Facteure vu personeller Natur:

De Facteur Trump. Deen neie President, deem ass vill méi haart, huet e gesot, wéi seng Virgänger, an huet d'Europäer opgefuerdert, méi Gelder an d'NATO ze investéieren.

En anere Facteur, nennen ech dee mengetwegen: Cameron. Et geet näamlech Rumeuren, wéi wann dee fréiere Premier vu Groussbritannien Generalsekretär vun der NATO sollt ginn. Wann dat sollt geschéien, dann hätt dat awer wahrscheinlech iergendeng Bedeitung fir d'Ausrichtung vun der NATO respektiv och fir eis EU-Verteidigungspolitik.

En anere Facteur nennen ech dann: Brexit. Groussbritannien ass net méi an der EU, huet eis verlooss. An dat huet och Repercussiounen op eis Sécherheetspolitik. Op där enger Säit bedeit et eng Chance, well d'Britte setzen net méi bei eis am Boot a se blockéieren net méi, well déi hu ganz vill blockéiert a Froe vu Verteidigungspolitik; mä op där anerer Säit hunn d'Britten awer déi performantesten Armée an Europa. An déi wäert eis och feelen.

Also summa summarum: Decisiounen stinn un. An an deem Kontext wëll ech gären d'Madamm Mogherini nach eng Kéier zitéieren, déi eng gemeinsam Verdeedegungspolitik gefuerdert huet. Si sot: „Et ass Zäit, dass Europa wüsst. A mir brauchen ‚soft skills‘ an ‚power skills‘, eng eegen Armée, déi komplementär zur NATO steet. Nëmmen esou kréie mer Gehéier an eiser globaliséierter Welt.“

An dat ass och d'Meenung vun der CSV, dass een à terme an déi Richtung muss goen. A wann een déi lescht Entwécklung kuckt - nees eng Kéier Stéchwierder: Trump, Erdoğan, Brexit; ech huelen deen hei och nach mat bäi -, ech mengen, da mécht dës Fuerderung ëmsou méi Sënn. An doduerch krite mer eppes ganz Wichtige: Mer krite Moyenen, eis Relatioun mat Russland anescht unzepaken a kéinten am Fong geholl Richtung Normaliséierung goen, wat iwwert déi klassesch Schinn vun der NATO vill, vill méi schwiereg ass, vill méi komplex ass, besonnesch och fir déi fréier Ostblocklänner, déi dës sënnvoll Demarche schwéier novollzéie kënnen.

Mä eppes soen ech ganz kloer an däitlech: Een Dénominateur commun ass a bleift awer d'NATO. An éischter Instanz ass se jo e Verteidigungsbündnis, dat politesch ass, mä se ass awer och eng Wäertegemeinschaft an e Wäertevirbild. An hei stellt sech jo dann awer och d'Fro, inwiefern déi aktuell Türkei nach zu enger westlecher Wäertegemeinschaft gehéiert. Een NATO-Partner där net iwwert déi aner NATO-Partner soen, et wären Nazien. An den „El País“ huet net fir näischt geschriwwen: „Erdoğan hat alle Grenzen zwischen Alliierten überschritten.“ Dat stoung haut de Mëtten nach an der Press. An do ass Handlungsbedarf, mengen ech.

D'NATO bleift e Réckgrat vun der Demokratie an der Welt, Trump hin, Trump hier. An den transatlanteschen Dialog gehéiert och net an d'Schongkëscht. Bis op Weideres, soen ech ganz kloer, bleift d'Allianz mat den USA ouni Alternativ, eleng schonn duerch deen nukleare Schierm, dee si eis bréngen.

Mä eng globaliséiert Welt, an déi hu mer nun emol, déi brauch globaliséiert Äntwerten, well China a Russland si staark Figuren um Welt-schachbriet. An do kann ee roueg d'Fro stellen: Wéi eng Figur ass d'NATO-Bündnis a wéi eng Figur ass d'EU, spréich Europa?

Bref, et mécht Sënn, eis eege Situatioun an och déi vun der EU ze iwwerkucken, ze iwwerpräiwen. Wéi soll sech d'EU positionéieren am internationale Sécherheetskonzep? An duerfir ass et wichteg, dass mer deen Debat haut oder déi Interpellatioun haut hunn. Fir mech ass et kloer: D'PESC, d'Politique étrangère et de sécurité commune vun der EU, muss konkret mat Inhalter an Aktiounen geféilt ginn, well mer sinn nach ganz wäit ewech - den Terme ass jo „Politique étrangère et de sécurité commune“ - vum „commune“.

Mir brauchen och an Europa - dat wësse mer, mer hunn et och - eng Verteidigungsindustrie. A mer hunn och e Verteidigungsfong, also eng Rüstungsindustrie a Recherche zum Zweck vun der Verteidigung an eisen Demokratien. An all dës Iwwerleeungen, déi ech elo genereller Natur gemaach hunn, déi spillen dann och op dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg maachen, wa mir eng modern Armée hei opstellen, fir deenen neien Erausforderungen ze begéien.

D'EU huet jo eng global Strategie. D'EU steet am Fong geholl fir Fräiheet, Prosperitéit, Demokratie a Rechtsstat. Mä fir dat ze garantéieren, brauche mer och Wirtschaftswuesstum. An dat geet awer nëmme mat enger nohalteger Sécherheet, well ouni dës gëtt et keng Fräiheet. An do brauche mer Äntwerte vun eiser Regierung wéi si dëst gesäit. Dat gehéiert dann och zu eise Chambersprogramm vum haut. An ech lauschten der Madamm Statssekretärin da genau no, wat se eis an deem Kontext seet.

Gutt! Wa mer elo nees an d'Ländchen zréckkommen, graff gesot, huet eis Armée nom Zweete Weltkrich an enger Zäit, wou mer dann

am Fridde gelieft hunn, een éischt legislativ Gesiicht kritt duerch d'Arméigesetz vum 1952. An déi lescht legislativ Initiativ geet jo op d'Joer 2007 zréck mat dem Gesetz, wou et ee grouse Konsensus hei an der Chamber gouf vum Minister Schiltz, eng Reform vun der Armée ze maachen, déi awer besonnesch op dat Operationell ausgericht war. Dat muss een och soen.

Haut si mer zéng Joer méi spéit. Et ass ugeschwat gi vum engem Interpellant, dass an deenen zéng Joer am Fong geholl, wat zum Beispill d'Personal ugeet an der Armée, net vill geschitt ass, well do sti 1.400 Leit am Gesetz. An deem Sënn ass net vill geschitt, mä eng Bilanzierung drängt sech op. An de Rapport Fischbach, op deen ech herno wäert agoen, ass een Element vun deene ganzen Diskussiounen, déi nach op eis zou wäerte kommen.

Wéi ass et mat eiser nationaler Strategie? Bon, elo ass et esou: A mengen Aen oder an eisen Ae feelt et eis un enger klorer aussepolitescher Deelstrategie am Kader vun der globaler EU-Strategie. Wat soll d'Lëtzebuerger Aussepolitik? Wat soll se net? Wat sinn eis Prioritéiten? Do brauche mer Äntwerten. An der Defense dergéint, do gëtt et awer Lignes directrices, déi sinn och scho virdrun ugeschwat ginn, mä se sinn net public. Dat wëll ech och emol soen.

Duerfir, an deem Kontext wollt ech e puer Froe stellen, op déi ech dann herno wäert méi agoen. Éischstens: Sinn déi Prioritéiten, déi mer an der Defense hunn, déi richteg? Mir kënnen net alles maachen, mä mir hunn eis spezialiséiert.

Zweet Fro: Wou sinn déi kloer strategesch Ausrichtungen a Prioritéit vun eiser Armée fir d'Zukunft?

Drëtt Fro: Wéi kënnen mer eis Armée weider attraktiv halen, de soziale Status vun der Armée a vum Zaldot an eiser Gesellschaft stäerken?

Véiertens: Kann dëst, esou wéi fréier, duerch garantiéiert Plazen am Statsapparat nom Zaldotendéngscht nees geschéien, oder ass den Zuch endgültig fort, dass déi Leit, déi sech fräiwëlleg mellen, bei de Stat kënnen kommen?

Fënneftens: Soll méi mat der Privatwirtschaft zesummegeschafft ginn?

An eng lescht Fro, op déi kommen ech och nach drop zréck: Sollen nei Managementmethoden am Arméeberäich agefouert ginn?

Eng éischt wichteg Fro, déi ech wollt ugoen, ass déi vum Effort budgétaire de la Defense. Am Effort budgétaire de la Defense hat ech vum Minister heieren, dass e gesot huet 0,6%. Den Här Kartheiser huet dem Här Bettel seng Ausso vu Wales mat 2% hei op den Dësch bruecht. Fir eis ass et kloer, dass, wann et 0,4/0,6 ass, dass dat okay ass.

A fir eis ass et och kloer, wëssend, dass d'Moyenne vun der EU bei 1,6 läit, dass een à terme muss op 1 lassgoen, au même titre que, e bësse wéi an der Kooperatioun. Do gi mer och vun 1% vum PIB aus. Da kéint een dat och hei maachen. An ech ka mech och deem vum Här Krieps uschlëssen, dee gesot huet: „Wann s de en héije PIB hues, dann ass 1% oder 0,6% méi, wéi wann s de e schwaache PIB hues, wéi a Griichenland.“ Also, do hu mer eng kloer Haltung.

Mä wéi sollen déi Suen elo agesat ginn? An d'Material zum Beispill. Gutt! An der Armée hu mer sougenannte Reconnaissancegefeierer, dat sinn d'Dingoen, déi der Alleguete kennt, d'PRVen. Mer hu logistesche Gefierer. A mer hunn taktesch Gefierer. Wéi geet et do weider? Mer kréie vläicht herno Äntwerten.

Ech hat gelies, dass de Chef d'état-major Mancinelli virun engem Joer gesot huet: „Armement et équipement sont parfaitement adaptés aux missions de gestion de crise de ces dernières années.“ Wann dat esou ass, ass dann zum Beispill den Akaf vu Jeepen, dee stoung viru Joren am Raum, fale gelooss ginn oder kënnt do nach eppes?

En neie Moment, deen...

(Interruption)

Jeepen. Jo, jo. Do sollte Jeepen akaaft ginn. An ech wësst gären, ob dat elo fale gelooss ginn ass oder wou mer dru sinn. Am Pluriannuel war dat emol esou virgesinn.

De Minister huet och geschwat vum engem Helikopter, deen e wëll kafen. An do géif et mech natierlech interesséieren: Wann deen Helikopter kaaft gëtt, gëtt dee kaaft am Verbund mat deenen zivilen Helikopteren, déi mer hunn? Dat heescht, déi vun der Police respektiv déi vun der Air Rescue? Oder soll esou en Helikopter ugeschaaft ginn an engem militäreschen Verbund, op enger militärescher Basis? Et wier nawell interessant ze wëssen, wéi dat ass.

Beim Personalberäich kann ech dat vum Här Kartheiser nach eng Kéier soen. 1.400 Leit iwwert d'Gesetz ass de Maximum, deen do

virgesinn ass. Wéi ass et fir d'Zukunft? Fuere mer weider bei 1.400? Setzt Der deen nach erop, obscho mer nach laang net do sinn? Oder wéi ass do d'Positioun vun der Regierung? Wivill Leit sollen am Personalberäich vun der Armée sinn? An och wivill Leit sollen dovun deployabel sinn? Bleiwe mer do an der Kontinuitéit? Oder wéi sinn do d'Iwwerleeungen?

Zu de Capacitéiten, e puer Wieder. Lëtzebuerg ass bekannt, fir do eng Nischepolitik ze maachen. Mir hu spezialiséiert Capacitéiten am Beräich Demining, wou mer jo Minnen aus dem Buedem huelen. Dat hu mer jorelaang am Libanon gemaach. A mer maachen et och am Waasserberäich, wou mer d'Waasser nees purifiéieren. Do hu mer vill Erfahrung gesammelt. Mir hunn ee gudden Image. Geet et do weider oder gëtt dat ausgebaut? Wéi ass do d'Positioun vun der Regierung?

Gi weider Diversifikatiounen vun de Capacitéiten ugestriekt? A gëtt prioritär beim Schafe vun neie Capacitéite gekuckt, wéi eng positiv Auswierkungen dës op eis national Wirtschaft hunn? Dat ass jo eppes, wat den Här Schneider och oft gesot huet, wat mer deelweis och scho virdru gemaach hunn, well justement, wa mer am Satellitteberäich zum Beispill scho laang Joren aktiv sinn, war et, well dat eis d'Méiglechkeet ginn huet, der Astra notament do Méiglechkeeten ze ginn, mat eis zesummenzeschaffen.

Déi Capacitéite si jo ausgebaut ginn. Mir hunn eng Ankerstatioun op den Härebiere gesat, wou dann eben de WGS, de Wideband Global Satcom System, gesteuert gëtt. An och eise Satellitt, de LuxGovSat - dee jo virdrun ugeschwat ginn ass, eisen eegene Satellitt -, gëtt och iwwert dës Ankerstatioun gesteuert.

Dat sinn Investissementer à long terme. Den Invest vum WGS ass bis 2031. Och de Militärflieger A400M ass e strategesche Programm. An deen ass och laangfristeg. An deem Kontext wollt ech froen - wann ech dat richteg an Erënerung hunn, sinn do dräi Piloten, ech mengen, déi eng si scho fäerdeg an déi aner sinn nach an der Ausbildung -, soll dat ausgebaut ginn? Bleiwe mer bei dräi? Gëtt et do och eng Positioun?

D'Projeten effektiv vum dem A400M a vum dem WGS si gemaach gi mat der Iddi, fir eng international Visibilitéit ze kréien - dat ass ëmmer gesot ginn -, dass mer mat groussen Natiounen kënnen um Dësch setzen. Bleift dës Iddi vun der Visibilitéit nach weiderhin d'Zilsetzung? An eng zweet Fro an deem Kontext, wann ech déi zwee Projeten do huelen, also WGS an A400M, an ech huelen de LuxGovSat derbäi, dann hu mer wierklech eng déck Depense, déi mer laangfristeg hunn, iwwer e laangen Zäitraum. An doduerch kréie mer e manner finanzielle Spillraum am Fong geholl fir aner Projeten. Gëtt et do eng Iddi vum engem Prozentsaz? Oder wéi soll dat fonctionnéieren?

Eng nei Iddi ass d'Militärspidol. Dat ass mat der Traumatologie. Wat heescht dat konkret? Vläch kréie mer haut do Opklärung, wéi dat soll goen. An deem Beräich wollt ech awer soen, dass ech do weess, dass notament d'Air Rescue sech spezialiséiert huet. An am Beräich Terroruschléi a Katastrophen, fir do éischt Behandlungen ze maachen, do si si ganz wäit. An duerfir ass d'Fro déi: Kéint een net effektiv do mam Privatsektor zesummeschaffen, wann een esou e Modell opbaut? Ginn also Synergie mam Zivill ugestriekt? A gëtt do esou zesummegeschafft, notament och mat de Spideeler? Dat géif mech nawell och interesséieren.

Da kommen ech op den Tarmac vum Fluchhafen ze schwätzen, wat jo eng gutt Saach ass, dass deen elo opposabel ginn ass, well mer Militärfluchhafen hunn, wou zum Beispill ee Bomber wéi e B1 muss kënnen landen. Mä do gëtt et an deem Kontext en Dossier, deen heescht Kerosène. An iwwert de Kerosène, do ware grouss Diskussiounen, wat den Approvisionnement vum eise Fluchhafen ugeet. Ass deen Dossier ofgeschloss? A wou si mer do drun?

Een anere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der ISR: Intelligence, Surveillance, Recognition. Dat ass och e Schwiierpunkt vun eiser Armée. Mir ware jo laang am Kosovo; mer ware méi wéi ee Jorzéngt do. A mer hunn do ISR-Aarbecht gemaach. An d'Dingoe sinn am Fong geholl an deem Sënn och ugeschaaft ginn, well déi hunn en ISR-Profil. Well dës geschützte Spähween, déi sinn esou ausgericht mat moderner Elektronik, dass se Iwwerwachung, Kommunikatioun, Navigatioun an Informatioun maachen.

An an darselwechter Logik - dat war en éischte Schratt - sollt elo mat eise Benelux-Partner e Soldat du futur, well do hunn ech scho laang näischt méi dervun heieren, geschafte ginn. Dat heescht, do sollten d'Zaldoten individuell esou ausgerüst gi mat modernen Equipementen am Beräich Kommunikatioun, Navigatioun, Infor-



mation, fir eben hir eege Sécherheet ze maximiséieren. Wou ass dee Projet drun? Gëtt dee finaliséiert? Ass deen am Rullen? Wou si mer do drun? Wou sinn d'Belsch drun? Wou sinn d'Hollänner drun?

Schliisslech nach e leschte Punkt vun deene Projeten, déi ech opzielen. Dat ass dee vum Gesetz vum 29. Juni 2016 (veuillez lire: vum 5. Juli 2016), wat e Pooling-and-sharing- oder e Smart-defence-Projet ass, dee vum Multi-Role-Tanker-Transport-Projet, wou jo d'Fligeren an der Loft ravitailléiert ginn.

An do wollt ech awer trotzdem eng Fro stellen. Wa mer esou Projekte matmaachen, gëtt et do Iwwerleeungen, eventuell Lëtzebuerger Piloten an deem Programm anzesetze respektiv auszubilden, datt se esou Maschinne kënne fléien? Dat hätt mech nawell och interesséiert.

An nach e Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass deen - ech hat et virdru schonn deelweis ugeschwat -: d'Zesummenaarbecht mat privaten Entrepreneuren an engem sougenannten „public private partnership“. Säit Jore fléie mer mat CAE Aviation e Patrouilleflieger an der Missioun Atalanta, wou Pirateschëffer geortet ginn, déi aner Schëffer iwwerfalen am Golf vun Aden. Wéi ass et domat? War dat eng gutt Erfahrung? Et gouf jo scho vill Luf. A wéi soll dat an Zukunft weidergoen? Setze mer weider op esou PPPen? A wa jo, gëtt eventuell e Prozentsaz vun den Ausgaben dorop ugestriift?

E puer Wieder iwwert déi generell Verdeedungspolitik mat der UNO, NATO, EU a Benelux. Do ass der CSV hir Positioun: An all dese Missiounen huet d'CSV eng multipolär a complementaire Approche 3 D: Diplomatie, Defense an Développement. An esou steet et an eise Wahlprogramm. An dat zielt och esou fir eis. A Lëtzebuerg ass nun emol e klengt Land an et ass op seng Partner ugewisen, an der éischter Linn natierlech op d'Belsch, mat deene mer - ech kann et och esou nennen - e Parteneriat privilégié hunn, mä och mam Benelux. An hei gouf et jo an de leschte Joren eng Deklaratioun fir d'Zesummenaarbecht, notament dann och mat den Hollänner. Do hätt ech och nawell gär gewosst, wéi do de Stand ass. Klappt dat? Maache mer Saache mat den Hollänner zesummen? Oder wéi geet et do weider?

Ech hunn et gesot, ech soen et nach eng Kéier: An der EU muss d'Politique étrangère et de sécurité commune konsequent weidergefouert ginn, un déi heiteg Lag ugepasst ginn.

An do wollt ech vun lech, Madamm Staatssekretärin, wëssen: Wéi ass et mat dem EU-Aktionsplang fir Verdeedegung vum Dezember 2016? Mer hate dat schonn eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert. Wou si mer do drun? Well dorun hänkt jo dann d'Iddi vun engem Fonds européen de la Defense. An dese kéint jo eben eng Basis si fir eng europäesch Armée à terme, déi mir jo och gären hätten, an déi och mat engem Käreuropa an eisen Ae realisierbar wär.

Ee Wuert, dat virdru gefall ass, ass den Terrorismus. Wéi ass et mat den neien Erausforderungen duerch den Terrorismus? Bon, an deem Beräich, mengen ech, sinn Zesummenaarbecht an Dialog tëscht de Partner och iwwert déi kulturell Grief ewech d'Conditio sine qua non an och, mengen ech, déi eenzeg richteg an effikass Aart a Weis, fir erfollegräich kënne ze sinn.

Wat ass an deem Kontext déi zukünfteg Roll vun der NATO? Well dat ass fir mech wichteg. Soll d'NATO sech ëm den Terrorismus bekämmern oder net? Bleift se strikt militäresch oder soll se och an deem Beräich ee Standbeen kréien? Soll se aktiv ginn? Dat ass eng Fro, déi sech stellt. An do hätt ech och nawell gär d'Positioun héiere vun eiser Regierung, wéi si sech dat virstellt. D'NATO huet jo och schonn ee Standbeen an der Cyberkriminalitéit.

An deem Kontext, wa mer schonn an d'Zukunft kucken, wollt ech och nach eng Kéier e puer Wieder iwwert d'Lignes directrices Defense 2020 bréngen. Well des waren 2013 niddergeschriwwen, mä si hunn ni de Wee bis an d'Chamber gepackt, wat schued ass. An dese gëtt jo am Fong geholl gekuckt, wéi eng Objektiv realiséiert musse gi fir Europa a Froe vun der Sécherheet an der Verdeedegung. An d'Dokument soll jo eng Basis si fir eis Verteidigungspolitik mat enger laangfristeger Visioun a mat der Ambitioun, eis Fridden a Sécherheet ze garantéieren, dat am Kader vun enger europäescher Responsabilitéit. Wéi ass et domat?

Wat de Livre blanc ugeet, huet jo de Minister gesot, e kéint net publizéiert ginn, well d'Sécherheetslag an eiser Welt staark geännert hätt. Den Här Kartheiser hat dat jo och schonn ugeschwat. En hat dat am Ufank vu senger Mandatsperiod gesot, den Här Minister, an e wär scho sou gutt wéi prett, e misst nach just d'Virwuert schreiwen. Mer hunn näischt dovou kritt. Et wär awer wichteg. An ech hoffen, dass

déi Interpellatioun haut eis do e bëssen opkläert, dass mer am Fong geholl och associéiert ginn, d'Parlament, wa mer eng nei Vision stratégique formuléieren. Dat ass fir mech e wichtige Wonsch. An ech hoffen, dass mer dat och kënne dann zesumme maachen.

E puer Wieder iwwert d'Operationen dobaussen an eis national Verdeedegung. Ech hat et scho gesot: Mir si präsent an der UNO, an der EU an och an NATO-Missiounen. An des wäerten och weider eis dräi Standbeen bleiwen. U sech sinn et jo ëmmer prinzipiell Friddensmissiounen. Et kënne zwar och Übungsmissiounen sinn. Mä de Prinzip „No boots on the ground“, keng Zaldoten a Krichsasätz, dee bleift jo bestoen.

An ech huelen och un, dass déi aner Konstant, déi, fir déi beschtméiglech Ausrüstung fir eis Zaldoten, fir de Risiko esou kleng wéi méiglech ze halen, dass déi och bestoe bleift. Dat géif ech normal fannen. An an deem Kontext géif ech mer och wënschen, dass mer dat Gesetz, wat d'Friddensmissiounen kadréiert, och géifen deemnächst kréien, well mer ganz oft Diskussiounen hunn, wa mer Missiounen hunn, déi net onbedéngt e Friddenscharakter hunn, fir dass mer do eng kloer Lag kréien, vum legislative Standpunkt aus gekuckt.

Gutt! Mä wat sollen an Zukunft dann d'Kritäre sinn, fir un esou Missiounen deelzehuelen? Et falen der jo ewech. De Kosovo ass ewechgefall. Et sinn der derbäikomm elo iwwert d'NATO: d'Stationéierung vum Militär a Polen an an de baltische Staten. Sollen dat weider Ad-hoc-Decisionen sinn, déi festleeën, wou mer deelhuele an wou mer net deelhuele? Oder hutt Der do iergendeng konkret Iddi, wéi Der do wëllt virgoen?

National gekuckt wäert eis Armée sécherlech ëmmer e wichtegt Standbee behale bei den nationale Katastrophen. Ech ka mer virstellen, dass se och an Zukunft bei Iwwerschwemmungen do e grouse Rôle ze spillen huet.

A mech hätt awer en neie Beräich interesséiert, well do hu mer elo legiferéiert: bei engem sougenannten „Renegade“-Tëscheffall. Do hate mer jo deser Deeg en ungaresche Persounenflieger, deen de Funkkontakt mat Lëtzebuerg verluer hat. Do waren zwee belsch F-16 an d'Luucht gaangen, well mer do eng Base légale hunn.

Wéi gi mir do agebonnen? Wéi si mer do agebonnen? Do si jo e puer Ministèren, déi do agebonne sinn. Wéi fonctionnéiert dat? Huet dat fonctionnéiert? An an deem Kontext kéint ee jo och d'Iddi hunn, dass, wa mer do dran associéiert sinn, dann och Lëtzebuerger Piloten d'F-16 kéinte fléien. Ech weess et net. Wa mer scho Leit Piloteschäiner maache loosse, gëtt net dru geduecht, och déi Leit an deene Missiounen anzesetzen?

Da kommen ech zur Zesummenaarbecht mat deenen anere Verwaltungen: Police, Douane, Services de secours. Do stellt sech d'Fro: Wéi wäit soll oder wéi wäit kann d'Kollaboratioun mat der Polizei an der Douane goen, notament justement am Kontext Terrorismus beim Plan „Vigilnat“ ab Niveau 3? Wéi geet dat? Wéi eng Übungen, wéi eng Programmer, wéi eng Katastrophepläng gëtt et schonn a wéi eng si virgesinn?

Da kommen ech zur Relatioun tëschent Armée a Verteidigungsministère. Do hu mer jo en neien Organigramm virgestallt kritt. Déi Fro, déi sech stellt, ass: Riskéiert desene neien Organigramm net awer, zu engem Waasserkapp ze féieren? Wann een dat esou kuckt, kéint dat ganz gutt sinn. Wéi eng nei Käschten entstinn duerch desene neien Organigramm? Well duerch d'Zesummeleer vum État-major a Ministère de la Defense, da gi jo Gebailechkeete fräi, da géif dat jo éischter heeschen, dass ee kéint Aspierungen maachen.

A kann duerch des Demarche d'Reorganisatioun vun eise Ressources humaines net méi effizient ginn a besser genotzt ginn? Dat géif ech nawell gär wëssen. An och, wa mer an esou eppes ginn, ginn et do och nei Managementmethoden, déi do afléissen?

Iwwerhaupt, ech hu gelies an der Press, dass d'Defense net soll am ale Palais de justice sinn, wou de Ministère des Affaires étrangères hikënt. Wou ass dat virgesinn? Wou sollen déi hikommen? Dat kéint ee vläicht och dann haut gewuer ginn.

Dann e puer Wieder zur Reform vun der Armée, zum Rapport Fischbach, deen ech jo virdru ugeschwat hat. Den Här Fischbach huet bemängelt, dass et u Motivatioun an der Armée feelt. Hie sot deemools: „De Leadership vun der Politik an der Arméispëtzt ass gefuerdert.“ Ass et effektiv besser ginn? Sinn d'Leit méi motivéiert? Ech hoffen et! Mä et ass eng Aufgab, déi mer allegueren hunn, déi sech duerfir interesséieren.

Nach e puer Konklusiounen géif ech gär zéien zu de Konklusiounen vum Här Fischbach. Hien huet

gesot, de President vun engem Syndikat sollt net gläichzäitig eng Fonction à responsabilité an enger Administratioun oder engem Établissement public hunn. Wéi gesitt Dir dat? Haalt Der lech dorun?

D'Collocatioun tëscht der Direction de la Defense an dem État-major gouf dora jo och ugeschwat, an ech mengen, duerch deen neien Organigramm geschitt dat jo och. D'Roll vum État-major (Conseiller militaire), dem Militärzentrum (Administration de l'armée) an der Direction de la Defense (Conseiller politique du ministère), déi sollen nei definéiert ginn. Dat schéngt jo dann an déi Richtung ze goen, wéi den Här Fischbach dat proposéiert huet, well doduerch géife mer eng besser Informationspolitik an d'Armée kréien.

De Service militaire vun de Fräiwëllegen eventuell ëm ee Joer verlängeren, fir d'Employabilitéit vun den Zaldoten besser ze rentabiliséieren; wou sidd Der do drun? Macht Der dat? Oder loosst Der dat am Raum stoen?

Dann, d'Phase de reconversion carrement ëm ee Semester verlängeren, dat heescht 18 Méint Rekonversioun amplat vun 12, fir d'Zaldoten doduerch besser op d'Berufsliewen ze preparéieren; gitt Der och an déi Richtung?

Dann, d'Militärschoul an den Educationssystem integréieren, fir se méi attraktiv a variabel ze maachen an de Centre militaire ze entlaaschten, dat ass jo geschitt. Dat geschitt jo iwwert de Lycée technique vun Ettelbréck. Mir hate do jo e Projet virgesinn, virdru war e Projet virgesinn, deen e bësse méi visibel war. Dir kéint eis vläicht soen, wéi do d'Resultat ass, wéi dee Projet evoluéiert. Dir kéint eng Kéier effektiv d'Chamberskommissioun oder respektiv d'Chamber doriwwer an d'Bild setzen, da kéint ee gesinn, wéi mer do weiderkommen.

Dann zum Aspekt Evolutioun vun eiser Armée. Wéi eng sinn déi zukünfteg Missiounen fir eis Armée? Do hat de Minister op RTL-Radio den 12. Januar gesot: „Méi Präsenz um Terrain fir d'NATO.“ Dat war eng Prioritéit. An da sot en, d'Friddensmissiounen sollte recentréiert ginn. Wat heescht dat konkret effektiv?

An dann ass och gesot ginn, d'Lëtzebuerger bräichte Spezialisten. An ech weess, wann ee Spezialiste brauch, ob dat bei der Armée oder bei der Polizei ass, grouss Spezialisten, Leit, där et net vill gëtt, wou et der manner gëtt, wéi der gebraucht ginn, ass et schwéier, déi ze kréien, besonnesch och iwwert déi klassesch universitär Schinn beim Stat. Dee Problem ass also, wéi gesot, bei der Polizei. Huet do de Minister vläicht Léisungsvirschléi, wéi Der do u Spezialiste kommt?

A schliisslech, do ass och a leschter Zäit net méi driwwer geschwat ginn: Wou ass de Projet vun der Disziplinn drun? Do hate mer jo en duebele Projet gemaach: Police/Armée. De Policeprojet ass an der legislativer Millen, dee vun der Armée nach net. Wou sidd Der do drun?

Dann, am Beräich Politik vu Personal a Perspektive fir Zaldoten, hätt ech folgend Froen. Éischt Fro: Sollen et Annerungen um Statut militaire ginn? Wéi wäit gëtt sech strikt un d'Reform vun der Fonction publique ugeleent? A wou mussen d'Particularitéiten vun der Armée spillen? Dat wär nawell och interessant gewuer ze ginn. Wat geschitt mat de Prime-militairen? Do ass jo och eng Etüd gemaach gi vun de Primmen. An deem Kontext, wou si mer do drun?

An dann de Lycée militaire, dee jo fale gelooss ginn ass - do hat ech jo driwwer geschwat -, de COPRAL, do maacht Der eis eng Kéier e Bilan, hutt Der gesot.

Material, Equipement an Infrastrukturen, do hat den Här Schneider deelweis d'Acquisitionspolitik kritiséiert, notament am Kontext Dingoen. An en hat gesot, d'Politique d'acquisition géif iwwerducht ginn. Gëtt et do eng nei Approche? Wéi eng Kritäre ginn do geholl, wa Material kaaft gëtt an esou weider?

An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro iwwert d'Renovatiounsarbechte vun de Kasären um Härebiere. Do hat den Här Chef d'état-major Mancinelli gesot, dat géif zwëschen 2017 an 2022 iwwert d'Bün goen. Ass deen Timing nach ëmmer richteg?

An dann nach e wichtige Punkt, wou ech och frou wär, wann ech géif Antwerte dorop kréien: Wou si mer dru mat engem Droneprogramm? Et ass näamlech d'Iddi ginn, fir militäresch Dronen ze kafen. An do gëtt et jo e puer Méiglechkeeten, wann een esou eppes mécht. Dat kann d'Armée am Alleingang maachen. Si kann dat awer och iwwer en nationaalt Konzept an Zesummenaarbecht mam zivile Beräich maachen. Dat kéint an deem Fall d'Polizei sinn, respektiv och d'Ponts et chaussées, oder dann eben bei allem, wat d'Mobilitéit ugeet, kéint een Drone gebrauchen. Gëtt et do Neies? Ech wär frou, wann Der eis do géift och an d'Bild setzen.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Madamm Presidentin. D'Politik muss ëmmer

iwwert dat Militärescht priméieren. Well d'Verteidigungspolitik ass keng Fin en soi, mä et ass e Mëttel zum Zweck, fir eis demokratesch Wäerter ze verteidegen. D'Politik muss d'Richtung ugin.

Europa brauch eng effikass Aussepolitik an eng kohärent Verteidigungspolitik, wann et op der Weltkaart seriö geholl wëllt ginn. An d'Armée, dat ass een Instrument ënner villen an der politescher Geschicksch. Mir kënne net mat enger Armée aus dem 20. Jorhonnert d'Defie vum 21. Jorhonnert ugoen. Mir brauchen, subsidiäresch, déi richteg Mëschung aus Aussepolitik an Defense a Bewosstsäin, dass mer e klengt Land an der grousser Welt sinn an dass all eis Aussen- a Sécherheetspolitik just europäesch ka sinn. Sou musse mer eis dann och opstellen. An esou kënne mer effizient Solidaritéit weise mat deenen aneren Natiounen vun der EU an der westlecher Welt.

An ech widderhuele mech an deem Kontext nach eng Kéier: Et schéngt mer unabdeglech, d'Parlament ze associéieren an der Formulierung vun eiser Vision stratégique an deem Beräich. Den Exercice vun haut, mengen ech, geet an déi Richtung, an dat ass och gutt esou!

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Halsdorf. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel** (*LSAP*). - Villmools Merci, Madamm Presidentin. Madamm Staatssekretärin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech deenen zwee Interpellanten, dem Här Kartheiser an dem Här Krieps, villmools Merci soe fir hir Initiativ, déi et ons erlaabt, haut ausféierlech iwwert déi international Sécherheetslag, d'Strategie vun den internationalen Akteuren, awer och iwwert d'Zukunft vun onser Lëtzebuerger Armée ze diskutéieren.

Mir wëssen et all: Déi international Sécherheetslag ass an de leschte Joren ëmmer méi komplex ginn, a besonnesch säit dem Joer 2014 ass dat net méi ze iwwersinn, och hei an Europa. D'Prinzipien, déi laang Joren als Grondpfeiler vun der internationaler Uerdnung gegollt hunn, wéi dat absolutt Recht vun den nationalen Grenzen, de Respekt virum Droit humanitaire international oder wéi de Bündnisfall vun der NATO, ginn haut erëm a Fro gestallt an déi sougenannt westlech Welt gesäit sech souwuel internen, awer och externe Gefore géintiwuer.

Déi transatlantesch militäresch Allianz, d'NATO, steet viru groussen Erausforderungen. Populisteschen a souger antedemokrateschen Mouvementer ginn ëmmer méi staark an attackéieren de Kär vun onse liberalen a progressiven Demokratien. Mir hunn och an der EU nach ëmmer mat den dramatesche Folge vun der Wirtschaftskris an de südeuropäesche Länner ze kämpfen. D'Entwécklungen a verschiddenen EU-Länner, wat d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ugeet, zum Beispill a Polen an Ungarn, ginn ons och Grond zur Besuergnis.

An der Türkei goufe säit dem Putschversuch am Juli 2016 Dausende vu Beamten, Wëssenschaftler a Journalisten entlooss a festgehall. Héichrangeg tierkesch Militär, also NATO-Zaldoten, froen entre-temps an Däitschland Asyl un. Déi rezent Provokatiounen vum President Erdoğan droen net zu enger Deeskalatioun bäi.

Och d'Positioun vun den USA, deem gréissten a wichtigsten NATO-Partner, ass haut säit der Wahl vum Donald Trump, dee schonn alles a säi Contraire behaupt a getwittert huet, schwierig anzuschätzen.

Eenzel Memberstate vun der NATO ginn also net onbedéngt e staarkt Bild of, an dat zu engem Zäitpunkt, wou dëst ëmsou méi wichteg wär.

Russland trëtt militäresch nees méi aggressiv op an huet en Deel vum Statsgebitt vun der Ukrain annektéiert. Mä och d'Interventionspolitik vun Westen, virop den USA, am Noen a Mëttleren Osten ass gescheitert. No den Hoffnungen vum Arabesche Fréijoer hunn déi feelend Investissemter, déi an des Staten net gemaach goufen, dozou gefouert, dass a ville Länner do déi al Diktaturen duerch nei Schreckensregimmer ofgeléist goufen. Libyen ass haut en „failed state“ an a Syrien toobt nach ëmmer e bluddegen, schreckleche Biergerkrich. Reliéis extremistesche Gruppen hu sech och an dese Staten installéiert.

Déi doraus entstanen Instabilitéit, den Terrorismus an awer och déi Dausende Milliounen Leit, déi do vidru fortlafen a bei ons Schutz si-



chen, sinn déi direkt Konsequenz vun enger Situatioun, déi mer weder als Europäesch Unioun nach als NATO am Moment richteg am Grëff hunn.

Mir hunn et also mat ënnerschiddlechen Interesse vun onse Bündnispartner ze dinn, mat komplexe Situatiounen, a mat Sécherheitsrisiken an eisem direkten Ëmfeld, deene mer mat simplistesche Léisungen net bäikomme kënnen.

An esou enger Situatioun ass et also ganz kuerz gegräff, wann ee wéi den Donald Trump sech reng op dat budgetäert Zil vun 2% vum PIB fir den Effort de Defense beschränkt.

Virop gesot: Den Donald Trump ass net deen éischten amerikanesche President, deen déi europäesch Partner dozou opgefuerdert huet, hir Militärausgaben ze erhéijen. D'Zil, d'Ausgabe fir ons kollektiv Sécherheet bis 2020 op 2% vum PIB eropzeschrauwen, war, wéi gesot, eng Decisioun vun de Bündnispartner um Sommet vu Wales 2014.

Lëtzebuerg konnt sech enger Erhéijung vu sengem Effort net komplett verschléissen. Eleng schonn aus Froe vu Solidaritéit eraus wëlle mer dat och net. Grad mir als klengt Land profitéiere vun enger kollektiver Sécherheet. An dozou musse mer och eise Bäitrag leeschten. Mir kënnen als Lëtzebuerg net vun honnert Prozent vun der Sécherheet profitéieren, awer null Prozent vun der Responsabilitéit iwwerhuelen. Onse Wuelstand hei zu Lëtzebuerg an a ville Länner vun Europa ass och d'Resultat vu 70 Joer Fridden a Sécherheet. Dowéinst huet Lëtzebuerg jo och decidéiert, säin Effort de Defense vun 0,4% op 0,6% bis 2020 eropzesetzen.

Elo sinn natierlech 0,6%, kéint ee soen, nach wäit ewech vun 2%. Allerdéngs geet et net duer, eng Zomm ze fixéieren, mä et muss een och déi Sue sënnvoll kënnen ausginn a verschaffen. A fir nätzlech Projeten ze fannen, fir bis op 0,6% ze kommen, hu mer gesinn, dat ass och net esou einfach gewiescht. An ech freeë mech awer, dass dat am Moment de Fall ass.

Dofir, mengen ech, an dat ass och d'Positioun vun der LSAP, sinn déi 2% wierklech illusoresch fir Lëtzebuerg. An et ass och der kollektiver Sécherheet vun ons alleguer net gedéngt, wa mer géifen einfach déi Suen zur Fënster erausgeheien. D'LSAP-Fraktioun begreist et also, dass och de Verdeidigungsminister an der Kommissioun gesot huet, dass déi 2% fir Lëtzebuerg net géifen a Fro kommen, dass dat vëlleg illusoresch wär. An ech schléisse mech natierlech och deene Remarque vum Alexander Krieps un iwwert d'Responsabilitéit vun deene Länner, en huet se „Waffenhändler“ genannt, mä vun deene Länner, déi Waffe produzéieren. Ech mengen, dat war eng Remarque, déi ech deelen.

Ech freeë mech also beim Wuert „sënnvoll“ Suen ausginn, freeë mech, dass mer hei an der Chamber Projekte mat grouse Majoritéite gestëmmt hu wéi de Projet GovSat, wéi de Projet AGS (Alliance Ground Surveillance), wéi de Projet MRTT (Multi-Role Tanker Transport), déi scho realiséiert gi sinn a wou all Kéiers och d'Wichtigkeet vun de Retombées économiques fir Lëtzebuerg ënnerstrach ginn ass.

Ech wollt awer nach zwou Remarquen, allgemeng Remarquë maachen, wat den Effort de Defense ugeet. Éischtens, déi Suen, déi mer fir d'Verdeidigung ausginn, dat ass net nëmme fir d'NATO, mä och fir d'Europäesch Unioun, zum Beispill an den europäesche Friddensmissiounen, am Kader vun der PESCE, der gemeinsamer europäescher Verdeidigungs- a Sécherheitspolitik (veuillez lire: der gemeinsamer europäescher Sécherheitspolitik). An et sinn och Suen, déi an UN-multilateral Engagementer fléissen.

Eng zweet Remarque wollt ech maachen zum Effort de Defense: dass den Effort de Defense net dat nämlech ass wéi den Defensebudget. Dat huet de Minister an der Kommissioun - all Joers kënnt e jo, wann de Budget am November, Dezember diskutéiert gëtt - ganz kloer ënnerstrach.

Den Effort de Defense, wat beinhalt deen? Dee beinhalt d'Dependé vum der Direction de la Defense, d'Dependé vum der Arméi, d'Dependé vum Fonds d'équipement militaire, mä och nach vill aner Depensen, déi vun aneren Administratiounen gemaach ginn, wéi zum Beispill d'Renovatiounsarbechten um Härebiërg, déi um Budget vu Bâtiments publics stinn, d'Renovatioun vun der Landepist vum Findel oder och, wa mer elo a Richtung Militärspidol ginn, Depensen, déi ee bei anere Posten erëmfënnt.

Dofir kommen ech nach eng Kéier zrëck op de President vun den USA. Wat beim Donald

Trump elo nach nei ass, ausser dass en op déi 2% pocht, ass, dass en déi 2% wëllt quasi zur Konditioun maachen, fir dass e Land am Ugrëffsfall nach op d'Ennerstëtzung vun den USA kéint zielen. Dat heescht, den Artikel 5 wär dann a Fro gestallt.

Esou Iddien, mengen ech, sinn net nëmmen immens geféierlech a stelle fundamental Prinzipie vun der NATO a Fro, mä si weisen och, dass den Donald Trump eng Kontributioun zur kollektiver Sécherheet just um Militärbudget festmécht. Dëst ass der LSAP no eng immens vereinfacht Siicht op d'Sécherheet an op d'Verdeedegungspolitik, déi vill ze kuerz gräift a Problemer net eleng léise kann.

Zur Sécherheet gehéiert niewent der Sécherheet viru Krich, Gewalt a Kriminalitéit näamlech och déi ekonomesch Sécherheet, dass een net virun Hunger muss fortlafen, déi sozial Sécherheet, dass een ouni eng Aarbecht oder weinst enger Krankheet net alles verléiert, oder och d'Sécherheet, säi Privatliwien däreifen esou ze gestalten, wéi een dat wëllt, ouni dofir verfollegt ze ginn.

D'NATO, och wa si vu ville Leit nach ëmmer primär als militärescht Bündnis ugesi gëtt, huet sech och weiderentwéckelt a méi eng breet Approche, déi sougenannt „comprehensive approach“, zur Sécherheet adoptéiert. An d'NATO schafft och un der ziviller Dimensioun vun der Sécherheet, an dat och am Kader vun deem ganzen Transformatiounsprozess, deen d'NATO an deene leschte Jorzenge matgemaach huet an dee mer vläicht net genuch kommunizéiert hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Net fir näischt gesäit de Wee zur NATO-Memberschaft zum Beispill haut och konkret Reforme vir, Reforme vun de Verwaltungen, Reformen am juristesche Beräich, Reforme bei der Korruptiionsbekämpfung. Ech mengen, d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol, wéi mer iwwert de Bäitritt vu Montenegro hei ofgestëmmt hunn, huet dat jo och an hirem Exposé ënnerstrach. Doriwwer eraus, mengen ech, schafft d'NATO och enk mat der EU an der UNO souwéi mat internationalen ONGen zesummen, fir eng vernetzt an integral Sécherheitsapproche ze fërdere.

Wann den Donald Trump also elo kritiséiert, dass europäesch Länner net genuch fir d'Sécherheet géife maachen oder fir dee sougenannten „burden-sharing“, da solle mer him an d'Ae kucken an en drun erënneren, dass d'Sécherheet och aner Dimensiounen huet, zum Beispill d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Och hei gouf et international Sommeten, wou international Ziler vereinbart gi sinn, an zwar 0,7%, net hei vum PIB, mä vum RNB. Ech mengen, dat ass och wichteg ze ënnersträichen. 0,7% hunn d'Länner sech engagéiert, fir an d'Entwécklungszesummenaarbecht fléissen ze loosse. An hei, dat wëll ech emol hei eng Kéier haart soen, läit de Bäitrag vun den USA awer am Moment nëmme bei 0,19%!

Wa Lëtzebuerg also decidéiert, dass een zur Sécherheet an der Welt verstärkt och iwwer Entwécklungszesummenaarbecht bäidroen kann a wëllt, an net eleng iwwer eng militäresch Schinn, dann ass dat e Fait, op dee mir heibanen, mengen ech, alleguer, an ech besonnesch och als LSAP-Member stolz sinn an deen een den USA och duerchaus virhale kann.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Verdeidegungspolitik gëtt och um europäeschen, um EU-Plang gemaach, a virun deem ëmmer méi komplexen internationalen Hannergrond musse mer genau präwien, wéi eng Opportunitéite sech eventuell am Kader vun enger verstärkter Zesummenaarbecht innerhalb vun der Europäescher Unioun kënnen erginn.

Mir sinn als LSAP prinzipiell domat averstanen, dass d'Europäesch Unioun eng Sécherheitsunioun opbaut, well et Sënn mécht, och an deem Beräich nach méi enk zesummenzeschaffen. Dobäi geet et net nëmmen ëm d'Interoperabilitéit. Ech mengen, den Här Krieps huet jo gutt illustréiert, wéi wichteg et ass, dass mer do Efforte musse maachen, fir zu där Interoperabilitéit ze kommen, dass net zéng verschiddenen Typen vu verschiddene Produite kaaft ginn. Mä awer och d'Fuerschung an d'Entwécklung um europäesche Plang, wat gemeinsam Verdeedegungssystemer ugeet, mengen ech, si wichteg, an net nëmmen an deene klassesche militäresche Beräicher, mä och an deene manner traditionelle Beräicher vun der Defense.

Ech kommen zur Digitaliséierung, déi et an alle Gebidder gëtt an déi virun der Defense net Halt mécht. An d'Cyber Security - d'Cybersécherheet - ass en Thema, wat ëmmer méi wichteg gëtt. D'Analys vun Daten et cetera, alles dat musse mer an Zukunft am A behalen. An et mécht dofir och Sënn, dass d'EU ganz enk zesummeschaffe wëllt a sech an deem Domän

och zesumme mat der NATO besser wëllt koordinéieren.

Allerdéngs bleiwen, wat den „European Defence Action Plan“ ugeet, nach ëmmer vill Froen ze klären, a mat enger Rei vun deenen éischte Proposen, déi aus der EU-Kommissioun komm sinn an déi elo um Dësch leien, si mir als Sozialiste kloer net d'accord. An ech hu mech och gefreet, dass eis Regierung do déi nämlech Positioun huet.

Ech erënneren hei nach eemol drun - wéi ech hei am Kader vun enger mëndlecher Fro de Verdeidigungsminister gefrot hunn, wat d'Ausgabe fir d'Defense ugeet, wéi déi Europäesch Kommissioun dat virgesäit -, dass déi Ausgabe bei de Stabilitéitskritären, dass dat ugeholl ka ginn, ouni dass een dat och fir sozial Ausgabe kéint maachen, dass mer do komplett dergéint sinn.

Mir sinn och dergéint, dass d'Kritäre fir d'Europäesch Investitiounsbank solle geännert ginn, well de President vun där Bank, de Werner Hoyer - dee mer jo kennen, well en hei zu Lëtzebuerg ass a well mer jo als Chamberskommissioun och scho Kontakt mat him haten -, eis och drun erënnt, dass d'Europäesch Investitiounsbank, wa se géif an d'Militärgeschäft eraklappen, ganz wichteg aner Kreditgeber, Geldgeber géif verléieren. An ech mengen, dat ass net Sënn an Zweck vun enger europäescher Verdeidegungspolitik.

Mir géifen et also ganz kritesch gesinn als LSAP, wann an Zukunft europäesch Gelder géifen an den Opbau vun ze vill „hard power“ fléissen an dofir an anere wichtegen Domäne feelee wäerten. Wat bei der Europäescher Unioun jo den Avantage ass, dat ass, dass se och deen enorme Volet vun der „soft power“ huet, an och dee soll een an Zukunft verstärken.

Ech mengen, an deem Beräich, do waart nach ganz vill Aarbecht op eis, a mir wäerten och déi Entwécklungen hei an der Chamber an der Kommissioun an deenen nächste Méint genau verfolge.

Eng Sécherheitsunioun an der Europäescher Unioun kann awer dobäi hëllefen, dass mer zesummen an och am Kader vun der NATO besser op déi ënnerschiddlech Erausforderunge kënnen reagieren, fir ugepasste Léisungen ze presentéieren. Dëst wäert awer och nëmmen da fonctionnéieren, wann d'Europäesch Unioun an d'NATO effikass zesummeschaffen, fir keng Strukturen ze duplizéieren. Leider war dëst an der Vergaangenheet, wéi mer dat wëssen, um politeschen Niveau net ëmmer esou einfach, well et politesch Blocagé gouf, well verschidde Membere vun deenen zwee Bündnisser dat permanent blockéiert hunn.

An der Vergaangenheet hate souwuel... Ech ginn lech e Beispill, wat ech perséinlech erlief hunn: Mir waren am Kader vum NATO-Parlament virun e puer Joer zu Bréssel, an de Sujet war, wou ech ganz aktiv sinn, déi zivill Dimensioun vun der Sécherheet, a mir hu gekuckt, wéi d'Europäesch Unioun an och d'NATO sech këmmere ëm d'Protektioun vu kriteschen Infrastrukturen. A mir waren dunn am Staddeel Evere zu Bréssel bei der NATO an hunn do mat deene Responsabele geschwat an hunn hir Pläng virgestallt kritt.

Den Dag drop ware mer an der Europäescher Kommissioun och an enger Abteilung, déi sech mat der Protektioun vun de kriteschen Infrastrukture beschäftegt, an dunn hunn ech gefrot: Kennt Der den Här esou an esou, de schwedeschen, deen Dän, oder ech weess net méi wien, dee mer bei der NATO kennegeléiert hunn? Déi hu sech net kannt! Déi zwou Institutionen sinn an der nämlecher Stad! An ech mengen, duerch dee Rapprochement elo zwëschen EU an NATO soll esou eppes net méi virkommen.

Do ass schonn an deene leschte Jore munches geschitt. Mä besonnesch, mengen ech, och déi gutt Entente an déi gutt Zesummenaarbecht vum Generalsekretär Stoltenberg an der Vizepresidentin vun der Kommissioun, der High Representative fir d'Aussepolitik an Europa, déi solle mer schätzen. An ech mengen, déi hunn och vill Bewegung an deen Dossier bruecht. An ech wëll hinne vun deem Haus aus dofir Merci soen.

An ech mengen, dat Ganzt ass jo och dokumentéiert ginn duerch eng politesch gemeinsam Erklärung vun der Europäescher Unioun an der NATO am Juli 2016. An et géllt elo, un der Ëmsetzung vun dëser gemeinsamer Erklärung ze schaffen. An och dat wäerte mir als Lëtzeburger Chamber hei zu Lëtzebuerg an och am Kader vun deenen interparlamentaresche Gremien, wou mer als Chamber vertrauede sinn, verfolge an och an déi Richtung schaffen.

Ech wëll drun erënneren, dass schlussendlech d'Memberschaft an der Europäescher Unioun an an der NATO fir vill Länner, och fir Lëtzebuerg, complémentaire zueneen sinn. EU-Member ze sinn, bedeit grad fir ons Frënn aus den

osteuropäesche Länner eng zousätzlech Garantie zu hirer NATO-Memberschaft, eng zousätzlech Garantie vun hirer nationaler Onofhängegkeet, och verstärkt erëm vis-à-vis vu Russland.

Mir verstinn haut hei bei ons vläicht net ëmmer, firwat dës Länner Russland esou staark als Bedroung empfangen. Mä wann een, geografesch gesinn, ganz no un esou engem groussen Noper drun ass, deen an de leschte Joren ëmmer erëm militäresch a sengen Nopeschlänner intervenéiert ass, fir seng eegen Interessen ze schützen, dann huet een do eng ganz aner Vue drop.

Och fir dës Länner ons Solidaritéit ze weisen, wäerte sech d'Lëtzeburger Zaldoten un der „Enhanced Forward Presence“ Missioun vun der NATO a Litauen bedeelegen. Mir wëssen, dass véier Bataillounen an déi dräi baltesch Länner ginn, mat jeeeweils 1.000 Zaldoten, an och een a Polen, ënner verschiddene Lead-Natiounen. Mir maache mat onsen däitschen Nopere mat a Litauen. A mir haten do länger Erklärungen kritt vum Minister a vun de Vertrieder vun der Arméi a vun der Defense an der Kommissioun. Dofir brauch ech dorobber net anzegoen.

Allerdéngs ass et awer och wichteg fir ons, dass mer ons weiderhin asetzen, dass esou Missiounen net zur Eskalatioun féieren, mä dass een och den Dialog mat Russland weiderhi fërdert, fir Konflikter ze léisen. An ech mengen, dofir ass et och ze begrëssen, dass am leschte Joer, am Joer 2016, den NATO-Russland-Rot dräimol zesummekomm ass. Et ass also richteg, dass d'Alliierten um Sommet vu Wales, Pardon, vu Warschau dës Kéier, dat war dee Sommet vum leschte Joer, decidéiert hunn, dass d'Dissuasioun - oder d'Ofschreckung, loosse mer et esou nennen -, d'Ofschreckung an d'Defense zesummegi mat engem periodeschen, cibléierten, awer och substanziellen Dialog mat Russland, an dat, fir dass Malentenden an Appreciationsfeeler kënnen verhënnert ginn, awer och fir d'Transparenz ze erhéijen.

An ech mengen, esou en Dialog erlaabt et awer och den Alliierten, Russland u seng international Obligatiounen ze erënneren; besonnesch och déi, déi mat der Ukrain ze dinn hunn. Fir dass mer méi laangfristeg d'Sécherheet an de Fridde fir ons alleguer erhalen kënnen, mengen ech, ass esou en Dialog onverzichtbar!

Här President, ganz aner Erausforderungen stelle sech fir d'EU a fir d'NATO duerch d'Terrorismusbekämpfung an d'Cyberattacken. Béides si Menacen, deenen een net reng militäresch, mä just mat hybride Strategie bäikomme kann. D'Bekämpfung vum Terrorismus huet natierlech och eng kloer militäresch Komponent, awer net nëmmen!

D'Antiterror koalitioun, déi vun den USA ugefouert gëtt, huet am Irak an a Syrien dann och tatsächlech duerchaus zu Erfolleger gefouert an eng ganz Rei Territoirë konnte vun Daesh erëm zréckeruewert ginn. Mä säit hire Stand am Mëttleren Osten méi schwierig ginn ass, hu sech d'Terroriste vun Daesh op aner Strategie verluecht: Anstatt, dass si déijéineg, déi hir Ideologie verfolge, opruffen, sech hinnen um Terrain unzeschléissen, fuerdere si elo, dass een an anere Länner, notament hei och an Europa, Terrorattacke soll duerchféieren, dëst mat den tragesche Resultater, déi mer kennen. Daesh versicht also deen Terrain, dee se am Mëttleren Osten, am Irak an a Syrien verluer hunn, um Internet ze recuperéieren.

Fir dëser Form vun extremisteschem Terrorismus bäizekommen, brauche mer ganz aner Strategien; Strategien, déi sech och zum groussen Deel am digitale Beräich ofspillen, fir dës Terroristen ze fannen a se ze iwwerféieren an och ze verhënnere, dass si hir Attacken duerchféieren kënnen.

Doniewent brauche mer awer och nach vill méi effizient Strategien a Programmer, fir d'Radikalisierung vu jonke Mënsche bei ons an Europa ze verhënnere, an de Schoulen, duerch d'Schafe vu soziale Perspektiven an och duerch d'Schafe vun Opstigsmeiglechkeeten.

An och an de betroune Länner brauche mer Programmer, fir dës Länner ze stabiliséieren, nees opzebauen an demokratesch stabil Systemer do ze installéieren. Well nëmmen esou kréie mer d'Ideologie vum Terrorismus laangfristeg bekämpfen!

An dofir begrëssen ech och... Wéi de Generalsekretär Stoltenberg hei war, mengen ech, virun annerhallwem Joer, huet e jo och gesot, dass den „capacity building“ eppes Wichteges ass, an en huet och begrëist, dass mir an eisem Defensebudget do och d'Gelder fir den „capacity building“ eropgesat hunn.

Wat d'Cyber Security ubelaangt, wäert et an Zukunft ëmmer méi wichteg ginn, dass mer an deem Beräich vernetzt an effikass géint Attacken zesummeschaffen an eis verdeidege kënnen.



Wat d'Digitaliséierung méi wäit fortschreit, wat och méi Beräicher, déi iwwer Computer gesteuert ginn, do drop erafalen (veuillez lire: doröner falen). D'Wichtigkeet vun der Cyber Security gouf vun der NATO och ganz offiziell um Sommet vu Warschau d'lescht Joer unerkannt doduerch, dass d'Sécherheet vum digitale Raum elo op deeselwechten Niveau vun der Sécherheet vum Loftraum, vum Meeresraum a vum Territoire gestallt gouf. An dofir begrëissen ech et als LSAP-Spriecher, dass de Verdeedungsminister an och Dir, Madamm Statssekretär, an dësem Beräich schonn nei Leit rekrutiert hutt. Dëst ass e Beräich, deen och an Zukunft nach weider ausgebaut muss ginn.

Allerdéngs wäerten an dësem Beräich och vun onser Säit aus Attacke gefouert ginn, net onbedéngt vu Lëtzebuerg selwer, hoffen ech, mä awer duerch d'Notze vu Capacitéiten, déi der NATO zur Verfügung gestallt ginn. An do gesinn ech eng Gefor, wat d'parlamentaresch Kontroll ubelaangt. Eng Cyberattack gesäit een net. Do dämpft et net. Do ass kee Feier. Also, dat gesäit een net ëmmer direkt. An ech perséinlech setze mech säit ville Joren an NATO-Parlament derfir an, dass ee muss, besonnesch wat d'Transparenz an de Contrôle démocratique a parlementaire vun der Cyber Security an der Cyber Defence ubelaangt, dru schaffen.

Zur parlamentarescher an demokratescher Kontroll an zur Transparenz wëll ech awer och nach e puer méi allgemeng Wieder soen. Et ass gewosst, dass grad an engem sensibelen Beräich wéi der Defense net all d'Strategien, net all d'Operatiounen direkt kënnen ëffentlech gemaach ginn an dass eenzel Rapporten der Geheimhaltung ënnerleien. Mir schätzen dofir, dass de Verteidigungsminister mat Leit aus der Direction de la Défense an héich Arméivertrieeder regelméisseg an d'Kommissionssitzungen kommen, fir ons alleguer Ried an Äntwert ze stoen.

Mir sollen ons parlamentaresch an demokratesch Kontroll vun der Defensepolitik awer nach verbessern. An an deem Kader ass et fir d'LSAP wichteg, dass d'Deputéiert, awer och d'Effentlechkeet nach eng Rei méi detailléiert Informatiounen zur Verfügung gestallt kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

En éischte laang iwwerfällige Schrëtt, deen ech och ausdrécklech begrëisse wëll, ass jo, dass haut déi Ligne-directricë vun der Defensepolitik presentéiert ginn, déi déi laangfristeg Ausrichtung a Strategie vun onser Defensepolitik definéieren. Dat dréit natierlech och zur Transparenz bäi. A mir wäerten dat jo och an der Kommission nach mat lech all zesummen diskutéieren.

2013 ass effektiv un engem Livre blanc geschafft ginn. Ech wollt dat awer och nach uschwätzen. Déi Aarbechten hunn awer missen ënnerbrach ginn, well eben 2014, wéi ech et virdrun erkläert hunn, déi Situatioun vun der Weltuerdnung terribel geännert huet: am Osten d'Ukrain, am Süde Syrien, an du war de Sommet vu Wales, wou och nei Responsabilitéiten op d'Länner duerkomm sinn. An dofir, mengen ech, ass et richtig, dass gewaart ginn ass, fir d'Direction de la Défense ze stäerken, fir d'Arméi ze stäerken an dann zesummen nei Ligne-directrices auszeschaffen.

Mir begrëissen och déi Efforten, déi gemaach gi sinn, fir déi Resultater vun där Consultance ëmzesetzen. Mir haten d'Geleeënheet am September, ech mengen, et war den 20. September, um Härebiere empfaangen ze ginn an d'Konklusiounen vun där Consultance virgestallt ze kréien an och ze diskutéieren.

An engem zweete Schrëtt, wat de Contrôle parlementaire an démocratique vun der Defensepolitik ubelaangt a wéi mer déi kéinte stäerken, fannen ech, dass de Rapport d'activité iwwert d'Défense, deen am Rapport vum Ministère des Affaires étrangères integréiert ass, vläicht méi ausgebaut kéint ginn. Wann een d'Défense mat anere Politikberäicher vergläicht, da kritt een hei wierklech net genuch Informatiounen eraus.

Ech ginn lech e Beispill: De Minister huet ons an der Kommissionssatzung den Defensebudget fir 2017 presentéiert. Do huet en d'Afëierung vun engem neien Artikel iwwer eng Mission presentéiert, fir den „capacity building“ an Drëttlänner ze ënnerstëtzen, déi aus engem Konflikt kommen. Idealerweise muss een herno als Parlamentarier aus deem Rapport d'activité dann och kloer ersichtlech erauslese kënnen, a wéi eng Länner des Sue gefloss sinn, wéi se agesat ginn a wéi eng Projete genau domadder finanziéiert goufen. Dës Transparenz hu mer zu Recht viru Joren an der Kooperationspolitik agefuert. An ech mengen, dass et elo un der Zäit ass, och vun der Defense méi etofféiert Rapport-annuellen ze kréien. Dat ass ëmsou méi wichteg, wann d'Zommen, déi verschafft ginn, klammen.

Ech géif dofir d'Madamm Statssekretärin froen, dëst mat an de Ministère ze huelen a beim

Rapport - ech mengen, elo setze mer d'Ligne-directrices ëm; 2016 ass et ze spéit, mä 2017 oder 2018 - ze berücksichtegen, fir dass mer als Deputéiert nach e bessert Gesamtbild kënnen kréien.

D'Lignes directrices, déi ausgeschafft goufen, an dee Plan directeur, deen doräuser erfollege wäert, mussen där komplexer internationaler Situatioun Rechnung droen an eng national Strategie definéieren, déi eben dëser internationaler Situatioun gerecht gëtt. Dës national Strategie huet dann natierlech ganz direkt Auswirkungen och op déi national Arméi. An dorop wëll ech nach kuerz am Detail ze schwätzen kommen.

Wann et onst Zil ass, bis 2020 (veuillez lire: bis 2020 de Budget fir d'Defensepolitik) op 0,6% eropzesetzen, da mussen mer wierklech iwwerleeën, wéi eng Volete mer developpéiere wëllen, fir des Suen, wéi ech virdru gesot hunn, sënnvoll anzesetzen; sënnvoll, fir eis Ziler an der EU an awer och an der NATO ze errechen, mä awer och sënnvoll fir déi national Ekonomie.

D'Akafspolitik vun der Arméi muss dann och en vue vun der nationaler Strategie geplangt ginn. An no der leschter Arméiereform vun 2007 goufen am Fong ze vill Capacitéite kaaft, déi haut net ëmmer effektiv an effikass genotzt kënnen ginn, an dat, well eben déi strategesch Ausrichtung net ëmmer kloer definéiert war. Dëst soll an Zukunft net méi de Fall sinn. Mir brauche fir d'Éischt eng Strategie, definéiert duerch d'Lignes directrices, an da mussen mer ons Strukturen entsprecheend upassen, an eréischt duerno kafe mer dann och dat entsprecheend Material.

Mir als LSAP si frou, dass des Ligne-directrices elo ausgeschafft sinn. Onst erkläert Zil ass et, eng modern Arméi ze gestalten. Och wann an de leschte Jore vill Efforte gemaach gi sinn, esou mussen mer haut feststellen, dass mer vill weiderkomm sinn, mä dass mer nach net ganz do ukomm sinn. Wa mer vun enger moderner Arméi schwätzen, da soll dat eng Arméi sinn, déi och de reelle Gefore vun haut begéine kann. Mir müssen dofir ewechkomme vun enger renger Landarméi hin zu engem moderner Corps, dee sech an der Cyber Defence auskennt, dee seng Kooperatioun an der Dimension aérienne ausbaut an deen och a Richtung vun engem medezinnesche Volet, Stéchpunkt Traumatologie, geet.

Wat d'Capacité aérienne ubelaangt, dee Volet vun der Fligerei, do hate mer eng Diskussioun an der Kommission. Den Här Kartheiser mengt, et wär vläicht besser, alles an d'Arméi ze integréieren a Material ze kafen. Ech ka mech awer erënneren, wéi mer mam Minister sur place a Sizilien waren, fir de Projet Sophia ze kucken, dass aner Länner mat risego Fligern do waren, wou se mindestens sechs bis zéng Leit gebraucht hunn, fir deen an d'Luucht ze kréien, dass se immens vill Kerosène gebraucht hunn an dass dat Material oft vereelt war, an dass se am Fong neidesch op eis erfogekuckt hunn, wéi mir dat ganz einfach mat deem PPP mat CAE Aviation gemaach hunn. An ech mengen, et ass eng Pist, iwwert dee mer solle weider diskutéieren. An de Minister huet jo versprach, nodeems d'Ligne-directricë public sinn, dass en och bei deem Thema op ass fir all Diskussiounen. An ech mengen, do wäerte mer eis och an Zukunft nach müssen dermat beschäftegen.

Eng Fro nach séier un d'Statssekretärin. Ech wollt froen: Wéini kënt elo endlech dat neit OMPs-Gesetz fir all déi Missions de maintien de la paix? Mir hunn héieren, dass et bal prett wär. An ech hoffen, dass dat de Fall wär. An ech wär frou, wa mer do en Zäitraum genannt kéinte kréien.

Ech wollt dann nach drun erënneren, dass eng modern Arméi sech och duerch eng ganz modern Rekrutementsstrategie auszeechent. Am Moment feelen ons manifestement nach Leit. Mir wäerten astellen. Et si vill Efforte gemaach ginn. An den Här Kartheiser huet vun deenen 1.200 respektiv plus 200, 1.400 Leit geschwat, déi d'Gesetz virgesäit. Do ass d'Positioun vun der LSAP vläicht eng aner. Et geet net drëm, fir do stur opzestocken an op 1.400 Leit ze kommen. D'Quantitéit ass net esou wichteg, mä et ass d'Qualitéit, op där mer solle schaffen. Dat ass, mengen ech, vill méi eng wichteg Fro.

Eng modern Arméi brauche mer, virun allem eng Arméi, wou dee richtige Mann op där richteger Plaz ass respektiv och déi richteg Fra.

Wann ech scho vu Frae schwätzen, wollt ech och de Volet Gender uschwätzen, deen een net därfer vernoléisegen. Och dëst ass en Thema, dat ech am NATO-Parlament ëmmer ganz aktiv verteidegen. Ech erënneren an dësem Kader och un d'Resolutioun 1325 aus dem Joer 2000 vum UN-Sécherheetsrot, déi déi wichteg Roll vun de Frae bei der Preventioun a bei der Bewältigung vun de Konflikter, bei Friddensmissiounen, humanitärer Hëllef an och beim

Erëmpobau no enger Krichssituatioun ënnersträicht. E méi héijen Undeel u Fraen an all Organisiatioun, a genau sou an der Arméi, féiert zu engem besseren Aarbechtsklima an zu besserer Resultater, well een op eng méi grouss Unzuel vu kompetente Kandidatinnen a Kandidate kann zrëckgräifen.

An dësem Kontext wollt ech vun der Madamm Statssekretärin wëssen, ob et eng speziell Strategie gëtt, fir och méi Fraen an der Arméi ze rekrutéieren. Ech weess, et gëtt e Gläichstellungsbeoptragten. Dee gëtt et schonn. Wa mer vläicht da méi detailléiert Rapporte kréien, kënnen mer och gesinn, wat do d'Resultater vun där Aarbecht vun deem Gläichstellungsbeoptragte sinn. Op jidde Fall ass dat en Thema, dat fir d'LSAP wichteg ass a wou mer solle weider dru schaffen.

Duerch méi Frae kann d'Arméi also méi inklusiv ginn an hirer sozialer Roll, déi am Kär déi selwecht bleift, och wa mer d'Arméi ëmbauen a méi modern Komponenten derbäikommen, nach besser gerecht ginn. Effektiv ass d'Arméi e ganz wichtige Facteur vun Integratioun.

An ech wëll drun erënneren, dass 13% vun onsem Corps EU-Ausländer sinn. A mir sinn dofir och frou, dass d'Nationalitéitengesetz fir si eng speziell Dispositioun - den Här Kartheiser huet et erwänt - virgesinn huet.

D'Arméi huet och weiderhin eng sozial Roll ze spillen a ka fir jonk Leit e Start an d'Aarbechtswelt bedeuten. Déi mannsten Zaldoten envisagéieren eng ganz Carrière bei der Arméi, mä si ginn duerno an nei Beräicher virun. An hei sinn d'Zuelen, fannen ech, formidabel. Dofir verstinn ech verschidden Deeler aus der Motioun vum Här Kartheiser net. Hei sinn d'Zuele formidabel, well, wéi ech gewuer gi sinn, hu mer iwwer 90 bis 95% vun de Leit, déi eng Plaz beim Stat oder beim Parastat fannen am Kader vun der Rekonversioun.

D'LSAP begrëisst natierlech och déi Efforten, déi gemaach gi si beim Rekrutement, d'Opmaache vum Büro am Boulevard Royal, mä och déi ganz Efforte ronderëm d'Formatioun an de Militärycée zu Ettelbréck.

Zum Schluss wëll ech kuerz op d'Roll vun der Arméi bei der nationaler Verteidigung agoen. D'Lëtzeburger Arméi war ganz einfach opgrond vun hirer Gréisst ni amstand, onsen nationalen Territoire virun enger friemer Arméi ze schützen, a war ëmmer scho virun allem a militäresche Bündnisser aktiv. D'national Verdeedigung féinnt haut awer manner an engem direkten territoriale Konflikt statt, mä op eng asymmetresch Aart a Weis, zum Beispill am Kampf géint Terroristen.

Dës Menacë cibléiere kee Statsterritoire als Ganz, mä geziilt Plazen oder Institutionen. An an dësem Kontext kann d'Arméi och hëllefen an der Verteidigung vum nationalen Territoire, besonnesch am Kader vum Plan „Vigilnat“. Do kritt d'Arméi eng wichteg Roll, wann et zur Stuf 3 kënnt. Mir hoffen natierlech alleguer, dass et net zu där Stuf 3 kënnt, well mir wëssen, dass d'Arméi da prett a bereet ass, do matzëhëllefen a mat deenen anere Kräfte vun der Force publique zesummenzeschaffen. Dat ass och schonn ugeschwat ginn an diverse Kommissionssatzungen.

Mä och bei enger Naturkatastroph kann d'Arméi am Inland agesat ginn. A rezent, am Juli d'lescht Joer bei den Iwwerschwemmungen, war ons Arméi am Asaz fir ons Biergerinnen a Bierger. An ech mengen, och dat ass eng nobel Tache. An och dofir si mer hinnen heibannen all dankbar fir déi exzellente Aarbecht, déi si gemaach hunn.

Ech wëll alle Vertrieederinnen an de Vertrieeder vun der Arméi elo eng Kéier Merci soen. Ech wëll et net honnertmol maachen, wéi den Här Kartheiser dat gemaach huet. Ech wëll mech do net ubidden, well ech mengen, d'Membere vun der Arméi sinn net domm a si wëssen, dass an dësem Haus net eng Partei sech fir si asetzt, mä dass mer alleguer, d'Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, d'Interesse vun dëser Arméi ze schätze wëssen, hir Aarbecht schätzen, dass mer hofreg op déi Arméi sinn an dass se op alle Bänken, an alle Parteie Leit hunn, déi hir Aarbecht schätzen.

Als Konklusioun, wëll ech e puer Punkte soen.

Éischstens, den Effort de Défense 0,4/0,6 dréit d'LSAP. Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. Mä kloer och: 2% ass net sënnvoll. An do deele mer d'Meenung vun der Regierung.

Zweetens, d'Krisen op der Welt kann een net eleng mat militäresche Mëttel bekämpfen. Zum „burden sharing“ gehéieren aner Aspekter, och den Developpement.

Drëtzens, de Minister an d'Statssekretärin hu vill mat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter geschafft, souwuel am Ministère wéi och an der Arméi. Déi Consultance huet Resultater bruecht. D'Ligne-directricë leien elo vir. Déi ginn haut presentéiert, mä dat ass keen

Enn vun der Diskussioun. Ech sinn iwwerzeegt, dass si alleguer bereet sinn, weiderhin, wéi déi lescht dräi Joren, mat ons als Chamber aktiv weiderzufueren.

Véiertens begrëisst d'LSAP déi verstärkt Zesummenaarbecht zwëschen der Europäescher Unioun an der NATO.

Fënneftens ass et fir d'LSAP och wichteg, déi sozial Komponent vun der Arméi nach weider ausbauen, duerch d'Rekonversioun nach weider um Lycée militaire ze schaffen. A mir begrëissen déi Resultater, déi do an de leschte Joren erziilt gi sinn.

A sechstens - ech hunn et virdrun ugeschwat -, et geet bei der Arméi zu Lëtzebuerg net ëm eng Zuel. Et geet net drëm, 1.400 Leit do ze hunn. Et geet net ëm d'Quantitéit, mä et geet ëm d'Qualitéit.

An als leschte Punkt: Als President vun der aussepolitescher Kommission, wou mer jo och d'Défense behandelen, freeën ech mech weider, fir mat allen zesummenzeschaffen. Mir kréie jo elo d'OMP-Gesetz, nach aner Gesetzter vläicht, a mir wäerte weider matschaffen.

Mir hunn also vill ze schaffen, mä et gëtt och ze feieren. An do freeë mer eis och, dass mer kënnen mat der Arméi zesummen déi 50 Joer Fräiwëllegendéngscht zu Lëtzebuerg feieren, an déi 175 Joer vun der Militärmusek. Also, dëst Joer gëtt vill geschafft, awer och vill gefeiert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Marc Angel. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Madamm Statssekretärin, brauch e Land wéi Lëtzebuerg iwwerhaapt eng Arméi? Déi Fro soll gestallt ginn. An déi Fro gëtt vun der Demokratescher Partei mat engem klore Jo beäntwert.

Mir brauchen eng Arméi, net fir Kricher ze féieren. Mir brauchen eng Arméi fir aner wichteg Ursachen, sief dat aus solidareschen oder humanitären Grënn. An duerfir ass et och gutt, datt mer haut déi Debatt hei féieren. An dowéinst soen ech och mengen zwee Kolleegen, dem Fernand Kartheiser an dem Alexander Krieps, Merci fir déi Initiativ, déi se geholl hunn, fir haut an deem Debat hei d'Lëtzeburger Arméi an den Zentrum vun den Diskussiounen ze stellen.

An et ass och gutt, datt mer déi zwou Interpellatiounen hei gemeinsam behandelen, well een, dee sech e bësse mat der Problematik vun eiser Arméi auseruesetzt, dee kënn ganz séier zur Konklusioun, datt een déi zwee Voleten hei net getrennt kann diskutéieren. An dowéinst ass et och gutt, datt mer déi Initiativ esou hei gesinn hunn. Well déi Verflüchtungen, déi eis Arméi huet, kann een net lassgelaist gesi vun internationalen Entwécklungen.

Sécher, wa mer e bëssen zrëckginn an eiser Geschicht, da war d'Arméi ni e bestëmmend Element, fir et emol esou auszedrücken, vum Fortbestand vun eiem Stat. Mir hunn och kee Grënnungsmythos, deen op militäreschen Aktiounen baséiert. A wann ee 580.000 Awunner huet, also eng mëttelgrouss däitsch Stad, dann ass et jo och illusoresch, fir Hegemonieuspréch ze stellen.

De Grand-Duché huet an deene leschten 178 Joer, zënter senger Onofhängegkeet, ëmmer versicht, no baussen Allianzen ze sichen. De Grand-Duché ass e Land, wat méi wéi vill anerer ëmmer duerch friem Muechte beaflosst ginn ass. Dowéinst si mer och op Hëllef vu baussen ugewisen. Mir sinn e Land, wat sech gären ënnert de Prabbeli vun internationalen Organisatiounen stellt.

Firwat soen ech dat? Majo, well mer awer och gläichzäiteg hannendrun deementspriedend Obligatiounen hunn. An et ass evident an et ass wichteg, datt mer eis eise Moyenen no och e Bäitrag op deem Niveau leeschten. An dozou gehéiert natierlech och eis Arméi ganz kloer.

Lëtzebuerg huet ëmmer e gewëssent Gemeinschaftsdenke gehat. An och haut spillt dat eng wichteg Roll an eiser kollektiver Virgeewensweis. Mir sinn och net fir näischt Matgrënner vu wichtigen internationalen Organisatiounen. Ech denken un d'Benelux, ech denken un de Conseil de l'Europe, ech denken natierlech un d'NATO, an ech denken net zulescht och un d'Europäesch Unioun, déi jo dann d'nächst Woch hire 60. Gebuertsdag feiert.

Haut fanne mer och eraus, datt et eng richtig Decisioun war, fir op dee Wee ze goen. Et huet



derzou gefouert, datt dëst Land sech spéitstens nom Zweete Weltkrich zu engem stabille Sozialstat mat enger héijer ekonomescher Produktivitéit entwéckelt huet. An, wéi gesot, déi Astellung do verlaangt dann eben och, datt mer um militäresche Plang och eise Bäitrag leeschten. Et ass dofir, an dat ass fir eis als DP ganz evident, eng vun deene gréissten Erausforderungen, déi eng modern Lëtzeburger Arméi haut muss unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Stellwäert vun der Arméi ass scho ganz oft a vill an der Vergaangenheet an och an der rezenter Vergaangenheet hei diskutéiert ginn. Ech erënneren natierlech un dat Schlüssелеlement vun 1967, wéi den obligatoresche Militärdéngscht op dëser Plaz ofgeschaaft ginn ass duerch d'Gesetz och vum 29. Juni. Haut natierlech, wéi gesot, muss sech eng Arméi deem verännerten internationalen Émfeld upassen. 1967 ass net 2017.

Wat sinn dann elo d'Haaptaufgabe vun enger moderner Lëtzeburger Arméi? D'Demokratesch Partei gesäit do eng Rei Pisten, op déi ech elo wëll hei agoen. Ech hunn et schonn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen, wann ech gelift. Et ass ganz schwéier fir de Riedner, wa kleng Konferenz sinn.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President.

Ech hunn et hei schonn ënnerstrach: Eng grouss Erausforderung sinn eben d'Mataarbechten um internationalen Niveau, mat internationale Strukturen. An do denken ech natierlech ganz kloer an éischter Linn un d'NATO, d'NATO, déi jo de Mëtten hei och Géigestand vun der Interpellatioun vum Kollege Alexander Krieps ass.

Et goufen emol Leit op dëser Plaz viru Joren, déi hate gemengt, d'NATO wier net méi noutwendeg. Haut gesi mer just de Contraire. Ech géif bal behaapten: Méi wéi jee ass et wichteg, datt mer eng staark NATO hunn, e staarkt Verteidigungsbündnis musse behalen. Well d'NATO ass jo net nëmmen eng reng militäresch Organisatioun, wéi se nawell gären duergestallt gëtt. Si huet entre-temps eng Rei aner wichteg Aufgaben kritt. A spéitstens zënter datt déi nei amerikanesch Administratioun um Pouvoir ass, spéitstens dunnt ass jo u sech och de Stellwäert vun der NATO méi staark diskutéiert ginn.

Den Här Trump, deen haut dat eent seet, muer dat anert, iwwermuer erëm eppes aneres, dat si mer entre-temps gewinnt, huet natierlech provokativ Aussoe gemaach vis-à-vis vun der NATO. En huet dat Wuert „obsolet“ gebraucht. Jiddefalls, mir gesinn dat haut als Demokratesch Partei ganz anescht. An dat huet natierlech awer och derzou gefouert, datt eng gewëssen Onrou vläicht opkomm ass, wéi d'Zukunft vun der NATO soll ausgesinn.

Glécklecherweis, muss ee soen, datt säi Verteidigungsminister, den James Mattis, elo rezentenweis allerdéngs schonn aner Téin ugeschloen huet an net onbedéngt dat nogelapert huet, wat säi President vläicht an engem Ufluch vun Naivitéit, Netkennen oder Netwësse vu sech ginn hat. Da loosse mer elo emol de 25. Mee ofwaarden, wou den Här Trump da jo am Prinzip op Bréissel kënnt an dat neit NATO-Gebai, wat zwar nach net fäerdeg ass, mä dann awer soll ageweit ginn. Do soll hien dann och Tacheles rieden.

An dann huet d'NATO och an deene leschten Deeg erëm eng aner Bedeitung kritt duerch en Här, dee sech jo ëmmer méi opspillt an deene leschte Wochen a Méint, op eng Manéier, déi inakzeptabel ass. Ech schwätzen natierlech vum Här Erdoğan hei. A besonnesch déi lescht Deeg bewiese jo, datt dat Säbelgerassel vum Här Erdoğan lues a lues awer en Niveau erreecht huet, datt d'Europäesch Unioun - an ech betounen hei „d'Europäesch Unioun“ - sech vläicht muss iwwerleeën, wéi eng gemeinsam Positioun ee vis-à-vis vun deem Här, dee jo wëllt den absolute Präsidialsystem installéieren, an Zukunft anhuele soll.

Dat huet allerdéngs natierlech och Inzidenzen op d'NATO, well d'Tierkei ass jo awer och e Memberstat vun der NATO. Ech wëll dat elo net hei verdeiwen, well d'nächst Woch bei dem Debat iwwert d'Aussepolitik wäerte mer jo da Geleeënheet kréien, vläicht nach e bësselche méi an den Detail ze goen.

Eppes ass ganz kloer: D'NATO ass alles aneres wéi obsolet. Si muss sech den neien Aufgabe natierlech awer och nach méi resolutt stellen. Do muss och nach méi eng enk Kooperatioun mat der Europäescher Unioun ugestriift ginn. D'Terrorismusbekämpfung ass ouni Zweifel och

eng ganz wichteg Aufgab. Si muss och verstärkt nach bereet sinn, d'Interesse vun de Länner aus Osteuropa, besonnesch laanscht d'russesch Grenz, ze verrieden.

An dann ass en neie Problem och op d'NATO zoukomm, deen de Mëtte schonn zum Deel hei ernimmt ginn ass. Ech schwätze vun de Cyberattacken. Effektiv, a wann ee sech do emol e bësse méi genoe dermat auseneesetzt, am Duerchschnëtt gëtt d'NATO all Mount Affer - all Mount! - vu ronn 500 där Attacken. Dat ass natierlech en neit Phenomeen, wat net nëmmen der NATO Problemer mécht, wat och eis hei zu Lëtzebuerg wäert an Zukunft leider méi Problemer maachen. An och eis Lëtzeburger Arméi huet jo do scho reagiert an huet schonn eng Spezialistin mat där ganzer Thematik beoptragt, wou se ënner anerem jo Projekte vun der Agence européenne de Defense an der NATO suivéiert.

Jiddefalls ass et gutt, datt mer och op deem Gebitt elo eng national Strategie da wäerten ausschaffen. Et geet jo haut drëms, fir wierkelech op d'Sensibilitéit fir den Dateschutz an och op d'Koordinatioun vun de Réseauen hinzeweisen. D'Entwécklung um internationalen Niveau, an an deene leschte Méint huet sech esou munches geännert, wäert natierlech onweigerlech derzou bäidroen, datt awer d'Dependenz fir d'Verteidigung weltwäit an d'Luucht kënne goen.

Natierlech, d'Amerikaner, déi ëmmer erëm drop hiweisen, an den Här Trump ass do elo net deen Éischten, datt de Bäitrag vun de Memberstate fir d'NATO muss eropgesat ginn an datt d'Amerikaner do zum Deel ëmmer méi ongedëlleg ginn, ass zum Deel och, kann ee soen, nozevollzéien. Jiddefalls, d'Spannungen tëscht den USA a Russland wäerten domadder net méi geréng ginn.

Op där anerer Säit hu mer e Land wéi China, wat an enger gewëssener Lauerstellung ass. An et däreft een och net vergiessen, datt d'Chineesen 2016 ronn 140 Milliarden US Dollar an d'Rüstung investéiert hunn.

An datt d'Relatiounen zwësche Peking a Washington de Moment och net onbedéngt fein sinn, dat ergëtt sech zum Beispill och duerch eng Ausso vum Trump sengem Chefberoder, dem Här Stephen Bannon, deen am „Guardian“ am März behaupt huet, d'USA a China géifen an deenen nächsten zéng Joer e Krich iwwert d'Inseln an südchinesesche Mier féieren. Datt sinn natierlech Aussoen, déi alles aneres wéi derzou wäerte bäidroen, datt eng méi Entspannungspolitik kann tëscht de Groussmächten asetzen. Esou extrem Aussoe soll ee vläicht net onbedéngt iwwerbewäerten, mä et däreft ee se awer och net ënnerschätzen.

Dann däreft een och net vergiessen, datt den neien amerikanesche President jo och ugekënnegt huet, datt e wëllt aus Amerika nach vill méi eng staark Militärmuecht maachen, datt en och wëllt den Etat eropsetze vu 600 op 650 Milliarden. Kee Wonner, datt sech dann natierlech op där anerer Säit och d'Russe bereet weisen, fir méi an d'Rüstung an an d'Verteidigung ze investéieren.

Wéi gesot, mir sollen eis also kengen Illusionen higinn a musse leider dermat rechnen, datt d'Konflikter zumindest an noer an a mëtteler Zukunft net wäerte méi kleng ginn an datt d'Rüstungsspiral och wäert an Zukunft nach weider dréien. Dat wäert, wéi gesot, dann och seng Konsequenzen op d'NATO hunn, ergo och op eise Verteidigungsbudget.

Lëtzebuerg ass kee Musterschüler. Dat hu mer scho festgestallt. Mir hunn zwar an deene leschte Wochen a Méint, op eng Manéier, déi inakzeptabel ass. Ech schwätzen natierlech vum Här Erdoğan hei. A besonnesch déi lescht Deeg bewiese jo, datt dat Säbelgerassel vum Här Erdoğan lues a lues awer en Niveau erreecht huet, datt d'Europäesch Unioun - an ech betounen hei „d'Europäesch Unioun“ - sech vläicht muss iwwerleeën, wéi eng gemeinsam Positioun ee vis-à-vis vun deem Här, dee jo wëllt den absolute Präsidialsystem installéieren, an Zukunft anhuele soll.

Ech wëll nach eng kéier ganz kuerz un déi Haaptdecisionen erënneren, déi mer an der leschter Zäit hei getraff hunn, sief dat de Militärsatellit GovSat, den AGS-Satellitesystem, den MRTT-Fliger an dann natierlech och eis Participatioun um Militärfliager A400M, iwwert deen ee sech jo regelméisseg Gedanke mécht. An et soll jo Enn 2019, Madamm Staatssekretärin, souwäit sinn, datt en da fäerdeg ass. Mir wësse jo awer och, datt do erëm nei Diskussiounen entstane sinn, well virun allem Däitschland do gewësse Reserven ugemellt huet, wat deen Typ vu Fliger ubelaangt. Ech wëll awer och ganz daitlech hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei all déi Decisione matgedroen huet.

Meng Partei jiddefalls steet ganz kloer hannert der NATO. A si hat dat och an hirem Wahlprogramm 2013 nach eng kéier kloer ënnerstrach. Ech zitieren: „Die Grundlage unserer Sicherheitspolitik liefert die Zusammenarbeit mit anderen Demokratien. Die NATO ist dabei die erste und wichtigste Instanz und der Eckpfeiler

der transatlantischen Zusammenarbeit zwischen Europa und Nordamerika.“ Selbstverständlich. An et ass gewosst, datt mer nach mussen zousätzlech Efforte maachen.

Wéi kënne mer déi Ziler errechen? Déi sinn natierlech fir eis als Lëtzebuerg begrenzt. Mir kënnen net méi Buedemtruppen zur Verfügung stellen. Mir hu keng Schëffer, mä mir kënnen awer an aneren Domänen nach méi aktiv ginn. Ech denken zum Beispill un d'Oplärung. Dat ass eng Roll, wou mer kéinten an Zukunft um Niveau vun der NATO nach méi verstärkt spille. An deem Sënn kann een och, wéi gesot, eiser Defensepolitik eng deelweis nei Orientierung ginn. An - et ass och schonn hei ënnerstrach ginn - dat géif jo dee Moment fir d'Lëtzeburger Ekonomie och e Gewënn bedeuten, well jo awer do eng direkt Zesummenaarbecht mat Lëtzeburger Betriber ka stattfannen.

Mir konnten dat jo bis elo net maachen. Mir si keng Rüstungsindustriatioun, a mir wäerten dat och ni ginn, mä mir hunn awer aner Atouten. An déi solle mer och mat Sécherheet notzen. Wann et nëmme méiglech ass, solle mer dat Material net am Ausland kafen. Mir sollen et hei, bei Lëtzeburger Betriber kafen. An dee Moment stärke mer och d'Lëtzeburger Ekonomie.

Wa mer iwwer Oplärung schwätzen, si mer natierlech och ganz séier bei Fligern. Mir verschléissen eis als Demokratesch Partei net, fir an Zukunft do nach zousätzlech Investitiounen ze maachen. An enger éischter Phas ass et evident, datt een do muss méi op eng Partnerschaft mat dem Privatsektor zréckgräifen, mat ziville Gesellschaften. Dat geschitt jo schonn de Moment. Ech erënneren zum Beispill un d'CAE Aviation, an de Marc Angel ass virdru schonn drop agaangen.

Mir hate jo och - ech mengen, et war d'lescht Joer - d'Chance, déi Visitt do op Sizilien um Militärflychhafen Sigonella ze maachen, wou mer eis dann och konnten op der Plaz iwwerzeegen vun där Aarbecht, déi do geleescht gëtt, hauptsächlech am Beräich, wéi gesot, och vun der Flüchtlingsproblematik. Esou Missiounen kënnen ouni Zweifel och nach ausgebaut ginn.

Well eis Arméi natierlech de Moment dat Material net huet, ass et also evident, datt ee muss versichen, mat ziville Partner zesumme vläicht esou Aufgaben an Zukunft ze maachen. Do kann een natierlech d'Fro stellen, ob esou Aufgaben net a moyen oder a long terme och verstärkt vun der Arméi selwer kënnen iwwerholl ginn. Natierlech spillt dann d'Technik eng ganz grouss Roll an da si mer natierlech och, an ech kommen herno nach eng kéier drop zréck, beim Rekrutement vun de Spezialisten.

Wa mer iwwer Fligere schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei deem eenzege Flychhafen, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Findel. Mir wëssen, datt do eng Rei Iwwerleeungen gefouert ginn. Enner anerem, an ech ginn dervun aus, datt d'Madamm Staatssekretärin eis vläicht do wäert zousätzlech Erklärungen ginn, soll vläicht eng kéier, fréier oder spéider, eng sougenannten Helikopterstaffel ugeschaaft ginn. Déi muss natierlech iergendwou stationéiert ginn. Dann ass d'Fro natierlech och ze stellen, ob net um Findel eng kéier muss eng sougenannte militäresch Zon geschafe ginn.

Mir hunn och op deem Gebitt nach eng aner Thematik, déi muss diskutéiert ginn, wa mer iwwer Oplärung schwätzen: Dat sinn d'Dronen. Och do kéint ee méi eng grouss Roll spille. An ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill d'NSPA zu Capellen jo och dovu kéint profitéieren.

Eng weider wichteg Achs fir d'Arméi sinn natierlech déi zäitlech begrenzte Friddensmissiounen, Stéchwuert Mali, Afghanistan; Kosovo ass elo zu engem Enn komm. Och do kënne mer an Zukunft wichteg Signaler no bausse weisen, well déi jo awer och zu engem gudden Deel humanitäre Charakter hunn.

An och hei wëll ech nach eng kéier d'Demokratesch Partei aus dem Wahlprogramm vun 2013 zitieren, wou mer deemools geschriwwen haten: „Es besteht ein großer Bedarf an internationalen Einsätzen zur Krisen- und Konfliktbewältigung. Als vollwertiges Mitglied der Völkergemeinschaft will die DP, dass Luxemburg sich verstärkt an Friedensoperationen der Vereinten Nationen, der Nato und der EU beteiligt.“

Datselwecht gëllt, wéi gesot, och fir äänlech Missiounen, wat d'NATO ubelaangt. De Moment ass jo eng nei Missioun geplangt a Litauen, wou jo net manner wéi 22 Lëtzeburger Zaldote wäerten am Asaz sinn. Et geet jo dorëms, fir u sech d'Grenz laanscht Russland ofzesécheren. Op déi aner Manéier wësse mer jo och, datt d'Russen dat wahrscheinlech net onbedéngt ganz euphoresch wäerte gesinn. Ech fannen allerdéngs, datt mir hei ëmmer e sachlechen Discours féiere mussen, vu béide

Säiten aus gekuckt. An ech erënneren och drun, datt et jo awer och e sougenannten NATO-Russland-Rot gëtt. An deen ass mat Sécherheet do, fir eben iwwer esou Problemer ze diskutieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden, d'Lëtzeburger Arméi zielt de Moment am Total, wéi gesot, zivill a Militär zesummegerecht, ronn 1.000 Leit. Da si mer natierlech beim Rekrutement. Mir wëssen, datt dat net duergëet. Mir wëssen, wa mer e Bléck no vir werfen, op wat fir Aufgaben datt mer eis selwer vläicht stellen, datt mer dat mat deem do Effectif net kënnen errechen.

Den autoriséierten Effectif vun der Lëtzeburger Arméi ass duerch dat modifizéiert Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Organisatioun vun dem Militär festgehalen. Do si jo eng Rei maximal Seule festgehalen. Wann een elo emol déi aktuell Situatioun da vergläicht mat deem, wat theoretesch méiglech wier, da komme mer bei den Offizier nëmmen op 68%. Bei den Enneroffizier 71%. Bei de Kapréil souguer nëmme 40%. A bei de Volontairen 61%. Dat heescht, et ass also nach genuch Sputt no uewen.

Wann ee schonn Zuelen zitëiert, da soll een och d'Quellen ugin. Dat maachen ech och ganz gär. An déi hunn ech aus enger Question parlementaire N°1624 vum 9. Dezember 2015 vum Kollege Fernand Kartheiser.

Et gëtt jo oft monéiert, datt déi Jonk haut u sech net méi esou bereet wäeren, och net méi déi néideg Kritäre kéinten erfëllen, fir an d'Arméi ze kommen. Se wiere bequem, se wieren iwwergewichteg. Bon, dat sinn zum Deel vläicht Klischeen, mä zum Deel stëmmt et allerdéngs och. Mir wëssen, datt et méi problematesch ginn ass, datt et méi schwierig ginn ass, fir jonk Leit an d'Arméi eranzekreien. Sécher ass de Bewegungsmangel, de Manko u sportleche Fäegkeete grouss. Mä dat ass awer en allgemenge gesellschaftleche Problem. Deen ass elo net nëmmen eleng op déi Jonk ze gesinn. Sécher ass et natierlech méi interessant, vläicht verstärkt bei enger Playstation ze setzen oder virum Fernseh, wéi all Dag déi néideg Disziplin ze weisen a sech dann och kierperlech ze bewegen. Eng Etüd vum Institute of Health huet dat iwwregens alles konfirméiert.

Allerdéngs wär et awer och falsch, wa mer elo géifen den Niveau erofsetzen an da vläicht géife manner vun deene Jonke verlaangen. Neen, au contraire, mir sollen den Niveau bäibehalen. Mä mer mussen awer och vläicht méi eng oppe Sprooch mat verschiddene Leit schwätzen an hinne kloer verständlech maachen, datt, wann ee wëllt an d'Arméi goen, een awer och dee Moment muss gewësse Kritären erfëllen.

Et ass awer scho beonrouegend, wann an der Moyenne plus ou moins 36% scho beim éischten Test echouéieren.

Da ginn et natierlech nach aner Defiziter an der Arméi. Dat ass ganz kloer. Ech erënneren, zum Beispill, hei och un de medezinnesche Secteur. Och do hate mer eng Question parlementaire gestallt. Wann ech soen „mir“, da war ech dat zesumme mat de Kollege Max Hahn an dem Lex Krieps, de 24. November 2016. An och hei gouf konfirméiert, datt et effektiv nach e Manko u medezinneschem a paramedezinneschem Personal géif ginn.

Wa mer, wéi gesot, d'Arméi an d'Zukunft projézieren an eis d'Fro stellen, wéi déi Arméi vu muer soll ausgesinn, da si mer natierlech och ganz séier bei de Carriären. Mer mussen och iwwer en neien, bessere Statut vun dem Militär nodenken. Sécher, dee klassesche Fonctionnairesstatut, esou wéi en de Moment och um Niveau vun der Arméi ugewannt gëtt, ka sech och zum Deel mol heiansdo als méi schwéierfällg eraustellen. Mä alles dat, wéi gesot, muss elo an engem neie Gesetz eben iwwerluecht ginn, an et muss gekuckt ginn, wéi mer do déi beschtméiglech Konditiounen kënne schafen, fir datt d'Arméi awer och beschtméiglech ka funktionnéieren.

Dann ass och natierlech d'Fro ze stellen: Musse mer d'Arméi net nach méi opmaachen, och fir Netlëtzeburger? De Moment ass dat jo begrenzt op den Niveau vun den Zaldoten. Musse mer net och um Niveau vum Kader awer de Wee goen, fir och Netlëtzeburger kënnen ze rekrutéieren? Da sinn ech, wéi gesot, erëm bei der Ausso, datt mer haut a verschiddene Beräicher vun der Arméi immens Spezialiste brauchen, déi mer vläicht net ëmmer hei um Marché fannen, oder, wa se hei sinn, vläicht net onbedéngt d'Lëtzeburger Nationalitéit hunn. Dat ass eng Fro, déi soll an aller Serenitéit diskutéiert ginn. Mir als Demokratesch Partei verschléissen eis deem jiddefalls net. An et soll een och do eng oppen an eng kloer Positioun anhuelen.



Formatioun ass natierlech e weidert wichtegt Element, net nëmmen d'Formatioun u sech, mä och virun allem d'Formation continue.

An da wëll ech nach op ee ganz wichtege Punkt hiweisen, deem natierlech vläicht net zu dem klassesche militäreschen Aspekt gehéiert, dat ass d'Militärmusek. Dat ass awer e wichtegt kulturellt Element. An och do soll een awer hei ganz kloer d'Ausso maachen: Et ass gutt, et ass wichteg, datt mer eng Militärmusek hunn, ëm-sou méi wéi se dëst Joer dann och nach dee groussen Anniversaire vun 175 Joer huet.

D'Armée war fréier emol ganz kloer ëmmer esou d'Sprangbriet, an dat ass och am all-gemengen Discours dobaussen esou gesot ginn, fir an d'Fonction publique eranzekom-men, sief dat d'Douane, sief dat d'Police, sief dat d'Bréifdréier. Dat ass natierlech haut an engem gréissere Mooss net méi de Fall. Haut ass et zum Deel awer esou, an deenen ën-schtesche Carriären, wann ee ka virweisen, datt ee Volontarist an der Armée war respektiv wann een och nach auslännesch Asätz hanner sech huet, dann huet ee Prioritéite beim Rekrute-ment.

Dann dinn ech ee Moment do emol ganz kuerz d'Kap vum Gemengepolitiker un. An do muss een och ganz éierlech sinn. Dat bréngt och heiansdo e bësse Problemer mat sech, well vu vireran eben a gewëssene Carriären, wann ee sech aus der Armée mell, deem dee Moment och Virrecht huet. A priori ass dat och net a Fro ze stellen. Ech mengen, et dierf een net ver-giessen, déi Leit hunn awer en Déngscht fir d'Land gelescht. An deem Déngscht, dee soll sech awer och op iergendeng Manéier positiv erëmpigelen. Op där anerer Säit wësse mer an der Praxis, datt d'Gemengeverantwortlech net ëmmer sou ganz frou sinn, well se vläicht da selwer en anere Kandidat haten a se dann awer deem aus der Armée mussen huelen.

Firwat soen ech dat Ganzt? Mä dowéinst ass d'Fro ze stellen, ob mer net awer erm sollen nei Debouchée schafen, wou awer déi Leit, déi e fräiwëllegen Déngscht um Härebierg maa-chen, vu virera vläicht méi Perspektiven erm kréien, wat d'Plazen ubelaangt, an datt ee vläicht och emol eng Kéier - soss mengt een ëmmer, et misst een nëmmen no vir kucken - d'Rad e bësse géif zréckdréien a kucken: Ma kënne mer dann net mat engem gewëssene Quotesystem vläicht fonctionnéieren, datt et awer och do séchergestallt ass, datt déi Leit, déi e fräiwëllegen Déngscht maachen, méi Perspektiven an Zukunft kënne kréien?

Ech wëll och nëmmen hei drun erënneren, datt zum Beispill d'Bréifdréieschgewerkschaft elo eréischt kierzlech dem respektive Minister e Bréif geschriwwen huet, wou se erm drop hiweist. Ech wëll elo net hei e Plädoyer derfir halen, mä et wier awer vläicht net oninteres-sant gewuer ze ginn, wéi dat de Moment an Arem Ministère gesi gëtt, well et dierf ee jo net vergiessen, datt potenziell Plazen an deene leschte Jore besonnesch bei der Police an der Douane ewechgefall sinn.

Vum Rekrutement ass et natierlech ganz no bei d'Infrastrukturen, well een, dee wëllt an d'Ar-mée goen, muss noutgedrongen op den Häre-bierg goen. An da si mer och ganz séier bei der Situatioun um Härebierg. Et muss een aller-déngs hei ënnersträichen, datt do an deene leschte Jore jo vill Efforte gemaach gi sinn, datt de Chantier net schlecht leeft. An datt dat och net vu Muttwëll ass, ass vu ville Säiten an all deene Jore gesot ginn.

Ech wëll och hei zum Beispill soen, wat de Spe-zialrapport vun der Cour des comptes de 4. Mee 2016 geschriwwen hat: «La Cour recom-mande donc d'accélérer la réalisation des pro-jets de rénovation des bâtiments en question afin de mettre à disposition du personnel concerné des infrastructures modernes et adap-tées aux exigences du métier exercé.» Ech mengen, dat kann een nëmme mat béiden Hänn ënnerschreiwen. Wa mer gär wëllen, wéi gesot, eng effikass, eng modern Armée hunn - an dat wëlle mer jo -, da muss mer hinnen awer och déi néideg adaptéiert Raimlechkeeten zur Verfügung stellen.

Et ass engem allerdéngs gesot ginn, datt elo erm nei Problemer, och douewen, opgetruede sinn, besonnesch wat de POS, de Plan d'occu-pation du sol ubelaangt. Féiert dat zu Retarde bei der Ëmsetzung vu gewëssenen Infrastrukturu-ren? Kann een déi Zäit elo net notzen, fir sech nach Gedanken ze maachen? Brauche mer net nach zousätzlech, ech denken zum Beispill, sportlech Infrastrukturen?

Ech schwätzen zum Beispill vun enger Piscine. Et gëtt mer gesot, datt déi Dikrecher Piscine esou iwwerlaascht wä, datt et net ëmmer esou einfach wär, fir d'Volontaire vum der Armée och do ënnerdaach ze kréien. Duerfir einfach emol d'Fro, ob net muss op deem Niveau investéiert ginn. Ech weess, wann esou eng schéin, nei, grouss Piscine do gebaut gëtt, da misst se na-tierlech awer och beschtméiglech genotzt ginn. Mä wann een dee ganze Raum Dikrech,

Ettelbréck do kuckt, da weess een, datt deem awer an enger ganz grousser Entwécklungs-phas ass an datt do mat Sécherheet, an ech denke virun allem och un d'Schoulen, an Zu-kunft nach eng Demande wäert do sinn.

Wa mer natierlech iwwert den Härebierg schwätzen, da muss een och e Wuert iwwert d'Sécherheet insgesamt verléieren. Och do d'Fro, ob d'Sécherheet optimal garantéiert ass, wat d'Videosurveillance an och wat d'Clôture ubelaangt.

Vun Infrastrukture geschwat, da schwätzt een natierlech vum Militärspidol. An ech kann dat nëmmen hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Kolleeg Alexandre Krieps scho gesot huet. Am neie Spidolsplang, iwwert dee mer jo de Moment ganz äifreg an der Santéskommis-sioun diskutéieren, ass de Plang vun engem Mi-litärspidol natierlech net mat dran. Ech weess, et wier natierlech elo ganz einfach, et géif een hei d'Ausso maachen: „Mir sinn natierlech fir e Militärspidol.“ Esou einfach kann ee sech et awer och net maachen. Et muss ee jo och be-denken, wat dat awer alles fir Konsequenze mat sech bréngt. An trotzdeem soll déi Iddi awer zumindest emol ugeduecht ginn a gegebenens-falls och emol eng Kéier a méi engem breede Mooss diskutéiert ginn. Et dierf ee jo och net vergiessen, datt dat jo awer och e wichtegt Ele-ment wär fir eise Bäitrag vun der NATO.

Vun den Infrastrukture si mer och ganz séier beim Material vun den Zaldoten. Et ass evident, wa mer hinne gutt Infrastrukturen zur Verfügung stellen, da brauche se och dat beschtméiglech Material. Ech wëll net méi op déi dach leideg Geschicht vun den Dingoen hei zréckkommen. Déi ass schon oft hei disku-téiert ginn. Jiddefalls ass ze hoffen, datt sech esou Saachen an Zukunft vläicht awer net méi onbedéngt widderhuelen.

Och hei ass schon e puermol, zu Recht, uge-schnidde ginn: Wat ass dann de Rôle vun der Armée, wat déi bannescht Sécherheet ube-laangt? Natierlech si mer do ganz séier och bei der Terrorgefor. Mir si bis haut hei zu Lëtze-buerg dovunner verschount ginn. Mä kee ka behaupten, datt net och eng Kéier leider eppes hei bei eis passéieren géif. Et dierf een net ver-giessen, mir sinn eng Dréischeif vun den inter-nationale Finanzen. Mer hunn hei zu Lëtze-buerg ganz wichteg europäesch Institutionen.

An da si mer natierlech och séier beim „Vigil-nat“-Plang a bei der Zesummenaarbecht zwëschent der Police an der Armée. Déi Tren-nung besteet net esou strikt wéi an anere Län-ner, wéi zum Beispill an Däitschland. Bei eis ass do méi eng enk Kooperatioun virgesinn. Aller-déngs och do d'Fro, ob net muss méi eng Of-stëmmung kommen tëschent Polizei a Militär, besonnesch, zum Beispill, och beim Gebrauch vu Waffen.

Jiddefalls bei der territorialer Verdeidung, an ech gesinn dat heiten als een Element dovun un, muss d'Armée och an Zukunft eng ganz wichteg Roll spillen. Datselwecht gëllt bei hi-rem Asaz fir Naturkatastrophen. An do ass dat gutt Beispill hei virdru scho genannt gi vun der Katastroph d'lescht Joer am Iernzdall.

Wa mer eis Gedanken iwwer eng Armée vu muer maachen, da si mer natierlech och ganz séier bei enger sougenannter Reservarmée oder, wéi d'Spezialiste soen, „Réserve nationale“. Et muss ee jo soen, dann hale mer eis och un deem Term. Déi kéinten natierlech och an enger Rei Domänen ouni Zweifel agesat ginn.

Och do muss een allerdéngs méi wäit aushue-len a sech och Gedanke maachen: Jo zum Prin-zip, mä wat bedeit dat alles? Wat bedeit dat an zousätzlechem Rekrutement vu Personal? Well do muss jo eng järelech Formatioun garantéiert ginn. Do muss Raim zur Verfügung gestallt ginn. All dat muss iwwerluecht ginn. Mä mir sinn awer als Demokratesch Partei prinzipiell der Meinung, datt ee sech dat, wéi gesot, emol eng Kéier soll ganz genoe iwwerleeën, inwiefern datt mer eng sougenannte Réserve nationale hei zu Lëtzebuerg kéinten awer och realiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer eng Armée vu muer schwätzen, komme mer natierlech och net derlaascht, eis Gedanken ze maachen: Wéi soll eis Kollabora-tioun um europäeschen Niveau ausgesinn? Da si mer och ganz séier beim Stéchwuert euro-päesch Armée. Jiddefalls, et gëtt oft bedauert, datt mer um europäesche Plang net eng ko-härent Verdeidungspolitik hunn. Eng ronn 300 Projekte si virgesinn, fir u sech dat Zil nach méi no ze erreechen. Allerdéngs si bis elo ganz wéineg Punkte dovunner ëmgemat ginn.

Wann 1954 natierlech déi franséisch Assemblée nationale eng aner Decisioun geholl hätt, wéi se deemools geholl hat, da wäre mer haut vläicht an enger anerer Situatioun.

Ech wëll awer hei op déi wichteg Roll vun der Agence européenne de Defense hiweisen, déi den 12. Abrëll 2004 gegrënnt ginn ass.

Och d'Europäesch Kommissioun huet sech jo méi ambitieus Ziler gesat, fir u sech méi eng kompetitiv europäesch Verdeidungsindustrie opzebauen. An ech wëll och hei de fréiere Kommissiounspräsident José Manuel Barroso zi-téieren, dee schon am Juli 2013 an deem Kontext Folgendes gesot hat: «Nous n'aurons pas le poids nécessaire dans le monde sans une politique de Defense commune. Pour soutenir cette politique, nous devons renforcer notre secteur de la Defense et de la sécurité. (...) Le temps est venu de faire davantage ensemble et de nous engager pour plus de coopération dans le domaine de la Defense.» An och deem haitegen EU-Président, de Jean-Claude Juncker, deem eis jo net onbekannt ass, huet sech an deem Domän scho ganz wäit eraus gewot a souguer d'Schafe vun enger europäescher Ar-mée gefuerdert.

Och d'Europaparlament huet sech schon 2012 fir eng vill méi staark, vill méi effikass ge-meinsam Sécherheits- a Verdeidungspolitik ausgeschwat. An um Conseil européen vum 19. an 20. Dezember 2013 gouf déi éischte Kéier nom Akraafttriede vum Vertrag vu Lissa-bon iwwer eng gemeinsam europäesch Vertei-degungspolitik diskutéiert. An da wëll ech awer och nach op de Lissabonner Vertrag hei ze schwätze kommen, an zwar méi spezifesch den Artikel 28A Paragraf 2, dee seet: «La politique de sécurité et de Defense commune inclut la définition progressive d'une politique de De-fense commune de l'Union.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Onrecht, muss ee soen, gëtt jo d'Armée oft mat Krich associéiert. An dat ass an desen Zäite mat Sécherheet net ubruecht. D'Armée, an och déi Lëtzebuurger Armée, huet leider heiansdo e bëssen en negativen Image dobaussen. An et dierf een awer net vergiessen, datt eng Armée trotzdeem e wesentlecht Element vun engem Rechtsstat ass.

Dowéinst muss also nach eng verbessert, eng verstärkt Promotiounsaarbecht och dobausse gemaach ginn. Eng ganz gutt Initiativ ass ouni Zweifel d'Opmaache vun dem Büro am Boule-vard Royal. Eng gutt Initiativ ass d'Präsenz an de Schoulen, op Foiren.

D'Fro, déi ee sech allerdéngs muss stellen, ass: Geet dat duer? Well déi Leit, déi Zilgrupp, déi mer wëllen erreechen, dat si jo Jonker zwëschen 18 a 25 Joer. Mir wësse jo awer alleguer, datt déi haut op aner Medien usprieche. An do-wéinst ass et awer trotzdeem, mengen ech, e bëssen ze bedauern, datt d'Armée emol net op Facebook ass, datt se net den Twitter benotzt an esou weider an esou fort. Ech weess, se muss do vläicht méi reservéiert virgoen. Mä auslän-nesch Armée maachen dat.

Dowéinst géif ech awer d'Propos maachen, datt vläicht och méi déi modern sozial Medie verstärkt genotzt ginn. Well mer wëssen, datt déi Messagë bei deene Jonken haut vill méi Uklang fannen, wéi wa mer an de Kinoo laang Spotten erofspullen an esou weider an esou fort. Wéi gesot, vläicht déi Uleedung emol mat op de Wee huelen.

Datselwecht gëllt och zum Beispill bei der Ze-summenaarbecht mat der ADEM. Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill mäi Kolleeg Fernand Etgen, deem den 3. Juli 2013 hei ge-schwat huet, sech schon deemools fir eng besser Zesummenaarbecht mat der Administra-tion de l'emploi ausgeschwat huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et uganks schonn hei betount: D'Demo-kratesch Partei steet ganz kloer hanner enger Armée fir eist Land. Si muss sech allerdéngs upassen. Si muss déi nei Erausforderung unhuelen. Déi lescht Reform datéiert, wéi ge-sot, vun 2007. Deemools goufen och déi sou-genannten UDOen agefouert. D'Personalerhéi-jungen, déi deemools virgesi waren, sinn net réaliséiert ginn. Ech hunn dat schonn hei ën-nerstrach. Mir brauchen ouni Zweifel en neit Kadergesetz. Et sinn eng Rei positiv Elementer ze erkennen. Ech wëll zum Beispill op den Or-ganigramm hiweisen, deem amgaangen ass ëmgemat ze ginn.

Mir stellen och fest, datt eng gutt Relatioun be-steet zwëschen dem Ministère an der Direction de la Defense. Dat ass enorm wichteg, datt déi zwou Entitéite gutt zesumme kollaboréieren. An dann, fir d'Lescht, dierf een awer och net vergiessen hei ze behaupten, datt eng gutt Re-latioun och mat der Chamber jo awer si muss, well et ass jo am Endeffekt awer d'Chamber, déi de legislative Kader setzt.

An ech muss allerdéngs och hei ënnersträichen, datt mer um Niveau vun der Force-publiques-Kommissioun oder vun der aussepolitichescher Kommissioun ganz gutt Relatiounen hunn, sief dat mat deenen zoustännege Beamten, sief dat mat de politeschen Autoritéiten, datt do regel-méisseg en Austausch ass. An dee muss och an Zukunft esou bleiven.

De momentane Budget vun der Lëtzebuurger Armée, dee läit bei plus ou moins 80 Milliounen

am Joer. Dat ass mat Sécherheet keen exorbi-tante Montant. Et ass also derwäert, datt mer och an Zukunft nach verstärkt an d'Lëtzebu-er Armée investéieren an déi néideg Kreditter zur Verfügung stellen.

Mir brauchen dofir natierlech - an ech zitéieren hei nach eng Kéier de Rapport vun der Cour des comptes - «une programmation militaire à long terme qui précise les orientations à prendre». Mir waarden duerfir och op dat Wäissbuch. Mir waarden op déi nei Program-matioun.

Eppes ass kloer: D'Demokratesch Partei wäert d'Regierung an hire Beméiungen ënnerstëtzen, och an Zukunft eng effikass a modern Lëtze-buurger Armée ze hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Merci den Interpellan-ten, datt mer eis emol eng Kéier e bësse méi ausféierlech kënne mat der Armée a mat der NATO hei auserneesetzen. Merci och der rich-teger Decisioun vun der Conférence des Prési-dents, datt mer déi zwou Interpellatiounen hei zesummen debattéieren.

Den Interpellant vun der ADR hat jo schonn a sengem éischten Tiret ugefouert, datt mer och sollten allgemeng iwwert d'Verdeegungspolitik am Kontext vun der UNO, der NATO, der EU an der Benelux schwätzen. Den Interpellant vun der DP huet sech op de Rôle vu Lëtzebuerg am Kader vun der NATO fokusséiert. An et gëtt natierlech och eng Rei gutt Grënn, fir sech spe-zifesch mat deem Rôle auserneenzesetzen.

Ech hu selwer net an der Armée gedéngt. Ech hunn och keen Offizéier a mengem enke Familijekrees. Ech hu just a jonke Joren, an den 80er Joren, un där enger oder anerer Friddens-manif deelgeholl.

(**Interruptions**)

Am Ausland an am Inland. An ech mengen awer, do waren 1980 zu Bonn och Leit an Uni-form derbäi. An ech ënnerstelle kengem, deem haut eng Uniform dréit, datt en dee Rüs-tungswahnsinn, dee mer an den 80er Joren awer kann hunn, onbedéngt nodréiglech géif gutt fannen an dem Kale Krich géif notraueren.

(**Interruption**)

Déi Lëtzebuurger gréng Partei ass wéi déi meescht europäesch gréng Parteien aus der Anti-AKW an eben aus der Friddensbewegung eraus entstanen. An och wa viles sech an der Welt geännert huet zënter den 80er Joren: Eng Rei vun eisen Aussoe vu fréier sinn haut nach gradesou richtig wéi deemools. Zum Beispill hu mer ëmmer gesot: „Feindbiller opbauen, dat déngt dem Krich. De Feind gëtt responsa-bel gemaach fir all dat Béist op der Welt an och an der eegener Gesellschaft.“

déi gréng wollten derzou bäidroen, d'Ursaachen an d'Dynamik vun der Blockkonfronta-tioun tëschent NATO a Warschauer Pakt ze iwwerwannen. An et ass och wouer: Militär a Rüs-tung verbrauchen immens vill Energie, Rohstof-fer a mënschlech Aarbecht. An déi feelen dann op anere méi nohaltege Plazen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - „Frieden schaffen ohne Waffen“, dat war de Slogan vun den 80er Joren. Wéi gesot, d'80er Jore si laang passé. Wichteg Daten, regelrecht Meilesténg an der Sécherheitspolitik gëtt et der vill. Ech nennen der just zwee. Deen éischten ass den Zerfall vun der Sowjetunioun Enn den 80er Jo-ren, Ufank den 80er Joren. Dat huet zu engem Enn vum Kale Krich gefouert, wat positiv ze ge-sinn ass. Et huet awer och zu enger Verschlech-terung vun de Liewenskonditiounen an den ëstleche Länner eben duerch den Zesumme-bruch vun der kommunistescher Wirtschaft ge-fouert.

De Warschauer Pakt gouf et net méi. D'NATO huet expandéiert. Leider si mer dem Weltfridden net méi nokomm. Mir hunn och duerno nach e Krich an Europa erlieft - Exjugoslawien - mat alle Brutalitéiten a Verstéiss géint d'Mënschlechkeet, wou mer gehofft hätten, mer géife se zum-indest um europäeschen Terrain net méi er-liewen.

En zweet ganz wichtegt Evenement, wat d'Sécherheitspolitik betrëfft, waren d'Attenta-ter op de World Trade Center den 11. Septem-ber 2001. Dat waren, éischstens, déi mäerde-



reschst Attentater vun der Geschicht vun der Mënschheet an, zweetens, hu Milliounen vu Leit se live op der Tëlee verfollegt, wat e psychologesche Schock mat sech bruecht huet a wat zu Reaktiounen a Konsequenze gefouert huet, déi ënnert dem Titel „Krich géint den Terror“ och haut nach undauern.

Haut entsprechen arméiert Konflikter ëmmer manner engem klassesche Krichsbild, wou zwee State mat regulären Truppe sech géint-iwwerstinn. Wéini ass Krich? Wéini ass Fridden? Hu mer Fridde just, well et keng Krichserklärung gëtt? Hu mer scho Krich, wann et kee gültege Friddensvertrag méi gëtt?

D'Konfliktursache si villschichteg. Eng wichteg Roll derbäi spillt zum Beispill ee quasi onbegrenzte Waffenhandel. Besonnesch déi sougenannte Liichtwaffensystemer si liicht a präiswäert um Schwaarzmarkt ze kréien a ginn, och dat muss gesot ginn, meeschtens an Europa produzéiert.

Eng Roll spillt och eng strukturell Ohnmacht vu verschiddene Staten, besonnesch um afrikanesche Kontinent. Si loosse zou, datt privat Truppe sech breetmaachen. Si hunn oft en ekonomeschen Interêt drun, datt d'Ausenanerzung laang undauern. Historesch, sozio-ekonomesch, politesch oder reliéis Ennerdrückung vun enger Ethnie oder Natioun ginn och zum Muechterhalt instrumentaliséiert a féieren zu Krich. A leider gesi mer eng relativ grouss Ohnmacht vun der UNO, wat d'Friddenssicherung duerch d'UNO schwéier mécht. D'Veto-méiglechkeet am Sécherheetsrot an ongenügend finanziell Méiglechkeete sinn zwee vun de Punkten, déi enger Opwärtung vun der UNO am Wee stinn.

Den europäesche Pendant zur UNO, wat d'Friddensaarbecht ugeet, d'OSZE, ass och a senger Entwécklung gehemmt. Dobäi kéint d'OSZE eng nach méi wichteg Roll an der Konfliktpreventioun an net militärescher Konfliktbewältigung anhalen. déi gréng sinn der Meinung, datt d'Preventiouns- an d'zivil Konfliktregulierungspolitik net dierf zugeschte vun enger militärescher Interventionspolitik verneléissegt ginn.

Zu enger aktiver Preventiounspolitik gehéiert awer och, datt mer eis fir eng fair wirtschaftlech Kooperatioun asetzen, datt mer ekologesch a sozial Standarde respektéieren, weltwäit. Dazou gehéiert och eng kritesch Begleedung vun den Institutiounen wéi IWF, Weltbank a WTO. Et ass fir eis zum Beispill gutt, wichteg a richtig, datt eise Budget vun der Kooperatiounshélf däitlech méi héich ass wéi eise Budget fir d'Militär.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mir gesinn dat als e positivt Signal, dat mir och kënnen an d'Vitrinn stellen, an dat wierklech net just weinst der Héicht vun eiser Hëllef, mä och weinst der qualitativ gudder Aarbecht, déi Lëtzebuerg am Secteur vun der Kooperatiounspolitik mécht. Do si mer houvreg drop. Dat ass och eng korrekt Äntwert drop, wa mer ze vill gedirängelt ginn, mer missten eise Militärbudget eropsetzen.

Eréischt wann all Preventiounsmoossnamen erschéift sinn an erwisenerweis passiv Gewalt géint d'Zivillbevölkerung ausgeübt gëtt oder kuerz virdru steet ausgeübt ze ginn, da kann aus eiser Siicht d'Asetze vun internationale militäresche Verbänn noutwendeg sinn. Viraussetzung dafir ass fir eis en eendeitegt Mandat vun der UNO.

Här President, ier ech dann elo spezifesche op d'Lëtzebuerg Arméi ze schwätze kommen, wollt ech nach eng Kéier präziséieren, datt et fir eis just Sënn mécht, d'Lëtzebuerg Arméi am Kader vun eisen internationalen Engagementer an Alliierten ze gesinn. Mir sinn der Meinung, datt d'Vue vun enger Arméi als Ausdruck vun der nationaler Souveränitéit vun engem Land iwwerall an Europa obsolet ass. Zu Lëtzebuerg hate mer nach ni eng national Souveränitéit an der Defense. An ënner anerem duerfir si mer jo och 1949 Grënnungsmember vun der NATO ginn.

No dem Auserneefale vum Warschauer Pakt ass leider net iwwert d'Noutwendegkeet vun der NATO diskutéiert ginn. Et ass massiv op eng Osterweiderung gesat ginn. An heiansdo denken ech a menger Naivitéit, déi Osterweiderung, wa se da schonn decidéiert war, hätt ze fréi opgehale. Vlächtt hätte mer och Russland an d'Ukrain misse an d'NATO integréieren. Dann hätte mer vlächtt Problemer manner. Ob-schonn ech mer do awer och net esou sécher sinn. Et ass virdrun ugedeit ginn: D'Tierkei ass

zënter 1952 en NATO-Member-Land. A wien hätt geduecht, datt mer haut, 2017, déi Auseinandersetzungen hunn tëschent de Partner NATO-Land Tierkei, NATO-Land Däitschland, NATO-Land Holland. A wie weess, ob et domadder genuch ass.

Haut schonn, mat 28 Memberen, ass d'NATO dat bei Wäitem gréisste Militärbündnis op der Welt. D'Fro, a wéi eng Richtung datt d'NATO sech entwéckelt, ass haut méi pertinent wéi jee. Direkt e puer Facteure spillen hei mat, déi eng ganz Rei Froen opwerfen an d'Zukunft vun deem gréisste Militärbündnis vun der Welt dierft matbestëmmen. Et sief nach emol drun erënnert, datt d'NATO-Memberlänner sech bis elo ëmmer op den Artikel 5 - wann ee Memberland ugegraff gëtt, da gëllt dat als Ugrëff op all Memberland - konnte verlossen.

Jo, et gëtt och den Artikel 42 Paragraf 7 vum Traité vu Lissabon, wou d'europäesch Länner sech eng Assistance mutuelle, wann ee Land aus der EU aggresséiert gëtt, zousécheren. Frankräich hat elo eng Kéier Recours dorobber gemaach. Ech kommen och nach méi spët op d'europäesch Sécherheitspolitik ze schwätzen. Ech bleiwen awer elo nach ee Moment bei der NATO.

D'NATO, mat sengen 28 Memberen, gëtt dominiéiert vun den USA a fir d'éischte Kéier an der rezenter Geschicht léisst ee President vun den USA Zweifel opkommen, wat säi Wille betrëfft, Europa am Fall vun enger Attack ze verteidegen. Hie fënn d'NATO almoudesch an iwwerholl a säi Vizepräsident, den Här Graas hat dat och scho gesot, fënn dat awer Gott sei Dank net, soudatt een ënnerem Stréch muss soen, datt den aktuelle President vun de Vereenegte Staten onberechebar ass an dat mécht en zu engem Sécherheitsrisiko.

D'Amerikaner hate scho vill Presidenten, déi an eisen Aen eng verfeelt Auspolitik gemaach hunn. Ech denken un de Lyndon Johnson. Dat ass deem, op deem seng Kap e groussen Deel vun der Vietnampolitik geet. Ech denken un de Ronald Reagan, dee fir Kale Krich, Guerre des étoiles an Oprüstung gesuergt huet. Ech denken un den George Bush, deem zu engem groussen Deel fir den Irakkrich verantwortlech ass. An ech sinn dann ebe gespaant, wat mer eis nach vun deem neien US-amerikanesche President do ze erwaarden hunn.

Den honorabelen Här Krieps freet no dem järeleche finanzielle Bäitrag vu Lëtzebuerg zu der NATO. déi gréng sinn der Meinung, datt d'Fuerderung vun 2% vum BIP als Richtlinn fir d'Memberstaten e falsche Wee ass. Dat ass e Wee, deem onweierlech an eng weltwäit Oprüstung féiert. E Wee, deem net zu méi Sécherheet féiert, mä dee genee de Contraire bewierkt.

Europa soll net dese Wee goen, dee vun den USA virgeschloe gëtt. Ëmmer méi permanent Waffe bréngen net ëmmer méi Sécherheet. An deene leschten zwanzeg Joer ass et kee Krich ginn, wou dee mat den deierste Waffe schlussendlech och de Gewënner war. Afghanistan, Libyen, Syrien, Irak: Wéi eng Problemer hu mer dann do mat Waffengewalt geléist? Ech menge keng. Mer hunn héchstens neier geschafen.

Mir hunn d'Eropsetze vun den Ausgabe fir d'Arméi vun 0,4% op 0,6% vum BIP matgedroen. Mir stellen d'Memberschaft vu Lëtzebuerg an der NATO och net a Fro. Mir mussen och eise finanziellen a mënschlechen Apport bréngen.

Dat bréngt eis dann an eng Situatioun, déi fir d'Politik eigentlech ontypesch ass, eigentlech eemoleg ass. De politesche Wëllen an d'Asiicht sinn do, datt mer Sécherheet och am Kader vun eise internationalen Militärbündnis net zum Nulltariff kënnen kréien. Mir si bereet, méi Suen auszeginn, hunn an der Vergaangenheet scho vill Sue fir d'Arméi ausginn a mir hunn Decisiounen geholl, déi mer zumindest onglécklech fannen. Ech mengen, mat deenen 48 Din-go, déi mer kaaft hunn an déi haut zu engem groussen Deel als Ersatzdeellager gebraucht ginn, a mat dem A400M kënnen mer net wierklech frou sinn.

Fir eis Depenseausgaben eropzesetzen, setze mer op grouss Projeten, déi wa méiglech och nach wirtschaftlech interessant si fir eist Land: Ee Militärspidol, Satellitten, IT, Dronen, Erneierung vum Flughafen; den Transportflieger hat ech schonn erwänt. Fir eis dierf awer déi wirtschaftlech Nützlechkeet nëmmen un zweeter Stell stoen. Fir eis soll Lëtzebuerg, als ee Land, wou d'Militär ni eng éischt Roll beim Schafen a beim Erhalt vum Stat hat, säi Bäitrag erfëllen, andeems mer a wichteg Aspekter vum Militär investéieren, déi e preventiven an en defensive Charakter hunn.

Erstaunlech war fir eis, a Gespräicher mat dem SPAL ze héieren, datt den Equipement vum eenzelnen Zaldot géif ze wënsche iwwreg loosse. Mir krute gesot, datt et ze wéineg a verelzt Material géif ginn, Panzerwesten, Gewie-

rer an Nachtsichtgeräte - ech hunn do kee Lëtzebuergesche Term duerfir fonnt - wieren eigentlech iwwerelzt, missten ersat ginn. D'Renovatioun vun de Kasären ass iwwerfällg, dat wësse mer alleguer. Si ass jo och elo decidéiert.

Et kann ee sech awer nach d'Fro stellen, firwat datt net scho laang Regierungen virdrun decidéiert hunn, do ze investéieren. Ech weess net, wéi zoutreffend datt déi Kriticke sinn. Si sinn op alle Fall derwäert, opgeworf ze ginn. An ech mengen och, mer sollten eis dat do zu Härz huelen a kucken, fir dat ofzeschaffen. Et dierft jo net un de budgetäre Moyene leien. Ech mengen, de Wëllen ass do, an d'Moyene sinn och do.

An ee Kapitel, wat sécherheetspolitesch och nach eng ganz Rei Froen opwërt, dat dierft de Brexit sinn. Dat ass och schonn hei erwänt ginn. D'Britte sinn, niewent de Fransousen, déi bei Wäitem militäresch stäerksten Natioun an Europa. An och wann de Brexit kuerzfristeg keng gréisser Auswierkungen op d'Defense huet - mir si jo nach zesummen an der NATO -, da kréie mer awer mëttel- a laangfristeg aner Perspektiven, wat eng europäesch Sécherheitspolitik betrëfft.

Groussbritannien huet sech ëmmer géint eng gemeinsam europäesch Arméi gewiert. Mir mengen, et wier awer falsch dervun auszegoen, datt elo geschwënn, wann d'Britte fort sinn, eng europäesch Arméi méi gräifbar wier. Och wann nëmme méi 27 Memberlänner iwwreg bleiwen, da bleiwen d'Differenzen nach ëmmer grouss. Mir sollen an Europa un deesen Differenze schaffen an net mengen, mir kéinten déi mat enger gemeinsamer Defensepolitik iwwerdecken. Mir musse fir d'Alleréisch emol eng gemeinsam europäesch Auspolitik fannen, déi formuléieren an ëmsetzen, dann eréischt kann eng gemeinsam Defensepolitik och wierklech déif gräifend ëmgasat ginn.

Fundamental si mir allerdéngs iwwerzeegt dovun, datt esou eng europäesch Defensepolitik Sënn mécht an och effikass ka sinn, ouni méi deier mussen ze ginn. D'Spuerpotenzial wier anscheinend grouss. D'Zauberwuert heescht Kooperatioun, Zesummenaarbecht. Anscheinend gëtt et an der EU 19 verschidde gepanzert Gefierer an den Arméien, an den USA just eent. Den honorabelen Alexandre Krieps huet nach Beispiller, och vu Flieger a vun anerem Material, ugefouert. Dat mécht natierlech viles onnéideg méi deier. D'Spuerpotenzial, fir zesummen Uschafungen ze maachen, läit anscheinend bei 25 Milliarden Euro d'Joer.

Et gëtt ganz vill positiv Beispiller vun enger gudder europäescher Zesummenaarbecht: militäresch an zivill Missiounen a Somalia, Mali, dem Niger, dem Kosovo an der Zentralafrikanescher Republik, fir der just e puer ze nennen. Der Erausforderung, fir effikass a méi enk zesummenzeschaffen, steet allerdéngs d'Angscht virum Souveränitéitsverloscht entgéint.

Aus eiser Siicht gëtt et scho laang keng national Souveränitéit méi, wat d'Defense ugeet. All Sécherheetsmenacé kennen a respektéiere keng Grenzen. D'EU huet nach ni d'Ambitioun gehat, eng militäresch Groussmuecht ze ginn. An déi gréng wieren déi Allerlescht, déi esou eng Fuerderung géife stellen. Mir brauchen awer och an der Defense, wéi a villen anere Beräicher, méi Europa an net manner Europa.

Dat verlaangen och déi nei Erausforderungen, zum Beispill de Kampf géint den Terrorismus. Lëtzebuerg huet eng ronn 1.800 Polizisten. An engem Fall wéi bei den Attentater zu Paräis oder Bréissel, bei enger héijer Sécherheetsstuf „Vigilnat“ 3, vun 4 guer net ze schwätzen, kéime mer net derlaanscht, d'Arméi anzesetzen a wahrscheinlech bräichte mer och schnell Hëllef vu Polizisten aus den Nopeschlänner.

Hei am Land ass et relativ onproblematesch, d'Arméi anzesetzen, well se en Deel vun der Force publique ass. Et gëtt keen Ennerscheid tëschent terroristeschen an anere kriminelle Gefore gemaach. D'Police huet bei eis och de Militärstatut. An enger akuter Bedroungslag muss d'Arméi agesat ginn, déi dann ënnert der Tutelle vun der Police steet.

Et stellt sech d'Fro vun der Ausbildung: Ginn eis Zaldote fir hir Kooperatioun mat der Police ausgebilt oder gi se just op international Missiounen virbereet? Et wier och interessant, vun der Regierung ee Kommentar dozou ze kréien.

Lëtzebuerg ka säin Territoire net selwer sécheren oder verdeedegen. D'Arméi ka sech selwer och just eng Zäit laang bewaachen. An engem klassesche Konfliktfall ka Lëtzebuerg just an engem Bündnis iwwerliewen. Et kéint een och nach der Douane verstärkt grenzkontrolléierend Aufgabe ginn, mä och do géif et nach u Leit feelen. D'Douane huet och, gradesou wéi d'Protection civile, keen Arméistatut.

Mir hu bei der Arméi grad wéi bei der Police e Problem, genuch Leit ze rekrutéieren. An ech mengen, dat ass dee Punkt, wou ech dem In-

terpellant vun der ADR am meeschte recht ginn, wou ech wierklech mengen... An dat ass och deen eenzege Punkt, wou ech zu mengem Kollege Marc Angel eng kleng Nuance gesinn. Ech mengen, et geet ëmmer ëm d'Qualitéit, mä et geet wierklech och hei ëm d'Quantitéit: Mir hunn net genuch Leit, souwuel bei der Police wéi bei der Arméi!

Natierlech sinn ech net deen Eenzege, deem dat feststellt. Ech mengen, mer sinn eis allequerten eens. Mä et geet natierlech dann drëm: Wéi dat maachen, wat mer eis 2007 virgeholl hunn a wat mer dann 2017 nach ëmmer net erreecht hunn?

En Deel vum Problem dierft sinn, datt mer zwar zu 600.000 hei liewen, daagsiwwer zu 800.000 oder 900.000 an datt mer awer fir vill Beruffer vu Polizei, Arméi just kënnen op e Pool vun 250.000 Leit zréckgräifen; 250.000 vun all Alter a Geschlecht a Gréisst a gesondheetlechem Zoustand.

Eng weider Ursach dierft sinn, an dat ass och schonn hei gesot ginn, datt den Déngscht bei der Arméi ustrengend ass an och kierperlechen Asaz verlaangt, deem nach laang net all Jonke leeschte kann. Niewent dem kierperlechen Asaz ass och e Liewen um Häberieg alles aneres wéi eng Sortie an e Wellnesshotel. An ech schwätzen emol net vum desolaten Zoustand vun de Kasären, dee jo iergendwann hoffentlech ganz geschwënn behuewen ass. Ech schwätzen einfach vum militäreschen Drill, deem net jiddwerengem passt an deem och net jiddweree gewuess ass.

Da geet och oft rieds, zu Recht, vun der Rekonverssioun vun de fräiwëllegen Zaldoten an d'zivil Liewen. D'Gemeenge sollte si prioritär astellen, mä d'Gemeenge wiere sech oft do dergéint. Et pour cause. Ech mengen och - an ee weidere Punkt, wou ech och net mam Interpellant d'accord sinn -: Et kann ee soen, mir sollen houvreg op eis Arméi sinn. An och ech sinn houvreg op eis Arméi, well ech mengen, ee Rechtsstat brauch eng Arméi, wou ee kann drop zielen.

Mir kënnen och soen: „Mir mussen eis Pflicht erfëllen“, mer kënnen och soen: „D'Gemeenge mussen hir Pflicht erfëllen“, mä ech mengen, datt dat awer haut net méi duergeet, fir vu Carrièren ze schwätzen, wann een an den zivilen Déngscht geet. Ech mengen, do mussen mer wierklech reell dru schaffen. Mer musse reell Mesuren ergräifen, fir wierklech Débouchéen ze schafen. A mer mussen och mat de Gemengen a mat aneren Institutiounen zesummeschaffen, fir ze kucken: Wéi ass dann de Profil vun deene Leit, déi vum Häberieg kommen, a wat kënnen mer maachen, fir dee Profil esou auszubauen an ëmschaffen, fir datt en och brauchbar ass no enger Zäit bei der Arméi.

Eng Rei Mesuren an deem dote Beräich sinn och schonn ergraff ginn. Mir hunn zum Beispill am September 2016 en Informationsbüro, deem iwwregens och vun der Madamm Staatssekretärin do ageweit ginn ass, vun der Arméi an iwwert d'Arméi. A mengen Informatiounen no ass do och relativ reegen Undrang. Vill Jonker komme mat oder ouni Eltere laanscht, fir sech ze informéieren iwwert d'Arméi.

A well ganz vill Jonker déi véier Méint Instruction de base net packen, sinn an Zesummenaarbecht mam Lycée technique Ettelbréck Preparatiounsklassen ageriicht ginn, fir Jonker fitt ze maache fir d'Arméi.

A just e klengen Detail: Wéi ech d'Conditions d'admission gelies hunn, hunn ech mech gewonnert, datt déi Zäitfënster, wou e jonke Mënsch sech misst decidéieren, fir an de fräiwëllegen Déngscht ze goen, relativ kleng ass. Vlächtt leien ech als Zivilist falsch, mä ech fannen den Âge limite vu 24 Joer awer trotzdeem relativ niddreg ugesat. Wat sinn d'Ursache fir déi 24 Joer? Do si mer jo heiansdo, wou mer de Jugendalter vill méi wäit, vill méi héich definéieren.

Ech hunn och mat Interessi de Rapport vum Marc Fischbach gelies, deem am Oktober 2003 (veuillez lire: 2012) iwwert d'Arméi presentéiert ginn ass. Dese Rapport war jo schonn iwwregens eng Kéier ausféierlech hei an der Chamber an enger Debatt beschwat ginn. Déi Debatt war am Juli 2013 op Ufro vum deemolege gréngen Deputéierte Félix Braz. Aus dem Rapport vum Här Fischbach, awer och aus rezente Gespräicher mat Leit vun dem SPAL, aus Lektüren an der Press schéngt et mer méiglech ze sinn, drop ze schlëssen, datt d'Informatioun an d'Kommunikatioun an der Arméi besser gi sinn, datt awer wéi an alle Beräicher nach ëmmer och Sputt no uewe bleift.

De Rapport huet och d'Iddi an de Raum gestallt, fir den Déngscht bei der Arméi ëm ee Joer ze verlängeren a fir d'Transitiounszeit zréck an d'Berufswelt ëm en halleft Joer nach ze verlängeren. Besonnesch wat ugeet, fir déi Transitiounszeit zréck an d'Berufswelt op annerhalleft Joer ze setzen, dat schéngt eis eng valabel



Iddi ze sinn. Den Dénsgscht ee Joer verlängeren, ech weess net, wéi wäit datt d'Diskussionnen do lafen, dat kéint e bësselchen hëllefen. Ob et all Problemer géif léisen, steet am Raum. Also wier et och fir mech interessant ze wëssen, ob et scho Konklusiounen zu deenen Iwwerleeunge gëtt.

Der Arméi kennt och eng wichteg Roll am Fall vun enger Katastroph och hei zu Lëtzebuerg zou. Bei der rezenter Iwwerschwemmungskatastroph, och dat ass scho gesot ginn, am Raum Iermsdref/Fiels hat d'Arméi gehollé. Eis Arméi muss also esou opgestallt sinn, datt se souwuel bei enger Katastroph um aneren Enn vum Kontinent duerch Hightechsatellittekommunikatioun kann hëllefen, awer och muss se opgestallt sinn, datt se bei enger Naturkatastroph bei eis am Land mat Pompelen, Camionen a Muskelasaz kann hëllefen. Dat eent därerf net op Käschte vun deem anere goen.

Mir mengen, datt och grad just d'Rettungsdéngschter eng zousätzlech Moosnam kéinte bidden, fir beruflech Perspektiven unzëbidde fir fräiwëlleg Zaldoten, déi hiren Dénsgscht gelescht hunn. Et ass jo effektiv interessant, wann ee Leit huet, déi dräi an en halleft, véier Joer eng militäresch Formatioun gemaach hunn a villes geléiert hunn. Do ass et jo och wierklech absolutt sënnavoll, fir Plazen ze fannen. A mir mengen, datt d'Rettungsdéngschter esou eng Plaz wieren, wou een déi Saachen, déi Acquisen, déi do gelescht gi sinn, sënnavoll och am Interessé vun der Gesellschaft nach kéint asetzen.

Ech hunn och an engem rezenten Artikel vum „Lëtzebuurger Land“ d'Iddi vun enger Reservarméi gelies. An dat fannen ech eng interessant Iddi, och ëmmer erëm, fir ze soen: „Déi vill Kompetenzen, déi ugeschafft ginn, sollen net verluer goen.“ Ech erlabe mer awer och net, am Nimm vu menger Fraktioun do en Uerteel ofzeginn. Ech wëll ech just och eng Keier als Iddi hei an de Raum bréngen.

Dat gesot, wëll ech och meng Iwwerleeungen hei ofschléissen. Ech stelle fest, datt ënnert der Kollege vun deene meeschte Partei vum de Majoritéitspartei schonn Nuancé sinn, awer datt mer eis an de grouse Linne wierklech eens sinn, datt mer vun der Noutwendegkeet vun enger Arméi... Ech hunn d'Fro net gestallt: Brauche mer eng Arméi? Ech mengen, fir mech ass dat eng Fro, wou d'Äntwert sech vum selwen ergëtt. Ech mengen, dass et ebe just déi grouss Erausforderung ass, dass eis Arméi nëmme ka funktionéieren an engem internationale Kader an dass mer op där anerer Säit awer och, wat d'Sécherheet vum Land ugeet an och wat den Asaz a Katastrophefall ugeet, en zweete Volet hunn, wou d'Arméi eng wichteg Roll spillt, dee mer net därerf vernoléisegen.

De Problem vum Personalmangel ass allgemeng unerkannt. Zéng Joer hu mer keng Léisung fonnt. Mir därerf d'Léisung net opginn. Ech mengen, mer kommen net derlaanscht. Et ass e Fait, datt Leit feelen. An ech hoffen, datt déi Mesuren, déi ergraff gi sinn, och gräifen an datt mer nach weider Mesurë fannen, fir deem entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An dann erëm...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Erëm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... huet d'Wuert den Här Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Ma da soen ech Iech Merci, Här President, datt Der mer nach eng Keier d'Wuert kritt. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt eigentlech elo an dëser Interventioun haapt-sächlech op dem Här Krieps seng Interventioun äntwerten a méi op déi internationale Aspekter vun eiser Verdeedegung agoen.

Ech wëll awer vläicht och dem Här Adam Merci soe fir seng Interventioun, well hien huet eis de Wee gezeecht vun där grénger Partei vun deene Friddensdemonstratioune fréier, bis zu enger Partei, déi haut iwwert den Här Bettel awer 2% international zougesot huet, déi dann awer elo, hirer aler Taktik entsprechend, regierungsintern Oppositioun spillt, sech e bëssen elo distanzéiert vun deenen 2%, déi d'Regierung international versprach huet.

An awer gehéieren déi gréng haut zu deene Parteien, déi eise Verdeedegungsbudget an hirer Zäit an der Regierung ëm 50% an d'Luucht gesat hunn. Ech fannen, datt ass ganz interessant an der Geschicht vun där Partei. A mir wäerte sécher och nach dorobber zrëckkommen. Vun enger Partei, déi fréier d'Arméi wollt ofschafen, bis zu enger Partei, déi haut souguer d'Schafung vun enger Reservarméi net ausschléisst: Dat ass e bemierkenswert Wee.

D'NATO ass e grouse Sujet, natierlech fir eis eng extrem wichteg Organisatioun. Hir Entwécklung ass onsécher. Déi Decisiounen vun där neier amerikanescher Administratioun si schonn ugeschwat ginn. Déi Entwécklung ass net kloer fir den Abléck, mä fir eis, fir Lëtzebuerg muss kloer sinn, datt mer eng Verflichtung zu enger kollektiver Verdeedegung hunn - eng Verdeedegung, näischt anescht -, an dat och inklusiv vun de baltische Staten a Polen, déi als NATO-Membere selbstverständlech och e Recht hunn op eis Solidaritéit.

Mä d'NATO muss eng Verdeedegungsallianz bleiwen. Dat heescht, datt mer eis als Lëtzebuerg sollte wiere géint eng Nostalgie vum Kale Krich an och keen neie Kale Krich wëlle mat erbäiféieren. An et gëtt leider Staten, déi op eng besonnesch vehement Manéier an, menger Analys no, net justifiéiert Manéier probéieren, an eng nei Konfrontatioun mat Russland eranzegoen.

Eis internationale Verflichtung ass eng Verdeedegungssolidaritéit, also ouni datt mir sollen derzou bäidroen, Spannungen ze produzéieren, där ze héijen oder eis a Konflikter eranzéien ze loossen, déi net eiser Interesselag entsprechen. Et ass ganz gutt, datt mir als Lëtzebuerg u friddenserhalenden Operatiounen deelhuefen. Dat ass e wichtegen Know-how. Mir hunn, zemools am Kosovo, mä och op anere Plazen, eng wierklech Valeur ajoutée kënnen bréngen, och als klengt Land.

Mir sinn awer elo mat där Operatioun a Litauen op en aneren Terrain gaangen, en Terrain, dee politesch vill méi diskutabel ass, deen eis personell a logistesche ganz séier géif iwwerfuere, wann et zu enger Konfliktsituatioun géif kommen; woubäi mer awer net dovunner ausginn.

Mir müssen oppassen, wa mer iwwert d'NATO schwätzen, an dat steet och am Zesummenhang mat dem Prinzip vun der Verdeedegungsallianz, datt mer souwuel inhaltlech wéi geografesch d'Kompetenz vun der NATO net permanent weider ausdeen. D'NATO huet haut eng Rhetorik vun enger Projektioun vu Stabilitéit, vun enger Stärkung vun der Sécherheet baussent hire geografesch Grenzen. A mir kënnen ganz schlecht ofschätzen, wou déi praktesch weltwäit Roll vun der NATO eis géif hi-féieren. Den Alexander Krieps hat souguer vum chinesesche Mier geschwat. Ech mengen, eis kennt dat zwar vläicht absolutt onrealistesche vir, mä et gëtt vläicht och Leit an der NATO, déi un esou eppes denken.

Den Alexander Krieps, a senger Interpellatioun, huet véier Froe gestallt. Ech wëll da kuerz op déi äntwerten.

Déi éischt, wat de Spidolsplang ugeet. Et gëtt ganz einfach praktesch Erfahrungen an eise Spideeler am Land mat Übungen am Katastrophfall, déi daitlech weisen, datt an engem Katastrophfall d'Capacités net duerginn. Eis Spideeler sinn haut scho wäitgeeënd ausgelascht. A wann eng grouss Belaaschtung zousätzlech géif derbäikommen, hu mer weder genuch Better nach genuch medezinnesch Personal, fir dat kënnen kuerzfristeg opzefänken. Derbäi kennt, datt eis Populatioun ganz séier wüsst an duerfir den Drock op eis ganz medezinnesch a Spidollandschaft weider an d'Luucht geet.

Ech wäert allerdéngs, fir dem Här Krieps entgéintzekommen, eng Question parlementaire an deem Sënn un d'Regierung stellen, wou se kann detailléiert opzielen, wat eis Reserve sinn. An ech si scho gespaant op d'Reaktiounen, déi mer dann aus dem medezinnesche Secteur kréien.

Et huet mech och gewonnert, datt den Här Krieps a senger Interpellatioun praktesch déi postfaktesch Fakten oder postfaktesch Informationslag kritiséiert huet. En ass elo leider net hei, ech hätt hie gär gefrot, wéi en dorobber wëllt reagéieren.

Wat de Montenegro ugeet, huet d'ADR dergéint gestëmmt, well mir der Meinung sinn, datt d'NATO eng Wäertegemeinschaft soll sinn. Mir hu jo elo déi Kriticken héieren, wat d'Tierkei ugeet. Montenegro verletzt massiv d'Mënscherechter. Montenegro huet keng kloer politesch Majoritéit gehat, keng dauerhaft politesch Majoritéit fir en NATO-Bäitritt. An eisen Ae waren domadder zwou Konditiounen fir en NATO-Bäitritt net erfüllt.

Ech muss awer soen: Et wonnert mech - d'Tierkei ass jo hei e puermol als negativt Beispill genannt ginn -, datt d'Regierungspartei plus d'CSV nach ëmmer der Meinung sinn, datt d'Tierkei misst Member an der Europäescher Unioun ginn. Ech muss der CSV awer zegutthalen, datt se weinstens proposéiert huet, en temporären Ofbroch vun de Bäitrittsverhandlungen ze proposéieren, wat mir och ënnerstëtzt hunn.

Mä d'ADR ass a bleift déi eenzeg Partei, déi géint en tierkesche Bäitritt bei d'EU ass! An Dir

gesitt jo elo, trotz där laanger NATO-Memberschaft an esou weider, wéi dat Land fonctionnéiert, an zemools am Abléck spëtze sech jo esou vill Saachen zou. Et ass fir eis net ze verstoën, datt d'Regierung weiderhin un engem EU-Bäitritt vun der Tierkei festhält an och d'Negociatiounen net wëllt ënnerbriechen.

Wat Russland ugeet, sot wann ech gelift dem Här Krieps, dee jo elo leider net kann hei sinn, datt et e Parteifinanzierungsgesetz hei am Land gëtt! An dat ass absolutt transparent a jiddweree kann zu all Abléck nokucken, wéi d'Parteien hei am Land finanziert ginn.

Mir sinn als ADR, wat elo déi internationale militäresch Zesummenaarbecht ugeet, grondsätzlech d'accord mat enger Zesummenaarbecht mat eisen Noperen, Partner an Alliierten. Dat bréngt eng Ekonomie mat beim Kaf vum Material, besseren Training, Interoperabilitéit an och bei der militärescher Fuerschung. Mir müssen awer do och Parametere setzen an op e puer Saache ganz gutt oppassen.

Déi éischt ass: Eng Decisioun fir den Asaz vun enger Lëtzebuurger Arméi oder vun enger Implikatioun vu Lëtzebuerg an engem Konflikt, déi kann nëmme vu Lëtzebuerg geholl ginn an net vun iergendwelcher supranationalen Organisatiounen. Mir wëllen net, datt en europäeschen Directoire, wéi mer en am Abléck hunn, zum Beispill an de Relatiounen am Normandie-Format mat Russland oder op anere Plazen, an den Negociatiounen mam Iran, an op esou vill anere Plazen... Mir wëllen net, datt et en Directoire an Europa gëtt, dee kann iwwert den Asaz vun enger Lëtzebuurger Arméi decidéieren. Mir sinn net bereet, Kanounefudder ze stelle fir strategesch Ambitiounen vun anere Staten.

Mir wëllen och kee groussen europäesche militärische Komplex, well dee géif op europäeschem Niveau eventuell demokratesch Decisionsprozesser kënnen a Fro stellen, wéi et an den USA de Fall ass, wat schonn de President Truman sengerzäit kritiséiert hat. An et ass wichteg, datt mer do oppassen, datt et net zu ze vill grousssem Afloss op d'Demokratie kennt duerch industriell oder aner Interessén.

Mir wëlle mat der EU, mat der NATO zesummeschaffen, awer am Geescht vun enger Komplementaritéit. Mir wëllen also keen double Emploi vu Strukture schafen: op där enger Säit d'NATO an op där anerer Säit d'Europäesch Unioun. A mir denken, datt och nom Brexit d'Kooperatioun mat de Britten onverzichtbar ass, selbstverständlech wéi och natierlech mat eisen amerikaneschen Alliierten.

D'Benelux-Arméi ass hei och schonn ernimmt ginn. Och do wëll ech drun erënnere beim Renegade: Mir haten a leschter Zäit e puer Incidents mat Fligern, déi net méi konnte kontaktéiert ginn. De Renegade ass domadder duerchexercéiert ginn.

Ech wëll widerhuelen, datt d'ADR och déi eenzeg Partei hei an der Chamber ass, déi sech derfir ausgeschat huet, am Noutfall och kënnen e Fliger iwwer Lëtzebuurger Territoire ofzeschéissen, zum Beispill wann en op Ketten uewen flitt mat där klorer an erkennbarer Absicht, fir eng gréisser Nuklearkatastroph ze provozéieren. Déi aner Partei wëllen dat net.

Ech hu mech gewonnert, d'CSV huet souguer proposéiert, datt Lëtzebuurger Piloten dann a belsche Kampffliger kéinten um Renegade deelhuefen. Lëtzebuurger Piloten a belsche Kampffliger, déi awer iwwer Lëtzebuerg kee Fliger därften erofschéissen, deen d'Lëtzebuurger Existenz an engem héije Mooss a Fro stellt: Do ass a mengen Ae keng politesch Kohärenz an esou enger Proposition a si ass och do duerch net duerchféierbar.

Déi Iddi, fir eng EU-Arméi ze grënnen, dat géif sécher der Europäescher Unioun méi grouss Autonomie ginn, mä et géif gläichzäiteg eng nei enorm politesch Belaaschtung fir d'Europäesch Unioun bedeuten. Am Abléck ass d'Europäesch Unioun a villerlee Hisiicht amgaangen ze implodéieren. U sech stelle mer eis d'Fro iwwer hiert Iwwerliewen. Wa mer elo nach hingginn an eng militäresch Dimensioun derbäi-maache mat all deenen Tensiounen, déi mat Asazdecisiounen an anere Folge verbonnen wäeren, da musse mer dervun ausgoen, datt dat vläicht méi eng grouss Gefor fir d'Iwwerliewe vun der Europäescher Unioun kéint si wéi e wierkleche Gewinn am Sécherheitsberäich.

Och déi Manéier, wéi elo d'Europäesch Unioun an déi Debatt eraklëmmt, ass erëm ganz typesch. Et ass eng „top down“. Et gëtt uewen eppes decidéiert, wat no ënnen imposéiert gëtt. Déi „global strategy“, déi do entwéckelt ginn ass, ass laanscht déi kleng Länner entwéckelt ginn. Et gouf mat e puer kleng Länner e puer symbolesch Diskussiounen am Virfeld. Si ass zum groussen Deel vun e puer méi groussen Instituter, e puer méi grouse Staten decidéiert ginn a si gëtt eis elo vun uewen erof... Mir hunn dat och ni hei ratifizéiert, ni am Fong

diskutéiert, mä et gëtt awer elo iwwert de Conseil européen probéiert, vun uewen no ënnen duerchzesetzen.

D'Europäesch Kommissioun huet schonn den „European Defence Action Plan“ am November proposéiert. Et huet also näischt mat der Administratioun Trump ze dinne, well déi ass eréischt am Januar dëst Joer a Funktioun komm. An dat zu engem Abléck... Also, ëmmer déi grouss Ambitiounen, woubäi mer am Abléck emol kee Konsensus an Europa hunn iwwer „Rules of engagement“ bei de Battle-Gruppen, déi sougenannten Unitéiten, déi d'Europäesch Unioun elo huet. Also e komplett Auserneeklafe vun enger Ambitioun op europäeschem Niveau an der Realitéit.

An do stellt sech natierlech d'Fro fir eis: Wéi wäit wëllt d'Regierung da goen an deem Dossier europäesch Arméi a puncto finanziell Participatioun, a puncto militäresch Participatioun? Wat wäeren d'Konsequenzen fir eist Land? Wäre mer bereet, Infrastrukturen opzuehuelen iwwer Datenzentren eraus? An esou weider an esou virun.

Mir hunn a leschter Zäit gesinn, datt Lëtzebuerg och bei deenen Diskussiounen praktesch kee politesch Gewicht huet. An do kommen ech op dem Här Angel säi Punkt zrëck, deen hie laang developéiert huet iwwert d'Europäesch Investitiounsbank. Den Här Schneider huet de 7. Dezember zejoert hei an der Chamber gesot - ech hat mer et opgeschriwwen -, datt Lëtzebuerg - an den Här Angel huet et haut widerholl - kee Rôle gesäit fir d'Europäesch Investitiounsbank an deenen neie Verdeedegungsambitiounen vun der Europäescher Unioun. Dat ass hei kloer gesot ginn de 7. Dezember weinst dem Geschäftsmodell vun der Europäescher Investitiounsbank, well dat kéint zulaaschte goe vu klengen a mëttleren Entrepreneuren.

(**Interruption**)

Gelif, Här Angel? Den Här Angel huet eng Fro, mengen ech.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wollt just preziséieren: Mir hunn de President vun der Europäescher Investitiounsbank zitéiert himself, den Dokter Werner Hoyer.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Jo, datt ass eng Bemierkung. Ech huelen déi zur Kenntnis. Ech schwätzen elo iwwert d'Lëtzebuurger Regierung, well ech si jo net hei mam Här Hoyer befaasst, mä mam Här Schneider a senger Regierung.

An do huet d'Regierung hei gesot de 7. Dezember, si wär géint e Rôle vun der Europäescher Investitiounsbank an der europäescher Verdeedegung. Eng Woch méi spët, de 15. Dezember, wor de Conseil européen zu Bréissel, wou den Här Bettel dann déi ganz Lëtzebuurger Regierung vertrueden huet, inklusiv d'sozialistesche Partei mam Här Schneier. A wat ass do decidéiert ginn? Zitāt: «La Banque européenne d'investissement est invitée à envisager des mesures en vue de soutenir les investissements dans les activités de recherche et développement en matière de Défense.»

De 7. Dezember seet eis Regierung: „Mir wëllen dat net.“ De 15. Dezember gëtt et decidéiert. Do freet ee sech natierlech: Huet den Här Bettel vergiess dat ze soen? Oder wéi een Afloss huet Lëtzebuerg dann iwwerhaupt an deenen Diskussiounen? Gëtt do net einfach imposéiert an domadder ass et gedoen? An d'Europäesch Unioun muss oppassen, well et ass jo net esou, datt d'Amerikaner aussepolitisch Feeler maachen an d'Europäesch Unioun mécht baussepolitisch keng Feeler. Esou ass et net!

Déi ganz Russlandproblematik ëm d'Ukrain ass zum Deel aus Feeler vun der Kommissioun Barroso entstanden. Mir hate Libyen. Dee Katastrophenzoustand, an deem Libyen haut ass. Do ass eng militäresch Interventioun provozéiert ginn, ënnerstëtzt ënner anerem vum Här Asselborn, deen dat deemools onbedéngt wollt. E Genocide, huet e gesot, wär a Libyen. An en huet déi militäresch Interventioun begréisst. Haut gesi mer a wéi engem Zoustand dat Land ass.

Et ass net esou, datt d'Amerikaner Feeler maahe baussepolitisch, a mir net. Dat ass net realistesche. An ech si jo och frou a ville Situatiounen, datt d'Europäesch Unioun zu deem Zäitpunkt keng Arméi hat, well ech wëllt elo net wëssen, wat soss entstane wär.

Et gëtt Spekulationen a Fabulationen am Abléck an Defenseinstituter um europäesche Plang iwwer eng europäesch Nuklearbewaffnung. De franséischen Nuklearschiem soll ausgedeeent ginn op déi ganz Europäesch Unioun.



Wéi steet dann d'Lëtzebuenger Regierung derzou? Ass d'Lëtzebuenger Regierung dann elo derfir - esou schéngt et ze sinn, mä ech froen dat -, datt mer sollen eng nuklear Capacitéit op europäeschem Niveau am militäresche Beräich hunn, a gläichzäitig ass se géint eng zivill Notzung vun der Känergie mat Kettenuewen, Fessenheim, Gott weess, wat et gëtt? A wou ass dann do elo d'Linn vun der Lëtzebuenger Regierung? Stellt se sech géint eng eventuell Iwwerleeung fir eng nuklear Capacitéit op europäeschem Niveau am Militäreschen, a wär domat kohärent mat hirer Politik am zivilen Nuklearen, oder net? Dat géife mer gär wësen.

Da muss een och de Brexit kucken. Wat huet dat fir Konklusiounen? A wat huet dat fir Konsequenzen? Et wär e Feeler, ee vu menge Virriedner hat dat gesot, fir elo ze mengen: Élo sinn d'Britten eraus, elo maache mer séier eng europäesch Arméi. Dat ass schonn eng kéier gescheitert. Ech mengen, den Här Angel hat op 1954 verweisen, oder den Här Graas... den Här Graas, pardon, mat der Communauté européenne de Defense an der Assemblée nationale. Dat ass schonn eng kéier gescheitert. Well d'Problemer sinn nach ëmmer prinzipiell déi nämlech, wéi mer se deemools haten. An et ass dofir ganz geféierlech, op dee Wee ze goen.

Wann ee wëllt vum Brexit profitéieren, da misst ee kucken, ob deen Artikel 42 (7) am Lissabon-Vertrag net an deem Sënn géif änneren, datt een erëm e Genre UEO géif aféieren an op eng automatesch Bäistandsklausel géif zrëckkommen, wéi de fréieren Artikel 5 vun der UEO et erlaabt huet. Well deen ass ofgeschaaft ginn, well d'Britten e wollten ofschafen. Déi wollte méi eng flexibel Klausel am Lissabon-Vertrag.

A wann ee wëllt higoen an d'europäesch Verdeedegung stärken, da soll een net un eng europäesch Arméi denken, mä et soll een zrëckgoen op automatesch Bäistandsgarantien am Kader vun enger verklengerter neier UEO. Dat kann dann och an der Europäescher Unioun sinn. Mä et ass op dee Wee, wou ee soll goen, well dat vun alle State ka gedroe ginn, well dat och eng Konsequenz aus dem Brexit wär, déi awer am Abléck leider net diskutéiert gëtt.

Mir kënnen d'accord si mat méi klengen Infrastrukturen, wéi der MPCC an esou weider, kleng Quartiers généraux, déi geschafe ginn. Dat ass an der Rei. Mä wéi gesot, et misst een dat an de richtege Kontext setzen, deen och d'Europäesch Unioun en tant que tel elo net an eng politesch Gefor bréngt, déi se wahrscheinlech un de Rand vum Zesummebroch géif bréngen, wann een derniewent gesäit d'Migrationsproblematik, den Euro, d'Relatiounen mat Russland an aner Saachen, institutionell Froen, Brexit, wat schonn d'Europäesch Unioun méi wéi genuch belaauscht.

Dann hu mer déi Iddi vun engem europäesche Marché intérieur am Waffebereich, am Armement an an der Defense. Domadder kënnen mer liewen. Et muss ee just kucken, wat dat konkret géif heeschen. An et muss een dann och kucken, datt eis Lëtzebuenger Kleng- a Mëttel-entreprisen - well anerer hu mer bal keng méi, wann ech elo ArcelorMittal eraushuelen - och kënnen mat profitéieren. Dat stellt natierlech de Problem vun de Clearancé fir déi Betriber. Dat heescht, déi mussen och all Méiglechkeete kréie vu Regierungssäit, fir kënnen un Ausschreibungen deelzehuelen, déi Kompetenzen och sécherheetsméisseg ze hunn, fir kënnen iwwerhaapt un esou engem Marché intérieur deelzehuelen. Da kann dat Retombéeën hu fir eist Land, déi interessant sinn. Mä do brauch et dann och eng Ennerstëtzung vun der Säit vun der Regierung.

Ech wëll vläicht eng lescht Iwwerleeung maachen iwwert de Fonds européen de sécurité et de Defense, deen och am Kader vun där neier Iddi elo ugeduecht gëtt; am Abléck nach ënner enger anerer Form. Mä wat ass d'Zilsetzung laangfristeg? Fir dat ze gesinn, muss ee kucken, wat déi grouss Staten dozou soen an hire Virbereedungsarבעchten, notamment bei de Fransousen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann een higee an et hëlt een, wat eng Iddi ass, d'Dépenses de Defense aus de Maastricht-Kritären eraus. Dann hu mer héieren, net zu onrecht, datt een dann och vläicht misst d'Sozialdepensen oder aner Saachen eraushuelen aus de Stabilitéitskritären. Mä dat ass eigentlech net de Fong vun der Debatt.

De Fong vun der Debatt ass, datt eng Rei Länner, wéi Frankräich notamment, d'Maastricht-Kritären, d'Konvergenzkritären iwwerhaapt net

kënnen erfëllen am Abléck, wann net déi Dépenses de Defense erausgeholl ginn aus hirer Berechnung vun de Stabilitéitskritären. An et geet dann a Richtung vun der Mutualiséierung vun der Schold, ëmgerechent an d'Dépenses de Defense. Dat heescht, et ass eng Europäisierung vun den Defenseausgaben, wat och zu enger Erhéijung vun der Lëtzebuenger ëffentlecher Schold géif féiere fir Ausgaben am Defensesecteur, déi an anere Länner gemaach ginn.

Dat ass dat laangfristeg Zil. A mir müssen eis wierklech froen, ob mer dat wëllen, well et géif eis eege Situatioun bei Maastricht a Fro stellen. Et géif heeschen, datt mer e Militärbudget vun anere Länner iwwer eis Schold praktesch matfinanzéieren, ouni datt eis eege Sécherheetscapacitéite géifen erhéicht ginn. An ech mengen, wann een op dee Wee geet, da muss een déi Gedanken zu Enn denken. An ech géif soen, dee Wee ass op jidde Fall net am Interessi vun eise Land.

Dat gesot, wëllt ech nach eng kéier alle Kollege Merci soen, déi un dëser Debatt deelgeholl hunn. Vun eiser Säit aus wor et ganz wichtig, fir d'Interpellatioun iwwert d'Arméi ze maachen, fir souwuel national wéi och e puer international Aspekter unzeschwätzen. A ville Punkten hu mer och eng gewëssen Iwwereneestëmmung, wat d'Arméi ugeet: eng generell Ennerstëtzung un d'Arméi.

Ech huelen un, datt déi Lénk elo mat e bëssen enger anerer Approche nach an d'Debatt agräifen, mä et ass schéin, eng Demokratie ze hunn, Här Wagner. Do kënnen mir an Dir, Dir a mir, mir kënnen do jeeeweils eis Standpunkter duerleeën. Op jidde Fall, vun eiser Säit aus fannen ech, datt et zum 50. Gebuertsdag vun der Arméi, 175 Joer Militärmusek, gutt war fir d'Chamber, datt mer dat hei diskutéiert hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ganz gutt!

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madam Presidentin. Ech mengen, et gëtt Zäit, datt de Konsens emol e bësse gebrach gëtt.

(Hilarité)

Dat ass jo meng Roll hei.

Ech komme mer oft vir hei an dëser Chamber e bësse wéi an deem Film „The Matrix“. Ech mengen, dee kennt Der all. Et ass net mäi Liiblingsfilm bei Wäitem. An Dir wësst jo, en ass e bëssen inspiréiert un „Alice im Wunderland“. An „The Matrix“ ginn et zwou Pëllen, déi ee kann huelen.

(Interruption)

Déi blo Pëll... Den Här Fayot ass schonn um gudder Wee. Déi blo Pëll symboliséiert d'Illusion, an enger tranquiller Welt ze liewen, déi awer net der Realitéit entsprécht. An déi rout Pëll, wann een déi schléckt, da gesäit een déi batter Realitéit. An ech hunn den Androck, datt immens vill Leit haut hei an dëser Chamber déi blo NATO-Pëll geschléckt hunn. Dobaussen awer vill manner. Do hunn der scho vill déi rout geholl. Dat muss een awer och nach ënnersträichen. Wann ech mat Leit schwätzen, dann héieren ech e ganz aneren Toun. Glécklecherweis.

30 Joer elo nom Enn vum Kale Krich ass et erëm esou wäit: Weltwäit fänkt een erëm un, iwwer Krich ze schwätzen. Et gëtt op jidde Fall iwwer Krich gepëspert. A mir sinn a Wierklechkeet souguer esou wäit, datt Leit vu menger Generatioun, mä souguer och nach Leit, déi méi jonk sinn, vu méi jonke Generatiounen, där ginn et der ëmmer méi, sech iwwerhaapt d'Fro stellen, dat erlieft een heiansdo, ob et iwwerhaapt eng gutt Iddi wier, elo zu dëser Zäit e Kand op d'Welt ze setzen. Et wëisst ee jo net.

(Interruption)

Jo, Dir schwätzt vläicht manner man jonke Leit.

Ufanks der 90er Joren huet awer och schonn den europäesche Kontinent ugefaangen, erëm de Krich ze entdecken. Groussmuechten, ënner anere mat nom Mauerfall erëm gestärkt Däitschland, waren net onbedéngt dorunner oninteresséiert, datt e grousst Land wéi Jugoslawien auserneebrecht a Plaz géif maache fir méi kleng an ethnesch geprägte Republiken. An de Summum gouf dunn duerch d'Bombardéierung vu Belgrad duerch d'NATO erreecht, déi weder dem Artikel 5 entsprach huet nach dem internationale Völkerrecht. Natierlech gouf dësen Ugrëff als Verdeedegung vun de Mënscherechter duergestallt. An déi reell Gräuelte vum enger Partie vun de Serben hunn natierlech e gudder Virwand geliwwert. Allerdéngs waren d'Serbe bei Wäitem net déi Eenzeg, déi net lupenrein waren.

Ass et da wierklech nëmmen ëm Demokratie

oder Mënscherechter gaangen? Mir mengen net. Mä den Ugräifer an engem Krich, dee muss säin Handelen ëmmer erëm nees justifizéieren, dat ass eng Konstant an der Geschicht. An et ass natierlech och ganz agreabel sech dee Gedanke virstellen, datt mir - tëschent Guillemeten – „déi Gutt“ wieren an déi aner „déi Béis“. Dat ass en Denkschema, an deen, esou hunn ech den Androck, mer erëm amgaange sinn ze verfallen, wa mer net schonn dra verfall sinn.

Mir leenen déi simplistesche Vue of vun der Schwarz-Wäiss-Molerei vun der Welt. Mer leenen all Form vu Campismus of, de Choix tëschent engem vermeintlechen zivilisatorische Block géint een aneren. Eise Camp ass dee vun den normale Leit, déi kee Krich wëllen, déi géint Ennerdréckung kämpfen, egal aus wat fir enger Natioun. Et gi Bevëlkerungen engersäits an et ginn déi, déi iwwer hir Bevëlkerunge verfügen. E Krich, dee brécht u sech normalerweis ni spontan aus, well d'Mass vun den normale Leit dat wëllt. Et ass a Wierklechkeet kee Mënsch, dee Krich wëllt. Den normalen, duerchschnëttleche Fransous, Däitschen, Amerikaner, Britt, Russ, Tierk, Belsch oder Lëtzebuenger, dee wëllt kee Krich. Kee wëllt deem anere seng Ressourcë besëtzen a kontrolléieren. Keen normalen, éierleche Mënsch spillt mat esou perverse Gedanken. An trotzdem ginn et Konflikter. Et verschäerft sech ëmmer méi Konflikter. Wouhier komme se dann?

D'Äntwert ass an eisen Ae kloer an et ass u sech ëmmer déiselwecht Äntwert wéi zanter Jorhonnerten. Et gëtt ëmmer an deene jeeeweilege Länner verschidden Oligarchien, déi duerch Propaganda an elo och nach Massemedie Leit géinteneen ophetzen. An et fanne sech ëmmer och naiv Politiker, fir dat Spill matzespillen. Mainstream-Politiker, déi kann een en masse à la chaîne produzéieren.

Mer kenne jo déi Biller och nach aus der Geschicht aus deene Filmer vun 1914, wou een deelweis franséisch oder däitsch Zaldote gesäit, wéi se „la fleur à la main“, wéi se gesot hunn, wéi se enthusiastesch an de Krich gezu sinn, voll mat engem nationalisteschen a krichereschen Enthusiasmus. Et däerf een awer eng Saach net vergiessen: Deen Enthusiasmus, an de Krich ze zéien, dee gouf et deemools an der Bevëlkerung guer net. Dat ass historesch prouvéiert. Déi Fotoen an déi Filmer, dat war Propagandamaterial. De Krich, dee war net vun de Bevëlkerunge gewollt. Si hu souguer massiv dergéint rebelléiert. D'Zaldoten, dat ware jo am Prinzip Aarbechter a Baueren, kruten, wa se hire Brudder vun der anerer Front net wollten ëmbréngen, eng Kugel als Strof. Den Uerder, dee kouw vu Politiker oder vun héijen Offizéier, déi aus der Bourgeoisie oder aus der Aristokratie gestaamt hunn, gutt protegéiert an hire gemittleche Salonen.

Dofir nach ëmmer, Kricher, gëschter an haut, sinn an éischter Linn Kricher, déi déi Herrschend géint déi Beherrschten am eegene Land féieren. Mä, et huet missen duergestallt ginn, wéi wann d'Regierung scho bal vum chauvinisteschen Drang vun hire Leit gedriwwen goufen. De Géigendeel war wouer.

Et gëtt eng Konstanz an der Geschicht: Déi, déi een ëmmer erëm vu Krich a Militärinterventionen schwätzen héiert, dat si meeschtens Härren, heiansdo och Fraen, déi weder vun hirem Alter nach vun hirem sozialer Positioun hier vun engem Krich kéinte betraff ginn. An deem Fall ass et natierlech einfach, vu Militärinterventionen ze schwätzen.

Mir als Lénk sinn op jidde Fall dergéint, datt Meedercher a Jongen, déi d'Uniform droen an déi ee muss respektéieren, hiert Liewen oder hir Gesondheet op d'Spill setzen, nëmme fir Groussmuechtgelüster vun enger privilegiierter Minoritéit ze verteidegen.

Dofir wëllt mer och ganz genee wëssen, wa behaupt gëtt, datt d'NATO ee Verdeedegungs-bündnis wier, wat mer natierlech verneinen, da muss ee kloer wëssen: Wien ass dann elo de Feind? Géint wie solle mer eis verteidegen? Wien ass den „enemy“?

Wann ech mer eng Kaart vun Europa ukucke mat den NATO-Basen, da stellen ech fest, et gëtt ee Land, wat op senger westlecher Flank total encercléiert ass. An dat ass Russland. Och wann ee kee Frënd vun der Regierung vum Här Putin ass, an dat si mer bestëmmt net, dann ass et trotzdem net schwéier, anzegesinn an ze verstoen, datt Russland déi Virgoensweis vun der NATO als militäresch Provokatioun ugesäit. An ech mengen, d'Dirigeante vun der NATO wëssen dat jo och ganz bewosst.

Ass Russland tatsächlech esou eng Gefor fir Westeuropa? Schonn deemools am Kale Krich gouf d'Sowjetunioun als militäresch Gefor ugesinn, quitte datt a Wierklechkeet de Warschauer Pakt der NATO ënnerleeë war an e waarme Krich net hätt kënnen gewonnen. E wär zwar mäerderesch gewiescht, mä konventionell net

ze gewonnen. Déi militäresch Gefor gouf awer eropgespillt, fir Militärbudgeten ze erhéien an ze legitiméieren.

Haut ass d'Situatioun wahrscheinlech nach äänlech. Et ass wahrscheinlech souguer esou, datt Russland militäresch nach manner bedeiend ass. Do huet ee just blank Zuelen. Wann ee kuckt, Russland huet ee Militäretat, ongeféier, esou kann ee vläicht e bëssen iwwer e puer Zuelen diskutéieren, vu 70 Milliarden Dollar, d'USA si bei 600 Milliarden Dollar, d'Veereenegt Kinnekräich 56 Milliarden, Frankräich 46 Milliarden - dat wonnert mech, ech hätt geduecht, et wär ëmgedréit -, Däitschland 36 Milliarden. An da muss een nach bedenken, wann déi EU-Memberstaaten hire Militärbudget op 2% erhéien géifen, wat fir eng destruktiv militäresch Capacitéit dat géif duerstellen.

Dat heescht, eng militäresch Konfrontatioun mat Russland wier zwar keen Zuckerschlecken, mä wier fir Russland net ze gewonnen. Déi militäresch Opwärtung awer vu Russland déngt och schlussendlech dem Här Putin selwer, deen esou senger Bevëlkerung e gewëssenen Nationalstolz zrëckgëtt no den humiliante Jelzin-Joren. An dat notzen hien a seng Clique vun Oligarchen natierlech aus, fir hir eege Muechtbasis doheem ze verstärken. Et kann ee scho bal soen, datt, jo, de Regimm vum Här Putin e grouse Gewënner ass vum NATO-Säbelrasse-len.

Här President, zur sougenannter Sécherung vun eise sougenannten Interessen: Et muss een ëmmer ënnerscheeden. Ech géif gären eng kéier, ech mengen, dat muss een heiansdo maachen, deen Exercice - well mir sinn äusserst eurozentresch, mer schwätzen ëmmer vun Europa, Europa, Europa, mer vergiessen, datt et nach aner Plazen op der Welt ginn -, wann een d'Logik géif ëmdréinen: Wat géif een dovunner halen, wann zum Beispill gewësse Länner wéi China oder, fir e bësse méi an d'Science-Fiction eranzegoen, de Kongo zum Beispill, dee potenziell déi Capacitéit jo hätt, wa se géife soen: „Hei eis ekonomesch vital Interessen, déi sinn am Mëttelmier, a mer mussen se do verteidege goen“?

Well mer hu jo d'Tendenz, dat och ze soen, datt mer eis Interesse bis an den Hindukusch mussen verteidegen. An ech kann drun erënnere, datt den ehemolege Bundespräsident vun Däitschland, dee fir eng kéier emol éierlech war, sot, et misst een och heiansdo fir Handelszwecker Kricher am Ausland féieren, wat u sech enger reeller Wourecht, mä awer enger äusserst zynescher Wourecht entsprécht, en huet missen den Hutt dowéinst huelen, fir emol eng kéier d'Wourecht gesot ze hunn.

Ëm wiem seng Interesse geet et dann iwwerhaapt? An ech mengen, d'Leit dobausse sinn nach amgaangen et ze verstoen. Et geet a Wierklechkeet ëm wirtschaftlech Interessen, an net déi vun den europäesche Bevëlkerunge selwer, well ech mengen, déi wirtschaftlech Interesse vu grouse Gruppen an Europa an an den USA, déi sinn diametrallement opposéiert zu den Interesse vun de Bevëlkerunge selwer.

Ech mengen awer, datt et Grënn ginn, fir optimistesche ze sinn, well zanter dem Zweete Weltkrich huet weinstens de Weste vun Europa, vläicht den Osten, awer an engem gewëssene Sënn net esou staark, u sech kee richtege Krich méi erlieft. Ech mengen, et ass och eng psychologesch Erfahrung.

An et kouw och nach eng Saach dobäi. Et gëtt ëmmer méi schwéier, fir de Leit Saachen ze verklickeren. D'Mediellandschaft huet sech verännert. Déi klassesch Medie verléieren un Afloss. Et ass deelweis gutt, deelweis schlecht. Ech weess, et hänkt vun de Medien of. Nei Medie gewonnen un Afloss. Et ass deelweis gutt, deelweis schlecht. Et fënnst ee vun allem do. Mä ech mengen, datt ee sech aneschtens informéiere kann. An u sech erkennt een immens vill Saachen erëm, déi nach ëmmer nom selwechte Zeenario oflafen.

An ech mengen, wann dee Wee vu méi waarmen Konfrontatiounen géif ageschloe ginn, datt ganz vill Leit, dorënner vill Jonker, well déi si jo ëmmer am meeschte betraff, genuch kloer Kapp wäerten hunn, fir ze soen: „Hei, maacht Äre Krich ouni eis!“

Här President, mir mengen, datt d'NATO eng Gefor ass fir de Weltfrieden. Spéitstens no der Intervention an Libyen misst et engem kloer sinn, wouhin de Wee vun der NATO féiert. Ech ginn elo net an op d'Charakterisierung vum Regimm vun der Dschamahiriya, iwwert deen ee vill misst soen. Mir sinn eis eens, fir ze soen, datt elo d'Situatioun a Libyen eendeiteg méi schlémm ass an nach ni esou schlémm war, a wahrscheinlech och nach méi schlémm ass wéi ënnert dem italienschen Kolonialismus.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat ass eng direkt Konsequenz vun der Militärintervention, déi de Kader vun der UNO-



Resolutioun gesprengt huet an déi och Libyen gesprengt huet. An et ass och e weideren Närbode fir den Terror vun Isis an Daesh do geluecht ginn.

„Si vis pacem, para bellum“ gëtt oft iwwersat mat: „Wann s de Fridde wëlls, da bereet de Krich vir.“ Dat huet natierlech der réimescher imperialer Logik entsprach. Dobäi si sech awer d'Philologen net ëmmer esou ganz eens, wat dat wierklech genau bedeit huet. Et kéint och bedeuten: „Wann s de hei de Fridde wëlls, da muss de dohanne fir Krich suergen.“ A mir mierken, datt schlussendlech déi Logik net opgeet, well, wéi mer a leschter Zäit gemierkt hunn, sech och de Krich hei kann importéieren, an et sinn natierlech ëmmer och Onschëlleger, déi de Bluttzoll musse bezuelen.

Et gëtt awer och nach en anere Sproch, deem ass vläicht manner bekannt, dee kouw am 19. Jorhonnert vun engem franséische Saint-simonien - dat ass zwar net onbedéngt meng „Tasse de thé“ -, den Här Barthélemy Enfantin, deem huet dat Zitat op Latäin aneschters formuléiert: „Si vis pacem, para pacem“ - „wann s de Fridde wëlls, da bereet de Fridde vir.“

Dat ass net naiv! Well wann een de Géigendeel géif behaapten, da musse mer kucken, a wat fir enger weltwäiter Situatioun mer sinn actuellement, déi net brillant ass. Well schlussendlech, nëmme wann een eng weltwäit gerecht Opdeelung vun de Ressourcen huet, en Handel, deem net op Käschte vun den aarme Länner gefouert gëtt, wéi dat de Fall ass, eng Weltuerdnung also, wou d'Mënschen iwwerall vun de Ressourcë profitéieren kënnen, déi am lwwerfloss sinn, dat ass de Wee fir de Friden.

Mir maache genau de Géigendeel. Mir maachen de Géigendeel mat eiser Aussepolitik. Mir maachen de Géigendeel mat eiser Handelspolitik - ech sinn och oft dorobber agangenen -, mat eisen Handelsverträge, déi hei ëmmer unanimement esou einfach ugesi ginn. Mer kënnen ëmmer d'Amerikaner kritiséieren fir hir imperial Logik a fir hire Ressourcen. Mir Europäer sinn eendeiteg net besser! Mer hu vläicht manner Moyenen. Mä hätte mer se, wiere mer genausou schlëmm.

Ech wëllt och nach e klengt Wuert soen zur „comprehensive approach“, well et gëtt jo esou gesot..., et ass jo scho bal „Bussibär“, déi Nato. Et ass schonn eppes Schéines, déi „comprehensive approach“. Se ass jo an Afghanistan entwéckelt ginn. U sech ass déi „comprehensive approach“ Postkolonialismus, dat nennt een esou. Well et geet drëms, d'Zivillgesellschaft, d'ONGen an esou weider, mat an d'militäreschen Operationen anzebannen. Dat heescht, an dat huet jo och d'Caritas International an engem Bericht scho viru bal zéng Joer gesot, et geet drëms, déi zivill Bevëlkerunge mat anzebannen, fir datt se kënnen géint Opstänneger, wien dat och ëmmer ass, militäresch mat angebonne ginn. Dat heescht: Wann s de wëlls frissen, da muss de op eiser Säit sinn. Dat ass eng postkolonial Approche. Well et war ëmmer esou, also am reelle Kolonialismus nach bis am 19. Jorhonnert huet et genausou funktionéiert. Elo gëtt et natierlech beschéinegt.

Här President, d'Regierung huet confirméiert, datt Lëtzebuerg net wëlls hatt, dee Verdeedegungsetat op 2% vum Budget eropzesetzen. An dat ass natierlech ze begrëssen. An esou eng Erhéijung ass natierlech illusoresch, an dat ass och d'Meenung vun der Arméigewerkschaft, wéi och hire President haut de Moien um „100,7“ gesot huet. Et ass genausou richtig (veuillez lire: falsch) och ze soen, datt de Militäretat net an de Stabilitéitskritäre soll mat aberechent ginn. Mir si frou, weinstens op deem Punkt, datt d'Regierung an déi Richtung geet.

Mä et geet net duer. Mir erliewen zurzäit eng decidéiert Politik vun der Regierung, fir eng Militärpolitik als ekonomesch Nisch weider ausbauen. Mir mengen, datt dat net nëmme falsch, mä och geféierlech ass.

Bis elo war et esou, datt Lëtzebuerg ëmmer gekonnt huet, wann e gréissert Land, wéi Frankräich oder Däitschland, eis un de Pranger gestallt huet weinst eise Finanzpraxissen, datt mir weinstens keng Rüstungsindustrie hätten. Mir wideren zwar weiderhi keng Rüstungsindustrie am klassesche Sënn opbauen - net onbedéngt, well mer et net wëllen, mä well mer et souwiso wahrscheinlech net kënnen -, mä mir entwéckelen trotzdeem e Militärkomplex mat, deem en evidente wirtschaftlechen Impakt huet. Dat gëtt jo offe gesot.

Dat heescht, elo ass d'Arméi en Deel vun eiser ekonomescher Diversifizéierung. Ass dat tatsäcchlech en Deel vun eiser nohalterger Wirtschaftspolitik? Ass dat wierklech en Deel vun eiser kakigrénger Politik an der Nohaltegkeet vun dëser Regierung?

Mir sinn net naiv. Mir wëssen, datt den Zesummenhang tëscht der Militärindustrie an der Wirtschaft näischt Neies ass. Datt dat Standbee fir Lëtzebuerg awer renforcéiert gëtt, ass net ze

begrëssen, well et eis an eng Ofhängegkeetsspirale dreift, déi eis Ekonomie nach méi vu militäreschen lwwerleungen innerhalb vun den NATO-Interessen, also US-Interessen ofhängeg mécht an deementspreechend d'Militärpolitik nach méi vun ekonomeschen lwwerleungen ofhängeg mécht, wéi dat bis elo de Fall war. A mir hunn et schonn eng Kéier hei gesot: Wann ee sech zu engem militäresche Stützpunkt mécht, da gëtt een och eendeiteg méi zu enger militärescher Zilscheif. Dovunner ofgesinn, muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mir dat organiséieren a wat mir alles bezwecken.

Ech mengen, mir hunn och nach verschidden Depensen am Kader vun der „Alliance Ground Surveillance“, 120 Milliounen Euro, dat ass jo den Dronestreierungsprogramm, dee jo lwwerwaachunge muss maachen. An dat ass natierlech eng eminent wichteg Roll a militäreschen Operationen, fir lwwerwaachung a fir Reconnaissance ze maachen.

Dovunner ofgesinn, muss ee sech awer och d'Fro stellen, dat Dronegekrichs, wat elo gefouert gëtt, ass net grad chevaleresque. Wann een hannert dem Bildschirm sëtzt wéi bei enger Playstation quasi - et sinn der jo, déi dat scho maachen, d'Israelien, déi bombardéieren regelméisseg d'Palästinenser domadder hannert dem Bildschirm -, da gesäit een natierlech och net, wéi zerfetzt d'Kanner an d'Frae sinn. Mä soit.

Mä déi enorm Zommen, déi si jo d'Äntwert op d'Politik vun der Budgetserhéijung vun 0,4% op 0,6% fir 2020, nodeems dat esou a Wales festgeluecht gouf. An do muss een awer och soen, datt d'Amerikaner erëm eng Kéier gutt gespillt hunn. Si sous-traitéieren näamlech hir Depensen un hir europäesch Vasallen, pardon, un hir europäesch Partner.

À propos Vasallen, oder gläichwäerteg Partner, wéi dat ëmmer esou behaupt gëtt: Wësst Der, wéi een aus der NATO austrëtt? Et gëtt den Artikel 13 vun der Charta vun der NATO. Ech liesen deem eng Kéier vir, op Franséisch, well op Englesch wier et net ze lauschteren: «Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra mettre fin au Traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation.»

Et ass net de Generalsekretär zu Bréissel, oder all aner Regierung. Den Destinataire ass zu Washington.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, den Här Kartheiser...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, ech huele se herno. Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Et ass keng Fro, et ass just eng Präzisioun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Ech wollt lech net politesch eng Fro stellen, Här Wagner. Ech wollt lech just soen, dat ass konform zum Droit international public, well d'USA sinn den Depositair vum Traité de l'Atlantique nord. A wann dat elo Lëtzebuerg gewiescht wier, dann hätte se déi Lëtzebuerger Regierung missen notifizéieren. Dat ass elo net de Beweis vun der Dominanz vun den Amerikaner. Mä et ass einfach eng Fro vun der reng prozeduraler Demarche vun der Deposition vun deem Traité. Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här Kartheiser. Also d'USA sinn Depositair vun deem Traité, dat kënnen mer akteieren.

Déi zweedeiteg Attitüd vun der NATO als vermeintleche Verfechter vu Wäerter wéi Demokratie a Mënscherechter, déi léisst sech jo och nach grad gutt um Beispill vun der Tierkei gesinn. Also, et brauch een net den Här Erdoğan ze hunn, fir Mënscherechter vu sengem eegene Vollek mat de Feiss ze trëppele respektiv vu senger kurdescher Bevëlkerung. Dat hate mer och scho virdrun. Net nëmmen ënnert de kemalistesche Militärdiktaturen, mä och ënnert den Zivillregierungen, déi kemalistesch geprägt waren, ob chrëschtodemokratesch oder sozialdemokratesch, déi och gefoltert an torturéiert hunn, vill Komerode vun eis am Prinzip jo och, an d'Kurden och.

Mä dat gouf ëmmer toleréiert am Kader vun der NATO. Den NATO-Partner Tierkei, dee konnt dat maachen, soulaang en e rouege Mippche war par rapport zu den US-amerikanischen Interessen. A souwisou, Griichenland war och eng Militärdiktatur an hat kee Problem innerhalb vum NATO-Bündnis. Salazar-Portugal, déi faschistesche Diktatur, déi konnt och integréiert ginn am grouse Verfechter vun Demokratie a Mënscherechter, wat d'NATO a Wierklechkeet ass (veuillez lire: net ass).

Ech hat nach e bësse méi ze soen, mä ech mengen, Dir hutt och d'Flemm. Dofir wäert ech elo fäerdeg...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, neen, Här Wagner, pardon, mir hunn net d'Flemm, mä Är Riedzäit ass ofgelaf.

► **Une voix.** - Jo.

(Hilarité)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mä dat eent schléisst dat anert net aus, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä Dir fuert och nom Prinzip „Angriff ist die beste Verteidigung“.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Op jidde Fall wollt ech nach ofschléissen, datt mir awer als déi Lénk hoffen, datt geschwënn den Här Jean-Luc Mélenchon President vu Frankräich gëtt, well dee géif dann dem Här Trump e Brëif schreiwen, fir ze soen, datt Frankräich austrëtt. A mir hoffen, datt och déi Lëtzebuerger Regierung sech wäert richtig dorunner inspiréieren.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Statssekretärin am Ministère fir bannenzeg a baussenzeg Sécherheet, d'Madamm Francine Cloesener.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à la Defense.** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wierklech frou, datt mer déi Diskussioun haut hei am Parlament kënnen féieren iwwert d'Arméi, iwwert d'Defense an déi aktuell an och déi zukünfteg Erausfuhrderung vun eiser Sécherheets- a Verdeedegungspolitik. Et ass eng Thematik, déi lech heibannen an och vill aner Leit zu Recht interesséiert. Et ass jo och ganz normal an Zäiten, déi méi onsécher gi sinn a wou mer op nei an ënnerschiddlech Menacë musse gefaasst sinn an eis dogéint wappnen.

Vill Aspekter vun där Politik sinn hei schonn ugeschnidde ginn. Ech wäert och dorobber agoen. Ech wëll awer och no vir kucken an lech tatsäcchlech en Aperçu gi vun de Lignes directrices vun der Defense, déi esou gutt wéi fäerdeg sinn. Et ass fir d'éischte Kéier iwwerhaupt, datt esou e politesch Dokument ausgeschafft gëtt, wat déi laangfristeg Orientatiounen an Objektivier vun der Defense festleet. De finalen Text kennt den nächste Mount souwuel an de Regierungsrat wéi och an d'Chamberskommission. E soll virum Summer public gemaach ginn. An duerfir ass et gutt, datt mer haut och déi Debatt hei féieren, datt mer déi Iddien, déi vill konstruktiv Iddien, déi och haut zum Virschäi komm sinn hei am Parlament, kënnen matféisse loosson an dat finaalt Dokument.

An engems gëtt déi konkret Ëmsetzung vun deene Lignes directrices an engem Plan directeur de la Defense festgehalten, wou da ganz prezis drasteet, wéi eng Investissementer virgesi sinn, fir wéi ee Budget, wéi déi grouss Dossiere weidergefuert ginn. An dee Plan directeur gëtt regelméisseg aktualiséiert. En hëlleft bei der Planung a beim Suivi vun der Verdeedegungspolitik. Et gëtt also dat Dokument, fir Regierung a Chamber regelméisseg am Detail, transparent a strukturéiert iwwert d'Ëmsetzung vun der Defensepolitik ze informéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn zu Lëtzebuerg wuelstand a Sécherheet gewinnt. Mä dowéinst si Wuelstand a Sécherheet nach laang keng Selbstverständlechkeet! A mir eleng kënnen se net garantéieren. Fir eis Interessen effikass ze verdeedegen, ass eist Land nun eben emol op d'Zesummenaarbecht mat aneren ugewisen. An duerfir huet Lëtzebuerg sech jo och nom Zweete Weltkrich staark fir de Multilateralismus engagéiert, ass alle wichtegen internationalen Organisatiounen bäigetruewen. An duerfir profitéiert Lëtzebuerg als Member vun EU an NATO vun der Sécherheet, déi duerch d'Solidaritéit ënnerenee geschafte gouf.

Mä Solidaritéit ass kee Sens unique. Och mir müssen eise Bäitrag leeschten a Responsabilitéit iwwerhuelen, wa mer op d'Solidaritéit vun deenen anere wëllen zielen. An dat maache mer, andeems eis Arméi net just den nationalen Territoire verdeedegt, mä gemeinsam mat Truppe vun anere Membere vun der NATO an der EU och baussent eise Grenze fir eis Sécherheet suert, op Fronten, déi eis direkt oder indirekt betreffen. Dat maache mer, andeem mer eis u gemeinsame Projekte bedeelegen, un Investissementer, ouni déi eng gemeinsam Struktur net ka funktionnéieren.

Dat musse mer maachen, dat maache mer an an engems behale mer den Interessi vun eiser Arméi am A a suergen, wou et nëmme geet, fir positiv Retombéeë fir Lëtzebuerg, sief dat ekonomescher oder awer och anerer Natur. Ech kommen drop zrëck.

D'Zäite sinn also méi onsécher ginn, och an Europa, Dir wësst et. Mir gi mat neie Menacen a Gefore konfrontéiert, souwuel am Oste wéi am Süden, souwuel vu staatleche wéi och vun net staatlechen Akteuren, mat militäreschen an Terrorattacken, Cyber- an och Hybridattacken. Dat kollektiivt Sécherheetsëmfeld ass méi onberechenbar ginn. D'Welt verännert sech, d'Menacen evoluéieren, d'Technologien an d'Material entwéckele sech permanent weider. A mir kënnen do natierlech net einfach stoe bleiwen. Fir déi nei Erausfuhrderunge brauche mer eng modern an effikass Arméi an Defense.

Op EU-Niveau ënnerstëtzt Lëtzebuerg duerfir den Defensepackage, deem am Dezember 2016 ofgeseent gouf. Déi lescht Woch goufen um EU-Sommet déi éischt konkret Resultater akteiert. D'Defense vun der EU muss méi effikass, méi staark, méi kohärent mat der allgemenger EU-Politik ginn, speziell mat der Wirtschaftspolitik. Dat sinn d'Konditiounen fir méi Autonomie. An déi rezent Decisiounen - Stéchwierder ebe PESCO, CARD oder MPCC - ginn an déi richtig Richtung.

D'Verdeiwung vun der europäescher Verdeedegungspolitik ass also amgaangen. An ech wëll hei ënnersträichen, datt d'EU-Länner net op den Här Trump gewaart hunn, fir sech besser ze koordinéieren, d'Defensebudgeten eropzesetzen an nei gemeinsam Projeten ze lancéieren. Scho virum Här Trump kouw vun den USA d'Opfuhrderung un Europa, fir méi ze maachen, fir manner vun den Amerikaner ofzehänken, méi ze maachen also, fir déi eege Sécherheet ze garantéieren. Och verschidden EU-Länner fuhrderen dat.

An d'EU huet all Interêt, méi autonom ze sinn an hirer Sécherheetspolitik a muss duerfir och den néidege politesche Wëlle weisen a sech déi finanziell, capacitaire an operationell Moyene ginn. Dat si mer amgaangen ze maachen!

Den Här Trump erwaart sech vun den Europäer en „return on invest“ fir de US-amerikanischen Effort de Defense, dee bei iwwer 3,5% vum PIB läit. Den Drock, fir op 2% ze kommen, och zu Lëtzebuerg, gëtt also net méi kleng. Den Trend a puncto Effort de Defense geet no uewen.

Ech wëll awer och hei ganz kloer soen: Fir dës Regierung besteet d'Äntwert op d'Onsécherheet an d'Onstabilitéit, déi ëmmer méi zur Regel ginn, net eleng aus engem méi héije Verdeedegungsbudget. D'Politik vun den „3 D“ - Diplomatie, Développement an Defense - ass déi Politik, déi Lëtzebuerg vertritt an déi mer och an Zukunft wäerte verrieden. D'Konflikter ze bekämpfen, dat ass wuel inevitabel. Mä vill méi wichteg ass et jo, derfir ze suergen, datt et iwwerhaupt net zu Konflikter kënn. D'Prevention bleift eng absolut Prioritéit! An déi Lëtzebuerger Kooperationspolitik dréit proportionell gesinn dozou esou vill bái wéi net vill aner Länner op der Welt.

An och déi europäesch Sécherheetspolitik seet, datt d'Defense net deem eenzegsten Outil ass, fir Sécherheet ze schafen. Allerdéngs ass d'Defense awer ee vun den Outilen, déi mer hunn, fir eis Sécherheet ze garantéieren. Dat heescht eben: An d'Defense muss och investéiert ginn.

Muss duerfir elo all EU-Land an den nächste siwe Joer sän Effort de Defense eropsetzen op 2% vum PIB? Léist dat all Problemer? Ass dat realistesch? Dozou kann een e puer Saache soen.

Éischtens, den Effort de Defense ass net déi eenzeg Miesslat fir Sécherheet. Solidaritéit dréckt sech net just a statisteschen Zuelen aus. Grad wéi aner europäesch Länner och, investéiert Lëtzebuerg schonn zanter Joren immens vill Moyenen an Antiterrorismusmoosnamen, an d'Police, an d'national Resilienz an, wéi gesot, an d'Entwécklungshëllef, awer och an den Accueil vu Flüchtlingen. Dat alles si grouss Depensen, déi allegueren och der Stabilitéit an der globaler Sécherheet déngen. Dat soll, dat muss eis ugerechent ginn!

Et muss een och kucken, wat den Effort de Defense eigentlech beinhalt. Jo, Lëtzebuerg ass Leschten an der NATO, wa mer just dee Pourcentage vum PIB kucken, dee fir den Effort de Defense ass. Mä an der NATO sti mer awer och bei anere Kritäre ganz exzellent do, esou gutt wéi keen aneren! Néierens soss ass näamlech den Taux un Investissementer par rapport zum ganzen Defensebudget esou héich wéi zu Lëtzebuerg, bei iwwer 32%. D'Fuhrderung un d'Staten ass déi, datt se weinstens 20% vun hirem Effort de Defense fir Investitiounen an den Akaf vu Capacitéiten ausginn, déi d'NATO brauch. A Lëtzebuerg läit, wéi gesot, bei iwwer 30% a wäert och héich bleiwen.



Dat heescht, datt e groussen Deel vun de Sue fir utile Capacitéiten ausgi gött, déi eis hei am Land, an der EU an an der NATO feelen. Dat ass ebe bei Wäitem net fir all Land de Fall. An den USA läit de Pourcentage zum Beispill nëmme bei 25%, an der Belsch bei grad emol 2%.

Ausserdeem steet Lëtzebuerg och ganz gutt do beim Prozentsaz vu Militär, déi mer a Missiounen schécken. An dréttens muss awer och d'Effikassitéit e Kritär sinn! Déi Lëtzebuerger Defense huet sech jo eben elo nei Strukturginn, fir déi Hausse vum Effort de Defense effikass ze geréieren, wuelverstanen déi Hausse op 0,6%. A schonn eleng dat ass eng enorm Planifikatiounsarbecht, fir datt déi Investissementer pertinent sinn, fir datt se nëtzlech sinn.

Misst Lëtzebuerg awer bis 2024 säin Effort de Defense verdräifachen, wier dat kaum bis guer net machbar a scho bal onverantwortlech. Eis Arméi ka guer net esou séier wuessen! Mä och hei ass Lëtzebuerg net eleng. Eng ganz Rei vu grössere Länner soen eis méi oder manner däitlech, méi oder manner oft an de Kulissen, datt och fir si dat Zil vun 2% am Joer '24 net realistesch ass.

Nawell, an dat musse mer wëssen, wäert den Drock net ofhuelen. Enn Mee ass jo den NATO-Sommet, wou d'Statscheffe sech mam Här Trump sollen ënnerhalen. Am Moment lafen ënnert den alliierten an EU-Länner intensiv Konsultatiounen, un deene Lëtzebuerg natierlech deelhält, fir d'Positiounen fir dee Sommet ze preparéieren.

Et ass also haut nach ze fréi, fir hei eng definitiv Annonce ze maachen iwwert de Lëtzebuerger Effort de Defense bis '24. Ech wëll awer betounen, datt Lëtzebuerg weiderhin zu den Engagementer vu Wales steet: den Trend no ënne vun den Defensebudgeten ze stoppen, den Effort de Defense ze erhéien. Et ass net eng fest Obligatioun, fir op 2% am Joer '24 ze kommen. Par contre huet d'Lëtzebuerger Regierung sech fest engagéiert, fir eben national op 0,6% ze komme bis 2024.

Also nach eemol: Mir sinn eis bewosst, datt mer an Europa an och zu Lëtzebuerg an dëser Post-Brexit- a Post-Trump-Situatioun Efforte musse maachen am Sënn vun enger méi grousser Autonomie a puncto Sécherheet. Mä dat muss am Kader si vun enger realistischer Progressioun, déi mat alleguerten eise Partner ofgeschwat gött. An dat leeft.

Dann d'Fro: NATO, EU, EU-Arméi. Eng Stärkung vun der europäescher Defense ass keng Duplikatioun vun der NATO. Dat ass en Nonsense, well egal ob Member vun der EU oder vun der NATO, jiddwereen huet ëmmer nëmmen eng eenzeg Verdeedegung an eng eenzeg Arméi a kann déi net einfach esou verduebelen. D'Verdeiwung vun der europäescher Verdeedegungspolitik kann d'NATO nëmme stäerken a vice versa.

D'Bierger géifen et kaum verstoen, wa mer als Äntwert op d'Sécherheetersaafuerderung eis Mëttel net besser géifen asetzen. Mir musse se onbedéngt op eng complementaire Aart a Weis ouni double Emploi notzen. A wa vun EU-Beméiungen am Beräich vun de Capacitéite rieds geet, kann et sech och nëmmen ëm déi handeln, déi souwuel an EU-Missiounen wéi och an der NATO zum Asaz komme kënnen. Eng besser strukturéiert Planung an der EU an d'Kohärenz mat eisen Engagementer am Kader vun der NATO-Planung, der NDPP, soll dozou bädroen.

Dat bréngt mech, wéi gesot, zum Sujet och vun enger EU-Arméi. Ëmmer erëm kënnst déi Fro jo op. Ob een derfir ass oder dergéint, hänkt eigentlech dovun of, wat een dorënner versteet. Wéi gesot, all Land huet jo just eng Arméi. Et geet also net drëm, op där enger Säit eng NATO-Arméi a parallell eng EU-Arméi opzesetzen. Et gött och keng NATO-Arméi als solch, och haut net! Wann d'NATO zum Beispill a Litauen deployéiert, wéi dat am Kader vun der „Enhanced Forward Presence“ de Fall ass, da sinn et jo net eegen NATO-Truppen, déi dohinnerginn, mä eng Zesummesetzung vun Truppe vun NATO-Länner. Dat ass och bei EU-Operatiounen de Fall, bei de „Battlegroups“. Mir gesinn also kee Bedarf an denken och net, datt et tel quel machbar wier, fir eng EU-Arméi opzustellen, déi als Ganzst misst geréiert ginn. Mir solle vill méi kucken, wat eis Ziler sinn, näamlech datt d'EU weider gemeinsam Operatiounen féiert, wéi zum Beispill am Mali, an der RCA oder am Mëttelmier, datt eis Arméien derfir och dat néidegt Equipement hunn, datt de politesche Wëllen do ass, fir dat ze maachen.

Mir sinn amgaangen, an all deenen Domänen d'EU-Defense ze stäerken, domadder d'EU-Ar-

méien. Ech rappeléieren, datt d'militäresch Operatiounen vun der EU just ausserhalb vum Territoire vun der EU kënnen stattfannen. Um europäeschen Territoire mécht d'EU awer den zivilen Deel vun der europäescher Verdeedegung, wéi zum Beispill an der EUNAVFOR MED, déi eben eng zivil Operatioun ass mat militäresche Moyenen.

D'Stärkung vun der NATO huet och e positiven Effet op d'Europäesch Unioun an op hir Capacitéiten, déi mer am Kader vun der NATO entwéckelen. Déi gi jo och national an am Kader vun der EU benotzt. Wéi wichteg déi transatlantesch Partnerschaft an d'Verdeiwung vun der Zesummenaarbecht tëscht der EU an der NATO sinn, beleechen déi gemeinsam Deklaratiounen vu Warschau vum 8. Juli, d'Deklaratioun vun den NATO-Ausseministere an d'Konklusiounen vum EU-Conseil vum 6. Dezember d'lescht Joer. D'NATO huet also weiderhin eng zentral Roll fir Lëtzebuerg, well se an Europa verantwortlech ass fir déi kollektiv territorial Verdeedegung vun den Alliierten.

Wat bezilt Lëtzebuerg dann elo un d'NATO? Bon, beim finanzielle Volet vun eiser NATO-Memberschaft, do musse mer ënnerscheeden tëscht engersäits der Contribution directe an der Contribution indirecte. D'Contribution directe, dat ass de sougenannten „common funded budget“, an dee couvriert d'Käschte vun deem, wat sämtleche Memberen zeguttkënn, wéi zum Beispill „Command and Control“ vun der NATO.

D'national Kontributiounen ginn no engem Verdeedungsschlëssel, deem un RNB baséiert, gerechent an all Joer aktualiséiert. Am Fall vu Lëtzebuerg ass dee Schlëssel bei 0,15% vum Budget commun. Dat ass fir Lëtzebuerg e Montant vun 3,76 Milliounen Euro bei engem NATO-Gesamtbudget vun 2,3 Milliarden Euro. Dee Budget besteet aus engem Volet civil, haaptsächlech dat internationalt Sekretariat, engem Volet militaire an dem NSIP („NATO Security Investment Programme“), deem déi gemeinsam benotzten Infrastrukturen innerhalb vun den alliierte Länner couvriert, zum Beispill d'Radaren.

D'Contribution indirecte par contre, déi ass natierlech vill méi héich a couvriert sämtlech Käschten, déi Lëtzebuerg direkt dréit, wann eist Land fir d'NATO eppes mécht, dat heescht d'Paen, d'Material, d'Deployementer, d'Modernisatioun vum Charroi, d'Formatioun an esou weider fir eben NATO-Missiounen wéi zum Beispill KFOR. D'Käschte fir d'NATO-Asätz belafe sech dëst Joer fir eis Auslandsmissiounen op 4.074.000 Euro. Dorënner ass d'VJTF, natierlech och d'„Enhanced Forward Presence“, de Kosovo, d'KFOR, an an Afghanistan d'„Resolute Support“-Missioun.

Wat elo méi spezifesch déi Fro ugeet vun der Modernisatioun vum Charroi, do sinn d'lescht Joer eng ganz Rei vun neien Acquisitiounen gemaach ginn. Déi waren néideg, fir eis eben un deene Missiounen a Litauen ze bedeelegen. D'Chamber ass doriwwer jo informéiert ginn, datt Lëtzebuerg am Kader vun de Mesurë fir „Reinsurance“ am Oste vun Europa un der „Very High Readiness Joint Task Force“ an un der „Enhanced Forward Presence“ a Litauen deelhält. Dat sinn Deployementer vun alliierten Truppen, déi et duerch eng Rotatioun erlaben, datt eng permanent NATO-Präsenz an deenen ëstleche Länner garantéiert ass, déi kéint reagéieren an och direkt an den Asaz goen am Fall vun enger Aggressioun.

Lëtzebuerg bedeelegt sech 2017 un der eFP an ab 2018 un der VJTF, all Kéiers a Litauen ënner däitschem Kommando. An dann ass et jo och nëmme selbstverständlech, datt d'Equipementer fir déi Asätz müssen op der Héicht sinn. Dat heescht, et muss genuch Material do sinn, et muss dat richteg Material do sinn, fir eng ganz Kompanie ze deployéieren. Duerfir ass decidéiert ginn, bis 2018 eng ganz Rei vun Equipementer ze kafen, adaptéiert Wanterkleedung notament, fir a Litauen ze goen, 15 gepanzert Ween - Unimoggen, fir d'Experten ënnerlech -, Radioen, Waffen. Vun 2016 bis 2018 hu mer an deem Kontext e Gesamtmontant vu 45 Milliounen Euro virgesinn, fir datt de Charroi modern ass, adaptabel an interoperabel bleift a virun allem eisen Truppen, eise Leit dohanne Sécherheet garantéiert. D'Sécherheet vun eise Leit a sämtleche Missiounen ass déi alleréischte Prioritéit, dat versteet sech vum selwen!

D'Fro vun de Jeepen: Neen, mir kafe se net. Eis Hummere, déi decken de Moment eise Besoin of. A wat och déi Equipementer ugeet am Kontext „soldat du futur“, mir hunn deen Equipement nach net, well mer dat ebe mat der Belsch a mat den Hollänner wëllen zesumme maachen, an dat ass nach net definitiv ofgeschloss.

Wéi gesot, an eiser Peripherie ass e Bou vun Onsicherheit an Onstabilitéit entstanen, deem eis virun nei Defie stellt. Mir gesi véier Kategorien vun Erausfuereungen: éischtens, de

Kampf géint den Terrorismus, deen och zwee Voleten huet, en nationalen an en internationalen.

Deen nationale Volet: Dir kennt den „Vigilnat“, den nationale Plang, dee bei enger Terrorattack géint Lëtzebuerg aktivéiert gött. Den „Vigilnat“ gouf ënnert der Leedung vum HCPN ausgeschafft an definéiert déi verschidden Tächen, déi déi staatlech Organer, d'Verwaltungen an d'Servicer am Kader vun der Terrorismusbekämpfung op eisem Territoire erfëlle müssen.

Hei am Land ass d'Arméi net fir de Kampf géint den Terrorismus zoustänneg, si ass eng Capacité d'appui. Si huet am Kader vum „Vigilnat“ prezis Aufgaben a Verplichtungen, déi se erfëlle muss, déi se erfëlle wäert, sou wéi d'Arméi dat och während dem Exercice den 23. Januar gewisen huet. Do gouf jo eng Terrorattack simuléiert.

Am Fall vun esou enger Alerte muss d'Arméi also eng gewëssen Zuel u Militär zur Verfügung stellen. An d'Arméi huet dat och esou geplangt, datt se zu all Moment capabel ass, fir dat ze maachen, fir déi Leit zur Verfügung ze stellen - a wann néideg och nach méi. An dat ass de Fall! Well mir wësse jo och, eng Rei vun eise Leit waren de leschte Summer an Auslandsmissiounen, an déi séier Hëllef, déi am lernzdall konnt geleescht gi bei den lwwerschwemmungen, weist jo awer, datt d'Zaldoten ëmmer prett si fir en nationalen Asaz.

Am Kader vum „Vigilnat“ schaffen Defense a Police schonn zesummen, awer och schafft d'Arméi zesumme mat der Douane, mat der Santé, alles ënnert der Obhut vum HCPN. D'Arméi trainéiert och ganz konkret an deem Kader mat der Police.

Et gött awer och an anere Kaderen eng Zesummenaarbecht mat anere Verwaltungen. D'Arméi an d'Direction de la Defense sinn alle béid och Member vum Conseil supérieur de la protection nationale. Da siegéiert d'Defense och am „Cyberboard“ an d'Arméi an d'Direction de la Defense treffe sech och regelméisseg mat der Direction politique vum Ausseministère a mat den internationale Representatiounen bei EU a NATO, fir ebe verdeedegungspolitesch Froen ze beschwätzen, awer och fir Kohärenz ze schafen.

Wat dann den internationale Volet ugeet vum Kampf géint den Terrorismus: D'NATO huet d'Terrorismusbekämpfung als solch net an hirem Mandat. Dat ass net eng Tache fir Defense oder Militär, mä d'Verantwortung vun all eenzelnem Stat. NATO an EU leeden awer Operatiounen, fir géint Krisen ze kämpfen, déi duerch Terrorismus bedéngt sinn, un deene Lëtzebuerg natierlech och deelhält. Beispill: „Training Mission“ am Mali, „Resolute Support“ an Afghanistan, awer och déi finanziell Kontributiounen, déi mer leeschten, an d'Programmer, fir méi moderéiert Länner ze ënnerstëtzen. Tunesien oder Jordanien, dat kennt Der.

Egal ob et sech elo ëm EU- oder NATO-Missiounen handelt, si sollen ëmmer am Kader si vun enger globaler Sécherheetspolitik, ebe Stéchwuert 3 D, an och zur Stabilisatioun bäidroen.

Lëtzebuerg hält och deel un den EU-„Battlegroups“, déi och fir d'EU „on call“ sinn, falls eng Kris géif ausbriechen. Déi nächste Kéier, wou d'Lëtzebuerger Arméi beim „Battlegroup“ matmécht ass iwwregens 2018. Wéi gesot, d'Terrorismusbekämpfung: éischt grouss Erausfuereung.

Déi zweet ass d'Defense collective, also déi gemeinsam Verdeedegung am Sënn vum Artikel 5 vum NATO-Vertrag als Dissuasiounsmëttel virun Attacken op den Territoire vun den Alliierten. Den Artikel 5 ass zwar wuel net declenchéiert ginn, mä d'NATO muss awer zu all Moment esou opgestallt sinn, datt se direkt ka reagéieren, falls eng Aggressioun kéim. D'Reassurance an d'Dissuasioun am Oste sinn an deem Kontext ze gesinn a ginn, wéi gesot, illustriert duerch d'VJTF a vun dësem Joer un och vun der eFP, wat eben deemno an Emdenken an och eng Emorganisatioun bei der Arméi mat sech bréngt, déi an deem Sënn muss plangen an hir Truppen opstellen.

Drëtten Defi: d'Stabilisatioun post-conflict. Et geet drëm, de Partner am Süden awer och am Mëttleren Orient zur Säit ze stoen an hiren Efforten, fir hiert Land an hir Regioun mat eegene Mëttel erëm ze stabiliséieren, den Neesopbau ze erméiglechen. Dozou gehéiere Formatiounen, Infrastrukturen, Equipementer. Ouni dat kéinten déi wirklech dacks ganz haart erkämpfte Fortschréitter iwwerhaupt net oprechterhale ginn. A fir déi Mesure gött et souwuel op Niveau vun der EU wéi och der NATO Konzepter, vun deene mir fervent Supporter sinn a se och finanziell ënnerstëtzen.

An dann déi véiert Erausfuereung - dovunner hu mer de Mëttlen och scho vill héieren -: Cyber- an Hybridmenacen. Och am Domän Cyber steet d'Defense awer net un éischter Rei. Et

gëtt eng national Cyberstrategie, an d'Arméi, déi zwee Cyberexperten agestallt huet, këmmert sech eben ëm dee Volet Defense vun där Strategie. Dat heescht, dass och d'Arméi muss hir Reseae viru Cyberattacke schützen. D'Defense suivéiert och déi Dossieren an deenen internationale Gremien.

Eis Cyber Defence ass awer, an dat ass, mengen ech, ganz wichteg, passiv. Dat heescht, mir stellen eis net op, fir cyberméisseg unzegräifen, mä mir müssen awer an der Lag sinn, Ugrëffer ofzewieren.

Cyber ass een Domän, deen ëmmer méi wichteg gött. Dat sinn d'Konflikter vun der Zukunft. A grad fir Lëtzebuerg si Cyber- an Hybridattacke geféierlech, well eis Economie zu engem ganz groussen Deel op ICT, Kommunikatioun, Datebanken a Satellitte berout. Esou Menacé sinn transversal, an duerfir muss d'Arméi sech nei Profiller ginn an nei Capacitéiten entwéckelen. Dat ass inevitabel.

Dann, wat d'Participatioun un Auslandsmissiounen ueget, op déi ech nach kuerz wëll agoen: Mir huelen och an Zukunft dorunner deel. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg net just ee Land ass, wat Suen huet a Saache keeft, mä dass et seng Solidaritéit och mat enger physecher Präsenz vun eise Militär am Ausland ënner Beweis stellt. An der Planung kuckt d'Arméi awer och an engems, datt Auslandsmissiounen ëmmer am Equilibre bleiwe mat der Missioun heiheem.

Natierlech kéint Lëtzebuerg wéi all aner Land op der Welt bei engem grösseren Tëscheffall kuerzzäitig iwwerfuert sinn. Dat war jo och de Fall a Frankräich nom 11. November 2015. An duerfir huet Paräis jo och den Artikel 42 (7) vum Lissabon-Vertrag invoquéiert, fir Hëllef vun den EU-Memberstaten ze kréien. An ob dat e grousst Land ass oder e klengt, jiddweree kann emol op d'Solidaritéit vu senger Partner ugewise sinn. An esou engem Fall ass et da wirklech net auszuschléissen, datt eis Truppen aus dem Ausland op Lëtzebuerg zrëckgeruff ginn.

Am Moment ass Lëtzebuerg op enger ganzer Rei vu Plazen engagéiert: am Mali mat zwee Leit, am Kosovo mat 23 Militär, an Afghanistan ass een Demineur, an a Litauen waren elo grad véier Militärexperten dohannen, fir der multinationaler Brigad ze hëllefen, d'Satellitentechnik opzerrichten. An am zweete Semester ginn dann 22 Militär a Litauen; dat ass en Transportpeloton. An dann ass et jo och esou, dass mer am Mëttelmier en Observationsflieger stellen am PPP mat enger privater Firma, fir eben d'Flüchtlingsstréim ze observéieren. Opgrond dovunner si schonn Dausende vu Leit gerett ginn.

D'EFP ass och e gutt Beispill derfir - an ech hunn et scho gesot -, datt eis Auslandsmissiounen sech änneren. An de leschte Jore louch den Akzent op den OMPen: Opérations de maintien de la paix. Elo allerdéngs steet, wéi gesot, erëm d'Defense collective am Vierdergrond als Äntwert op d'Instabilitéit am Osten an am Süden.

Déi Deployementer a Litauen, dat sinn net einfach Exercicer. Si sinn eng operationell „advanced presence“. Dat heescht, déi Truppen, déi do sinn, müssen an alleréischter Linn reagéieren, wann et zu engem Virfall kéim. An d'Regierung freet dowéinst och ëmmer explizit fir déi Asätz den Aval vum Regierungsrat a vun der Chamberskommissioun. Mir sinn och amgaangen, déi Revisioun vum OMPs-Gesetz ze finaliséieren. Et geet jo drëm, fir dat Konzept ebe vun deenen Auslandsmissiounen méi breet ze definéieren, fir eben deen neien Typ vun Deployementer mat ze couvriieren.

Mir wäerten och der Chamber proposéieren, fir déi Prozedur méi einfach, méi kuerz ze maachen. De Projet de loi gött an den nächste Méint deposéiert. En ass scho laang färdig. Am Dezember hu mir eigentlech eis Aarbechten ofgeschloss. Du koumen awer nach statutaresch Revendicatiounen derbäi vun de Gewerkschaften, deene mer wollte Rechnung droen. An elo waarde mer nach op den Avis vun der Fonction publique. An dann hoffe mer, dass mer ganz geschwé kënnen domadder heihin kommen.

Wéinst där néideger Reorientéierung vun eisen Deployementer, hu mer dann awer och decidéiert, eis Bedeelegung un der KFOR-Missioun am Kosovo am Oktober zu Enn ze bréngen, no 17 Joer Präsenz an 52 Kontingenten. Mir hanterloossen am Kosovo eng besser Situatioun wéi déi, déi mer 2001 fonnt hunn. Lëtzebuerg verschwénnt awer net ganz aus dem Kosovo, well eis Entwécklungshëllef geet intensiv weider. An d'Defense kuckt och, wéi se der KFOR an dem Kosovo weiderhi finanziell kann hëllefen. Ech proposéieren, fir doriwwer an den nächste Wochen eng Kéier e Bilan ze maachen, e Bilan ze zéien an der Chamberskommissioun vun eise Asaz am Kosovo.



Da goufen de Mëtten eng ganz Rei vu Froe gestallt iwwert d'Organisatioun vun der Arméi, hir Entwécklung, hir Personalpolitik. A wéinst deenen Defien, déi mer opgezielt hunn, huet déi intern Entwécklung vun der Arméi an Defense effektiv eng kruzial Bedeitung.

Dir wësst, datt am September en neien Organigramm fir d'Defense ugehall ginn ass. Domadder ass d'Restrukturéierung vun der Arméi, déi zënter 2007 jo amgaangen ass, ofgeschloss. Et geet drëm, datt d'Arméi den aktuellen an neien Aufgaben a Missiounen ka gerecht ginn, datt et eng besser Koordinatioun gëtt tëscht dem Politischen an dem Militäreschen, andeems d'Direction de la Defense an d'Arméi permanent Strukturen opbauen, fir den Dialog an d'Prise de décision ze verbesseren.

An déi Synergie gëtt dann nach emol richteg besser, wann effektiv och een Deel vum État-major mat der Direction de la Defense och physesch ënner engem Daach zesummesetzt. Firwat ass dat nach net geschitt? Ma well mer déi organisatiounell Neioptstellung gebraucht hunn, den Organigramm also gebraucht hunn, fir ze wëssen, wéi eng Leit da mat wéi engen aneren, mat wéi enge Fonctiounen Kolocatairë ginn. Am Moment siche mer nach no engem adequate Gebai, wat genuch Plaz huet fir all déi Leit a wat awer och de Sécherheetsnormen entsprécht, déi d'Defense brauch. Dat ass awer och an der Planung.

Deen neien Organigramm gesäit jo dann och vir, datt den État-major reorganiséiert gëtt, fir datt d'Arméi nach méi effikass funktionnéiert, eben och am Sënn vum Rapport Fischbach. Deen Deel vum État-major, dee sech ëm déi strategesch Dossiere këmmert wéi Planifikatioun, déi international Relatiounen, de Contrôle, deen Deel kënnst also op déi gemeinsamen Adress mat der Direktioun vun der Defense. An deen aneren Deel vum État-major geet op den Härebiere, fir mat deem operationellen Deel eben zesummenzeschaffen an Doublicatiounen ze verhënneren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Francine Closerer**, *Secrétaire d'État à la Defense.* - Déi nei Strukturen, déi setzen dann och déi Lignes directrices vun der Defense ëm.

Eent muss een awer do derbäi ganz kloer soen: Een Organigramm ass, fir unzefänken, ee Bild. E muss ëmgesat a mat Liewe gefëllt ginn. Den Organigramm stellt een Zil duer. Eng Zilorganisiatioun, op déi mer mussen histeieren. Momentan huet d'Arméi nach net genuch Leit, fir all déi Posten ze besetzen, déi deen Organigramm virgesäit; wéi gesot, wat en Zil ass.

Ab September fänkt Arméi un, op Basis vum neien Organigramm ze schaffen. Parallell muss mer rekrutéieren, reorganiséieren. Do besteet absolutt guer keen Zweifel drun.

Mir hunn och elo déi zweet Phas vun der Consultance ugefaangen, déi eis ebe soll hëllefen, deen neien Organigramm um prakteschen Niveau ëmzesetzen, kloer Definitioun vun Tachen a Prozeduren, Moderniséierung vun der Informatik, Definitioun vun enger globaler Stratégie de recrutement, déi eis weist, wéi vill Leit mer brauchen, mat wéi enge Profiller, op wéi enger Plaz an och, op wéi eng Manéier se kënnen rekrutéiert ginn.

Bis Enn 2017 ass déi Stratégie de recrutement fäerdeg mat engem konkrete Plang, fir kuerz-, mëttel- a laangfristeg an der Arméi ze rekrutéieren. Wuel gouf scho viles gemaach an ech si friu, dass Der och de Bureau d'information ënnerstëtzt, och d'COPRAL-Coursë loosse sech ganz gutt un. Dat ass gutt a wichteg, well dee soziale Rôle vun der Arméi eng Prioritéit bleift.

Mä d'Arméi brauch awer net nëmmen déi Fräiwëlleg. Si brauch och Beruffszaldoten, fir d'Soldats volontaires ze encadréieren. Se brauch Leit fir den État-major, fir d'Capacités ze geréieren. An anere Wieder: Mir mussen an all eenzel Carrière rekrutéieren. An duerfir muss mer elo nei Weeër goen. Mir wëllen d'Arméi nach méi attraktiv maachen duerch nei Carrièren, nei Beruffer, méi Beruffsperspektiven, fir dass ëmmer méi Jonker Loscht kréien, an d'Arméi ze kommen an och do ze bleiwen.

Mir hunn eng ganz Partie Iddien haut de Mëtten hei héieren. Mir wäerten eis awer och un innovative Modeller am Ausland inspiréieren. Mir mussen och iwwerleeën, wou Netlëtzeburger kënnen agesat ginn. Mir mussen eis Kommunikatioun iwwerdenken. An et ass ganz richteg, dass mer e gudden Strapp méi mussen op déi sozial Medie setzen. An och Aspekter wéi den Equilibre tëscht Beruff a Famill si keen Tabu, am Géigendeel. Mir wëllen effektiv méi Fraen encouragéieren, de Wee an d'Arméi anzuschloen. An der Direction de la Defense melle sech ganz vill Fraen op vakant Posten. An duerfir ass et natierlech och sënnvoll, dass mer dat och an der Arméi fërderen.

Et gëtt awer och nach eng aner interessant Pist. Leit, déi an der Arméi ausgebild ginn, an duerno zréck an dat zivillt Liewe ginn, hu Kompetenzen, déi och duerno kënnen fir d'Defense genotzt ginn. Emgedréit: Et gëtt um zivilen Aarbechtsmaart Leit mat Kompetenzen, déi och kënnen militäresch interessant an nützlich sinn, zum Beispill Dokter, Infirmieren, Techniker an esou weider. Mir denken drun, eng Zort Service de disponibilité national ze grënnen; also ee Pool vu Leit aus der Zivillgesellschaft, op déi een am Fall vun enger Kris kéint zréckgräifen, déi der Arméi kéinten zur Hëllef kommen. Nach gëtt et kee prezise Modell oder Modalitéiten. Et ass, wéi gesot, eng Pist, déi awer ganz interessant schéngt an déi mer wëlle studéieren.

Ee Wuert nach zu den Debouchéen. Et ass natierlech wichteg, dass mer d'Arméi attraktiv halen. An dat geet eben och iwwert d'Debouchéen. Ech muss awer och nach eng Kéier rapeléieren: Am Moment a schonn zimlech laang läit den Taux de reconversion tëscht 90 a 95%. Dat heescht, quasi jiddwereen, deen als Soldat volontaire an der Arméi war, kritt herno no engem Joer oder méi eng Aarbechtsrekonversion, eng Aarbechtsplaz.

Den Droit d'exclusivité gouf ofgeschafft vun der Fonction publique, well d'Verwaltungen direkt zum Deel wëlle rekrutéieren. Duerfir hu mer eben och nach méi Efforte gemaach an der Rekonversion. Mir hu Partneriaten gemaach mat Verwaltungen, fir geziilt op hir Besoinen anzegoen, fir geziilt Zaldoten ze fannen, zum Beispill ebe mat der ASS, mat dem Centre de rétention, oder och nach, fir Huissieren anzustellen.

Jiddefalls wëlle mer, wéi gesot, um Enn vum Joer e kloert Bild hunn iwwert dee ganze Rekrutement. Mir ginn awer scho virdrun an den nächste Méint an der Regierungsrot mat deenen éischte Rekrutementen, déi mer direkt musse maachen. Mä et ass awer och net eleng d'Arméi, déi dat richteg Personal brauch.

Eis Defense politique gëtt jo am Numm vum Minister a vun der Stassekretärin an der Direktioun gemaach, an der Direction de la Defense. D'Planifikatioun an d'Gestioun vun deene wierklech groussen Investissementsprogrammer gëtt do geleet. D'Projete ginn ëmmer méi komplex. Si ginn technesch ëmmer méi anspruchsvoll. D'Direktioun huet schonn ugefaangen, méi spezialiséiert Personal anzustellen, mä mir stellen eis awer d'Fro, ob et net Sënn géif maachen, eng Agence nationale de l'investissement capacitaire ze grënnen, also eng Agence e weéneq nom Modell vu Lux-Development, déi ënnert der Leedung vun der Direction de la Defense géif Spezialisten a Projectmanager astellen, fir déi grouss Programmer ze entwéckelen.

Parallell schaffe mer awer och un der Adaptatioun vun de legislativen a reglementareschen Texten, inklusiv fir se un déi nei Virgawe vum Beamtegesetz ze adaptéieren. Dat gëtt an aller Transparenz am Kader vun enger regelméisseger Quadripartite tëscht Direction de la Defense, État-major a Syndikater negociéiert.

D'Hauptdossiere sinn d'Loi organisation militaire. Mir adaptéieren dat Gesetz un déi nei Gegebenheete vum Fonctionnairesstatut, prezisiéieren verschidde Punkten, déi en ligne si mat der Defense vun der Zukunft. An dat Gesetz gëtt dës Joer deposéiert.

D'OMP-Gesetz, hunn ech scho gesot, do si mer fäerdeg. Mir waarden nach op en Avis. Da gëtt dat direkt deposéiert. Mir schaffen och un engem modernen Disziplinargesetz. Dat kënnst, mä mir hunn eben dem Kadergesetz Prioritéit ginn. Awer dat kënnst och.

Mir hunn zesumme mat de Gewerkschaften an dem État-major un enger Erneuerung vum Statut vun de Soldats volontaires geschafft. D'Negociatiounen sinn ofgeschloss. Den Text geet deemnächst an de Regierungsrout.

Mir hunn e Régime de travail vun der Militärmusek ausgeschafft. Och dat war e wichteg Punkt, deen huet misse gekläert ginn. An och dat läit am Moment beim Statsrot.

Dann hu mer de Statut vun den Offizéier adaptéiert, fir den neie Profiller, déi gesicht ginn, gerecht ze ginn. Och dat läit beim Statsrot.

An dernieft wäerte mer nach d'Reglementer iwwert d'Remuneratioun vun de Volontairen op de Leescht huelen, an dobäi wéi ëmmer mat der Arméi an de Gewerkschaften enk zesummeschaffen.

A mir schaffen och drun, an dat ass jo och ugeklongen, fir de Militärdéngscht fir déi Fräiwëlleg ze verlängeren, och d'Rekonversion. Et muss een do awer oppassen, datt een net ze vill ee laange Service decidéiert, well dat ass och net am Sënn vun enger attraktiver Arméi oder vun enger méi attraktiver Arméi. Also, do gëtt et schonn e Spagat ze maachen, mä do si mer amgaangen, dat ze finaliséieren.

An da gi jo d'Infrastrukture vun der Arméi verbessert. Eis Kasäre sinn al. An et ass nëmme richteg, datt eise Militär uerdentlech Infrastrukturen zur Verfügung kritt, fir ze schaffen, fir ze trainéieren. Effektiv wäerten déi ganz Renovationsaarbechten eiser lokaler Économie zueguttommen. Et ass e grouss Chantier fir eis Handwerksbetriber. Wat déi Aarbechten do ugeet, huet d'Arméi hir Besoinen definéiert. An dat baulecht Ëmsetze vun deem ganze Plan de rénovation gëtt jo vum MDDI gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen also eng Defense a mir brauchen eng Arméi. Wéinst dem Effort de Defense, dee substanzuell eropgeet, muss mer eis iwwerleeën, wéi a wou mer déi Sue sënnvoll ausginn. Menaceren evoluéieren, Technologien evoluéieren, eist Land evoluéiert. Wann eis Defense an eis Arméi solle pertinent bleiwen, da mussen och si sech entwéckelen.

An de Moment ass dee richtegen, fir iwwert d'Entwécklung vun eiser Defense politique a vun eiser Arméi nozedenken. Mir kënnen déi Suen natierlech einfach a grouss international Programmer erabezuelen, wéi dat an der Vergaangenheet dacks gemaach ginn ass a wou et net onbedéngt e Lien gouf mat Lëtzebuerg, oder mer kënnen déi Suen hei zu Lëtzebuerg investéieren a Programmer, a Projeten, déi effektiv eppes mat eise Land ze dinn hunn, an engems awer och mat der Iwwerleeung, datt awer och eis Arméi eppes dovunner huet, datt se ka Kompetenzen opbauen, datt se ka wuessen, an durable Synergie mam Privatsécteur agoen. An duerfir brauche mer déi néideg Strukturen, fir dat effikass ze maachen.

An deem Kader ginn et am Fong eng Rei Prinzipien, déi eis wichteg sinn.

Éischtens, wéi gesot, mir wëllen esou eisen Effort de Defense investéieren, datt en utile ass am Kader vun EU an NATO, eiser Arméi zueguttkennt, an eben och positiv Retombée fir eist Land huet.

Zweetens sollen Defense an Arméi eise Land gläichen, d'Valeur vun eise Land verrieden. Also Zouverlässigkeet, Dynamik an Oppenheet sinn déi grouss Valeur vun eise Land. An engems soll se awer och op der Héicht sinn, wat Technologien, Innovatioun a Kommunikatioun ugeet.

An dann drëtzens: Den Typ vum Equipement, an dee mer wëllen investéieren, brauch nei Kompetenzen. Mir brauche méi Leit, dat stëmmt, mä mir brauchen awer och aner Profiller.

Véiertens, de Rôle social vun der Arméi ass a bleift eng Prioritéit fir eist Land a muss preservéiert a virun allem och developéiert ginn.

Alles schéin a gutt. Wat heescht dat elo konkret? Als Alleréischst suerge mer derfir, datt all Zaldot, all Militär fir säin Alldag a seng Asätz dat néidegt Basismaterial huet. An ech weess, datt de SPAL, op deem säin Avis ech ganz vill Wäert leeën, en Tour gedréit huet duerch d'Fraktiounen, obwuel mer jo an der Quadripartite alles beschwat hunn a weider eigentlech och keng Reklamatiounen komm sinn. Mir sinn eigentlech souversichtlech, datt jiddwereen dat huet oder kritt, wat e brauch.

D'Gewierer sinn effektiv schonn 20 Joer all, mä se gi regelméisseg getest, se bleiwe prezis, zouverlässig. D'Gilets pare-balles entsprechen den aktuellen Normen, absolutt. An och d'Nuechtiichtgeräter gi vun der NSPA inspizéiert an als konform erkläert.

Wéi gesot, et ass eis wichteg, et ass immens wichteg, datt d'Basismaterial klappt, datt eis Leit gutt équipéiert sinn. A mir wäerten alles derfir maachen, datt dat och esou ass.

Mir hunn och esou geplangt, datt d'Arméi an d'Defense déi néideg Moyenen hunn, fir d'Engagementen ze honoréieren, déi mer scho geholl hunn am Kader vun der NATO. Mir mussen awer elo méi wäit kucken. An duerfir definéiere mer an de Lignes directrices eng Evolutioun bis 2025 an doriwwer eraus.

Mir wëllen an der Arméi deen traditionelle Rôle vun der Reconnaissance ausbauen a konsequent op nei Technologie goen, doranner investéieren. Dësen traditionelle Rôle vun der militärescher Opklärung gëtt haut definéiert als den ISR-Beräich. ISR steet fir „Intelligence“, „Surveillance“ an „Reconnaissance“.

An anere Wieder ass dat d'Missioun, fir Informatiounen ze sammelen iwwert d'Ëmfeld, an deem eng Trupp am Asaz ass. Déi Informatiounen betreffen d'Geforen an deem Ëmfeld. Et ass also eng Missioun, déi den Zaldot schützt.

Déi Technologie, ëm déi et hei notament geet, ass déi vun den Dronen. Fréier ass mat der Spektiv gekuckt ginn. Haut gëtt mat der Dron gekuckt. D'Missioun ass déiselwech, d'Technologie huet evoluéiert. Drone ginn zum Beispill agesat iwwert dem Mëttelmier, fir Flüchtlingsstréim a Schlepperbanden ze iwwer-

waachen. Drone sinn agesat ginn iwwert dem Flughaf vu Kabul, wou Lëtzeburger Zaldoten stationéiert waren, fir eben dee ganze Perimeter vum Flughafen ze iwwerwaachen am Sënn vun der Protektioun vun den Zaldoten.

Iwwert deen Asaz vun den Drone gëtt kontrovers diskutéiert. Duerfir wëll ech och direkt ganz daitlech nach emol betounen, datt dës Regierung Dronen nëmmen an exklusiv fir d'Iwwerwaachung, fir d'Observatioun wäert asetzen. Déi Dronen, déi mer kafen, sinn also keng bewaffnet Dronen. Si gi benotzt, fir Informatiounen ze sammelen iwwer eng bestëmmte Situatioun an engem internationale Kader an also strikt ënner nationalem Recht.

Ech wëll awer och betounen, datt déi technologesch Entwécklung, déi mer mussen agoen, déi sougenannte Capacité de soutien net a Fro stellt, déi d'Arméi zur Verfügung stellt. Waasseropbereedung, Deminage, Dekontaminatioun: Och dat wäert weiderhin esou gemaach ginn, wéi mer dat haut maachen; eventuell souguer nach e bësse méi.

Déi zweet grouss Entwécklung concernéiert effektiv d'Composante aérienne vun der Arméi. Déi gëtt ausgebaut, an zwar an de Beräicher Transport, Évacuation médicale an Observatioun. D'Composante aérienne vun der Arméi gëtt et scho laang, zanter dem Gesetz vun 2007. Si limitéiert sech jo haut awer haaptsächlech op den A400M, dee mer nach net hunn. Dobäi gëtt et jo awer zu Lëtzebuerg ganz vill Know-how, vill Savoir-faire an deem Beräich. Stéchuert Cargolux, fir nëmmen déi ze nennen.

Duerfir mécht et och Sënn, datt d'Arméi sech an deem Domän weiterentwéckelt. Mir ginn eng Etüd an Opdrag, fir ee Gesamtkonzept auszeschaffen. Doranner gesi mer zum Beispill een Helikopterprogramm vir, virun allem fir Evacuatiounen médicales ze maachen. Dorobber ginn ech elo gläich nach an. An deem Kontext denke mer och un e Partenariat tëscht Stat a Privatsécteur, fir ënnert der Leedung vum Stat eng Capacitéit vun Observation aérienne opzebauen. Dës Capacitéite kéinten zum Beispill och an engem maritime Kontext agesat ginn, well mer jo zu Lëtzebuerg och ee Pavillon maritime hunn, dee muss protégéiert ginn.

Dat Ganzt, also déi nei Demarchen am Beräich Composante aérienne, gëtt ee Konzept mat ganz ville Facetten. Mir kënnen d'Projeten eleng maachen oder mat Partner. Mir denken un d'Formatioun vu méi militäreschem Fluchpersonal. Mir envisagéieren eng physesch militäresch Präsenz um Findel, wou de Stationnement an d'Maintenance kënnen gemaach ginn a wou sech Opportunitéite bidden, fir mat Lëtzeburger Akteuren zesummenzeschaffen, zum Beispill mam Findel, mat enger Air Rescue, mat enger Luxaviation, mat der Cargolux, der SES oder aneren.

Een aneren ambitiöse Projet ass dee vun der Médecine militaire. All militäresche Kontingent, deen an den Asaz geet, soll vun enger medezinnescher Equipp begleet an ënnerstëtzt ginn. An an deem Beräich ginn et ganz, ganz grouss Besoinen, souwuel bei der NATO wéi och bei der EU.

Duerfir entwéckele mer elo e Programm, vun deem souwuel eist Militär wéi och d'NATO profitéiert, mä awer och déi ganz Lëtzeburger Populatioun. Dat Personal an dat Material, an dat mer investéieren, kënnst dem ganze Land zuegutt. Dee Projet, deen deemno eigentlech vill méi wäit gräift wéi e Militärspidol, dee Projet huet dräi Piliere:

Éischtens, Chirurgie traumatique. Mir setzen eng Equipp vun Dokter an medezinneschem Personal op d'Been, déi no spezifesch militäresche Kritäre forméiert sinn an déi am Kader vun der NATO oder vun der EU dann op den Terrain ginn an an den Asaz kënnen geschéckt ginn. Déi Zäit, wou déi Equipp keng militäresch Obligatiounen huet, schafft se hei zu Lëtzebuerg an engem vun eise Spideeler, entweder fir aldeegleche Tachen ze maachen oder och am Fall vun enger Kris. Esou si méi Dokter, méi Infirmieren, héich spezialiséiert Experte fir Lëtzeburger Patienten disponibel.

Deen zweete Piler sinn déi ustiechend Krankheeten. Nom selwechte Modell gëtt eng Equipp op d'Bee gesat, déi kann an den Asaz geschéckt ginn, mä och hei zu Lëtzebuerg wäert schaffen, ënner anerem mat nationale Partner wéi zum Beispill dem Laboratoire national de santé oder och aneren. Wann eemol eng weltwäit Epidemie wéi déi vun Ebola géif ausbriechen, dann hätte mer hei zu Lëtzebuerg zousätzlech Kompetenzen, fir dorobber ze reagéieren.



An dann deen drëtte Pilier: ee Centre médical de crise de la Défense. Mir wëllen zousätzlech Spidolsbetter zur Verfügung stelle fir blesséiert Militär oder am Fall vun enger nationaler Kris. Déi zousätzlech Capacitéite sinn e militäresche Complément zum nationale Krisepiang. An an deem Centre de crise kann och generell dat medezinnescht Personal fir den Eeschtfall forméiert ginn.

D’Konzept steet an ass ofgeschwat mam Santéministère, geet geschwënn an de Regierungsrot. Duerno fänkt dann eng ganz prezis Planung un, wou mer d’Modalitéiten definéieren: Wéi vill Leit brauche mer? Wéi rekrutéiere mer se? A wéi enge Spideeler gi wéi eng Aktivitéite gemaach? Mat wéi engen aneren nationalen Akteure kënnen mer zesummeschaffen?

Wa mer e Schratt méi wäit sinn, gëtt d’Chamber selbstverständlech informéiert. Et ass e ganz flott Konzept, un dat ech gleewen an dat

och scho mat ganz villen Akteuren ugeschwat ginn ass, notamentt eben och mat de Spideeler. Ech denken, datt dat eis kéint gutt zu Gesiicht stoen.

Nieft dem Ausbau an der Moderniséierung vun der Arméi, nieft der Entwécklung vun der Composante aérienne an nieft dem Aféiere vun der Militärmedezinn bleift awer natierlech och de Satellitteberäich ee wichtege Pilier vun der Défense. Eis Investitiounen an de LuxGovSat, eise staatleche Kommunikatiounssatellitt, illustriert déi Richtung. De Bedarf u securiséierter militärescher Satellittecapacitéit wiisst permanent, sief et fir Kommunikatioun, sief et fir d’Observatioun. An d’Défense sicht also och no weidere Opportunitéiten; an deem dote Beräich ganz sécher.

Här President, léif Membere vum Parlament, dës nei Richtunge fir eis Verdeedegungspolitik an den nächste Joren hu mer gewielt, well se

militäresch prioritär sinn a well se op eng Expertis opbauen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sief et beim Stat, sief et an der Medezinn oder eben an der Wirtschaft.

Wichtig ass, fir ze betounen, datt mer dat alles net kënnen eleng maachen a maîtriséieren, mä an Zesummenaarbecht mat eisen nationalen an eisen internationale Partner. Et versteet sech och vum selwen, datt mer dat do net vun haut op muer ëmsetzen. Dat do ass eng Entwécklung, déi sech iwwer Joren hinzitt, mä déi mer awer haut a muer mussen decidéieren. Et ass en ambitiësen, mä realistesch an noutwendegen Zukunftsprogramm fir d’Défense a fir eis Arméi.

Ech wëll ofschléisse mat engem Merci fir déi vill konstruktiv Virschléi vun eisen Deputéierten. Ech sinn och ganz frou iwwert déi breet Ënnerstützung, déi et hei gëtt fir d’Arméi, fir d’Défense a fir déi zukünfteg Ausrichtung. Virun allem awer wëll ech e Merci soen un eis

Zaldoten, eise Militär, den État-major. Eis Arméi mécht dem Land am Ausland ganz vill Eier a se ass fir eis Leit hei am Land ëmmer disponibel.

Merci fir d’Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Statssekretärin.

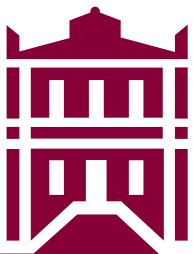
6. Ordre du jour

Op Demande vun eenzelne Kolleegeen an am Accord mat der Conférence des Présidents sinn dann d’Votte muer de Mëtten.

Domat komme mer un d’Enn vun der Sëtzung vun haut. Muer de Mëtten ass Rendez-vous um zwou Auer.

Merci. E schéinen Owend a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.41 heures)



SÉANCE 26

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»
et
Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l’OTAN (suite)
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Vote sur la résolution 1 (rejetée)
- Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l’«Aktionsplang fir d’Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch» - suivie d’un débat
 - Déclaration: M. Claude Meisch, Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse, M. Guy Arendt, Secrétaire d’État à la Culture
 - Débat: Mme Martine Hansen, M. Claude Lamberty (dépôt d’une motion), M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Motions: Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Vote sur la motion 2 (adoptée)
- 7105 - Projet de loi portant introduction d’une prime unique pour l’année 2016 dans le cadre de l’accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d’Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten
 - Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l’Intérieur
 - Vote sur l’ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d’État.
(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech maachen d’Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d’Regierung keng Matdeelung ze maachen huet.
(Assentiment)

Da géife mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen.

2. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»
Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l’OTAN (suite)
Wéi Der wësst, hu mer gëschter Owend de Vott iwwert d’Motioun an d’Résolutioun op de Mëtte vertaagt. Der Form halber wëll ech froen, obwuel d’Motiounen an d’Résolutiounen vollstänneg erkläert gi sinn, ob een d’Wuert dozou freet.
(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da géif ech direkt d’Motioun, déi vum Här Kartheiser abruecht ginn ass, zum Vott stellen.

(Motion déposée en séance publique n°25 du 14 mars 2017 - à consulter dans cette édition du compte rendu)

Vote sur la motion 1

An ech lancéieren de Vott.

(Brouhaha général)

D’Procuratiounen.

► **Une voix.** - Et geet net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Geet et net? Huet et net geklappt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass nëmme beim Jo, wou et geet.

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Den Här Graas huet och dergéint gestëmmt.

(Concertation interne)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, et ass bis 43 gaangen.

(Brouhaha)

Ech géif dann de Vott emol provisoersch ofschléissen, fir en dann nach eng Kéier ze lancéieren.

Da géife mer, wann d’Technik prett ass, de Vott nach eng Kéier lancéieren. D’Ofstëmmung fänkt un. Fir d’Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d’Procuratiounen. An d’Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir korrigéieren dat da bei deene Kolleegeinnen a Kolleegeen, wou et net gaangen ass. Mir hunn 53 Nee-Stëmmen an 3 Jo-Stëmmen. An domat ass d’Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre et 3 voix pour.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall’Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Vote sur la résolution 1

(Résolution déposée en séance publique n°25 du 14 mars 2017 - à consulter dans cette édition du compte rendu)

Mir géifen dann zum Vott iwwert d’Résolutioun iwwergoen. An och do fänkt d’Ofstëmmung un. D’Procuratiounen. An d’Ofstëmmung ass eriwwer.

56-mol Neen, 3-mol Oui. Domat ass d’Résolutioun 1 ofgeleent. Ech soen lech Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Deklaratioun vun der Regierung duerch den Erzéiungsminister Claude Meisch an de Statssekretär am Kulturministère Guy Arendt iwwert den Aktionsplang vun der Regierung fir d’Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch. D’Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

3. Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l’«Aktionsplang fir d’Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch» - suivie d’un débat
Déclaration
► **M. Claude Meisch, Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,



d'lescht Woch hunn de Statssekretär Guy Arendt an ech selwer hei am Haus bei net manner wéi véier Chamberskommissionen déi Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch kënne virstellen. Ech denken, dat entbënnt mech, gradesou wéi datt et jo och iwwert d'Press kommunikéiert gouf, elo hei dovunner, fir déi Punkten am Detail nach emol virzustellen.

Mä ech wëll nach eng kéier drun erënneren, datt déi Initiativ iwwerhaapt baséiert op dem breede Wonsch vun der Populatioun hei am Land, fir eppes fir d'Lëtzeburger Sprooch ze maachen, eis Lëtzeburger Sprooch ze promouvieren, se héichzehalen, se un déi nächst Generatioun weiderzeginn, se och un déi weiderzeginn, déi vu bausse bei eis kommen. A mir stellen ëmmer nees fest dann, virun allem hei an deem Sall hu mer et virun enger Rei vu Méint beim Jugendkonvent zum Beispill festgestallt, datt ganz besonnesch jonk Leit deem dote Wonsch ganz kloer a mat enger grousser Natierlechkeet, aver och mat enger ganz grousser Däitlechkeet ëmmer nees widderhuelen.

Mir brauchen also net onbedéngt elo en Aktiounsprogramm, fir eis Lëtzeburger Sprooch ze revitaliséieren oder ze reaniméieren, well se ass gutt positionéiert, se gëtt vill geschwat, se gëtt vill geschriwwen, se gehéiert zur Alldagskommunikatioun einfach mat derbäi. Mä trotzdem denke mer, datt bei deene Changementen, déi mer hei am Land kennen, mer aver Initiative mussen huelen a Suerg drop leeën, datt et en Deel vun eiser Identitéit bleift, en Deel vun eiser Kultur och an Zukunft wäert bleiwen.

D'Regierung gesäit och absolutt kee Widder-sproch doranner, sech fir d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch anzesetzen a gläichzäiteg aver och mat därselwechter Selbstverständlechkeet ze soen, datt mer e méisproocheg Land sinn an datt mer eis och fir eis Méisproochegkeet wëllen a mussen engagieren.

Mir gesinn och kee Widersproch doranner, datt mer e weltpopulär Land sinn, e Land sinn, wat gare Leit vu bausse och ophëlt, wou mer wëssen, datt dat och zum Deel en Deel vun eise Erfolgreichkeet ass vum Lëtzeburger Land, datt Leit mat Iddien, mat Tatendrang a gudden Initiativen och vu wäit oder vu manner wäit bei eis komm sinn, fir sech hei niderze-loossen an hei mat eis zesummen eppes ze ënerhuelen. Och datt ass kee Widersproch zu enger Strategie, enger laangfristeger Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch. An dës Strategie ass ganz kloer eben och en Deel vun der Méisproochegkeet a vun der weiderer Förderung vun eiser Méisproochegkeet hei zu Lëtzebuerg.

Déi Strategie, déi mer virgeluecht hunn, ass ganz kloer mëttel- a laangfristeg ugeluecht. Wann een eppes fir eng Sprooch wëllt maachen, da geet dat per Gesetz net, per Règlement net mat enger Decisioun, mä et muss ee virun allem mat ganz villen Akteuren zesumme kucken, e Konsens och ze fannen, kucken, déi anzubannen, eng ganz Rei vun Initiativen ze huelen an och ganz vill Leit dovunner ze iwwerzeegen, ze motivéieren, fir déi Initiative mat ëmzesetzen.

An duerfir hu mer als éischt Initiativ och gesot, datt mer gären en Zwanzegjoresplang fir d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch wëllen erstellen, deem nach iwwert déi ganz konkret Mesuren, dee mer jo och hei an dëser Strategie schonn dran hunn, soll erausgoen, deem och net eng kéier erstallt soll ginn an dann iergendwann eng kéier soll ofgeschloss ginn, mä dee regelméisseg soll evaluéiert ginn, wou d'Ziler da sollen evaluéiert ginn, wou gekuckt soll ginn, wat fir eng Mesuren zu wat fir engem Resultat gefouert hunn, deem och permanent eigentlech soll kucken, wat fir eng nei Eerausforderung sech géife stellen oder mat wat fir engen neien Initiativen een d'Lëtzeburger Sprooch an eise Land méi staark nach kéint verankeren.

En zweete wichtege Punkt - deem ech, mengen ech, awer hei am Haus net weider am Fong brauch duerstellen -, dat ass, datt mer d'Lëtzeburger Sprooch an eiser Verfassung wëlle verankeren, wat jo éischer eng Initiativ vun der Chamber ass. Mä sécherlech passt béides ganz, ganz gutt zesummen, nach emol ganz kloer och an eise Grondgesetz ze maachen, datt mer eng Lëtzeburger Sprooch hunn, an awer gläichzäiteg och niewendrun eng Rei vu Méiglechkeeten, vun Initiativen an och vu Strukturen a Ressourcen eis ze ginn, fir dann och ganz konkret eppes fir d'Lëtzeburger Sprooch ze maachen.

Mir hunn och festgehalten, datt mer der Lëtzeburger Sprooch d'Visibilitéit net nëmmen no banne solle ginn, mä och no bausse solle ginn, datt mer en Arrangement administratif ustriewe mat den EU-Institutionen, fir zumindest dat, wat mëttlerweile selbstverständlech ass hei zu Lëtzebuerg, näamlech datt e Bierger

sech un Administratiounen oder Ministèreen hei wennst an der Lëtzeburger Sprooch an dann och ka verlangen, op Lëtzebuergesch eng Äntwert ze kréien, datt och dat Gültigkeet huet herno, wann e Lëtzeburger oder en anere Bierger vun eise Land sech un eng EU-Institution op Lëtzebuergesch wennst, fir och do deementspreechend op Lëtzebuergesch eng Äntwert kënnen ze kréien.

Ech denken, datt do virun allem och jo Europa nach emol e Stéck méi no réckelt bei d'Leit hei zu Lëtzebuerg, andeem eis Sprooch, d'Lëtzeburger Sprooch och eng gewësse Visibilitéit um europäesche Plang kritt.

Dann d'Mesuren, déi éischer vum Guy Arendt nach wäerten am Detail virgestallt ginn, déi och struktureller Natur sinn, wou mer gesot hunn: Et geet net duer, eenzel Initiativen ze huelen, déi sécherlech ganz breet gestreet och um Regierungsniveau mussen ëmgesat ginn, fir wierklech och en Effet kënnen ze hunn, mä mir mussen eis Moyene ginn, mir mussen eis Ressource ginn, mir mussen eis Struktur ginn, fir och dat dote kënnen ze schëlleren. An och dat ass hei ganz, ganz kloer ugeluecht.

A fir dee Kommissär an deem Zentrum fir d'Lëtzeburger Sprooch ze schafen, do schaffe mer un engem Gesetzesprojet, wou mer d'Ambitioun hunn, deem nach virun deem Summer an der Regierung guttzeheeschen an dann hei an d'Haus kënnen eranzekréien.

An d'Ambitioun besteet selbstverständlech, dat, wéi de Gros vun all deenen aneren Ukënnungen, déi mer gemaach hunn, nach am Laf vun dëser Legislaturperiod och kënnen net nëmmen unzedanken an unzestoussen, mä och ëmzesetzen.

Wat de Volet vun deem ganze Bildungsberäich ubelaangt, esou ass dat natierlech e wichtege Piler fir d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch, well bis elo, wa mer et ëmmer nees fäerdegbruecht hunn, trotz deene ganz ville Leit, déi vu bausse ëmmer nees bei eis komm sinn, datt d'Lëtzeburger Sprooch nach ëmmer eng grouss Bedeitung zu Lëtzebuerg huet, dann ass dat virun allem duerch déi ëffentlech Schoul gewiescht, well déi Leit, déi vu bausse bei eis komm sinn, op d'mannst oder spéitstens an der zweeter Generatioun, wann d'Kanner duerch d'ëffentlech Schoul gaange sinn, hu se duerno Lëtzebuergesch geschwat, och wa mer et net tel quel an aller Breet an eise Schoulprogrammer hunn, mä et ass am Klasse-sall präsent gewiescht, et ass um Schoulhaff präsent gewiescht, an d'Lëtzeburger Sprooch ass op eng ganz natierlech Manéier u Generatiounen och vun auslännesche Kanner weiderverméttelt ginn. An ech denken och, datt en Deel vun deem Succès vun deenen Integratiounsefferten, déi mer jo aver zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jorzéngte gemaach hunn an och kennt hunn, datt déi dorobber berouen, datt d'ëffentlech Schoul hei wierklech hir Aufgab iwwerholl huet.

Natierlech stéisst och dat u Limiten. An duerfir denken ech, mussen mer och do nach eng kéier kucken: Wat kënnen mer méi maachen? Wat kënnen mer anescht maachen? Wéi kënnen mer eis an der Breet vläicht och nach besser opstellen?

D'Realitéit ass haut, datt mer en Aarbechtsmaart hunn, wou jo och net nëmme Residenten tätig sinn, mä och ganz vill Leit bei eis am Alldag hei präsent sinn op der Schaff, an de Butteker, am Bus an am Zuch an op ganz villen anere Plazen, déi eigentlech net hei duerch d'Schoul gaange sinn, datt mer eng ganz staark Immigratioun och nach ëmmer hunn, datt mer och e Phänomeen hunn, datt en Deel vun de Kanner, déi aus der Immigratioun eraus kommen, a Privatschoulen, an international Privatschoule ginn, wou et bis elo op jidde Fall net Usus ass, datt systematesch Lëtzebuergesch geschwat respektiv verméttelt gëtt, an datt mer haut eng Situatioun hunn, datt mer Dausende vu Kanner, vu kleng Kanner a Crècheen hunn, wou kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An ech denken, och dat soll eis sécherlech interpelléieren.

Duerfir hu mer jo och eng Rei vun Initiativen hei ugekënnegt, déi zum Deel net nei sinn, wéi zum Beispill, datt an all de Crècheen ab September iwwerall och muss Lëtzebuergesch geschwat ginn, och lëtzebuergeschsproocheg Personal muss präsent sinn, och datt mer an Zukunft bei enger Reform vun Privatschoulgesetz déi Privatschoulen, déi net eise Schoulprogramm ubidden, mä en internationale Schoulprogramm ubidden, och obligéieren, do zu engem gewëssene Mooss am Stonneplang fest Lëtzebuergeschcoursen, Lëtzebuergeschformatiounen festzeschreiwen, fir datt all Generatioun herno wierklech, déi duerch eis Schoulen, déi ëffentlech an déi privat, gaangen ass, och eis Sprooch kenneléiert.

Duerfir huele mer Initiativen, déi awer éischer am Beräich vun Optiounscoursen leien, am Beräich vun der Fräiwëllegkeet leien, fir och eis

Orthografie, eis Schreifweis weider kënnen ze vermëttelen, oder fir Loscht ze maachen an ze motivéieren, och op Lëtzebuergesch ze schreiwen a gutt op Lëtzebuergesch ze schreiwen, wou ech lech ka soen, datt am nächsten Hierscht bei der nächster Rentrée och eng ganz Rei vu Lycéeën deementspreechend Optiounscoursen wäerten ubidden.

Duerfir hu mer eng Campagne lancéiert, wou een un de breede Public erukënnst, mat enormem Erfolleg eigentlech och, wou mer 86.000 Visiteuren op eiser Internetsäit respektiv der Facebook-Säit haten, d'Campagne „schreiwen. lu“, wou een op eng flott, interessant an och ganz kuerz Manéier jiddwerengem ka weisen a vermëttelen, wéi een da säi geschriwwent Lëtzebuergesch och ka verbesseren.

Duerfir huele mer weider Initiativen och am Beräich vun der Formation des adultes. Mir encouragéieren all déi Akteuren, sief et Asblen, sief et Gemengen a sief et och eis eegen Institute, wéi zum Beispill den Institut national des langues, och do nach eng kéier an der Breet an an der Déift méi Formatiounen fir Lëtzebuergesch unzibidden, méi Formateuren och ze forméieren, fir e Multiplicateur-effet kënnen ze kréien, a ganz besonnesch och nach spezifesch Formatiounen weider auszeschaffen. An do si mer esou wäit, datt mer déi och kënnen elo definitiv op den Terrain bréngen, déi ganz besonnesch geduecht si fir Demandeurs de protection internationale respektiv Bénéficiaires de protection internationale, well mer och do natierlech e ganz, ganz grouse Besoin gesinn.

Dat sinn eng Rei vun deenen Initiativen, an ech wëll se elo net nach eng kéier oplëschten, déi mer an deem Strategiepabeier do zesummegefaasst hunn, dee mer hei an der leschter Woch am Detail konnte virstellen an och diskutéieren. Et ass e grouse Pak. En ass jo och als solche virun allem vun deene Leit, déi sech schonn zanter Laangem fir d'Lëtzeburger Sprooch engagiert hunn dobaussen, qualifizéiert ginn.

Wichtig ass, datt mer och zesummen un d'Ëmsetzung ginn. Et geet ëm d'Saach hei, et geet ëm eis Sprooch. An ech denken, datt virun allem och hei d'Majoritéits- an d'Oppositionslogik net soll spillen, datt mer zesumme sollten déi Efferten do, jiddwereen, wou e Responsabilitéit dréit, och hëllefen ëmzesetzen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Erziehungsminister. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zousätzlech zu deem, wat de Claude Meisch elo als Erklärung ginn huet zu eise Strategiepabeier, wollt ech am Fong nach e puer Saachen derbäiflécken, an zwar, dat wësse mer allegueren: Eis Sprooch gehéiert zu eise kulturelle Patrimoine. An ënnert deem Gesichts-punkt läit natierlech de Volet mer ganz staark - ganz staark! - um Häerz.

Vill vun eis Lëtzeburger hunn déi Lëtzeburger Sprooch an der DNA, mä anerer hu se u sech bäigepafft kritt. An dat alles, déi Leit sollen zesummege-doe ginn, a mir sollen am Fong alles, wat d'Lëtzeburger Sprooch betrëfft, zesummendroe. An eise kulturellen Institute, do leeft scho ganz vill am Lëtzebuergesch. An dorobber wëlle mer opbauen an natierlech och ausbauen. Dofir plange mer och en Dag vun der Kultur a vun der Sprooch, dee soll esou schnell wéi méiglech, enk mat den Institute zesummen organiséiert ginn.

Mir hunn och e ganz räiche Patrimoine an der Lëtzeburger Sprooch, zum Beispill souwuel an der Literatur wéi och an der Musek. D'Nationalbibliothék huet iwwer 30.000 Publikatiounen an der Lëtzeburger Sprooch, a sëllech Bibliothéiken duerch d'Land hunn och eng ganz Partie där Bicher an hire Regaler stoen.

D'BNL, am Kader vum Cedom, huet den „Litty“ erausginn, eng Publikatioun op Lëtzebuergesch, wou eise musekaleschen a kulturelle Patrimoine opgeschafft gëtt. Den nationale Literaturcenter zu Miersch, dee fir d'Opwärtung an d'Erhale vun der Promotioun vun der Lëtzeburger Literatur responsabel ass, mécht och eng enorm gutt Aarbecht.

Dann hu mer natierlech am Audiovisuellen och ganz vill. Do ass den CNA dorobber beduecht, fir eise Patrimoine am Lëtzebuergesch och do Rechnung ze droen.

Am kulturelle Secteur allgemeng gëtt sech op vill Aart a Weise mat der Sprooch beschäftegt. Ech kommen nach eng kéier un d'Musek an un d'Literatur. Wien hätt näamlech virun e puer Joer nach dru geduecht, dass ee Museker, deem op Lëtzebuergesch séngt a komponéiert, de Serge Tonnar, dee bekanntesten Artist ass aus dem Land? Wien hätt virun e puer Joer geduecht, dass Rap oder Hip-hop och op Lëtze-

buergesch géife goen? Et geet! Mir hunn de Bewäis!

Ech denken awer och un déi vill Auteuren, sief et am Theater oder a soss literaresche Formen, déi am Lëtzebuergesch schaffen. Si sinn e wichtege Bausteen an der Lëtzeburger Sprooch.

En anert Uleies an deem Pabeier, dee mer d'lescht Woch virgestallt hunn, ass natierlech och d'Orthografie vun der Lëtzeburger Sprooch. Den LOD, de Lëtzeburger Online Dictionnaire, soll beschdens Enn dës Joers fäerdeg ginn. Fäerdeg ass awer nëmme relativ, well en Dictionnaire ass jo eppes Lieweges an dee gëtt ëmmer nach à jour gesat. Mä op alle Fall soll d'allgemeng Aarbecht do fäerdeg sinn.

Da wëll ech awer och op dëser Plaz op déi sël-lech privat Initiativen hiweisen, déi am Kader vun der Lëtzeburger Sprooch schaffen an déi een net dierf vergiessen. Ech denken do ënner anerem un de Lex Roth, deem net midd gëtt, a senger „Klack fir eis Sprooch“ déi eis ze erklären. Dann den Alain Atten, dee Woch fir Woch Wieder auserneepelkt an al Riedensaart a -weisen opliewe léisst. Mä ech denken awer och un aner Privatinitiativen, wéi zum Beispill de Spellchecker, deem den Défie vun eiser Sprooch technesch wollt begéinen, an dat natierlech mat vill Succès.

D'Zuele weisen eis, dass ëmmer méi Leit, déi hei am Land liewen, eis Sprooch wëlle léieren, déi natierlech net Lëtzeburger sinn. Am Kader vun der Erwuessenebildung hunn d'Lëtzebuergeschcoursen een enorme Succès. Enorm vill Leit sinn an deene Coursen ageschriwwen, an dat däitlech méi wéi déi Jore virun, am Vergleich och mat der Situatioun vu virun zéng Joer.

Ech hu perséinlech e grouse Respekt virun där Loscht um Lëtzebuergesch, an ech begéine mat grousser Regelméissegkeet Leit, déi amgaange sinn, eis Sprooch ze léieren. Mä et muss een deene Leit och d'Méiglechkeet ginn, d'Sprooch ze schwätzen! Et geet net duer, dass se se léieren, si mussen se och kënnen schwätzen.

An do doen ech am Fong eng Kap vu fréier un, wou ech dann emol esou déi sougenannte Sproochentester gemaach hu mat Leit, déi d'Lëtzeburger Nationalitéit wollt kréien oder wëlle kréien. An do sinn eng Hickecht derbäi, déi schonn x, 20, 30 Joer hei am Land liewen, an dann hunn ech ëmmer gefrot: „Ma, an Dir schwätzt nach ëmmer kee Lëtzebuergesch?“ „Majo“, sote se, „dat ass ganz einfach: Ënnert den Aarbechtskollege schwätze mer eis National-sprooch. A wa mer mat Lëtzebuergesch schwätzen, déi switchen dann automatesch op Franséisch oder Däitsch oder Englesch ëm.“ Mir sollen definitiv am Ëmgang mat Netlëtzeburger, déi awer e bësse Lëtzebuergesch kennen, mat deenen och Lëtzebuergesch schwätzen, fir dass se et och besser kënnen assimiléieren.

Wéi gesot, ech hunn elo eng Partie Pisten opgezechent, déi schonn de Moment lafen, mä et gëtt der sécherlech nach méi. A fir dës Besoine kloer ze identifizéieren a fir eng kohärent Approche ze hunn, huet de Strategiepabeier virgestallt, an de Premier hat et och schonn op der Tribün hei gesot, dass mer wëllen e Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch asetzen, deem dann am Interêt vun eiser Sprooch zum Lëtzeburger Patrimoine vun eiser Kultur mat bäidréit.

Dee Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch, dee soll d'Ministèren an d'Verwaltungen beroden am Beräich vun der Lëtzeburger Sprooch, an aver och eng Koordinatiouns-aarbecht maachen. Selbstverständlech, seng Haaptaufgab wäert natierlech sinn d'Ausschaffe vun deem Zwanzegjoresplang, fir dass deem och kohärent a propper ausgesäit.

Ronderëm de Kommissär hu mer jo och virgesinn, en Zentrum fir Lëtzebuergesch opzebauen. Zu deem senger Aufgab gehéieren natierlech och d'Etüd vun der Norméierung vun der Lëtzeburger Sprooch an d'Sproochpromotioun, an deem Zentrum soll och enk mat eisen anere kulturellen Institute zesummeschaffen. Ech denken do un de Centre national de littérature, un den CNA an un d'Uni Lëtzebuerg.

Dës Strategie, déi mer opgestallt hunn, ass eng Äntwert op Ängschten an awer och op Besoinen, déi et ëm a fir d'Lëtzeburger Sprooch gëtt. Dës Äntwert ass net a Stee gemeesselt, mä et ass en Ufank vun engem evolutive Prozess. Wéi gesot, mir schwätze vun engem Zwanzegjoresplang. Dat ass also net eppes, wat een einfach elo eng kéier ee fir alle Mol festhält. Et ass evolutiv an et ass och net, fir ze soen: „Elo hu mer dee Strategiepabeier hei



stoen an domadder huet et sech.“ Neen, mir mussen konkret a schnell schaffen. An ech denken do un de Kommissär an och un den Zentrum fir d’Lëtzebuurger Sprooch; dat ass e Gesetzesprojet, deen de Claude Meisch an ech selwer wëlle relativ schnell virun der Vakanz nach wa méiglech hei bei lech an der Chamber deposéieren.

Wéi gesot, vun deene 40 Mesurë sinn der deelweis scho verschiddener a Kraaft, anerer sinn an der Ëmsetzung. Mä si kënnen allegueren nach ausgebaut a verbessert ginn. Et geet ëm d’Lëtzebuurger Sprooch, an ech maachen do am Fong en Opruff, mam Claude Meisch zesumme maachen ech en Opruff un allegueren déi Leit, déi un der Lëtzebuurger Sprooch interesséiert sinn, fir konstruktiv matzeschaffen an ze hëllefen, fir der Lëtzebuurger Sprooch dee Stellwäert ze ginn, dee se verdéngt.

D’Lëtzebuergesch soll net iwwert deenen anere Sprooch stoen, mä d’Lëtzebuergesch brauch sech awer och net ze verstoppen. Mir sollen d’Lëtzebuergesch fleegen. An déi Mesuren, déi mer hei virgesinn hunn, sollen dozou dëngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statssekretär. An d’Wuert huet dann déi éischt Riednerin, d’Madamm Martine Hansen, fir d’CSV. An der Presidentekonferenz ass festgehalen ginn, dass jiddwer Intervenat zéng Minutten huet. Merci.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wëll ech soen, datt mer begrëssen, datt mer iwwer eis Sprooch schwätzen. Datt d’Lëtzebuergesch fir eis, fir all eis Bierger wichteg ass, ech mengen, datt misst jiddwerengem zënter dem Referendum spéitstens kloer sinn. Eist Lëtzebuergesch, eis Sprooch gehéiert zu eiser Identitéit, genausou wéi awer och eis Méisproochegkeet. Béides ass wichteg a béides muss geféiert ginn.

De 16. Januar sot de Premierminister Bettel an der ëffentlecher Petitiounsdebatt, hie géif ee Kommissär fir déi Lëtzebuurger Sprooch schafen, an dee soll kucken, wat ee kéint verbessern. De 25. Januar krute mer dann erkläert, datt d’Regierung géif een Aktionsplang ausschaffen, fir eis Sprooch ze fërderen.

Do kann ee sech awer froen: Ass dat net d’Päerd vun hanne gesuedelt? D’Regierung mécht een Aktionsplang a stellt duerno de Kommissär an, dee soll kucken, wat kéint verbessert ginn!

Elo krute mer dee leschten Donneschdeg net den Aktionsplang, mä elo heescht et d’„Strategie fir d’Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch“ virgestallt. An als éischte Punkt vun där Strategie ass festgehalen, datt eng Strategie wäert ausgeschafft ginn. Och dat ass speziell. An de Rescht vun der Strategie, oder wat et och ëmmer soll sinn, ass eng Oplëschtung vu 40 eenzelne Moosnamen, wouvun der op d’mannst zwanzeg derbäi sinn, déi näischt Neies sinn.

Den Här Minister Meisch sot an der Pressekonferenz, dëst wär d’Geburtsstonn vun enger laangfristeger Strategie. Da muss ech awer soen: Dann hat dës Strategie vill Fréigebueren! Hei gëtt viles als nei verkaaft, wat déi lescht Regierung gemaach respektiv festgehalen hunn. E puer Beispiller: éischstens, d’Verankerung vun der Lëtzebuurger Sprooch an eiser Verfassung. Natierlech si mer der Meinung, datt eis Sprooch soll a muss an der Verfassung verankert ginn. Mä nei ass dat net! De Virschlag koom vun der CSV, an zwar vum Paul-Henri Meyers, schonns an der leschter Legislaturperiod.

Och net nei ass den LOD. Mä mir hätten et allerléngs begrësst, datt et net nach géif bis 2018 daueren, bis datt en online kéim. Mir hätten och begrësst, datt zum Beispill de Spellchecker, een Outil, dee vill vun eis, ganz vill Leit benotzen, elo schonns Zougrëff kéint hunn op den LOD. Weder d’Helpline vum LOD ass nei nach d’Aarbechte vum Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, nach d’Kooperatioun vun dem Institut fir d’Lëtzebuurger Sprooch- a Literaturwëssenschaft vun der Uni. lu mat Unien aus dem Ausland.

Och net nei ass d’Lëtzebuergesch am Cycle 1. Allerléngs wäert datt Lëtzebuergesch duerch der Regierung hir Decisioun, datt elo och nach muss Franséisch am Cycle 1 gemaach ginn, sécherlech net zousätzlech gestärkt ginn.

Och net nei ass de Congé linguistique. Mä nei ass, datt dës Regierung Spuermoossname beim Congé linguistique ergraff huet. Si huet nämlech mat der Spuermesure 193 d’Bäihëllef fir d’Betriber ëm 50% gekierzt.

Wat ass dann elo nei? Nei ass, et gi Poste geschafen: ee Kommissär fir d’Lëtzebuurger Sprooch, dee mat engem Comité interministériel zesummeschafft, an et gëtt een Zentrum fir d’Lëtzebuergesch gegrënt.

D’Fro, déi sech an dësem Zesummenhang stellt, ass: Brauche mer dat do alles, fir konkret um Terrain Verbesserungen ze kréien? Wäer et net méiglech gewiescht, emol op déi Strukturen zréckzegräifen, déi mer schonns hunn, zum Beispill de Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, an deenen da méi Moyenen ze ginn?

Ass déi Méiglechkeet analyséiert ginn? Prinzipiell si mer géint onnéideg Multiplikatiounen vun Institutiounen.

Dann zur Lëtzebuurger Sprooch als EU-Amts-sprooch.

Ufank Oktober d’lescht Joer sot de Minister Meisch, datt d’Regierung géif envisagéieren, fir Lëtzebuergesch als offiziell EU-Sprooch unerkennen ze loossen.

D’Regierung schéngt do hir Meenung geännert gehat ze hunn. Zumindest war den Här Braz am Numm vun der Regierung Enn 2014 nach anerer Meenung. Hie sot bei der Interpellatioun zum Lëtzebuergesch hei an der Chamber, wéi et grad ëm déi Fro vun der Unerkennung vun eiser Sprooch als EU-Amts-sprooch gaangen ass - ech zitieren: „Ech kann am Numm vun der Regierung soen, dass et do keen neie Moment gëtt.“ An hie sot: „Dat, wat do géif vun Opwand op d’Land duerkomme par rapport zum Retour, ass an eisen Aen an der Bilanzéierung nach ëmmer net anescht, wéi et war.“

An dëser Strategie elo gëtt definitiv och eppes aneres virgeschloen, wéi den Här Meisch dat Ufank Oktober gesot hat, nämlech datt et soll erméiglecht ginn, datt den Echange mat den EU-Institutiounen fir eis Bierger misst kënnen op Lëtzebuergesch gemaach ginn. Esou een administratiivt Arrangement schéngt och méiglech ze sinn. Et ass jo och eent fir déi katalanesch Sprooch fonnt ginn. Also muss et ëmsou méi méiglech si fir eis Sprooch, déi am Gesetz vun 1984 als national Sprooch vun der Lëtzebuurger festgehalen ginn ass.

Allgemeng wär an dësem Zesummenhang awer interessant ze wëssen: Wéi grouss ass de Besoin hei zu Lëtzebuerg, fir sech an eiser Sprooch un d’Institutiounen ze wënnen, a wéini huet d’Regierung wëlles, Negociatiounen mat den europäeschen Institutiounen opzehuelen?

Nei sinn och nach folgend Saachen - ech mengen, den Här Arendt huet et gesot -: eng Ausstellung fir d’Dokumentatioun vun der Sproochegeschicht, d’Aféierung vun engem Dag vun der Lëtzebuurger Sprooch a Kultur, een nationale Präis fir d’Verdëngschter ronderëm d’Lëtzebuurger Sprooch an ee Literatur-concours fir d’Kanner.

Dat ass jo och alles schéin a gutt. Mä wat bréngen dës eenzel Punkte konkret um Terrain? Gëtt duerfir méi Lëtzebuergesch an de Betriber geschwat? Wat bréngt dat eise Bierger konkret?

Wat mer begrëssen, dat ass, datt déi staatlech Internetsäite respektiv Dealer dovun sollen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. Do stelle sech awer och nach eng Partie Froen. Wien decidiert, wat relevant ass, fir ze iwwersetzen?

A wann ech vun Aktionsplang schwätzen, da wéisst ech u sech gären, wat bis wéini soll geschéien. Well zwanzeg Joer sinn eng laang Zäit! En Hiweis hei robber féinnt een awer néierens.

Wat mer wirklech och begrëssen, dat sinn all Efforten, déi gemaach ginn, fir de Refugiéien eis Sprooch ze léieren. Och d’Ërschaffe vu Schoul-ënnerlagen, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren, ass ze begrëssen.

An och ze begrëssen ass, datt obligatoresch Lëtzebuergeschcoursë sollen an de Privatschoulen agefouert ginn. Hei stelle sech awer och nach e puer Froen. Soll d’Offer obligatoresch sinn oder soll deen eenzelne Schüler obligatoresch Lëtzebuergesch musse léieren? Dat ass e wesentlechen Ënnerschied.

Zesummefassend, dës Strategie, déi als Zil huet, eng Strategie auszeschaffen, besteet aus villen Aktiounen, déi net nei sinn. Vun deem, wat nei ass, begrësse mer verschiddener, anerer, wéi zum Beispill déi bilingual gratis Kannerbetreierung, sécherlech net. Fir eis als CSV soll dat Lëtzebuergesch am Cycle 1 d’Integratiouns- a Kommunikatiounssprooch sinn. Si bereet ausserdem gutt op d’Alphabetiséierung op Däitsch vir, wat all eise Kanner eppes ka bréngen oder eppes bréngt.

Wat awer feelt, dat ass, zum Beispill, sech konkret Gedanken ze maachen zum Lëtzebuergesch an eise Schoulen. Et soll fir d’Éischt emol dat verbessert ginn, wat do ass, amplaz einfach eppes derbäizesetzen. Optionscoursen iwwert d’Lëtzebuurger Kultur a Literatur, iwwert d’kreatiivt Schreiwen an esou weider sinn net d’Léisung a sinn iwwregens och elo schonns méiglech, wann d’Schoulen dat wëllen.

De Programm fir dat Lëtzebuergesch muss iwwerschaft ginn. En ass souwuel am Fondamentall wéi am Secondaire ganz vag gehalen. Hei misst eng Programmkommissioun duerchgeënd a kohärent fir de Fondamental an de Secondaire definéieren, wat misst gemaach ginn. Et muss séchergestallt ginn, datt eis Sprooch enseignéiert gëtt, wéi et misst sinn, fir datt all eis Kanner ee gudder Bagage vun eiser Sprooch matkréien.

Mä zu eiser Identitéit gehéiert net nëmmen eis Sprooch. Heizou gehéieren och eis Bräich, eis Lidder, och „Ons Heemecht“, eis Literatur - „De Renert“, eis Geografie, eis Geschicht an esou weider. Déi besteeënd Programmer misst zesumme mat den entsprecheenden Programmkommissiounen, dem Conseil permanent de la langue luxembourgeoise an aneren Akteuren ugepasst a konkretiséiert ginn.

Dann nach kuerz zum Gesondheets- a Fleege-secteur. Dës Strategie weist keng Léisung op. Si verweist op besteeënd Gesetzestexter. Vill Leit fille sech awer trotz dësen Texten net wuel, wann en Dokter zum Beispill nëmme Franséisch schwätzt. Et muss also no Léisunge gesicht ginn, zesumme mam Secteur. An de Congé linguistique war dofir agefouert ginn, fir et de Salariéien oder den Independanten ze erlaben, fir eis Sprooch ze léieren.

Als CSV si mer der Meenung, datt d’Regierung hir Spuermoossnam 193, mat där si d’Bäihëllef fir de Betrib vun 100 op 50% erofgesat huet, soll réckgängig maachen oder zumindest erëm soll no uenen adaptéieren an och geziilt soll d’Promotioun vum Congé linguistique maachen.

Am Kader vun der Petitiounsdebatt ass och driwwer diskutéiert ginn, fir wichteg Gesetzestexter an enger vulgariséierter Form op Lëtzebuergesch ze publizéieren. Dëse Punkt ass elo guer net méi erwäant ginn. Soll do näischt geschéien? A wa jo, firwat net?

Dir Dammen an Dir Hären, dat Ganzt huet op jidde Fall eppes Guddes u sech: Mir schwätzen iwwer eis Sprooch. Allerléngs, mir haten eis vun enger Strategie méi gewënscht. Mä vläicht ass dëst jo awer nëmmen d’Strategie, déi festhält, fir eng Strategie auszeschaffen, an dofir huet se zwanzeg Joer Zäit.

Wichteg ass, an dat soll een net aus den Ae verléieren - ech zitieren och de Lex Roth aus der RTL-Sonndeszeitung -: „Eis Sprooch muss do gehollef kréien a gestäipt ginn, wou si all Dag vun de Leit gebraucht gëtt (...).“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hansen. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d’DP.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, eng Sprooch ass en immens wichtigen Deel vun enger Gesellschaft. Se verbënnt, se hëlleft verstoen, se erméiglecht de Mënschen eng einfach a gutt Kommunikatioun am Alldag, se ass e Schlëssel am Zesummeliewe mat eise Frënn, mat eisen Noperen, mat eise Schoul- an Aarbechtskolleegen.

Grad well eis Sprooch en immens wichtige Facteur an eisem dagdeeglechen Liewen ass, e ganz wichtegt Element vun eiser Natioun an eisem Patrimoine, ass et wichteg, sech Gedanken ze maachen a sech eng Strategie ze ginn, fir d’Lëtzebuergesch ze stäerken.

An de leschten Deeg hu sech ënner anerem Leit wéi Lex Roth oder Jemp Schuster ganz positiv iwwert d’Strategie vun der Regierung fir d’Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch geäussert. Eleng schonn de Fait, dass esou Leit, déi an de leschte Joren a Joréngten awer nun emol unerkannten Experten am Domän vun eiser Sprooch sinn, sech positiv äusseren, dass elo endlech jorelaang Fuerderungen erfëllt ginn, weist, dass dës Regierung et fäerdegbruecht huet, dem Lëtzebuergesch als Sprooch e méi héije Stellwäert ze ginn.

D’Lëtzebuurger Sprooch ass virun allem eng Sprooch, déi leeft. Se gouf nach ni esou vill geschwat, gelies a geschriwwen wéi haut, ob an SMSen, a WhatsAppen a Mailen oder a Bréiwer, ob Radio oder Télé, vu Kanner- iwwer Sachbicher, d’Lëtzebuurger Sprooch ass am Alldag vun eis alleguer präsent. Se gëtt gefleegt a se kennt de Leit hei am Land ëmmer méi no.

Mat dësem Aktionsplang wëllt d’Regierung de Stellwäert vun der Lëtzebuurger Sprooch awer

net nëmmen erhalen, mä weider verstärken. Et goufe sech ambitiéis Ziler gesat, déi et elo géllt, am Sënn vun enger laangfristeger Sproochen- a Kulturpolitik an d’Realitéit ëmzesetzen.

D’Demokratesch Partei wäert dës Ustrengunge selbstverständlech ënnerstëtzen. Déi véier grouss iwwergräifend Ziler, déi d’Regierung mat dëser Strategie wëllt erreechen, déi si scho gesot, mä ech erwäne se nach eng kéier: éischstens, de Stellwäert vun eiser Sprooch ze verstärken; zweetens, d’Norméierung, de Gebrauch an d’Etüd iwwer eis Sprooch virunzudreiwen; drëttens, d’Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch... (veuillez lire: d’Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch a Kultur ze fërderen, a véiertens, d’Lëtzebuergeschsproocheg Kultur ze promovéieren).

(Problème de sonorisation)

Här President! Paus! Also, ech hu keen Handy!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, et misst erëm goen.

(Interruption)

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Et misst erëm goen. Dir héiert mech?

(La séance publique est suspendue à 14.40 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.10 heures.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Heimat maachen ech d’Séizung erëm op, mat den Entschëllegunge fir déi Pann. Mä mat der Technik kann dat virkommen. Merci eise Leit, déi et esou séier erëm an d’Rei kruten.

Ech géif da proposéieren, fir dass mer awer e Fuedem dra behalen, dass den Här Lamberty nach eng kéier vu vir géif ufänken.

(Exclamations)

Jo, ech mengen, bei esou enger Ënnerbriechung! Dir maacht dat, Dir fänkt vu vir un, fir dass awer e bësse Suite an deem Ganzen drableift.

(Brouhaha général)

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Et ass jo enregistriert. Ech kann dann do weiderfueren, dat ass kee Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass kee Problem. Wann Dir insistéiert, fir direkt weiderzufueren, da refuséieren ech lech et net.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Ech géif soen, et wär wéi an engem gudden Buch oder an engem gudden Film: d’Introductioun ass gemaach, mä ech kann elo mam Haaptdeel weiderfueren. Duerfir, mengen ech, brauch ech net vu ganz vir unzefänken.

Ech erlabe mer duerfir och, wéi gesot, elo einfach en éischte wichtige Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, dat ass sécherlech d’Ausschaffe vun deem Zwanzegjoresplang, mat deem den zukünftege Kommissär fir d’Lëtzebuurger Sprooch befaasst gëtt.

An hei ass och schonn e ganz wichtige Message. De Kommissär kritt d’Missioun, zesumme mat aneren Akteuren aus der Gesellschaft Richtlinnen auszeschaffen, déi eis Sprooch no vir bréngen, net vun uenen erof diktéieren, mä zesumme mat de Leit hei am Land eis Sprooch weiderbréngen an entwéckelen. De Kommissär fir d’Lëtzebuurger Sprooch kritt déi wichtige Aufgab, niert dem Ausschaffe vum Zwanzegjoresplang, och derfir ze suergen, de Suivi vun de Moosnamen ze assuréieren an och d’Förderungsmaassnahmen ze koordinéieren, déi vun der Educatioun an der Kultur ugestouss ginn.

De Kommissär bleift awer net eleng, fir déi Missioun ze erfëllen. Et gëtt ronderëm hien en Zentrum fir d’Lëtzebuergesch geschafen. Eng vun de Käraufgaben hei ass d’Norméierung vun der Lëtzebuurger Sprooch. Och hei gëtt d’Zesummeschaffe groussgeschriwwen. Et sollen nämlech ganz enk Lienen entstoe mat anere kulturellen Instituter wéi dem Centre national de littérature, dem Centre national de l’audiovisuel oder natierlech och der Uni Lëtzebuerg.

Här President, als fréiere Schoulmeeschter läit mer d’Schoul natierlech nach ëmmer ganz besonnesch um Häerz. Wa mer soen, déi Lëtzebuurger Sprooch wier d’Haaptintegratiounssprooch hei am Land, dann dierf een op kee Fall vergiessen, déi exzellent, awer wirklech déi exzellent Integratiounsaarbecht vun eise Schoulen hei op dëser Plaz ze erwänen! Virun allem si droen dozou bäi, dass haut méi Lëtzebuergesch geschwat gëtt wéi jee virdrun.

Vergiesse mer net, dass all Kand, wat hei am Land eng staatlech Schoul duerschleeft, gewéinlech och Lëtzebuergesch ka schwätzen. Dat ass wirklech eng enorm Leeschtung. Bedenkt een, wéi vill Kanner mat net Lëtzebuergesch schwätzen



zenden Elteren hei am Land op d'Welt kommen, versteet een och, firwat ab Oktober dëst Joer de Prozess, fir Lëtzebuergesch op eng spilleresch Aart a Weis ze léieren, schonn an de Crèchen a Betreuungsstrukture verstärkt gefërdert gëtt.

D'Lëtzebuurger Sprooch fënnt also ab dem Hierscht och a Crèchen, wou bis ewell nëmme Franséisch geschwat gouf, de Wee an den Alldag vun de Kanner. Dëst kënnt natierlech besonnesch de Kanner mat Migratiounshannergrond zegutt a wäert dozou féieren, dass Lëtzebuergesch méi fréi méi präsent am Liewe vu ville Kanner wäert sinn.

Déi Lëtzebuurger Sprooch ass a bleift domadder Haaptintegratiounssprooch hei am Land. Och duerno wäert sech d'Lëtzebuurger Sprooch wéi e roud Fue dem duerch eis Schoulen a Lycéëen zéien: vun der Spillschoul, dem Cycle 1, wou d'Lëtzebuergesch d'Haaptkommunikatiounssprooch bleift, iwwert de Léierprogramm Lëtzebuerg als Friemsprooch, obligatoresche Lëtzebuergeschcoursen an den internationale Grondschoulen a Lycéëen, bis hin zu de sëllegen Optiounscoursen iwwert d'Lëtzebuurger Kultur an och Literatur.

Iwwregens soll jo och schonn ab der nächster Rentrée all Schüler d'Méiglechkeet kréien, sech an en Optiounscours iwwert d'Lëtzebuergesch an d'Lëtzebuurger Orthografie anzeschreiwen. D'Regierung hält d'Förderung vun der Lëtzebuurger Sprooch an de Schoulen also ganz eescht, an dat och scho laang virun dësem Aktiounsplang!

A propos Orthografie: Wéi d'éinescht gesot, gëtt Lëtzebuergesch duerch déi nei Technologie mëttlerweile och ëmmer méi geschrriwwen. Zënterhier gëtt och de Wonsch ëmmer méi grouss, fir richteg an och korrekt Lëtzebuergesch ze schreiwen. Nieft de flotten an am Alldag ëmmer méi präsenten Onlinedictionnairen an Appen, wéi zum Beispill dem LOD oder dem Spellchecker, dee virdu schonn ugeklongen ass, gëtt et ewell eng immens interessant an informativ Broschür.

Et ass vläicht méi e klassesche Wee, mä ech kann lech se allegueren nëmmen un d'Häerz leeën.

(M. Claude Lamberty montre une documentation.)

Et ass eng extrem flott Broschür. Se heescht „Gewosst wéi!“, eng Broschür, déi all Mënsch, wéi gesot, sech op schreiwen.lu och kann erfölueden an déi an all Bibliothék hei am Land gehéiert. Heiranner fënnt een op eng interessant Aart a Weis déi verschidden Orthografieregele vun der Lëtzebuurger Schreifweis, vun der Eifeler Regel bis zu den Diphthongen, an, wat richteg flott ass, dat Ganzt ëmmer mat Lëtzebuurger Spréchwierder oder Zitater aus lëtzebuergesche Film-, Musek- a Literaturwierker illustriert.

An da gëtt et, an do wëll ech vläicht dann och kuerz agoen op dat, wat virdrun erwänt ginn ass, eng aner Broschür, well et gouf schonn eng Kéier eng éischt Broschür, déi mir ganz bekannt ass, well déi hunn ech deemools och missen um deemolegen ISERP e bësse méi genau léieren a kucken, an déi huet déi deemoleg Educationnsministesch, d'Anne Brasseur, an Opdrag ginn, wou dann „Eng kleng Hëllef, fir Lëtzebuergesch ze schreiwen“, wéi gesot, och schonn am Joer 2001 ganz präsent war. Dir gesitt also, et ass net esou, wéi wann nach ni eppes fir d'Lëtzebuurger Sprooch gemaach gi wär. An iwwregens ass och da virdrun ugeklongen, „D'Heemecht“ wär nach net genuch illustriert a beschriwwen, an an där Broschür op Säit 12, do war se schonn dran!

(M. Claude Lamberty montre une documentation.)

Här President, et ass nach net allze laang hier, do huet den heitegen Educationnsminister Claude Meisch d'Leit motivéiert, selbstebewosst mat eiser Sprooch ëmzegoen, an dat op allen Niveauen. Mir als Demokratesch Partei begrëissen duerfir och ausdrécklech, dass op europäeschem Niveau de Stellwäert vun eiser Sprooch soll verstärkt ginn.

Änlech wéi d'Sproochegesetz vun 1984 hei am Land virgesäit, sollen an Zukunft all d'Bierger d'Méiglechkeet kréien, sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutionen ze adresséieren an och eng Äntwert op Lëtzebuergesch ze kréien. Well dat ass et, wat de Bierger an enger éischter Etapp konkret brauch: Wann en eng Fro huet a wann e sech wëllt a senger Heemechtssprooch un d'EU wennen, da schreift en e Bréif op Lëtzebuergesch an da kritt en och eng Äntwert a senger Sprooch. Dat ass a mengen Aen e gudden, e pragmatesche Wee an e grouss Surplus um Service um Bierger, deem hei gewielt gouf. Et verstärkt een de Stellwäert ganz kloer no bauen an et erliichtert een d'Kommunikatioun tëschend dem Bierger an de jeeweilegen EU-Institutionen.

Här President, d'Verankerung vun der Lëtzebuurger Sprooch an der Verfassung ass e weidere wichtige Punkt, deem hei soll erwänt ginn, well et trotzdeem e Meilesteen ass, wann d'Sprooch och bis an der Constitutioun gefestegt gëtt.

Dann nach vläicht ee Wuert zu deem, wat de Statssekretär Guy Arendt gesot huet vun der Eegeverantwortung. Ech gesinn dat genauso wéi hien. Mir allegueren, heibannen an och dobaussen, droen natierlech eng grouss Verantwortung par rapport zur Entwécklung vun eiser Sprooch an och zum Ëmgang domat.

Wéi vill Kolleegen, wéi vill Frënn huet jiddweree vun eis a sengem Frëndeskrees, déi doheem net Lëtzebuergesch schwätzen? A wéi oft switche mir, well mer et och kënnen, well et eng Stärkt vun eis ass, an d'Sprooch vun deemjéinegen, deem awer vläicht ganz oft léiwer hätt, mir géife mat him Lëtzebuergesch schwätzen, fir dass en déi Sprooch och ka richteg a gutt léieren?

Am Resumé kann een haut feststellen, dass mat dësem Aktiounsplang Strukture geschafe ginn, déi eiser haut scho lieweger Lëtzebuurger Sprooch an den nächsten zwanzeg Joer d'Méiglechkeete ginn, sech weiderzëentwéckelen, an déi aus engem richtig grouss Pak vun eenzelne Mesurë ganz vill Beräicher ofdecken, fir eiser Sprooch op verschiddenen Niveaue weiderzuhëlfen. Nach ni huet d'Politik méi gemaach wéi dës Regierung fir eis Sprooch!

Als DP felicitéiere mer der Regierung natierlech a wënschen eiser Sprooch och weiderhin eng lieweg Zukunft. Ech wëll ganz zum Schluss awer nach eng Kéier betounen, dass d'Stärkung vun eiser Sprooch op kee Fall op d'Käschte vun eiser Villsproochegkeet dierf goen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Et dierf een net vergiessen, dass de Räichtum vun eise Land op gesellschaftlech, kulturellem oder ekonomeschem Plang vill, wierklech ganz vill mat eise Sproochekenntnisser hei am Land ze dinn huet, Lëtzebuergesch op där enger an eis geliefte Méisproochegkeet op där anerer Säit. Fir d'Demokratesch Partei sinn dat zwee Standbeen, déi eis vu villen aneren ënnerscheeden, déi eis auszeechnen an op déi mir kënnen a sollen houfreg sinn.

Ganz zum Schluss nach zwee Wieder. Mir hunn eng Motioun virbereet, déi d'Chamber (veuillez lire: d'Regierung) opfuert, fir kënnen deen Aktiounsplang, dee virgeluecht ginn ass, dann och an d'Realitéit ëmzesetzen. Dat heescht, d'Chamber ralliéiert sech do natierlech drun a fuerdert d'Regierung op, de Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch weider ze féieren. An, Här President, ech géif lech déi iwwerrechen.

Motion 2

D'Chamber,

vu

- datt d'Lëtzebuurger Sprooch op groussen effentlechen Interessi stéisst;

- datt et e politesche Konsens iwwert d'Noutwendegkeet vun enger verbesserter Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch gëtt;

bekannt sech

- zur Verankerung vum Lëtzebuergesch an Sprooch vum Land an der neier Verfassung;

- zur Lëtzebuurger Sprooch als Integratiounssprooch;

- zu den dräi Amtssproochen mat dem Franséischen als legislativ Sprooch zu Lëtzebuerg;

- zur Méisproochegkeet, wéi se ënner anerem am Sproochegesetz festgehal ass;

begrësst, datt d'Regierung schonn eng Rei Mesurë fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ëmgasat huet;

begrësst, datt d'Regierung eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ausgeschafft a presentéiert huet, déi 40 konkret Piste fir eng laangfristeg Sproochen- a Kulturpolitik zu Lëtzebuerg opweist;

fuerdert d'Regierung op

- de Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch weider ze féieren;

- an deem Sënn déi ausgeschaffte Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch konsequent ëmzesetzen a wann néideg un nei Erausforderungen unzepassen;

- esou séier wéi méiglech de Poste vum Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze besetzen an den „Zentrum fir d'Lëtzebuergesch“ ze schafen;

- zesumme mam Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch an dem „Zentrum fir d'Lëtzebuergesch“ den uviséierten 20-Joresplang auszuschaffen an en Zäitplang fir d'Ëmsetzung vun den eenzelne

Mesuren aus dësem Plang festzeleeën;

- no dräi Joer een éischte Bilan vun de Mesuren ze presentéieren.

(s.) Claude Lamberty, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Alex Bodry.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Lamberty. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dës Strategiepabeier vun der Regierung fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch fousst engersäits op dem Regierungsprogramm vun 2013. E fousst awer och op all deenen Initiativen, déi an deene leschte Jore vun deenen diverse responsabele Stelle geholl si ginn, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze féieren, also eng Kontinuitéit mat enger Politik, mä gradesou awer och markéiert dës konzertéiert Ergoensweis en neien Elan an der Sproochepolitik hei zu Lëtzebuerg, besonnesch och wat d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ugeet.

Dës Strategiepabeier soll an en Aktiounsplang münden. Et ass also keen definitiven Text. Et ass eng Grondlag, déi weider soll genäert ginn duerch nei Initiativen, nei Iddien, déi an den nächste Jore wäerte mat derbäikommen, déi dann an e Plang wäerte münden, deen zesumme mat allen Akteure soll dann ausgeschafft an och ëmgasat ginn. Et ass eng ganz strukturiert, awer gläichzäitig och eng flexibel Aart a Weis, fir un d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch erunzegoen.

Dës Pabeier huet sécherlech och ze di mat der Petitioun 698, déi mer och schonn hei d'Geleeënheet hatten an der Chamber ze diskutéieren. Si spigelt erëm op d'Suerg, déi vill Leit hei zu Lëtzebuerg hunn, wat d'Weiderliewen, d'Entwécklung vun der Lëtzebuurger Sprooch ugeet. Dat Uleies gëtt vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun seriö geholl. An dat ass och gutt esou.

Wat awer fir eis als LSAP wichtig ass, ass, dass déi Förderung vun der Lëtzebuurger Sprooch, eiser Landessprooch, sech net géint aner Sproocher richt. Et ass eng positiv, eng offensiv, eng zukunftsorientéiert Strategie, a keng negativ, defensiv a rückwärtsgekeiert. Si ziilt drop aus, d'Gesellschaft zesummenzebréngen. Si ziilt also och drop aus, fir eis Heemechtssprooch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a Literatursprooch ze stäipen. Dat ass wichtig. An dat geschitt am Kader vun deem besteende Sproochesystem, deen net ëmgeännert gëtt, dee gefestegt gëtt, mat Lëtzebuergesch als Sprooch vum Land, mä awer och mat eisen dräi Amtssprooch Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch a mat dem Franséischen als Sprooch vun eiser Gesetzgebung.

Dat ass och déi Realitéit, déi mir um Terrain zu Lëtzebuerg feststellen. An dëst, also deen op d'Méisproochegkeet opgebaute Sproochesystem, deen e staarke Pilier am Lëtzebuergesch huet, bleift eis Particularitéit hei am Land, eis Stärkt, eise Virdeel, dee mer op kee Fall dierfen opginn; d'Méisproochegkeet mat engem staarke lëtzebuergesche Pilier, weinst dem Zesummeliewen, weinst dem Zesummeschaffen, weinst der Zukunft och vu Lëtzebuerg als internationalen an europäeschen Zentrum.

D'Lëtzebuurger Sprooch ass d'Sprooch vun eise Land, e Stéck vun eiser Identitéit, vun eiser Kultur, mä awer och dat Franséisch, dat Däitscht an och zum Deel dat Englescht, déi hunn en Impakt op eis Identitéit an eis Kultur. An déi Mëschung do mécht eigentlech als Ganz d'Identitéit vun eise Land aus. Dorunner solle mer op kee Fall rüttele goen.

An engem Moment, wou ee feststellt, dass bei eisen Noperen, ob dat a Louthréngen ass, ob dat am Saarland, a Rheinland-Pfalz ass, eng ganz staark Bewegung ass, fir de Lëtzebuurger Modell versichen ze imitéieren an op si unzepassen, wou si soen: „Mir müssen onbedéngt d'Sprooch vun eise Land kennen. Mir müssen onbedéngt d'Méisproochegkeet an de Vierdergrond stellen“, an engem Moment, wou aner erkennen, wat fir een Atout eigentlech déi Méisproochegkeet ass, dierfe mer op kee Fall deen doten Avantage opginn.

Also d'Fördere vum Lëtzebuergesche bleift am Kader vun deem Sproochesystem, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen an dee sech grosso modo bewäert huet iwwer laang, laang Jorzéngten.

Als LSAP hu mer eis mat villen aneren derfir agesat, a mer hunn eis do eens gemaach an der zoustänneger Kommissioun, dass d'Lëtzebuurger Sprooch soll endlech an eis Verfassung

integréiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass bis 1948 just déi däitsch an déi franséisch Sprooch an eiser Verfassung stoungen an dass vun 1948 u just eng Referenz op e Sproochegesetz gemaach ginn ass an eise ieweschte Gesetz, der Constitutioun. Et gëtt also Zäit, dass mer dee Manko do behiwen an am Kader vun eiser neier Verfassung, un där mer elo an der Endphas schaffen, och d'Lëtzebuurger Sprooch, mä awer gradesou de Lëtzebuurger Sproochesystem an eis Constitutioun verankert kréien.

Da kann net méi dat virkommen, wat deem éischte sozialisteschen Deputéierten, dem C.M. Spoo, hei an der Chamber geschitt ass: No deem en déi éischt Wieder hei op Lëtzebuergesch gesot huet, ass e vum deemolege Chamberpresident direkt ënnerbrach ginn a gebiede ginn, e sollt net méi an där doter Sprooch hei weiderfuere, well eis Verfassung déi dote Sprooch net géif kennen.

Lëtzebuergesch war als Dialekt eigentlech verpöont, war keng vollwäerteg Sprooch sengerzäit. Déi Zäite si glécklecherweis definitiv eriwwer. An duerfir fanne mer et och net falsch, op de Wee ze goe vun enger offizieller Unerkennung vum Lëtzebuergesch op EU-Niveau iwwer e Verwaltungsarrangement, dee méiglech ginn ass duerch en Accord, wou Lëtzebuerg selwer a senger Presidence 2005 matgeholf huet, deen ze erreechen, deen et méiglech mécht, eben de Gebrauch vum Lëtzebuergesch an den Institutionen an an der Korrespondenz mat den europäeschen Institutionen iwwer en administrativen Arrangement ze verankeren. Quitte dass d'Käschte vun där Operatioun da vun deem jeeweilege Stat, hei Lëtzebuerg, ze droe sinn.

Dat do bréngt eis awer e gutt Stéck weider. An dat geet souguer iwwert déi reng Symbolik vun enger offizieller Unerkennung eraus, wat och d'Méiglechkeet gëtt, fir sech a Lëtzebuurger Sprooch un d'Institutionen ze richten an och eng Äntwert a Lëtzebuurger Sprooch an Zukunft ze kréien, wann deen Arrangement da gefasst ginn ass.

Normativ europäesch Texter wäerten haut wéi an Zukunft weiderhin a franséischer Sprooch hei zu Lëtzebuerg gëllen a verschafft ginn. Richteg ass et, mengen ech, dass an deem Plang virgesinn ass, dass all wichtig Texter op Internetsite vun der Regierung - dat muss awer an Zukunft selbstverständlech och fir den Internetsite vun der Chamber gëllen an och vun de Gemenge gëllen - och sollen op Lëtzebuergesch zur Verfügung stoen.

Dat gëllt an eisen Aen och fir Publikationen, déi ee mécht iwwer Informationsbroschüren, vulgariséiert Texter iwwer wichtig gesetzlech Bestëmmungen, déi sollen ënner anerem och, mä net nëmmen op Lëtzebuergesch zur Verfügung sinn. Do hu mer vläicht ze oft dem Penchant noginn, fir am Fong amplaz vum Lëtzebuergesch dann eng däitsch Versioun ze huelen, well mer gesot hunn: „D'Lëtzebuurger verstinn och Däitsch, also brauch een dat net nach eng Kéier nieft dem Franséischen an enger drëtter Sprooch ze maachen.“ Ech mengen, do sollt ee méi systematesch d'Lëtzebuergesch wierklech och bei deenen Informationsinitiativen, déi ee vun effentlecher Säit hält, zur Geltung bréngen.

D'Regierungsstrategie huet véier iwwergräifend Ziler, hannert deene mer stinn, wéi se och den Avantage huet, dass se eigentlech secteuriwwergräifend ausgerichtet ass: Förderung, Fierschung, Schoul, Kultur, Beruff, Alldag, Verwaltung, all déi dote Beräicher sinn duerch déi eng oder aner Moosnam an deem Pabeier tangiert. An dat ass gutt esou. An et ass eigentlech och déi éischte Kéier, wou probéiert gëtt, déi Strategie wierklech an deem dote Mooss ze bündelen a kloerzemaachen, wat een eigentlech als iwwergeuerdnet Ziler verfollegt.

Mir mengen awer och, dass déi Flexibilitéit, déi d'Regierung wollt hunn, och sollt genotzt ginn, fir nach déi eng oder aner zousätzlech Iddi mat an deen heite Programm eranzehuelen. Ech wëll op eng, an dësem Moment, am Numm vun eiser Fraktioun, hiweisen, dat ass effektiv, nach zousätzlech Efforten ze maachen, wat de Gebrauch vum Lëtzebuergesch am Alldag ugeet, zemools an Déngschtleeschungsbetrieb, am Handel, wou also de Kontakt mam Client muss kënnen méi oft wéi haut op Lëtzebuergesch stattfannen.

Dat bedeit en Effort vun ieweschter Säit, mä et bedeit awer virun allem en Effort vu privater Säit, vun der Säit vun de Patronen, vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen. An ech mengen net, dass dat elo reng eng Fro vu Suen ass, wou ee misst méi elo d'Patrone subventio-



néieren, fir do eppes ze maachen. Et ass jo am Interêt vum Betrib selwer, dass am direkte Kontakt mat de Clienten, mat de Lëtzeburger Clienten, dass do och Personal ass, wat Lëtzebuergesch zumindest versteet an och an de wesentleche Punkte sech kann am Lëtzebuergesch ausdrécken.

Do stelle mir eis vir, dass do Pläng secteurweis zesummen ausgeschafft gi vum Stat mat deenen eenzelne Patronatsvertrieder an deenen eenzelne Beräicher mat klore Ziler, mat klore Mëttelen a Ressourcen, déi zur Verfügung gestallt ginn, fir an der Praxis also do am Alltagsgebrauch vum Lëtzebuergesch am Kontakt mam Client konkret virunzekommen, äänlech wéi dat schonn am Spidolswiesen zu engem gudden Deel scho leeft an och gutt Resultater zurzäit opweist.

Här President, ech gesinn, meng Zäit leeft mer e bësse fort. Ech wëll just begrëissen, dass deen heite Plang natierlech vun Oppositionssäit, well se an der Opposition sinn, eigentlech net däerf ganz gutt fonnt ginn. Dat ass d'Regel, déi nach ëmmer schéngt hei sech duerchzesetzen. Wat mir awer opfällt, dat ass, dass déi Leit, déi sech jorelaang fir d'Lëtzeburger Sprooch setzen, ob dat Leit vun der Aktioun Lëtzebuergesch sinn, ob dat Leit sinn, déi am Conseil permanent vun der Lëtzeburger Sprooch sëtzen, dass déi sech positiv, onopgereegt, sachlech positiv zu där heiter Initiativ vun der Regierung geäussert hunn. An et ass dat eigentlech, wat zielt, an net d'Gestëppels an d'Gepicks vun der Opposition. Duerfir sti mer zu 100% hannert deem heite Plang.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.***- Merci och dem Här Bodry. An nächste Riedner ass de Claude Adam fir déi gréng.

(**Interruption**)

► **M. Claude Adam (*déi gréng*).**- Dat ass schwéier.

Merci fir d'Wuert, Här President. déi gréng sinn der Meinung, dass et richtig ass, wann d'Regierung sech eng laangfristeg Strategie gëtt, fir d'Lëtzeburger Sprooch an der Sproochen- a Kulturpolitik ze fërderen. An ech gesinn et d'selwecht wéi den Här Bodry: Dat solle mer an enger sachlecher, nüchterner Diskussioun maachen. Mir brauche keng Hyperaktivitéit ronderëm eis Sprooch. Mir brauche keng Revolution, wat den Émgang mat eiser Sprooch ugeet. Mir brauche keng Lëtzeburger Mammëllechsproochendebatt.

Mir wëllen alleguer d'Lëtzeburger Sprooch valoriséieren. Ech gesi keen, deen do aus der Rei spréngt. A fir déi gréng ass Lëtzebuergesch d'Sprooch vum Lëtzeburger Land. Mir wëllen, dass méiglechst all Leit, déi an eisem Land wunnen, a méiglechst vill Leit, déi an eisem Land schaffen, des Sprooch kënne léieren, eis Sprooch kënne notzen, well, jo, d'Lëtzeburger Sprooch ass ee Moyen par excellence, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. An dat ass jo genau dat, wat mer alleguerten heibanne wëllen.

Wat mir Gréng net wëllen a wou mer eis aktiv dergéint wieren, dat ass, wa versicht gëtt, d'Lëtzeburger Sprooch ze mëssbrauchen, fir eis Populatioun ze dividéieren. All eis Beméiung mussen an d'Richtung goen, fir d'Leit op d'Lëtzeburger Sprooch hinzeféieren. Mir wieren eis géint Bestriewungen, déi wëllen ausgrenzen, déi Leit ausgrenzen, déi eis Sprooch net kennen oder nach net kënne.

Duerfir si mir och ganz kloer der Meinung, dass d'Lëtzeburger Sprooch haut net kann Amtssprooch ginn. Dat hätt fir d'Lëtzeburger an d'net Lëtzeburger Residenten, fir eis Wirtschaft, eisen Aarbechtsmaart esou vill negativ Konsequenzen, dass sogar de Petitionär an neien ADR-Member a senger...

► **M. Fernand Kartheiser (*ADR*).**- Très bien!

► **M. Claude Adam (*déi gréng*).**- ...eegener Petitioun, eng vun deene mat de villen Ennerschrëften, hei an der Chamber dat Zil absolutt relativéiert huet.

A wann d'ADR dann e Vertrieder sollt an d'Europaparlament schécken, da géif ech dat am Numm vu menger Partei bedauerlech fannen, well eis Vuen, wéi eng EU soll ausgesinn a wéi mer eng gemeinsam europäesch Zukunft solle gestalten, einfach diametral anescht si wéi déi vun der ADR.

(**Interruption**)

Wann dann esou ee Volleksvertrieder géif mengen, dem Lëtzeburger Vollek en Déngscht ze erweisen, wann en zu Stroossbuerg oder zu

Bréissel seng Interessen op Lëtzebuergesch géif vertrieden, da wier dat éischter säi Problem wéi eisen. Mir si bis elo ëmmer dervun ausgegangen, dass de Fait, dass mer souwuel eng Diskussioun op Däitsch wéi op Franséisch wéi op Englesch kënne féieren, éischter e Gewinn fir d'Lëtzeburger duerstellt wéi en Nodeel.

Mir sinn der Meinung, dass eng wueliwwerlechte Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch Sënn mécht. Mir hu scho méi oft festgestallt, dass et der Lëtzeburger Sprooch gutt geet, et ass och erëm haut gesot ginn. Et schwätzen a schreiwen a léieren haut méi Leit eis Sprooch wéi jee virdrun an eiser Geschicht.

Jo, firwat dann iwwerhaupt eng Promotioun maachen? Ma, mir wuesse rasant. All Joer kommen 12.000 Leit bäi. De Wuesstum gëtt, zu Recht, vill thematiséiert. A wann och haut méi wéi jee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, da stelle mer fest, dass och ganz vill aner Sproochen hei am Land geschwat ginn an dass een am ëffentleche Raum oft den Androck kritt, wéi wa Lëtzebuergesch nëmme wéineg géif geschwat ginn.

An der Sproochendebatt ass et wichteg, och ze kucken, wéi et um Aarbechtsmaart ausgesäit. Mir stelle fest, graff vereinfacht: 100.000 Lëtzeburger schaffen zu Lëtzebuerg, 100.000 net Lëtzeburger Residenten an 200.000 Frontalieren. Datt ënnert deene Prämissen a ville Betriber wéineg Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ass net verwonnerlech. An enger globaliséierter Welt ass dat awer och net ouni Weideres ze änneren.

Huele mer emol ee Betrib aus menger Noperschaft, huele mer emol d'Goodyear, e Betrib, dee mëttlerweil 70 Joer hei am Land ass: Do schaffen haut méi wéi 3.000 Leit. Dat ass ee vun deene gréisste Privatbetriber am Land. Ech weess net, wéi eng Sprooch vun de Leit an der Produktioun geschwat gëtt. Ech weess awer, dass déi éischt offiziell Sprooch vun deem Betrib weder Lëtzebuergesch nach Franséisch ass, mä Englesch ass. Fir eis ass dat eent vu ville Beispiller, déi weisen, dass mer eis Sprooch solle fërderen, mä näischt kënne forcéieren a vun uewen erof diktéieren.

déi gréng maache sech regelméisseg Gedanken iwwert den Émgang mat eiser Sprooch. Déi gréng Stéftung hat am Oktober eng Konferenz iwwert d'Méisprouchegeeket an der Klengkannerbetreuung organiséiert. An ech invitéieren lech haut schonn alleguer op eng Table ronde zu der Méisprouchegeeket an der Aarbechtswelt. Den Här Bodry huet dat och ugeschwat. Mir mussen Efforte maachen. An et ass natierlech d'Fro: Wéi kënne mer déi Efforte maachen?

Mir organiséieren eng Konferenz den 28. Mäerz an der Stad. An hei si Vertrieder souwuel aus dem Handel, aus dem Bankesektor, aus dem Fleege- a Spidolsektor an aus der Industrie. Mir wëllen nolauschten, wéi d'sproochlech Situatioun um Aarbechtsmaarché ausgesäit. A mir probéieren dann, politesch Konsequenzen aus deenen Erkenntnisser ze zéien. Esou eng Approche am Dialog ass de Wee, dee mir Gréng ageschloen hunn an der Sproochendiskussioun. A mir sinn der Meinung, dass dat ee gudde Wee ass.

Här President, ech ginn net op all déi 40 Mesuren an, déi mer vum Minister a vum Staatssekretär schonn d'lescht Woch an enger Réunion jointe vun dräi oder véier Chamberskommissiounen virgestallt kritt hunn. Duerfir ass meng Riedezäit net laang genuch. Ech maachen en onkomplette Kommentar vun de Mesuren.

Zu den éischte fënnf Mesuren, sougenannten iwwergeuerdnete Mesuren. Jo, et mécht absolutt Sënn, déi Sproochen- a Kulturpolitik laangfristeg unzegoen. Des Mesurë sinn och net, zumindest net all, nei erfionnt. D'Lëtzeburger Sprooch op EU-Niveau iwwer an Arrangement administrativ unerkannt ze kréien, ass en éischten interessante Schratt. Mir gesinn zurzäit keng Noutwendegkeet, fir hei méi wäit ze goen. Géife mer en zweeten oder en drëtte Schratt an d'A faassen, dee méi wäit geet, géife mer eis selwer kee Kaddo maachen, mä vill Problemer schafen.

Am Kapitel 1, wou et ëm de Stellwäert vun der Lëtzeburger Sprooch geet, ass virun allem de Punkt 7 „Iwwersetze vu staatlechen Internetsäiten op Lëtzebuergesch“ deen, deen am schnellste fir méi Visibilitéit fir d'Lëtzeburger Sprooch wäert suergen.

Et stellt sech natierlech och d'Fro no eiser drëtter Amtssprooch, dem Däitschen, an eventuell och dem Engleschen. Dat kéint fir vill Secteuren interessant sinn. Ech mengen, mir sollten dat flexibel ugoen.

Am Kapitel 2 iwwert d'Norméierung, de Gebrauch an d'Etüd vun der Lëtzeburger Sprooch kënne mer all d'Mesurë begrëissen, déi d'Regierung ugefouert huet. An et sinn och d'Punkten 8 bis 14 aus dësem Kapitel, déi an

eisen Ae beleëen, dass mer et ebe mat engem laangfristegem Projet ze dinn hunn.

D'Lëtzeburger Sprooch huet sech an deene leschte Jorzéngte vill beweegt an entwéckelt. Mir stellen zum Beispill e Verschwanne vun den Dialekter fest. Nodeems d'Madamm Jacobs net méi hei schwätzt, hunn d'Varianten an der Sprooch vun eisen Deputéierten nëmme méi...

(**Brouhaha général et interruptions**)

...Nuancen.

Ech gesinn, ech hat och mer erwaart, dass eng kleng Opposition vun deem Eck kéim, eben, wou Der elo grad drop higeschwat hutt,...

(**Interruption**)

...mä Dir kënnt lech awer nach gutt erënneren, wéi d'Madamm Jacobs hei geschwat huet, do hate mer awer nach vill méi grouss...

(**Brouhaha**)

...Dialekter hei, deene mer konnten nolauschten.

Eis Sprooch brauch Ennerstëtzung, fir sech weiderzëntwéckelen an ze festegen. Si brauch awer och Zäit. An et ass och schonn hei gesot ginn: Et gëtt haut vill méi Lëtzebuergesch geschriwwen an och besser geschriwwen, wéi dat nach virun enger gewëssener Zäit war, an dat souwuel am Alldag wéi och an der Literatur.

Dat drëtt Kapitel behandelt d'Léiere vun der Lëtzeburger Sprooch a Kultur. Mir gesinn dat eigentlech alles positiv. Den „eigentlech“ dréckt eis Skepsis aus iwwert de Punkt 15, net mam Titel „Lëtzebuergesch an de Betreierungsstrukturen“, mä éischter mat de ville Froen, déi eis déi méisprouchege Erzéiung stellt. Ech hu schonn ëfters dorobber higewisen. Ech weess, dass mer eis net alleguerten honnertprozenteg eens sinn.

Ech deelen alleguerten déi Aussoen, déi mäin Deputéierten- a Schoulmeeschterkolleeg Lamberty iwwert d'Lëtzebuergesch an der Schoul gemaach huet.

Ech bleiwen awer derbäi, dass déi Méisprouchegeeket eis ganz vill Erausforderung stellt. Ech bleiwen och derbäi, net un dat Bild ze gleewe vun engem klenge Gehir, dat mer just brauchen ze fëllen, vläicht mat engem Trichter, an och net un d'Bild vun engem klenge Gehir, dass sech vollsuckt ewéi e Schwamm, mer brauche just Wëssen oder Sprooch drop ze tippen.

Ech mengen, dass stëmmt net. Wann dat géif stëmmen, dann hätten all eis Kanner mat Migratiounshannergrond vill manner schoulesche Problemer, wéi se der haut hunn, da wiere se besser an de klassische Lycéee vertrauten an net iwwerduerchschnëttlech bei den Décrocheurs scolaires.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (*déi gréng*).**- An ee ganz lichte Zweifel hunn ech och mat der Obligation, fir Lëtzebuergeschcoursen an den internationale Grondschoulen a Secondairen anzeféieren. Jo, des international Schoule sinn in, besonnesch wéinst hire Sproocheregimenter, déi anescht si wéi an eisen ëffentleche Schoulen, Ausnam: déi nei international ëffentlech Schoul zu Déifferdeng.

Jo, et ass net gutt, wa ganz Kohorte vu Schüler kee Lëtzebuergesch léieren. Mä! Muss zum Beispill engem Diplomat säi Kand, dat fir véier Joer an d'Land kënnt, Lëtzebuergesch léieren? Wéi motivéieren ech ee Véierzéngjäregen, dee wéinst sengen Elteren hirem Beruff schonn a sengem drëtte Land an eng international Schoul geet, fir Lëtzebuergesch ze léieren? Mir sollten net vergiessen, dass déi international Schoule grad just erfionnt gi sinn, fir dese Kanner d'Liewen net onheemlech schwéier ze maachen.

All déi aner Mesurë si fir eis onproblematesch an noutwendeg. Dat géllt och fir déi Mesuren an der Erwuessenebildung. Ganz wichteg si fir eis d'Punkten 30, „Sproochekenntnisser am sozialen, therapeutischen a Familljesektor“, an 31, „Sproochekenntnisser am Gesondheessektor“. Net onbedéngt, well hei vill Neies steet, mä well eng Kéier rappeliert gëtt, dass grad just an dese Secteuren a ganz zu Recht schonn elo vill Efforte gemaach ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren. An déi Efforte mussen och weidergefouert ginn.

Da kommen ech zum Schluss, zum leschten a véierte Kapitel. Et geet ëm d'Kultur. Mir verstinn all déi Mesuren als zousätzlech Mesuren an net als Ofännerung vu Mesuren, déi et scho gëtt. Mir ginn dervun aus, dass och an Zukunft d'Literaturpräisser wéi an der Vergaangenheet Wierker an dräi oder véier Sproocher wäerten éieren. A mir géifen et och kloer bedauern, wann de Prix Servais oder de Concours littéraire national oder dee jonken Hörspillpräis net méi méisprouchege wieren.

A wa mer bei d'Theater- an d'Filmwelt ginn, dann ass de Sproocheräichtum och eng immens Plus-value. Mir kënne gäre spezifesch Präisser och fir Lëtzebuergesch Wierker schafen. Mir sollen awer net d'Kand mat der Bidden ausschëdden. D'Méisprouchegeeket ass e wichtige Bestanddeel vun eisem Land, eiser Schoul an eiser Kultur. Mir mussen oppassen, dass mer zumindest bleiwen, wat mer sinn. Mir sollen eis net sproochlech a kulturell méi aarm maachen, wéi mer et elo sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.***- Merci och dem Här Adam, mam Wonsch, heiansdo e Bléck op d'Auer ze werfen. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (*ADR*).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR begrëisst prinzipiell all Initiativ, déi sech fir d'Lëtzebuergesch asetzt, an an deem Sënn hu mer och déi heiten Initiativ vun der Regierung a priori emol positiv opgehol. Dat entbënt eis awer net vu gewëssene Kriticken an Iwwerleungen, déi mer musse maachen, a vun der Fro: Geet dat hei wäit genuch? Sinn et déi richtig Mesuren? A wéi wäit ass dat ëmsetzbar, wéi wäit bréngt et och wierklech eppes der Lëtzeburger Sprooch?

Mir hu festgestallt, dass dat heiten emol zu d'Éischt e politesche Geste ass. Ech mengen hei - verschidde Riedner hunn et och gesot -, et ass eng Reaktioun op dem Här Lucien Welter seng Petitioun, déi e bruecht huet mat ronn 15.000 Ennerschrëften. An ech mengen, d'Regierung ass sech bewosst, dass geschwé Wahle sinn an dass se do séier eppes muss maachen, och wann et net wierklech mat Iwwerzeegung gemaach gëtt.

Déi Iddi, fir zwanzeg Joer unzesetzen, dass kléngt hei strategesch: „20 Joer!“. Mä eng Regierung, déi nach 571 Deeg hei am Land un der Regierung ass, déi dedouanéiert sech. Déi seet sech: „Déi 571 Deeg, déi mir nach hei sinn, déi hu mer dann eng gewësse Rou, well mer esou maachen, als hätte mer eppes fir eis Sprooch gemaach. A wat duerno kënnt, dat kënne dann déi nächst Regierunge kucken.“

Dat ass u sech wéineg iwwerzeegend, zemoools well déi 20 Joer eng Absichtserklärung sinn ouni vill konkreten Inhalt. Dee soll e Kommissär ausschaffen! An do hu mer erëm e Reflex vu Leit, déi wierklech net direkt mat grouse Moosname wëlle kommen. Et gi Comitée geschaaft, et ginn Ämter geschaaft. Ech erënnere mech un den Asterix - deen an engem schéine Franséisch geschriwwen ass, Här Adam -, well do steet schonn: «On créera des commissions et des sous-commissions», als Mëttel, fir laanscht Decisiounen ze kommen. An dat heiten ass e bëssen deeselwechten Androck: Mir kreiéieren Organer an da kënne déi sech emol debrouilléieren. Op jidde Fall, des Regierung ass dann net méi do, wann et wierklech zu Moosname kënnt.

Ech verstinn och net, firwat jiddwereen heibanne sech entschëllegt praktesch, fir fir d'Lëtzebuergesch anzetrieden, a seet: „Oh, mir maachen eppes fir d'Lëtzebuergesch, awer ëm Gottes wëllen, dass geet net géint déi aner Sproochen, net géint d'Méisprouchegeeket!“ Dat seet jo och keen! Dat huet nach ni ee gesot! A wéi engem Land soss vun der Welt...

► **Une voix.**- Et huet nach kee sech entschëllegt.

► **M. Fernand Kartheiser (*ADR*).**- A majo sécher! Ma sécher! Der Rei no hutt Der lech entschëllegt, der Rei no!

(**Protestations**)

Do ass dach...

(**Interruption**)

A wéi engem Land géif een dat dann nach fannen, dass ee seet: „Ma mir maachen eppes fir eis Nationalsprooch“, ob dat Franséisch oder soss eppes ass, oder Däitsch, oder an iergendengem Land, a gläichzäiteg: „Mir maachen näischt géint déi aner.“? Dat ass selbstverständlech, dass et net géint eng aner Sprooch geet. Mä et ass batter néideg, dass mer emol endlech konkret fir d'Lëtzebuergesch Saache maachen!

Lëtzebuergesch dividéiert net. Lëtzebuergesch schléisst keen aus. Ganz am Géigendeel. Mir hunn als ADR ëmmer gesot: „Mir kucken, dass méiglechst vill Leit solle Lëtzebuergesch léieren, dass se all Chancen hunn hei am Land, un eisem ganze Liewe kënne deelhuele, all Beruffschancen hei am Land hunn. A wa Lëtzebuergesch eppes ass, dann ass et eng Inklusiounssprooch, an ni eppes, wat kann ausschléissen!“

Dës Regierung wëllt also hei e Geste setzen. Mä mir kucken d'Praxis an dat Deklaratorescht, a mir halen dat ganz kloer ausereen.

Wat huet des Regierung gemaach? D'Nationalitétegesetz, mat Hëllef vun de Kolleege vun



der CSV, wou den Niveau vum Lëtzebuergeschen erofgesat ginn ass. Et ass nach net laang hier, datt Der dee konkrete Geste hei an der Chamber gesat hutt. An no 20 Joer, wann een no 20 Joer hei am Land nach ëmmer näischt gemaach huet, fir d'Sprooch ze léieren, da kritt een d'Nationalitéit nach geschenkt! Dat ass déi konkret Realitéit vun dëser Regierung!

Mir hunn eng Debatt iwwert d'Affekoten. Elo musse mer kucke geschwënn, ob d'Affekoten nëmme Franséisch hei am Land musse schwätzen! Och déi Debatt steet eis nach bevir. D'multilingual Fréierzéiung gëtt ewell esou presentéiert vun der Regierung, als wär dat eppes, fir esou an deene puer Crëchen, wou Franséisch geschwat gëtt, elo och Lëtzebuergesch anzeféieren. Och do gëtt et eng aner Realitéit: Déi grouss Majoritéit vun de Crëchen, wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt, déi musse Franséisch aféieren! Vergiesst net deen Deel vun der Realitéit, well dat ass deen, dee wierklech Be-deitung huet.

D'international Schoulen, déi ëmmer hei gegrënnt gi sinn: Mir hunn dat ëmmer als ADR kritiséiert, datt an deene Gesetzter keng Präzisounen do sinn iwwert den Niveau vum Lëtzebuergeschen. Elo gëtt probéiert, e bëssen nozebesseren. Och dat gesi mir als eng Reaktioun op eis berechtigt Kritik.

Gëschter huet d'Demokratesch Partei proposéiert, datt am Kader vun der Lëtzeburger Arméi och auslännesch Offizéier an Enneroffizéier zougelooss sollte ginn. Mä wéi eng Sprooch géifen déi mat den Zaldote schwätzen, wa se kee Lëtzebuergesch kënnen? Wa se Lëtzebuergesch kënnen, kënnen se jo Lëtzeburger ginn. Wa se keent kënnen, müssen dann eis Zaldoten elo mat deenen eng aner Sprooch schwätzen? Ass et erëm de Lëtzeburger, dee muss säi Multilinguismus, deen e sech uléiert an uschafft, benotzen, fir elo mat Auslänner hei ze kommunizieren, déi Lëtzeburger Fonctionnaire wëlle ginn?

Fir eis ass kloer: D'Fonction publique hei am Land, den öffentliche Déngscht ass lëtzebuergeschsproocheg. A mir verlaange vu jiddwengem, dee wëllt am Déngscht vun eiser Heemecht am lëtzebuergeschen öffentliche Déngscht schaffen, datt en och d'Sprooch vum Land kann. An dat ass nun ebe Lëtzebuergesch!

(Interruption)

Fir eis ass et och evident, datt mer net elo toléréieren, datt d'CSV elo hei kënnt an dat heiten, déi hei Moossname kritiséiert, déi awer zum Deel an hirer Regierungssäit mat decidéiert goufen. Ech referéiere mech do op de Studieplang an de Primärschoulen, wéi dat elo heescht: am „Fondamental“. Deen ass 2011 ausgeschafft ginn. Du wor d'CSV un der Regierung. D'CSV dréit mat d'Verantwortung a kënnt haut heihinner a seet: „Et ass jo schued, an eise Schoule gëtt net iwwert d'Lëtzeburger Geografie, iwwert d'Lëtzeburger Geschicht, iwwert d'Lëtzeburger Bräich an esou weider geschwat“, an dee Plan d'étude, deen dat festleet, deen ass du festgeluecht ginn, wéi d'CSV selwer un der Regierung war!

(Brouhaha)

Fir eis ass och d'Verfassungsreform e ganz kloert a wichtegt Signal. Mir hätte gär - a mir hunn eng Proposition de loi gemaach! -, datt Lëtzebuergesch esou séier wéi méiglech an eis Lëtzeburger Constitution ageschriwwen gëtt, well mir kréie keng generell Verfassungsreform an dëser Legislaturperiod. Ech soen derbäi: „Gott sei Dank!“ Mä mir hätte gär als ADR, datt esou séier wéi méiglech déi Dispositioun iwwert d'Lëtzeburger Sprooch virgezu gëtt, a mir hunn eng extra Proposition de loi zu deem Zweck gemaach.

An et ass komesch, datt am Artikel 4 vun Ärer Propositionioun elo gesot gëtt: „Jo, mir wëllen och d'Villsproochegkeet aschreien.“ Gitt Der zréck op dat, wat bis elo an der Verfassungsreform gesot ginn ass? Oder wëllt Der deen Text huelen, deen bis elo diskutéiert ginn ass? Eng Onkloerheet. A mir hätten nawell gär, datt d'Regierung eis seet, ob se bei deem Text bleift, deen elo am Abléck an der Verfassungsrevisioun virgesinn ass, oder ob se vun deem Text ofweicht, fir an der Villsproochegkeet eng nei Formulatioun anzeféieren.

D'selwecht mat Europa. Mir haten déi Referenz op déi Dispositioun, déi de Conseil 2005 ugeholl huet an déi elo d'Regierung wëllt emsetzen, schonn e puermol an eise Wahlprogramm! 2014 fir d'Lescht, wann Der et wëllt nokucke kommen! Dat ass eng ADR-Fuerderung, déi scho laang besteet. Mir hu se e puermol hei an der Chamber virbruecht. Den Här Meisch huet ëmmer iwwerrascht gemaach, wa mer elo dermat komm sinn. Dat ass eng al ADR-Fuerderung, a wa mer eppes begrëssen an Ärem Moossnamekatalog, dann ass et, datt Der lech do eis endlech uschléisst.

Mir hunn och eng aner - am Europäesche Parlament -, ech liesen lech dat vir, well et ass

ganz interessant, et ze liesen. Et gëtt eng Decisioun vum Europäesche Parlament vun 1995 - Här Adam, elo lauschtet gutt nol, ech iwwersetzen dat op Lëtzebuergesch -, wou d'Europäescht Parlament, wat sech op d'Organer vun der Europäescher Unioun bezitt, ausdrücklech seet: „D'Europäescht Parlament ass der Meinung, datt et d'Recht vun all Deputéierten ass, a senger Mammesprooch ze schwätzen an ze schaffen, datt dat en ontrennbare Bestanddeel vum demokratische Recht vu sengem Mandat ass.“ Dat seet d'Europäescht Parlament.

Mir als ADR, mir versprechen eppes hei konkret: Wa mir an den Europawahlen d'iwwernächst Joer en Europadeputéierte kréie sollten, da schwätzt dee ganz sécher am Europäesche Parlament Lëtzebuergesch! A mir wäerten eis mat Méi druginn, mat allem Wëllen, mat aller Méi, fir datt dat och da méiglech ass, datt och am Europäesche Parlament - wéi den Här Spoo et hei gemaach huet sengerzäit - Lëtzebuergesch als gläichwäerteg unerkannt gëtt.

(Brouhaha)

Mir haten eng ganz Rei Lacunne festgestallt an deene Propositionen, déi d'Regierung eis virgeluecht huet: Lëtzebuergesch als Gesetzes-sprooch, als Amtssprooch. Den Här Adam huet do vläicht eng kleng Konfusioun. Wat ass Amtssprooch? Wat ass Gesetzessprooch?

Mir als ADR, mir hätte gär, datt mer d'Lëtzebuergesch esou entwéckelen, datt mer schrittweis Lëtzebuergesch och a Richtung Gesetzessprooch kënnen entwéckelen, datt mer an enger éischter Phas parallel Texter entwéckelen, fir datt mer wëssen, elo hu mer e Grad u Rechtssécherheet erreecht, deen eis erlaabt, och eng Gesetzessprooch draus ze maachen, an datt mer et dann aféieren. Dat ass e progressiv Prozess. Dat geet net vun haut op muer, mä dee politesche Wëlle muss awer do sinn. An dee gëtt et net op der Regierungssäit, dee gëtt et do net!

Mir hunn och an de Schoulen hei..., mir hate fréier, an där Regierung virdrun, wou d'Sozialiste jo och Member waren, do gouf nach geschwat vun enger lëtzebuergescher Sektoun an de Lycéén. Dat ass fale gelooss ginn. Ass d'DP do dergéint? Sinn déi gréng do dergéint, géint eng lëtzebuergesch Sektoun an de Lycéén? Huet d'LSAP hir Meinung geännert? Firwat gëtt dat net méi diskutéiert? Dat wier eng flott Iddi gewiescht. An et géif gläichzäiteg deene Leit, déi wëllen e Master am Lëtzebuergeschen op der Uni.lu maachen, eng Carrièresperspektiv ginn. Et geet jo net, datt Der hei kritiséiert oder bedauert, datt esou wéineg Leit dat studéieren! Majo wann Der hinne keng Carrièresperspektive gitt, dann ass et natierlech schwéier, esou e Studium ze maachen.

Mir vermessen och, datt d'Uertschafts- an d'Flouernimm net konsequent op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, datt och déi international Navigatiounssystemer, Elektroniksystemer net op Lëtzebuergesch favoriséiert ginn,...

(Brouhaha)

Ma dat ass wichteg!

(Brouhaha)

An da komme mer nach op eppes anescht, Maddamm Beissel, wat lech och vläicht interesséiert, well et all Bierger am Land interesséiert, dat ass de Gesondheetssektor. Wann ech kucken, wat Dir hei an Ärer Moossnam 31 iwwert de Gesondheetssektor schreift: Méi schwaach geet et net! Dir sot just, wat am Abléck de Stand ass.

Dir sot, de Gesondheitsminister hätt d'Recht - effektiv, am Abléck -, d'Sproochekenntnisser duerch de Collège médical iwwerpräiwen ze loossen. Gemaach gëtt dat wahrscheinlech ni. Datt Sproochecoursen an de Klinicken offréiert ginn, ass eng gutt Saach. Mä dat geet net duer! Mir hätte gär endlech eng voluntaristesche Approche, fir all Lëtzeburger, deen an eng Klinik geet, d'Angscht ze huelen, fir sech müssen a Sproochen auszedrécken, déi e vläicht net kann, oder de Risiko ze huelen, mat engem schwéiere Leed an d'Klinik ze kommen an dann net verstanen ze ginn an net behandelt ze ginn oder falsch behandelt ze ginn. E Méssstand, dee mer endlech musse bekämpfen, an zwar decidéiert bekämpfen!

Am Commerce ass et d'selwecht - ech gesinn, Här President, ech hu gesinn (veuillez lire: ech hu gesinn, datt d'Zäit ofgelaf ass), ech halen also op an engem Saz mam Commerce - an och do ass natierlech e Wëllen néideg. Et geet einfach net méi! An et gëtt och vun de Leit net méi akzeptéiert! Datt mer hei an eise Stroossen, hei an der Stad, an der Groussgaass, an all deene Stroossen hei ronderëm, a ville Geschäfte, wann net an deene meeschten, op Lëtzebuergesch näischt méi kënnen kafen, och dat ass eriwuer! Mir hätte gär eng aner Politik, fir deem en Enn ze maachen!

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci...

(Brouhaha général)

...dem Här Kartheiser. A leschte Riedner...

(Interruptions diverses)

► **Une voix**.- Schummt lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Just de President huet am Moment d'Wuert! An nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Wann een nom ADR schwätzt, denkt een dacks...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann ass näischt méi ze soen.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- ...denkt een dacks,...

(Interruptions)

...datt et vill Sproocher ginn, op déi ee sech verstoe kann, an datt et heiansdo och eng Sprooch gëtt, op déi ee sech net verstee.

Wéi d'Regierung virun enger Woch dee Strategiepabeier fir d'Promotioun vum Lëtzebuergesch presentéiert huet, ware mir als Lénk an der éischter Reaktioun éischter enttäuscht, well wesentlech Saachen an eisen Aen an deem Strategiepabeier gefeelt hunn. Éischtens schonn den Numm selwer: „Strategie“. Wann een eng Strategie entwéckelt, da muss een och Ziler definéieren. Da muss een Objektiv definéieren. An da si mer an enger gesellschaftlecher Debatt, wéi mir eis virstellen, wéi an Zukunft mëttel- oder laangfristeg de Sproochgebrauch zu Lëtzebuerg soll orientéiert sinn. An déi Zilvirgaben, déi feelen. Duerfir ass och dat, wat als eenzel Punkten an deem Strategiepabeier steet, just eng Opzielung vu méi oder manner inspiréierten a schonn deelweis existéierende Mesuren a Mesuren, wou verschiddener drënner sinn, déi duerchaus sënnavoll sinn, mä wou et awer deem Ganzen un der Kohärenz vun der Konzeption absolutt feelt.

Da geet d'Regierung elo dohinner a seet: Ma fir déi Strategie, déi dann och zu engem Zwanzgejahresplang féiere soll, duerfir setze mer e Kommissär an, also eng Persoun an, déi dat entwéckele soll mat den Akteure vun der Zivilgesellschaft. Mä ech mengen, datt dat net d'Aufgab ka si vun enger Persoun, vun engem Kommissär, wéi gutt deen och ëmmer ass, mä datt et d'Aufgab ass vun der Politik, d'Ziler an d'Objektiver ze definéieren, an datt een dann zesumme mat allen Akteure kuckt, wéi een déi Ziler eventuell erreeche kann, ob een eventuell muss Redressementer maachen zu deenen Ziler an Objektiv, déi ee gemaach huet. An et ass net, d'Verantwortung weiderginn un d'Institution vun engem Kommissär, deen dat dann alles entwéckele soll.

Deeselwechte Phenomeen hu mer och gesinn, oder gesi mer, am Beräich vum Kulturentwicklungsplang. Och do feelt et un inhaltleche Virgaben, déi dann ersat ginn doduerjer, datt eng Persoun domadder beoptragt gëtt, Ziler zesumme mat anere Leit ze definéieren. Mir mengen, datt d'Politik sech do hirer Verantwortung entzitt.

Och vermësse mer, oder hu mer vermësst, datt dat, wat zwar ëmmer ugekënnegt ginn ass - näamlech op där enger Säit wëlle mer d'Promotioun vum Lëtzebuergesch virubringen an op där anerer Säit soe mer: „Mä mir liewen awer an engem méisproocheg Land“, datt deem Spannungsverhältnis iwwerhaapt keng Rechnung gedroe gëtt, mä et ginn ebe just eenzel kleng Mesurë geholl fir d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen. Mä wéi ass dann dat Verhältnis vun deem Lëtzebuergeschen, wat dann esou promovéiert ass, an deem méisproocheg Land? Och dovunner hu mer ganz wéineg fonnt.

Mir mengen och, datt een eigentlech hätt misen ausgoe vun der Sproochesituatioun, wéi se am Moment och zu Lëtzebuerg ass, wéi et se gëtt. Mir schwätzen hei an der Chamber Lëtzebuergesch. Eis Texter sinn op Franséisch. Mir kucken däitsch Tëlee. Englesch ass ëmmer méi am Gebrauch. An op eise Chantieren an op de Stroossen a vun deene Leit, déi op deene Chantiere schaffen an d'Stroosse bauen, ginn nach eng ganz Rëtsch aner Sproocher geschwat.

Virdrun ass de C. M. Spoo vum Här Bodry a vum Här Kartheiser och ugeschwat ginn. Mä de Caspar Mathias Spoo huet hei op Lëtzebuergesch geschwat net, well Lëtzebuergesch esou eng schéi Sprooch ass, mä well e wollt d'Sprooch vun den Aarbechter schwätzen. E wollt d'Sprooch schwätze vun deene Leit, déi schaffen. An dat ass e wesentlecht Element dovunner, wa mer hei iwwert d'Promotioun vun där enger oder anerer Sprooch schwätzen. Lëtzebuerg ass e méisproocheg Land! An dat ass an engem Mooss, datt et eenzegaarteg ass op

der Welt. Keen anert Land ass an där Situatioun wéi Lëtzebuerg, mat Lëtzebuerg vergläichbar. An dat ass eppes, woumat mer eis an der Vergaangenheet, zumindest datt ech weess, awer ëmmer och no bausse gebrezt hunn, datt mer esou vill Sproocher kënnen! An natierlech stellt eis dat awer och viru grouss Erausforderungen, well d'Fro, wéi mer mat der Situatioun ëmginn, kënnen mer net, wéi mer dat dacks an anere Fäll maachen, bei anere Länner knäipen, kopéieren, mä mir müssen et selwer aus eegener Kraaft entwéckelen.

A wann ee seet: „Lëtzebuerg ass méisproocheg“, dann heescht dat net, datt all Leit hei am Land an alle Sproocher gläich staark sinn. Ech selwer war frau, wéi ech op Deuxième konnt Franséisch ofwielen an op Première net hu missen am Franséische getest ginn. Ech sinn och an Däitschland studéiere gaangen. A wéi ech erëmkommen sinn an och ugefaangen hunn, hei ze schaffen, hat ech och Schwieeregkeete mam Franséischen. An dat ass eppes, wat, mengen ech, ganz ville Leit hei am Land esou geet. Duerfir musse mer, wa mer driwwer schwätzen, wéi mer mam Lëtzebuergeschen an där méisproocheger Gesellschaft ëmginn, och deem Rechnung droen.

An d'Fro, déi sech jo elo hei stellt bei der Promotioun vum Lëtzebuergeschen, ass: Wéi eng Gewichtung gi mer deem Lëtzebuergeschen an där Gesellschaft? D'Förderung, menge mir, vum Lëtzebuergeschen ass eppes Wichteges an ass eppes, wat keen a Fro stellt. Mä et dierf een et ëmmer nëmmen..., oder et soll een et gesinn am Kontext vun deem, wat eist Land bis haut ausgemaach huet. Dat heescht, mir mengen, datt, wa mer soen: „Mir sinn e méisproocheg Land, wou d'Lëtzebuergesch eng méi wichteg Roll ze spillen huet“, da muss een och kucken, datt een de Leit d'Moyene gëtt, sech an deem Land, dat méisproocheg ass, doheim ze fillen an och staark ze fillen. Et geet drëm, d'Leit staark ze maachen. An do hätte mer och Mesuren an esou engem Strategiepabeier erwaart. Leider hu mer déi net fonnt.

Ech wëll véier Pisten, net eng eege Strategie, mä véier Pisten opzezeichnen, wou een hätt kënnen d'Lëtzebuergesch méi staark maachen a gläichzäiteg d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg reaffirméieren an och de Leit d'Méiglechkeet ginn, dat ze benotzen.

Mir hunn am Moment e Congé linguistique zu Lëtzebuerg, dee gëllt fir Salaréien - et ass virdrun zu Recht gesot ginn, datt en enger Spuermesure deelweis zum Affair gefall ass -, deen do ass, fir datt d'Leit, déi hei schaffen, Lëtzebuergesch kënnen léieren; also eppes, wat sech éischter un Netlëtzeburger adresséiert. Mä kann ee sech dann net e Congé linguistique virstelle fir Lëtzeburger, déi Lëtzebuergesch kënnen, fir eng aner Sprooch, déi an hirem besonnesche Secteur wichteg ass, kënnen ze léieren? Dat heescht, aus där Méisproochegkeet e wierklechen Atout ze maachen, an deen de Stat och investéiert!

Eng aner Pist, déi mer och schonn an anere Kontexter an Diskussiounen opgeworf hunn, dat ass d'Fro vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch. Mir mengen, datt dat duerchaus eng sënnavoll Pist kéint sinn, net well Lëtzebuergesch esou eng dichteg Sprooch ass, mä well et Sënn mécht, d'Alphabetiséierung, also de Phenomeen, wou ee Lauter, déi een als Kand vu sech gëtt, kann a Graphème verwandelen, an där Sprooch ze maachen, déi een effektiv um Schoulhaff schwätzt. An do maache mer jo och Beméiungen, fir datt dat d'Lëtzebuergesch soll sinn. Duerfir menge mer, datt d'Iddi vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch eppes ass, wat een net einfach esou verwerfe soll.

Drëttens menge mer, datt mer an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill Leit hunn, déi e Migrationshannergrond hunn, eegen Efforten a verstärkten Efforte maache müssen an der universitärer Fuerschung, wat d'Didaktik vun de Sproochen zu Lëtzebuerg ugeet. Well dat ass och eppes, wat mer just ganz begrenzt kënnen aus anere Länner knäipen, well eis Situatioun eben esou eegenaarteg ass.

Véiertens, d'Kultur. Do, muss ech soen, war ech awer e bëssen enttäuscht, datt nieft engem neie Präis fir d'Verdëngschter ëm d'Lëtzeburger Kultur a Sprooch relativ wéineg do dra-stoung. 2008, bei der Iwwerreechung vum Batty-Weber-Präis huet de Lëtzeburger Schrëftsteller Nico Helming Folgendes gesot: „Zegdausende Schüler verloossen eis Lycéén ouni ze wëssen, datt et jee e Lëtzeburger Schrëftsteller ginn ass.“ An dat ass eng Realitéit! A wa mer d'Förderung vum Lëtzebuergesche wëlle virundriwen, dann heescht et och, datt mer d'Förderung vun deene Leit, déi Lët-



zebuergesch schreiwen, awer wéi den Nico Helming selwer, déi och Däitsch schreiwen als Lëtzebuerger Auteur oder Franséisch schwätzen, jo, souguer Englesch schreiwen, genuch wërden a fir doraus en Atout och vun eiser Kultur ze maachen.

Här President, ech resuméieren: Mir mengen, datt dat hei net wierklech eng Strategie ass, well déi eigentlech gréisser gesellschaftlech Debat, déi esou engem Strategiepabeier misst virausgoen, net stattfonnt huet. Mir mengen, datt d'Ziler net definéiert ginn, wou mer hiwëlen. An duerfir fanne mer eigentlech den Inhalt vun deenen 13 Säite relativ moer.

Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

Wëllt d'Regierung d'Wuert nach eng kéier ergräifen?

(*Négation*)

Merci.

Ech mengen, dat war e konstruktiven Echange. Mir sinn dann zum Debat mat enger Motioun saiséiert, sinn och saiséiert mat der Motioun vum Här Kartheiser. Ech géif mengen, dass een dat no der Chronologie soll maachen, wéi déi Motiounen erakomm sinn. Dat heescht, fir d'Éischt déi Motioun vum Här Kartheiser an dann duerno déi Motioun, déi am Rame vum Debat abruecht ginn ass.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(*Assentiment*)

Da maache mer dat esou.

Kann ech dovun ausgoen, dass alles erkläert ass? Ass keen, dee wënscht, d'Wuert nach ze ergräifen?

(*Négation*)

Merci, dann ass dat och esou decidéiert.

(*Interruptions par Mme Martine Hansen et M. Fernand Kartheiser*)

Motions

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech wëll just kuerz begrënnen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah okay. Ma dann, Madamm Hansen, wann Dir wëllt, dann huet...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Maache mer déi zwou Motiounen mateneen? Oder?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir stëmme se noeneen of. Mä Dir kënnt awer Stellung huelen zu deenen zwou.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech kann awer schon zu deenen zwou Motiounen Stellung huelen.

Bei der Motioun vun der ADR, do muss ech soen, datt mer mat eenzelne Punkte kënnen averstane sinn, wéi zum Beispill de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch als administrativ Sprooch ausbauen oder d'Lëtzebuergesch och an den Europaschoulen ze ënnerstëtzen oder och international Schoulen. Och op eng multilingual gratis Fréierzéiung u sech ze verzichten.

Mä mir kënnen awer och mat anere Punkten net averstane sinn. Ech wäert der just zwee hei soen.

Dat Éischt ass, eist Nationalitéitengesetz misst jo elo erëm geännert ginn. Mir hunn et virun engem décke Mount gestëmmt. Mir hunn dat och matgestëmmt, well et dréit den Uspréch Rechnung an et dréit der Realitéit Rechnung. A mir sinn och net averstane mat deem Punkt, d'Lëtzebuergesch als vollwärtig Sprooch an der Legislatioun anzesetzen, well mer der Meenung sinn, datt mer net dee Vocabulaire hunn, fir wierklech Gesetzestexte ze iwwersetzen respektiv ze schreiwen. Mä mir haten, an dat hu mer elo an der Debat gesot, nach eng kéier gefrot, fir se kënnen a vulgariséierter Form explizéiert ze kréien. Dofir wäerte mer déi Motioun vun der ADR net stëmmen.

Dann och vläicht séier zur Motioun vun der Majoritéit. Och déi wäerte mer net stëmmen. Et steet u sech hei net vill Neies dran. Et steet hei dran, et wär eng Strategie. Ech hat schon erkläert virun, dat hei ass keng Strategie. Et ass eng Oplëschtung vu 40 Punkten, wou der vill net ganz nei sinn. Et feelt eis, datt de Congé linguistique, datt d'Spuermesure soll u sech réckgäנגeg gemaach ginn. An natierlech si mer och net mat där gratis a méisproocheger Fréikanderzéiung ouni wëssenschaftlech

Konzept averstane, wat awer hei als Mesure drasteet. Dofir stëmme mer och hei dergéint.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Hansen. Weider Wuertmeldungen? Den Auteur vun der Motioun huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *auteur*.- Jo, Här President, villmools Merci. Et war net meng Intentioun ze schwätzen, mä et war awer elo vläicht interessant, nodeem d'Madamm Martine Hansen och geschwat huet, du wollt ech awer e puer Wuert soen. Déi Motioun, déi hate mir jo schon den 11. Oktober zejoert an der Chamber deponéiert. Dat heescht, datt mer eigentlech deemools, an där Situatioun eis erwaart haten, datt géif direkt driwwer ofgestëmmt ginn. Dat war deen Abléck net de Fall, well aner Echeancen ugekënnegt gi sinn, soudatt déi Motioun hei an där Form elo muss mat deem Hannergrond ënnersicht ginn.

An ech muss soen, ech hunn op jidde Fall den Androck, datt d'Regierung sech an hirem Plang net nëmmen inspiréiere gelooss huet vun der Motioun vum Här Lucien Welter, mä och vun deser ADR-Propositioun, déi als Motioun jo schon zënter dem Oktober um Dësch läit. An do sinn eng Rei Punkten, vun deenen ech unhuelen, datt se en Effet haten. Dat ass, d'Lëtzebuerger Sprooch an der EU als Amtssprooch am Sënn vun den Decisiounen vum 13. Juni 2005 huelen; dat ass eppes, wat mir hei ganz konkret proposéiert haten. D'Lëtzebuergesch an den Europaschoulen, an de Privatschoulen an an den auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen: Och do fanne mer Spuren am Aktionsplang vun der Regierung. D'Offer vun de Sproochecoursen a vun de Coursen iwwer Lëtzebuerger Kultur konsequent an nohalteg weiter ausbauen; dat si Beispiller. Oder och e bësse méi wäit, d'konkret Méiglechkeete fir Lëtzebuergesch ze léieren, dat fënnt sech erëm an enger Referenz op de Congé linguistique an de Propositionen vun der Regierung.

An deem Sënn denke mer, datt des Motioun och schon hiren Effet hat, datt se derzou bäigedroen huet an der Regierung, an deene Parteien, de Reflexiounsprozess virunzebréngen. An an deem Sënn, mengen ech, ass se nach ëmmer aktuell an huet sech bewäert. An ech si frou, datt mer haut och da kënnen doriwwer ofstëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Keng weider Wuertmeldungen zu deenen zwou Motiounen?

Da géif ech lech bieden, fir d'Éischt iwwert d'Motioun vum Här Kartheiser ofzestëmmen.

(*Motion déposée en séance publique n°1 du 11 octobre 2016 - à consulter au compte rendu n°1/2016-2017 en page 4*)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen; d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 3-mol Jo, 56-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferd, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer géifen direkt zu där zweeter Motioun iwwergoen. Ech mengen, och do ass alles gesot. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60 Deputéierten hu sech bedeelegt: 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl. Merci.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferd, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet de loi 7105. E betrëfft déi eemoleg Primm an der Fonction publique. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, wéi Der wësst, de 5. Dezember zejoert huet d'Regierung zesumme mat der CGFP en neien Accord salarial ofgeschloss fir d'Joren 2016, 2017 an 2018.

An dësem Accord stinn 23 Moosnamen, déi déi Beschäftegt am ëffentlechen Déngscht treffen. Bei dese wichtige Moosnamen geet et ëm déi sozial Verantwortung vum Stat als Patron, ëm administrativ Vereinfachungen, e groussen Deel handelt iwwert d'Wuelbefannen an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz, ëm Carrièreharmoniséierungen an ëm e bessert Verknäpp vum beruffleche Liewe mat deem privaten.

Vun deenen 23 Moosnamen sinn awer och siwe Moosnamen, déi mat de Paieren, also den Traitement ze dinn hunn. Wann och manner wéi een Drëttel vun de Moosnamen direkt eppes mat de Paie vun de Statsbeamten ze dinn hunn, esou wësse mer awer allegueren, dass et dacks des Moosnamen sinn, déi am grand Public diskutéiert ginn.

Heizou ass ze soen, dass d'Regierung 2013 dovunner ausgangen ass, dass et am Laf vun deser Legislaturperiod net zu enger genereller Opbesserung vun de Gehälter am ëffentlechen Déngscht géif kommen, well virun dräi an engem hallwe Joer déi finanziell Situatioun vum Stat an och déi generell ekonomesch Situatioun vun eiser Wirtschaft dat net hiergoufen.

An der Tëschenzäit huet déi finanziell Situatioun vum Stat sech awer verbessert an och eis Wirtschaft steet haut erëm vill besser do wéi virun e puer Joer. Dat war den Ulass fir d'Regierung, fir, wann och nëmme moderat, Lounopbesserungen am Accord salarial festzehalen. D'Regierung erhofft sech natierlech och, dass se domat en Zeeche ka setze fir d'Verhandlungen, déi am Privatsektor lafen. Well wann et der Wirtschaft gutt geet, da muss et och de schaffende Leit gutt goen.

Et gouf, zesumme mat der CGFP, festgehalen, dass am ëffentlechen Déngscht eng Prime unique ausbezuelt gëtt, déi 1% ausmécht vum Traitement, deen d'Fonctionnaires oder d'Beamten am Joer 2016 kritt hunn. Des Primm soll den 1. Abrëll kënnen ausbezuelt ginn. Well awer vill vun den anere Moosnamen aus dem Accord salarial, déi ech virun opgezielt hunn, nach net prett sinn, fir ëmgesat ze ginn, gouf desen Deel aus deem ganze Pak virgezunn, fir dass de Stat kann, esou wéi et ofgemaach war, des Primm mat Zäiten ausbezuelen.

Zu deser Primm ass Folgendes ze soen: Si ass net pensionabel, dat heescht, se zielt net bei der spéiderer Pensiounsrechnung vun der Fonctionnaires, déi am Régime spécial transitoire sinn. Se gëtt um Prorata gerechent vun de

Méint, déi de jeeeweilege Fonctionnaire oder Beamten am Joer 2016 am Déngscht war. Fir d'Berechnung zielen den Traitement de base mat Allongement, d'Majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières a fir d'Fonctions dirigeantes, d'Familljenzoulag, d'Allocation de fin d'année an d'Suppléments personnels de traitement.

Fir komplett ze si sief nach gesot, nieft de Fonctionnaires a Beamte beim Stat gëllt des Primm och fir d'Memberen aus der Chamber, dem Statsrot an de Lëtzebuerger Vertrieeder am Europaparlament.

An der Chamberskommissioun gouf de Minister Kersch gefrot, wéi wäit dass ee mat den Texter wier, déi d'Gemeengebeamte betreffen. An de Minister konnt bestätegen, dass dëst Règlement och prett misst sinn am Gemengesektor fir den 1. Abrëll.

Och d'Eisebunner kommen, no dem Vott vun haut vun dësem Gesetz, an de Genoss vun der Prime unique.

Ausser e puer textuelle Formuléierungen hat de Statsrot näischt um Projet de loi aussetzen. An och an der Chamberskommissioun gouf de Projet eestëmmeg ugeholl. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun eiser Partei.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Cruchten. An d'Wuert huet den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, Merci fir säi schrëftlechen an och haut mëndleche Bericht.

Am Regierungsprogramm steet effektiv: «Compte tenu de la situation des finances publiques, aucune nouvelle augmentation (...) du point indiciaire n'aura lieu pendant cette législature. Les négociations futures seront axées autour d'améliorations statutaires.»

Mat dem Gesetzesprojet vun haut setze mir eng vun de gläich siwe Gehaltsmoosnamen ëm aus dem Accord salarial vum 5. Dezember 2016. An ech géif soen, et war wuel manner d'Evolution vun den ëffentleche Finanzen, mä éischer eng geschéckt Verhandlungsstrategie vun der CGFP, déi eng politesch Noutsituatioun vun enger Regierung, oder virun allem engem Minister, genotzt huet, fir zu dësem Accord salarial ze kommen.

D'CGFP, Dir Dammen an Dir Hären, huet jiddefalls gutt verhandelt. D'CGFP huet de Regierungsprogramm widderluecht an aus den Améliorations purement statutaires goufen nawell zolid Retombées pécuniaires. An hannert virgehalener Hand gëtt esouguer gesot: „A wa se nach méi gefrot hätten, hätte se vläicht och nach méi kritt.“

Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et ëm d'Prime unique vun 1% fir d'Joer 2016. Virun zéng Joer, beim Accord salarial vum 2007, do gouf eigentlech fir d'Éischt op de Mechanismus vun der Prime unique zréckgegraff. Den Avantage vun der Prime unique ass eigentlech deen, dass een engem eppes an der Paitut bäigëtt, ouni dass de Mechanismus dovunner recurrent ass, dat heescht, dass e sech widderhëlt. Duerfir och d'Wuert „prime unique“, well de Punkt-wäert fir d'Gehaltsberechnung, dee bleift an dësem Fall onverännert.

Dës Prime unique, an de Rapporteur huet et gesot, ënnerläit effektiv der Pensiousscotisatioun, ouni dass se awer pensionabel ass. Well awer eng Cotisatioun erhuewe gëtt, spillt d'Prime unique awer um Niveau vum Facteur d'ajustement vun de generelle Pensiounen. Dat heescht, si garantéiert doduerch och eng dynamesch Adaptatioun vun dem allgemengen Niveau vun de Pensiounen.

Technesch ass de Projet och alignéiert op fréier Gesetzer, déi d'Prime unique aus engem Gehälteraccord ëmgesat hunn. D'CSV vermësst awer, dat soe mer, wat den Impakt vun de Gehaltsopbesserungen aus dem Accord salarial vum Dezember 2016 op de konventionéierten an awer och op den assimiliéierte Sektor ass. Mir bedauern eigentlech, dass et hei bis haut nach keng chiffréiert Donnée ginn, déi do op dem Dësch leien.

Mir stellen eis och d'Fro, wat de Sënn eigentlech vun dem Artikel 2 aus dem Gesetzesprojet ass, an dobäi besonnesch dee leschte Saz. Hei heescht et effektiv: «La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.» Also dem Mémorial, zënter Dezember 2016. Mä da kennt e Saz, dee seet: «Les dispositions de l'article 1^{er} prennent effet au 1^{er} janvier 2016.» '16, net '17! An hei gëtt eigentlech eng Retroaktivitéit agefouert, déi guer net néideg gewiescht wier. Well d'Suen, déi gi jo elo 2017 ausbezuelt. An d'Berechnungsbasis vun der Prime unique si ledeglech Gehaltselementer vun 2016, mä déi sinn esou oder esou ginn an



déi stinn och fest, well jiddweree weess, wat de Revenu annuel vun 2016 war. An d'Gesetz huet och heiproguer keen Afloss. Et handelt sech hei eigentlech ëm eng sougenannten „rétroactivité économique“, dat heescht, et hëlt een en Emstand aus der Vergaangenheet als Grondlag, fir eng gesetzlech Moosnam fir d'Zukunft ze regelen. An hei ass d'Gehalt vum Joer 2016 ganz einfach d'Grondlag, mä d'Prime unique gëtt ausbezuelte nom Akraafttriede vun dësem Gesetz.

An duerfir muss ech soen, et ass dach e bëssen erstaunlech, dass de Statsrot sech zwar mat, wéi de Rapporteur gesot huet, ville Wuertspille-reen ausananageresat huet, ob et elo e Conseiller d'État oder e Membre vum Conseil d'État ass an nach x Remarquen handelt, mä de Statsrot seet awer absolutt näischt zu dësem fundamentale Problem vun der Retroaktivitéit.

Duerfir, sous réserve vun dëse Bemierkungen, Här President, stëmmt d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, déi mer sinn, dësem Gesetzesprojet dann awer zou. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Als Spriecher vun der Demokratescher Partei brauch ech jiddefalls net esou laang ze ruddere wéi mäi Virspriecher vun der CSV a kann och direkt soen, datt d'Demokratesch Partei ouni iergendwellech Bedenken hannert dësem Gesetzesprojet steet. Richtig ass effektiv, datt an dem Regierungsofkommes net stoung, datt et nach sollt zu enger Erhéijung vun den Traitementen kommen. Mä op där anerer Säit dierf een och net vergiessen, datt sech jo awer och déi ekonomesch Situatioun verbessert huet, datt och aner Parameter sech verbessert hunn, soudatt mir et awer och als opportun ugesinn, datt een zu dësem Zäitpunkt dës Prime unique wäert matdroe kënnen.

Datt mer et och zu dësem Zäitpunkt stëmmen, ass evident. Ech mengen, mir hunn en Zäitpunkt festgehal vum 1. Abrëll. Dat hätte mer net fäerdegbruecht, wa mer elo e ganzen Accord salarial, deen de 5. Dezember mat der CGFP ënnerschriww ginn ass - deen iwwerengs ganz interessant Neierungen och beinhalt -, hätte mer also wéi gesot dës Punkt net kënnen ëmsetzen, wa mer dee globalen Text schonn elo hätte misse ganz ficeliert hunn. An deem Sënn ass et also ganz richtig, datt mer zu dësem Zäitpunkt dat Gesetz hei stëmmen.

An, wéi gesot, nach eng Kéier ouni Ëmweeër kann ech da gesot kloer och den Accord vun der DP bréngen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och nach ofschléissend selbstverständlech dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soe fir säi schrëttlechen a säi mëndleche Bericht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir dës Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Cruchten Merci. En huet en Talent, fir déi schwierig Gesetzer aus dem Beräich vun der Fonctioun publique ëmmer ganz gutt ze erklären. Him e grouse Merci.

Fir d'ADR wor et och iwwerraschend, fir ze gesinn, datt mer eng Regierungskoalitioun hei hunn, déi hire Regierungsprogramm hei carrément niéiert. Ech mengen, dat ass wierklech ganz interessant, dat feststellen. An ech ka mech ganz gär de Kommentare vum Här Roth uschlëssen, déi probéieren, eis de psychologeschen Hannergrond vun där 180-Grad-Kéier hei ze erklären.

Et ass awer fir eis méi wéi dat doten, wa mer feststellen, datt d'Regierung hei hir eege Versprieche an hir eege Virsätz net anhält. Sécher huet d'CGFP gutt verhandelt, wéi den Här Roth gesot huet. Ech mengen, dat muss een unerkennen. Mä hei gëtt et esou duergestallt vun der Regierungssäit, als kéint sech dat Ganzt justifiéieren, well sech jo eis finanziell Situatioun terribel verbessert hätt!

Wéi dës Regierung 2013 dann op jidde Fall - ech weess net, ob d'Regierung gewielt gouf,

dat ass eng aner Diskussioun! -, mä op jidde Fall, wéi déi dräi Parteien, déi elo eng Majoritéit stëllen, genuch Stëmmen zesumme kruten, fir dës Regierung kënnen ze forméieren, wéi dat de Fall war, hate mer am Stat 720 Milliounen Defizit. Haut hu mer an dësem Statsbudget 2017 iwwer eng Milliard Defizit. Mir hunn dëst Joer zwou Milliarden, dës Regierung huet elo grad zwou Milliarde geléint! Ech mengen, dat ass elo een, zwee Méint hier. De Pluriannuel fir déi nächst Joren, d'Prévisioun fir de Budget fir déi nächst Joren hunn all Joer en Defizit am Statsbudget iwwer eng Milliard!

An do stellt sech fir eis awer eng ethesch Fro: Gi mir hin als Politik a maachen eng Erhéijung vun eise Liewensstandard op d'Käschte vu Scholden, op d'Käschte vun deem, wat eis Kanner déi nächst Generatiounen mussen bezuelen? Hu mer net schonn iergendwou awer e Plaffong erreecht, wou et eis esou gutt geet, datt mer net méi op de Wee vun esou Moosname mussen goen? Ass et verantwortlech, an Zäiten, wou mer eng Milliard Defizit hunn, nach esou Moosnamen ze huelen, no enger Steuerreform an no anere Mesuren, déi de Leit awer och méi an de Portmonni bruecht hunn? Mir mengen net!

Mir sinn awer anescht konsequent wéi d'CSV. Mir hunn och Kriticken an dësem Gesetz. Awer mir zéien déi richtig Konsequenz aus eiser Logik an aus eisen Argumenter. D'CSV seet, wat alles schlecht ass, a si stëmmt derfir. An ech kann lech soen, mir maachen eng Analys, eng ethesch Analys, ob et verantwortlech ass, dat doten ze maachen. Mir kommen zur Konklusioun: Et ass net verantwortlech. An dofir stëmme mir mat Neen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wéi schonn de Rapporteur et gesot huet, dee Projet de loi gouf unanime ugeholl, dat heescht och mat eiser Stëmm, an der Kommissioun.

Mir begrëssen natierlech déi Prime unique. Mä mir wollten awer nach eppes dozou soen: datt an eisen Aen, an dat ass jo kee Geheimnis, de Service public eppes ganz Wichteges ass, a fir eis ginn et dofir e puer Viraussetzungen, datt e Service public, dat heescht e Service, deen am Dëngscht vun alle Bierger ass, gutt fonctionnéiert. Dat heescht ënner anerem, datt Fonctionnaire richtig bezuelt ginn an datt anerersäits och de Service public esou organiséiert gëtt, datt ënner anerem och Fonctionnaire korrekt kënnen schaffen am Dëngscht vun de Bierger.

Dës Regierung hat schonn am Ufank vun der Legislaturperiod eng Reform vun der Fonctioun publique gemaach, wou mir och duerch mäi Virgänger hei, de Justin Turpel, eng gutt 40 Amendementer erabruucht haten, well mir u sech net mat der Ausrichtung averstane ware vun der Organisatioun vu gewëssene Reforme vun der Fonctioun publique. Well an eisen Aen ass et genausou wichteg wéi och Gehältererhéijungen, esou kleng se och kënnen hei ausgesinn.

Et dierf een och net mengen, an dat an der aktueller ekonomescher Situatioun och, wat d'Präisser ueget, wat d'Logementspräisser haaptsächlech och nach ueget, datt et och e Schlaraffeland ass elo, esou wéi dat ëmmer esou duergestallt gëtt, fir all Fonctionnaire. Bäi Wäitem net! Et dierf een och net vergiessen, datt et gutt fir d'Ekonomie ass am Globalen, wa Fonctionnairen och iwwer eng gutt Kafkraaft verfüge kënnen. Dovunner profitéiert jiddwereen.

A mir wëllen awer och nach drun erënneren, datt ee misst awer global iwwert d'Salaire schwätzen, ob public oder privat. Well am Privaten, dat wësse mer jo och, datt et net méi esou gutt ausgesäit an u sech ëmmer méi schlecht ausgesäit. An dat muss een natierlech maachen, ouni déi zwee Regimier géinteneen auszespillen. Dat heescht u sech, och eng Opwäertung vun de Salaren am private Secteur ass an eisen Ae wichteg, ouni datt op d'Fonctioun publique geklappt gëtt. Dat wier natierlech falsch.

Mir wäerten dofir och..., souwisou hu mer et schonn thematiséiert, de Marc Baum huet dat jo och scho gemaach, wat d'Working Poor ueget. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi am Prinzip eng Regierung misst féieren. Da wäerte mer se dann eben e bësse provozéieren. Ceci étant dit, mir wäerten, wéi ech dat scho gesot hunn, dës Gesetzesprojet matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Fonctioun-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Merci och un d'Spriecher vun deenen eenzelne Fraktiounen. A virun allem Merci dann och un déi grouss Majoritéit vun de Fraktiounssprieche, dass Der dësem Projet de loi kënnt zoustëmmen.

Ech huelen och mat Satisfaktioun zur Kenntnis, dass och déi gréisst Oppositionspartei, d'CSV, dem Accord salarial dann a senger Gesamtheit schéngt zouestëmmen, mä ganz besonnesch awer och der Prime unique, déi haut hei op der Dagesuerdnung steet.

Et ass zwar schwéier novollzéibar fir mech, wéi een op där enger Säit ka soen, d'CGFP hätt extrem gutt verhandelt, an op där anerer Säit, dass se hätt kënnen méi froen, wa se da gewollt hätt. Wéi gesot, ech mengen, dass do e gewësene Widdersproch an där Ausso steet. Mä do ka vläicht hei duerno ee mer dee Widdersproch erklären.

Et ass fir mech jiddefalls och net esou, dass d'Regierung an iergendenger Noutlag gewiescht wär oder och de Minister an enger Noutlag gewiescht wär. Wann dat esou gewiescht wär, da géif ech gär wëssen, a wéi enger Noutlag meng Virgänger gewiescht wären, déi an enger Situatioun vun totaler Wirtschaftskris hei zu Lëtzebuerg Accorden ofgeschloss hunn, déi de Statssäkel wesentlech méi deier gi wéi dat, wat mer haut an och an Zukunft wäerten diskutéieren.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci u jiddwereen, dee gehollef huet, dës Projet ëmzesetzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister.

Mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7105 iwwerengoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7105 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

(Interruption)

Mir korrigéieren dat, mir gesi jo, wien alles hei ass an da maache mer dat.

De Vott ass ofgeschloss a mir hu 56 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet 7105 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7105 est adopté par 55 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméisge Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen lech Merci.

Da komme mer zum nächste Projet, dem Projet de loi 7023 iwwert d'Ännerung vun de Stadlimitten oder Stadgrenzen tëschent der Stad Esch an der Gemeng Suessem. An deeseweichte Rapporteur, den Här Yves Cruchten, huet d'Wuert.

5. 7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Nach eng Kéier Merci. Ech maachen dat och elo kuerz.

(Brouhaha)

Viru 25 Joer war de Projet vun der Revalorisatioun vun den alen Industriefrichen tëschent Esch a Bieles nach en Dram vun eenzelne Politiker. Deemools huet ee vill Fantasie gebraucht, fir sech deen neie Quartier virzustellen. Haut, 25 Joer méi spéit, gëtt dat Ganzt Realitéit. Niewent den Héichiewe sinn haut Geschäfte, eng Rockhal, eng Universitéit, sëllech Büroen a Gesellschaften. Hei entsteet och Wunnraum fir Jonk an Al, Wunnraum, dee méi wéi dréngend gebraucht gëtt an eisem Land.

Dee ganze Projet vum Belval entsteet, wéi mer wëssen, iwwergräifend op dem Territoire vun der Stad Esch an dem Territoire vun der Gemeng Suessem. De Quartier allerdéngs gouf net entworf a gezechent no de Prämissen vun de Gemeengegrenzen. Dofir ass et net verwonnerlech, wann haut an der Realisatioun d'Stroossen an d'Terrainen dës Grenzen iwwerscheiden.

Et ass deemno ubruecht, fir d'Gemeengegrenze frësch ze zéien an esou en administrativen Duerjerneen ze verhënnere, zum Beispill bei den Adressen. Aus dësem Grond gëtt mat dësem Projet de loi en Echange vun Terraine gemaach tëschent deenen zwou Gemengen. Sou trëtt d'Stad Esch 519,95 Ar un d'Gemeng Suessem of an ëmgedreit wiesselen exakt gradesou vill Ar aus der Sektoun Bieles eriwuer an d'Sektoun Esch-Nord.

Mat dësem Echange gëtt also keng Gemeng méi kleng nach méi grouss, mä et ass gewosst, wie responsabel ass fir d'Reseauen, d'Uschlëss an d'Infrastrukturen. Déi zwee Gemengeréit hunn dës Operatioun och ewell eestëmmeg guttgeheescht.

De Statsrot hat keng Observatioun ze maachen. An och an der Chamberskommissioun gouf de Projet eestëmmeg ugeholl.

Nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Dann huet d'Wuert den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. De Rapporteur huet gesot, keng vun deenen zwou Gemenge géif méi grouss ginn, mä ech mengen, duerch dësen neie Site ginn déi zwou Gemengen zesumme méi grouss. An doriwwer eraus, och eis Regioun gewënnt do derduerch.

Ech kommen aus enger Gemeng, déi esou en äänlechen Exercice viru Joren och mat der Nopeschgemeng gemaach huet, a wënschen deenen zwou Gemengen, datt se sech och elo eens ginn, wéi se hir Stroosse wäerten an Zukunft benennen. Mir sinn do gudder Hoffnung, datt hinnen dat och wäert geléngen a wënschen hinne bonne Chance!

An ech soen och dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Den Här Zeimet huet mer säi Witz geklaut, vun dohier géif ech da just nach dem Rapporteur Merci soen - also mäi Witz geklaut, dat mat de Stroossennimm, dass mer eis richtig verstinn -, dofir bleift mir och just nach, dem Rapporteur Merci ze soe fir dee gudden schrëttlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

Merçi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'nächst Kéier hutt Der dann een op Reserv.

► **Une voix.** - Voilà.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci. Selbstverständlech bréngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

An ech wier och frou - wann ech mäi Kolleeg hei vun der Käerjenger Gemeng gesinn -, mir wieren och frou, wa mer dat eng Kéier kéinten zwëschen Déifferdeng a Käerjeng maachen, well mir hunn am Fong geholl en Altersheim, wou Nidderkuer ass, an et ass nach op Käerjenger Terrain. D'Entrée ass dee falsche Wee. An



do wier ech och eng Kéier frou, wa mer dat och kéinten zesumme léisen, datt endlech dat Nidderkuerer Altersheim och zu Nidderkuer géif gehéieren.

Villmools Merci.

(Interruption par M. Michel Wolter)
(Hilarité)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Mat enger uerdentlecher Propos!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dann huet d'Wuert den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech ginn dann dovun aus, dass den Här Baum eis deen Accord och géif ginn.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, formal, da ginn ech och den Accord zu dësem Projet an

ech denken, datt déi zwee LSAP/déi gréng-Schäfferéit vun Esch a vu Suessem dee Problem ënner sech gekläert kréien.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gutt Nouvelles. An dann huet d'Wuert den Här Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Bei esou vill Eestëmmegkeet bleift mir och nëmmen, e Merci un de Rapporteur ze soen, a mir hoffen, dass dee Projet dann - dee laang gedauert huet! - endlech zu engem gudden Enn gefouert gëtt.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7023 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7023 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per-

séinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty

Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Och do stellen ech d'Fro no der Dispens vum zweete Vott.

(Assentiment)

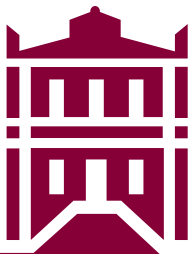
Ass dat esou decidéiert?

(Assentiment)

Merci. Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a mir hu Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Interpellatioun iwwert d'Groussregioun.

Heimat ass d'Sëtzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)



Présidence: Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, *Président*

2. Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région

- Exposé: M. Jean-Marie Halsdorf (intervention de M. Gast Gibéryen) (*dépôt d'une motion*)

- Débat: M. Gusty Graas (interventions de M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Viviane Loschetter), M. Roger Negri, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région*

- Motion 1: Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région*, M. Jean-Marie Halsdorf

- Vote sur la motion 1 (*rejetée*)

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Corinne Cahen, *Ministre*.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister vun der Groussregioun, gudde Mëtteg! Ech géif heimat d'Sëtzung vun haut opmaachen.

Ech wollt froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*.- Neen, Madamm Presidentin, dat ass net de Fall.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Da soen ech der Madamm Minister, stellvertriedend fir d'Regierung, villmools Merci.

Mir hunn ee groussen an Haaptpunkt um Ordre du jour haut de Mëtteg, dat ass d'Interpellatioun vum Här Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Groussregioun. Et ass de Modell 1 als Organisatioun vun der Zäit. An ech géif dann direkt den Här Halsdorf eropbieden, fir eis seng Interpellatioun ze presentéieren. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

2. Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région

Exposé

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Merci, Madamm Presidentin. Dir Damen an Dir Hären, d'Zukunft vun Europa an d'Zukunft vun der Groussregioun sinn enk ver-

netzt. Dat haitegt Europa ass e Konstrukt, dat sech nom Zweete Weltkrich gemaach huet op där üüblecher Matrice: D'Vergangenheet kennen, fir d'Géigewaart ze verstoen an d'Zukunft ze preparéieren. Deemools war gewosst, wat Krich bedeit a wat Fridde wäert kéint si fir d'Zukunft. An op dësem nobele Gedanke gouf déi haiteg EU gestréckt, mam Gedanken, ee wirtschaftleche Raum ze schafen, well dëst e Garant kéint sinn, fir kee Krich méi ze kréien.

Europa huet sech säit dem Zweete Weltkrich vill verännert. Haut, 2017, huet eis EU eng aner Nues wéi deemools, wéi de Robert Schuman den 9. Mee 1950 d'Schafe vun enger Communauté européenne du charbon et de l'acier, der CECA, tëschent Lëtzebuerg oder de Benelux-Länner, Frankräich, Däitschland an Italien proposéiert huet. Eis Europäesch Unioun huet eng rasant Entwécklung kannt duerch d'Eropwuesen op 28 Staten, mä huet sech vill verännert och duerch d'Globaliséierung vun eiser Welt.

Wann ee kuckt, wou d'Grenze vun der CECA 1950 waren a wou d'Grenzen haut sinn, da läit et op der Hand, dass d'Regioun souwéi och eis Groussregioun méi Bedeitung musse kréien, och fir d'EU ze stäerken. D'Regioun ginn an enger iwwerdimensionierter EU ëmmer méi wichteg. Dowéinst solle mer ons och, laut Kommissiounspresident Juncker, un der Debatt bedeelegen, fir ze kucken, wéi een Europa mer brauchen. Vlächent eent mat e puer Vitessen? Dës Fro stellt sech och fir d'Groussregioun, well d'Groussregioun ass Deel vun Europa. Also stellt sech och d'Fro: Brauche mer eng Groussregioun mat e puer Vitessen?

Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt vun engem Europa vun de Regiounen. Dës stelle ganz kloer eng Plus-value duer. An der Groussregioun kann een de Gedanke vum Subsidiaritéitsprinzip gesinn, well an eisem Raum geet et jo justement dorën, an der Subsidiaritéit de Mateneen ze verbessern.

Wéi 1985 de Schengen-Vertrag ënnerschrifwe gouf vun Däitschland, Frankräich an der Benelux, sinn d'Grenze gefall. Du louch et op der Hand, sech Mëtten ze ginn, fir sech iwwert d'Grenzen ewech besser mat sengen Noperen ze echangéieren an d'Unioun vun eise Vëlker ze verbessern.

Natierlech wier et ni zu enger Groussregioun komm, wa Lëtzebuerg sech net wirtschaftlech rasant entwéckelt hätt, mat der Konsequenz, dass vill nei Aarbechtskräften gebraucht gi sinn, Aarbechtskräften, déi mer net am Land hei hatten an déi mer och net hei am Land hunn.

Eng fundamental Feststellung ass, dass Lëtzebuerg vun Ufank un de Motor vun der Groussregioun wor, souwuel wirtschaftlech wéi och politesch. A gläichzäiteg weist dat eis och, dass Lëtzebuerg d'Groussregioun brauch.

Et gëtt e gewësst Gefill vun enger Appartenance commune an der Groussregioun. Mä dat Gefill hu vill Lëtzebuerger net a vill Frontalieren och net. Eng gemeinsam Geschicht hu mer zwar, dat ass d'Lotharingie. Mir hunn also déiselwecht Wuerzelen. An duersch d'Industrialiséierung am leschte Jorhonnert krute mer eng ekonomesch Groussregioun. An op dësem traditionelle Background ass jo och déi europäesch Iddi vun der Zesummenaarbecht an der Regioun duerch de Begrëff „Saar-Lor-Lux“ konkretiséiert ginn. Zu dëser hunn nach Rheinland-Pfalz a Wallounien an och déi däitsch a franséisch Communautéit vun der Belsch gehéiert.

Groussregioun: Geschichtlech gekuckt gouf 1980 d'Regionalkommissioun Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz geschafen. An 1995 war zu Mondorf de Sommet vun der Groussregioun, Här Buergermeeschter! Mat dësem ass sech méi Effizienz erwaart ginn.

Haut huet Lëtzebuerg déi 16. Presidence vum Sommet vun der Groussregioun. An et freet ee sech: Wat ass gemaach ginn a wat kann nach gemaach ginn? Wat kënnen mer nach zesumme maachen, zu zwee oder zu méi?

D'Groussregioun ass net näischt. D'Groussregioun, dat si fënnf Regiounen, véier Länner, dräi Sproochen, zwou Kulturen, eng geostrategesch Positioun. Ech soen et gär: 65.401 km², e PIB vun 351,8 Milliarden Euro, 11,5 Millioun Leit an 219.000 Frontalieren, dovunner 170.000 hei zu Lëtzebuerg. Dat si Chiffere vun 2015.

Dës klengen Exkurs wollt ech an d'Vergangenheet maachen, well ech mengen, dass et noutwendeg ass, fir besser ze verstoen, wou eis Groussregioun hierkënn a firwat se entstanen ass. An esou kann een dann och vlächent besser verstoen, wat se eis wäert ass, wéi ee Méiwäert se eise Bierger brénge kann an och bréngt. An duerfir och dës Interpellatioun, fir op där enger Säit ze bilanzéieren, op där anerer Säit awer och ze kucken, wéi eng Schrauwe mer dréie mussen, fir dass eis Groussregioun leeft. An hei spillt, dat soen ech ganz kloer, de politesche Motor eng wesentlech Roll.

Eppes musse mer ons virun Aen halen: Wa mer iwwert d'Groussregioun schwätzen, ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, dat eenzegt ganz a souveräant Land an der Organisatioun Groussregioun. Doduerch hu mer natierlech méi kuerz Weeër a méi politesch Gewicht, well mir net ëmmer nach musse zréck bei eng federal Regierung froe goen, mä eis Regierung ass direkt um Terrain vertrueden duersch d'Ministesch vun der Groussregioun. Si ass den theoretesche politesche Motor.

Duerfir verstinn ech och, wann ech déi Forderung héieren, dass d'Regiounen missten e Recht kréien, fir ze experimentéieren. Déi kann ech novollzéien, ebe justement, si wëlle sech besser abréngen an der Groussregioun. An duerfir misst an deenen anere Länner dës Prinzip emol ugewannt ginn.

Tatsaach ass: Lëtzebuerg ass en eegestännege Stat. Déi aner Entitéite sinn all ofhängeg vum Zentralstat. An ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass et noutwendeg ass, d'Regiounen un de Bannegrenze vun der EU weider engem Integratiounsprozess ze stellen, an dat grad elo, wou nationalistesch Stréimungen opkommen, grad elo an der aktueller Kris, well an der Flüchtlingsfro gëtt no nationale Léisunge gesicht, mä kéint hei net och d'Groussregioun een Deel vun der Léisung sinn?

D'Spannungsfeld ass ëmmer datselwecht: nationalstaatlech Interesse versus regional Bedfordrisser.

Ech kommen elo zum Fonctionnement vun der Groussregioun. D'Instrumenter vun der Groussregioun, dat sinn d'Aarbechtsgruppen, dat ass d'Haus vun der Groussregioun an de GECT. D'Hauptfudder, dat sinn d'Interreg-Programmer.

Zu den Aarbechtsgruppen: Aktuell gëtt et 40 operativ Aarbechtsgruppen. Si brénge vill Kompetenz, mä wéineg konkret Errungenschaften. Wann een de Rapport vun der 15. Presidence vum Sommet liest, dat war jo eng wallounesch, da mierkt een, dass sech munches mécht. Vill Initiative sinn ënnerwee. Neier ginn och ugestriert, mä et ass ganz schwéier, dës eise Bierger iwwert dës Wee méi no ze bréngen.

Zum Haus vun der Groussregioun: Dëst Haus huet eng grouss Symbolik. Well et zu Lëtzebuerg ass, obligéiert dat eis och, a Lëtzebuerg ass jo och duersch seng geografesch Lag predestinéiert als Nuebel vun der Groussregioun, op d'mannst vun eisem Raum. Déi nei Regierung huet nun decidéiert, d'Haus vun der Groussregioun vun eiser Haaptstad op Esch ze delokaliséieren.

Meng Fro un d'Madamm Minister: Firwat gouf sech fir Esch decidéiert? A virun allem: Firwat goufen dës Gebailechkeeten, déi alles wéi optimal sinn an hirem Erscheinungsbild, ausgewielt?

Dës Gebailechkeeten hu keng Visibilitéit no bausen a si stellen a mengen Aen näischt duer. Viru jore war jo schon, am Fong geholl weinst



der Symbolik, u Schengen geduecht ginn, fir do eventuell d'Haus vun der Groussregion hinzusetzen. Mä elo verplanze mer et an e Bürosgebai an der Escher Gare. Ech froe mech, wat déi Symbolik hei bedeit.

An iwwerhaapt: Belval, mat der Uni an enger gudder Accessibilitéit wier och nach eng gutt Alternativ fir d'Haus vun der Groussregion an et hätt och eng aner, eng flott Symbolik, well Belval huet Modellcharakter als Projet, als grenziwwerschreidende Projet. Dowéinst wier et wierklech e staarkt Symbol, wann d'Maison de la Grande Région op Belval wier.

D'Haus vun der Groussregion soll jo u sech eng Ulafstell si fir de Bierger, fir d'Studenten a fir d'Decideuren. Wéi vill Leit fannen dann de Wee dohinner? Gëtt et do Zuelen? A wéi eng Missioun wëllt Dir, Madamm Minister, dem Haus vun der Groussregion ginn?

Da kommen ech zum GECT, dem Groupement européen de coopération territoriale. Dat ass en Instrument, eng nei Errungenschaft vun der EU, déi et erméiglecht, vereinfacht a verbessert Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen ze maachen an domat déi Aktivitéiten, déi mer hunn, ze perenniséieren.

Esou GECTen, déi hunn eng Personnalité juridique propre. Si kënnen also Gelder kréien, Budgete kréie fir hir Aufgaben an hir Missiounen. A mir hunn och zwee esou GECTen: deen een ass de GECT Groussregion, deen d'Aarbecht vun der Groussregion ebe perenniséiert. Do ass kee Broch méi, wéi et fréier war. Fréier hat emol eng Kéier déi eng Entitéit d'Présidentschaft, dann déi aner, dann hunn d'Leit gewieselt. Hei hu mer ëmmer déiselwecht Leit.

A mir hunn de GECT Alzette Belval ronderëm Esch, wou dann och Lëtzebuerg a Frankräich zesumme kënnen schaffen. Kann een do scho Konkusiounen zéien iwwert de Méiwäert vun dëser Zesummenaarbecht a vun dësem Instrument? Eppes schéngt mer kloer: Mat dësem Instrument, mengen ech, ass d'Groussregion nach net méi an de Käpp vun de Leit ukomm.

An dann, last but not least, d'Interreg-Programmer. Déi si jo de finanziell Mastik vun eiser Groussregion. Dës Gelder sollen am Fong geholl d'Zesummenaarbecht an eise Raum férdere, bilateral, trilateral, multilateral tëschent alle Partner, tëschent allen Entitéiten, tëschent allen Deelregionen. Do sinn 131 Milliounen Gelder tëschent 2014 an 2020 geplangt duerch den Interreg. An dat ass och gutt esou, well mir brauchen effektiv eng ganz Rei vu konkrete Pläng, vu konkreten Projeten, fir d'Groussregion vun ënnen no uewen de Bierger an hirem Alldag méi no ze bréngen. An do kann, mengen ech, den Interreg eng wesentlech Roll spillen.

Ech hunn och festgestallt d'ailleurs an der leschter Zäit, dass de Camille Gira ganz aktiv ass an der Promotioun vum „Interreg V A Grande Région 2014-2020“, wat ech dann och begrëssen.

Meng Froen dozou: Wivill Projeten dovun bezéie sech op Lëtzebuerg, vun all deene Projeten? A wivill goufen der zu Lëtzebuerg initiéiert? Well et kënn dobaussen nach ëmmer, d'Lëtzeburger Gemenge géife sech schweierdinn, Interreg-Projeten ze ënnerstëtzen. Ass dat nach ëmmer esou? Dir kënn eis dat vläicht soen.

An déi generell Fro, déi sech hei stellt: Geet dës Package vun Instrumenter a finanzielle Moyaenen duer, fir d'Groussregion nohaltege weiderzebréngen? A fir mech heescht nohaltege: D'Groussregion muss iwwert d'Visioun an dat fir vill Leit awer theoretescht Konstrukt vun de Politiker erausgoen. D'Groussregion muss gelieft ginn. A lieue kann een nëmme, wann ee sech dermat identifizéiert!

Nun, d'Groussregion huet deen Numm. An deen ass am Fong geholl duerch d'Politik komm. An elo, wou d'Groussregion nach méi grouss ginn ass, stellen ech mer d'Fro, ob deen Numm net nach ze wäit ewech ass vun de Leit, dass en net richteg nach ukomm ass bei de Biergerinnen a Bierger, an ob et do net Sënn géif maachen, eng Initiative citoyenne vun eise Bierger ze lancéieren, fir een Numm ze sichen, mat deem se sech besser kéinten identifizéieren. Wuel wëssend awer och, dass et schon esou eng Initiativ ënnert de Saarlänner gouf, fir en aneren Numm ze sichen. Mä et ass kloer, d'Leit kéinte sech besser mat engem Numm identifizéieren, deen duerch si ausgewielt gouf.

Ech géif also domat d'Présidence opfuere oder op d'mannst, jo, hir soen, si soll als Lëtzeburger Présidence esou eng Initiativ lancéieren. Ech mengen, et wier derwäert, dat ze maachen.

Ech weess awer och, wann esou eppes geschitt, dass mam Numm eleng nach laang kee Krich gewonnen ass. Een Numm wéi zum Beispill - deen ass schon duerch d'Weltgeschichte gaangen, kann ee soen - Euregio Maas-Mosel-

Saar, wier wuel méi präzis, mä dee kéint awer ëmmer nëmme fir ee Kärraum gëllen. An d'Fro stellt sech dann an deem Kontext, ob dat net eng Léisung wier, dass ee géif esou en Numm huele fir ee Kärraum, well d'Groussregion manifestement mat där franséischer Demarche ze grouss ass, fir eng handelsorientéiert a grenziwwergräifend Politik ze maache fir dee ganze Raum. Well et ass illusoresch ze mengen, dass d'Interesslag vu Mulhouse déiselwecht ass wéi zu Namur. Oder anescht ausgedréckt: Déi Mainzer kucken, mengen ech, éischter op d'Rhein-Main-Metropol a Stroossbuerg kuckt éischter op Basel an op Baden-Württemberg.

Wat bedeit also déi aktuell geografesch Groussregion? Wéi gesäit déi grenziwwergräifend Kooperatioun aus, virun allem no der franséischer Reorganisatioun? A wat fir eng Roll - ganz wichteg, mengen ech, fir eis - spillt elo d'Lorraine nach als Grënnungsmitglied vun der Groussregion?

An deem Kontext hat Dir och, Madamm Cahen, gesot, den „Grand Est“ wier nach net richteg opgestallt. Ech mengen also, da wier et ubruecht, ënner Lëtzeburger Présidence elo proaktiv virzegoen a matzëhelfen, dass dës nei Region mat groussem Impakt op eis Groussregion och en faveur an am Geescht vun der Groussregion opgestallt gëtt. An an deem Kontext, mengen ech, misste mer onbedéngt dann d'Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise weiderentwéckelen.

Dir hutt eng aner Ausso gemaach, wou Der gesot hutt, d'„Melkkuh der Großregion“, hunn ech an engem Artikel gelies. Ech fannen dat net ganz glécklech, wann een d'Groussregion de Leit wëllt méi no bréngen, ëmsou méi mir manifestement och duerch eis zentral Lag - ech hunn et schon eng Kéier gesot - de Motor an der Kärregion sinn. An eng aner Preuve, dass mer wierklech e Virbild, virbildlech sollte sinn, ass: Mir hunn och d'Haus vun der Groussregion. An de Reflex vun eisen Noperen, mir sollten d'Käschten iwwerhuelen, ass an deem Sënn novollzéibar.

Fakt ass awer ëmmer an der Groussregion bis haut gewiescht, wann Aktiounen gemaach si ginn, wa Projekte gemaach si ginn, waren et ëmmer Win-win-Projeten. Dat heescht, all Partner huet misse Gagnant sinn, soss sinn d'Projeten net realiséiert ginn. An dat wäert och esou an Zukunft bleiwen. An dat ass e gudder Prinzip, fir ebe Projeten ze maachen, déi am Bilateralen am Fong geholl méi einfach sinn, well se méi effektiv sinn, méi konkret sinn an och méi séier kënnen am Fong geholl realiséiert ginn. Sou Projekte kënnen och e Virbildcharakter hunn am Sënn, dass se reusséieren an dass se herno da kënnen iwwert d'ganz Groussregion ausgeweit ginn. Belval zum Beispill, d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op Belval: Dee ganzen Territoire kéint e Modellcharakter hu fir eis Groussregion. Oder en anert gutt Beispill vun enger bilateraler Zesummenaarbecht am Beräich Berufsausbildung gëtt et tëschent Lothringen an dem Saarland. An dorunner kéinte mer eis och eventuell orientéieren.

Dir hutt och gesot, Madamm Minister, e Virschlag gemaach, fir d'Groussregion ze beliewen, hunn ech gelies an engem Presseartikel, wou Der gesot hutt, Dir hätt proposéiert fir d'Schüler, een Dag gemeinsam am Parc Merveilleux zu Beetebuerg ze verbréngen. Kloer, wann d'Kanner, jonk Leit zesumme sinn, si schreiwen eis Zukunft...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mat engem Empfang op der Gemeng.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Hate se en Empfang op der Gemeng?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat géif ech nach proposéieren.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Ah okay.

Also Schüler...

(**Interruptions**)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Loosst lech net duerjereebréngen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Fir mech ass et kloer, Schüler aus verschiddenen Deelregionen en Dag zesummen, dat stäerkt sécherlech d'Zougehéieregkeetsgefill. Datselwecht kann een och duerch Sportsmanifestatiounen kréien. Mä dat geet largement net duer. Mir müssen also aner Saachen, aner Iddien nach developpéieren. An do sinn ech gespaant, wat Dir eis an deem Kontext nach sot.

Eppes schéngt mer ganz kloer: Mir müssen d'Groussregion, géif ech soen, positivéieren! Mir müsse se am Fong geholl positiv duerstellen an hiren Aktiounen. Dëst misst e Slogan si vun der Groussregion. Well et gëtt Beispiller! Zum Beispill wa mer d'Iwwerschwemmungs-

präventioun koordinéieren, dat ass sécherlech eng Plus-value fir d'Groussregion an och am Fong geholl en Element, dat d'Groussregion weider férdert. De Reseau vun eisen Unie respektiv de Lycée vu Schengen si weider Plus-value fir d'Studenten. Déi bilateral Zesummenaarbecht am Rettungsdéngscht, am Waasserberäich, tëschent de Spideeler, dat sinn alles Bottom-up-Initiativen, also vun ënnen no uewen, déi der Groussregion déngen.

Mä et gëtt och aner Initiativen, wou ech mer Froe stellen, zum Beispill d'Journée de la Grande Région. Déi lescht Journée de la Grande Région war ënner wallounescher Présidentschaft. Weess dann een heibannen, wou déi stattfonnt huet a wéini déi war? Et géif mech wonneren! Duerfir soen ech et: Déi war de 17. an 18. September 2016. A si war souguer zu Baaschtnech, also net wäit vun hei ewech.

(**Interruptions**)

A wie vun lech war do? Wa keen et weess, da war och keen do, ausser vläicht d'Madamm Minister. Ech huelen un, dass si op dës...

(**Hilarité**)

...Journée de la Grande Région zu Baaschtnech war.

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

Ech huelen un, dass si do war.

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift, loosst den Här Halsdorf virufueren!

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Mä wann et wierklech esou ass, da stellt sech awer effektiv d'Fro: Wat ass den Impakt vun esou enger Organisatioun? Kann do nach eppes Positives derbäi erauskommen? An do misst een och am Fong geholl kucken, wat esou Organisatiounen bréngen a wat se eis wäert sinn.

An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen: Wou si mer dru mat der Journée des frontaliers? Déi huet emol eng Kéier stattfonnt an der Abtei Neumünster. Déi gouf do organisiert. Ass do eppes iwwreg bliwwen? Ech weess et net. Duerfir stellen ech d'Fro.

Wat positiv ass an eise Raum, dat ass, dass d'Zuel vun de Leit, déi d'Sprooch vum Noper schwätzen oder sech fir déi interesséieren, an d'Luucht geet. Dat gesi mer jo bei eis am Land. An dat gesi mer awer och am Saarland. D'Saarlänner wëlle bis 2030 d'Zweesproochegkeet kréien Däitsch/Franséisch, wat eng gutt Saach ass.

An d'Sprooch ass en Integratiounselement. Dës Elementer si wichteg. An et geet och drëm, dass d'Leit spieren, dass mer gemeinsam Interessen hunn, dass mer weisen, dass mer an der Groussregion Projekte kënnen maachen, Saachen zesumme maachen, déi mer eleng net kéinte fäerdegbréngen.

Eng Iddi wier do - an ech mengen, do hutt Dir méi eng kritesch oder net grad eng favorabel Approche dozou, Madamm Minister -, dat ass déi, fir de jonke Leit d'Groussregion méi no ze bréngen als Schoulfach oder als Bestandteil vun engem existente Schoulfach. Ech stelle mer d'Fro, ob dat net Sënn géif maachen, wann ee vläicht géif d'Element Groussregion an de Geografiecours, an de Geschichtscours oder an den Instruction-civiques-Cours matbauen. Dat géif näischt schueden. An déi jonk Leit géife vläicht e Gefill kréie fir d'Groussregion.

Wou d'Zesummenaarbecht vun der Groussregion awer ganz wichteg ass fir eis, dat ass an der Mobilitéitsfro an eise Liewensraum. Do gëtt et en „Megapotenzial“, géifen déi jonk Leit soen, eleng nëmme, well mer esou vill Grenzgänger hunn. An deem Kontext bastele mer scho méi laang un der RMPT. Dat ass eng Région métropolitaine polycentrique transfrontalière. Déi ass lancéiert gi scho virun engem Jorzéngt. Et soll am Fong geholl de Raum plangen an eiser Groussregion. Et soll de Modell ginn, wéi eng Groussregion sech sollt fir d'Zukunft organiséieren. Wou si mer mat dëser RMPT drun? Wou sinn d'Aarbechten do drun? Well an der Zäit hu mer gemengt, mir kéinte mat esou engem Projet eng Virbildfunktoun hunn oder eng Virbildregion sinn.

Nichtsdestotz misst de Kontext Mobilitéit geléist ginn iwwer eng Aart IVL iwwert d'Grenzen ewech, mat hannendrun engem Verkéierskonzept fir d'Groussregion. Mir hu jo elo 24 Méint laang d'Présidence an ech wier frou, wann da géif vun eiser Regierung en Aktionsplang presentéiert ginn, der Chamber géif en Aktionsplang presentéiert gi mat Iddien a Prioritéite vun der Regierung, fir der Groussregion eng besser Visibilitéit ze ginn a fir hir an der Praxis méi Liewen anzehauchen.

Dozou gehéiert natierlech, d'Rechter an d'Interesse vun de Grenzgänger an der Groussregion an zu Lëtzebuerg ze stäerken. Zum Beispill d'Stéchwuert Transport a Verkéier: Gëtt et hei am Fong geholl gemeinsam Ziler, gemeinsam Erausforderungen? Sinn där ausgemach ginn tëschent deenen eenzelne Partner? Mir sinn näamlech der Meenung, et wier wichteg, eng Roadmap opstellen, fir am Fong geholl jiddwerengem ze weisen, wou mer hiwëlen. An esou eng Roadmap soll net nëmme op Interreg-Projeten opgebaut ginn, mä op vill Elementer, déi et an eiser Groussregion gëtt.

Hei stellt sech och, wann ech esou eppes soen, d'Fro, de Comité économique et social de la Grande Région, de CES, wou ass deen drun? Seng Missiounen als konsultativt sozioekonomesch Organ vum Sommet, bréngen déi et nach oder muss een do anescht iwwerleeën?

(**Brouhaha et interruption par la présidence**)

Wéi ass de Stellwäert, deen d'Regierung der Visioun 2020 aus dem Joer 2003 vum Här Santer gëtt? Wou ass do d'Ëmsetzung drun? Dat ass och eng wichteg Fro, op déi ech haut nawell gär Äntwerte géif kréien.

Mir als CSV-Fraktioun, mir sinn der Meenung, dass et gutt wier, inhaltlech Schwéierpunkte virzeginn, fir sech am Fong geholl prioritär ëm d'Groussregion ze këmmere, am Wëssen, dass den Transport, d'Education, d'Kultur, d'Aarbecht am Fong geholl, dass et do Kollaboratiounen scho gëtt, mä dass et awer och Challenge gëtt. An déi misst een dann ausbauen.

D'Mobilitéit zum Beispill, ech wollt kuerz dorop agoen. Ech war schon drop gaangen. Dat ass dee gréisste Problem, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Fir dat an de Grëff ze kréien, do musse mer zesummeschaffen, well mir sinn déi gréisst Pendlerregion an Europa. A wa mer net wëllen am Verkéier ersaufen, brauche mer effektiv eng grouss regional Léisung. Hei wier zum Beispill d'Iddi, fir kuerzfristeg e regionalen Zuchticket zu gudder Präisser anzeféieren. Dat, mengen ech, kéint eng Plus-value sinn.

Dat kann awer ëmmer nëmme geschéien an engem groussregionale Mobilitéitskonzept. An interessant wier dann och eng interregional Plattform vum Kovoiturage. Esou eppes kéint ee roueg aféiere fir d'Frontalieren. Et kéint een hinnen eis Park-&-Ridë besser bekannt maachen. An et misst een och attraktiv Méiglechkeeten ubidden, fir justement vum Auto op den Zuch oder op de Bus ze klammen.

Dat sinn also Challenges, déi si kloer. An do kéint ee Léisunge fannen.

Am Beräich Aarbecht an Ekonomie: Eisen Aarbechtsmarché musse mer besser matenee vernetzen, fir dass mer eben d'Aarbechtslosegkeet besser a gezielt bekämpfe kënnen. Mir kënnen d'Groussregion stäerken effektiv, wa mer déi administrativ Hürden ofbauen. Dat geschitt och deelweis. Mä d'Groussregion kéint sech am Fong geholl nach besser duerstellen, wa se eng Aart Mark wier, wa mer eng Mark géifen opbauen, zum Beispill am Beräich Tourismus, wou mer da kéinte regionale Produktmarketing maachen. An dee Slogan, deen Der der Groussregion (veuillez lire: deen Der Lëtzebuerg) ginn hutt: „Let's make it happen“, deen ass okay, mä et misst een deen dann och op Däitsch an op Franséisch iwwersetze loosse.

Mir schaffen all un engem integréierten Aarbechtsmaart. Dat wësse mer allegueren. Mir hunn eng gemeinsam Industriegeschicht, mä leider - leider! - sinn d'Interesslagen net ëmmer déiselwecht an deen nationale Brëll gëtt nach leidel vill ze vill oft ugedoen. Hei ass also e politesche Leadership gefrot.

Am Schoulberäich, do hu mer jo dee bilaterale Projet Schengen-Lycée. Dëst ass e grouss Succès an dës kéint am Fong geholl als Pilotpilote fir d'ganz Groussregion ausgeweit ginn. Et kéint een och Projeten am Primaire lancéieren. Ech weess, dass de Patrick Weiten, de Président vum Conseil départemental de la Moselle, ganz interesséiert wier. Sinn do Initiativen ënnerwee?

Et héiert een och ëmmer, dass misste gemeinsam Schrëtt an der Berufsausbildung gemaach ginn, bei der Unerkennung vun den Diplomen. Hei weess ech, dass ee sech kéint d'Kollaboratioun tëschent der Belsch an Holland als Beispill huelen an och vläicht do Elementer vun dëser Zesummenaarbecht op Lëtzebuerg eriwuerhuelen.

Am Beräich Wunnen, do ass et eng Tatsaach, dass Lëtzebuerg seng Wunnengsproblematik an d'Groussregion exportéiert. An duerfir musse mer hei solidaresch mat eisen Noperen no Léisunge sichen.



An der Sécherheet, dat ass eppes, wat eis alleguerten eppes ugeet, well d'Fräiheet vum Mënsch mécht sech net ouni Sécherheet, do muss et effektiv eng enk Zesummenaarbecht ginn tëschent Police, Douane a Rettungswiesen. D'Kriminalitéit an Naturkatastrophe stoppen net op der Grenz. Duerfir muss do am Sécherheets- a Rettungswiesen onbedéngt weider méi zesumme geschafft ginn iwwert d'Grenzen.

An nach een anere Beräich, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Kultur a vun der Fräizäit, well Kultur- a Fräizäitaktivitéiten droen effektiv zur Integratioun an der Groussregioun bäi. Kultur an Austausch muss ee virundreiwen, well dëst bréngt am Fong geholl d'Leit méi no beieneen. An tatsächlech hu mir hei an eise Raum déi aussergewöhnlech Chance, dass, wann zum Beispill d'Kulturinstitute vu Lëtzebuerg, vun Tréier, vu Metz a vu Saarbrécken zesummeschaffen, mir an engem Radius vun 100 Kilometer eng aussergewöhnlech kulturell Offer kënnen schaffen.

Dëst ass d'ailleurs och deen eenzege Beräich, wou mer eng Integratioun fäerdegbruecht hunn, an dat am Joer 2007, wéi Lëtzebuerg a Groussregioun Kulturhauptstad vun Europa goufen. An dëst gouf jo dann och perenniséiert duerch e sougenannten „Espace culturel Grande Région“.

Sou eng Integratioun kéint een och iwwer Sports- a Fräizäitaktivitéite fërderen. Duerfir sollt ee vläicht méi grenziwwerschreidend Sportveräiner ustriewen, fir där ze kreéiere respektiv am Sport wierklech direkt iwwert d'Grenzen zesummenzeschaffen.

Eppes ass kloer: Mir brauchen eng méi participativ Groussregioun. D'Groussregioun muss méi präsent sinn am Alldag, zum Beispill, dass och de Grenzgänger weess, dass seng Kanner och hei eng Prise en charge kréien an der Crèche iwwert de Chèque-service. Dat ass eppes Wichtige an dat misst ee positiv duerstellen. Mir müssen am Fong geholl eisen Territoire besser entwéckelen am Sënn vu méi Liewensqualität.

Ënnert dem 7. Sommet vun 2003 - ech hat dat virdu kuerz ugeschwat - ënner saarlännescher Présidence ass jo déi Visioun 2020 opgestallt ginn. Am Fong geholl sollt dëst Dokument am Joer 2003 eng Orientatioun si fir wëschenswäert Aktiounen an der Groussregioun op den Horizont 2020. Ënner belscher Présidence, dat sinn also gutt zéng Joer duerno, gouf dës Visioun 2020 op de Leescht geholl an zwar vum IGR, dem Institut de la Grande Région, wat e wichtige Partner ass an der Groussregioun. An dës proposéiert effektiv eng konkret Reform.

Eng Schwierigkeet an der Groussregioun war nach ëmmer - a wäert et och bleiwen, bis mer et besser maachen - eben hir Architektur. Mir hunn ze vill Niveaun an der Groussregioun an och ze vill Gremien. Den normale Bierger an och de Politiker, dee bléckt net méi duerch. Duerfir müssen all déi politesch Gremie vläicht erëm erofdekliniert ginn op eng méi visibel a permanent an zougänglech Ulaftell an am Optimalfall souguer ee Gesiicht, mat deem een d'Groussregioun ka verbannen. Dat muss en Exercice sinn, dee muss mer eng Kéier laangfristeg maachen.

Dëst géif effektiv, mengen ech, zu enger méi grousser Visibilitéit vun der Groussregioun bäidroen. Vlächent kéint dat och iwwert d'Iddi vun engem Livre blanc, dee mer jo och wëllen an der EU maachen, geschéien, wou mer dann och kucken, ob mer eng Groussregioun à plusieurs vitesses maachen. Dat ass eng Iddi, déi ech wëll der Présidence soen, an déi kéint eventuell sech dorun orientéieren.

Ech wollt awer justement op deen Agenda mat zéng Recommandatiounen agoen, déi den IGR an dësem Esprit vun deem, wat ech elo grad gesot hunn, ausgeschafft huet: eng Aart prioritär Moossnamen, fir eis Groussregioun weiderzebréngen, nom Motto „eng gemeinsam Visioun“, bei där et elo nëmmen drëm geet, se als konkret Decisiounen ëmzesetzen.

Dës Aarbecht ass wierklech an eisen Aen e gutt Aarbechtsdokument an et kéint effektiv eppes bréngen, wann de politesch Wëllen do ass, et ze maachen. An an dësem Sënn wollt ech eben d'Ministesch froen, wéi se zu dëser Recommandatioun steet. Wéi eng sollten ëmgese ginn? A wéini sollte se ëmgese ginn? A vu wem? Natierlech net vum IGR, net vum Institut de la Grande Région.

Déi éischt Iddi ass déi, eng Kärregioun ze definéieren, dat heescht, de Raum vun der Zesummenaarbecht straffen. Dëst drängt sech op, well déi franséisch Regioun Grand Est jo wäit

iwwer Lothringen erausgeet. Wéi soll dëst geschéien? Wien decidéiert dann elo a Frankräich, ass dat Metz oder ass et Stroossbuerg? Soll déi Kärregioun, soll dat Saar-Lor-Lux sinn? Vlächent wéi fréier mat Wallounien? Mat Rheinland-Pfalz Trier an der belscher Communauté vun däitscher a vu franséischer Sprooch? Wat soll an dëser geschéien? A wat soll mat der Rescht-Groussregioun geschéien? Dat ass en éischte Punkt.

Een zweete wier deen: De Sommet misst sech méi oft gesinn an engem Conseil régional. D'Groussregioun wier esou méi präsent an et géife regelméisseg Decisiounen getraff ginn, fir déi politesch a regional Strategie ëmzesetzen. Mä et soll een awer net vergiessen, de Sommet ass e Sommet des chefs des exécutifs.

Drëtt Moosnam: Et misst e Secrétaire général genannt ginn, fir déi operationell Geschäfte ze pilotéieren. Dës misst verschidde Responsabilitéiten a Mandater hunn, fir seng Aarbecht ze maachen, eng gewëssen Entscheidungsbefugnis also.

Vierte Punkt: D'Membere vum CPI, oder vum IPR, wéi déi Däitsch soen, missten direkt gewielt ginn.

Fënneftens: en zentraalt Organ opbauen, dat Publikatiounen an zwou Sproochen mécht, fir justement d'Identitéit tëschent Bierger an der Groussregioun ze schaffen.

Sechstens: eng Agence fir Villsproochegkeet a Kultur grënnen, déi hiren eegene Budget hätt. Dëst wier sënnavoll, well dës zwéi Schlëselementer an eiser Regioun sinn an dës e groussen integrative Charakter hunn. An et wier och eng Aart a Weis, fir justement (veuillez lire: fir justement d'Iddi vun) Lëtzebuerg Groussregioun Europahauptstad an der Kultur weiderzeféieren an och eben den Espace culturel Grande Région nach ze verbesseren.

Déi nächst Proposition ass déi, fir eng Agence fir Tourismus ze schaffen. Déi hätt hiren eegene Budget, hätt eng gemeinsam Marketingstrategie a verschidde Beräicher am Tourismus, zum Beispill am Cyclotourismus, an de Randonnéen oder am urbanen Tourismus.

Eng weider Proposition wier déi, fir eng Ausstellung ze maachen iwwert den europäesche Gaardebau, an zwar op der Basis vun grenziwwerschreidende Projet „Gäert ouni Grenzen“.

Eng aner Iddi wier, d'Schafe vu Clusteren an der Groussregioun ze favoriséieren, zum Beispill am Automobilberäich oder am Logistikberäich, an déi grenziwwerschreidend beruflech Ausbildung ze fërderen.

Nach eng weider Iddi wier et, d'Mobilitéit an der Groussregioun ze verbesseren duerch eng besser Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten, déi den effentlechen Transport an der Groussregioun organiséieren.

Eng aner Iddi: e Centre de recherche des espaces frontaliers schaffen, an dat an der Universitéit vun der Groussregioun.

Schliisslech nach d'Initiative vun de Bierger ënnerstëtzen, zum Beispill duerch d'Organisation vu Fore fir eis Bierger.

Ech mengen, eis Zesummenaarbecht an der Groussregioun kann nëmme progresséieren duerch eng besser Abannung, méi eng aktiv Abannung vun de Bierger. A mir mengen, déi zéng Propositionen géifen eis Groussregioun ënner anerem an der wirtschaftlecher Entwécklung an och an der Visibilitéit stäerken.

Madamm Presidentin, ech kommen elo zu de Konklusiounen. Hei wollt ech de Jean Monnet zitieren, dee gesot huet: «Rien n'est possible sans les hommes. Rien n'est durable sans les institutions.» Eng Groussregioun kann nëmme mat Liewe geféelt ginn, wann de politesch Wëlle vun allen Entitéiten do ass. A Lëtzebuerg ass de wirtschaftleche Motor vun der Groussregioun. Lëtzebuerg soll och de politesch Motor vun der Groussregioun sinn. Oder net? Nëmme esou kréie mer eng gemeinsam Regioun.

Laangfristeg bräicht dës Raum am Sënn vun der Nohaltegkeet an der Effizienz och eng institutionell Stärkung. Dëst kéint geschéien duerch eng Direktwahl vun den Deputéierte vun der Groussregioun an och duerch d'Wahl vum President vum Sommet.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass ee Bierger vun der Groussregioun ass, ouni awer seng national oder regional Identitéit a Fro ze stellen. Eng komplementär Biergerschaft wier also och eng gutt Saach.

D'Groussregioun huet 20 Joer. Si ass gewuess, si ass méi räif ginn, ass gläich altersméisseg effektiv groussjäreg. An et goufe vill Saache gemaach, mä et bleift nach viles ze maachen. D'Groussregioun ass awer manifestement verkannt, och wa mer Städetnetzwerker hunn, och wa mer eng Uni vun der Groussregioun

hunn, och wa mer kulturell intensiv zesummeschaffen. Mir maache viles bilateral. Et misst awer méi multilateral gemaach ginn. An hei wier et dann interessant ze wëssen, wivill bilateral Projete, Interreg-Projete et gëtt. A wivill multilateral Projete gëtt et? Well aus de Propositionen vun deem engen oder vun deem aneren hätt een am Fong geholl e Gradmesser, wou mer dru wieren.

D'Groussregioun muss méi populär ginn. Si muss eis eng Perspektiv ginn. Den Alldag muss sech am Dëngscht vun enger laangfristeger Visioun maachen. An déi zéng Recommandatiounen vum IGR, déi ech lech elo grad gesot hunn, sinn an eisen Aen e stabil Fundament, wou et elo drëm geet, dat ëmzesetzen.

„Bierger“ a „Participatioun“, dat si jo Är Leitsätz. An dat sinn an eisen Aen och déi richteg Leitsätz fir eis Présidence am Fong geholl, fir eis Présidence an deenen nächsten zwéi Joer. Mä dës muss mat Liewe geféelt ginn! An et muss eis ëmmer an éischter Linn ëm d'Wohlergehen vun eise Bierger goen. De Bierger soll sech mat der Groussregioun identifizéieren. E soll de Méiwäert am Alldag gesinn. Dëst muss eist Zil sinn. An duerfir brauche mer en neie Schwong. Duerfir brauche mer e Paradigmewiessel. Duerfir muss d'Groussregioun méi an de Fokus vun der breeder Effentlechkeet kommen, an dat Positiv an net an dat Negativ (veuillez lire: dat am positiven an net am negative Sënn). Ob dëst ënner eiser Presidentschaft stattfënn, dat gesi mer jo dann an zwéi Joer, wa mer no eiser Présidence de Bilan maachen.

Lëtzebuerg ass e wichtige Deal a Motor vun der Groussregioun, awer Lëtzebuerg brauch och d'Groussregioun wéi keen anere Partner an der Groussregioun, eleng wann et schonn nëmme fir d'Aarbechtskräften ass oder fir ons grenziwwerschreidend Verkéiersproblemer an de Grëff ze kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo vill gesot. Duerfir wëll ech ofschléissend nach eemol kuerz déi wichtegst Punkte respektiv Fuerderung vum der CSV resüméieren:

D'Groussregioun brauch en Numm, deen, wéi ech et virdu erkläre hunn, eis Bierger auswelen. D'Groussregioun brauch eng gutt visibel, zentral a permanent Ulaftell respectivement e Representant. Mir müssen d'Haus vun der Groussregioun opwäerten. Als konkret Mesure, vun där d'Bierger an der Groussregioun all Dag profitéiere kéinten, sollte mer eng interregional Plattform fir Koovertage schaffen. Mir sollten d'Groussregioun als Märk méi opbauen. D'Zesummenaarbecht an der Schoul an an der Berufsausbildung sollt verbessert respektiv ausgebaut ginn. Mir sollten den Espace culturel Grande Région zum Beispill duerch e Sentier touristique vum Patrimoine mondial an der Groussregioun ausbauen. A mir kommen net derlaanscht, eng Kärregioun ze definéieren. Dëst sinn déi kuerz- a mëttelfristeg Ziler.

Laangfristeg muss de Liewensraum Groussregioun perenniséiert ginn duerch eng einfach, konkret an direkt institutionaliséiert Biergerbeleelegung. Dat ass eis Vue vun der Groussregioun. An an deem Kontext hunn ech och eng Motioun, déi ech hei wollt hannerleeën. Si ass nach net ënnerschriwwen. D'Kolleeg vun deenen anere Sensibilitäten oder anere Parteien hei an der Chamber kënnen sech dat ukeken a wa se mat wëllen ënnerschreiwen, soe se eis Bescheid.

Et ass am Fong geholl eng Motioun, déi dat resuméiert, wat ech elo gesot hunn, fir eben e Plan d'action stratégique à court et à long terme fir d'Groussregioun ze maachen am Esprit vun deem, wovun ech elo grad geschwat hunn, dat heescht Biergernähe an och d'Action-citoyennes, d'Appartenance, den Enjeu géostratégique an esou weider, fir all deem Rechnung ze droen, fir eis Groussregioun weiderzebréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la XVI^e Présidence du Sommet de la Grande Région est exercée par le Luxembourg depuis le 1^{er} janvier 2017;

- consciente de la situation actuelle de l'Union européenne;

- constatant que de plus en plus de citoyens ont des problèmes à s'identifier avec l'UE;

- constatant que, située au centre de la dorsale européenne, la Grande Région illustre parfaitement les enjeux de l'UE au niveau transfrontalier, tous domaines confondus;

- étant acquis que la Grande Région constitue l'une des principales coopérations transfrontalières européennes;

- estimant que les processus d'intégration et de coopération qui existent au sein de la Grande Région peuvent et doivent servir d'exemple pour la mise en œuvre de politiques et de démarches similaires dans toute l'UE;

- convaincue de l'idée qu'une Europe des régions constitue une plus-value;

- constatant néanmoins un manque de perception et de visibilité de la Grande Région auprès de ses citoyens;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais un plan d'action stratégique à court et à long terme pour la Grande Région ayant pour but

1° le renforcement de sa visibilité et de sa perception auprès de ses habitants et de ses décideurs politiques et économiques;

2° le renforcement du sentiment d'appartenance à la Grande Région;

3° la consolidation de son enjeu géostratégique aussi bien au sein de son espace qu'au-delà;

4° une meilleure intégration des actions citoyennes afin d'améliorer la vie quotidienne de tous ses habitants.

(s.) Jean-Marie Halsdorf.

(La motion a été signée ultérieurement par MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Serge Wilmes.)

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Halsdorf fir seng Interpellatioun, deen eis gutt an de Sujet agefouert huet. Als nächsten an éischte Riedner nom Interpellant hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Gusty Graas (DP).**- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den 23. Oktober 1955 war am Saarland e Referendum. An zwar ass et dréms gaangen, wat fir een zukünftege Statut datt dat haitegt Bundesland sollt kréien. Den deemolege Ministerpresident, de Johannes Hoffmann, dee wollt aus dem Saarland deen éischten europäeschen Territoire maachen, wou u sech sollten europäesch Institutionen sech niddleeossen kënnen. An zwar sollt dat am Raum vu Saarbrécken stattfannen.

Glécklecherweis, muss ee soen haut, am Réckbléck, fir eist Land, datt dee Referendum do mat 67,7% sech géint déi Iddie vum Här Hoffmann ausgeschwat hat, well soss géif et haut kee Kierchbiere ginn, soss géif et haut och warscheinlech kee Lëtzebuerg ginn, wat esou eng grouss Roll géif um europäeschen Niveau spilen, mat deene villen EU-Institutionen, déi mer jo schlussendlech elo an deene leschte Jorzéngte konnten hei zu Lëtzebuerg implantéieren.

Jiddefalls, wann dee Referendum do eng aner Ausgangsméiglechkeet geschafen hätt, da wär eist Land net zu deem ginn, wat et haut ass. A mir géifen haut och méi warscheinlech net vun enger Groussregioun schwätzen. An dat sinn eréischt 60 Joer hier!

Villes huet sech natierlech an deene leschte 60 Joer verännert. Et ass awer gutt, emol eng Kéier erëm de Bléck no hannen ze werfen, datt ee gesäit, wéi historesch Entscheedungen awer kënnen herno e ganz groussen Impakt op grenziwwerschneidend Regiounen kréien.

Wann een dann och nach bedenkt, datt 1945 nach vum Naziregime Bomben op Frankräich, op d'Belch an op Lëtzebuerg gehäit goufen, a wann ee gesäit, wat fir eng Zesummenaarbecht datt mer awer haut - besonnesch mat Däitschland - hunn, da muss ee soen, datt et gutt war, datt an de 50er Jore besonnesch en anere Geescht geherrscht huet, datt Leit do waren, déi un aner Iddie gegleeft hunn an déi bereet waren, fir och um interregionalen Niveau méi enk zesummenzeschaffen.

1969 gouf dunn de Begrëff Saar-Lor-Lux vum Dokter Hubertus Rolshoven, dem deemolege President vun dem intracommunautairen Institut, kreéiert. An lwwerleungen, fir eng méi grenziwwerschneidend Kooperatioun ze maachen, déi sinn den 22. Februar 1978 gefouert ginn. An den 21. Mäerz 1980 ass en Accord intergouvernemental tëschent Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg zu Kaiserslautern ënnerschriwwen ginn. De 16. Oktober vun deem selwechte Joer ass dunn definitiv de Grondstee fir déi sougenannten „Groussregioun“ geluecht ginn. D'Wallonie an déi däitschsproocheg Gemeinschaft aus der Belch sinn dunn an den 90er Joren nach derbäigestouss.

Jiddefalls, eppes konnt een zu deem Zäitpunkt scho festhalen, a wat mer haut ëmmer méi feststellen: datt wa Europa am Klengen. An déi Valeur vun där Entwécklung weess ee vlächent och net ëmmer esou richteg anzuschätzen. Jiddefalls, Regiounen sinn dunn zesumme gewuess. An et kann een och soen, datt sech doraus och eng gewëssen eegen Identitéit entwéckelt huet.

Eppes ass kloer: Grenze sollen, därfe keng Trennung sinn, mä Grenze sollen e Raum sinn,



wou Leit zesummen eng gemeinsam Visioun hunn, an zwar Projeten entwéckelen.

Et ass duerfir schonn interessant, wann ee kuckt, wéi sech an deene leschte véier Jorzéngten déi, ech soen elo ëmmer „sougenannte Groussregioun“, well där gëtt et mat Sécherheet nach vill op anere Plazen och, entwéckelt huet. Nom éischte Sommet, dat war den 20. September 1995 zu Mondorf, ass dunno decideréiert ginn, datt all Regioun soll ofwiesselnd och d'Presidence vun där neier Struktur iwwerhuelen.

Mir hate se zum Beispill als Lëtzebuerg vum 1. Februar 2008 bis den 31. Juli 2009 an zënter dem 1. Januar vun dësem Joer hu mer dann och elo nees d'Presidence. An ech wëll och der Regierung a virun allem der zoustänneger Ministesch, dem Corinne Cahen, hei elo scho Merci soe fir hiren Engagement, dee se bewisen hunn, datt se wëllen dee Geescht weiderféieren. An ech zitieren och hei d'Corinne Cahen aus engem „Paperjam“-Interview vum leschten 2. Februar, wou et u sech dat ganz gutt op de Punkt bruecht huet: «La Grande Région est, au fond, un noyau dans l'Europe, qui doit prouver que quand celle-ci ne fonctionne plus très bien, il est important qu'il n'y ait pas de frontières, que nous travaillions ensemble et que nous soyons soudés.» Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi een nëmme ka mat zwou Hänn och ënnerschreien.

Dës Interpellatioun vun haut gëtt eis dann ebe wéi gesot och d'Geleëenheet, déi ganz Entwécklung vun hire verschiddene Facetten hier ze belichten, ze analyséieren. An ech wëll och dem Kolleg Jean-Marie Halsdorf duerfir Merci soen, datt en déi Initiativ hei ergraff huet, well et wichteg ass, datt mer eis och vun Zäit zu Zäit mat esou Punkte wéi deem heite méi am Fong auseresetzen.

Déi primär Fro, déi natierlech muss de Mëtten emol direkt gestallt ginn: Brauche mer iwwerhaupt eng Groussregioun? Wou ass den Notze vun esou enger politescher Struktur? Fir eis als Demokratesch Partei ass déi Äntwert ganz kloer, ganz eendeiteg: Mir stinn zu där politescher Struktur. Mir sinn der Meinung, datt et wichteg ass, datt mer - a besonnesch an dësen Zäiten! - eis zu enger Groussregioun bekennen.

Datt do natierlech och d'Iwwerleeung ass, datt ee fir d'Eischt emol och déi eegen Interesse vläicht an de Vierdergrond stellt, ass net ze ignoréieren. Woubäi ech awer och kloer wëll hei ënnersträichen: Wann ee vun Atoute schwätzt, déi dat fir Lëtzebuerg matbréngt, dann däerf een dat net nëmme reng um materiellen Niveau gesinn, mä et muss een och dorüwer eraus aner Aspekter mat consideréieren. D'Groussregioun bréngt dësem Land, eis als Grand-Duché, mat Sécherheet ganz vill.

A bei Geleëenheet vum 7. Sommet, deem zu Saarbrécken war, do ass dann dat Dokument, wat jo och virduen hei scho genannt ginn ass, d'„Vision d'avenir 2020“ presentéiert ginn. Et muss ee soen, haut, am Réckbléck, wann een elo dat Dokument do e bëssen eng kéier duerchliest, datt do awer schonn eng Rei flott, gutt Iddien dran enthalte waren, déi effektiv och am Laf vun de Joren ëmgesat goufen. An ech wollt virun allem op zwee Punkten do hiweisen. Wéi gesot, hei war eng Visioun bis d'Joer 2020 virgestallt ginn. 2020, dat sinn nëmmen nach dräi Joer, dat ass net méi ganz laang. Mä et waren, wéi gesot, zwou Initiativen, déi meritéieren, datt een déi hei nach eng kéier ënnersträicht, virun allem de Lycée Schengen - eng immens flott, eng ganz gutt Iddi -, deem am Hierscht 2007 seng Dieren opgemaach huet. An et ass och en exzellent Beispill, wéi zum Beispill dat Sproochepotenzial an der Groussregioun nach ka geféiert ginn.

Een anert gutt Beispill war d'internationalt europäesch Kulturjoer aus dem Joer 2007, wou jo decidéiert gi war, eng Ausdeenung ze maachen iwwer eis Grenzen eraus och an d'Regiounen. An dat war ouni Zweifel och e ganz positivt Element.

Natierlech, an do ass d'Politik virun allem och gefuerdert, muss d'Iddi vun der Groussregioun no baussen nach vill méi promovéiert ginn. Dobaussen, d'Leit dobaussen, d'Wieler dobaussen, d'Mënschen dobaussen kënnen sech wahrscheinlech ënnert deem Begrëff „Groussregioun“ net allze vill virstellen. Dat ass keng Kritik, mä dat ass einfach nëmmen eng Feststellung. Duerfir si mer och der Meinung, datt ee muss nach zousätzlech Efforte maachen, fir déi Struktur nach dobausse méi populär ze maachen.

Mir als Demokratesch Partei, ech hunn dat schonn hei ënnerstrach, mir stinn zu der Groussregioun. Mir gesinn och do eng Rei wichteg Piliere, déi derwäert sinn, hei analyséiert ze ginn, an déi och derwäert sinn, an Zukunft nach méi ënner Bewäis gestallt ze ginn an och nach méi drop ze insistéieren. Ech wëll hei op e puer wichteg Piliere kuerz agoen.

Natierlech ass déi Groussregioun an éischter Linn gekennzeechent duerch den ekonomeschen Aspekt. Sécher gëtt et do nach ganz grouss Ennerscheeder. Sécher si Bestriewungen do, fir verschidden Harmoniséierungen ze erreechen, sief dat um fiskalesche Plang, sief dat um aarbechtspolitesche Plang. Mä och do musse mer awer realistesch sinn: Mir kënnen a mir wäerten och ni déi Ziler erreechen, déi ee sech vläicht do gesat huet.

Lëtzebuerg huet natierlech e Sonderstatut. Lëtzebuerg ass Vollmember vun der EU. Dat ënnerscheet eis ebe vun engem Saarland, vun enger Rheinland-Pfalz, vun enger Wallonie. Mir hunn natierlech doduerch och aner Méiglechkeeten. Mir hunn och vläicht méi Autonomie selbstverständlech wéi eis Partner. An dat wäert et och mat sech bréngen, datt och an Zukunft déi Kollaboratioun natierlech net esou enk ka gestalt ginn, wéi ee sech dat vläicht munchmol wënscht.

Lëtzebuerg huet sech och entre-temps zu enger regionaler ekonomescher Metropol do entwéckelt. An dat stellt sech jo am beschten eraus, wann ee gesäit, wéi deem Aflux vun Netresidenten op eist Land all Dag ass, wéi am Fong geholl ëmmer méi Leit an dëst Land schaffe kommen. 2010 waren et der 152.000, 2015 schonn 174.000, Tendenz ouni Zweifel steigend. Mä stellt lech emol een Dag vir, wou déi Leit net an dëst Land kéimen! Wat géif dat bedeite fir eis Economie? Dat wär scho bal eng Horrorseen, déi sech do géif wahrscheinlech ofspillen, well da ganz vill Rieder net géifen dréien.

Duerfir hu mir och als Lëtzeburger Land all Interêt, fir e beschtméigleche Kader ze schafen, wou déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, sech och kënnen an deene beschtméigleche Konditiounen erëmfannen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Mobilitéit. An dat ass ganz kloer eng vun deene gréissten Erausforderunge vun der Groussregioun. Wéi kënnen mer d'Mobilitéit besser gestalten, besonnesch a Richtung Lëtzebuerg? An et ass näischt Neits, mir wëssen et alleguer, wa mer an de Spëttestonnen d'A1, d'A3, d'A4 an d'A6 gesinn, dann herrscht do just Schrëtttempo. Wa mer da verschidden Zich gesinn, déi moies a Richtung Lëtzebuerg kommen, da muss ee sech awer och munch Fro stellen. An ech soen eppes ganz kloer hei, vu datt ech dat regelméisseg erliewen: Perséinlech sinn ech der Meinung, datt verschidden Zich, déi aus Frankräich kommen, net méi dierften op Lëtzebuerg fueren! Wann ee gesäit, ënner wat fir enger Form datt déi iwwerfëllt sinn, wann ee gesäit, datt do keen, ech géif scho bal soen Zentimeter carré fräi ass, fir eng Plaz ze kréien, da wëll ech mer net virstellen, datt et eng kéier zu engem Accident kënnt, an och scho guer net virstellen, datt et zu enger Vollbremsung kënnt!

Ech hunn dee Punkt och schonn op enger anerer Plaz ugeschnidden. Mir hunn do e Punkt erreecht, wou et ufänkt, allerdéngs diskutabel ze ginn. Mir sinn eis op alle Fall do bewost, datt muss ganz kloer séier gehandelt ginn. Dat ass och e Bewäis, datt natierlech um Niveau vun der Mobilitéit a virun allem och, wéi gesot, wat den öffentliche Transport ubelaangt, nach viles muss geschéien.

Mir gesinn och do als Demokratesch Partei e puer Pisten, déi een an Zukunft muss goen. Engersäits natierlech um Niveau vum Autobunnreseau, wou jo prinzipiell dann decidéiert ginn ass, datt besonnesch d'A3 soll vergréissert ginn. Ech wëll awer och hei ganz kloer soen, datt de Bau vun neie Stroossen net kann d'Endléisung sinn, mä au contraire, datt, wéi gesot, den öffentliche Transport ouni Zweifel muss priméieren.

Ech denken och un d'Zuchverbindung. Do ginn och immens Efforte gemaach. Et gëtt eng nei Streck, en neit Gleis gebaut tëschent der franséischer Grenz an der Stad Lëtzebuerg. Mä virun 2020, 2022 wäert dat net fäerdeg sinn. Mir müssen also an der Iwwergangsperiod nach eng Rei aner Efforten do maachen.

Ech denken zum Beispill och drun, wann den Ausbau vun der Autobunn virgeholl gëtt, datt ee sech och muss d'Fro stellen: Soll net ee Couloir méi spezifesch reservéiert gi fir Bussen, fir Taxien oder fir Autoen, wou mindestens zwee Passagéier dräsetzen?

Mir müssen e Kranz vun Opfangparkinge ronderëm d'Grenzen amenagéieren. Do si jo eng Rei gutt Initiativen entre-temps an d'Weeër geleet ginn. Zum Beispill zu Rodange, wou jo e Projet mat 1.632 Plaze leeft. Dann zu...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Et héiert een et ze vill gutt.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo, wann, da maacht e bësse méi lues!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Graas, et ass un lech!

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo.

Bon, dann, wéi gesot, zu Waasserbëlleg, wou dann och en neie Park & Ride virgesinn ass.

Mir müssen en adaptéierten, e bessere Kader schafen, fir datt d'Pendler hei kënnen zu Lëtzebuerg nach verbessert Konditiounen virfannen. An ech denken do zum Beispill och un eis Sprooch! Gëschter ass vill hei iwwert d'Sprooch diskutéiert ginn. Zu Recht! An och do müssen zousätzlech Efforte gemaach ginn, well mer jo oft héieren, datt et net grad positiv duergestallt gëtt, wa Leit, déi hire Wunnsätz net hei zu Lëtzebuerg hunn, an ech denke virun allem un de klengen Handel, net eis Sprooch schwätzen. An duerfir ass et och interessant, datt et Mesurë gëtt, datt et Initiative gëtt, fir iwwert d'Grenzen eraus lëtzebuergesch Coursen unzébiden. Dat sinn Initiativen, déi och an Zukunft sollen ouni Zweifel nach weider ausgebaut ginn.

Datt mir do als Lëtzeburger Land eng gewësse Subventioun accordéieren, fannen ech jiddefalls ubruecht, well och hei si mer an der Situatioun, datt souwuel mir als Land do nëmmen ze gewannen hunn, wéi awer och déi Leit, déi bei eis schaffe kommen.

Da si mer och, wa mer iwwert d'Wirtschaft schwätzen, ganz séier beim Tourismus. Och do besteet ganz sécher nach vill Potenzial. Déi véier Regiounen, fir et emol esou ze soen, an der Groussregioun kënnen nach vill méi enk zesummeschaffen, kënnen nach vill méi Potenzial ausnotzen. Den Interreg-Programm gëtt eis jo do och Méiglechkeeten, fir esou Saachen ze ënnerstëtzen.

Et gëtt eng Rei aner Domänen. Ech wëll se net ze vill hei verdéiwen. Eenzelner sollen nach kuerz ugeschnidde ginn, zum Beispill d'Kriminalitéitsbekämpfung. Ech wëll och an deem Kontext de Centre de coopération policière et douanière erwänen. Den Austausch vun Informatiounen iwwer Krimineller oder d'Poursuite vun deene Leit géif och ouni Zweifel zu vill méi Sécherheet bäidroen. D'Kontroll vu Bussen, vu Camionen an esou weider, och do, wéi gesot, muss nach vill méi zesummeschafft ginn. An deem Sënn soll een nach eng kéier op den Accord vu Prüm och hiweisen.

Dann, de Fokus muss an Zukunft verstärkt op déi Jonk geluecht ginn. Och déi Jonk müssen erkennen, wat et fir e Wäert ass, wann een an enger Regioun, an enger Groussregioun ka liewen, wou sech ganz vill Potenzial opdyn.

Duerfir wëll ech zum Beispill op en Instrument hei hiweisen, den TWB, den Training Without Borders, eng Initiativ vun eiselem Educationsmistère am Kader vum Erasmus +, dat zesumme mat enger Rei vu Lycéien aus Frankräich an aus der Belsch an och aneren Akteuren. Dee Projet dauert ronn 36 Méint an dee bitt d'Méiglechkeet, eng grenziwwerscheidend Zon ze schafen an Terme vun Aarbecht a wirtschaftlech Aktivitéiten. Jonk Leit, déi och schoulesch Problemer hunn, kréien hei alternativen Méiglechkeeten, sech ze entwéckelen. Et ass, kann ee soen, e Musterbeispill an enger Groussregioun, wéi sozial- an aarbechtspolitesch Aktivitéite kënnen openeen ofgestëmmt ginn.

Da kann een natierlech och d'Fro stellen: Firwat net och emol eng kéier iwwert d'Iddi vun engem Jugendparlament vun der Groussregioun nodenken?

De kulturellen Austausch, ech war scho virdu kuerz drop agaangen, ass enorm wichteg, bitt d'Méiglechkeet, datt ee sech géigesäiteg nach méi genee kenneléiert. Ech erënneren och hei un d'Opféierung vun der Dräigroschenoper am Joer 2007, op zwou Sproochen. Dat war deemools e ganz grouse Succès. An et ass vu jonke Leit net nëmme geschriwwen ginn, mä awer och opgefouert ginn.

Och am Héichschoulwiesem, um Niveau vun der Fuerschung virun allem bidde sech nach ganz vill Méiglechkeeten un. Och eng verstärkt Zesummenaarbecht vun den Universitéite soll een hei nach eng kéier an d'A faassen.

En anere Punkt, dee fir eis als DP awer wichteg ass a wou nach ganz vill Opportunitéite bestinn, fir zesummenzeschaffen, dat ass um Niveau vum Ëmweltschutz. An ech denken do virun allem och un eis Gewässer, an éischter Linn natierlech un d'Musel. D'Musel ass e Konddominium. An hei ass och u sech e gudden, e wichtige Projet realiséiert ginn. Ech denken zum Beispill un déi Kläranlag vu Pärël/Besch, wou jo awer och dräi Gemengen hir Ofwässer - an de Buergermeeschter vu Réimech weess...

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- „Beesch“.

► **M. Gusty Graas** (DP).- „Beesch, Beesch“, entschëllegt, Här Buergermeeschter!

...an de Buergermeeschter vu Réimech weess dat vill besser wéi ech, datt dat awer en interessante Projet ass, datt do e grenziwwerscheidende Projet ass. An do dee beweist, wéi wichteg et ass, datt mer och op deem Niveau zesumme kollaboréieren.

Och den Accident zu Witry an der Belsch 2014 am September, wou et zu enger gréisserer Pollutioun um Niveau vum Stauséi zu Esch/Sauer komm ass, huet bewisen, wéi wichteg et ass, datt och eis Secouristë méi enk zesummeschaffen, och virun allem prophylaktesch méi enk zesummeschaffen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner huet e bësse méi kritisches Téin duerchklänge gelooss, wat d'Maison de la Grande Région zu Esch ubelaangt. Ech soen lech ganz éierlech, als Süddeputéierte sinn ech allerdéngs frou, datt d'Maison de la Grande Région zu Esch ass. Esch ass eng interessant Stad. Esch ass eng opstriedend Stad. Esch ass eng Grenzstad, soudatt ech absolutt kee Problem hunn, och an der Logik vun enger Dezentraliséierung hei zu Lëtzebuerg, datt déi Institutioun op Esch komm ass.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt och wichteg aner modern...

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- Ech hunn dat jo och net gesot.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Ben, ech hunn et zwar esou opgeholl, datt Der et zumindest a Fro gestallt hutt.

(Interruptions)

Jo, mä och zu Esch ass... Esch fannen ech perséinlech awer och gutt. Haaptsaach, et ass am Süden. A wéi gesot, duerfir fannen ech déi Decisioun vun der Regierung allerdéngs richtig.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Mir sinn eng eenzeg Grenzregioun.

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Loosst elo wann ech gelift den Här Graas schwätzen!

(Interruptions)

Här Graas!

► **M. Gusty Graas** (DP).- E wichtigen Akteur an der Ëmsetzung vu Prioritéiten, vun Iddien an enger Groussregioun sinn natierlech d'Gemengen. D'Gemengen hunn och do e wichtige Rôle ze spillen. An ech wëll zum Beispill hei op deem Zesummeschloss vun der EnComm ze schwätze kommen. Dat si Gemengen, déi laanscht d'franséisch Grenz sech zesummeschloss hunn. Dat geet da vu Schengen un, dat geet bis eriwuer op Diddeleng, wou och grenziwwerscheidend Problemer ëmmer diskutéiert ginn. Si kënnen u sech dat ëmsetzen, wat vun Iddien zréckbehalen ginn ass. Ech weess awer, datt och um Niveau vun der däitscher Grenz, un der belscher Grenz esou Initiative geholl goufen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat et scho kuerz duerchklänge gelooss: Natierlech muss een awer och realistesch sinn, wann een eng Analys hei vun der Groussregioun mécht. Mir kënnen natierlech déi Ziler, déi ee sech munchmol setzt, net einfach esou erreechen. Ze mengen, mir géifen eng kéier eng administrativ Integratioun vun der ganzer Regioun erreechen, dat ass schonn eng Illusioun. Duerfir solle mer eis Ambitiounen och net ze héich usetzen.

Allerdéngs, dat Potenzial, wat do ass, muss maximal genotzt ginn. Well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt déi Themen, déi op deem Niveau diskutéiert ginn, oft nach Theme sinn, déi op engem vill méi héijen Niveau och hir Bedeitung hunn, sief dat d'Mobilitéit, sief dat d'Migratioun an esou weider. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer politesch Strukturen hunn. An och do hunn ech awer elo eng Fro u mä Virriedner. Ech wëll näamlech op de CPI hei ze schwätze kommen, de Conseil parlementaire interrégional. Wann ech den Här Halsdorf elo richtig verstanen hunn, da mengt hien, datt déi Membere misste gewielt ginn. Bon, ech...

(Interruption)

Gelift?

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur*.- An enger spéiderer Phas! An enger spéiderer Phas, jo.

(Brouhaha)

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo. Ech muss allerdéngs do awer trotzdem llicht meng Verwonderung aussprechen. Dat géif jo heeschen, datt mer och nach praktesch missten eng Wahl organiséiere fir de CPI. Ech fannen allerdéngs, da géife mer awer eng Dier opstoussen, da musse mer och nach fir d'Benelux-Parlament an och fir all aner Institutiounen, déi op regionalem Niveau funktionéieren, Wahlen organi-



seieren. Ech fannen, loosse mer also elo näischt hei iwwerdréieren! Ech sinn also éischter der Meenung, kommt, mir bleiwen op dem Niveau vun der Bezeechnung, also datt eng Chamber hir Leit nominéiert, vun der Nominatioun fir an déi Gremien, wéi wa mer och nach géifen dann zousätzlech Wahlen do organiséieren. Dat geet menger Meenung no allerdéngs ze wäit.

Wat awer allerdéngs net soll heeschen, datt mer de CPI hei net sollen nach méi valoriséieren. De CPI huet eng wichteg Roll ze spillen. De CPI, dee sech jo zesummesetzt aus Parlamentarier aus deenen eenzelne Regiounen, huet och eng ganz Rei interessant Prise-de-positionen an deene leschte Jore geholl. De CPI, deen nämlech de Moment énnert der Présidence vum Mars Di Bartolomeo steet, eise President, deen och dëst Joer zwou Séance-plénières hei bei eis organiséiert, den 2. Juni an den 1. Dezember, huet, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll ze spillen.

Ech weisen zum Beispill op dräi Pabeieren hin, déi en d'lescht Joer geholl huet: d'Migratioun, de Wäibau an d'Fotovoltaik. Well och wann aus deene Stellungname vläicht net direkt legislativ Konsequenzen entstinn, esou däreif een allerdéngs net vergiessen, datt se awer eng wichteg Valeur ajoutée mat sech bréngen, well se op engem aneren Niveau awer kënnen considéréiert ginn a well se och do dat Denken, wat an enger Groussregioun sech entwéckelt, awer kënnen mat eriwuerbréngen a wat mat Sécherheet och oft wäert da considéréiert ginn.

Datselwecht gëllt och fir de Comité économique et social vun der Grande Région. Och do, wa seng Roll zwar nëmmen doranner besteet, fir Avisen ofzeginn, déi konsultativer Natur sinn, soll een allerdéngs dat net ënnerschatzen.

Eng wichteg Fro, déi sech natierlech stellt, an déi ass och schonn hei virdrun ugeschnidde ginn: Wéi soll dann d'Grande Région an Zukunft ausgesinn? Et ass jo en neie Moment an deem Sënn agefueren, well eben déi nei Regioun Grand Est a Frankräich geschaf ginn ass. Soll elo an Zukunft d'Groussregioun bis op Stroossbuerg, bis an den Elsass goen? Et wär vläicht flott fir eis, fir heiansdo bis an den Elsass ze fueren. Mä Spaass op der Sait! Ech mengen allerdéngs, hei solle mer eng kloer, eng éierlech Ausso maachen: D'Grande Région soll sech op dat limitéieren, wat de Moment ass. Dat heescht, op der franséischer Sait soll dat d'Lorraine sinn. Mir hunn och mat der Lorraine historesch Verwuerzelungen. Bis 1659 hu jo nach Deeler vun der Lorraine zu Lëtzebuerg gehéiert. Wa mer elo eng Ausdeenung géife virhuelen an eng Regioun, déi am Moment zéng franséisch Departementer kennt, géif ech soen, datt de Geescht vun där Grande Région, wéi mer en de Moment kennen, net méi an deem Sënn géif respektéiert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Europa ass de Moment ganz fragill. De Brexit ass duerfir symptomatesch. Firwat mécht een elo e Lien zu Europa? Mä ganz einfach, an dat huet mäi Virriedner och schonn zu Recht hei ënnerstrach: Et kënn een net derlaanscht, wann een iwwer eng Groussregioun schwätzt, datt een natierlech och do iwwer Europa schwätzt. Well eng Regioun ass u sech e gutt Fundament, fir en Europa no vir ze bréngen. Europa gëtt jo och vertrueden duerch de Comité des régions, en Instrument, eng Assemblée, déi och eng grouss Wichtigkeet huet. An dann ass et an deem Sënn och net vu Muttwëll, au contraire, datt och op engem Niveau ënnendrenner Regiounen kënnen gutt fonctionnéieren, och wéi gesot, wa se nëmmen e konsultative Charakter hunn.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt et sech lount, sech och an Zukunft fir d'Interesse vun der Groussregioun anzesetzen. An eng wichteg Roll fält do ouni Zweifel eise Land zou. Lëtzebuerg soll och an Zukunft de Motor mat enger héijer Leeschtung vun enger Groussregioun bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri** (*LSAP*). - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wëll ech dem Interpellant Jean-Marie Halsdorf e grouss Merci soe fir seng Ufro, d'Groussregioun hei an der Plénière ze thematiséieren, an awer och mengem Virriedner Merci soe fir seng exzellent Interventioun, dem Gusty Graas.

Mir hunn an dësem Moment méi wéi ee Sujet op eise Ordre du jour, deen den internationale Relatioun vu Lëtzebuerg op verschidde Niveaue Rechnung dréit. Net méi spéit wéi d'nächst Woch schwätzt jo eisen Ausseminister Jean Asselborn iwwert déi internationale Situation an Europa an an der Welt.

Als klengt Land huet Lëtzebuerg sech ëmmer engagéiert fir gutt partnerschaftlech Relatiounen mat sengen Noperen. A mir haten och ëmmer e groussen Interêt als Lëtzebuerg dorunner, dass all déi Länner ronderëm eis enk mat eis verbonne sinn an och, dass mer gutt zesumme mat hinne schaffen. Mir hunn d'Europäesch Unioun ni eleng als e Bannemaart gesinn, wou Wuere zollfräi zirkuléieren, mä och virun allem als e Fridensprojet, dee verhënnere soll, dass an Europa d'Nationalstaten nach eemol géintenee Krich féieren.

De 25. März sinn et 60 Joer hier, dass déi Réimesch Verträge 1957 ënnerschrifwe gi sinn tëschent deene Länner, déi de Grondstee geluecht hu vun der Europäescher Unioun. Mir féieren dëse Jubiläum zu engem Zäitpunkt, wou ëmmer méi Leit d'Aueren erëm wëllen zréckdréien. Iwwerall an Europa gëtt et Stëmmen, déi manner Immigratioun, méi Grenzkontrollen a méi Decisiounsgevalt um nationalen Niveau fuerderen. Firwat ass dat esou? Ganz offenbar gesi vill Europäer d'Virdeeler, déi eng staark Unioun bréngt, net méi. Villes, wat an deene leschte 60 Joer als echte Fortschritt empfongt ginn ass, gëtt haut esou als selbstverständlech ugeholl, dass et net méi direkt a Verbindung bruecht gëtt zum europäeschen Integrationsprozess.

D'Leit hunn d'Gefill, dass alles, wat d'EU betrëfft, wäit ewech vun hire Suergen am Alldag ass. Dat ass awer net richtig. Eis Groussregioun bitt Méiglechkeeten, déi Virdeeler ganz konkret an de Vierdergrond ze stellen an e Bewosstsäin derfir ze schafen an ze féerden, dass eng gutt Zesummenaarbecht fir all Säite Verbesserunge bréngt.

Mir brauchen eis nëmmen zréckzeversetzen an déi Zäit, wéi et nach keen Euro gouf an nach iwwerall Grenzkontrolle waren. An da stelle mer eis vir, déi Grenze géifen haut erëm zougoen! Fir all déi Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, fir d'Lëtzeburger Economie, déi des Aarbechtskräfte jo brauch, wär dat eng Katastroph. Mä och fir all eis Bierger géif e gutt Stéck Fräiheet erëm ewechfalen. Ech soen dat, well mer eis bewosst musse sinn, dass d'Groussregioun, déi mer voll ënnerstëtzen, an där Form nëmmen am Kader vun der EU, déi d'Grenzen ofbaut a Politicken harmoniséiert, gutt fonctionnéiere kann. Fir d'Bierger an der grenziwwerscheidender Groussregioun heescht dat, dass d'EU hinne Kooperationsméiglechkeeten ubitt, déi se an engem rengen nationalstaatleche Kader ganz einfach net hätten.

Et ass dann och e Fait, dass vill Kompetenze bei eisen Noperen net an der Regioun, mä beim Zentralstat leien, wat et schwiereg mécht, op enger Rei vun Dossiere Fortschréitter ze maachen. Wann et d'Zil vun der Groussregioun ass, Barriären ofzebauen a Problemer gemeinsam unzegoen, esou kann dach all Nationalstat fir sech decidéieren, des Barriären ze erhalen oder ze verstärken. An des Zort vun Decisiounen fallen net onbedéngt an där betreffenner, an eiser Regioun. Wéi déi Kompetenze bei eisen Noperen verdeelt sinn a wéi wäit d'Bereitschaft do geet, op d'Bedierfnisse vu Grenzregiounen anzegoen, dorop hu mir leider hei zu Lëtzebuerg keen Afloss. Au contraire, mir mussen eis un d'Decisiounen, déi an dese Länner falen, upassen.

Eng wichteg Verännerung gëtt et an deem Sënn fir d'Lorraine - et ass elo scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn -, déi jo elo integréiert ass an der Regioun Grand Est. D'Madamm Ministesch wäert eis bestëmmt herno dozou soen, wat fir en Impakt eben de Grand Est op eis Groussregioun huet a wéi dat an deem Sënn ka weider organiséiert ginn, well et ass wierklech e ganz groussen Deel, deen do vun der Champagne bis op Stroossbuerg bäikënn. An d'Fro, déi ee sech stellt, ass, ob duerch deen direkten Noper, an dat ass eben nun emol d'Lorraine, d'Zesummenaarbecht an eiser Groussregioun erschwéiert gëtt oder wéi ee sech do muss ueleeën, fir dass dat net de Fall ass.

Dofir wollt ech d'Ministesch froen, ob se der Meenung ass, dass et eventuell Sënn kéint maachen, de Grand Est als Ganz mat anzuschléissen. Hu mir gemeinsam Interesse mat der Regioun Grand Est, déi mer um regionalen Niveau besser vertriee kënnen? Well dat ass jo de Sënn vun eben enger Kooperatioun, och am Groussberäich.

Mat oder ouni Grenze gëtt et an der Groussregioun eng Rei Problemer, déi mer zesumme besser kënnen léisen, wéi wa mer se eenzel probéieren an de Grëff ze kriegen. Als Alleréischts fält

engem do natierlech den Transport an, well do ass e Problem, mat deem all Dag Zegdausende vu Leit konfrontéiert sinn, souwuel d'Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, wéi och all aner Pendler, déi am Stau stinn. Ech mengen, et ass och scho virdu vu mengen zwee Virriedner ugeschwat ginn, et ass e reelle Problem, deem mer eis mussen unhuelen. Wann et eis do nämlech net geléngt, op béide Säite vun de Grenzen eis Capacitéite fir den öffentlichen Transport op eng kohärent Manéier auszubauen, komme mer do einfach net virun.

D'Verbesserungen, déi mir an dësem Beräich erreechen, kommen dergéint direkt bei eise Bierger gutt un. Dozou gehéieren den Ausbau vu Park- & Ride ronderëm d'Grenzen - mir hu schonn oft dovunner geschwat -, d'Méiglechkeeten, op béide Säite vun de Grenzen eenheetlech gënschteg Tariffer vum öffentlichen Transport anzeféieren, lichter accessibel Informatiounen zu all desen Transportméiglechkeeten ze liwweren.

An da musse mer eis och iwwerleeën: Déi Zifferen, déi virdu genannt gi si mat iwwer ronn 180.000 Frontalieren, déi mer hunn an deenen dräi Länner, déi ronderëm eis leien, déi betrëffen déi Beräicher. Deen tëschent Lëtzebuerg an Thionville ass nu wierklech e Punkt, dee schwéier ass ze diskutéieren; do wëll ech elo an dësem Moment net drop agoen, aus deem Grond vun dem Accident. Ech mengen, dat soll een elo net thematiséieren.

En anere Punkt ass awer dat, wat mer schonn oft als LSAP gesot hunn, dat ass déi direkt Verbindung, eng Eisebunnverbindung vu Lëtzebuerg op Saarbrécken, déi technesch haut ouni Problem méiglech wär, wat awer elo de Moment just iwwer Fret, also Gütertransport stattfënn. Fir eis wär dat eng Méiglechkeet, fir eng direkt Verbindung do ze schafen. Do ass natierlech an Däitschland de Problem tëschent der Verbindung vum Saarland op Lëtzebuerg. Do muss een e ganz klengt Stéck duerch Rheinland-Pfalz fueren. Dat heescht, do sinn Diskussiounen ze féieren, well Rheinland-Pfalz natierlech wëllt, dass all Zuch fir d'Éischt op Tréier firt, ier en dann op Saarbrécken ka fueren. Mä ech wëll ganz einfach soen, an deem berüümten Dräieck vu Konz, net wäit vun engem grouss Miwwelgeschäft, do besteet en Dräieck, deen et géif erlaben, direkt op Saarbrécken ze fueren. Ech hunn dat emol esou ausge-rechent: An der Zäit, do bräicht een eng déck Stonn. Also mengen ech, dat wär e groussen Advantage och vis-à-vis vun der Strooss.

En anere Punkt, fir dann awer och e belscht Beispill ze nennen, dat ass, dass de Verkéiersminister François Bausch jo amgaangen ass, mat der Belsch ze verhandelen, fir e Park & Ride zu Stackem ze maachen op deem alen Eisebunnstrage, dee bei Arel läit. Ech mengen, dat wär eng super Initiativ, wann een do kéint e grouss Parking bauen, fir d'Leit vun do aus op den Zuch ze setzen a vun do aus se dann op Lëtzebuerg ze féieren.

Mir begrëssen dofir, dass desen Aspekt am Programm vun der Lëtzeburger Présidence, also dee vum Transport an der Groussregioun, eng grouss Prioritéit duerstellt an agebett ass an e Raumplanungskonzept fir d'ganz Groussregioun.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass trotz desen Efforten de Privatauto ëmmer nach e wichtigen Undeel um Verkéier wäert hunn, well et mam öffentlichen Transport net méiglech ass, all eenzel Uertschaft - ech mengen, mir wëssen dat - zu allen Zäiten ideal unzebannen.

Hei kënnen awer Ureizer geschaaft ginn, fir dass d'Leit, déi op d'Aarbecht fueren, dann net méi all eleng an engem Auto solle setzen. Ech mengen, mir kennen dat: Carsharing, Carpooling an esou weider. Och den Ausbau vun der Elektromobilitéit spillt hei eng Roll, awer dat nëmmen, wa mer dat, déi Elektrizitéit, mat erneierbarer Energie kënnen herstellen. Domadder entlaaschte mer zwar net direkt d'Stroossen, mä mir reduzéieren awer d'Emissiounen an domat d'Belaaschtung fir déi Leit, déi laanscht den Haaptachsen dovunner wunnen. Domat kann natierlech och e Bäitrag geleescht ginn zu eise Klimaschutzziler. Mir schwätze jo hei an der Chamber och oft iwwert d'Gewicht, dat den Transport an eise Bilanzen huet, wat eis CO₂-Emissiounen an de Verbrauch vu fossiler Energie ugeet. Ech wëll just drun erënneren, den Transport ass méi wéi d'Halschent vun eisen Emissiounen.

Wa mer da vun dem Tanktourismus wëlle schwätzen, dann ass dat zum Deel awer hei am Debat iwwert d'Groussregioun e bëssen irreféierend. E groussen Deel dovunner maache jo d'Frontalieren aus, déi hei zu Lëtzebuerg tanken, déi net hei wunnen, mä hei schaffen, awer do duerch keen Tanktourismus produzéieren, also net extra op Lëtzebuerg gefuer kommen. Dat ass dat, wat mir ënner Tanktourismus verstinn: nëmme fir ze tanken.

Energie a Klimaschutz sinn allerdéngs och Sujeten, wou et natierlech och an der Groussregioun en zimlech grouss Konfliktpotenzial gëtt. An et wäert keen heibanne wonneren, wann ech da spontan u Cattenom denken. Dës Anlag ass ganz einfach fir déi ganz Groussregioun eng Gefor. Dat bedeit awer net, dass jiddwereen an der Groussregioun darselwechter Meenung ass an dass mer do un engem Strang zéien, fir Cattenom ofzeschalten. Fir déi franséisch Regioun, déi nei Regioun Grand Est, stinn d'Wirtschaftsinteressen do daitlech iwwert de Sécherheetsbedenken.

Nach d'lescht Woch huet d'EDF op enger Pressekonzferenz ervirgestrach, wéi vill Aarbechtsplazen an der Regioun vu Cattenom ofhänken, wéi vill Milliounen d'EDF hei investéiert a wéi vill Steieren dat erabrëngt, just fir am selwechten Otemzuch ze soen, dass d'Reakteren zu Cattenom ouni Problem 50 oder 60 Joer kéinte lafen. „Mit 40 ist noch lange nicht Schluss“, war d'Iwwerschrëft. Dat fanne mer ganz bedenklech. An ech mengen, an engem anere Kader musse mer wierklech eng Kéier doriwwer diskutéieren. Ech mengen, mir hunn elo d'Lafzäit iwwer 30 Joer, fir nach zéng Joer ass jo elo ugelaft. Mä wa mer elo nach vu 50 a 60 Joer schwätzen, da muss ee sech awer wierklech op d'hënnest Bee setzen, fir dass an där Saach do net eng Kéier d'Groussregioun enger Katastroph wäert ënnerleien.

Mat eisen däitschen Nopere kämpfe mir awer elo schonn eben och mat deene Moyaenen, déi mer hunn, fir dass Cattenom esou schnell wéi méiglech zougemaach gëtt. D'Formuléierung zu deem Sujet am Programm, deen d'Madamm Ministesch am Kader vun der Lëtzeburger Présidence presentéiert huet, klammert awer leider dee Konflikt aus. Och wann den Titel vun deem Abschnitt „Eine sichere Großregion für alle“ heescht, esou beschränkt sech de Punkt nuklear Sécherheet op gemeinsamen Übungen am Fall vun engem Accident.

Ech zitieren: „Insbesondere in der nuklearen Sicherheit ist die grenzüberschreitende Koordination von Schutzmaßnahmen in der ersten Phase eines Unfalls von entscheidender Bedeutung. Daher soll mit allen Akteuren über die Durchführung gemeinsamer Übungen gesprochen werden.“ Dont acte. An deser Fro weise sech deemno ganz daitlech d'Limite vun enger Zesummenaarbecht an der Groussregioun.

Et gëtt awer natierlech och duerchaus Themen, déi d'Leit iwwert d'Landesgrenzen eraus matenee verbannen. All Dag schaffe Lëtzeburger Residenten mat Grenzgänger zesummen. Alle béid, egal wat fir eng Nationalitéit se hunn, kafe se des Sait oder déi aner Sait vun der Grenz an, esou wéi et grad am prakteschten an am gënschtegsten ass. Am Alldag gëtt et e permanente Kontakt tëschent all dese Leit. An d'Politik kann dozou bäidroen, dass d'Zesummeliereen an d'Zesummeschaffe virun allem als eppes Positives empfongt gëtt.

Eng wichteg Roll spillt heibäi d'Sprooch, oder besser gesot: d'Sproochen. Mir musse konsequent d'Méisproochegkeet an der Groussregioun féieren. Zu Lëtzebuerg hu mir ganz lichter d'Gefill, dass mir eis Hausaufgaben an deem Beräich souwiso maachen an dass eis Noperen do emol misste méi Efforte maachen.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Très bien!

► **M. Roger Negri** (*LSAP*). - Mir mussen awer och zu Lëtzebuerg un eiser Astellung zur Méisproochegkeet schaffen. Mir hunn an deene leschte Méint ganz oft an ausféierlech iwwert d'Féedere vun der Lëtzeburger Sprooch geschwat. Dat ass och gutt esou. Et däreif awer net sinn, dass d'Lëtzebuergesch zu engem Instrument gëtt, fir anerer auszuschléissen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roger Negri** (*LSAP*). - D'Méisproochegkeet, déi mer zanter ganz laanger Zäit fleegen, ass e wichtigen Deel vun eiser Identitéit, déi sech ëmmer erëm duerch eng grouss Oppenheet vis-à-vis vun deenen aneren ausgezeechent huet. Och zu Lëtzebuerg musse mir Efforte maachen, fir dass des Oppenheet erhalte bleift. Féerdere kann een dat op ganz verschiddenen Niveaue, ugefaangen an der Schoul, wou en Austausch vu Schüler a gemeinsamen Projekte kënnen hëllefen, Barriären ofzebauen a bei de Schüler d'Motivatioun ze verbesseren, fir den Noperen hir Sprooch ze léieren.

E ganz flotte Projet an deem Sënn stellt sécher de Schengen-Lycée zu Pärlel duer. Vun Natur aus offe fir grenziwwerscheidend Kooperatiounen sinn och d'Heichschoulen, woubäi de Stat a regional Instanzen des Zesummenaarbecht am wëssenschaftleche Beräich besonnesch ënnerstëtze kënnen.

Ganz besonnesch positiv fanne mir et als LSAP, dass ënner Lëtzeburger Présidence d'Kooperatioun am Beräich vun der Berufsausbildung verstärkt soll ginn. Wa mir wëllen, dass d'Leit



an der Groussregioun reell kënnen vum der Fräiheet profitéieren, déi se am Prinzip hunn, fir do ze schaffen, wou se déi beschte Konditiounen fannen, da musse mer derfir suergen, dass eis Ausbildungsprogrammer vergläichbar sinn a géigesäiteg och kënnen unerkannt ginn. Et geet dobäi net drëms, dass jiddwereen exakt d'selwecht ausbildt a sengem Land oder a senger Regioun, mä dass dee spéidere Patron kann novollzéien, wat déi betreffend Persoun geléiert huet, an dass dës Ausbildung och unerkannt ka ginn, wa se vum hirem Niveau hier gläichwäerteg ass.

Mir sollen eis am Kader vum eisen Diskussiounen ëm en nohaltege Wuesstum allerdéngs och Gedanke maachen, ob et net Weeër gëtt, staark Ongläichgewichter an der Groussregioun ofzeschwächen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roger Negri** (LSAP). - Mat sengem staarke Wuesstum dréit Lëtzebuerg zu dësem Ongläichgewicht bäi. Eisen Aarbechtsmaart wiißt vill méi dynamesch wéi bei eisen Nopereen a mir zéien domat och ëmmer méi Aarbechtskräften aus der Groussregioun un. Op béide Säiten huet dat Vir- an Nodeeler. Zu Lëtzebuerg kréie mir domat méi Steieren a Sozialbäitrag eran. Mä déi Leit erwaarden domat natierlech och Rechter! Soudass d'Vepflichtunge vum eise System mat enger Zäitverzögerung am selwechte Mooss wuessen.

An den Nopeschregiounen, déi net esou e staarke Wuesstum hunn, hëllef dat wuel zum Deel, d'Aarbechtslosgkeet méi niddreg ze halen, mä et mécht et de Patronen an der Groussregioun och sécher net méi einfach, gutt qualifizéiert Personal ze kréien. A fir d'Regiounen selwer ginn natierlech Steiereinnahme verluer, wann hir Awunner am Ausland schaffen.

Änlech verhält et sech beim Thema Wunnen. Well d'Wunnengen zu Lëtzebuerg knapp an deier sinn, ginn ëmmer méi Lëtzebuerger an d'Groussregioun wunnen, obwuel se hei schaffen an e groussen Deel vum hirer Famill oder hire Frënn hei zu Lëtzebuerg wunnen hunn. Wa mer dozou schwätzen, dass an der Landesplanung et am beschten ass, wann d'Leit no bei hirer Aarbecht wunnen a sech och net ze vill wäit ewech mussen deplacéieren, fir hir Fräizäitaktivitéiten auszeüben, da gëllt dat Ganzt och fir d'Groussregioun. Et wär deemno fir all Bedeelegt besser, wann déi Ennerscheeder um Aarbechts- an um Wunnengsmaart net esou ganz grouss géife ginn an net ëmmer méi géife widerwuessen.

Net zulescht gëtt et awer zwee Beräicher, déi nach ëmmer weltwäit gehollef hunn, d'Barrièren tëschent Leit mat ënnerschiddlechen Originnen a kulturellem Hannergrond zesammenzebréngen. Dat sinn d'Kultur an de Sport, woubäi de Volet Kultur zwee Aspekter huet. Zum enge sollte mir mat gezielten Initiativen d'Leit aus der Groussregioun encouragéieren, déi ganz villfältig Offer an der ganzer Regioun ze notzen a méi och dofir iwwert d'Landesgrenz ze goen. Zum anere mussen d'Veranstalter besser Méiglechkeete kréien, fir no bausse gemeinsam fir vill interessant Programmer kënnen Reklamm ze maachen.

Dat riicht sech da souwuel un d'Awunner aus der Groussregioun, wéi awer och un d'Touristen, fir déi et jo besonnesch flott ass, an esou engem enke Raum esou eng grouss kulturell Diversitéit kënnen ze entdecken.

Madamm Presidentin, wa mer vu Groussregioun schwätzen, da menge mer eis Groussregioun ronderëm eis, mat engem Deel - wéi mer wëssen - vun der Belsch, Däitschland a Frankräich. Mä och anerer schwätzen an hirem Deel vun Europa vum hirer Groussregioun. Uschwätze wëll ech domat den Numm vun eiser Groussregioun. Do di mer eis ganz schwéier, eng grëffeg Corporate Identity ze schafen.

Eis gefält déi Proposition vum der Maison de la Grande Région, déi hire Siège jo zu Esch an der Gare huet. An iwwregens, mir fannen Esch e ganz flotte Siège. An ech mengen, op der Escher Gare ass een ee Kilometer wäit ewech vum dem Belval, vun der Universitéit, wéi virdru gesot gouf, wat e Paradeprojet ass fir eist Land, mengen ech, an der zweetgréisster Stad vum Land, fir do...

(**Interruption**)

...eng Maison de la Grande Région ze maachen. Zemools muss ee jo och wëssen, wann ech richtig am Bild sinn, dass Esch jo och net wäit ass vum engem Dräilännereck. Sou mengen ech, dat wär awer eng gutt Iddi. Dofir géife mer dat awer wierklech weider ënnerstëtzen, dass een dat soll developpéieren, Här Halsdorf. An ech mengen och, d'Escher Gare ass jo gutt uegobonnen un den ëffentlechen Transport. Also ass dat fir eis awer en ideale Site, fir dat do virunzedreiwen.

Ech wëll och domadder hei d'Geleeënheet benotzen, fir der Maison de la Grande...

(**Interruption**)

...Région e grouse Luef auszeschwätze fir hir exzellent Aarbecht. Ech kommen awer zrëck op déi Proposition, déi se gemaach hu vum Numm, an zwar „Région Rhin-Meuse-Moselle“ - d'Sarre war elo net derbäi -, well deen Hiweis op gréisser Flëss ëmmer e gudden geografesche Fokus ass, fir de Leit aus anere Géigenden eng Orientéierung ze ginn, wou déi betreffend Groussregioun dann ass.

D'Initiativ, d'Groussregioun a Verbindung ze bréngen mat der Uertschaft Schengen, fanne mir als LSAP dergéint awer zimlech onpassend, well mat deem Numm de Schengen-Raum am europäesche Kader gemengt ass; do brauch ech lech elo hei kee Bild ze molen. Dofir wär mer frou, wann een deene fréiere Lokalfürste vu Schengen dee Message mat kéint op de Wee ginn.

Madamm Presidentin, ofschléissend wëll ech soen, dass d'Presidence vun der Groussregioun, déi mer voll ënnerstëtzen, eng Chance ass, fir eng Rei vun Dossieren, déi eis als LSAP um Härz leien, virunzebréngen zu engem Moment, wou et immens wichteg ass, dass d'Leit an hirem Alldag gesinn, dass eng Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen ewech reell Virdeeler bréngt an dass en nationalistesche Reflex, wou jiddweree probéiert, kuerzsiichteg nëmmen no sengen Interessen ze kucken, vill Chancen a Perspektiven am Keim erstéckt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*). - Grazie mille!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Con piacere!

► **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*). - Léif Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt a wichteg, dat mir haut hei an der Chamber iwwert d'Groussregioun schwätzen, an dofir dem Här Halsdorf villmools Merci fir dës Interpellatioun.

Lëtzebuerg huet zënter dem 1. Januar vum dësem Joer d'Presidence vun der Grande Région fir déi nächst zwee Joer. Den Aktionsprogramm vun der Lëtzebuerger Presidence leet zwou Haaptache fir hir Aarbecht fest: enger-säits d'Groussregioun am Déngecht vum hire Bierger an anerersäits eng Groussregioun, déi sech muss fit maache fir d'Zukunft.

An deem Kader a well meng Virriedner scho ganz viles gesot hunn, wäert ech mech op dräi Volete begrenzen: d'Aarbechtswelt, d'Mobilitéit, an zum Schluss wëll ech lech nach e puer Saache matdeelen.

Schonn an der Debatt zur Groussregioun virun néng Joer ass vu verschiddene Riedner hei am Haus drop higewise ginn, dat d'Konzept vun der Groussregioun vum engem gewëssenen Dualismus gepräagt ass. Op där enger Säit schwätze mer vum enger Regioun, an där et déi politesch Ambitiounen gëtt, fir um regionale Plang méi gezielt mateneen zesammenzeschaffen; déi regional Ekonomie soll gestärkt ginn an déi gemeinsam Identitéit soll geschafe ginn.

Gläichzäiteg schwätze mir op där anerer Säit awer och vum engem grouse Marché mat villen Operateuren, déi sech, wéi dat an engem Marché nun eemol esou ass, um éischter Stell ënnerenee Konkurrenz maachen. Jiddweree vum hinne wëllt dee Gréissten, dee Stärksten, dee Schéinste sinn, dëst net nëmmen um ekonomesche Plang, mä och an anere Beräicher wéi zum Beispill der Recherche, der Kultur an dem Transport.

Dësen Dualismus mécht d'Analys an d'Diskussion ronderëm d'Groussregioun a mengen Aen immens interessant. Et erlaabt eis näamlech, souwuel op Gemeinsamkeete wéi och op d'Ennerscheeder tëschent deene verschiddenen Deeler vun der Groussregioun anzegoen. An et erlaabt eis och, verschidde sozioekonomesch Prozesser an Dynamike besser ze verstoen.

D'Entwécklungen um Aarbechtsmaart an deene verschiddenen Deeler vun der Groussregioun, awer besonnesch déi hei am Land, sinn e flott Beispill heifir. Si erklären näamlech déi héich Unzuel vu Pendler, déi an der Groussregioun all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir op d'Aarbecht ze kommen. D'Groussregioun ass an Europa déi Regioun, an där et déi gréissten Unzuel vu Pendler gëtt.

2015 goufen et ongeféier 215.000 (veuillez lire: 219.000) Leit, déi net an deem Land geschafft hunn, an deem se gewunnt hunn. D'Halschent vun dese Leit sinn aus Frankräich a ronn dräi Véierels vun hinne schaffen hei zu Lëtzebuerg. 2000 waren dat der ongeféier

170.000. Dat ass eng Entwécklung, déi sech zum Deel dorauer ergëtt, dat trotz Wirtschaftskris d'Zuel vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg tëschent 2000 an 2015 ëm 55% zougeholl huet.

Jo, et ass dëst eng Entwécklung, vun där mir hei zu Lëtzebuerg zënter Jore profitéieren. Eise Lëtzebuerger Wirtschaftsmodell vun deene leschte Jorzéngten ass op dese kontinuéierleche Wuesstum vun der auslännescher Aarbechtskraaft opgebaut. Dëst hat mäi Kolleeg Henri Kox jo och schonn am Detail a sengem Budgetsrapport d'virescht Joer beschriwwen.

Wéi mer all wëssen, bréngt dës Entwécklung awer och grouse Erausforderunge fir eist Land mat sech. Eng vun dësen Erausforderungen ass d'Mobilitéit, op déi ech am zweeten Deel vu menger Interventioun wäert nach eng Keier kuerz ze schwätze kommen.

Erlaabt mer virdrun awer, nach ee Moment beim Thema Aarbechtswelt an der Groussregioun ze bleiwen. Wa mir den Aarbechtsmarché an der Groussregioun analyséieren, da bitt sech eis d'Méiglechkeet, d'Situatioun zu Lëtzebuerg statistesch mat där vum eisen Nopeschregiounen ze vergläichen. Munchmol erlaabt eis dëst och, d'Situatioun hei am Land méi kritesch ze belichten.

Sou stécht de Lëtzebuerger Wirtschaftswuesstum am Vergläich zu deenen aneren Deeler vun der Groussregioun positiv ervir. Och wat den Thema Chômage ubelaangt, mécht Lëtzebuerg ebenfalls am Vergläich eng relativ gutt Figur.

Et gëtt dann awer och Beräicher, an deenen et zu Lëtzebuerg nach Handlungsbedarf gëtt. D'lescht Woch stoung de Weltfraendag ënnert dem Motto «Les femmes dans un monde du travail en évolution: une planète 50-50 d'ici 2030». Hei ass drop higewise ginn, dat et oft Frae sinn, déi weltwäit dee gréissten Deel vum der onbezuelter an informeller Aarbecht leeschten. An et ass och drop higewise ginn, dat manner Fraen enger bezuelter Aarbecht nogi wéi Männer. A genee dëst ass ee vun deene Beräicher, wou een am Verglach an der Groussregioun däitlech mécht, dat mir hei zu Lëtzebuerg scho méi wäit kéinte sinn a misste sinn, wéi et momentan de Fall ass.

Hei zu Lëtzebuerg maachen d'Frae just ongeféier 40% vum Emploi salarié aus. Och wann dëst 4% méi héich ass wéi virun 20 Joer, si mir Gréng der Meenung, dat mir hei nach e wäite Wee ze goen hunn.

Eis Groussregioun besteet, wéi gesot, aus véier Länner, fënnf Regiounen, dräi Sproochen a läit op der Schnëttsstell vum dem frankofonen an dem germanesche Kulturraum. Eis Groussregioun ass gepräagt vu Konkurrenz a vu Kooperation. Si ass gepräagt vu verschiddene géigeleefegen Approchen a gläichzäiteg vu ville Gemeinsamkeeten.

A genau dofir si mir Gréng der Meenung, dat d'Groussregioun nach ëmmer e grouse Potenzial bitt. Et gëllt just, dese Potenzial gescheit ze notzen, besonnesch um Aarbechtsmaart. Hei gëtt et schonn eng Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Aarbechtsämter an der Groussregioun iwwert d'EURES-Netzwerk. Dës Kooperatioun erlaabt et deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, fir hir Sich op déi gesamt Groussregioun auszewäiten.

Potenzial gëtt et an dësem Beräich awer bestëmmt trotzdem nach. Et kéint ee sech zum Beispill d'Fro stellen, wéi ee virun allem jonke Leit an der Ausbildung innerhalb vum der Groussregioun nach besser Méiglechkeete kéint bidden. Ech denken hei zum Beispill un en Austauschprogramm, duerch dee jonk Leit aner Betribskulture kéinte kenneléieren. Ech stelle mer d'Fro, ob een d'Offer vum EURES-Netzwerk net souguer kéint op d'DPlen auswäiten. Sécherlech misst heifir fir d'Éischt d'legal Basis geschafe ginn. An awer mengen ech, dat esou eng Initiativ vu Kooperatioun e richtegt a wichtegt Signal no bausse kéint vermëttelen.

Ech kommen dann awer och zum zweete Schwéierpunkt a menger Interventioun.

Mat der Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, déi jo, wéi virdru gesot, 55% tëschent 2000 an 2015 zougeholl huet, huet och d'Zuel vun de Pendler op Lëtzebuerg zougeholl. Vun deenen 219.000 Grenzpendler am Joer 2015 an der Groussregioun pendelen dräi Véierels moies natierlech heihinner an owes genau datselwecht fir heem. Déi meescht vun hinne kommen aus der Lorraine, duerno aus der Wallonie, aus der Regioun vun Tréier, schlussendlech aus dem Saarland.

Dës Zuel ass och zënter 2015 weider geklommen, soudatt momentan schätzungsweis ronn 187.000 Leit aus der Groussregioun sech a Bewegung setzen, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, a mir där ronner Zuel vun 200.000 ëmmer méi no kommen. De Stroum vun de Pendler wäert dann och déi nächst Joren net ofhuelen.

Erlaabt mer nach eng kleng Klamer zu den atypesche Pendler ze soen. Domadder sinn d'Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit gemengt, déi an der Grenzregioun wunnen an op Lëtzebuerg schaffen kommen. Dat waren am Joer 2015 ronn 5.500 Persounen oder besser gesot 3,3% vun de Pendler insgesamt. Dëst ass eng relativ nei Entwécklung an déi ebenfalls e ganz klaren Trend opweist. D'Zuel vun de Lëtzebuerger Pendler, déi op Lëtzebuerg schaffen kommen, och wa se verhältnisméisseg niddreg ass, huet sech säit 2000 ëmmerhi verfëneffacht.

Nach ëmmer wëllen oder mussen déi meescht vun den insgesamt 187.000 Pendler de Wee all Dag mat Privatautoen zrëckleeën, dat ob-schonn den ëffentlechen Transport och haut scho vill Leit transportéiert. Eleng mam Zuch kommen all Dag 31.000 Pendler op Lëtzebuerg. Mir hunn am Ganzen haut schonn 194 Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Groussregioun, 86 an d'Belsch Groussregioun, 91 an déi franséisch a 17 an déi däitsch.

Zousätzlech zum Zuch bestinn 48 Buslinien, déi no bei der Grenzregioun fueren. Vun deene Linne maachen der 28, virun allem RGTRs-Linnen, méi wéi fënnemol all Dag den Allerretour. Et fueren deemno all Dag méi wéi 300 eenzel Busser vu Lëtzebuerg, net nëmmen aus der Stad, mä och aus dem Minett an aus der Nordstad, an d'Groussregioun. Dat sinn der vill! An trotzdem ass den „modal split“ net zefriddestellend. Ze laang ass déi Entwécklung virun allem a Richtung Auto gaangen, mat als Resultat deem Chaos, dee mir all Dag kënnen live op de Stroossen erliewen. Dat kann natierlech net esou weidergoen.

An dofir investéiert dës Regierung enorm vill Geld an den Ausbau vum den Zuch- a Busverbindungen, an d'Mobilitätsstrukturen insgesamt. Mir sinn iwwerzeegt, dat, wa bis eng attraktiv Offer vum ëffentlechem Transport do ass, da benotzen d'Leit deen och. Dat gëtt jo oft genuch gesot. Fir d'Offer un déi reell Besoinen unzepassen, gi verschidde Piste verfollegt. Ech wëll se hei elo just summaresch opzielen:

Éischtens, et leeft zurzäit eng ganz wichteg Ëmfro bei de Benotzer zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus. Déi ass méi wéi iwwerfällg a wäert enorm wichteg Donnéeën liwweren, fir den ëffentlechen Transport nach besser unzepassen.

Zweetens, et gëtt lafend Upassunge vum RGTRs-Busnetz mat méi gënschtegen Tariffer. Déi sougenannt RegioZone-Tariffer gëllen unform iwwert d'Landesgrenzen eraus an hunn deeselwechten Tarif.

Drëttens, dee längst iwwerfälligen Ausbau vum dem CFL-Streckennetz a vu verschiddene wichtige Garen. Ech hoffen, och eng Keier zu Déiferdeng eng richtig Gare ze kréien.

D'Ausriichten, véiertens, vun enger offizieller Internetplattform fir de Kovoiturage, wat och schonn hei gesot ginn ass, wat och schonn amgaangen ass.

Fënneftens, op d'mannst 15 Projete fir den Neibau oder den Ausbau vum Empfangparkingen op Landesgrenzen oder bei Pendlstréim.

Sechstens, eng Zesummenaarbecht mat de Responsable vum der Grenzregiounen, soudatt och vum hirer Säit aus an déiselwecht Richtung geschafft gëtt: e verbesserten ëffentlechen Transport, den Ausbau vum Park & Ride an den Ausbau vum der Mobilitéitskette mat speziell der aktiver Mobilitéit; ech schwätzen do natierlech de Vëlo un.

Ofschléissend wëll ech dann nach kuerz op déi politesch a strukturell Zesummenaarbecht an der Groussregioun agoen. De Fait, dat mir an der Groussregioun mat méi oder manner ofhängege Regiounen vu gréisseren Länner ze dinn hunn, a just mat engem Nationalstat Lëtzebuerg, dee mat sengem ganzen Territoire betraff ass, mécht d'Zesummeschaffen an der Praxis leider net méi einfach.

An eisen Ae weist dat awer éischtens, dat Lëtzebuerg nach méi wéi déi aner Länner un enger gudder Zesummenaarbecht an enger gemeinsamer Entwécklung muss interesséiert sinn, an datt zweetens dëst och en Avantage ka sinn, well mir méi flexibel sinn, fir Decisiounen ze huelen, an als Stat och ëmmer nees den nationalen Niveau vum eisen Nopeschlänner mat erabezéien.

Lëtzebuerg ass a bleift wuel nach op zimlech laang Zäit een, wann net „deen“ Haaptmotor vun der Groussregioun. Mir brauchen d'Groussregioun an d'Groussregioun brauch eis, zum Wuel vum den Awunner dëssäits an dëssäits vun der jeeweileger Statsgrenz. D'Groussregioun ass dofir e gutt a wichtegt



Instrument, fir gemeinsam Problemer feststellen an ze diskutéieren. D'Léisunge respektiv d'Decisionen, fir Léisungen ze ënnerstëtzen, mussen awer meeschtens op nationalem Niveau geholl ginn, dat zu Berlin, Paräis a Bréissel.

Dat ass an der Mobilitééitspolitik zum Deel esou, wou an der Belsch zwar d'Wallonie e Mobilitééitskonzept huet, mä d'Zuchstreck Bréissel respektiv d'SNCB awer vu Bréissel ofhänkt. An Däitschland ass ebenfalls Berlin den Uspriechpartner, wann et ëm Zuchverbindunge geet, oder ganz aktuell, den CDU/CSU-Projet vun der Maut, iwwert déi eis däitsch Grenzregioun jo och alles aneschtens wéi beegeschtert sinn.

A Frankräich ass d'Situatioun rezent nach e bësse méi komplizéiert ginn. Duerch hir Réforme territoriale an d'Fusioun vun hire Regiounen reecht d'Gebitt vun eiser franséischer Nopeschregioun elo bis an d'Champagne, wat och Virdeeler kann hunn, ma wat wuel och de CPI, eise Conseil parlementaire interrégional vun der Groussregioun, virun nei Problemer dierft stellen.

Fir bei Frankräich ze bleiwen, wëll ech awer och déiselwecht Meenung hu wéi mengen ech déi meescht heibannen: datt mer och do musse weider Drock op eis franséisch Kollegee maachen. A soulaang déi Atomzentral vu Cattenom net zou ass, muss deen Drock enorm héich bleiwen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng). - Ouni elo hei nach e weider gréngt Käthema, d'Energiepolitik, mat Bléck op d'Groussregioun ze debattéieren, wëll ech just betounen, datt och am Zesummenhang mat der neier Lëtzebuerger Entwécklungsstrategie, wéi se an der Rifkin-Etüd festgehale gouf, d'Groussregioun an Zukunft och am Beräich Energie, an zwar am Beräich vun der erneierbarer Energie, eng wichteg Roll ze spillen huet. Well 100% erneierbar lokal Energieproduktioun wäert fir Lëtzebuerg net ouni eng effikass Zesummenaarbecht an der Groussregioun méiglech sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir opzehale wëll ech dann nach just un eng Propos erënneren, déi mäi Kollege Claude Adam virun néng Joer hei beim Débat d'orientation vun der Groussregioun gemaach huet: Datt d'Zesummeschaffen an der Groussregioun duerhaus kann Erfolleg hunn, datt eng kreativ Dynamik kann ugestiwwelt ginn, datt grenziwwerschreidend Netzwierker entstinn, dat alles hat virun zéng Joer d'Kulturjoer an der Groussregioun gewisen.

Dës aktiv Zesummenaarbecht ronderëm e spezifesch Thema, zesumme mat villen involvéierte Leit, Organismen, Organisatiounen, Gemengen, Betriber, Firmen, sollte mir op kee Fall vergiessen. Wär dat net och eng Iddi, an aneren Themeberäicher dat ze maachen? Firwat net zesummen an der Groussregioun e Mobilitééitsjoer, en Naturschutz-, en Umweltjoer, en Ausbildungsjoer, e soziaalt Joer an d'A faassen?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an och Merci u meng Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, déi Debatt, déi de Jean-Marie Halsdorf haut hei ugestouss huet mat senger Interpellatioun, déi gëtt eis eng Kéier emol d'Geleeënheet, fir driwwer ze diskutéieren, wat mer am Kader vun der Groussregioun verstinn, fir ze kucken, wou mer stinn, de Wäert vun der Groussregioun, a wou mer sollen histéieren. D'Wichtigkeet vun der Groussregioun, datt mer eis d'Fro stellen: Spillt d'Groussregioun déi Roll, wéi mer eis se virstellen? Kréien d'Bierger aus deene véier Länner eppes mat oder kréie se näischt mat, wat an der Grenzregioun geschitt? A wat ass Konkretes opgrond vun der Groussregioun an der Vergaangenheet realiséiert ginn?

Ech hunn an deene leschten Deeg e bëssen Artikelen nogelies, virun allem elo rezenter, zënter datt vum Februar u Lëtzebuerg d'Présidence an der Groussregioun iwwerholl huet. An dann huet een aus deenen Artikelen a Kommentare Saachen erausgelies, Wieder erausgelies wéi: en „Debattierklub“ wier et. Anerer hu gesot: „Mir mussen dee Projet erëm an Erënnerruffen.“ Déi aner hu gesot: „Ma et muss een d'Groussregioun erëm zum Liewe waakreg maachen.“ Dat war den Toun, deen een

duerch all déi Artikele fonnt huet, vu Leit, déi op deem Niveau aktiv sinn.

An da muss ee sech selbstverständlech eng Fro stellen: Wéi kann et da sinn, datt eng Groussregioun, déi esou laang funktionnéiert, vun de Leit esou kritischesch beobacht gëtt?

A wa mer soen, dat ass haut, dann hunn ech zréckgekuckt: Am Joer 2003 huet de fréiere Lëtzebuerger Statsminister a Kommissiounsprezident Jacques Santer am Fong genau dat selwecht scho gesot! Dat sinn allerdéngs elo scho 14 Joer hier. Och hien huet gesot: „Mir mussen d'Groussregioun erëm entdecken. Si muss erëm nei beliefte ginn“ an esou weider.

Dat heescht, dat war 2003, an elo 2017 komme mer am Fong erëm mat deene selwechte Kommentaren.

Do muss een eng kritischesch Analys, mengen ech, maachen. A mir sollten net einfach higoen an eis op d'Schëllere klappen a soen, wéi gutt a wéi wichteg datt déi Groussregioun wier, mä mir sollten eis wierklech ausenanesetze mat der Roll, déi se spillt, an ob se déi Roll och richtig spillt.

A mir sti grad elo op engem Punkt vun enger neier Erausforderung! Mir wëssen, datt Frankräich - an et ass de Mëtten hei ugeschwat ginn - eng nei Territorialreform gemaach huet, datt se eng nei Regioun Grand Est gegrennt hunn. An et war ëmmer d'Lorraine, déi mer gesinn hunn an eiser Groussregioun! Mä gëtt et déi Lorraine haut nach? Laut der franséischer Landkaart gëtt et se net méi, mä mir hunn nach just déi grouss Gegioun Grand Est.

Dat heescht, do musse mer elo wëssen: Wouhinner steiert elo déi Groussregioun, déi mir gemengt hunn? Brénge mir et fäerdeg, datt a Frankräich nach just d'Lorraine elo dozou gehéiert? Oder musse mer net higoen an déi nei Regioun an déi Groussregioun ophuelen? An da geet et quasi vun Namur, vu Bréissel bis op Basel, wou alles do drënnerfällt.

Et ass also eng Risenentwécklung, déi elo do amgaangen ass! An da muss ee sech iwwert de Sënn froen: Ass dat de But gewiescht vun enger Groussregioun? Sinn nach zesummenhänkend Punkten do, wa mer esou wäit ausereneen dat Bündnis do maachen?

Mä net nëmme wat Frankräich ubelaangt, och an Däitschland stelle sech déi Froen! Well do, datt a Frankräich déi grouss Regioun geschaaft ginn ass, sinn et am Fong elo net nëmme mei d'Saarland a Rheinland-Pfalz, déi do u Frankräich just ugrenzen, mä och Baden-Württemberg, wat eent vun deene gréisste Bundeslänner mat iwwer eelef Milliounen Awunner ass, stéisst am Fong op där ganzer Säit un déi nei Regioun a Frankräich un.

A wann een e bëssen an déi regional Press kucke geet an Däitschland an et liest een do de Gedanken no, da stellen déi sech d'Froen, ob et richtig ass, datt Rheinland-Pfalz an d'Saarland nach sollen hei an enger Groussregioun funktionnéieren, fir dann eventuell mam Grand Est a Frankräich ze negociéieren an ze diskutéieren, a Baden-Württemberg wier net méi derbäi! An do kommen dann och Gedanken op, déi soen: „Ma wier et net besser, mir géifen et esou maachen, datt déi dräi Bundeslänner, d'Saarland, Rheinland-Pfalz a Baden-Württemberg, sech zesummen als Verhandler an Diskusioun mat der Regioun Grand Est a Frankräich befaassen?“

Also eng Groussregioun, déi mer elo hunn, wann een éierlech ass, déi ganz schwach bis elo funktionnéiert huet, steet viru grouse Verwandelungen, souwuel op franséischer wéi op däitscher Säit, deene mer eis musse stellen, wéi mer déi an de Grëff kréien.

D'Madamm Minister weess vläicht scho méi Hannergrondinformatiounen an Iddien, wéi se do lafen. Mä et dierft sécherlech net méi einfach ginn an et dierft sécherlech och net fir Lëtzebuerg méi einfach ginn!

D'Groussregioun géif explosiounsarteg an d'Luucht goen, net nëmme flächeméisseg, mä och wat d'Awunner betrëfft. A mir als Lëtzebuerger géifen awer op eiser Gréisst bleiwen. An et muss ee sech d'Fro stellen, ob do net iwwert d'Zil da vun deem, wat ursprénglech an enger Groussregioun gemengt war, géif erausgeschafft ginn.

Duerfir, déi Iddi, déi de Jean-Marie Halsdorf hei virgeluecht huet, fir eventuell Wahlen ze maachen an esou enger Groussregioun, ech mengen, dovunner kann een dreemen, mä et soll een dat net als realistesch ugesinn.

(**Interruption**)

Well mer wëssen, datt mir hei eng Wahlpflicht hunn, an déi aner Länner hunn e Wahlrecht. Wa mer a Frankräich, an Däitschland do d'Leit géife froen, wat se vun der Groussregioun halen, da géifen déi eis fir d'Éischt froen: „Vu wat schwätzt Der do?“ A fir datt een déi dann och nach beweegt krit, datt se sollte fir esou e Par-

lament do wile goen, ech mengen, do géife mer eis eng fänke goen! Well ech kéint mer net virstellen, datt vill méi wéi 5% sech vun de Leit do géife bewegen, fir e Parlament, vun deem se näischt wëssen, oder eng Regioun, vun där se näischt wëssen, fir fir déi dohinner wielen ze goen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Halsdorf lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Wann dat net op meng Riedezäit geet!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Neen.

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV), *interpellateur.* - Ganz kuerz. Dir sot effektiv op där enger Säit, Dir hätt d'Press gelies an do wäre lauter Leit, déi géifen am Beräich vun der Groussregioun schaffen an déi géifen lech dat Gefill ginn, dass et effektiv net richtig weidergeet, dass kee Liewen dra wär, an dat loosst Der als Argument. Op där anerer Säit sot Der awer dann, wann déi Leit... Well den IGR, dat ass dee gréissten Institut, dee mer an der Groussregioun hu mat lauter esou Spezialisten. An nottamment déi Artikelen, déi Der gelies hutt, déi beruffe sech och deelweis op dat, wat déi gesot hunn. Do steet dat doten dran als Faktum an als laangfristegt Zil, fir dat dote fäerdegzekerien.

Duerfir verstinn ech Ären Argumentaire net. Op där enger Säit benotzt Der dat, fir am Fong geholl ze weisen, dass mer net gutt dostinn, op där anerer Säit sot Der awer, dat wär en Hirngespinnst, wat déi Leit do géifen op de Pabeier bréngen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ech weess net, Här Halsdorf, wou Dir sollt wëssen, wat fir eng Artikelen datt ech gelies hunn. Mä an deenen, déi ech gelies hunn, stoung dat doten net dran. Also, jiddwereen huet seng Artikelen.

Bon, ech wëll awer hei virufueren, well ech nach e puer Minutte just hunn. Ech wëll dann och nach op e puer Punkte kommen, wou mer am Fong missten d'Groussregioun hunn. Mä hu mer se do?

Éischtens musse mer emol oppassen, datt och am Kader vun där aktueller Groussregioun eng gewëssen - ech wëll net soen „Näid“ - Konkurrenz besteet. Mä loosse mer éierlech sinn: Och eis Groussregioun, déi Nopeschlänner, sinn net onbedéngt frou mat eis, wa mer dat soziaalt Gefäll huelen! Wa mer kucken, wéi vill Leit datt si forméieren, déi mir op eisen Aarbechtsmaart heihinnerzéien, déi gesinn net doranner de Gedanke vun der Groussregioun!

Oder wa mer gesinn, well mir de Wunnengsbauproblem hei zu Lëtzebuerg net geléist kréien, datt der esou vill an déi däitsch Grenzregioun, haaptsächlech an déi däitsch Grenzregioun ginn an doduerch d'Wunnpräisser do enorm an d'Luucht ginn, soudatt am Fong déi normal Däitsch vun hei vu vir schonn erëm musse méi wäit an Däitschland eragoen, fir eng Wunneng ze kréien, och dat gesinn déi net am Kader vun enger Solidaritéit vun der Groussregioun.

An da musse mer och kucken, déi Moossnamen, déi mer getraff hunn, sief et Park & Ride, siefen et d'Buslinnen an esou virun, déi ginn am Prinzip dann och net do eriwuer. Mä vu datt mir eng national Form hunn, déi aner hu regional Formen, gëtt dat Ganzt direkt bilateral tëschent de Regierungsmemberen an deene Responsabele vun där Gemeng oder vun där Stad realiséiert. Dat heescht, och do musse mer dat wëssen, duerch déi zwou Differenzstrukturen, déi et gëtt.

Nach séier, Madamm Presidentin: Wa mer déi nei Groussregioun krite, mat där neier territorialer Reform vu Frankräich, da musse mer wëssen, datt mer och an där Groussregioun sechs Atomkraaftwierker hunn! Frankräich: Cattenom, Fessenheim - eent vun den eelsten a vun deenen am meeschte contestéierten -, Chooz, Nogent-sur-Seine; an der Belsch Tihange, an Däitschland Mülheim-Kärlich.

An do stellen ech mer dann och d'Fro: Gëtt um Niveau vun der Groussregioun, Madamm Minister, och dee Sujet do ugeschwat? Oder soen déi aner Länner do einfach: „Dat fällt net ënner eis Kompetenz, dat ass eng national Kompetenz.“? Mä dat sinn awer Froen, déi d'Leit aus der Regioun interesséieren! Dat sinn immens wichteg Froen, déi d'Leit interesséieren, déi eiser Meenung no awer net debattéiert ginn.

Oder huele mer d'Diskussionen iwwert d'Autobunnen, huele mer d'Diskussionen iwwert den ëffentlechen Transport. Wa mer gesinn, wéi laang datt tëschent Lëtzebuerg a Bréissel den Zuch do brauch! D'Kollegen aus dem Benelux-Parlament wëssen och, datt do vun der belscher Säit praktesch keng Initiative lafen, fir

déi Zuchstreck ze verbessern. Dat wier eppes, wat d'Leit och géif interesséieren, wann eng Grande Région géif soen: „Ma elo brénge mir et emol fäerdeg, datt d'Zuchverbindungen an där Grande Région optimal funktionnéieren!“, amplaz datt dat net d'Realitéit ass.

Oder wa mer Richtung Köln fueren: d'Autobunnsnetz net ausgebaut! Oder ob den däitschen ICE net kéint bis hei op Lëtzebuerg kommen. Dat wiere Froen, déi géifen d'Leit aus der Grande Région interesséieren.

Oder ee Wuert, wa mer iwwer Betriber schwätzen, wa mer vu Solidaritéit schwätzen, loosse mer dach éierlech sinn: Och an enger Groussregioun kuckt dach all Land no sech! Well wa mer net géife reng no eis wëlle kucken an déi aner no sech, da misst ee jo och kënnen driwwer diskutéieren, jee nodeem, wat fir eng Betriber datt mer zum Beispill hei an d'Land eranhuelen! Wou mer wëssen, datt se herno nëmme Frontaliere beschäftegen, wier et dann net méi solidaresch vun eis, wa mer géifen zu deem Betrib soen: „Ma da maacht Äre Betrib direkt do, wou d'Leit schaffen (veuillez lire: wunnen)!“

Amplaz datt d'Leit musse bei de Betrib kommen, kann de Betrib jo och bei d'Leit goen, amplaz datt d'Leit mussen all Dag eng, zwou Stonnen am Stau stoen. Och dat wier eng Solidaritéit an der Grande Région, mä dorunner denkt keen! Mir op jidde Fall net! Mir versichen alles hei unnezéien a mir kucken do net no den Nopeschregiounen.

Et ginn also vill där Punkten, Madamm Presidentin, déi ech mer nach hei opgeschriwwen hunn, mä vu datt meng Riedezäit awer elo schonn ofgelaf ass, wëll ech just soen: Eng Groussregioun huet e Wäert, wa se wierklech funktionnéiere kann, wa se wierklech en Territoire ëmfaasst, deen iwwersiichtlech ass, an net wann dat eppes Risegrousses gëtt, wa jiddweree bereet ass, och e gewëssene Solidaritéitseffekt mat eranzebréngen, fir datt de Bierger dobaussen och wierklech en Notzen dann do vun huet.

A wa mer éierlech sinn, musse mer haut soen, datt bis haut d'Bierger nach näischt vun där Groussregioun wierklech entdeckt hunn.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert en äänleche Problem hu wéi mäi Virriedner, fir an zéng Minuten op all déi Dimensiounen vun der Groussregioun kënnen anzegoen, a weess och elo schonn, datt ech ganz wesentlich a wichteg Aspekter, wéi zum Beispill d'kulturell Dimensioun, iwwerhaapt emol net uschneide kann.

Ech wëll mech duerfir op verschidden Deelerberäicher konzentréieren, déi menger Meenung no vläicht an der Diskussioun nach net esou zum Virschäi komm sinn, wéi se dat hätte misen, an och vläicht eng aner Vue op dat duerleeën, wat mir hei zu Lëtzebuerg och gär als „Groussregioun“ bezeichnen, mat Lëtzebuerg an där Groussregioun am Zentrum. An et ass effektiv esou, datt mir d'Groussregioun als Alle-reischt zu Lëtzebuerg als groussen Aarbechtsmaart all Dag erliwen, dee bei eis 45% ausmécht, wat 170.000 Salarié sinn, déi aus de Grenzregiounen op Lëtzebuerg schaffe kommen; Leit, déi dagdeeglech heihinnerkommen.

Déi grouss grenziwwerschreidend Aarbechtsmobilitéit ass u sech d'Konsequenz vun der gewollter an och bedriwwener ekonomescher Dominanz vu Lëtzebuerg par rapport zu den Nopeschregiounen an deelweis souguer doriwuer ewech. Lëtzebuerg funktionéiert an där Groussregioun eigentlech wéi en ekonomesche Schwamp, deen d'Plus-waalen, déi d'Frontalieren och hei am Land erschaffen, opsuckelt an eiser Meenung no net genuch a gerechte Proportionen un déi betraffe Regiounen ronderëm eis weidergëtt.

Dobäi ass d'wirtschaftlech Situatioun vun enger ganzer Retsch Regiounen, déi jo och äänlech wéi mir an der Vergaangenheet vun der Kris vun der Stolindustrie betraff waren, am grouse Ganzen net roseg. Den ekonomesche Wuess-tum konzentréiert sech bal exklusiv op Lëtzebuerg, wat dozou féiert, datt déi aner Grenzregiounen vernoléisseg wirken an och lues a lues eng sozial an ekonomesch Veraarmung erliwen.

Lëtzebuerg profitéiert vu senger Dominanz ganz vill am Moment, a mir mengen, och an der aktueller Situatioun souguer ze vill. Well Frontaliere si Salariéen, déi op Lëtzebuerg kommen, hei hëllef, Gewënner fir Betriber ze erwirtschaften, Gewënner, déi och hei besteiert ginn, geneesou wéi hire Salaire hei besteiert gëtt an och geneesou wéi se hei hir sozial Cotiatiounen bezuelen. Am Géigenzuch sinn



d'Frontalieren awer och Salariéen, deenen hir Ausbildung, hir Schoulzäit net vun eisem Land finanziert ginn ass, déi eigentlech also volkswirtschaftlech gesinn och eng bëlleeg Aarbechtkraaft duerstellen.

Wann ee gesäit, datt dëst fir Lëtzebuerg ganz virdeelhaft schéngt, gesäit een awer och am Géigenzuch, datt besonnesch a Frankräich an an der Belsch d'Gemengen do ëmmer manner d'Méiglechkeet hunn, verschidde basesch Aufgabe vu Service public kënnen ze erfëllen. Awer och zu Lëtzebuerg schaaft dës disproportioneiert ekonomesch Entwécklung tëschent de Regiounen hei an eisem Land Problemer. Si si virdrun och scho vu Virriedner ugeschwat ginn.

Mir hunn duerch dee Schwampeffekt Problemer mat eisen Infrastrukturen. Mir hu Problemer an der Mobilitéit; net nëmmen, datt d'Stroossen iwwerfëllt sinn owes a moies fir op d'Aarbecht, mä och d'Zich sinn entre-temps iwwerfëllt. Mir hunn eng onheemlech Hausse vun de Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg, well mer en enormen ekonomesche Wuesstum hunn, deem mer eigentlech an der Planifikatioun vun eisem Land net méi nokommen. Mir hunn eng ekologesch Dimensions, déi derbäikënn. Et ass virdrun d'Stéchwuert „Tank-tourismus“ ugeschwat ginn, deen zwar, wann et och keen Tourismus ass, mä nawell eng Realitéit duerstellt, mat där eist Land muss ëmgoen!

An ech mengen, datt een awer och net derlaanscht kënn, sech d'Fro ze stellen, firwat dat esou ass, firwat mir esou deen ekonomesche Schwamp sinn. Si mer wierklech esou dichteg hei am Land? Sinn déi Leit, déi hei schaffen an ausgebild gi sinn, besser ausgebild gi wéi Leit an engem anere Land?

A wann een ëmmer dovunner schwätzt, datt Lëtzebuerg de Motor vun där Regioun ass, da muss ee sech och d'Fro stellen, wouun dat läit. Mir mengen, datt et an alleréischter Linn virun allen anere Méiglechkeeten oder méiglechen Äntwerten dorunner läit, datt mer eigentlech déi Souveränitéitsnich ausnotzen duerch eng Fiskalpolitik, eng Politik, déi op Kompetitivitéit opgebaut ass, déi ëmmer méi Betriber eben op Lëtzebuerg bréngt; eng Tendenz, déi och mat der leschter Steierreform, wou jo och d'Betriebsbesteuerung weider erofgesenkt ginn ass, nach soll weider ancréiert ginn.

A mir kommen och net derlaanscht, de Widerspruch ze erkennen an ze benennen, fir ze soen: Et kann een net engersäits soen, mir si kritesch par rapport zum Wuesstum vun der Populatioun hei, an awer gläichzäiteg maache mer alles, fir den ekonomesche Kader esou ze riichten, datt nach méi Entreprises op Lëtzebuerg kommen an datt nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg schaffe sollen.

Mir mengen, datt et duerfir sënnvoll an néideg wär, Moosnamen ze huelen, déi eng effektiv a gläichberechtigt wirtschaftlech Kooperatioun tëschent de Regiounen schafe géifen, an domat deene franséischen, däitschen a belschen Territoiren och eng Zort Auswee ze weisen aus der eigentlech - wéi et am Moment ausgesäit - wirtschaftlecher Dependenz vu Lëtzebuerg.

Et gehéiert dozou déi sozialpolitesch Dimensioun, déi mer garantéiere mussen, a mir sollen net méi weider versichen zum Beispill, d'Frontaliere vu Prestation-socialen auszuschleissen, wéi dat an der Vergaangenheet geschitt ass. Ech erënneren nëmmen un d'Studien-, d'Studentebourssen. Dat war en CSV-Minister, deen déi ofgeschaaft huet, wou dann dës Regierung probéiert huet, dergéint ze goen a Solutione fonnt huet, déi och net grad an eisem Sënn sinn. Et betrëfft och Saache wéi d'Kannergeld, déi ganz Fro ronderëm d'Chèque-servicen, déi zwar formal och fir Frontalierskanner gëllen, déi awer esou ausgeriicht sinn, datt se an der Praxis wuel kaum vun hinne kënnen an Usproch geholl ginn.

Et geet ëm déi ekonomesch Dimensioun vun enger gerechter Kooperatioun innerhalb vun der Groussregioun. A mir mengen, datt mer och do en Emdenke brauchen. Mir mussen ewechkomme vum Paradigma vun der Konkurrenz tëschent de Regiounen, och der Fiskalkonkurrenz, wou Lëtzebuerg de Motor ass vun där Fiskalkonkurrenz, a mir mussen iwwergoen an d'Logike vu Kooperatioun mat gemeinsame Projeten an och gemeinsame Mëttelen. Dat ass eppes, wat, mengen ech, net nëmme fir d'Groussregioun gëllt, mä och insgesamt fir den europäesche Projet, wa mer deem, äänlech wéi der Groussregioun, awer wëllen eng Zukunft ginn.

Mir missten Iddien a Konzepter entwéckelen, fir wierklech a Kooperative mat den Nopeschregiounen zesummenzeschaffen an och eenzel Aktivitéite gemeinsam ze plangen.

An der Vergaangenheet hate mer schonn e puermol op eenzel Projeten higewisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg de Problem mat den Nuisances vun den Nuetsflich vu Cargolux. Gläich-

zäiteg ass an der Lorraine en ale Militärflughafen ausserhalb vu Wunngebidd, deen eidel steet. Firwat geet een et net un a geet offensiv drun erun an et mécht een ëffentlech eng „public-public partnership“, fir do eben ekonomesch Aktivitéiten ze entwéckelen?

Mir mengen och, datt - ech kann elo net am Detail drop agoen - ee sech nach eng Keier méi genau vläicht misst ukucken, wat beim PED, dem Pôle de développement économique am Süde vum Land, deen och grenziwwerschreidend war, wat do am Ufank d'Iddi derhannert war, wat d'Uspréich waren, an och kucken, firwat en eigentlech gescheitert ass, e Projet, deen awer, wéi e '85 gegrennt ginn ass, bezechent ginn ass als «laboratoire de l'Europe des politiques publiques en matière de coopération économique transfrontalière». Ech mengen, datt et eenzel Elementer an deem Projet gi sinn, déi ebe justement d'Logik vun der Konkurrenz iwwerwonnen hunn oder iwwerwanne wollten. An et huet awer anerersäits un engem wierklech gemeinsamen industrielle Projet gefeelt, firwat en eigentlech och gescheitert ass.

En zweete Punkt, deen och net ernimmt ginn ass: Mir mengen, datt mer mussen och als Lëtzebuerg mathëllefen, e fiskaleschen Ausgleich tëschent de Regiounen ze schafen. Zënter 2002 gëtt et de Juncker-Reynders-Fonds, wou de Lëtzebuurger Stat 30 Milliounen, ronn 30 Milliounen all Joer u Grenzgemengen (veuillez lire: u belsch Grenzgemengen) attribuëiert, aus deem Grund, well déi Leit hei eben dee wirtschaftleche Wuesstum erschafen, well déi hei och besteiert ginn, well och hir Salairen hei besteiert ginn, a gläichzäiteg hunn d'Gemeenge keng Méiglechkeeten. Mir mengen, datt een dee Modell eigentlech misst ausbauen, datt een deen och misst fir franséisch Gemenge gëlle loosser, och fir däitsch Gemenge gëlle loosser a wierklech eng Form vu Fiskaltransferen an der Groussregioun virgesinn. Ech mengen, datt dat och dozou géif féieren, datt d'Groussregioun och an den Nopeschregiounen anescht vun de Leit géif wouergeholl ginn, och wann dat just en Ufank vun där Fro ka sinn.

Ech wëll als leschte Punkt - an Dir gesitt, ech dréie meng Säiten ëm, well ech eigentlech nach méi wollt soen - just drop hiweisen, datt et jo net nëmmen esou ass, datt mer d'Bewegung hu vun den Nopeschregiounen op Lëtzebuerg, mä ganz vill Lëtzebuurger ginn an d'Nopeschregiounen entre-temps wunnen, duerch den ekonomesche Wuesstum, deen dozou gefouert huet, datt d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg enorm héich sinn. A wann ee mat Buergermeeschteren aus deenen - domat hunn ech dann als Escher ze dinn - Nopeschgemengen aus Frankräich diskutéiert, stellt ee ganz dacks fest, datt ee Gentrifizierungsphänomeen an der Peripherie entdeckt. Dat heescht, Leit, déi sech d'Wunnen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, ginn dann an d'Grenzregiounen, mat all deene soziale Problemer, déi dat eventuell bedeit, an an enger Situatioun, wou déi Gemengen oder déi Géigenden eigentlech ëmmer manner capabel sinn, fir do wierklech kënnen eng anstänneg a seriö Sozialpolitik ze maachen.

Madamm Presidentin, ech hunn d'Zäit iwwerschratt, duerfir soen ech just als Ofschloss: Mir denken, datt mer ëmdenke mussen an ewech vun der Konkurrenz, hin zu der Kooperatioun. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Baum. D'Lëscht vun de Riedner ass elo ofgeschloss. Ech constatéieren, dass Der all Är Zäit epuiséiert hutt. Dat heescht, et ass awer e Sujet, wou Der alleguerete vill Iwwerleeungen an Iddien hutt. An duerfir freeën ech mech elo, fir d'Madamm Minister hei op der Tribün ze begreissen, déi eis elo d'„substantifique moelle“ vun hiren Iwwerleeungen zu deem Sujet seet. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région.* - Jo, villmoos Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol géif ech gärden dem Här Halsdorf villmoos Merci soe fir dës Interpellatioun. Effektiv gëtt an der Chamber net dacks genuch iwwert d'Groussregioun geschwat. Et gëtt allerdéngs Groussregioun gelieft all Dag um Terrain. Ech mengen, dat ass jo nach méi wichteg am Fong wéi an der Chamber driwwer ze schwätzen. Mä et war awer haut elo emol eng gutt Geleeënheet, fir eng Keier de Sujet ganz ze abordéieren an eng Keier ze kucken, wat dann alles elo während der Lëtzebuurger Presidence wäert lafen.

Ech géif awer och gärden all deenen anere Riedner villmoos Merci soe fir hir Remarquen, fir hir Iddien a fir hir Baiträg. Ech mengen, d'Groussregioun, wa mer soen, mir wëllen zesumme-

wuessen, mir wëllen all zesummen an der Groussregioun liewen, da fänkt dat jo mat ons alleguer heibannen un, well mir sinn alleguer Bierger vun der Groussregioun. An duerfir sinn ech och frou, lech esou zahlreich haut hei ze gesinn!

Dir waart och zahlreich den 2. Februar, wéi mer den Optakt hate vun der Presidence vun der Groussregioun an de Rotonden zu Bouneweg. Dat war e grouse Succès. Do waren iwwer 500 Leit. An d'Table ronde mat de politesche Mandatairen huet bewisen, wéi wichteg eis Groussregioun haut och ass, grad eben an engem Kontext vu rietspopulistesch Tendenzen an Europa. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer dat och esou gemaach hunn an dass jiddweree sech nach eng Keier konnt zu där Groussregioun bekennen.

Mir hunn natierlech Prioritéiten. Ech géif se elo opzielen als Éischt, d'Prioritéite vun der Lëtzebuurger Presidence, an Dir wäert gesinn, dat geet queesch duerch de Gaart, queesch duerch all d'Ministèren, queesch duerch d'ganz Gesellschaft, éier ech dann op déi aner Froen natierlech wäert zrëckkommen.

Bon, d'Thema vun der Lëtzebuurger Presidence ass „Méi no um Bierger“. Et ass gesot ginn, dacks ass d'Groussregioun jo awer eppes, wat e bësselchen iwwert d'Käpp ewech geet. Mir wëlle méi no bei de Bierger kommen. Ech mengen, dat ass och an der Linn, déi d'Lëtzebuurger ëmmer haten, wat d'Groussregioun ugeet. Mir wëlle méi communiquéieren, mir hunn en neien Internetsite, mir sinn och op de soziale Medien zanter dem 2. Februar präsent an hunn och do relativ vill Visiteuren all Dag. An da wëlle mer natierlech och méi ëffentlech Evenementer am Haus vun der Groussregioun maachen.

Mir wëllen och, dass d'Bierger aktiv participéieren. D'Presidence wëllt eben, wéi gesot, méi no beim Bierger sinn. Mir schaffen un der Schafung vun engem Jugendparlament vun der Groussregioun. Dat gëtt et am Moment nach net. Mir wëllen dat zesumme mam Conseil parlementaire interrégional maachen an dem neien Zentrum fir politesch Bildung. Et ass och eng Fro gewiescht vun eise Partnerregiounen, fir dat ze maachen, fir déi Jonk och nees méi fir d'Politik am Allgemengen an och d'Politik an der Groussregioun am méi Speziellen ze interesséieren.

Mir plangen och en Evenement mat de politesche Jugendorganisatiounen. Dir wësst, dass dëst Joer de 60. Anniversaire vun de Réimesche Vertrag ass. An do hu mer am Fong wëllen, mat de politesche Jugendorganisatiounen en Event ze maachen. Mir sinn amgaangen, dat am Moment ze plangen.

Dann d'Rencontre scolaire, mir hu schonn dovunner geschwat. Den Här Halsdorf huet et gesot, dat war d'virlescht Joer am Beetebuurger Park, dat war d'lescht Joer zu Tréier. Dat soll och weiderfueren. Et soll ee wierklech och gesinn, déi Jonk solle gesinn, firwat een iwwerhaupt d'Sprooch vum Noper léiert, firwat et esou wichtig ass. An dann, wa mer wëllen zesummewuessen, wa mer wëllen en Zougehéiregkeetsgefill schafen an der Groussregioun, da muss ee bei deene Klengsten ufänken. An ech mengen, duerfir ass dat ëmsou méi wichteg.

Mir wäerten am Haus vun der Groussregioun en Espace citoyen ariichten an da wäerte mer och d'Mobilitéit vu jonke Volontairé wëlle verbesseren.

Wat den Aarbechtsmaart ugeet, do wäerte mer d'Emsetzung vum Accord-cadre iwwert d'grenziwwerschreidend Beruffsausbildung ëmsetzen. De 15. November ass am Stater Kolléisch eng Konferenz iwwert d'Digitalisatioun. Si gëtt organiséiert vum Departement vun der Groussregioun, zesummen awer mam Aarbechtsministère, mam Bildungsministère a mam Wirtschaftsministère. An där Konferenz gëtt analyséiert, wéi den Aarbechtsmaart am Zäitalter vun der Digitaliséierung wäert ausgesinn a wat fir Ausbildungen an Zukunft wäerten néideg sinn.

Den Aménagement du territoire, de Schéma du développement territorial vun der Groussregioun gëtt am Hierscht 2018 fäerdeg. Domat wäert d'Groussregioun eng wichteg Basis kréien, op där si sech ka weiderentwéckelen.

Den Transport, mir hunn et haut e puermol héieren, ass ee vun de gréissten Themen an der Groussregioun. D'Groussregioun huet am Moment eng 220.000 Frontalieren. Vun deenen 220.000 Frontaliere schaffen der eng 170.000 zu Lëtzebuerg, dat ass bal e Véierels vu sämtleche Grenzgänger an der ganzer Europäescher Unioun! Dat heescht, de gréisste grenziwwerschreidenden Aarbechtsmaart an der Europäescher Unioun, dat ass deen, dee mir hei an der Groussregioun hunn.

De Flux vun de Grenzgänger, dee wüsst méi séier wéi d'Infrastrukturen; mir wëssen et alle-

guerten. An den Transportminister, deen huet elo eng Enquête iwwert d'Mobilitéit lancéiert, un där och d'Frontalieren deelhuele kënnen. D'Regierung probéiert, hir Prioritéiten och op d'Groussregioun ze iwwerdroen. Dat ass zum Beispill d'Promotioun vun alternativen Transportméiglechkeeten. Mir hunn et och schonn héieren: De Carsharing, de Kovoiturage, Park-&-Ridë sollen ausgebaut ginn. Ech kommen do nach eng Keier drop zrëck.

Op Lëtzebuurger Territoire gëtt natierlech och vill gemaach: Verduebelung vu verschiddenen Zuchstrecken, Ausbau vun anere Strecken, Ausbau och vun de Garen, zu Beetebuerg zum Beispill oder vun der Stad Lëtzebuerg, wou dann e fënneften an e sechste Quai wäerte bäikommen. Et sollen néi Garen entstoen um Houwald an dann - wéi mer all wëssen - am Pafendall fir erop op de Kierchbierg, d'A3 tëschent Gaasprech an Diddeleng soll ausgebaut ginn. Dann hunn ech et grad gesot, d'Park-&-Ridë sollen och ausgebaut ginn an et sollen och neier derbäikommen op Lëtzebuurger Säit wéi awer och op där anerer Säit vun de Grenzen. Ech kann do e puer Beispiller ginn: Stockem, Mesenich, Stengefort, Rodange, Fréiseng. Bref, do ass scho ganz vill geplangt, wat an der Maach ass.

Eng Aarbechtsgrupp mat Frankräich wäert deemnächst och zesummekommen, fir ze analyséieren, ob et eventuell méiglech ass, a Richtung vun Télétravail a Coworking ze goen, fir ebe mat dozou bäizedroen, de Verkéiersproblem ze entlaaschten. An den Transportminister, dee wäert och e Sommet iwwert d'Mobilitéit an der Groussregioun organiséiere während eiser Presidence.

An der Ekonomie soll d'Groussregioun d'Leaderregioun an Europa gi fir propper Technologien. Duerfir gëtt de Cluster Ecolnnovation weider ausgebaut. De Cluster Automotive gëtt developpéiert ënnert der Form vu grenziwwerschreidenden Testterrainen. Dobäi gëtt ënner anerem analyséiert, wéi déi verschidden Telekommunikatiounsreseau sech op d'Konnektivitéit vun den Autoen an op d'Conduite automatique auswirken.

D'Mobilitéit soll am Allgemengen natierlech méi ëmweltfrëndlech ginn. Luxinnovation ass fir eis Presidence e ganz wichtige Partner. Luxinnovation organiséiert vum 20. bis den 22. Juni dëst Joer eng grouss Konferenz iwwert d'Économie circulaire. Während deenen dräi Deeg steet d'Groussregioun ee ganzen Dag laang am Mëttelpunkt. An d'Économie circulaire ass och ee vun onse ganz grouse Sujete während der Presidence vun der Groussregioun, well och do wëlle mer eng Virreiderregioun an Europa ginn.

Bildung an Ausbildung, Programmer fir Schüler: Mir schaffen un Austauschprogrammer. Den Austauschprogramm Schuman, do sinn am Fong Huitiemen a Sixiemen, déi solle kënnen an aner Lycéien an der Groussregioun goen tëschent zwou a véier Wochen, an da sollen déi Klassen och op Lëtzebuerg kommen. Do geet et ëm e ganz aktiven Austausch. Dann den „Training without borders“, dat ass en Ausbildungsraum fir Jonker, déi Problemer an der Schoul hunn. Si gi mat den Entreprises, virun allem aus de Beräicher Konstruktioun a Betreierung, zesummebruecht, eben och fir hir Employabilitéit an hir sozial Integratioun ze verbesseren.

D'Universitéit vun der Groussregioun organiséiert eng Konferenz zum Thema Méisproochegkeet an d'Zesummenaarbecht bei der Kodiplomatioun gëtt verdéift, genausou wéi d'Diskussiounen iwwert déi automatesch Unerkennung vun akademischen Diplomer; dat hutt Der jo elo d'Éinescht och gefrot. An effektiv hu mer do op bilateralem Terrain ganz vill, wat leeft, souwuel wat de Benelux ugeet wéi awer och Lëtzebuerg mat der Belsch oder Lëtzebuerg mat Däitschland. An dat wëlle mer alles op d'Groussregioun dann dee Moment ausweiden.

Kultur an Tourismus: Do mussen natierlech méi Synergien entstoen tëschent der Kultur an dem Tourismus. Mir hunn hei an der Groussregioun méi wéi zwanzeg klasséiert Sitte vun der Unesco, méi wéi zwanzeg! 2018 ass en plus dat Europäescht Joer vum Patrimoine culturel. An do bitt et sech natierlech un, dass mer eis Unesco-Sitte besser vernetzen an dass mer se och de Visiteuren aus der ganzer Welt vill méi bekannt maachen, fir dass déi och heihinnerkommen an déi Sitte visitéieren.

Fir déi Thematik vun territoriale Marketing professionell ze begleeten, wäert eng Konferenz vun Experten organiséiert ginn. Am Mëttelpunkt steet d'Promotioun an d'Exploitatioun vum kulturellen an touristesche Patrimoine.



Dorënner fält och d'Schafe vu gemeinsame Produiten zum Beispill. Virun zéng Joer ware Lëtzebuerg an d'Groussregioun Kulturhauptstad an Europa an zéng Joer duerno wëlle mer dann elo do och e wierkleche Bilan zéien. Eng éischt Reunioin mat de politesche Responsabele war schonn am Februar, den 9. Februar, ënnert der Presidence vum Statssekretär Guy Arendt.

Lëtzebuerg an d'Groussregioun hunn och eng wichteg Roll nom Zweete Weltkrich am europäeschen Integrationsprozess gespillt. De Robert Schuman huet dobäi eng fundamental Roll gespillt. A mir wäerten duerfir och e Circuit Robert-Schuman schafen. Dee Circuit wäert d'Geschicht vun den Industriesitte mat der Schaffung vum europäesche Bannemaart illustréieren.

Sécurité nucléaire: D'Groussregioun soll am Beräich vun der nuklearer Sécherheet esou sécher wéi nëmme méiglech sinn. Här Gibéryen, d'Noutdéngschter an d'Protection civile mussen an der éischter Phas vun engem Accident optimal funktionéieren, wéinstens emol dat. Wa mer d'Atomzentralen nach net zou hunn, da muss op d'mannst dat emol funktionéieren. De 6. Juli wäert dowéinst eng Fachkonferenz iwwert d'Gestioun vun enger nukleärer Kris an d'grenziwwerscheidend Koordinatioun vu Schutzmoossnamen zu Senningen organiséiert ginn.

Ech wëll awer och eng Kéier hei soen, well et ugeschwat ginn ass: Wat d'nuklear Sécherheet ugeet, dat ass ëmmer nees en Thema, virun allem an de bilaterale Gespréicher. Wa mer eng CIG hu mat Frankräich zum Beispill, schwätze mer iwwer Cattenom. Op der Gäichel schwätze mer ëmmer iwwer Tihange. D'Saarlänner sinn och do ganz aktiv, d'Rheinland-Pfälzer och. Dat heescht, dach, dat ass am Fong permanent e Sujet och an der Groussregioun!

D'Groussregioun ass awer net deen eenzege Raum an Europa, wou grenziwwerscheidend zesummege schafft gëtt. Duerfir ass et richtig, dass mer och en Austausch iwwert d'Best Practices maachen, mat zwee Partner notament, dat sinn d'Benelux an d'Oberheinkonferenz, vun där d'Presidence d'nächst Joer d'Malu Dreyer huet, d'Ministerpresidentin aus Rheinland-Pfalz. Ech hunn d'Madamm Dreyer des Woch gesinn a mir hunn och do schonn ausgemacht, dass mer do Best Practices wäerten austauschen an dass mer och do méi enk wëllen zesummeschaffen.

Lëtzebuerg war a bleift de Motor natierlech vun der Groussregioun. Mir sinn eben nun emol geografesch an der Mëtt. Mir sinn den eenzeg Nationalstat. Mir hunn dee gréisste Wirtschaftswuesstum. Mir sinn europäesch an international och am beschten opgestallt. An enger Etüd iwwert d'Kompetitivitéit, déi dëst Joer vun der EU-Kommissioun publizéiert gouf, ass Lëtzebuerg op der siwenter Plaz vun 263 europäesche Regiounen! Besonnesch gutt si mer an der Innovatioun an dovunner profitéiert natierlech och d'Groussregioun.

Mir brauchen natierlech d'Groussregioun, d'Groussregioun brauch eis. An duerfir si mer och een op deen aneren ugewisen.

Dann ass d'Haus vun der Groussregioun ugeschwat ginn. D'Haus vun der Groussregioun huet de 17. Juni 2015 zu Esch opgemaach. D'Missioun sinn am Arrêt grand-ducal vum 30. Juli 2013 präziséiert. Am Haus si lauter verschidde Servicer: d'Sekretariat vum Sommet vun der Groussregioun, d'Sekretariat vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun, d'Vertriebung vun der Statskanzlei Rheinland-Pfalz, de Kulturraum Groussregioun, d'Euregio Saar-Lor-Lux, de Réseau vun de Stied Quattro-Pole, de Réseau vun de Stied ToniCité, d'Autorité de gestion an d'Sekretariat vun Interreg an den Institut vun der Groussregioun.

D'Haus vun der Groussregioun versammelt also d'Haaptakteure vun der ganzer groussregionaler Zesummenaarbecht. Et ass eng Plaz vu Rencontres, vun Echanging, et ass e Point de contact fir interesséiert Bierger a Biergerinnen. A mir hunn der och ganz vill, déi do aus- an aginn. D'Akzeptanz fir d'Gebai war bei eise Partner vun Ufank u ganz grouss, well duerch seng geografesch Positioun op der Escher Gare huet et eng ganz grouss Visibilitéit, an dovunner profitéiert och d'Groussregioun, där hir Visibilitéit laang Zäit eben e bëssen défizitär war, well mer ebe keen esou en Haus haten.

D'Gebai zu Esch ass och e Symbol vun der Proximitéit zum Bierger. Et ass exzellent un den öffentliche Transport uegebonden. Et läit no bei der Uni, hu mer schonn héieren. Am Gebai wäerte während der Lëtzebuurger Presidence eng ganz Partie vun öffentliche Evenementer organiséiert ginn, Konferenzen.

D'Haus vun der Groussregioun dréit ganz kloer zum Imagewandel vun der Stad Esch och bäi. Esch ass eng Grenzstad, Esch ass eng Unistad, Esch ass eng Stad vun der Fuerschung a vu kleng moderne Betriber. Esch huet eng dynamesch demografesch Entwécklung. A selbstverständlech ginn et Kontakter tëschent dem Haus vun der Groussregioun an den Autoritéite vun der Stad Esch. An ech géif proposéieren, dat weider auszebauen, an dass mer deen een oder aneren Evenement och zesummen an deem Haus vun der Groussregioun wäerten organiséieren.

Den Interreg dann, wat d'Autorité de gestion ugeet, do goufen d'Strukture staark vereinfacht duerch d'Schafe vum GECT. Dat ass de Groupement européen de coopération territoriale, deen elo nach zwee Memberen huet, virdru waren et der eelef. D'Konsequenz dovunner ass, dass d'Verwaltungsprozedure vereinfacht goufen, an haut funktionéiert dee vill méi effikass.

Zanter dem Lancement vum Programm Interreg goufen 144 Projeten deposéiert, 36 Projekte goufen approuvéiert fir e Coût total vun 155.403.928 Euro. Ech kann awer déi Chifferen herno nach eng Kéier ginn. Vun deene 36 Projeten hunn der 27 eng Lëtzebuurger Participatioun. Do sinn all méiglech Gemengen derbäi - den Här Haldorf huet dat gefrot -: Beetebuerg, Esch, Mäertert, Péiteng. Et sinn awer och Projeten tëschent Universitëten, tëschent Naturparken, dat geet vu bis. Dat heescht, et goufen nach ni esou vill Projeten eragereecht. An et ass och déi éischte Kéier, dass et méi Projekte wéi Sue ginn. Dat ass elo am Fong eng grouss Première.

De meeschte Succès hunn d'Projeten iwwert d'Émwelt an de Cadre de vie. Ënnert de Projeten, déi zréckbehale goufen, géif ech déi heite Beispiller nennen: d'Task force frontaliers zum Beispill, si soll den Zougang zur grenziwwerscheidender Beschäftigung vereinfachen, digital Kommunikationsstrategie fir den Tourismus an der Groussregioun, an da Greater Green, Green Tech Meta-Cluster, dat ass eng Verstärkung vun der Kompetitivitéit duerch nei, méi émweltfrëndlech Technologien.

D'Groussregioun ass am Fong Europa am Klengen; mir hunn et haut schonn e puermol héieren. Bei eis stelle sech am Fong déi nämlechte Problemer am Klengen, wéi se sech an Europa vläicht dann och méi grouss stellen. D'Themen an Europa si jo ganz dacks och d'Garantie jeunesse, Europa 2020, d'Bildung, de Chômage, d'Sécherheet, d'Verdeiwung vum Bannemaart an d'Ofschafe vun de verbleiwenden territoriale Restriktiounen. Et ginn do nei Eerausforderungen natierlech, souwuel an Europa wéi och an der Groussregioun. Ech hu scho vun der Digitalisatioun geschwat an och vun der Économie circulaire. Ouni d'europäesch Integratioun hätt sech d'Groussregioun net esou entwéckele kënnen. Ech denken do un de Bannemaart, u Schengen, un déi gemeinsam Währung, mä awer och un déi europäesch Legislatioun.

Den Här Haldorf huet et scho gesot: D'Grande Région huet eng Bottom-up-Politik gemaach an dat ass och gutt a richtig esou. An de Treffte sech déi politesch Responsabel zu Schengen. Dir gesitt, mir gesinn ons also net nëmme fir Sommeten. Mir sollen eis de 4. Juli elo gesinn zu Schengen, fir un d'Bedeitung vum Schengener Accord och ze erënneren. Dat ass dann esou eppes wéi e Coin du feu, just dass ee kee Feu brauch matzen am Juli. Dat geschitt da bei Geleeheneit vun der véierter Etapp vum Tour de France, deen deen Dag vu Munnereff op Vittel geet an dann eben duerch Schengen och fiert. Ech mengen, Schengen ass e Symbol vum fräien Europa, vun den oppene Grenzen. An duerfir ass et wichtig, dass mer och do nach eng Kéier symbolesch, och well deen Dag den Tour de France derduerchfiert, ons dann natierlech gesinn.

Wie Reesfräiheet seet, muss awer och un d'Sécherheet denken. De Centre de coopération policière et douanière schafft mat senger Mataarbechter drun, déi grenziwwerscheidend Kriminalitéit ze bekämpfen. An et gëtt driwwer nogeduecht, d'Kooperatioun, déi ganz gutt funktionéiert, nach weider ze verbesseren. Do gesinn ech de Préfet vum Grand Est, den Här Fratacci, den 28. Abrëll, dee wäert dann do och eng Entrevue hu mat justement de Responsabele vun deem CCPD.

De Grand Est ass e puermol ugeschwat ginn. Dat ass natierlech e spannende Sujet, well mir fuere gären an d'Champagne alleguer. Do geet et engem jo net ze vill schlecht. Do kritt een eppes Guts ze drénken an am Elsass och. Et ass allerdéngs esou, bon, dat ass elo eng ganz grouss Regioun, déi Région Grand Est, déi huet 57.000 km². Et ass och déi franséisch Regioun mat de längste Grenzen. De President vun der Regioun an de Préfet vun der Regioun hunn hire Sätz elo allen zwee zu Stroosbuerg. Dat ass effektiv elo méi wäit ewech wéi virdrun, wéi se zu Metz waren. Mä d'Kooperatioun an der

Groussregioun soll sech virleefeg net änneren. Déi institutionell Zesummenaarbecht an der Groussregioun mam Grand Est bleift am Moment op d'Lorraine limitéiert. Sou gesinn ännert sech am Fong an den Aarbechtsstrukture virleefeg näischt. Tatsaach ass allerdéngs och, dass et sécherlech wäert zu neien Initiative fir d'Kooperatioun kommen.

De Grand Est, dee wëllt méi dezentral Kompetenzen. De Grand Est huet iwwert déi al Regioun Elsass eng grouss Experienz, natierlech och an der grenziwwerscheidender Kooperatioun mat Baden-Württemberg. Dovunner solle mer natierlech och profitéieren. Eis Groussregioun wäert Synergie schafen, hunn ech scho gesot, mat der Oberheinkonferenz zum Beispill.

Groussregional kënne mer an Zukunft verstärkt an de Beräicher Automobilclusteren, Industrie 4.0 an IT-Fuorschung zesummeschaffen. An natierlech ass awer och déi bilaterale Kooperatioun immens wichteg. Den 31. Januar hat ech zesumme mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit eng Entrevue justement mam neie President vun der Région Grand Est, dem Philippe Richert, an do ass et virun allem och ëm d'Digitaliséierung gaangen, wou mer wëllen och wierklech an d'Ausbildung investéieren, an d'Weiderbildung, och an déi Leit, déi vläicht elo op Plaze schaffen, déi mat der Digitaliséierung da wäerten ewechfalen. Dir gesitt, do ass eng éischt ganz konkret Kooperatioun mat der Région Grand Est, e Sujet, deen eis alleguer um Häerz läit.

Am Kader vum 11. Sommet vun der Groussregioun gouf 2009 ënner Lëtzebuurger Presidence decidéiert, eng Strategie ze entwéckele fir d'Schafe vun enger grousser, grenziwwerscheidender Metropolregioun. Et gouf festgestallt, dass nëmme esou kéint déi néideg Masse critique zesummekommen, déi noutwendeg ass, fir an enger oppener Économie an Europa kënne kompetitiv matzhalen.

Nodeems ënner anerem eng Etüd Metroborder gemaach gouf, eng Lëscht vun de prioritären Transportprojeten definéiert gouf, eng Analys vum Volet Économie erstallt gouf, kommen d'Aarbechten elo lues awer sécher op en Enn.

2016 goufen eng Synthesen an e Bilan vun den Aarbechte gemaach en vue vun der leschter Phas, fir e Schéma du développement territorial vun der Groussregioun ze erstellen. Dëse Schéma du développement territorial Groussregioun soll operationell gemaach ginn duerch konkret Pilotprojeten elo emol fir d'Éischt. An am Januar 2017 gouf eng Kandidatur och beim Programm Interreg agereecht, fir en europäesche Kofinanzement ze kréien. An et ass virgesinn, all déi concernéiert Akteuren an all déi interesséiert Bierger och do dann aktiv matanzubannen.

De Comité économique et social vun der Groussregioun ass e ganz wichtige Partner vun eiser Presidence. Et ass d'Organ vum sozialen Dialog. Am Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun sinn d'Vertrieder vun de Patronen a vun de Salariéen. Si sinn d'Leit vum Terrain. A wa mer schwätzen, dass mer ze wäit vun de Leit sinn: Neen, si sinn déi, déi wierklech um Terrain sinn! Si sinn d'Forces vives vun der Groussregioun. Dëst Joer feiert iwwregens de Wirtschafts- a Sozialrot seng zwanzeg Joer, säin zwanzegste Gebuertsdag. Obwuel d'Bezéiung vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun mat all politescher Presidence bis elo ëmmer ganz gutt waren, sinn ech der Meinung, dass mer d'Zesummenaarbecht während eiser Presidence nach sollte verdeiwen. De CESGR, wéi en ofgekierzt genannt gëtt, ass wichtig fir eng gelonge Presidence. Ech freeë mech do op d'Zesummenaarbecht an den nächste Méint mam neie President vun deem Conseil économique vun der Groussregioun, dem Jean-Claude Reding.

Säi Wonsch ass et och, den Akzent op d'Beruffsausbildung ze setzen, dat am Hibleck op d'Eerausforderung nees vun der Digitaliséierung. Mir sinn op jidde Fall decidéiert, déi Eerausforderungen unzehuelen, a mir schaffen och do scho ganz aktiv drun.

D'Zukunftsbild 2020 dann, dat ass e Strategiepabeier aus dem Joer 2003. E gouf ausgeschafft vun enger politescher Kommissioun ënnert dem Virsätz vum Jacques Santer. An deem Pabeier goufe strategesch Orientatiounen definéiert, déi am Laf vun der Zäit sollten a konkret Projeten ëmgasat ginn. De 7. Sommet vun der Groussregioun den 30. Juni 2003 zu Saarbrücken huet dat Dokument entgéintgehall. Eng zentral Iddi war deemools d'Schafe vun interregionalen Agencen an de Beräicher Tourismusmarketing, Héichschoulen a Fuerschung, Wirtschaft a Beschäftigung, Kultur a Méisproochegkeeg an Transport.

Et huet sech awer fréi erausgestallt, dass d'Émsetzung vun esou Agencen aus juristeschen an awer och aus finanziellen Grënn ganz, ganz schwierig géif ginn. Onofhängeg dovunner

konnten awer vill Iddie vun deem Zukunftsbild ëmgasat ginn. Am Tourismusberäich ka sech d'Groussregioun international ganz gutt verkaufen. D'Festungsstad Lëtzebuerg, d'Réimerstad Tréier, d'Völklinger Hütte, d'Place Stanislas, fir nëmme déi ze nennen, déi ergänze sech op eng beandrockend Aart a Weis, fir dat dann och ausserhalb vun der Groussregioun besser ze verkaufen.

D'Universitéit vun der Groussregioun, déi gouf et nach net am Joer 2003. Si wäert ënnert der aktueller Presidence an den nächste Wochen och hire Programm presentéieren. Wirtschaftlech gesinn huet sech do ganz vill geden. D'Groussregioun huet d'Rekonversioin vu Kuel a Stol an eng modern Déngschtleeschungsgesellschaft am Groussen a Ganze ganz gutt gemeeschtert. Och konnten d'Auswirkungen vun der Finanzkris 2008 gemeeschtert ginn.

An der Kultur deet sech vill. Et ginn iwwerall Kooperatiounen. De Plurilinguismus mécht och Fortschritter. Dat aktuellst Beispill ass d'Annonce vum President Patrick Weiten aus der Moselle, fir do en zweete Schengen-Lycée opzebauen. Och dat hu mer haut schonn héieren. De Schengen-Lycée gëtt et jo schonn. Et gëtt och eng Frankräich-Strategie vum Saarland. Dat heescht, do huet sech wierklech ganz, ganz vill geden, fir dem Noper seng Sprooch och ze léieren, fir dass mer besser matenee communiquéere kënnen.

Am Transportberäich ass d'Zuel vun de Privatautoen zanter 2003 natierlech weider geklommen. Awer och d'Zuel vun de Benotzer vum öffentliche Transport ass substanzell geklommen zanter 2003! Mir kennen do alleguer d'Eerausforderungen - ech hunn och schonn e bësschen doriwwer geschwat -, déi sech an deem Beräich stellen. A wéi gesot, de Minister François Bausch wäert do och eng Konferenz zu deem Thema organiséieren.

Da muss ech hei awer nach eng Remarque maachen. Ech géif gären ënnerscheeden tëschent deem, wat d'Lëtzebuurger Regierung bilateral mécht, an dann deem, wat d'Presidence vun der Groussregioun eben ënnert der Lëtzebuurger Presidence elo mécht. Dat ass kee Widdersproch, dat ergänzt sech am Fong ganz gutt. Mir hu gemeinsam Kabinetsséizunge mam Saarland, mat Rheinland-Pfalz, mat der däitschsproocheger Communautéit vun der Belsch, mä awer och an der Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière, an natierlech och d'Gäichel mat der Belsch. Do behandle mer natierlech regelmeisseg och ganz vill Sujeten, déi mat Grenzgänger a mat all deenen Aspekter vun der Kooperatioun an der Groussregioun ze dinn hunn.

D'Presidence wëllt, wéi gesot, no beim Bierger sinn. Duerfir wäert de Réseau vun de Mediateuren och méi eng grouss Opmierksamkeet kréien. Den neie Mediateur vun der Chamber wäert d'Aarbechte koordinéieren. An deemselwechte Geescht wäert d'Presidence och mat der d'Task force frontaliers zesummeschaffen, déi zu Saarbrücken installéiert ass. Déi Task force schafft juristeschen an administrativ Léisungen aus fir d'Frontalieren, mä awer och fir d'Betriber, déi Grenzgänger ebe beschäftegen.

Beräicher, déi hei am meeschte behandelt ginn, sinn d'Aarbechtsrecht, d'Ausbildung a sozial a Steierfroen. D'Zil ass eng Verbesserung vun der Mobilitéit vun de Salariéen an engem grenziwwerscheidenden Aarbechtsmaart. Ech sot et: Ee Fokus vun der Lëtzebuurger Presidence an der Groussregioun ass a bleift den öffentliche Transport. Mä awer och zum Beispill den Dossier vun de Soins partagés wäert e Sujet ginn.

Dann ass gesot ginn, den Numm vun der Groussregioun: Effektiv hate se ënner saarländescher Presidence scho probéiert, en aneren Numm ze fannen. Dat war awer net gaangen. Et ware 6.000 Proposen, mengen ech, erakomm, a bei deene 6.000 war awer keng richtig derbäi apparement. Ech mengen, do kann den Här Haldorf méi nach dozou soe wéi ech selwer. Ech sinn awer och där nämlechter Iwwerzeugung: Mir brauchen en aneren Numm. Virun allem ass dat ganz kloer ginn dee Moment, wou d'Région Grand Est komm ass, déi sech am Ufank och Grande Région genannt huet. Du wousst kee méi, vu wat mer nach iwwerhaupt géife schwätzen: Schwätze mer elo vun der Grande Région Frankräich oder schwätze mer vun eiser Grande Région?

Duerfir, ech sinn absolut d'accord. Mir wäerten ënner Lëtzebuurger Presidence dat och probéieren. Dat Schwieregst ass net, en Numm ze fannen. Dat Schwieregst ass, dass jiddweree sech eens ass iwwer een Numm. Mir schaffe schonn dorunner, scho méi laang, a mir wäerten och do weider dru schaffen, fir vläicht am beschten en Numm ze fannen, deen en Numm ass, deen dann op Däitsch an op Franséisch



och d'nämlecht ass. Well dat ass näämlech eng aner Problematik, dass, wann een dat dann zum Beispill géif iwwersetzen, dat dann ëmmer eppes ganz anescht ers gëtt.

D'Schüler am Beetebuerger Park, dat hunn ech gesot. Ech mengen, et ass wichteg, dass een d'Sproochen am Alldag lieft, dass d'Kanner och mierken, firwat se Sprooche léieren, dass déi och zesummewuessen. Dir hutt d'Fro gestallt vum Programm vun der Groussregioun. Deen ass optional am Geosours op Deuxième. Dat heescht, de Geosproff kann op Deuxième decidieren, d'Groussregioun do a sengem Programm ze behandelen, hie muss awer net. Et ass en optionelle Punkt am Programm op der Deuxième.

D'Atomzentralen, dat hunn ech och gesot. An den Dag vun der Groussregioun, deen ass 2018 virun Ouschteren an d'Thema wäert sinn „Explore Luxembourg“.

Voilà. Ech mengen, elo op alles geäntwert ze hunn. Madamm Presidentin, wann Der erlaabt, nach e Wuert zur Motioun.

Motion 1

Also Dir gesitt, mir hunn e ganz etofféierten, grouss Programm. Dee geet queesch duerch all d'Ministèren, déi dës Regierung huet. Duerfir mengen ech, dass déi Motioun superfétatoire ass. Mir maachen dat alles, wat gefrot gëtt. Mir sinn do der Chamber e bëssen zevirkomm oder der Motioun emol zevirkomm.

Wéi gesot, ech soen nach eng Kéier dat, woumat ech ugefaangen hunn: Mir sinn alleguer

Bierger vun der Groussregioun. Ech mengen, Fréiseng ass och net wäit ewech vun enger Grenz. Do misst een d'Groussregioun e bësselche spieren op déi eng oder aner Aart a Weis, mä awer och am Rescht vum Land. An duerfir versprechen ech lech, dass mir am Ministère vun der Groussregioun ganz aktiv wäerte schaffen, fir och an zwee Joer ganz konkret a flott Projekte realiséiert ze hunn, éier dass mer dann déi Présidence un d'Saarland wäerte weiderginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Merci un d'Madamm Minister. Mir hätten am Prinzip elo den Tour vun all de Riedner gemaach. Ech weess net, ob den Här Halsdorf nach eppes wëllt soen zu senger Motioun. Dir hat et zwar schonn ugedeit, mä bon, si ass kloer. Mä wann Der nach wëllt e Wuert soen?

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), interpellateur.- Zur Motioun kann ech nach eng Kéier soen, dass d'Iddi dran ass, fir e Plan d'action ze maachen. E Plan d'action, dat setzt viraus, dass een d'Zusammenhäng gesäit vun deenen Aktiounen. Ech muss soen, et gëtt munches gemaach an der Groussregioun, mä ganz oft huet een d'Gefill, dass emol hei eppes gemaach gëtt, do e bëssen, alles ad hoc. Et ass kee richtige Schema do. A mir hätten eis gewünscht, dass dat eben e Ganzt wier. Dat ass net de Fall. Oder mir gesinn dat also esou, dass dat nëmme kéint realiséiert ginn iwwer e Plan d'action. An duerfir menge mer och, mir sollten déi Motioun hei stëmmen, ofstëmmen.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Gutt. Merci. Ech hu gesinn, formell ass se an der Rei. Ech géif da proposéieren, mir stëmmen doriwwer of.

(Interruption et exclamations)

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- D'Madamm Minister hat scho Stellung dozou geholl. Si fënnt am Prinzip, dass se superfétatoire ass, well si seet, de Programm vun der Regierung géif dat alles ofdecken, wat an der Motioun drasteet.

Also, wëllt nach iergendeen d'Wuert huelen? Well soss, géif ech mengen, stëmmen mer of. Gutt.

(Concertation interne)

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op.

(Concertation interne)

Sou, de Vott ass ofgeschloss.

Resultat: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentounen. Domat ass déi Motioun dee Moment net ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge

Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

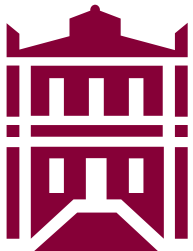
MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung. Dir wësst, et ass d'nächst Woch Sitzung dën-schdes, den 21., mëttwochs, den 22. an doneschdes, den 23. Mäerz, mat engem ganz chargéierte Programm. Ech bieden lech allequerten, massiv präsent ze sinn, fir dass mer kënne viru gutt schaffen.

An da maachen ech fir haut d'Sitzung zou a soen lech allequerte Merci.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Nomination d'un médiateur
 - Vote secret sur les candidats au poste de médiateur
- 6854 - Projet de loi ayant pour objet
 - le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;
 - les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
 - Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs
 - Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton
 - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sézung op a froen d'Regierung, ob se

niewent där grousser Kommunikatioun och nach eng kleng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Elo net direkt, Här President.

2. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Da wollt ech lech just informéieren, dass, wéi gewinnt, d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert ass, an d'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sézung vum Rôle gestrach gi sinn, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaange sinn. D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sézung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 mars 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et le projet de révision de la Constitution suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

6087 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.11.2009

Retrait: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 17.03.2017

5339 - Projet de révision des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 04.05.2004

Retrait: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 17.03.2017

3) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

768 - Demande de pétition publique: Légalisation du cannabis pour les maladies chroniques

Dépôt: M. Kevin Raach, le 19.01.2017

769 - Demande de pétition publique: Les membres de familles ne doivent pas restituer le RMG des parents ou d'un conjoint

Dépôt: M. Fabio Santos, le 21.01.2017

770 - Demande de pétition publique: Fin aux abus des contrats de travail intérimaire

Dépôt: M. Fabio Santos, le 21.01.2017

771 - Demande de pétition publique: Pour une reconnaissance du crime d'écocide (destruction d'un écosystème sur un territoire donné, capable de menacer la survie et le bien-être des générations présentes et futures) et tenter d'assurer aux êtres vivants un environnement sain.

Dépôt: M. Marc Lacombe, le 22.01.2017

772 - Demande de pétition publique: Fir gratis Kondomer an de Schoulen

Dépôt: M. Bob Schroeder, le 18.01.2017

773 - Demande de pétition publique: La langue luxembourgeoise obligatoire dans le secteur des services publics (Docteurs, Hôpitaux, Pharmacies, bureaux administratifs)

Dépôt: M. Norman Schneider, le 26.01.2017

774 - Demande de pétition publique: Drastische Erhöhung der Bußgelder für einen Rotlichtverstoß - Radarüberwachung von großen / gefährlichen Kreuzungen mit gleichzeitiger Abschaffung des Gelblichtverstoßes

Dépôt: M. Frederic Becker, le 29.01.2017

775 - Demande de pétition publique: Manifest für sichere und gesunde Drogenpolitik in Luxemburg und Europa

Dépôt: M. Xavier Thill, le 31.01.2017

776 - Demande de pétition publique: Plus de budget pour les jeunes athlètes du Grand-Duché

Dépôt: M. Claudio Nunes Dos Santos, le 01.02.2017

777 - Demande de pétition publique: Modification de l'âge limite des enfants pour accéder à l'éducation précoce ou au cycle 2 de l'enseignement fondamental

Dépôt: M. Abderrahim Dyb, le 26.01.2017

778 - Demande de pétition publique: Pour beaucoup moins de temps d'attente des enfants aux urgences à la clinique (souvent de 3 à 4 heures actuellement pour des enfants malades et leurs parents)!



Dépôt: M. Steve Colin, le 02.02.2017

779 - Demande de pétition publique: Pour une gare CFL correcte à Esch

Dépôt: M. Pascal Dussausaye, le 04.02.2017

780 - Demande de pétition publique: Interdiction d'entrée au pays pour Donald Trump

Dépôt: M. Eric Nepgen, le 05.02.2017

781 - Demande de pétition publique: Contre la réduction des prestations de la caisse dépendance

Dépôt: Mme Viviane Elise Jeannette Salvestrin, le 13.02.2017

782 - Demande de pétition publique: Erweiderung von de gesetzleche Lëtzebuerger Feierdeeg Augmentation du nombre de jours fériés légaux luxembourgeois

Dépôt: M. Edoardo Tiberi, le 14.02.2017

783 - Pétition ordinaire: Pour une application de régimes fiscaux visant à encourager l'achat d'un véhicule écologique à tout propriétaire d'un tel véhicule, sans exclusion en fonction de la date d'achat ou de la durée/échéance du contrat de location longue durée.

Dépôt: M. Benoît Ernst, le 09.02.2017

784 - Demande de pétition publique: Toutes les personnes divorcées ou séparées ont les mêmes droits aux mêmes montants qu'un couple résidant au Luxembourg.

Dépôt: M. Gérald Delvallé, le 15.02.2017

785 - Demande de pétition publique: Non à l'initiation au français à la crèche et au cycle 1 et Non à l'apprentissage du français oral au premier trimestre du cycle 2.1

Dépôt: M. Jacques Dahm, le 15.02.2017

786 - Demande de pétition publique: Droit à la pension et à un travail adéquat afin de ne pas être radié du jour au lendemain sans aucune raison

Dépôt: Mme Maria Izabel Rodrigues, le 16.02.2017

787 - Demande de pétition publique: Pour un référendum populaire au sujet de l'autorisation de ratification du CETA

Dépôt: M. Vincenzo Cirilli, le 16.02.2017

788 - Demande de pétition publique: Renouvellement du permis de conduire à partir de 65 ans

Dépôt: M. Adrien Lebrun, le 16.02.2017

789 - Demande de pétition publique: Pétition pour une ou plusieurs Kannerklinik comme il en existe une actuellement à Luxembourg-ville, réparties dans les pays

Dépôt: M. Andrea Spigarelli, le 17.02.2017

3. Ordre du jour

Dann huet d'Präsidentenkonferenz fir dës Woch den Ordre du jour virgeschloen, deen un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un den Här Ausseminister, de Jean Asselborn, deen haut de Mëtte seng Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik mécht. A bei där Geleeënheet wëll ech dann d'Vertrieder vum Corps diplomatique do uewen häerzlech begrëssen. Bienvenue!

An den Här Asselborn huet d'Wuert.

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

► **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Merci villmools, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen alleguerten, zënter menger leschter Ried vu virun engem Joer, wou ech de Constat gemaach hat, dass eis Welt nach méi gespléckt, desorientéiert, geféierlech ginn ass wéi déi Jore virdrun, kann ech haut leider keng Verbesserung feststellen. Ganz am Géigendeel: Mir liewen a villen Hisiichten an enger méi chaotescher Welt. Latent Konflikter, Biergerkricher, Kricher gi weider an neier entstinn, den Terrorismus oder och d'Menace do dervunner ass

omnipräsent, an den Autoritarismus, och an eiser Noperschaft, dee verbreet sech.

Och wann d'Flüchtlingskris an Europa manner akut schéngt ze sinn, stierwe Leit weider am Mëttelmier, an d'Wuerzele vun där Kris hu mer nach ëmmer net richtig ugepaakt. Fortschreter sinn ze erkennen, mä et geet nach laang net duer.

D'Europäesch Unioun stécht weider an enger Existenzkris, an de Brexit mécht d'Saach net méi einfach. Dat ass dat Mannst, wat ee ka soen. Nationalismus, Populismus kommen op ganz ville Plazen an Europa op. Eis Politik schéngt net méi déi richtig Antwerten op d'Froe vun enger Populatioun ze hunn, déi verséichert ass virun den diverse Krisen an och dem Mondialisationsphänomeen.

Et ass effektiv net liicht, fir d'Antwerten ze fannen als Nationalstat iwwer eng Realitéit, déi national Grenze wäit dépasséiert. Duerfir kënnen mer an Europa nëmmen zesummen als Unioun déi grouss Erausforderungen ugoen, fir en Afloss drop ze kréien a gemeinsam Léisunge mat ze fannen.

Mä leider ass dat Zesummeschaffen an der Europäescher Unioun, mä och an der Welt ëmmer méi schwéier ginn. Et gëtt ee regelméisseg kritiséiert, wann een demokratesch Mëssstänn a verschidde Länner vun der Europäescher Unioun ervirhieft.

Ech stinn allerdéngs fest do derzou, well et ass d'Aufgab vun eis Demokraten, d'Grondprinzipie vun der Demokratie an och vun der Rechtsstaatlechkeet ze schützen. An dëser Welt ginn et ëmmer méi Politiker, déi der Meinung sinn, dass se, well se gewielt sinn, also legitim mengen ze sinn, sech duerfir net bräichten un d'Gewaltentrennung ze halen. Si probéieren, d'Pouvoiren ze schwächen, déi hinnen am Wee stinn, oder essenziell Rechter wéi d'Meenungsfräiheet a Fro ze stellen. Do muss reagéiert ginn.

Wa mer dat net maachen, da gi mer Komplize vu Feinde vun enger pluralistescher a vun enger oppener Gesellschaft. Oder mir verstoppen eis ënnert dem Mantel vun der Gläichgültigkeet. Et ass schwéier ze gleewen, dass haut, 60 Joer no der Signature vum Traité vu Roum a méi wéi 70 Joer no der Ënnerzeechnung vun der Charta vun der UNO, erëm Téin falen, déi eis un déi tragesch europäesch Geschicht vu schrecklech Leed erënnere mussen. Dat dierfe mer net zouloossen.

Mir mussen eis all mat allen demokratesche Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, dergéint wieren. Mir mussen eis Fräiheeten an eis Wäerter verteidegen. Mir mussen eis asetze fir de Friddensprojet Europa, fir d'Kooperatioun an d'Integratioun. Dat ass eis Verantwortung vis-à-vis vun de kommende Generatiounen.

D'Erausforderungen, Här President, déi sech der Europäescher Unioun stellen, si weiderhi ganz grouss um soziale Plang, um wirtschaftleche Plang an och um sécherheetspolitesche Plang. D'Victoire vum Donald Trump bei de Presidentschaftswahlen an de Vereenegte Staaten huet dem Rietspopulismus an Europa neien Opdriff ginn. A si wäert och déi transatlantesch Relatiounen virun eng Rei vun neien Erausforderungen stellen.

Wat d'Immigratioun ugeet, hate mer wuel 2016 manner Flüchtlingen an och Migrante wéi dat Joer virdrun, d'Balkan-Route ass méi oder manner - ech soen „méi oder manner“ - zou, mä op der geféierlecher Mëttelmier-Route sinn ëmmer nach Zegdausende vu Leit ënnerwee op der Flucht viru Krich a Misär an op der Sich no enger besserer Zukunft.

Eng weider Ursach fir déi schwierig Situatioun, mer wëssen et alleguerten an der Europäescher Unioun, ass natierlech de Brexit, op deen ech wäert agoen.

Den Opdriff vum Populismus, vum Nationalismus a ville Länner an Europa mécht eis extrem Suergen, och wann no de Wahlergebnisse an Holland nees e bësse méi Erliichterung opkomm ass. D'populistesch Parteie bidden de Leit scheinbar einfach Léisunge fir ganz héichkomplex Problemer. Mä déi Virschléi, déi se virbréngen, sinn aus der Loft gegräff. Se berouen weder op Fakten nach op Realitéite vun der haiteger Welt. Et gëtt mat Feindbilder geschafft, mat Fake News, mat alternative Fakten, wéi wann de Krees net méi ronn, mä véier-eckeg wier.

De Populismus riicht sech géint dee sougenannten Establishment, géint Minoritéiten, géint Flüchtlingen, géint Migranten, géint aner Kulturen, géint aner Reliounen. E berout op der Ofgrenzung an op der Ausgrenzung vis-à-vis vun deenen anere. Rietspopuliste probéieren, d'Viruerteeler, d'Onzefriddenheet, d'Angscht, d'Jalousie vun de Leit ausnotzen, fir doraus politesch Kapital ze schloen. Schold sinn ëmmer déi aner.

Mir mussen alles maachen, fir ze verhënneren, dass d'Populiste sech an eisen demokratesche System verankeren. Si notzen déi demokratesch Weeër, fir un d'Muecht ze kommen. A wann dat hinne geléngt, dann hiewele se de Rechtsstat aus a stellen d'Grondwäerter a Fro.

Mir dierfen déi Gefor beileiwen net ënnerschätzen, Här President. D'Geschicht huet eis geléiert, dass Diktaturen ëmmer dann entstinn, wann de Rechtsstat an d'Grondwäerter ausgehiecht ginn. Hu mer net aus der Geschicht verhalen, dass Populismus an Nationalismus riicht an d'Verdiewe féieren? Mir mussen eis wieren. An dat bedeit och, dass mer erkenne mussen, dass déi Errungenschaften, déi mer an der Europäescher Unioun genéissen, net selbstverständlech sinn. Näischt ass haut nach selbstverständlech! Mir mussen eis asetze fir eis Unioun, fir d'Grondwäerter an de Rechtsstat; net heiansdo, mä all Dag!

An Europa si vill Leit duerch d'Folge vun der Wirtschafts- a Finanzkris direkt beträff. Déi wirtschaftlech Situatioun an der Europäescher Unioun huet sech an de leschte Jore wuel verbessert, mä mir sinn nach ëmmer net iwwert de Bierg. D'Lag a Griichenland, virun allem, mä och an enger Rei vun anere Länner, ass weiderhi ganz bedenklech.

Ech hu vill Verständnis fir d'Suerge vun de Leit an deene Länner. A mir kënnen et net zouloossen, dass déi strukturell Reformen, déi leider ganz oft onsozial an onmënschlech Konsequenzen hunn, just um Bockel vun deene Leit ausgedroe ginn, deenen et souwiso scho ganz schlecht geet. Dat ass ee vun de ville Grënn, firwat mer eng staark sozial Dimensioun an der Europäescher Unioun brauchen.

Dee Standpunkt humer och während eiser Presidence am zweete Semester 2015 vertrueden. An dee Standpunkt vertrieed mer méi wéi jee och haut. Eng staark Europäesch Unioun brauch eng staark sozial Dimensioun. Wa mir an Europa fir eis Bierger wëllen do sinn, wa mir wëllen, dass d'Leit weider un Europa gleewen, da mussen mer an der Europäescher Unioun méi sozial an och méi demokratesch denken an handelen. Dat heescht, dass mir déi sozial Programmer vun der Europäescher Unioun weider ausbaue mussen, besonnesch fir déi Länner, wou d'Strukturreformen déi Äermsten an déi Aarm am meeschten treffen. Dat heescht, dass mer an der Europäescher Unioun méi Verantwortung mussen zesummen droen! An dat heescht och, dass mer méi Solidaritéit an der Unioun brauchen, an dat net nëmme bei Migrationsfroen.

Loosst mech ee Moment op d'Migrationsproblematik agoen! Dir wësst, 2015 huet d'UNHCR, also d'UNO-Flüchtlingswierk, weltwäit 65,3 Milliounen Flüchtlingen an intern Displacéierter gezielt. Dës Ziffer war markant. Et ass déi éischte Kéier zënter dem Zweete Weltkrich, dass esou vill Leit op der Flucht waren. Migratioun ass e komplex Thema. Et ëmgräift vill verschidde Situatiounen: déi vun de Flüchtlinge viru Krich a Verfolgung, déi vun den ekonomesche Migranten, déi vun den illegale wéi vun de legale Migranten.

D'Populiste probéieren ëmmer nees, Amalgamen ze maachen, schwierig Situatiounen ze vereinfachen a vergiessen ze looszen, wat Rechter an och wat Fluchte sinn. Dat kann net eis Approche sinn. Hei geet et fir d'Éischt emol, mir wëssen dat, ëm Mënscheliwwen. Hannert den Zuele geet et ëm Kanner, ëm Männer, ëm Fraen, ëm Familjen.

Déi héich Migrationsfluxen, déi mer 2015 gesinn hunn, haten als Konsequenz, dass Dublin net méi richtig fonctionnéiere konnt, a Schengen wor a Gefor. Doraus huet ee musse Lektionen zéien a kucken, de System fir d'Zukunft ze verbesseren. Et ass net einfach, dat wësst Der alleguerte gradesou gutt wéi ech. Europa brauch eng gemeinsam Approche! D'Sich no europäesche Léisungen ass deen eenzege Wee, fir d'Problematik unzegoen.

D'geografesch Lag vun der Unioun ass esou, dass si no un de Konflikter läit. Et kann een dowéinst och kee Verglach maache mat Politicken, wéi se zum Beispill a Japan oder och an Australien gemaach ginn. D'Europäesch Unioun muss fir d'Flüchtlingen, déi virun deene schlémmsten Zoustänn op eiser Welt forlafen, sécherstellen, dass se den héchsten Niveau u Schutz vun hire Mënscherechter garantéiert kréien, esou wéi d'internationaalt Recht dat och virgesäit. Mir mussen do all, ouni Ausnam, eiser Verantwortung nokommen!

Mä Leit, déi net ënnert d'Konventioun vun 1951 falen a sech illegal an Europa ophalen, mussen och, wéi d'Gesetz et virgesäit, kënnen zrëck an hir Heemecht geschéckt ginn. Dat heescht net, dass mir net weider no Weeër musse sichen, fir legal Migratioun auszebreen. Europa brauch och weider Immigranten. A mir hei zu Lëtzebuerg, Här President, si wuel

am beschte placéiert, fir ze wëssen, wat fir eng wichteg Kontributioun Migranten an eiser Gesellschaft bäidroen.

International gesinn, huet Europa, wat d'Migratioun ugeet, 2016 munches ënnerholl.

D'Deklaratioun EU-Tierkei, mat alle Schwaachpunkten, déi mer jo och hei an der Chamber dacks debattéiert hunn, erlaabt, de Businessmodell awer vun de Schmuggler ze stoppen. Just nach 47 Flüchtlingen den Dag koumen an der Moyenne op de griicheschen Inseln 2016 un. De Mount virun der Deklaratioun waren et der nach 1.700 den Dag; a mir wëssen ënner welke Geforen. Gläichzäiteg sinn 2016 70 Leit an der Agäis ëm d'Liewe komm. 2015 waren et der nach 1.100.

Et gëtt sech an der Europäescher Unioun och d'Fro gestallt, ob an Zukunft d'Dossiere vun den Demandeurs d'asile ausserhalb vun der Europäescher Unioun kéinte behandelt ginn, fir an enger zweeter Etapp op d'Reinstallatioun zrëckzegräifen.

Dëst funktionéiert nëmmen a strikter Zesummenaarbecht mam UNHCR, dem UNO-Flüchtlingswierk. Aus Campen, wéi se de Moment zum Beispill a Libyen bestinn, ass dëst carrément ausgeschloss. Do si mënschenonwierdeg Zoustänn. An deem Kontext wëll ech och kloerstellen, dass et keng sécher Plaz ausserhalb vun der Europäescher Unioun gëtt, wou Refugeen, déi am westleche Mëttelmier, also an Europa, gerett ginn, kënnen zrëckgeschéckt ginn!

Wat d'Migranten ugeet, huet d'Europäesch d'Kommissioun an den europäeschen Ausseendéngscht am Juli éischt Kommunikatiounen publizéiert, fir nei Partneriater mat Drëttsaten opzebauen. D'Kommunikatioun proposéiert eng integréiert Approche, déi verschidde Politicken an Instrumenter mat abezitt, fir d'Migrationsstréim an de Grëff ze kréien. Fir fënnaf afrikanesch Länner goufe sougenannten „Compacts“ ënnerbreet: Niger, Nigeria, Senegal, Mali an och Äthiopien.

Dës Compacts sinn och e Suivi vum La Valette-Sommet, deen am November 2015 ënner eiser Presidence stattfonnt huet. Lëtzebuerg huet sech ëmmer engagéiert, dass de Geescht vu La Valette esou vill wéi méiglech an de Compacts ermëtzefanne wier. Wéi Der wësst „more for more“ wor eist Leitmotiv während eiser Présidence, a mir hunn eis eneresch géint de Prinzip „less for less“, och mat der Géigewier vum Romain Schneider, dem Kooperationsminister, gewiert. Dëst am Bezuch op d'Kooperationshëllef selbstverständlech.

D'Migratiounssituatioun ass natierlech ee Volet, wa mer vun Entwécklungshëllef an humanitärer Hëllef schwätzen, mä mir maache keng Entwécklungspolitik mat deem eenzege Objektiv, d'Migratioun ze verhënneren.

D'Unzuel un Asylmandanten an der Europäescher Unioun bleift mat 1,24 Milliounen Mandanten héich am Joer 2016. Dat sinn der ëmmerhin awer e bësse manner wéi 2015, wou et 1,35 Milliounen waren. Gläichzäiteg sinn déi illegal Grenziwwergäng konsequent zrëckgaangen. Et si ronn eng hallef Millioun Leit illegal iwwert d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun an Europa erakomm. Dat entsprécht nëmme méi engem Drëttel vun dem dramatesche Bild vun 2015.

Duerch d'EU-Tierkei-Deklaratioun wéi duerch méi streng Grenzkontrollen op der ganzer Balkanroute, sinn 2016 och manner Leit illegal duerch Griichenland an d'Europäesch Unioun erakomm. Parallell dozou sinn an Italien 2016 18% méi Leit ukomm wéi dat viregt Joer, wat sech duerch d'Instabilitéit selbstverständlech a Libyen, mä och duerch aner Facteure wéi Konflikter, d'Aarmut, d'Hoffnungslosegkeet um afrikanesche Kontinent erkläere léisst.

Et schéngt mer evident, dass ee Griichenland an Italien net kann eleng looszen. Et ass net richtig, dass déi zwee Länner wéinst hirer geografesch Lag d'Charge eleng ze droen hunn. Verbessert Wiederkonditiounen kënnen och erëm verstärkte Migrationsfluxe mat sech bréngen. Den 19. Mäerz, dat sinn eréischt e puer Deeg hier, eleng si méi wéi 3.000 Leit vun der libescher Küst gerett ginn. Fir 38 Leit ass all Hëllef ze spéit komm. Deeselwechte Weekend sinn och méi wéi 330 Leit erëm op de griicheschen Inseln ukomm.

Lëtzebuerg huet duerfir och 2016 konsequent déi Moossnamen, déi 2015 ënner eiser Presidence op EU-Niveau geholl gi sinn, ëmgesat. Véiermol sinn och eis Experten vum Asyl 2016 an een anert Land detachéiert ginn. Lëtzebuerg huet och Iwwersetzer um Terrain zur Verfügung gestallt an Italien an a Griichenland.

D'Relokalisatioun ass och weidergaangen. Lëtzebuerg huet 2016 167 relokaliséiert Mënschen ugeholl. Lëtzebuerg mécht also seng



Aufgaben. Leider ginn déi relevant EU-Decisiounen net vun allen 28 matgedroen. Verschidde Länner si souguer, wéi Der wësst, virun den Europäesche Gerlichthaff gaangen.

Duerch dëst Virgoe setzt een och déi immens Fortschrëtt am Asyl vun den Italiener a vun de Griichen op d'Spill. Déi zwee Länner iwwerhuelen e groussen Deel vun der Aarbecht an der Europäescher Unioun, wat den Asyl ugeet. An hir Verantwortung ass terribel grouss. D'Hotspots sti fir Sécherheet an deenen zwee Länner, fir ze enregistrieren an och elo d'Asyl-lante konform zum europäesche Recht opze-huelen.

Dëst Fortschrëtt hunn et erlaabt, d'Politik vum illegalen Duerchwénken op een Enn ze bréngen. Mä mir wëssen och, a wéi enge Konditiounen d'Flüchtlingen zum Beispill op de griicheschen Inseln elo an de Campe setzen: primitiv, äusserst primitiv Infrastrukturen, Promiskuitéit a souguer Gewalt, Drogen a Prostitution. Duerfir ass et wichteg, dass hie mat Solidaritéit ënnert d'Aerm gegräff kritt, eng Solidaritéit, déi och fir all eenzelne Flüchtling wichteg ass, deen doduerch nei Perspektiven an engem neie Land gebuede ka kréien. Dat ass d'Gesicht vun engem Europa, dat Gréisst weist.

Fir d'Situatioun besser an de Grëff ze kréien, huet d'Kommissioun 2016 eng Rei Ännerunge fir de gemeinsamen europäeschen Asylsystem proposéiert. Et geet ënner anerem drëm, eng richteg Agence fir den Asyl op d'Been ze setzen. D'Reform vum sougenannten Dublin-Reglement steet och um Programm. Dës Reform ass och fir eis wichteg, well Lëtzebuerg eng grouss Zuel - Der wësst dat, mir hunn dat d'lescht Woch explizéiert - un Dublin-Fäll huet. Leider sinn dës Proposen, déi och e Verdee-lungsmechanismus virgesinn, momentan op Ais, soulaang wéi d'Diskussioun iwwert d'Solidaritéit an Europa ebe weidergeet.

Fakt ass, dass d'Sich no engem Kompromëss an der EU-Migratiounspolitik ëmmer méi schwie-reg gëtt! Am Kontext vun der legaler Awande-rung a Visaliberaliséierung eng wichteg Fro. Hei kënnt et leider och zu gewëssenen Abusen. A mir gesinn dee Phenomeen momentan zum Beispill mat de Balkanstaaten. Duerfir huet den EU-Conseil sech mam Parlament dëse Februar op en neie Suspensionsmechanismus gëe-negt, wann Abusen opkommen.

De 7. März huet den Europäesche Gerichthaff och säin Uerteel gesprach iwwer humani-tär Visaen an do de Memberstaaten eng ge-wësse Marge de manœuvre gelooss, wat den Accord vun dem Visa ugeet.

Am Allgemengen ass den Akzent d'lescht Joer nach méi verstärkt op d'Sécherheetsaspekter vun der Migratioun geluecht ginn, a beson-nesch op zwee Beräicher: d'Sécherung vun de Baussegrenzen an och d'Réckféierungen. D'Agence Frontex ass ënner anerem an hirem Mandat gestärkt ginn do derbäi. En neit Do-kument fir d'Réckféierungen, den EU-Laisser-passer, ass och adoptéiert ginn.

Am Oktober gouf eng gemeinsam Approche mat Afghanistan ënnerholl, déi derzou bäidréit, Réckféierungen ze organiséieren, wann d'Situa-tioun et erlaabt, an d'Land géint de Mënsche-schmuggel staark ze maachen. Donieft gëtt un der Integratioun vun den Zréckgefouerte ge-schafft. Als Immigrationsminister allerdéngs sinn ech mer ganz bewosst, dass déi Réckfé-ierungen an Afghanistan mat ganz vill Virsiicht ze verbanne sinn.

Nëmme wann eng Entlaschtung vum Zoufloss entsteet, wäerte mer och ee Kompromëss fanne kënne fir déi Moosnamen, déi 2016 um EU-Niveau proposéiert gi sinn. Mir hunn all ge-mierkt, dass dat individuell Handele vun een-zelne Länner de kollektiven Acquis op d'Spill setzt.

Ech kann et dofir net oft genuch soen: Solidari-téit muss d'Schlësselwuert an der Europäescher Unioun sinn, an dat net nëmmen an de juriste-schen Texter, an den Traitéen, um Pabeier, mä ganz konkret an der Politik an an der Ëm-setzung vun de Moosnamen, déi zesumme geholl goufen!

Et gëtt kee Wonnermëttel, wat d'Migratioun ugeet. Wat d'EU brauch, ass politesche Wëllen an eng ëmfaassend Approche, déi all déi Aspekter konsideréiert an op Wäerter wéi Op-penheet, Toleranz, Respekt baséiert, an dat an alle Memberstaaten.

Här President, d'Regierung bedauert d'Resultat vum Referendum vum 23. Juni 2016 am Ver-eeenegte Kinnekräich. De Brexit ass am Fong schlecht fir eis alleguer: fir d'Vereenegt Kinnekräich, fir d'Europäesch Unioun an och fir Lëtze-buerg. Mam Brexit gëtt et eigentlech kee Gewënner. D'nächst Woch wëllt d'Vereenegt

Kinnekräich den Europäesche Rot iwwer säi Wëllen informéieren, d'Europäesch Unioun ze verloossen.

Fir dës Entscheedung soll d'Vereenegt Kinnekräich net bestrooft ginn. Dat wëllt kee verstän-nege Mënsch. Mir wëllen an der Unioun, an dat gëllt och fir eis zu Lëtzebuerg, weiderhi gutt Relatiounen mat de Britten. An duerfir setze mer eis och a fir fair an transparent Verhand-lungen. Mä mir mussen awer och oppassen, dass déi 27 Länner, déi an der Europäescher Unioun zesumme wëlle bleiwen, net de Präis bezuele fir eng Entscheedung, déi de brittesche Bierger getraff huet - selbstverständlech net d'Europäesch Unioun -, an och dass déi Länner a kenger Weis benodeelegt ginn. Et wier net acceptabel, dass mer um Enn vun de Verhand-lunge méi schlecht do stéinge wéi d'Vereenegt Kinnekräich.

D'Prozedur vum britteschen Austrëtt ass, wéi Der wësst, am Artikel 50 vum EU-Vertrag kloer festgeluecht. Soubal Groussbritannien dem Eu-ropäesche Rot matgedeelt huet, dass et wëllt aus der Europäescher Unioun austrieden, wat jo elo soll den 29. März geschéien, wäert den Europäesche Rot d'Leitlinie fir en Ofkommen iwwert d'Detailer vum Austrëtt festleeën. D'Verhandlungen wäerten am Prinzip zwee Joer daueren. A wann no zwee Joer keen Accord fonnt ginn ass a wann dësen Delai vun zwee Joer net verlängert gëtt, dann ass d'Vereenegt Kinnekräich net méi an der Euroäescher Unioun.

D'Erklärung vum Europäesche Rot zu 27, also ouni d'Vereenegt Kinnekräich, vum 15. Dezem-ber 2016 ass am Fong e gutt Instrument, wat weider Eenzelheeten iwwert dat internt Verfah-ren an d'Aarbechtmethoden enthält. Dir wësst, dass de President vun der Kommissioun, de Michel Barnier, fréieren Ausseminister an och fréiere Kommissär, als Chef vun de Ver-handlungen designéiert gouf. De Michel Bar-nier kritt ee Mandat vum Rot a rapportéiert och regelméisseg un de Rot. Fir eis ass et wichteg, dass mer an deene Verhandlungen enk mat der Equipp vum Michel Barnier zesummeschaffen. Den Ausseministère wëllt d'Koordinatioun vun de Verhandlungen an enker Zesummenaar-becht mat der Cellule diplomatique vum Stats-ministère a mat eiser stänneger Verriederung selbstverständlech och zu Bréissel.

Mir benotzen duerfir déi bestoend Strukturen an och d'Koordinatiounsmechanismen, de Co-mité interministériel de coordination de la poli-tique européenne. Bei de Verhandlungen zu Bréissel mussen mer oppassen, dass eng Rei vu Prinzipien a Spillregele respektéiert ginn. Ech denken, dass mer kloer mussen wëssen, wéi den Austrëtt vun dem Vereenegte Kinnekräich ausgesäit, ier mer mat de Britten en neie Ver-trag aushandelen. Bis dass d'Vereenegt Kin-nekräich d'Europäesch Unioun offiziell verléisst, gëllt op jidde Fall weider d'EU-Recht, an dat mat alle Rechter a mat alle Flichte vun engem Memberstat.

Ee vun deenen éischte Punkten, déi an de Ver-handlungen ugeschwat mussen ginn, ass natier-lech d'Geld, den EU-Budget. Et ass elo scho kloer, dass déi Verhandlungen extrem schwie-reg a komplizéiert wäerte ginn. Mä en Accord iwwert déi finanziell Ofwécklung vum Brexit ass e Schlëselelement vun britteschen Austrëtt. Dat Vereenegt Kinnekräich muss all seng Ver-pflichtungen am pluriannuelle Finanzkader 2014-2020, wat Groussbritannien jo matge-droen huet, wéi et decidéiert ginn ass, erfëllen. Mir mussen verënnern, dass de britteschen Austrëtt een ze vill grousst Lach an den euro-päesche Budget rappt.

En zweete wichtige Punkt, dee bei de Ver-handlungen erausstécht, sinn d'Rechter vun den europäesche Bierger, déi am Vereenegte Kinnekräich wunnen, an déi vun de Britten, déi bei eis an der Europäescher Unioun wunnen. Et liewen 1,2 Milliounen Britten an der Europä-escher Unioun, an 2,5 Milliounen EU-Bierger liewen a Groussbritannien. Zu Lëtzebuerg wun-nen iwwer 6.000 Britten, an a Groussbritannien wunnen eng 700 Lëtzeburger. An och ëm 1.000 Studente sinn a Groussbritannien op den Unioun ageschriwwen. Hei geet et ëm d'Zuku-nft, wéi mer wëssen, vu ville Mënschen. An ech hoffen, dass d'Bierger net als Verhandlungskapital mëssbraucht ginn. Ech sinn awer zouver-siichtlech, dass mer eis do eens ginn an dass all déi Bierger kënne bleiwen, wou se elo sinn. Dat ass eise gemeinsamen Interêt.

Ee weidere wichtige Punkt ass natierlech de Bannemaart, a méi spezifesch och d'Finanz-déngschtleeschungen. Mir müssen oppassen, dass de sougenannten „level playing field“ fir Lëtzebuerg bestoe bleift, fir dass eis Finanzplaz wettbewerbsfäeg ka bleiwen. Duerfir ass et notwending, dass London deen nämlechte Cadre réglementaire et prudentiel huet wéi Lëtzebuerg an och nom Brexit en equivalent Kader behält. Duerfir ass de System vun den

Equivalenze fir den Accès vun deene verschi-denen Déngschtleeschungen am Finanz-beräich op den europäesche Marché esou wichteg. A mir mussen kucken, dass dee System nom Brexit deenen neie Realitéiten och uge-passt gëtt.

Bei all deem sief gesot, dass Lëtzebuerg ee wichtigen Akteur am Verhandlungsprozess mat Groussbritannien wäert sinn. Mir hu grouss Interessen ze verteidegen, Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Härren, a mir wäer-ten dat och maachen op eng oppen an op eng fair Aart a Weis. Mä mir wäerten eis Positioun mat Hänn a mat Féiss ze verdeedege wëssen. Mir acceptéiere keng faul Kompromësser, déi fir eis a besonnesch och fir d'Finanzplaz Lëtze-buerg zum Nodeel wieren. „No deal is better than a bad deal“ sot d'Theresa May an hirer Ried de 17. Januar. „No deal is better than a bad deal“, dat gëllt och fir Lëtzebuerg.

Här President, 2017 ass e wichtegt Joer fir d'Eu-ropäesch Unioun. Et ass e Joer, dat mat vill Spannung gelueden ass, net zulescht weinst de Wahlen a verschiddene Memberstaten; grou-ser, vläicht awer och méi klenger. Dëst Joer feiere mer och de 60. Anniversaire vun de Ver-träg vu Roum. Deemools viru 60 Joer gouf zu Roum den eigentleche Grondstee vun der Eu-ropäescher Unioun geluecht. Fir dësem Ulass ze gedenken, komme jo déi 27 Stats- a Regie-rungschefen e Samschdeg zu Roum ze-summen, net just fir dat 60 Joer laangt Bestoen - ech mengen, dat ass d'diamanten Hochzäit - vun der Europäescher Unioun ze feieren, mä och fir den Zesummenhalt an d'Solidaritéit tëschent de 27 Memberstaten ze konsolidéie-ren.

Dausende Mënsche sinn an deene leschten Deeg a villen europäesche Stied am Kader vun der Biergerbeweegung „Pulse of Europe“ op d'Strooss gaangen, fir e klere Message fir e gëeent Europa ze senden. Mir brauche méi esou couragéiert Engagementer am Sënn vun der europäescher Iddi. Iddie virun allem elo am Kader vun den Debatten iwwert d'Zukunft vun Europa.

Vergiesse sollt ee vläicht och net, zemools haut, wou d'Europäesch Unioun net an Héchstform ass, de prägende Saz vum Jean Monnet: «Si c'était à refaire, je commencerais par la culture.» Europa a speziell seng institutionell Dimensioun ass dacks och fir Leit, déi schonn 13 Joer derbäi sinn, e schwéier verständleche Plat; fir de Bierger quasi heiansdo onver-daulech. Mä d'Kultur vum Dialog - d'Literatur, d'Molerei, d'Musek zum Beispill - huet ee wesentleche méi déif gräifende Charakter am Vollek, fir gutt ze verstoen, wat zesumme-gehéiert an Europa a wat net därerf ausenaner-gerappt ginn.

Et ass elo ëmsou méi wichteg, dass déi 27 Memberstaten zesummeéckelen an dat Ge-meinsaamt héichhalen. An der Deklaratioun, déi fir de Sommet vun dësem Samschdeg virgesinn ass, wëllen d'EU-Memberstaten op d'Érrungenschafte vun der Europäescher Unioun hiweisen, op de Friddensprojet, deen d'Europäesch Unioun ass, op d'Wäertegemein-schaft, déi mir zesummen opgebaut hunn, an déi d'Réckgrat ass vun eiser Unioun. Dat ass richtig esou. Mir sollten net vergiessen, wat mir zesummen iwwert déi lescht 60 Joer opge-baut hunn, wat Europa bedeit, firwat et steet.

D'Europäesch Unioun ass een eenzegaarten Integratiounsprojet, deen eis Wuelstand, Stabi-litéit, Fräiheet, Fridde bruecht huet, Erasmus a Schengen, Ëmweltschutz, Konsumenteschutz, d'Wirtschafts- a Währungsunioun zum Beispill. Dat sinn alles Acquis vun engem gëeenten Eu-ropa. An dorobber hu mer e Recht, och houf-reg ze sinn.

Dat heescht selbstverständlech net, dass mer net mussen kritesch an d'Zukunft kucken, an eng Zukunft ouni Vereenegt Kinnekräich. Mir mussen kloer Prioritéite festleeën an dobäi dat am A behalen, wat fir de Bierger wichteg ass: Sécherheet virun allem an Europa an ëm Eu-ropa, gutt nohaltege Aarbechtsplazen, d'Of-séchere vun eisem Wuelstand an och vun der sozialer Maartwirtschaft.

An der Deklaratioun vu Roum sollen doriwwer eraus och un d'Grundwäerter vun der Unioun an un d'Grundprinzipien erënnert ginn, ouni déi en Ëmsetze vun deene praktesche Priori-téite vun der Europäescher Unioun net gelänge kann. Dozou gehéiert virun allem de Prinzip vun der Solidaritéit. Ouni dass d'EU-Member-state sech ënnerenee solidaresch verhalten, an och géigeniwwer deene Mënschen, déi bei eis kommen, well se virum Krich an der Verfol-gung flüchten, komme mir net weider.

Eng Solidargemeinschaft entsteet awer net vun haut op muer. Si entsteet opgrond vu groussen Ustrengungen an der dagdeeglecher Zesum-menaarbecht. Si entsteet och a Krisensituatiou-nen, an Zäite vun Ëmbréch, wéi mer se mo-

mentan gesinn. Am Kader vun de Virberee-dunge fir de Sommet zu Roum huet d'Euro-päesch Kommissioun, wéi Der wësst, viru Kuer-zem e Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun der Eu-ropäescher Unioun presentéiert. An deem Wäissbuch schléit de Jean-Claude Juncker jo fënnef Zeenarie vir. Wann een déi eenzel ënner-sicht, da muss ee feststellen, dass e puer vun hinnen am Fong fir Lëtzebuerg net a Fro kom-men. Just einfach virumaachen wéi bis elo, ouni weider Reflexiounen oder Changementer, dat schéngt mer kaum dee richtege Wee ze sinn.

Ech ka mer och net virstellen, dass d'Euro-päesch Unioun sech just op de Bannemaart géif reduzéieren. Op där anerer Säit ass den Zeenario, dass d'Europäesch Unioun méi ge-meinsam handelt wéi bis elo. Fir Lëtzebuerg och sécherlech ganz wëschenswäert an och d'Idealvirstellung. Mä en ass net realistesch, well et gëtt leider eng ganz Rei vu Member-staten, déi dat guer net esou wëllen.

Et bleiwen dann zwou Optiounen, déi méig-lech sinn an déi een, a mengen Aen, och ganz gutt matenaner verbanne kann: Een Europa mat verschiddene Vitessen an een Europa wat manner mécht, mä dass et dat, wat et mécht, besser mécht. Esou een Europa vun de ver-schiddene Vitessen ass an dierf keng Provoka-tioun géint Länner aus dem Oste vun der Unioun sinn. Am Géigendeel, et soll Ustéiss ginn, fir d'Europäesch Unioun weiderzebrén-gen, an all Land ka sech entweder direkt oder, en cours de route, spéider uschlëssen.

Wann ee sech d'Erausforderungen ukuckt, virun deene mer stinn, da kënnen eis Uspréch vun enger méi enker Zesummenaarbecht guer net héich genug sinn. Nëmme wa mer zesum-meschaffen, kënne mer als Europäesch Unioun laangfristeg eis Interesse verteidegen. D'Ge-wiicht vun Europa an der Welt hält of, sief et wat d'Wirtschaft ubelaangt oder och d'Poten-zial vun eiser Bevëlkerung. D'Spannungen um internationalen Niveau huelen zou an a villen Deeler vun der Welt gëtt operéiert. Europa vun haut, esou wéi mer et kenne mat senger fort-schrëttleche Sozialsystemer, sengen héije ge-sellschaftleche Standards, kënnt ëmmer méi, am Fong, ënner Drock. Nëmmen duerch d'Ze-summenhalen, duerch d'Zesummenaarbecht kënne mer deenen Tendenzen entgéintwier-ken, an zentrale Froen um internationalen Ni-veau mat entscheiden an dat, wat mer bis elo erreecht hunn, laangfristeg dann och ofséche-ren.

D'Unioun muss sech och weider duerfir aset-zen, dass d'Grundprinzipie vun der Rechtsstaat-lechkeet, ech hunn et scho gesot, agehale ginn. Mä Dir wësst hoergenee, dass hei Man-koe bestinn. Ouni dass awer dës Prinzipien, esou wéi se am Traité festgeluecht sinn, an alle Memberstate respektéiert ginn, kann d'Euro-päesch Unioun laangfristeg net als een Zesum-meschloss vu modernen nationale State funk-tionéieren.

D'Europäesch Unioun ass als eng Wäertege-meinschaft gegrennt ginn. An dobäi muss et och bleiwen. De Respekt vun de Kopenhagener Kritäre vun 1993 ass net eleng beim Antieren an d'Europäesch Unioun entscheedend. Si sinn och konstant an zu honnert Prozent ze respek-téieren an der Dauer, wou ee Member ass vun der Europäescher Unioun.

D'Initiativ vun der Europäescher Kommissioun am Domän vun der Rechtsstaatlechkeet iwwert d'Situatioun a Polen huet sech bis elo net aus-bezueelt. Et si keng Resultater erbruecht ginn.

Déi aktuell Hürde fir d'Prozedur vum Artikel 7 vum Lissabonner Vertrag, déi streng, ganz streng Sanktiounen géint e Memberstat vir-gesäit, deen d'Prinzipie vum Rechtsstat net méi richtig respektéiert, si ganz héich. Anerersäits kann d'Europäesch Unioun net einfach noku-cken, wéi hir Grondprinzipie mat de Féiss ge-tréppelt ginn. D'Unioun muss sech also déi néi-deg Mëttel an adequat Instrumenter ginn, fir d'Prinzipie vum Rechtsstat ze schützen.

Aus menger Siicht därerf de Conseil, de Minis-terrot also, weder d'Kommissioun nach d'Euro-paparlament am Stach loosson. Am Conseil mussen méi Stëmme sech bemierkbar maachen, fir ze verdäitlechen, dass een an engem EU-Memberstat weder d'Gewaltentrennung nach d'Pressefräiheet, nach d'Onofhängegkeet vun der Justiz kann afferen, fir der Ideologie vun enger Regierungspartei fräie Laf ze loosson.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet all Ini-tiativen an deem Beräich voll a ganz ënner-stëtzt a mer wäerten dat och an Zukunft maachen. Mer gehéieren zu deene Memberstaten, déi sech als Frënn vum Rechtsstat ganz beson-nesch aktiv fir de Respekt vun der Rechtsstaat-



lechkeet an Europa asetzen. Mer ënnerstëtzen och d'Initiativ vun de Frënn vum Rechtsstat, fir een „peer review“-Mechanismus am Rot vun der Europäescher Unioun ze schafen, deen et de Memberstaten erméiglecht, een A op d'Situatioun vum Rechtsstat an deenen eenzelne Memberstaten ze halen.

Mir brauchen en Europa, dat nach méi no bei de Bierger ass. Mer brauchen en Europa, dat méi sozial ass a wou déi sozial Dimensioun niéft der wirtschaftlech-finanzieller Dimensioun hir berechtegt Plaz huet. Wa mer dat net fäerdegbréngen, da verléieren d'Bierger hiert Vertrauen an Europa. Fir virunzekommen, muss d'Europäesch Unioun haut méi Asaz beweisen, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet néideg war. Lëtzebuerg setzt sech duerfir um europäeschen Niveau an. Mer versichen, mat deenen, déi esou denke wéi mir, méi enk zesummenzeschaffen. Europa ass um Enn dat, wat seng Memberstaten draus maachen. D'rop soll sech also all eis Energie konzentréieren an duerfir ass et selbstverständlech och net ze spéit.

Wat déi wichteg Sujeten ugeet, déi an den nächste Méint um europäeschen Niveau op eis duerkommen - ech denken dobäi un de Brexit, un déi zukünfteg Relatioun mam UK, awer och un d'Zukunft vun der Europäescher Unioun -, huet d'Regierung wëlles, ganz enk mat der Chamber zesummenzeschaffen. Beim Brexit zum Beispill sinn ech selbstverständlech bereet, d'Aarbechte vum Ministerrot, wat de Conseil affaires générales wäert sinn, an der Chamberskommission virzedroen an zur Diskussioun ze stellen, grad esou intensiv wéi mer dat och zum Beispill mam Handelsvertrag mat Kanada gemaach hunn.

Datselwecht gëllt och fir déi grouss Achsen a Saachen zukünft vum der Europäescher Unioun, déi no de Festivitéite vu Roum ustinn, zum Beispill déi sozial Dimensioun vun Europa, d'Wirtschafts-, d'Währungsunioun an och d'Zukunft vun der europäescher Verdeedegung.

Här President, och wann de Chômage an déi sozial Prekaritéit an der Europäescher Unioun ze héich bleiwen, gëtt et trotzdeem Liichtblécker opgrond vun Entwécklungen, déi d'Europäesch Kommission Miët Februar publizéiert huet. Deemno wieren 2016, 2017 an 2018 d'Ekonomië vun all den europäesche Memberstaten déi éischte Kéier zënter zéng Joer erëm um wuessen. De Wirtschaftswuesstum an der Europäescher Unioun soll dese Prognosen no 2016, 2017 an 2018 ëm 1,8% klammen an d'Statsverschëldung vun den EU-Memberstate soll progressiv erofgoen. Dëst wäert e positiven Impakt op d'Aarbechtsmärchen an och op d'Chômagetaxen an der Europäescher Unioun hunn.

Mä trotz dësen éischter positive Previsiounen huet d'Europäesch Kommission ganz recht, wa se seet, dass et weiderhi gëllt, virsichteg ze sinn, well mer eis a politesch ganz onstabillen Zäite befannen, dëst ënner anerem duerch d'Wahlen a sëllegen europäesche Länner dëst Joer, de Brexit natierlech, awer och déi nei US-Regierung, déi sech nach a ville wichtege Beräicher positionéiere muss.

Et gëllt also, déi europäesch Wirtschaft weiderhin ze konsolidéieren, fir se méi resistent vis-à-vis vun externe Schocken ze maachen. An deem Kontext setzt Lëtzebuerg sech och weiderhi fir eng nei Verstärkung, Stabiliséierung a Verdéiwing vun der Wirtschafts- a Währungsunioun an. Eng staark a gutt fonctionnéierend Wirtschafts- a Währungsunioun dréit dozou bäi, fir d'europäesch Ekonomie besser op d'Zukunft ze preparéieren, se méi krisefest ze maachen a fir de Risiko vun enger neier Wirtschafts- a Finanzkris ze reduzéieren. Si gehéiert zu enger vun de wichtigste Baustelle vun der Europäescher Unioun an et wier e Feeler, hir Finalisatioun ze vernoléisegen. Soulaang dëst nach net fäerdeggestallt ass, bleift d'Eurozon an d'Europäesch Unioun am Allgemengen e Chantier, deen nach net fäerdeg ass. Mir sinn duerfir gespaant op d'Virschléi zur Weiderentwécklung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun vum EU-Kommissionspräsident, déi dese Mount solle virgestallt ginn.

Et kann een der Meinung sinn, dass d'EU-Memberstaten nach däitlech méi Efforte maache müssen, fir dës Wirtschafts- a Währungsunioun ze verdéiwen. Lëtzebuerg plädéiert hei fir eng Approche an Etappen, déi keng Anneerung vun den Traitée fuerdert. Et geet global dobäi net just ëm eng grondsätzlech Verdéiwing vun der Banken- a Kapitalmaartunioun. Déi laangfristeg Kreatioun vun enger gemeinsamer europäescher Garantie des dépôts an enger Verdéiwing vun der Fiskalu-

nioun si wesentlech Piliere vun enger stabiller Wirtschafts- a Währungsunioun. Mä dëst setzt erëm e Minimum un europäescher Solidaritéit viraus. An ech gesinn, dass mer do a ville Politikberäicher an der EU net richtig virukommen. Eng Verstärkung vun der sozialer Dimensioun an der Europäescher Unioun géif zu deser Dynamik doudsécher bäidroen.

Am Kontext vun der Wirtschafts- a Währungsunioun däerfe mer also e ganz wichtigen Aspekt net vergiessen, ee fundamentaalt Element vun de Wäerter, déi d'Europäesch Unioun definéieren, a vun deem Lëtzebuerg e stolzen an iwwerzeegte Vertrieeder ass, nämlech d'sozial Dimensioun. Si war ëmmer schonn en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Europapolitik a mir konnten hir am Kader vun de Prioritéite vun eiser Presidence 2015 eng ganz besonesch Visibilitéit verschafen a se domat ganz uewen op d'Agenda vun der Europäescher Unioun schreiwen.

D'lescht Joer ass de sozialen Dialog nees ganz staark relancéiert ginn. A mer müssen all Efforte maachen, fir d'Objektiver vun der Strategie Europa 2020 ze erreechen. Fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ze assuréieren, ass et wichteg, dass bei all budgetärer oder wirtschaftlecher Entscheedung de sozialen Impakt en ausschlaggebende Facteur ass. Ech ginn ee Beispill: Wa mer d'Zuele vum Jugendchômage an Europa kucken, ass et ganz kloer, dass mir effizient Mesurë müssen ergräifen, fir d'Situatioun ze verbessern. Virun allem am aktuelle Kontext, wou euroskeptesch Stëmmen a ville Länner ëmmer méi haart ginn, musse mer eis duerfir asetzen, dass mir mat den zukünftigen europäeschen Investissementer eng sozial an eng nohalteg Zukunft opbauen, déi der jonker Generatioun Hoffnung a virun allem och Vertrauen an den europäesche Projet gëtt.

An der europäescher Handelspolitik si jo déi lescht Joer eng Rei vun zukunftsweisenden Entscheedungen geholl ginn. An ech wëll hei der just zwou erausgräifen, an zwar zum engen d'Ënnerschrëft vum CETA an zum aneren d'Reform vun den Antidumpingsinstrumenter, mat deenen d'EU sech besser géint onfair Handelspraktike wiere kann.

Iwwer CETA ass, an do mengen ech, si mer eis eens, zu Recht hei ganz vill diskutéiert ginn, och hei an dësem Haus. D'Chamber wäert natierlech och weider d'Geleeënheet kréien, sech mat deem Accord kritesch ausenanesetzen. Ech wëll op deser Plaz net méi op déi sëllegen Argumenter agoen, déi mer ausgetosch hunn. Mä ech wëll awer festhalen, dass an Zäiten, wou anerer iwwer Grenzen nodenken, där aus Bëton an där méi subtiler, mä duerfir net manner geféierlecher, d'Europäesch Unioun et fäerdegbruecht huet, zesumme mat engem ganz wichtege Partner zu engem Ofschloss ze kommen, dee Moossstief setzt; Moossstief, wann et drëm geet, dem Diktat vun enger ëmmer nëmmer op dee kuerzfristige Profit ausgerichter Globaliséierung d'Primat vun der Politik entgëntzesetzen. Ech bleiwen an déifster Iwwerzeegung bei deser Thees.

Eng progressiv Handelspolitik ass elementaire, fir eis europäesch Wäerter an enger Welt ze behaapten, an där d'wirtschaftspolitescht Gewicht vun der Europäescher Unioun tendenziell ofhëlt. Eng Welt, an där den technologesche Wandel d'Gewunnechten a Fro stellt, an domadder och d'Ufuerderungen un d'Leit méi grouss ginn. Mä mer sollten och net mengen, dass de fräien a fairen Handel - béides ass a mengen Aen ontrennbar matenee verbonden - ee Wonnermëttel ass, dat déi méi negativ Auswierkunge vun der Globaliséierung kann ausgläichen. Duerfir brauch een d'Zusammespill vu verschiddene Politikberäicher an Instrumenter um nationale Plang wéi och um europäeschen Niveau. Nëmmen da wäert et eis geléngen, d'Verännerunge vun der Gesellschaft mat de Virstellungen vun der Gemeinschaft erëm an Aklang ze bréngen.

Fräien a fairen Handel heescht och, dass mir eis als Europäesch Unioun zesumme mat anere Partner Regele ginn, fir dësen Handel ze steieren. Mä et geet net duer, dass dës Regele matbestëmmt ginn. Si müssen och ëmgesat an agehale ginn. An dorunner happert et leider an der Praxis. Dowéinst musse mer eis déi néideg Mëttele ginn, fir derfir ze suergen, dass eis Betriber net benodelegt gi vun anere Länner, well se net deeselwechten Zougang op dese Marché kréien, wéi deen, dee mir als EU ubidden, oder benodelegt ginn, well aner Länner hir Produkter, déi heiansdo och aus Iwwercapacitéiten entstinn, zu Präisser ubidden, déi net kauscher sinn. An der Sprooch vum fräien Handel schwätze mer da vun Dumping.

Selbstverständlech müssen eis Mëtzel honnertprozenteg vereinbar si mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC. D'OMC ass, niewebäi gesot, deen eenzeg internationalen Gremium, deem sech d'USA bis elo stellen.

Dat erkläert, firwat mir als Europäesch Unioun zweemol prüwen, ob eis Antidumpingsinstrumenter nach konform sinn zu dese Regele. Dowéinst huet d'Kommission um leschte Joer e Virschlag fir eng Reform vun den Antidumpingsregelen op den Dësch geluecht, wou mir als Lëtzebuerger Regierung der fester Iwwerzeegung sinn, dass en an déi richteg Richtung geet. Wann dës Aarbechten ofgeschloss sinn, an dat kéint schonn am Laf vun den nächste Méint sinn, da setzt d'Europäesch Unioun e staarkt Signal, dass d'Verdeedegung vun den europäesche Betriber géint onfair Handelspraktiken - a mer schwätzen hei vun Honnerttausende vun Aarbechtsplazen, déi kéinte verluer goen - am Aklang steet mat de Regele vun enger fairer a fräier Welthandelsuerdnung.

Wéi Der wësst, Här President, war 2016 ee mouvementéiert Joer fir d'Tierkei. De Versuch vun engem Coup d'État de 15. Juli huet d'Fundamente vun der tierkescher Demokratie gëreselt. Mir all konnten eis net virstellen, dass am 21. Jorhonnert an engem EU-Bäitrittsland eng demokratesch gewielte Regierung duerch ee Militärputsch kéint ofgesat ginn. Mir hunn dëst Virgoen op d'Schäerfst condemnéiert an eis Sympathie a Solidaritéit mam tierkesche Vollek ausgedréckt, dat op d'Strooss gaangen ass, fir seng Demokratie ze verteidegen.

D'EU huet kloer gemaach, dass si hannert der Tierkei stoung, wéi et drëms goug, d'constitutionnel Uerdnung nees hierstellen. Mir waren ëmmer solidaresch mat dem tierkesche Vollek an Hisiicht op terroristesch Attentater. Nächst kann esou Attacke justifizéieren. Mä mir kënnen net averstane si mam Virgoe vun der tierkescher Regierung an hirer Reaktioun op de Coupversuch.

Am September, wéi den tierkeschen Ausseminister Çavusoglu am Conseil de l'Europe zu Stroossvueg versprach huet, fir mam Conseil de l'Europe zesummenzeschaffen, hat ech mer grouss Hoffnungen gemaach. Mä d'Evolutioun zënterhier an der Tierkei kënnen mer net méi acceptéieren. Et ass net vertriebar, dass d'Grondrechter vun de Bierger esou bafouéiert ginn.

Méi wéi 100.000 Leit goufen hirer Fonctioun enthuwen. Dausende Leit goufen an de Prisong gesat, dorënner, wéi Der wësst, Journalisten an och gewielten Deputéierten. Medien, ONGen a Schoule goufen zougemaach. D'Mënscherechter an d'Demokratie gi mat Féiss getréppelt. De President Erdoğan huet proposéiert, d'Doudestrof erëm anzeféieren. Dat ass natierlech net acceptabel, dat ass eng rout Linn, déi definitiv net därer iwwerschritt ginn.

Jo, d'Tierkei an d'Europäesch Unioun brauche sech géigesäitig als Partner an der Migrationspolitik. Jo, d'Tierkei ass e wichtigen NATO-Partner an ee wichtigen Akteur an der internationaler Politik. Mä d'Positiounen, déi den tierkesche President an deene leschte Méint bezunn huet, sai Virgoen a Saachen Demokratie, Rechtsstat a Mëscherechter, kënnen mir net einfach esou unhuelen. Duerfir war et eng richteg Entscheedung vun der Europäescher Unioun, fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Tierkei am Kader vun de Bäitrittsverhandlungen zrëckzeféieren. Der wësst, d'Verhandlungsgesprécher sinn och de facto ënnerbrach.

D'Evenementer vun de leschten Deeg wäerte wuel och Spuere loosse an der Verhältnis tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei. Ass ee sech eigentlech an der Tierkei wirklech (veuillez lire: net) bewosst, dass mat deem Gejätz iwwer Faschismus a Reliounskricher an der Europäescher Unioun de Risiko ganz grouss ass, dass domadder all diplomatesch Kultur zerschloe gëtt?

Ass ee sech net bewosst, dass de wirtschaftlechen a soziale Fortschritt an der Tierkei zum groussen Deel dem risege Wirtschaftspotenzial vun de Relatiounen mat der Europäescher Unioun ze verdanken ass? An dass een Zesummebrüche vun de Relatiounen zum Nodeel vu Milliounen Awunner aus der Tierkei a vu Milliounen Tierken an der Europäescher Unioun wär?

Ech kann nëmmen hoffen, dass et geschwënn zu engem Émdenke kënnt. Mä, Här President, d'Hoffnung ass dacks der Realitéit net gewuess.

D'Joer 2016 war leider och nees ee Joer vun der Kris an der Ukrain. Méi wéi 10.000 Leit sinn zënter 2014 bei Kämpf am Oste vun der Ukrain ëm d'Liewe komm. Trotz ganz laange Verhandlungen, souwuel am Normandie-Format, wou jo Däitschland a Frankräich tëscht Russland an der Ukrain vermëttelen, wéi och an der trilateraler Kontaktgrupp, wou d'OSZE tëschent der Ukrain engersäits a Russland an de Separatisten anerersäits vermëttelt, gëtt de Waffestellstand nach ëmmer net respektéiert. Eleng op ukrainescher Säit sinn zënter dem 1. Januar vun dësem Joer 41 Doudeger ze verzechnen.

Här President, de Spezialrepresentant vun der OSZE, den Här Martin Sajdik, huet eemol méi zum Réckzuch vun de schwéiere Waffen a geséichert a permanent Stockagestrukturen opgeruff an ënnerstrach, dass ee sécheren Accès vun de Beobachter muss garantéiert ginn, fir dass och humanitär Efforte vun der internationaler Communautéit kënnen weidergoen. Ouni Wafferou am Donbass besteet keng Chance, dass d'Minsker Accorde Wirklechkeet ginn. D'Konfliktpartei mussen och mat der Ëmsetzung vun der politescher Dimensioun vum Minsk-Ofkommens weiderfueren. D'Kris an der Ukrain kann nëmmen duerch den Dialog geléist ginn, net duerch Waffen. No Problemer 2015 huet déi ukrainesch Regierung, wéi mer wëssen, 2016 un den néidege Reforme geschafft an notamant bei der Bekämpfung vun der Korruptioun an der Reform vun der Justiz méi Akzenter an nei Akzenter gesat.

Déi Reforme ginn allerdéngs nach laang net duer. D'Regierung muss weidermaachen a konkret all dës Reformmesuren duerchsetzen. Ech hunn dat och d'lescht Woch kënnen dem President Poroschenko de vive voix soen.

Ech hu vun där Visitt profitéiert mat eise Leit, fir mer d'Situatioun am Donbass unzekucken, wou ech an der Géigend vu Mariupol bis Schyrokyne just e puer Honnert Meter vun der Kontaktlinn ewech war.

Wat ee gesäit, ass, dass dee Krich net nëmme vun e puer vereenzelte Leit, mä vun enger organisierter Arméi gefouert gëtt, mat komplett zerstéierten Dierfer a grousssem, ganz grousssem mënschleche Leed. D'Billen am Donbass si Billen aus enger Krichsregioun. Et sinn déiselwecht Billen vu Verwüstung, wéi mer se an der Noperschaft vu Mossul am Irak gesinn hunn.

Eis Regierung huet zënter dem Ufank vum Konflikt iwwer 1,2 Milliounen Euro fir humanitär Projeten an d'Ukrain ginn. Ech hu während menger Visitt eng weider hallef Millioun fir 2017 annonciéiert, mat där mer Sanitärinfrastrukturen, virun allem och fir Kanner, an de Krisengebieder ënnerstëtze wëllen. D'OSZE-Missioun hu mer net nëmme finanziell, mä och mat engem Observateur ënnerstëtzt, deen d'lescht Woch bei där Missioun mat dobäi war, an zwar an der Géigend vu Luhansk. No der illegaler Annexioun vun der Krim an opgrond vun der Destabiliséierung am Oste vun der Ukrain hat d'Europäesch Unioun keng aner Alternativ, wéi gezielte Sanktiounen géint d'Separatisten a géint Russland ze huelen. Sanktiounen sinn nëmmen en Instrument, fir de Konflikt ze entschäerfen, do si mer eis och an allen Diskussiounen, déi mer hei an der Kommission hatten, eens. Si sinn enk verbonne mat der integraler Applikatioun vum Minsker Ofkommens a kënnen opgehuewe ginn, soubal d'Konditiounen duerfir erfüllt sinn. Déi sektoriell Sanktiounen si fir de Moment verlängert bis den 31. Juli 2017. Da muss de Conseil vun der EU d'Situatioun nees nei aschätzen.

An deem Kontext ass ee konstruktiv Engagement vun alle Parteien néideg, fir d'Mise en œuvre vum Minsker Ofkommens ze erreechen. Déi voll Ëmsetzung vun dem Minsker Ofkommens ass och extrem wichtig fir eis Relatiounen mat Russland, fir déi erëm ze normaliséieren. Mir musse weider den Dialog mat Russland sichen, och wa mer am Moment grouss Differenzen hunn. Wirtschaftlech a politesch gesi brauch Russland Europa an Europa brauch awer och Russland. Mer müssen also e Wee fannen, fir dass déi aktuell Situatioun evolueiert, a fir mech geet dat nëmmen iwwert de Wee, selbstverständlech, vun der Diplomatie.

Dat hu mer och ganz kloergemaach, wéi mer am leschte September zu Moskau mam russeschen Ausseminister Lawrow zesumme waren. Ech hoffen duerfir och, datt déi russesch Deleegierten erëm um de Sätzungen an un der Aarbecht vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarat deelhuefen. Kloer ass, dass virun allem Russland sai Bäitrag dozou leeschte muss. Den Dialog an déi parlamentaresch Verständnegung si wichteg, sennvoll an néideg, awer se müssen um Fundament vu gemeinsame Grondwäerter an de Spillregele vum Europarat stattfannen. Doriwwer eraus muss Russland och seriö Efforte maachen, wat d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ugeet.

Virun 2014 hate mer alleguer an Europa déi grouss Hoffnung, dass déi praktesch Zesummenaarbecht a ville Beräicher vun der Energieversuergung bis zur Moderniséierung vun der Wirtschaft eis géif virubréngen. Sécherlech hate mer och Erwaardungen, fir iwwert déi praktesch Zesummenaarbecht eng méi déif Partnerschaft an anere wichtege Froen ze erreechen, der Fro vun der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet, der gemeinsamer Verantwortung fir dës Welt. Mir hunn, mengen ech, an Europa vill gudden Willen engagéiert an hunn och munches op de Wee bruecht, awer ech muss haut leider soen, aus menger Siicht sinn ech e



wéineg enttäuscht vun den Erwaardungen, déi sech net erfüllt hunn.

Erlaabt mer elo, ee Moment bei d'südlech Noperschaft vun Europa, Nordafrika, an an de Mëttleren Osten ze goen. Et ass eng Regioun, déi schonn ze laang vu Konflikter, Chaos a Kricher geplot ass, déi d'Ursache vu Extremismus, Konfessionalismus, Migratioun an och Aarmut sinn. D'Bild vun der arabescher Welt ass oft eent vu politeschen, sozialen a wirtschaftleche Krisen. Dobäi kënn de reliéisen Aspekt, d'Divisioun tëschent Sunniten a Schiiten. Hei geet et awer, loosst mech dat eemol méi ënnersträichen, virun allem ëm d'politesch Interëten, ëm d'politesch Virmuecht an der Regioun. Mat Relioun huet et absolutt näischt ze dinn.

D'arabesch Welt huet eng ganz jonk Populatioun mat bal 60%, déi manner wéi 30 Joer hunn, a bal dräi Milliounen Jonken, déi all Joer op den Aarbechtsmaart kommen. Den Taux vun der Jugendarbeitslosigkeit ass ee vun deenen héchsten op der Welt. Et ass déi soziale-konomesch Perspektivlosigkeit, déi d'Wuerzel vu ville Problemer am Mëttleren Osten ass.

D'Konflikter a Syrien, am Irak, a Libyen, am Jemen hunn eppes gemeinsam: Si kënnen nëmmen duerch politesch Efforte geléist ginn. An all deene Länner gëtt et keng militäresch Léiung vun de Konflikter. Op den nationalen Niveau muss en Dialog tëschent de verschidene Gruppe gefouert ginn. Et muss eng gemeinsam, eng inklusiv Governance ausgeschafft ginn, fir laangfristeg géint d'Marginaliséierung, Diskriminatioun an d'Ausschleissung virzegoen. D'Diversitéit, d'Rechter an d'Aspiratioun vun alle reliéisen an ethnische Communautéite mussen respektéiert ginn.

Nëmmen duerch national Reconciliation kann et zu enger dauerhafter Stabilisatioun vun der Regioun kommen. Nëmmen esou kënnen d'Souveränitéit an déi territorial Integritéit vun deene Länner och garantéiert ginn. Fir géint dës gemeinsam, an ech benotzen d'Wuert ganz bewusst, „Erausforderungen“ virzegoen, dierfe mer eis als Europa net vun der Noperschaft isoléieren. Mer mussen mat deene Länner direkt zesummeschaffen. D'Attentater an eisen dräi Nopeschlänner, Paräis, Bréissel, Nice a Berlin hunn 277 Liewe gefuerdert. Honnerte vu Leit goufe blesséiert. Déi Attentater hunn eis all viséiert. A mir mussen zesummen dergéint virgoen. Nëmmen duerch international a multilateral Zesummenaarbecht kann dës Problem geléist ginn.

Loosst eis och net vergiessen, dass deen allergréissten Deel vun den dschihadisteschen Attentater am Mëttleren Oste stattfannen an dass déi allerallermeeschten Affer Mosleme sinn!

De Kampf géint den Terrorismus stellt eis virun eng duebel Erausforderung. E muss mat Terminatioun effektiv an effizient gefouert ginn. Mä dobäi mussen mer och gläichzäiteg eisen ee-

gene Wäerter vun der Rechtsstaatlechkeet trei bleiwen. De Konflikt a Syrien huet bis elo iwwer 300.000 Leit d'Liewe kascht an déi gréisst humanitär Kris zënter dem Zweete Weltkrich provoziert. Firwat?

Déi éischt Äntwert ass a bleift, well een Diktator mat alle Mëttelen un der Muecht bleiwe wëllt, well hien net zéckt, mat brutalster Gewalt géint säin eegent Vollek virzegoen. Mer brauchen nëmmen un d'Biller vun Ost-Aleppo ze denken, déi u Grausamkeet kaum ze iwwertreffe sinn. Et ass do zu Recht vun engem Guernica vum 21. Jorhonnert geschwat ginn. Iwwert déi sechs Joer, déi de syresche Konflikt elo schonns undauert, sinn awer donieft Kricher am Krich entstanen, vum Proxy-Krich tëschent dem Iran a Saudi-Arabien - fir d'Virmuecht an der Regioun - iwwert de Kampf vun der Tierkei géint kurdesche Gruppen oder der globaler Koalitioun géint Daesh. D'Situatioun um Terrain gëtt ëmmer méi komplex. D'Allianzen tëschent den Oppositionsmilizen, vun deene sech e puer ëmmer méi radikaliséieren, ännert heiansdo am Wocherhythmus.

D'Konferenz am Januar zu Astana war duerfir e kleng Lichtbléck zënter laangem. Den Iran, Russland an d'Tierkei, an deelweis och verschidde Säiten, déi am Krich a Syrien sinn, sinn do zesummekomm an hu sech op e limitéierte Waffestellstand geeenegt. Eng nohalteg politesch Léiung a Syrien hänkt awer zu engem groussen Deel vun der Attitüd vun de Länner of, déi e politeschen, e militäreschen oder en ekonomeschen Afloss op déi syresche Konfliktparteien hunn. D'Tierkei a Russland, no méintelaangen Tensiounen, schaffe jo elo, mat allen Divergenzen, déi se hunn, awer erëm méi matenaner.

D'Dynamik vun Astana huet et méiglech gemaach, dass ee groussen Deel vun de syresche Konfliktparteien de Wee op Genf fonnt hunn. Et ass ze hoffen, dass den Envoyé spécial vum Generalsekretär vun der UNO, de Staffan de Mistura, d'Parteien zu konstruktive Gespréicher ka bewegen. No sechs Joer Krich misst et jiddwerengem kloer sinn, dass kee militäresch ka gewannen, mä just jiddweree verléiert. Iwwer-muer ginn d'Negociatiounen zu Genf weider. Inschallah!

D'Wiel a Syrien kann awer net déi tëschent zwou Tyrannie sinn, tëschent dem Assad-Regim an den Dschihadisten. Duerfir mussen mer eis och weider op der Säit vun der moderierter Opposition setzen a fir inklusiv Verhandlungen zu Genf op der Basis vum Communiqué vum 30. Juni 2012. D'Opposition muss méi ee kohärenten Akteur ginn, fir de politesche Prozess effektiv kënne matzegestalten.

Ech wëllt hei och en Appell maache fir eng Wafferou tëschent der Tierkei an de Kurden a Syrien. Hei kämpfen zwee vun eise Partner an der Global Coalition géintenaner. Déi tierkesch Offensiv géint Daesh ass begrëssenswäert an

huet an der Lescht Fortschrëttler gemaach. Mä se soll sech weiderhin op Daesh konzentrieren.

D'Kurden, wéi ech op enger Rees an den irakesche Kurdistan am Dezember nach konnt op der Plaz gesinn, sinn am Fong eis Alliiert am Kampf géint d'Extremisten, souzesoen d'Buedemtruppe vun der Global Coalition. Dass d'Daesh a Syrien geschwächt ass, awer nach weiderhin d'Konterattacke lancéiere kann, hu mer am November gesinn, wéi Palmyra erëm an d'Hänn vun den Dschihadisten gefall war. De Regim bekämpft haaptsächlech déi méi oder manner moderéiert Rebellen, ouni sech ze vill ëm d'Dschihadisten ze bekëmmern. Dat ass esou. Iwwerdeems hunn déi kuerdesche Milizen eng Offensiv op Rakka lancéiert, d'Hauptstad vun Daesh a Syrien. Militäresch mussen mer verhenneren, dass Daesh-Kämpfer vu Mossul op Rakka ginn an dass Daesh nach weider a Syrien existéiert, nodeems se aus dem Irak verjot goufen.

D'EU ass den Haaptliwwerant vun humanitärer Hëllef a Syrien a ronderëm. Mä eis Devise vis-à-vis vu Syrien muss bleiwen: Keng Hëllef fir den Opbau, ouni natierlech e politesche Prozess, deen eventuell kéint mat initiiert ginn ufanks Abrëll zu Bréissel.

D'Sécherheetsrotresolutioun 2254 muss ëmgesat ginn, an dat heescht, e Mechanismus schaffen, deen eng politesch Transitioun méiglech mécht, an där déi ganz syresche Populatioun an hirer ganzer Diversitéit representéiert ass. Dat heescht dann och eng nei Konstitutioun an Neiwahlen.

Mä och de politesche Prozess dierf eis net d'Atrocitéite vun deene leschte Jore vergiessen loossen. Et dierf keng Impunitéit fir déi Verbrieche ginn. Dofir hu mer eis och agesat, wéi mer am Sécherheetsrot waren. An duerfir ënnerstëtzt och Lëtzebuerg aktiv e Mechanismus, fir Krichsverbrieche a Syrien ze ënnersichen, deen am Dezember d'lescht Joer zu New York ugeholl ginn ass. Et gëtt geschat, dass an deene leschte Joren op d'mannst - op d'mannst! - 60.000 Leit an de Prisonge vum Assad hiert Liewen hu misse loossen. Dat weist och eemol méi, dass den Assad sécher net dat klengst lwwel ass.

Trotz där katastrophaler Situatioun dierf ee vläicht den Optimismus net ganz verléieren. Eise gemeinsamen Asaz vun der internationaler Communautéit ass méi wéi jee gefrot.

Am Irak ass d'militäresch Situatioun, wéi mer wëssen, lues amgaangen ze dréien. D'Offensiv vun der irakescher Arméi op Mossul huet riseg Fortschrëttler gemaach. A wann de Westdeel vun der Stad zum gréissten Deel nach ëmmer an den Hänn vun Daesh ass, ass dermat ze rechnen, dass Daesh nach dës Joer keen Territoire am Irak wäert méi kontrolléieren.

Mä dës heescht nach laang net, dass den Irak vun der Gefor vum Terrorismus befreit wäert

sinn. Den Irak muss sech politesch grondleeënd reforméieren. Fir eis Ennerstëtzung fir politesch Reformen an déi national Reconciliation ze weisen, sinn ech am Dezember a menger Fonctioun als President vum Ministercomité vum Benelux mam Didier Reynders, belschen Ausseminister, an dem Bert Koenders, hollänneschen Ausseminister, fir d'Éischt op Bagdad gaangen an dunn op Erbil, an den irakesche Kurdistan, gefuer.

Déi bescht Waff am Kampf géint Dschihadisten wéi Daesh ass, ze weisen, dass déi verschidden ethnesh a reliéisen Gruppen am Iran kënnen zesummeliwwen an och zesummeschaffen. D'Zesummenaarbecht vun de kurdesche Peschmerga an den irakeschen Truppen zu Mossul ass duerfir dat beschte Beispill.

Dës muss elo a konkret Moossnamen ëmgesat ginn, ënner anerem duerch méi regional Autonomie an an enger Dekonfessionaliséierung vun der Politik. Zu Bagdad an zu Erbil hu mer een Zeeche fir den Zesammenhalt an déi territorial Integritéit vum Irak gesat, mä och eis Unkennung ausgeschwat fir extraordinär Sacrificen am Kampf géint den Terrorismus an der Opnam vu Populatiounen, déi vum Konflikt deplacéiert gi sinn.

Den israelesch-palästinenseschen Konflikt ass wahrscheinlech dee längsten ongeléiste Konflikt op der Welt, deen trotz senger laanger Dauer näischt vu senger politescher, strategescher an och emotionaler Wichtigkeet verluer huet. Déi ganz Regioun wäert sech net berouegen, wann hien eelste Konflikt net definitiv geregelt gëtt, soss liwwert e weiderhin Nərbuedem fir Frustratioun, fir Haass, fir Radikalisatioun, regional wéi och weltwäit.

2017 ass fir den Noostkonflikt ee ganz symbolesch Joer. D'Occupatioun dauert scho 50 Joer un, während d'Konferenz vu Madrid, déi zum Oslo-Prozess gefouert huet, viru 25 Joer stattfonnt huet, an déi politesch Trennung tëschent Ramallah a Gaza, also tëschent Fatah an Hamas, zesumme mat enger Blockad vun der Gazasträif virun zéng Joer ugefaangen huet. All Evolutiounen um Terrain weisen, dass d'Situatioun sech verschlimmert an duerch d'Zerstéierung vu palästinenseschen Strukturen oder och dem Bau vun israelesche Siidlungen an deene besate Gebidder, y inclus Jérusalem-Est.

Zënter dem 20. Januar, zënter der Vereedung vum neien amerikaneschen President, huet Israel iwwer 6.000 nei Wunnengen an de Siidlungen annoncéiert; méi wéi am ganze Joer 2016 zesummen. Opwuel d'Siidlungspolitik ausnamslos vu jiddwer israelescher Regierung bedriwwen ginn ass, huet een d'Impressioun, dass am Fong all Retenue elo endgültig fort ass.

D'Virgoe vun Israel bei der Siidlungspolitik léisst Zweifel opkommen, ob Israel am Fong mat enger Zweestateléiung iwwerhaupt nach eppes un Hutt huet. Zënter Oslo huet sech d'Unzuel vun de Siidler op ronn 600.000 verduebelt. Wann Israel seng demokratesch souwuel wéi seng demografesch Zukunft séchere wëllt, virun allem dat Zweet, féiert kee Wee un der Zweestateléiung derlaanscht. Israel muss sech entscheeden: entweder fir d'Zweestateléiung oder fir d'Siidlungspolitik.

Israel, déi staark Partei, mécht d'Schafe vun engem palästinenseschen Stat all Dag méi schwéier. Dës ass eng kuerzsiichteg Politik, déi riskéiert, d'Zweestateléiung ze ersetzen duerch eng Eestatrealitéit, déi aus Gewalt an Okkupatioun da besteet.

Den internationale Konsens fir eng Zweestateléiung ass jo am Dezember d'lescht Joer vum Sécherheetsrot an der Resolutioun 2334 nach eng Kéier dätlich ënnerstrach ginn, esou kloer wéi nach ni virdrun. Dës Resolutioun seet, dass d'Grenze vun 1967 nach bestinn an dass d'Kolonien illegal sinn. Déi Paräiser Konferenz vum 15. Januar huet nach eng Kéier dës internationale Konsens ënnerstrach. Ouni d'Israelien an d'Palästinenser awer um Dësch war et eng symbolesch Konferenz, déi an engem och gewisen huet, dass de sougenannte Friddensprozess um Nullpunkt ukomm ass.

Déi international Gemeinschaft muss weider ënnersträichen, dass dës internationale Konsens nach ëmmer gültig ass an dass et keen Anti-Israel a kee Pro-Palästina gëtt. Mir an Europa si Frënn vun deenen zwee. Par contre gëtt et dat internationalt Recht an dat, wat dogéint verstéisst. An da muss een och déi israelesch Regierung konsequent kritiséieren kënnen.

D'europäesch Positiounen mussen och weiderhin op de Parametere baséieren, déi 2009 defi-



*Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram*





niert goufen. Déi arabesch Nopere sollen aktiv matwierken, zum Beispill bei engem verbesserte Quartett. An déi Vereenegt State mussen u Bord gehale ginn, wat d'Wichtigkeet vun der Zweestateléiung an engem internationale Verhandlungskader ugeet.

Leider hu mer jo de Moment am EU-Conseil grouss Divergenzen: Wéi Ëmgoe mat Israel/ Palästina nom Vott vun der Resolutioun 2334 an dem Changement vun der amerikanescher Administratioun? Zweek Faiten, déi sech leider am Fong neutraliséieren. Och déi franséisch international Initiativ ass blockéiert.

Wat ech weess vum President Abbas selwer, deen ech zu Genf de 27. Februar gesinn hunn, ass, dass de President Trump hien an den nächste Wochen am Wäissen Haus empfänke soll, wat ze begreissen ass. D'Saache schéngt sech allgemeng e bëssen ze tässelen, och den Transfert vun der amerikanescher Ambassad op Jerusalem oder d'Aussoen iwwert de Prinzip vun der Zweestateléiung.

Lëtzebuerg wäert weider hëllefen, Här President, bei allen diplomateschen Initiativen an der Europäescher Unioun, fir zu gemeinsame Positionen ze kommen. Dat gëllt och fir d'Unerkennung vu Palästina. D'Demarche vu Frankräich ass heibäi ganz wichteg, ech géif souguer soen entscheidend. Lëtzebuerg stoung 2014 am Sécherheetsrot op der Säit vu Frankräich, grad wéi bei enger Initiativ fir eng international Konferenz zu Paräis. Mir sinn net dat eenzegt Land, wat dës Position ganz no bei Frankräich an der Europäescher Unioun a Saachen Unerkennung vu Palästina deelt.

Fir Europa ass och d'Situatioun a Libyen vun enormer Wichtigkeet.

Am Dezember 2015 hunn déi verschidde libesch Konfliktparteien ee politeschen Accord ënnerschriwwen. Dësen Accord gesäit vir, dass eng Regierung vun der nationaler Unitéit geschaaft gëtt an da vum Parlament confirméiert gëtt. Zu deem Vott ass et awer nach ëmmer net komm. Dëst dréit natierlech zum aktuelle Chaos a Libyen bäi, wat d'Geschäft vun de Mënscheschmuggler floréiere léisst. D'lescht Joer sinn aus an iwwer Libyen 180.000 Migrante komm. An dës Situatioun wäert och weiderhin unhalen, soulaang et a Libyen keng eenheetlech a stabil Regierung gëtt. Tragescherweis hunn d'lescht Joer och 4.500 Mënschen hiert Liewen am Mëttelmier verluer; Libyen, Richtung Italien.

A Libyen kann näischt ouni d'Libyer geschéien. All libesch Akteure mussen an engem konstruktive Geescht ee wirklechen Dialog féieren.

Fir Lëtzebuerg a fir d'Europäesch Unioun ass de politeschen Accord nach ëmmer valabel a muss ëmgësat ginn, notament duerch e Partenariat tëschent dem Westen am dem Oste vu Land, d'Kreatioun vun enger eenzeger Arméi ënnert der Kontroll vun de legitimen zivilen Autoritéiten an der Confirmatioun vun der Regierung duerch d'Parlament. De General Haftar, de staarke Mann aus dem Osten, wäert och iergendwéi musse mat agebonne ginn. D'EU ënnerstëtzt ausserdem de libesche Stat an der Ausbildung vun enger nationaler Küstewach. Mä all dës Efforte wäerten onkomplett an ineffikass bleiwen ouni een eenheetleche Statsapparat.

Trotzdem gëtt et och aus Libyen positiv No-riichten. Daesh, déi d'lescht Joer nach Honnerte vu Kilometer vun der libescher Küst kontrolléiert huet, ass vun do verdrifwe ginn. Dorop muss mer opbauen, fir eng grondleeënd Stabiliséierung a Libyen ze schafen, soss bleift den Terrorismus an den Dschihadismus mat all senger Konsequenzen och fir Europa ëmmer eng Gefor.

De Mëttleren Osten huet och e puer aner Liichtblécker opzeweisen.

Virun e bësse méi wéi engem Joer ass den Accord mam Iran iwwert dee gemeinsamen globalen Aktionsplang, den „Joint Comprehensive Plan of Action“, a Kraaft getrueden. Den Accord ass de Beweis, dass Diplomatie an Ausdauer sech lounen. Et ass een decisive Schrëtt, fir de Problem vum iranesischen Nuklearprogramm ze léisen.

Do geet et drëm, derfir ze suergen, dass den Accord och voll ëmgësat gëtt vun all de Parteien an all senger Komponenten. Duerfir ass et besonnesch wichteg, dass dee Plang an enger Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot verankert ginn ass an domat legal bannend fir all Länner vun der Welt ass; net nëmme fir all Parteien, déi den Accord negociéiert hunn. Et

kann duerfir och net eesäiteg selbstverständlech denoncéiert ginn.

Souguer ee gudden, ee verifiablen Accord kann net esou einfach jorzéngtelaangt Mësstraue verschwannen doen, selbstverständlech, wéi dat tëschent dem Iran an de Vereenegte Staten oder dem Iran an de Golfstaten, voire dem Iran an Israel de Fall ass. Géint dëst Mësstrauen hëlleft nëmmen eppes: ee strikt an ee kontinuéierlecht Ëmsetze vun allen Dispositione vum Accord duerch all Parteien, a keng Provokatione.

Lëtzebuerg wäert sech an deem Sënn och weiderhi mat sengen EU-Partner engagéieren.

Gläichzäiteg, an dat ass souwuel am Sënn och vun deem Plang wéi an der laangjäregger Linn vun der EU-Politik vis-à-vis vum Iran, wäerte mer op eng Normalisatioun vun eise Relatiounen mam Iran hischaffen.

Ech war dëst Joer am Februar am Iran, fir d'Drëtt zënter 2014. Eng Mission économique ënnert dem Etienne Schneider war am Oktober d'lescht Joer do, an de Chamberspräsident mat enger Delegatioun vun der Chamber am Januar 2016. Während menger Rees hu mer mam Iran en Traité ënnerschriwwen, fir eis gemeinsam Investissementer ze promouvéieren an ze schützen an esou eise bilateralen Handel ze stäerken.

Dës Approche entsprécht, wéi schonns gesot, der Logik vum aktuellen internationale Konsens, déi politesch an ekonomesch Relatiounen mam Iran ze normaliséieren, an domadder d'Politik vun der Ouverture vum President Rohani ze ënnerstëtzen. Kuerz gesot: Wandel duerch Handel.

Här President, bei all menge Kontakter a mat den iranesischen Autoritéiten spriechen ech, an ech huelen och un an ech sinn iwwerzeegt, dass Dir dat och gemaach hutt, déi do waren,... Grouss Surge maache mer eis iwwert d'Mënschrechtssituatioun am Iran, d'Fro vun der Doudesstrof, d'Rechter vun de Fraen, d'Minoritéiten, d'Diskriminatioun vun de Bahaien, mä och d'Roll vum Iran, selbstverständlech, aussepolitisch gesinn an der Region.

Den Iran huet eng kloer Responsabilitéit fir Friden a Stabilitéit an der Region, sief et a Syrien, am Irak, am Jemen. Konstruktiven Engagement ass gefrot, an net Kompetitioun fir d'Virmuecht um Golf!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - Duerfir musse mer den Dialog mam Iran weider verdéiwen.

D'Politik vum President Rohani ass gréisstendeels vun der iranesischer Bevëlkerung begreift ginn. Déi lescht Parlamentswahlen am Iran 2016 hunn dëst confirméiert. Am Mee dëst Joer sinn am Iran Presidentschaftswahlen. An et ass ze hoffen, dass den aktuelle Cours bäibehale gëtt an et net zu enger Stärkung vun den Hardliner kënn.

Eis Relatiounen, Här President, mam asiatesche Kontinent si ganz wichteg fir d'Europäesch Unioun a fir eis. Duerfir si mir mat fënnf Ambassaden um asiatesche Kontinent vertrauten. Dës Ambassaden decken am Ganze 15 asiatesch Länner of an och d'Sekretariat vun der ASEAN, der Associatioun vun de südostasieschen Natiounen, dat zu Jakarta baséiert ass.

Dëst Joer feieren d'Europäesch Unioun an d'ASEAN de 40. Anniversaire vun hire Bezéiungen. Mir organiséieren duerfir am Mee zesumme mam Wirtschaftsministère an der Chambre de Commerce en Event, fir doduerch méi Kontakter ze erméiglechen tëschent eise Betriber a Länner wéi Singapur, Indonesien, Vietnam an och Malaysien, déi jo och ganz héije Wuesstum, wéi mer wëssen, hunn.

Dëst Joer feiere mer och den 90. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiunge mat Japan, wou ech Enn Mee wäert hireesen. D'EU a Japan sinn amgaangen, een Handelsoffkommes fäerdeg ze negociéieren, wat dee Moment och nei Opportunitéite fir eis Betriber an der drëtgréisster Wirtschaft vun der Welt wäert bréngen.

Mir zelebrieren dëst Joer och 45 Joer diplomatesch Bezéiunge mat China. Mir hunn iwwert déi lescht Jore ganz vill mat eise chineesesche Partner gemaach. An eis Relatiounen hu sech souwuel um ekonomesch wéi och um politesch an um kulturellen Niveau mat eise mëttlerweil éischte Partner an Asien verstärkt.

D'Situatioun an Afghanistan bleift weider ganz schwierig. Et ginn nach enorm Erausforderungen an deem Land, déi mussen an den nächste Jore bewältigt ginn. De Kampf géint d'Taliban, d'Drogeproduktioun, d'Korruptioun sti ganz uewen op der Prioritéitlëscht vun der afghanescher Regierung. Déi international Commu-

nautéit schafft vill mat der Regierung zesummen, fir dat an de Grëff ze kréien.

Lëtzebuerg huet zënter 2001, an dat muss een nach eng kéier soen, eng Kontributioun vu 75 Milliounen Euro un Afghanistan geleescht fir d'Entwécklungszesummenaarbecht an d'humanitär Hëllef, mä och am sécherheetspolitesche Beräich. Bis haut waren am Ganzen 274 Lëtzebuerger Zaldoten an Afghanistan engagéiert. An d'Lëtzebuerger Arméi wäert och bis den 1. Juli 2018 un der Resolute Support Mission deelhuelen.

Afrika ass en dynameschen, en diverse Kontinent vu bal 1,3 Milliarde Mënschen. Et gëtt gerechent, dass déi Zuel op 2,5 Milliarde wäert 2050 eropgoen. Nieft eise laangjäregen Engagement an Afrika, besonnesch am Sahel mat eise Partnerlänner Burkina Faso, Mali, Niger a Senegal ass Lëtzebuerg och weiderhin engagéiert am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un den EU-Trainingsmissionen am Mali an och un den zivillen EUCAP-Missionen am Mali an am Niger. Och eis wirtschaftlech Relatiounen hu sech entwéckelt, besonnesch duerch zwou Wirtschaftsmissionen, déi d'Chambre de Commerce am Februar 2016 am Senegal an och an Äthiopien organiséiert hat, mä och déi rezent geschaaft Business Partnership Facility mat dem Kooperationsministère, déi de Privatsecteur encouragéiert, sech um Developpement ze bedeelegen an dobäi op nei Marchéen hinzugeen.

D'Afrikanesche Unioun spillt eng kruzial Roll an der politescher Integratioun vum Kontinent. Wéi all Joer plangen ech och elo eng Rees op Addis Abeba, fir bei d'Afrikanesche Unioun ze goen - déi huet jo hire Sëtz an där Stad -, dëst och am Hëllek vum EU-Afrika-Sommet, deem am November an der Côte d'Ivoire stattfanne wäert.

D'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun eisen zwee Kontinenten hängen enk matenaner zesummen. Déi terroristesch Attacken am Niger an am Mali, mä och d'Campagne vu Boko Haram am Nigeria an an der Region vum Lac Tchad géint d'Regierung a géint d'zivil Populatioun weisen, dass d'terroristesch Organisiatiounen weider staark bleiwen. Datselwecht gëllt fir Somalia, wou trotz de Presidentschaftswahlen, déi international als Succès ugesi goufen, de Kampf géint d'Al-Shabaab-Miliz nach laang net gewonnen ass.

Trotz Progrès an der Ëmsetzung vun der Demokratie a villen afrikanesche Länner bleift d'Fro vun der Qualitéit vun der Demokratie an och déi vun der Gouvernance am Interêt vun alle Leit, net nëmmen den Eliten. D'Tendenz, de Statut de Rome vum Internationale Stofgerichtshaff ze verlossen, schéngt de Moment e weínege gebremst ze sinn, mä d'Dynamik, no där d'Stats- an d'Regierungsscheffe vun deene meeschten afrikanesche Länner eng Justiz fir jiddwereen an eng aner fir déi Mächtig wëllen, ass nach ongebrach. All déi Länner, déi politesch onstabil bleiwen, ënnersträchen dat.

An der Demokratescher Republik Kongo ass et net gelongen, wéi virgesinn, d'lescht Joer Wahlen ze organiséieren, wat zu grouse Manifestatiounen, wéi Der wësst, gefouert huet. D'Leit hunn es genuch mat der schlechter Gouvernance a wëllen eng Regierung, déi sech ëm hir Bedierfnisser këmmert an hinnen eng glafwierdeg Perspektiv fir d'Zukunft gëtt. Besonnesch schlëmm ass och weiderhin d'Situatioun am Burundi, wou jo de President - oh, wéi heescht en elo? - Nkurunziza sech un d'Muecht klamert an d'Mënschrechtssituatioun konstant méi schlecht gëtt.

D'Situatioun, Här President, bleift och dramatesch am Südsudan, wou 6 Milliounen Leit an enger humanitärer Noutsituatioun sinn an eng 1,5 Milliounen Mënsche geflücht sinn. Trotz den Efforte vun Dealer vun der internationaler Gemeinschaft ginn déi extrem a systematesch Gewalt, déi vu Mënsche gemaachten ekonomesch Kris an Hongersnout weider.

Amerika. Här President, de Muechtwiessel zu Washington muss eis, mengen ech, alleguerten ze denke ginn. En ass zugläich Unzeechen an Ausdrock vun engem Malaise an der Bevëlkerung iwwert d'Changementer an eiser Gesellschaft, iwwert d'Effete vun der Globaliséierung, iwwert den internationalen Nokrichsuerder. E signaliséiert eng gewëssen Angscht virun der Zukunft an e verlaangert no fréieren Zäiten, och wann een net ganz kloer weess, wat dat dann heesche soll.

Den Opruff vum neien amerikanesche President „America first“ spigelt deelweis den Nationalismus an den Isolationismus zréck, dee mer hei vu rietspopulistesch Parteien jo och héieren an deen och an der Brexit-Diskussioun, dat wësse mer, präsent war.

Éischt Aktiounen vum Donald Trump weisen, dass hie wëlles huet, déi populistesch Iddien,

déi e während senger Wahlcampagne proklaméiert huet, och an Tatsaachen ëmzewandelen. Dat muss eis als iwwerzeegt Europäer, als Verdeedeger vun Integratioun a Kooperatioun, baséiert op internationalem Recht a fundamentale Wäerter a Prinzipien, wierklech interpelléieren.

Zur gläicher Zäit bleiwe vill Fragezeichen iwwert d'Plang an d'Prioritéite vun der neier Administratioun. Fest steet awer, dass d'Vereenegt Staten ee wichtige Partner vun eis sinn a selbstverständlech och bleiwe mussen. Ee Frënd, mat deem mir zënter Joren enk verbonnen sinn, virun allem och eis Populatiounen, een Alliierten, deem mir historiesch immens vill ze verdanken hunn a mat deem mir dagdeeglech och zesummeschaffen, e strategesche Partner vun Europa op der Weltbün an och en extrem wichtigen Handelspartner.

Mir waren och an der Vergaangenheet net ëmmer där nämlecher Meenung - mir wëssen dat - an hunn och eis ni virdrun gescheit, dat zum Ausdrock ze bréngen, mä zesummen hu mir eis dach agesat fir Oppenheet, fir Respekt vun der Demokratie, fir d'Rechtsstaatlechkeet, fir d'Solidaritéit, fir d'Kooperatioun. An dat misst eigentlech och esou bleiwen. Den amerikanesche Vizepräsident huet de leschte Mount bei senger éischter Visitt zu Bréissel - ech hat se scho virdrun héieren zu München - am Numm vum neie President betount, dass d'Vereenegt State sech och weiderhin der Zesummenaarbecht an der Partnerschaft mat der Europäescher Unioun verflucht fillen.

Mir wëllen eng konstruktiv Bezéiung mat Amerika a wäerten op eiser Säit alles derfir maachen, mä mir erwaarden eis awer och vun Amerika, dass Amerika sech kloer an däitlech hanner ee vereent Europa stellt. Dat ass am Interesse vun Europa, mä dat ass och à la fin du compte am Interesse vun Amerika.

De Wandel beim groussen Noper am Norden huet och Repercussiounen, wéi mer wëssen, op d'Länner vun Süde vum amerikanesche Kontinent. Et ass nach ze fréi, fir konkret Schlëss ze zéien, mä eng Mauer tëschent Amerika a Mexiko hätt grouss politesch an ekonomesch, a mengen Aen nëmmen negativ Konsequenze fir déi Länner, déi sech dach an de leschte Jorzéngte mat Hëllef vun de Vereenegte Staten, awer och vun eis an Europa staark entwéckelt hunn. Net ze schwätze vun de mënschleche Konsequenzen.

Den Impakt riskéiert besonnesch grouss ze sinn op ee vun de strategesche Partner vun Europa, nämlich Mexiko. Lëtzebuerg setzt sech op europäeschem Niveau fir d'Moderatioun vum Accord global mat Mexiko an. Mir ënnerstëtzen och weiderhin d'Partnerlänner vun eiser Kooperatioun, Nicaragua an El Salvador, mat deenen eis Kooperatioun eng Rei innovativ Projeten ugeet.

(Interruption par la présidence)

Pardon! Ech muss drénken, seet de President.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - D'Stëmm geet fort.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - Merci. Dëst Joer war och vu grousser Bedeitung fir Kolumbien. No laange Verhandlungen an enger Rei Hürden ass am Dezember 2016 endlech de Friddensaccord tëschent der Regierung an de FARC-Rebellen, wéi mer wëssen, a Kraaft getrueden. Während seng Ëmsetzung bis elo relativ gutt fonctionéiert, bleiwen eng Rei Erausforderungen, fir déi d'Ennerstëtzung vun der internationaler Communautéit liewenswichtig ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Friddensprozess mat enger Kontributioun un engem Projet, deen déi transitionell Justiz a Kolumbien stäipt, an och um europäeschen Niveau mat enger Kontributioun un de Kolumbien-Fong vun der Europäescher Unioun.

2017 gëtt e besonnescht Joer, wat eis Relatiounen mat Brasilien ugeet. Dës Relatiounen gi wäit zréck. Schonn an den 20er Joren huet d'ARBED sech a Brasilien etabliert, an am Laf vun de Joren ass Brasilien zu engem vun deene wichtigsten Handelspartner vu Lëtzebuerg ausserhalb vun der Europäescher Unioun ginn.

Niewent deene ronn 2.000 brasilianeschen Awunner zu Lëtzebuerg hu sech am 19. Jorhonnert vill Lëtzebuerger a Brasilien nidergeleescht, wéi mer wëssen, an hunn do Wuerzele geschloen. Et gëtt haut ugehall, dass eng 50.000 Bierger mat Lëtzebuerger Ofstamung a Brasilien liewen. Zënter 2011 hu mer en Ambassadeur non résident fir Brasilien. Dëst Joer wäert Brasilien dat éischt Land a Südamerika ginn, an deem Lëtzebuerg eng Ambassad opmécht, an Zesummenaarbecht mat eise belsche Frënn. Dëst ass en Zeeche vun deenen exzellente Lienen, déi mir mat deem Land flee-



gen, awer och eng Konsequenz vun der wuessender Bedeitung vum südamerikanesche Kontinent fir eist Land a fir eis Économie. D'Ambassad erlaabt eis fir d'Éischt, eis Relatioun mat Brasilien ze verdéieren. An enger zweeter Phas siche mer dann och mat der Ambassade Coaccreditatioun mat anere Länner a Südamerika, déi ëmmer méi wichteg ginn.

Här President, d'Enwécklung vum der allgemenger Sécherheetslag am Osten an am Süde vun Europa hunn d'Verdeedegungsbündnis NATO derzou gezwongen, zënter dem Sommer zu Wales 2014 seng Haltung unzepassen a virun allem eis ëstlech Alliéiert ze rassurieren. De Sommer vu Warschau am Summer d'lescht Joer huet dese Schrëtt reaffirméiert a weider Decisiounen an dës Richtung geholl.

Lëtzebuerg dréit säin Deel derzou bäi a bedeelegt sech aktiv un de Reassurancemesuren, notament un den NATO-Truppen, déi jo a Litauen wäerte stationéiert sinn. Als verlässlechen an och vertrauenswuerdege Partner ënnersträicht Lëtzebuerg domadder seng Solidaritéit, Här President, mat sengen Alliéierten an eise Partnerstaten. Lëtzebuerg wäert och déi néideg Efforte maachen, fir den Engagementer vu Wales nozekommen. D'Chamber ass an dëser Hissicht jo och d'lescht Woch schonn ausféierlech domadder befaasst ginn.

Diskussiounen an der NATO däerfe sech awer, Här President, fir déi nächst zéng Joer net nëmmen op d'Fro vun den 2% fokusséieren. Sécherheet ass méi wéi nëmmen Defense. Ee Land wéi Lëtzebuerg, wat 1% vu sengem RNB fir d'Entwécklungshëllef gëtt, leescht ee bedeiende Bäitrag, ee preventive Bäitrag fir eng méi friddlech Welt. Dës Welt kann dausendmol elo mat bestoenden Nuklearwaffen zerstéiert ginn, vum Oste wéi vum Westen.

Ofrüstung, allgemeng gesinn, géif hëllefen, der Aarmut weltwäit kënnen d'Stir ze bidden. Géif all Land op der Welt net 2% fir seng Defense ausginn, mä just 1% fir d'Entwécklungshëllef, géif et Milliounen Leit op dëser Welt besser goen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - An den nächste Joren, wann déi lescht Ratifikatiounsprozeduren ofgeschloss sinn, wäerte mir de Montenegro als 29 Alliéierte wëllkomm heeschen. Dës Erweiderung ënnersträicht net nëmmen déi wichteg Fortschrëtt, déi dëst Land am Beräich vun der Reforme vu senger Sécherheetskäften a senger Arméi gemaach huet, mä och dass d'europäesch Efforten an den Engagementer vun der internationaler Communautéit am Westbalkan seng Friichte gedroen huet a mir dëser Regioun zu Stabilitéit a Fridde verhollef hunn.

Här President, Lëtzebuerg setzt sech och weiderhi fir eng méi sécher Welt mat manner Waffen an. Mir bedeelegen eis an deem Sënn aktiv un Initiativen, deenen hiert Ziel d'Ofrüstung vu spezifesche Waffekategorien ass, souwéi d'Begrenzung vun eenzelne Rüstungssystemer. An deem Beräich hale mir besonnesch dru fest, dass d'Fortschrëtt op der Basis vu bindenden Traitéen a Konventionen erreecht ginn, déi daitlech a kloer Kritäre festleeën, déi d'Staten zu konkreten Ziler engagéieren.

Gemeinsam mat eisen diverse Partner huet Lëtzebuerg 2014 de Vertrag iwwert de Waffenhandel, kuerz den ATT, Arms Trade Treaty, ratifizéiert a setzt dësen zënter sengem Akraafttriede virun zwee Joer och ëm.

Mir hunn och duerfir een deementsprieche Projekt de loi deposéiert, deen eisen Exportkontrollsystem weider renforcéiert. Dat ass wichteg. Mir hoffen, dass d'Chamber an den nächste Méint d'Aarbechte vun dësem Projekt och kann ofschléissen.

D'Sécherheetslag an Asien ass vun enger weiderer besonnescher Gefor, an ech weess net, ob dat sech eleng nëmmen op Asien reduzéiert, gezechent. Nordkorea huet d'lescht Joer net manner wéi 25 balistesche Rakéite lancéiert an zwee Nukleartester gemaach.

Dës Aktiounen destabiliséieren net nëmmen d'koreanesch Hallefinsel a stellen eng Menace fir eisen alliéierte Südkorea duer, mä si veronféieren dee ganzen osiatiesche Raum an och ëmmer méi d'international Gemeinschaft am breede Sënn. Munch vun de geteste Rakéite kéinte souwuel d'amerikanesch Westküst wéi och d'Europäesch Unioun errechen. Dëst ass eng Gefor, déi mer eescht huele mussen.

An der UNO wéi och an der Europäescher Unioun wäert Lëtzebuerg sech weiderhin engagieren, fir den Drock op den nordkoreanesche Regim heichzehalen. Wann de Regim zu Pjöngjang seng Ambitiounen, en nukleart Waffenarsenal opzebauen, bereet wier opzeginn, da si mir iwwerzeegt dervunner, dass

iwwert de Wee vu Verhandlungen de Konflikt op der koreanescher Hallefinsel och kéint friddlech geléist ginn.

Am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verteidigungspolitik engagéiert Lëtzebuerg sech och weiderhin an de verschidde Missionen, déi d'Europäesch Unioun an Drëttstate leet, fir Konflikter ze léisen. Un d'Mission EUNAVFOR MED kontribuéiert Lëtzebuerg ee Patroullflieger iwwer en „public private partnership“ an ënnerstëtzt finanziell d'Ausbildung vun de Grenzschrëttler an der libescher Küst.

Des Weidere sinn zwee Lëtzeburger Ënneroffizier an der EU-Trainingsmission am Mali tätég, fir d'malesch Arméi auszebilden. Och am zivilen Beräich hëlt Lëtzebuerg u Missionen deel, wéi zum Beispill an de leschte Joren am Kosovo EULEX, am Niger EUCAP Sahel, am Mali EUCAP Sahel, an och an der Ukrain EUAM.

Den Ablack sinn dräi Lëtzeburger Polizisten am Sahel am Asaz, een am Mali an zwee am Niger. D'Participatioun un den zivilen Missionen bleift eng Prioritéit vun dëser Regierung, well et dee logesche Complement ass, fir eng Konfliktsituatioun laangfristeg ze stabiliséieren.

Mir setzen eis domadder aktiv derfir an, d'Rechtsstaatlechkeet an deene betraffene Länner opzebauen, an hinnen esou um Wee hin zu enger demokratescher, stabiler Statsform ze hëllefen.

D'Zesummenaarbecht, Här President, mat de Benelux-Länner bleift ee ganz wichtige Vektor vun eiser aussepolitischen Aktioun, sief et op grenziwwerschreidende Projeten oder op internationalem Niveau. Am Kader vun der Presidence vum Ministerrot vun der Benelux-Unioun hat Lëtzebuerg sech dräi grouss Prioritéite gesat: d'Mobilitéit an d'Sécherheet vun der Persounen verbessern, Ëmweltschutz promouvéieren an och de Bannemaart weider verdéieren. Mir hunn do konkret Initiative geholl, déi eise Bierger zeguttkommen, a se erlaben dem Benelux weiderhin, senger Roll als europäesche Laboratoire nozekommen.

Här President, de Bierger steet och am Mëttelpunkt vun der Presidence vun der Groussregioun, déi Lëtzebuerg den 1. Januar iwwerholl huet. Den Ausseministère huet an deem Dossier dem Departement vun der Groussregioun, am Kader vu senger Kompetenzen, seng aktiv Ënnerstëtzung ugebueden. An eis Equipe wäerten och enk zesummeschaffen.

De Siège um Kierchbierg: Als État hôte vu verschiddenen europäeschen Institutionen an Organisme setzt Lëtzebuerg weiderhin alles drun, fir de Leit, déi do schaffen, déi beschtméiglech Aarbechts- a Liewensbedéngungen ze garantéieren. Vun engem wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Standpunkt ass d'Präsenz vun ongeféier 14.000 - mir mussen dat ënnersträichen - 14.000 EU-Beamten an hire Familljen ee wichteg Element fir eist Land.

Um Niveau vun de Bauprojeten schafft d'Regierung elo momentan enk mat der Commission um Projet Jean-Monnet-II. D'Madamm Buergermeeschter vun der Stad wénkt, dann ass dat esou. D'Finanzgesetz dozou gouf jo och de 17. November 2016 hei an der Chamber ugeholl. De Projet gëtt an zwou Phase realiséiert an d'Endresultat wäert och eng funktionell an homogen Léisung fir déi ronn 3.000 betraffe Mitarbeiter duerstellen, déi den Ament op verschidde Sitten um Kierchbierg an och op der Cloche d'Or verspreet sinn.

Wat d'Kommission ugeet, wollt ech och nach soen, dass mer och aner Elementer vum Accord, deen ech am Dezember 2015 mat der Vizepräsidentin Kristalina Georgieva ofgeschloss hat, amgaange sinn ëmzesetzen oder souguer schonn ëngesat hunn. Esou gouf zum Beispill der Kommission hiren neien Datenzenter zu Betzdorf jo den 12. Dezember a Präsenz vum Kommissär Oettinger ageweit. D'europäesch Parlament kënnt, mat der Ënnerstëtzung vum Lëtzeburger Stat, och gutt viru mat den Aarbechten an hirem neie Gebai, dem Konrad-Adenauer-II. Datselwecht gëllt fir den drëtte Tuerm vum Europäesche Gerichtshaff. D'Plangungsarbechte fir de Sëtz vun der Cour d'appel a vun der neier Jurisdiction unifié vum Brevet kruten een Ament Retard wéinst dem brittesche Referendum d'lescht Joer. Mer sinn awer entre-temps nees weiderkomm. A mir erwaarden eis, dass dës nei Jurisdiction dann och dëst Joer hei zu Lëtzebuerg ka mat hiren Aarbechten ufänken.

Här President, déi al Divisiounen tëschent Norden a Süden, Osten a Westen, aarmen a räiche Länner schéngen ëmmer méi enger anerer, fundamentaler Divisioun Plaz ze maachen, an zwar där tëschent autoritären an demokrateschen Staten, tëschent zouenen an oppene Gesellschaften. Si ass tëschent deenen, op där enger Säit, déi dru gleewen, dass d'Muecht an

d'Transaktionen den internationale System regéiere sollen, an deenen, op där anerer Säit, déi wéi mir dru gleewen, dass international Bezéiungen op kloer rechtsstaatleche Regeln an Norme fondéiert musse sinn. Dacks sinn déi autoritär Staten nationalistesch gepräagt an hunn eng Weltusiicht, déi een Nullzommespill ass. Déi demokratesch State gleewen dogéint un de Wäert vun der internationaler Zesummenaarbecht, fir zesummen d'Problemer ze léisen.

Nom Enn vum Zweete Weltkrich hu mer eis Welt nei opgebaut. Mir hunn eis international Organisation ginn, déi verhënnere sollten, dass eng drëtze Kéier e Krich géint d'Mënscheheet géif ugoen. De kollektiven Trauma vun der Schoah a vum Verloscht vu 60 Milliounen Mënscheliwwen am Krich op där enger Säit, d'Angscht virun der absolutter Zerstéierungskraaft vun den Atomwaffen op där anerer Säit waren eigentlech d'Grondsteng fir d'Charta vun de Vereenten Nationen, d'Charta, an där d'mënschlech Wäert an d'Souveränitéit vun de State consacréiert goufen, an där d'Gläichheet tëschent alle Mënschen gradesou wéi d'souverän Egalitéit tëschent alle Staten, grouss a kleng, ee fir allemol festgehal gouf.

Dësen internationale System steet um Spill, wa Staten d'Mënscherechter net respektéieren. A ronderëm d'Welt erliewe mer am Moment eng Verschlechterung vun der Situatioun vun den zivilen an och vun de politesche Rechter zesumme mat engem erëm Opflame vu Konflikter. Weltwäit gëtt den Espace fir d'Zivilgesellschaft méi kleng. Déi Leit, déi d'Mënscherechter verteidegen gi selwer Affen vun Intimidatioun a vu Gewalt. Souguer virum Mënscherechtsrot a virun der Generalversammlung vun der UNO ginn d'Organisationen vun der Zivilgesellschaft ugegraff. Den internationale Mënschrechtssystem selwer gëtt attackéiert. Ëmmer méi State verbidden de Servicer vum héije Kommissär fir d'Mënscherechter, deen ech den 20. Januar hei zu Lëtzebuerg empfaange konnt, den Accès a kooperéieren net méi mat de Mandatäre vun de spezielle Procedure vum Mënscherechtsrot.

Lëtzebuerg ass, wéi Der vläicht wësst, Kandidat fir de Mënscherechtsrot fir d'Joren 2022 bis 2024. Et ass déi éischt Kandidatur vun eis fir dee Rot, deen 2006 an d'Liewe geruff gouf an ee wichteg subsidiäert Organ vun der Generalversammlung vun de Vereenten Nationen ass. Esou wéi mer 2013 an 2014 een engagéierte Member vum Weltsécherheetsrot waren, wëlle mer en engagéierten a couragéierten Member vum héchsten UNO-Gremium fir d'Promotioun a fir de Schutz vun de Mënscherechter ginn.

Ze gleewen, dass déi international souwéi déi national Acquisen, Här President, vun der Rechtsstaatlechkeet a vun der Demokratie onwidderrüflech sinn, wier e schwéiere strategesche Feeler. Esou wéi déi Generatiounen virun eis an zwee Weltkricher fir d'Fräiheet an d'Gerechtigkeit a géint de Faschismus an den Autoritarismus gekämpft hunn, esou mussen mir och elo prett sinn, fir eis Wäerter, international Obligationen a Prinzipien vun eise friddlechen Zesummeliwwen als Mënschen an als international Staatgemeinschaft ze kämpfen.

De Franz Kafka sot a sengem Roman „Der Prozess“, deen hien am Éischte Weltkrich geschriwwen huet: „Die Lüge wird zur Weltordnung gemacht.“ Dee Saz ass och haut nach ëmmer ganz aktuell, oder erëm ganz aktuell. Mä mir mussen eis dogéint wieren. Well ouni ee Minimum vu gemeinsamem Realitéitssënn a Vertraue wär d'Welt net gutt opgestallt, fir den nächste Generatiounen eng Perspektiv ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Ausseminister.

D'Debatten iwwert d'Erklärung zur Europa- an Aussepolitik fanne muer de Mëtten ab zwou Auer statt. Merci.

5. Nomination d'un médiateur

A mer géifen dann zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwergeen. Et geet drëm, dass d'Chamber en neie Mediateur, en neien Ombudsmann nennt. An dozou vläicht e puer Informatiounen. Esou wéi d'Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Artikelen 127 bis 131 vum Chambersreglement et virgesinn, bestëmmt d'Chamber elo deen neie Mediateur. No den Dispositiounen vun den Artikelen 128 an 129 vum eise Reglement huet d'Präsidentekonferenz eng Kandidatëlëscht mat fënnf Kandidaten arrétéiert. D'Lescht vun de Kandidaten, déi nach en lice sinn, ass un d'Deputéiert verdeelt ginn. D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Also, et gëtt keng Procuratiounen bei där doter Wiel.

Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponeiert an zréckbehal Kandidature si valabel. Dir sidd also gebieden, fir Iech um Wahlziedel fir ee Kandidat ze entscheeden.

(**Brouhaha**)

Wa mer senger Liewe beim éischten Tour kee Kandidat hätten, deen déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten nach en lice sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kruten.

Vote secret sur les candidats au poste de médiateur

Ech wollt och, ier ech elo gläich d'Nimm vun de Kolleegen opruffen, e puer Kolleegen entschëllegen, déi vun engem Stierfall an der Famill getraff sinn an dofir en bonne et due forme hei entschëllegt sinn. Ech wollt och gläichzäitig de Kolleeg Wiseler, Mergen a Roth eist härelecht Bäileed ausdrécken.

Ech géif dann, wann d'Ofstëmmung eriwuer ass, d'Nimm vun de Kolleeginnen a Kolleegen opruffen.

Appel nominal

Kolleegen, ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen, bis dass mer ausgeziedt hunn.

(**La séance publique est suspendue à 16.17 heures**)

(**La séance publique est reprise à 16.24 heures**)

An d'Sëtzung ass erëm op. Hei ass d'Resultat vun der Ofstëmmung. Mer hate 54 Bulletinen. Dorënner 5 Bulletins blanc. Also 49 Bulletinen, wou ofgestëmmt gouf. D'absolut Majoritéit louch, bei 54 Leit, déi ofgestëmmt hunn, bei 28. A mer hu folgend Resultat: D'Madamm Claudia Monti mat 35 Stëmmen, den Här Jan Kayser mat 9 Stëmmen, d'Madamm Catherine Thomé mat 4 Stëmmen, d'Madamm Christiane Weidenhaupt mat enger Stëmm an den Här Aniset Luc ouni Stëmmen.

Domat wär d'Resultat kloer an d'Madamm Claudia Monti wär nom Choix vun der Chamber déi nei Mediatrice.

(**Applaudissements**)

Voilà, Kolleegen, da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergeen, zum Projet de loi 6854. Et ass de Projet iwwert d'Hëllefen am Beräich vun der Fuerschung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Franz Fayot.

6. 6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur.* - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Stattssekretärin, an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat sech resolut der drëtter industrieller Revolutioun verschriwwen huet, ass eng staark Fuerschung an Innovatioun e Must. Fir dass déi smart an diversifiéiert Wirtschaft, un där eist Land schafft, Realitéit gëtt, brauche mer innovativ Produkter a Léisungen. An déi entstinn an engem Ëmfeld, wou d'Fuerschung an d'Privatwirtschaft effizient zesummeschaffen.

Ee vun de Mëttele vun der Politik, fir esou en Ëmfeld ze schafen, sinn d'Subventiounen, déi de Stat entweder direkt oder duerch Agencé ka verginn. D'EU huet an dësem Beräich vun der RDI 2014 en neit Reglement 651/2014 adoptéiert an e Règlement général, deen dat accompagnéiert. An et ass un dee Kader, wou mer eis Legislatioun haut duerch dese Projet upassen.

Dir wësst, dass d'Recherche et innovation ee vun deene véier Beräicher ass, wou d'Aides d'État an der EU erlaabt sinn. Déi aner dräi, just zur Erënnerung, sinn d'Énergie an d'Ëmwelt, d'PMEen, déi jo och elo hei an dese Volet mat



erageholl ginn, a strukturaarm Regionen, dat ass de Projet de loi 6853, mat deem mer och an der Ekonomieskommissioun befaasst sinn an den och elo deemnächst eng Kéier hei an de Plenum kënn.

Déi politesch Ambitioun hannert dësem Gesetz ass et, den Investissement generell an der Recherche eropzefueren duerch besser Zesummenaarbecht tëscht ëffentleche Stellen a Privatwirtschaft. Dat affichéiert Zil, dat am PNR vum leschte Joer nach eng Kéier verëffentlecht ginn ass, ass et, bis 2020 op e Gesamtopwand vun tëschtent 2,3% an 2,6% vum PIB ze kommen. An dovun zollen 0,7% bis 0,9% aus dem Privatsektor kommen.

Fir den Ament, an dat wëssen och déi meescht vun lech, gi mer ongeféier 1,1% vum PIB fir Recherche an Développement aus. Mir sinn also nach relativ wäit vum Schoss. Dat ass zwar net schlecht an et ass iwwert d'Joren ëmmer weider geklomm, mä an deene leschte Joren huet den Undeel vun der privater Recherche nogelooss an en ass haut relativ niddreg. An et ass genee dorun, wou mer mussen schaffen. An et ass och do, wou dat Gesetz hei usetzt.

Am Résumé beinhalt dëst Gesetz dräi Haaptännerungen: Déi éischt ass eng Vereinfachung fir Kleng- a Mëttelbetriber. Vun néng Régimes d'aides ass op ee reduzéiert ginn. Dat mécht den Accès an d'Verständnis vun dëser Matière méi einfach.

Zweetens kritt Luxinnovation nei Missiounen. Fir kleng Dossiere vu 50.000 bis 100.000 Euro ka Luxinnovation eegestänneg an also méi schnell agéieren. Bei Hëllef vum manner wéi 200.000 Euro kritt Luxinnovation eng Roll vun Agence de financement a kritt eng Dotatioun per Konventioun.

An drëttens bilt dëst Gesetz d'Basis fir déi ganz Recherche, Développement an Innovation, sief et fir den Artisanat, de Commerce, de FinTech, den Healthtech an all déi aner Beräicher, an déi d'Lëtzebuurger Regierung privilegiert investiert.

Dëst Gesetz vereenegt also déi ganz Matière.

De Projet de loi mat der Nummer 6854 ass den 12. August 2015 vum Wirtschaftsministère deposéiert ginn. Wéi gesot, d'Zil vun dësem Projet ass et, déi nei Hëllefssystemer fir d'Promotioun vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun anzeféieren, an dat am Aklang mat deenen zwee europäeschen Texter, déi ech scho virdru genannt hunn.

Suite vum Akraaftriede vum Règlement 651/2014 gëtt och d'Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Promotioun vun der Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun, souwéi den Artikel 5 vum geännerte Gesetz vum 30. Juni 2004 iwwert d'Kreatioun vun Hëllefssystemen zougonschte vu PMEen mat dësem Gesetzesprojet erëm an Aklang bruecht.

Zousätzlech ginn an dësem Gesetzesprojet eng Rei Recommandatiounen an Evaluatiounen, déi an deene leschte Jore vun nationale wéi och internationalen Akteuren un d'Lëtzebuurger Regime (veuillez lire: Regierung) adresséiert goufen, mat consideréiert a mat ëmgasat.

Wat d'Forme vun den Hëlfege ugeet, esou ginn zousätzlech zu den aktuelle klassische Subside mat dësem Gesetz nei Hëlfegeinstrumenter geschaaft. Mat dësem Gesetz sollen all d'Méiglechkeeten, déi den europäesche Kader hiergëtt, ausgeschöpft ginn, fir der Recherche, der Fuerschung an der Innovatioun finanziell Hëlfege zoukommen ze loossen an, wéi gesot, virun allem d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung vun de private Betriber ze héijen.

Mat dësem Gesetz sollen also d'Betriber weiderhin encouragéiert ginn, fir souwuel an d'Entwécklung vun neie Servicer a Produite wéi och a verbessert Produktiounsmethoden ze investéieren. Weider sollen och déi multisectoriell Spezialisatiounen a verschidde Beräicher incitéiert ginn.

Eent vun deene wichtegsten Instrumenter, op dat gesat gëtt, si Partnerschaften zwëschen Entreprises aus dem private Sektor an den ëffentleche Fuerschungslaboren.

E rezent Beispill, dat Der vläicht matkritt hutt, ass dee pluriannuelle Kooperationsprogramm tëscht Goodyear an dem LIST, dee viru Kuerzem annoncéiert gouf. Dat ass en ambitiëse Programm mat der Goodyear, wat jo am Fong dee Betrib mat deem gréissten R&D-Departement ass, an et sinn där Partneriater, där nach méi sollen an deenen nächste Joren hei am Fong duerch dëst Gesetz incitéiert ginn.

E weidert Zil vum Gesetz ass et, den administrativen Zougang zu finanziellen Hëlfege ze vereinfachen. Dofir kritt Luxinnovation GIE de Statut vun der verantwortlecher Finanzagence fir all déi finanziell Subsidien, déi, wéi gesot, ënner 200.000 Euro leien. An och d'Evaluatiounen vun dëse verschidde Hëlfege, déi mat dësem Gesetz entstinn, gi weider verstärkt.

Här President, den Hannergrond vun dësem Gesetzestext ass deen, dass sech an deene leschte 15 Jore de Lëtzebuurger System vun der RDI staark entwéckelt a strukturéiert huet a mëttlerweil eng kritesch Gréisst erreecht huet. Dorobber ass elo deementsprechend reagiert ginn an de Regime vun Hëlfege fir d'Recherche an d'Innovatioun ugepasst ginn.

Am Ufank hate mer hei zu Lëtzebuerg just Fuerschungs- an Entwécklungsaktivitéite vun e puer grouse Multinationellen. Dunn huet sech mat der Kreatioun vun de CRPen an der Uni Lëtzebuerg och d'Recherche fondamentale en place gesat an d'Fuerschungsaktivitéite verstärkt. Déi ëffentlech Fuerschung ass du progressiv zu enger politescher Prioritéit vun der Regierung ginn, obwuel hei nach Loft no uewen ass. An ech kommen zum Schluss nach eng Kéier kuerz op dës Remarque zréck.

Kontrakter mat Fuerschungsinstituter wéi zum Beispill Luxinnovation, mä och Reforme wéi d'Fusioun tëschent dem Institut Henri Tudor a Gabriel Lippmann mam Luxembourg Institute of Science and Technology (veuillez lire: tëschent dem Institut Henri Tudor a Gabriel Lippmann zum Luxembourg Institute of Science and Technology), d'Integratioun vun der Bio-Bank an den LIH, wéi och rezent d'Reform vum Fonds national de la recherche sinn alleguer Reformen, déi weiderhin zu enger staarker Entwécklung vum Fuerschungs- an Entwécklungssektor bäidroen.

D'Fuerschung, d'Entwécklung an d'Innovatioun hei zu Lëtzebuerg hu sech an deene leschte Jore villen Evaluatiounen ënnerbreet. Ech hunn dat schonn am Ufank ugedeit. Sou zum Beispill vun der OCDE, déi nach 2015 e Rapport publizéiert huet, der EU, dem nationale Conseil économique et social, mä och der Chambre de Commerce. Déi Lëtzebuurger Ziler am Kader vun der Strategie Europa 2020 wéi och d'Entwécklung vun den europäeschen Dispositiounen iwwert d'staatlech Hëlfege fir d'Recherche an d'Innovatioun si weider Contrainten, déi an der Evolutioun vun dësem Sektor mussen consideréiert ginn.

Fir déi strategesch Objektivier ze erreechen, ginn, wéi gesot, all d'Subventionsméiglechkeete fir d'Recherche, d'Entwécklung an d'Innovatioun benotzt, déi dëst neit Règlement ofréiert. D'Tauxen a Montants plafonds sinn zudeem vun Notifikatiounen un d'Europäesch Kommissioun ausgeschloss.

Wéi och scho virdru erwähnt ass d'Zil vun dësem Gesetzestext, d'Betriber, wéi gesot, weiderhin ze encouragéieren, fir an nei Servicer a Produiten, a verbessert Produktiounsmethoden, awer och an déi multisectoriell Spezialisatiounen a prioritär Beräicher ze investéieren.

Nach eng Kéier zur Erënnung: Wat sinn déi Beräicher? Dat sinn, éischstens, nohaltig Technologien, Technologie vum Liewen - déi sougenannten Healthtech oder Biotech -, Logistik, Raumtechnologien, Automobilbranche an Informatiouns- a Kommunikationtechnologien.

Wéi och scho gesot, ginn d'Partnerschaften tëschent den Entreprises aus dem Privatsektor an den ëffentleche Laboren weider encouragéiert. Dat zum Beispill duerch d'Erhéijung vum Taux maximal bei Kollaboratiounen am Kader vu Projeten an der Recherche an der Entwécklung.

Fir dës Ambitiounen och a Chifferen ze faassen, gëtt hei viséiert, dass amplaz wéi aktuell all

Joers zéng Kollaboratiounsprojeten ze maachen, kënneg 20 där Projete solle gemaach ginn. E weidert Zil ass et, an Zukunft sougenannte Capacitéitsinnovatiounen ze lancéieren, an d'Objektiv ass an deem Kontext, fir bis 2020 véier weider Centres d'excellence ze bauen, dovun zwee bis 2018.

Här President, ech géif just gär ganz kuerz op déi verschidde Avisen agoen. In extenso kënn Der déi a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Deen éischten Avis ass dee vun der Chambre de Commerce. D'Chambre de Commerce huet generell positiv op dëse Gesetzesprojet reagiert. Si begréisst dësen Text. Si seet, dass d'Efforten, déi am Beräich vun den Ausgabe gemaach ginn, als signifikativ kënnen bezechent ginn. Si begréisst och déi nei Palett vun Hëlfege, déi mat dësem Gesetzestext a Kraaft trieden. Si ënnersträicht awer, dass déi nei finanziell Hëlfege eleng net duerginn, fir dës Ziler ze erreechen, an dass ee soll méi staark a systematesch Evaluatiounen eragoen, fir a regelméisseg Intervallen d'Efforten an och d'Schwächte vun deenen Hëlfege ze analyséieren, fir da gegebenenfalls de System ze verbesseren an ze adaptéieren.

Wat d'Avis vum Statsrot ugeet, sou hu mer dës Avisen am Detail an der Kommissioun studéiert a mir sinn och drop agaangen. A sengem Haaptavis vum 24. Mee 2016 huet de Statsrot eng Rei Opposition-formellen opgeworf. Ouni elo an den Detail ze goen, handelt et sech hei haaptsächlech ëm Froen vu Cadrage normatif an ëm Rechtsongesicherheeten duerch Verweis op den europäesche Règlement, wou de Statsrot dat dann all Kéier kritiséiert huet.

Als Konklusioun, Här President, léif Kollegen, léif Kolleegen, géif ech gär soen, dass et, mengen ech, relativ kloer ass, dass kreativ an innovativ Entrepreneuren haaptsächlech op Lëtzebuerg kommen, wa se hei e favorabelt Ëmfeld fannen. An e favorabelt Ëmfeld ass en Ëmfeld, wou Ekosystemer bestinn, wou et gutt Centre-de-recherchë gëtt, wou et eng gutt Kooperatioun gëtt mat deenen ëffentleche Rechercheinstituter. Dozou gehéieren, haaptsächlech fir Start-uppen, awer och finanziell a materiell Hëlfege, mä och d'Berodung an den Austausch mat aneren Entrepreneuren. Fir dësen Ekosystem ze realiséieren, ass dëst Gesetz e wichteg Instrument.

Zum Schluss géif ech der Statssekretärin an och der Regierung nach gär véier (veuillez lire: dräi) Punkte mat op de Wee ginn, a vläicht ka se och kuerz an hirer Ried zum Schluss vun dëser Debatt dorobber agoen. Deen éischte Punkt ass deen, an ech hunn dat scho virdru indiquéiert, dass zu Lëtzebuerg, trotz deene groussen Efforten, déi gemaach gi sinn, nach Loft no uewe besteet.

Am internationale Verglach gesäit een, dass mer, wat eisen Invest ugeet, fir de Moment bei 1,2% vum PIB leien. Am Verglach ass d'EU-Moyenne bei 1,9%. An d'Moyenne an der OCDE läit souguer bei 2,3%. Wat verschidde vun eisen direkten Noperen ugeet, esou gesi mer, dass an der Belsch den Investissement 2,5% bedréit an an Däitschland souguer 2,8%. An ech mengen also, dass hei, wéi gesot, nach kënnen Efforte gemaach ginn, obwuel an deene leschte Joren do scho ganz vill a gutt geschafft ginn ass.

Zweete Punkt. Verschidde Beräicher, an dat ass am Prolongement vun deem éischten Punkt, brauche méi Investissementer wéi aner, wéi zum Beispill de Beräich vum Biotech. Do gëtt et nach kee grouse privaten Ekosystem, deen de Relais kéint bilde fir déi ëffentlech Recherche. An ech mengen, dass hei an der Kooperatioun tëschent dem LCSB, der Uni, dem Centre de recherche, dat heescht dem LIH an dem FNR, nach Verschiddenes kéint verbessert ginn, fir och dëse Sektor méi performant ze maachen.

An de leschte Punkt, deen ech wollt (veuillez lire: uschwätzen), wou ech am Fong éischer eng Fro un d'Regierung hunn, dat ass d'Fro vun deem Régime fiscal fir d'Business angels, dee jo ugeduecht ass, mengen ech, a wou d'Regierung wollt eng Initiativ huelen, fir am Fong Suen an de Sektor vun de Start-uppen

ze drainéieren; innovative Start-uppen, méiglecherweis mat engem fiskalen Incitatif. An ech wär frou, wa mer dozou vläicht kéinten e puer Informatiounen kréien.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

Här President, eng vun de wichtegste Matièrepremiéren hei zu Lëtzebuerg ass eis Matière grise. An den 80er Joren ass erkannt ginn, datt d'Recherche an d'Innovatioun wesentlech zur wirtschaftlecher Entwécklung vun eise Land bäidroen kënnen. Wéi steet et um Internetsite am Mot de bienvenue vum Jean-Paul Schuler, CEO vu Luxinnovation? «La recherche et l'innovation sont aujourd'hui reconnues comme étant des leviers puissants du développement économique. (...) Passons ensemble de l'idée à l'action!» Dee Slogan ass och de Fil rouge, deen dat hei Gesetz durchleef.

Haut hu mer d'Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Promotioun vun der Recherche, dem Développement an der Innovatioun souwéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 30. Juni 2004 iwwert de generelle Kader fir d'Régimes d'aides en faveur vun de Kleng- a Mëttelbetriber.

De Projet de loi 6854 dréit dem europäesche Règlement vum 17. Juni 2014 Rechnung. Dëse Règlement ass e sougenannte Règlement d'exemption.

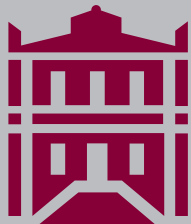
Här President, wat heescht dat? Op europäeschem Niveau ginn d'Statsbäihëlfe ganz kritesch gesinn. An am Prinzip muss all eenzel Statsbäihëllef fir d'Éischt der Europäescher Kommissioun notifizéiert ginn, fir en Accord ze kréien. Mat dësem Règlement d'exemption fallen déi Prozeduren ewech. Dat heescht, datt all déi Aiden, déi zu Lëtzebuerg am Kader vun der Recherche an Innovatioun vergi ginn an déi de Kritäre vun dësem Règlement d'exemption entsprechen, net méi mussen der Kommissioun notifizéiert ginn.

Wéi gesot, säit den 80er Joren hu vill Entreprises an och vill Instituter an Organismen, déi an der Recherche sinn, sech en Numm gemaach. Duerfir wëlle mer vun 1,16% vum PIB 2013 op 2,3% bis 2,6% vum PIB am Joer 2020 eropgoen. Duerch dëse Projet de loi ginn och besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber incitéiert, fir an d'Recherche an d'Innovatioun ze investéieren.

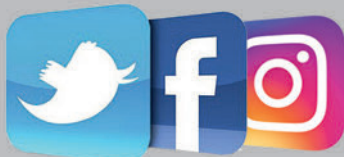
Des Weidere gëtt d'Spécialisation multisectorielle a prioritären Domänen oder an Domänen, wou Lëtzebuerg wierklech Virreider ka spillen, gepusht. Wéi et am Avis vun der Chambre de Commerce heescht, sinn déi Axes prioritaires: Matériaux avancés, Technologies durable, Technologies de la vie, d'Logistik, d'Technologie spaciales, de Secteur vum Automobil wéi och d'Informatiouns- an d'Kommunikationstechnologien.

Déi Aiden, déi kënnen ugefrot ginn, si fir d'Études de faisabilité technique, Aides à l'innovation zugonschte vun de Kleng- a Mëttelbetriber, Aidé fir jeunes entreprises innovantes, fir d'Innovation de procéder et d'organisation, fir d'Investissement an Infrastrukturen, déi d'Recherche facilitéieren oder erlaben, fir d'Investissement a sougenannte Pôles d'innovation, fir d'Gestioun vun dëse Pôles d'innovation a fir d'Participatioun u Programmer oder Initiativen en matière de recherche, de développement et d'innovation.

Aner wichteg Punkte sinn, datt de Partenariat tëschent Public a Privé renforcéiert gëtt, datt den Accès zu den Aidé simplifiéiert gëtt an datt och regelméisseg gekuckt gëtt, wéi den Effet bénéfique konkret vun deene verschidde Régimes d'aides ass.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

De Montant vun den Aidë variéiert en fonction vun der Taille vun der Entreprise, vum Domän, an deem recherchéiert gëtt, vum Niveau de collaboration tëschent Entreprises an Instituts de recherche an en fonction vum Degré de diffusion vun dem Resultat, dat duerch d'Recherche erauskënnt.

Wie gëtt dës Aiden? Dës Aidë ginn zesumme vum Ministère de l'Économie an dem Ministère des Finances ginn. Fir verschidden Aidë muss fir d'Éischt och en Avis vun enger Commission consultative gefrot ginn.

De qualitative Kritär, fir eng Aide ze kréien, ass, datt dës Aide, wéi et am Artikel 14 vum Projet de loi steet, en Effet incitatif huet an den Développement an d'Diversification économique favorabel nuancéiert.

Wéi kann esou eng Aide ausgesinn? Et kann entweder eng Subventioun sinn oder sous forme vu Kapital oder sous forme d'Avance récupérable. Eng Avance récupérable ass e Prêt en faveur vun engem Projet oder engem Programm, deem a verschiddenen Tranchen ausbezueelt gëtt a wou d'Remboursementskonditiounen dovun ofhänken, wéi de Projet ausheet. Et kann och sous forme vun enger Bonification d'intérêts, enger Garantie oder engem Prêt sinn. Dat hänkt vun deenen Domänen of, fir déi eng Aide ugefrot gëtt.

Här President, eng wichteg Roll kritt Luxinnovation, déi 1988 zu engem Groupement d'intérêt économique ginn ass, an déi ënnert dësem Projet de loi d'Missioun vun enger Agence de financement kritt. Ech weisen hei op eng Kritik vun der Chambre de Commerce hin, datt déi nei Missioun Luxinnovation net dierfen dovunner ofbréngen, weiderhin d'Sproochouer an ee vun de groussen Ambassadeure vun der Recherche an Innovatioun hei zu Lëtzebuerg ze sinn.

Här President, ech hat et am Ufank vu menger Ried gesot: D'Innovatioun ass haut am Fong keen Nischeprodukt méi hei zu Lëtzebuerg. D'Innovatioun ass e wichtige Bestanddeel vun eiser Wirtschaft an et ass wichtig, datt mir Politiker regelméisseg a Betriber ginn, fir och gewuer ze ginn, wat fir eng Recherchen an Innovatiounen dës Betriber maachen. Mir als CSV maachen dat regelméisseg. An ech profitéieren hei vun der Tribün, fir och eng Keier ervirzesträichen, datt bei eis am Osten, also am ländleche Raum, eng ganz Rei Betriber sinn, déi vill an d'Recherche investéieren an déi ee vun de Leaderen an hirem Secteur sinn.

Wie weess zum Beispill, datt et zu Gréiwemaacher eng Firma gëtt, déi um europäeschen Niveau marktführend ass an der Hierstellung vu Fënstere fir ganz grouss Autosmarken? Wie weess zum Beispill, datt zu Gréiwemaacher eng Firma Deeler fir Hightech-Motorrieder produzéiert, déi se duerch vill Innovatioun a Recherche kreéiert hunn? Am Raum Mondorf, am Raum Jonglënster ginn et ganz vill Handwerksbetriber, déi speziell a Produktionslinnen innovéiert hunn. Zu lechternach gëtt et e berühmte Betrib, deem Deeler fir d'Loftfahrt oder d'Raumfahrt produzéiert, nëmme méiglech duerch Innovatioun a Recherche.

Et ass also d'Missioun vun de Politiker, also vun eis, Här President, Ambassadeure vun deene Betriber ze sinn, fir datt d'Leit dobausse sech bewosst ginn, wat eng top Betriber mer hei zu Lëtzebuerg hunn, a fir och d'Loscht bei deene Jonken ze kréieren, fir an d'Recherche ze goen, well do läit e groussen Deel vun der Zukunft fir eis Jugend a soumat vun eisem Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. An nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng performant Recherche a stänneg Innovatioun si wesentlech an onverzichtbar, fir kënnen nei Produiten ze entwéckelen, fir engem seng Produktiounsmethoden ze verbessern, fir d'Qualitéit, d'Eegenschafte vun engem Produit ze optimiséieren, fir e méi zolidd, méi liicht oder méi ekologesch ze maachen.

Jo, d'Recherche an d'Innovatioun sinn de Schlëssel, fir kompetitiv ze bleiwen. Wie sech hautdesdaags net weiterentwéckelt, wien net vun neien Technologie Gebrauch mécht, deem huet et schwéier, op engem globaliséierte Maart ze bestoen. Et ass gewosst, dass Lëtzebuerg während deene leschte Jore vill Efforte gemaach huet, fir seng Économie ze diversifiéieren. Dozou gehéieren och Secteure wéi d'ICT, d'Ekotechnologien, den Automobillsektor, d'Logistik, den eHealth, wou grad d'Recherche, d'Entwécklung an d'Innovatioun den A an den O sinn, fir kompetitiv ze sinn an et ze bleiwen.

Dofir goufen och, zu Recht, scho vill Ressourcen an d'Recherche an an d'Entwécklung gestach. An et si jo och genau dës Aktivitéiten, déi mer nach méi hei am Land ausbaue wëllen, dat, well se eng héich Plus-value mat sech brénge kënnen. Eis ëffentlech Recherchen, sief dat d'Uni, de LIST oder de Luxembourg Institute of Health, sinn net méi an de Kannereschong. Si fänken elo lues a lues un, méi räif ze ginn. An dofir ass et nëmme richtig, dass mir eis Efforten an der Recherche an an der Innovatioun intensivéieren.

Besounesch d'Fërdere vu Partnerschaften tëschent privaten Entreprises an eiser ëffentlecher Recherche gëtt duerch dëst Gesetz verstärkt. Meng Partei huet sech scho laang fir eng méi effikass Koordinatioun op dësem Gebitt agesat. Dofir sinn ech frou, dass mer mat dësem Gesetz an déi richtig Richtung ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst och, dass d'Recommandatiounen vun der OECD, vum Conseil vun der Europäescher Unioun a vum CES zu engem groussen Deel an dës Gesetzesprojet agefloss sinn. Esou ass et och wichtig, dass mir eis konkret Ziler setzen, dass mer e Plang hunn, wou mer hiwëllen.

Eis Regierung wëllt, dass hir Depensé vun der Recherche a vum Développement bis 2020 op 2,3% bis 2,6% vum PIB klammen. 2013 waren dës Depensen eréischt bei 1,16%. An ech si mer sécher, dass déi Ziler, déi mir eis gesat hunn, mat Hëllef vun dësem Gesetz ze erreeche sinn.

Et ass och bekannt, dass d'privat Depensen zu Lëtzebuerg fir d'Recherche an d'Entwécklung net héich genuch sinn. Dat ass besounesch bedenklech, wann ee weess, dass mir eng Rei vun internationale Betriber zu Lëtzebuerg hunn, déi technologesch héich präzis Produiten herstellen. Besounesch an der Industrie hu mir héich spezialiséiert Betriber, déi scho säit Joren hei zu Lëtzebuerg an d'Recherche investéieren.

Dëst Gesetz setzt dofir gezielt Incentiven, fir dass et fir dës Betriber och weiderhin interessant ass, zu Lëtzebuerg an d'Recherche an an d'Innovatioun ze investéieren.

Mat deenen neie Forme vun Hëllef wäerten awer och nei Entreprises dovunner profitéiere kënnen, besounesch kleng a mëttelgrouss Betriber, déi momentan nach net esou vill an d'Recherche investéieren.

Ech wëll elo net nach eemol an all d'Detailer vum Gesetzesprojet agoen, well de Rapporteur

dat schonn ausféierlech gemaach huet, mä ech begrëssen et ausdrécklech, dass mir mat dësem Gesetz Objektivier fixéiert hunn, an zwar net nëmme strategesch Objektivier, mä och quantifiabel Objektivier. Dat ass deen eenzege Wee, fir och erauszefannen, ob déi definéiert Strategie och hir Friichte droe wäerten. An et gëtt eis och d'Méiglechkeet, do nozebesseren, wou et néideg ass.

Mir hunn eis zum Beispill als Zil gesat, déi privat Depensé vun der Recherche a vum Développement bis 2020 vun 0,71% op 1,4% vum BIP ze erhéijen. Mir wëllen, dass méi PPPen, also „public private partnership“, an der Recherche entstinn. Momentan entstinn där zéng d'Joer. Mir wëllen, dass et där bis 2020 20 d'Joer sinn. Mir wëllen, dass Exzellenzzentren entstinn. An d'Zil ass et, där bis 2020 véier hei zu Lëtzebuerg ze hunn, zwee Stéck scho bis 2018. Doniewent ginn och d'Prozedure vereinfacht, fir et de PMEen ze erméiglechen, méi einfach un dës Aiden erunzekommen.

Dëst sinn alles konkret an ambitiéis Ziler, mat deene mir herno constatéiere kënnen, ob se erreecht goufen oder net.

Här President, d'Demokratesch Partei ass frou, dass mir haut dëst Gesetz stëmme wäerten. Eis Betriber waarde scho laang drop, fir kënnen mat dësem neie Régime d'aides an d'Recherche, d'Entwécklung an an d'Innovatioun ze investéieren. Dëst Gesetz verbessert daitlech de Kader, fir esou Investissementer ze tätegen.

Dëst gesot, géif ech dem Rapporteur nach Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grouse Merci un de Rapporteur fir dese mëndlechen a schrëftleche Rapport, dee wéi ëmmer ganz komplett war, an am schrëftlechen Deel kann ee sech dovun och absolutt iwwerzeegen.

RDI, Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun, dat ass e Kapitel, wat fir Lëtzebuerg eng grouss Wichtigkeet huet. Dat sinn eiser Meenung no u sech dräi wichteg Piliere fir Lëtzebuerg, fir d'Lëtzeburger Wirtschaft, a fir sech och kënnen vis-à-vis vun den Nopeschlänner ze positionéieren, ze behaupten an ze differenzéieren. Se si wichtig, fir dass an Zukunft en nohaltegt Wirtschaften zu Lëtzebuerg och wäert méiglech bleiwen.

déi gréng sinn also iwwerzeegt, dass d'Fuerschung zu Lëtzebuerg onbedéngt noutwendeg ass, onbedéngt muss sinn an och vun ëffentlecher Hand muss ënnerstëtzt ginn. An dat weise mer net nëmmen doduerch, dass mer haut wäerten dat Gesetz hei stëmmen, dat hu mer och als Fraktioun gewisen, an zwar am Kader vum „Pairing Scheme: Politics meets Research“, wou mir als déi gréng eben och mat dräi Deputéierte vun am Ganze 17 ganz gutt vertrauten an engagéiert waren.

Et ass also fir déi gréng e staarkt Uleies, fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ze stäerken. Sief et d'Grundlagefuerschung op der Uni an an den Instituter, sief et awer och déi ugewannte Fuerschung an der Privatindustrie an an de PMEen. An déi zwou Fuerschungssparten, sief et elo ëffentlech a privat oder och déi zwee Deeler Grundlagefuerschung respektiv ugewannte Fuerschung, déi mussen zu Lëtzebuerg nach vill méi staark zesummefannen.

An duerfir begrëisse mer och ausdrécklech d'Zilsetzung, déi an dësem Projet de loi matdrasteet, an zwar d'Verduebelung vun de Kollaborationsprojeten, privat an ëffentlech, déi vun haut zirka zéng pro Joer op 20 pro Joer an der Strategie 2020 sollen uwuessen.

Déi verschidden Hëllef, déi an dësem Projet de loi hei proposéiert ginn, déi huet de Rapporteur u sech schonn am Detail virgestallt, an och deen neie Rôle, deen u sech Luxinnovation GIE soll iwwerhuelen, an duerfir wäert ech hei elo net méi am Detail drop agoen.

Ech wëll awer hei ee ganz kuerze Bilan maachen, d'Resultater opweise vun deem leschte Promotierungsgesetz 2009. Dat huet Resultater bruecht, déi moosbar sinn an déi sech och weise loossen. De Budget public fir d'Recherche an d'Entwécklung ass vun 2009 bis 2015 bal verduebelt ginn, mat am Moment fir 2015 380 Milliounen Euro. Bemierkenswäert ass dobäi, wann een dat e bësse méi genau kuckt, dass de Beräich Santé deen éischten un der Stell ass, an zwar mat net manner wéi 80 Milliounen Euro fir 2015. An als zweete Secteur kennt u sech do d'Education mat 45 Milliounen Euro. Nëmmen den Ëmweltberäich

ass säit all deene Jore mat zirka 8 Milliounen Euro stabill oder ganz liicht zrëckgaangen, wat eis als déi gréng natierlech net kann zefriddestellen. Mä wat net ass, ka jo nach kommen. An ech mengen, wann ee kuckt och am Kader vum Verloscht vu Biodiversitéit, déi eng Realitéit ass, vum Klimawandel, vun der Strategie Rifkin, da wäert an Zukunft d'Fuerschung am Ëmweltberäich och fir Lëtzebuerg a fir ganz Europa ëmmer méi wichteg ginn.

An duerfir sollte mir hei zu Lëtzebuerg eis Capacitéiten an dësem essenzielle Beräich och vergréisseren a stäerken a Lëtzebuerg zum Virreider an Europa maachen. A mir si scho Virreider a verschiddene Fuerschungsprojeten. An ech wëll just ganz kuerz dräi Beispiller opzielen. Dat eent, wat eis als déi gréng ganz noläit, dat ass de Fuerschungstull vun TDK op der Uni Lëtzebuerg, déi u sech Virreider sinn a wou Der och ganz regelméisseg d'Publikatiounen op deenen entspreche Sitten fannt, sief et an der Dünnschichttechnologie, sief et an der Erhéijung vum Rendement vu Fotovoltaikzellen, sief et awer och an de Konzentratorzellen. Dat ass also Energieproduktioun.

Dann hu mer ee Volet, wou mer och ganz staark vertraue sinn. An net méi spët wéi d'lescht Joer ass u sech de Lush Prize vun de Kosmetikhersteller un ee Lëtzeburger Fuerscher vergi ginn, an zwar vun der Uni Lëtzebuerg an der Biomedezinn. Dat ass de Pranjul Shah, een indesche Fuerscher, deem hei zu Lëtzebuerg ënnerwee ass. A wat huet e gemaach? En huet u sech den Daarm nogebilt. An zwar e künstlechen Daarm - a wat u sech dann an dee Volet erageet, dass mer kënnen d'Déiereversich zrëckschrauwen -, wou ee kann d'Interaktioun zwësche Bakterien an den Daarmhait simuléieren. An deen och absolutt weeweisend ass fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg. An duerfir ass dat och ee Volet, deem eis als déi gréng absolutt um Häerz läit, fir ze kucken, dass een dee Volet vun der Fuerschung un Déieren esou kleng wéi méiglech kann halen respektiv komplett dorop verzichten kann. Also Kosmetik ouni Déiereversich.

En drëtt Beispill, fir awer och ze weisen, dass d'PMEE méi wéi aktiv sinn: ALT, Advanced Logic Technology, dat ass eng PME, déi am Kanton Réiden an der Zone d'activité économique gesiedelt ass, an der SOLUPLA, déi u sech féierend ass an der Sensortechnik am Ëmweltberäich, déi souwuel d'Software wéi d'Hardware do op der Plaz entwéckelen an ugewannte Fuerschung do bedreiwen. Och dat si Beräicher, wéi mäi Virriedner virdru gesot huet, vun deene guer net esou bekannt ass hei zu Lëtzebuerg, dass mer do PMEen a kleng Entreprises hunn, déi ganz vir bäi sinn an der Fuerschung.

Ech war och selwer erstaunt, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg an dësem Secteur schaffen. An zwar fir d'Joer 2015, d'Statistike weisen dat, waren dat ëm déi 5.600 Leit. D'Halschent dovun si Fuerscher, also Leit mat ganz héije Qualifikatiounen. Een Drëttel sinn Techniker, déi do musse matspillen. An natierlech och d'administrativ Personal, fir u sech déi Fuerschungsprojeten zu Pabeier ze brénge respektiv déi ganz Gerance ze maachen.

D'Fuerschung zu Lëtzebuerg ass also och ee Garant fir Aarbechtsplazen, op allen Niveauen, ech hat scho gesot: Fuerscher, Techniker, Leit am administrative Beräich. D'Fuerschung zu Lëtzebuerg garantéiert och, dass mir an Zukunft nohalteg Aarbechtsplazen hei an alle Wirtschaftszweiger kënnen zu Lëtzebuerg halen an och an eise PMEen. An duerfir ënnerstëtze mir als déi gréng d'Fuerschung zu Lëtzebuerg. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt just am Numm vun der ADR och eis Zoustëmmung zu dësem Projet brénge.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert: d'Madamm Statssekretärin Francine Closener.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci, Här President. De Corselet,



dee Bréissel den EU-Memberstaten undet, wann et drëm geet, de Betriber mat finanziellen Hëllefën ënnert d'Aerm ze gräifen, dee Corselet gëtt ëmmer méi enk. Trotzdem bleibt nach Sputt. An dee Sputt notze mir gär als Wirtschaftsministère voll aus, sief et fir déi méi grouss Entreprises, sief et awer och fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi iwwer 99% vun eise Tissu économique ausmaachen, ze ënnerstëtzen.

Eng Wirtschaft, déi och muer an iwwermuer nach wëllt kompetitiv bleiwen, muss innovéieren. An déi Secteuren, déi mer zanter zéng Joer a méi zu Lëtzebuerg prioritär virundreiwen, fir eis Economie ze diversifiéieren, déi Secteure sinn ebe besonnesch innovativ an och fuersuchungsintensiv. Ob dat déi genannten Eko- a Biotechnologie sinn, den Automobilberäich, wou Der wësst, dass um Rouscht e ganz neie Campus entsteet, awer och d'Logistik, de Space an natierlech dee ganzen ICT-Secteur.

Déi Hëllef sollen awer och aner Betriber, sämtlech Betriber an alle Secteuren incitéieren, duerch RDI hiert Iwwerliewen, hir Kompetitivitéit ofzesécheren. Fir Hëllef am Beräich RDI ze ginn, gouf et bis elo zwee verschidde Gesetzer, op déi sech baséiert gouf: eent fir d'Aiden aus dem Wirtschaftsministère an eent fir d'Aidë vum fréiere Mëttelstandsministère.

A vu dass déi zwee Ministère jo elo zesummegehéieren, ass et och normal, dass et just nach ee Gesetz gëtt fir sämtlech Hëllef am Beräich Fuerschung an Entwécklung respektiv Innovation.

D'Fro, déi sech stellt, wann een Hëllef gëtt, ass natierlech: Wat bréngt dat, éischters, dem Land an, zweetens, wat bréngt et dem Betrib? Waren déi Suen eigentlech och gutt investéiert? Déi Fro brauchen eben Änworten. An duerfir gi mer och an eng nei Bewäertungslösch erant, an een neie Bewäertungssystem, dee mer aféieren, deen et haut net gëtt.

Déi dräi grouss strategesch Objektiv goufe genannt.

Éischters ass et néideg, dass d'Privatbetriber méi an d'Fuerschung investéieren. Am groussen Ganze stëmmt et, dass mer ambitiéis Ziler hu fir 2020. Ech wëll dozou awer och dem Rapporteur soen, dass mer schonn eng Kéier bei 1,8% waren. Allerdéngs, wéi d'Kris du komm ass, ass dee Percentage zréckgaangen, well, et ass kloer esou, dass et ëmmer an enger Kris esou ass, dass an der Fuerschung an an der Innovation d'Betriber als Éischt spueren. An dat gëllt besonnesch an der Finanzindustrie, wou do méi op d'Brems gedréckt ginn ass; manner an der Industrie tel quel.

Zweetens brauche mer Partenariater tëscht privaten Entreprises an der öffentlecher Fuerschung. Och dat ass scho gesot ginn. A mir wëlle besonnesch de PMEen hëllef, méi ze innovéieren. Duerfir muss den Accès fir déi Hëllef vill méi einfach ginn, vill besser ginn. Duerfir vereinfache mer eben och d'Prozeduren a leeë verschidden Hëllef zesummen.

Ee Wuert nach vläicht zu Biotech. Et stëmmt, de Secteur brauch méi Invest an d'Fuerschung, fir méi Entreprises unzezéien. Anerersäits gouf awer schonn intensiv um Ekosystem geschafft, wann ech nëmmen d'House of BioHealth nennen, wou d'Entreprise sech ugesidelt hunn, wou mer jo schonn an enger zweeter Phase sinn, fir ze vergréisseren.

Et muss een och soen, dass Projeten, wéi den HPC, den „high performance computing“-Projekt, dee muer zu Roum wäert ënnerschräwe gi mat der Bréisseler Kommissioun, oder Projekte wéi den Nationale Composite Centre, dass dat natierlech Projekte sinn, déi eise Fuerschungszenter, Fuerschungsstanduert hei zu Lëtzebuerg extrem stäerken, dass mer och do eppes maache fir eis Reputatioun an Europa an dorüwer eraus, a virun allem och direkt Aarbechtsplaz schaffen. Eleng mam HPC-Projekt kommen 200 Aarbechtsplazen direkt op Lëtzebuerg derbäi.

Da bleibt awer och d'Fro vum Volet vum eenzelne Betrib, déi sech stellt. Huet de Betrib mat Hëllef vun de staatleche Subventiounen dann effektiv och säin Zil erreecht? A fir dat ze moossen, ginn nei Indicateuren agefouert. Déi hänken natierlech vun der Zort vum Projet of. Dat kann den Émsaz sinn, dat kann den Emploi sinn, d'Steigerung vun der Produktivitéit oder anerer. An op Basis dovunner, vun deenen Indicateuren, kucke mer dann, ob d'Firma dat erreecht huet, wat se wollt; an dat bis zu fënnf Joer nodeems de Projet ofgeschloss gouf. Mir wëlle regelméisseg een Echantillon vu fäerdeg

Projeten, déi mer finanziell ënnerstëtzt hunn, esou moossen.

Wat gëtt subventionéiert? Abee am Fong déi ganz Innovationschaîne, Projeten a Programmer am Beräich RDI, awer och Etüden, technesch Faisabilitéitsetüden, den zäitweiligen Detachement vun héichqualifiziertem Personal, zum Beispill aus engem Fuerschungszentrum bei eng privat Entreprise, d'Berodung an der Innovation, an och d'Protektioun vun der Propriété intellectuelle. Et gëtt also eng Aide, fir en neit Produkt ze protegéieren. Och dat ass e Beräich, deen ëmmer méi wichteg gëtt. An et gëtt och eng Hëllef speziell fir innovativ Start-uppe vu maximal 800.000 Euro, fir Bréisselkonform ze ginn.

Et gëtt Hëllef fir nei oder optimiséiert Produktionsprozesser an d'Organisation vum Betrib. An nei ass och eng Aide fir Infrastrukturen am Beräich Recherche. Déi kann zum Beispill accordéiert ginn, wa sech eng Entreprise ee Fuerschungsequipement zouleet an dat duerno mat anere Partner, mat anere Betriber deelt.

Et gëtt natierlech awer och Hëllef fir e Pôle d'innovation, wann also ëffentlech a privat Akteuren op enger gemeinsamer Thematik schaffen. Ee Beispill, dat Der all kennt, ass Neobuild.

A wéi enger Form gëtt et déi Hëllef? Natierlech bleiwen déi klassesch normal Subventiounen, déi direkt Subventiounen, bestoen, mä et kommen awer och nei Formen vu Bähëllef derbäi. Et kann eng Avance accordéiert ginn. Start-uppe kënnen een Apport en fonds propres kréien. An et ass awer och esou, dass Investitiounen a Fuerschungsstrukturen oder an Innovationspöle kënnen mat Statsgarantien, Präten oder Zënsonifikatiounen ënnerstëtzt ginn.

An dann, wéi gesot, déi grouss Neuerung ass natierlech och déi vun der Luxinnovation, dass déi national Promotiounsagence elo de Statut kritt vun enger Agence de financement. Déi Konventioun tëscht dem Ministère an der Agence ass amgaangen ausgeschafft ze ginn, fir déi genee Modalitéite festzeleeën.

Wat erwaarde mer eis elo un Demandë fir Hëllef? Et kann een natierlech nëmme schätzen. Mir ginn dervun aus, dass bis d'Joer 2020 ronn 200 Milliounen Euro dierften u grouss Betriber an och d'PMEen ausbezuelte ginn am Beräich RDI.

Dann nach vläicht dee Punkt vum Régime fiscal fir Business angels, also déi Étude juridique, fir esou ee Regimm anzeféieren. Déi hu mer maache gelooss, déi ass fäerdeg. An d'Diskussione lafen eigentlech elo mam Finanzministère, fir ze kucken, wéi een dat am beschte kann ëmsetzen.

Här President, mat deem neie Gesetz schafe mer d'Viraussetzungen, fir och an deenen nächste Jore weider finanziell Ureizer fir eis Betriber ze behalen, déi engersäits vu Bréissel akzeptéiert ginn, an anerersäits de Betriber d'Decisioun erliichten, fir méi a Fuerschung, Developpement an Innovation ze investéieren. Well nëmmen esou hu mer och eng Chance, fir déi ambitiéis Ziler, déi mer eis gesot hunn, ze erreechen. Duerfir sinn ech frou iwwert déi breet Zoustëmmung vun der Chamber a soe Merci fir d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Statsekretearin. Mir wärenda prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6854 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6854 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60 Participatiounen am Vott. 58-mol Jo. 2 Absentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger,

Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour iwwerzegoen, de Projet 7039 iwwert d'Veermaartung an d'Benotzung vu sougenannte Précurseurs d'explosifs. An d'Madamm Tess Burton, d'Rapportrice, wäert eis elo erklären, ëm wat dass et genee geet. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

7. 7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, deen ech lech hei presentéieren, ass den 31. August 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider déposiert ginn.

D'Zil vun deem Gesetzesprojet ass et, spezifesch national Elementer vun engem Règlement vum Europäesche Parlament a vum Conseil an eis lëtzebuergesch Gesetzgebung ëmsetzen. Et geet drëms, fir souwuel de Verkauf wéi och de Gebrauch vun Ausgangsstoffen vun explosive Stoffen EU-wäit ze reglementéieren. D'EU-Reglement ass schonn en vigueur. Déi spezifesch national Elementer ginn hei elo preziséiert.

Mat deem EU-Reglement reagéiere mir op de Problem vu Mëssbrauch vu sougenanntem Ausgangsmaterial vun explosive Stoffen. An anere Wierder: Et gëtt eng ganz Rei bestëmmt chemesch Stoffen, déi sech de grand Public ganz einfach am Handel ka besueren an aus deenen ee ka Sprengstoff, spréich Bommen, hirstellen.

Dës sougenannten Ausgangsstoffen goufen an der Vergaangenheet a ginn och aktuell vun Terroristen a Kriminellen bei Attentater agesat. Dofir ass d'Zil vun deem Règlement, den Zougang zu dese chemesche Produite fir de grand Public esou gutt wéi méiglech ze ënnerbannen. Dës Measure ass eng vu ville legislativen Äntwerthen, déi d'EU gëtt op déi aktuell Terrorismusgefor an déi sëllegen Attentater, déi mat selwer gebastelte Sprengstoff vum regulären Handel getäteg gounn.

Déi chemesch Substanzen, déi hei viséiert sinn, ginn an zwou Kategorien ënnerdeelt. Déi éischt Kategorie enthält verbuede Substanzen, wann déi iwwer eng gewësse Konzentratioun erausginn. An an där zweeter Kategorie ginn dann all déi Substanzen opgelëscht, déi bei enger verdähteger Transaktioun musse gemellt ginn. Mir schwätzen hei vun zwou Annexen, wou dës Substanzen opgelëscht ginn.

Et gëtt zwar schonn eng Rei gesetzlech Regelungen am Beräich vun Explosiven, souwuel um internationalem, europäeschem souwéi och um nationalen Niveau, mä dës Regelunge konzentréiere sech net wierklech op de Risiko vun deene sougenannten Ausgangsstoffen vun explosive Stoffen. An och déi bestoend Gesetzgebung sinn ënnerschiedlech zwëschen de Länneren.

E konkret Beispill, wou Krimineller dovun Gebrauch maachen, dass d'Gesetzgebung vu Land zu Land ënnerschiedlech sinn, ass d'Beispill vun der ETA, déi grouss Quantitéite vu Sprengstoff, déi a Spuenien verbuede sinn, a Frankräich an a Portugal verstoppt hunn. An deem Sënn gouf eben decidéiert, fir dës spezifesch Matière op EU-Niveau ze reglementéieren, well dat eben net komplett vun den eenzelnen EU-State kann assuréiert ginn.

Wat ass dann elo konkret en Ausgangsmaterial vun explosive Stoffen? Zum Beispill Peroxyde d'hydrogène, besser bekannt ënnert dem Numm Waasserstoffperoxid, gëtt a groussen Mengen u Coiffeure verkaaft, kann awer och als Explosivstoff agesat ginn. Genauso wéi Am-

moniumnitrat, dat an der Landwirtschaft agesat gëtt, oder och den Nitromethan, dee bei der Benotzung vu bensinbedriwwene ferngesteuerte Spillautos benotzt ka ginn. Dës sinn nëmmen e puer Beispiller vu Stoffen, déi zougänglich si fir all Privatmann a fir e falsche Gebrauch mësbraucht kënnen ginn.

Här President, Lëtzebuerg huet sech fir en totale Verbuet ausgesprach a ralliéiert sech domat an déi belsch Gesetzgebung. Dat heescht, dass d'Afféierung, de Besëtz an de Gebrauch vu Stoffen, déi an der Annex 1 virgesi sinn, hei am Land verbuede sinn. Et gëtt also hei zu Lëtzebuerg och kee Régime de licence oder d'enregistrement, fir esou Substanzen beim Verkauf anzuedoen. Ganzer zwielef Länner hu sech fir dese Regimm, also fir en totale Verbuet, ausgesprach, wat niewebäi och den administrativ einfachste System ass, fir dass dës Règlement a Kraaft kann trieden.

Komme mer elo zu deene verschiddenen Avisen.

D'Chambre de Commerce bedauert an hirem Avis déi relativ spët Ëmsetzung vun deem europäesche Règlement, wat säit 2014 a Kraaft ass. Och wërft d'Chambre de Commerce d'Fro op, firwat Lëtzebuerg sech fir den totale Verbuet entscheet huet an de Régime de licence an de Régime d'enregistrement net mat iwwerholl huet. Dës géif et näamlech erméiglechen, dass eng Rei vun heefeg gebrauchte Stoffen awer kéinte benotzt ginn. Hei kann een nach emol preziséieren, dass de Gesetzesprojet virgesäit, dass eng Rei vu Substanzen weiderhi vum grand Public benotzt kënnen ginn. Dat awer just ënner enger gewëssener Konzentratioun.

De Statsrot huet de 27. Oktober 2016 säin éischten Avis ofginn, andeems hie sech zum Artikel 5 opposéiert huet. Hei berëfft sech de Statsrot op den Artikel 15 vun der Constitution an op den Artikel 8 vun der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter a verlaangt, dass an deem Artikel muss preziséiert ginn, dass am Fall, wou et e Verdacht gëtt, dass eng Persoun sech Zougrëff verschafft huet op gréisser Menge vun deenen explosive Stoffen an eng Hausvisitt duerchgefouert soll ginn, dës awer just mat engem Mandat vun engem Riichter méiglech ass.

Dës Demanden goufen an der Kommissioun och Rechnung gedroen. Allerdéngs ass d'Kommissioun enger anerer Demanden vum Statsrot net nokomm. A sengem Avis huet de Statsrot näamlech och recommandéiert, dass net, wéi virgesinn, d'Police grand-ducale den nationale Point de contact soll sinn, mä de Wirtschaftsministère. Dës Präferenz ass, wéi scho gesot, d'Kommissioun net nokomm, well de Wirtschaftsministère net déi néideg Kompetenzen huet, fir den nationale Point de contact ze sinn, esou wéi dat an deem Gesetz virgesinn ass.

D'Ulafstell, fir esou Verdächter ka just d'Police grand-ducale sinn, well si déi néideg Disponibilitäten a Ressourcen huet. Zum Beispill misst de Ministère 24 Stonnen op 24 eng Ulafstell garantéieren, fir esou Verdächter unzuhuelen, wat awer de Moment net méiglech ass.

A sengem Avis complémentaire gëtt de Statsrot säin Accord zu deenen Erklärungen, wat den nationale Point de contact betrëfft, an hieft domadder seng Opposition formelle och op.

Voilà! Dës gesot, soen ech lech Merci fir d'Noleschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Burton. Éischt ageschräwwe Riederin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken der Rapportrice e ganz groussen Merci fir hiren explizitte schrëftlechen an och mündleche Rapport.

Dës Gesetzesprojet setzt jo d'EU-Reglement 98/2013 a Lëtzebuergescht Recht ëm an hätt eigentlech scho misse 2014 transposéiert ginn. Et ass e Règlement, wat d'Commercialisatioun an d'Benotzung vu chemesche Produite regelt, déi nieft dem übliche Gebrauch awer, esou wéi d'Madamm Rapportrice dat och gesot huet, vun Terroristen benotzt ginn, fir doräusser ebe Bommen hirstellen an domadder Attentater ze plangen an och auszuféieren.

Bis dato war d'Gesetzgebung an der EU net eenheetlech. Munch Staten hu bestëmmt Produite verbueden, während se an anere fräi um Marché ze kréie waren. Mat deem Règlement soll dann elo séchergestallt ginn, dass an alle Länneren déiselwecht harmoniséiert Regele gellen, wat de Verkauf an d'Benotzen ebe vun dese



Mëttelen ubelaangt. Domadder soll et fir d’Ter-
roristen onméiglech ginn, einfach an en anert
Land ze reesen, wat vläicht méi eng large Ge-
setzgebung huet a sech dann do dat ze be-
schafen, wat se fir hir brutal Attentater
brauchen.

Bestëmmt chemesch Produiten, déi bis ewell
relativ einfach um Marché fir jiddwereen ze
kréie waren, ginn entweder elo ganz verbuede
fir de Privatmann a just nach un déi Profes-
sionell verkaaft - dat sinn déi, déi mer an der
Annex 1 opgelëscht fannen -, oder se ginn ën-
ner Observatioun gestallt, also Annex 2. Dat
sinn déi Produkter, déi een och weiderhin als
Particulier ze kafe kritt, soulaang net gewësse
Konzentratiounen an och gewësse Quantitéiten
iwwerschratt ginn.

Ech ginn lech e puer Beispiller. D’Madamm
Burton hat schonn dat eent oder anert citéiert.
Ech wéilt dat e bëssen erweideren, fir dass mer
och wierklech wëssen, vu wat mer hei schwät-
zen. Ugefaange mat Beispiller vu Produkter aus
der Annex 1, also déi, déi an Zukunft just u
Professioneller dierfe verkaaft ginn. Dir hat et
gesot, de Peroxyde d’hydrogène, besser be-
kannt ënnert dem Numm „Eau oxygénée“, dee
gebraucht gëtt am Coiffeurssalon, fir d’Hoer ze
entfierwen, fir Mëchen dran ze maachen. Do-
hier och den Numm „wasserstoffblond“.

► **Une voix.**- Dir wësst, vu wat Der schwätzt.
► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).-
Mir wëssen, vu wat mer schwätzen, Dir Hären.

(**Hilarité**)

Peroxyde d’hydrogène gëtt awer och geholl, fir
Pabeier ze bleeche, fir d’Zänn méi wäiss ze
maachen oder och nach, fir d’Waasser an de
Schwämmen ze behandelen, well et och anti-
septesch wirkt.

Dann awer och den Nitromethan. Dee gëtt be-
notzt als Carburant, wéi gesot, bei Courseau-
toen, awer och fir d’Produktioun vu pharma-
zeutesche Produkter a Pestiziden an och als
Solvent. Fréier hu mer dat „Thinner“ genannt.
E Mëttel, fir Flecken ewechzemaachen, sief et
vun Usträicherfaarf oder eben an de Botze-
reien.

An dann hätte mer och nach den Acide ni-
trique, dee vu Kënschtler an an den Dréckereie
benotzt gëtt bei Koffergravuren a vun de
Bauern och als Dünger agesat gëtt.

Ee Beispill just vun de Produkter aus der Annex

2 wier den Aceton, fir den Neellack dann ofze-
maachen. Oder awer och nach den Nitrato
d’ammonium, wat och erëm als Düngemëttel
geholl gëtt.

Wichteg, an dat ass wierklech dat, wou mer ef-
fektiv müssen drop pochen, dat ass, dass an
Zukunft Kontrollen op der Plaz gemaach ginn.
A ganz besonnesch wäerten d’Leit aus dem
Commerce sensibiliséiert ginn. Éischtens emol,
den Distributeur, dee soll drop oppassen, dass
seng Clienten - also ech soen elo just d’Coiffeu-
ren oder eben och d’Bauern - net op eemol
aussergewéinlech grouss Quantitéite bestellen.
Dann awer och d’Caissière selwer. Déi müssen
direkt reagéieren, wann esou e Mëttel op
eemol a ganz grouss Quantitéiten iwwert
d’Théik geet. Dat gëllt elo éischter fir Produkter
aus der Annex 2. An dann awer och d’Betriber
selwer. Déi sollen oppassen op hire Stock. Si
sollen deen am A behalen an oppassen, dass
net op eemol Wuer verschwénnt.

Soubal also ee vun hinnen eppes Anormales
feststellt, muss en dat direkt bei der Police si-
gnaléieren. D’Police ass hiren Usprichtpartner a
muss benoriichtegt gi bei suspekten Transak-
tiounen oder Tentativé vu suspekten Transak-
tiounen, an ebe soubal déi chemesch Subs-
tanzen, déi opgelëscht sinn an deenen zwou
Annexen, verschwannen.

Mir als CSV begreissen dës wichteg Mesure fir
d’Bekämpfung vu Mëssbrauch vu chemesche
Produkter an domadder also och d’Be-
kämpfung vum Terrorismus. A mir gi selbst-
verständlech heimadder den Accord vun eiser
Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*-
Merci. An den nächste Riedner ass den Här
Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President.
No esou engem ausféierleche Rapport, wéi mer
en hei vun der Deputéiert Tess Burton virge-
droe kruten, bleift mir u sech just nach, em ze
félicitéiere fir dee gudde mëndleche Rapport
awer och fir säi schrëftleche Rapport, an den
Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci
och. Den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- Merci, Här
President. Och vu mir aus der Rapportrice e
grousse Merci fir de schrëftlechen a mëndleche
Rapport. Bei dësem explosiven Thema wëll ech
elo net nach mat enger ganzer Rei vu Beispiller
aus dem deegleche Liewen hei kommen, wou
ee sech kéint schëlleg maachen. Bei verschi-
dene Produkter hat ech och net direkt fir mech
en Uwendungsfall fonnt. An dofir géif ech ein-
fach elo emol hei den Accord vun der grénger
Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*-
Merci. Dann den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo. Merci, Här Pre-
sident. Och ech bréngen den Accord vun der
ADR-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*-
Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Dann
huet d’Statssekretärin am Wirtschaftsministère
d’Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Closener**, *Secrétaire d’État
à l’Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen
an Dir Hären, och ech wëll der Rapportrice en
décke Merci soen, fir deen ausféierleche
mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech
mengen, et ass alles gesot. Hei gesäit een
eemol méi, firwat mer Europa brauchen, firwat
mer méi Europa brauchen, firwat Europa gutt
ass. Duerfir och de Fraktiounen e grouss Merci
fir hiren Apport.

Ech wëll och nach soen, soubal wéi d’Gesetz
am Journal officiel publizéiert ass, maache mer
eng grouss Sensibiliséierungsaktioun beim
grand Public a beim Commerce, deenen zou-
stännegen Autoritéiten, sief dat d’Police, den
ILNAS, de Wirtschaftsministère, d’Douane, an
op där anerer Säit bei de Berufschamberen,
der Chambre de Commerce, der Chambre des
Métiers, der Fédération des artisans, der Fedil,
der CLC maache mer zesummen eng grouss
Campagne, fir eben déi Sensibiliséierung op
déi dote Saachen ze renforcéieren.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci
och der Madamm Statssekretärin. A mer wären
elo prett, fir ofzestëmmen iwwert de Projet 7039.

**Vote sur l’ensemble du projet de loi 7039 et
dispense du second vote constitutionnel**

An d’Ofstëmmung fänkt un. Fir d’Éischt déi
perséinlech Stëmmen. Dann d’Procuratiounen.
An d’Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

Also, mir hunn 59 Participatiounen um Vott.
59-mol Jo. Domat ass de Projet unanime uge-
holl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie
Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco
Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon
Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine
Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes,
Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme
Sylvie Andrich-Duval), M. Paul-Henri Meyers,
Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar,
Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,
Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par
M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes
Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,
Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Mars Di
Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude
Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone
Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur
(par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle
Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander
Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme
Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter),
Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Gérard Anzia),
Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et
M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy
Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d’Chamber bereet, d’Dispens vum zweete
Vott ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten
ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëttan um
zwou fir d’Debatt iwwert d’Europa- an Ausse-
politik. Merci.

(**Fin de la séance publique à 17.25 heures**)

Sommaire des séances publiques n^{os}25, 26, 27 et 28

25^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 338
Communications	p. 338
Ordre du jour	p. 338
Heure de questions au Gouvernement	

Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d’agran-
dissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports p. 338-339

Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l’ouverture du vote par cor-
respondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre
d’État p. 339

Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l’inspectorat et
plus particulièrement l’impact de la création des directions sur la situation spécifique des institu-
teurs actuellement détachés auprès d’un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre
de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse p. 339

Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée
à M. le Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consomma-
teurs p. 339-340

Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre na-
tional des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l’Intérieur p. 340

Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de
l’hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d’État à l’Économie p. 340-341

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerde-
rungen»
et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l’OTAN
p. 341-356

Ordre du jour p. 356

26^e séance

Ouverture de la séance publique p. 356

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerde-
rungen»
et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l’OTAN (suite)
p. 356

Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de
l’«Aktionsplang fir d’Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d’un débat
p. 356-362

7105 - Projet de loi portant introduction d’une prime unique pour l’année 2016 dans le cadre
de l’accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique p. 362-363

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d’Esch-sur-Alzette et la Com-
mune de Sanem p. 363-364

27^e séance

Ouverture de la séance publique p. 364

Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région p. 364-373

28^e séance

Ouverture de la séance publique p. 373

Communications p. 373-374

Ordre du jour p. 374

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la poli-
tique européenne et étrangère p. 374-379

Nomination d’un médiateur p. 379

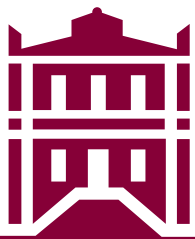
6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d’aides à la recherche, au développement et à l’innovation;

2. les missions de l’Agence nationale pour la promotion de l’innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du dévelop-
pement et de l’innovation p.379-382

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d’application et les sanctions du règlement
(UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisa-
tion et l’utilisation de précurseurs d’explosifs p. 382-383



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2698	Gusty Graas	Études sur le transport ferroviaire	2787	André Bauler	Route nationale N10 entre Dasbourg et Marnach
2722	Roy Reding	Sanctions disciplinaires pour magistrats	2788	Yves Cruchten	Ligne RGTR 215
2741	David Wagner	Difficultés relatives au stage d'insertion professionnelle des enseignants-stagiaires	2789	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck
2745 cf. 2759	Marco Schank	«Carsharing»	2790	Laurent Mosar	Moteur de recherche en ligne permettant l'accès à des données d'assujettis à la TVA
2755	Henri Kox, Josée Lorsché	Modification notable des modalités d'exploitation pour une vingtaine de réacteurs nucléaires français	2791	André Bauler	Tourisme au Luxembourg
2759 cf. 2745	Claudia Dall'Agnol	«Carsharing»	2792	Franz Fayot	Dépenses militaires
2761	Gusty Graas	Tests des gaz d'échappement des véhicules	2793	Fernand Kartheiser	Orthophonie
2763	Yves Cruchten	Risque d'incendie lié à des installations photovoltaïques	2794	Fernand Kartheiser	Prévention du VIH
2764	Claudia Dall'Agnol	Lignes RGTR desservant la ville de Dudelange	2795	Fernand Kartheiser	Critères linguistiques d'embauche de LuxTram SA
2777	Fernand Kartheiser	Statistiques de l'immigration	2796	Martine Mergen	Maison des associations asbl
2778	Gérard Anzia, Henri Kox	Festival de l'automobile 2017	2797	David Wagner	Pénurie de logements
2780	Marc Spautz	Structures provisoires d'accueil pour réfugiés	2798	Laurent Mosar	Contrats épargne-logement
2781	Françoise Hetto-Gaasch	Structures accueillant des nouveau-nés	2799	Marc Lies, Sylvie Andrich-Duval	Friche industrielle Laminoir de Dudelange
2782	David Wagner	Étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes	2800	Gilles Roth, Diane Adehm	«Paquet d'hiver» de la Commission européenne
2783	Gilles Baum	Trafic sur la route nationale N11	2801	David Wagner	Sous-traitance de la délivrance de visas à destination du Luxembourg
2784	Josée Lorsché	Complications liées à des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel	2802	Martine Hansen, Marco Schank	Produits du terroir
2785	Françoise Hetto-Gaasch	Aide pour aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques	2809 cf. 2814	Diane Adehm, Gilles Roth	Cyberattaques
2786	Taina Bofferding	Participation de «demandeurs de protection internationale» en tant qu'auditeur libre à des cours de l'Université du Luxembourg	2812	Gérard Anzia, Henri Kox	Fuite d'huile auprès de Goodyear à Colmar-Berg
			2814 cf. 2809	Fernand Kartheiser	Cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement
			2824	Laurent Mosar	Cyberattaques de la CIA
			2831	Gérard Anzia	Dégâts causés par des renards
			2858	Marc Lies	Registre national des personnes physiques
			2899	Fernand Kartheiser	Cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement

Question 2698 (25.01.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **études sur le transport ferroviaire**:

Le transport ferroviaire joue un rôle-clé dans la stratégie de mobilité douce du Grand-Duché. Actuellement plusieurs études dans ce domaine sont menées dans le cadre du programme «Horizon 2020» de la Commission européenne. En effet, les recherches Roll2RAIL, It2RAIL et In2RAIL ont pour objectif de trouver des solutions pour améliorer l'infrastructure ferroviaire en Europe, respectivement par une architecture plus performante des trains, par une coordination accrue entre les différents moyens de transports en commun et par la digitalisation du réseau ferroviaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Luxembourg participe à ces efforts de recherche (support financier ou en personnel)?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des résultats de ces trois études sont d'ores et déjà connus? Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il en mesure d'indiquer la date de publication des conclusions?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces dernières pourront servir à améliorer le réseau ferroviaire luxembourgeois?

Réponse (27.03.2017) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par la question parlementaire n°2698 du 25 janvier 2017, l'honorable Député Monsieur Gusty Graas souhaite s'informer sur les études stratégiques dans le transport ferroviaire.

Le programme-cadre «Horizon 2020» pour la recherche et l'innovation 2014-2020 établi par le règlement (UE) n°1291/2013 du Parlement

européen et du Conseil vise à garantir un impact plus grand sur la recherche et l'innovation en combinant les moyens financiers de l'Union et ceux du secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) dans des domaines où la recherche et l'innovation peuvent contribuer aux objectifs plus larges de l'Union en matière de compétitivité, mobiliser des investissements privés et aider à relever les défis de société. La participation de l'Union à ces partenariats peut prendre la forme de contributions financières à des entreprises communes établies sur la base de l'article 187 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

C'est dans ce cadre qu'a été créée par règlement (UE) n°642/2014 du Conseil du 16 juin 2014 l'entreprise commune Shift2Rail visant à stimuler et à mieux coordonner les investissements de l'Union en faveur de la recherche et de l'innovation dans le secteur ferroviaire en vue d'accélérer et de faciliter la transition vers un marché ferroviaire de l'Union plus intégré, plus efficace, plus durable et plus attrayant, adapté aux besoins des entreprises du secteur ferroviaire et conforme à l'objectif général de la réalisation d'un espace ferroviaire unique européen.

La participation substantielle de l'industrie constitue un élément essentiel de l'initiative Shift2Rail. Les gestionnaires d'infrastructure et les entreprises ferroviaires ne sont représentés que par quatre grandes sociétés.

Les projets de recherche évoqués par Monsieur le Député sont des projets «phares» destinés à éclairer le chemin de l'entreprise commune Shift2Rail, leurs résultats devant alimenter les programmes d'innovation de Shift2Rail.

Les CFL ne participent pas à ces efforts de recherche, mais ils sont engagés dans des développements à plus court terme pouvant bénéficier plus rapidement au réseau ferré luxembourgeois. Le Département des transports participe par contre au groupe des représentants étatiques de Shift2Rail. Quant à une participation financière du Luxembourg, ces projets sont cofinancés par l'Union européenne.

Les projets mentionnés devraient s'achever fin avril 2018 pour In2Rail et fin octobre 2017

pour les deux autres, à savoir Roll2Rail et It2Rail.

Ces études devraient permettre à long terme des avancées au niveau de l'industrie ferroviaire qui devraient à terme bénéficier tant au réseau ferré luxembourgeois qu'au matériel roulant qui y circule.

Question 2722 (16.02.2017) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **sanctions disciplinaires pour magistrats**:

Am Zusammenhang mam Fonctionnement vun der Justiz wollt ech dem Här Justizminister e puer Froe stellen:

1. Wann ee Magistrat vun der Cour supérieure de justice als „sanction disciplinaire“ an d'Pension geschéckt gëtt, wat ass da genau d'Sanktioun?

2. Kritt dee Betroffenen dann ab deem Datum eng „Pension“? Wa jo: Wéi héich ass déi?

3. Wéi wëllt d'Regierung an Zukunft sécherstellen, datt d'Mandater, déi d'Gerichter verdeelen (curateur, curateur à succession vacante, tuteur, notaire, commis...), gerecht an/oder no novollzëbaren, objektive Kritäre verdeelt ginn an datt esou déi néideg Transparenz geschaaft gëtt?

Réponse (15.03.2017) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

ad 1. Den Artikel 156 (5) aus dem Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire vun 1980 gesäit d'„mise à la retraite d'office“ vun engem Magistrat als Disziplinarstroof.

Déi „mise à la retraite“, gesprach duerch e rechtskräfft Uerteel vun der Cour supérieure de justice, beendegt d'Aarbechtsverhältnis vum Agent vis-à-vis vum Stat. De betroffenen Agent verléiert seng Aarbecht, säi Statut als Magistrat.

ad 2. D'Disziplinarstorf léisst d'Recht op eng Pension bestoen. Awer déi Pension gëtt eréischt ausbezuelet wann een d'Konditiounen, déi an de Pensionsgesetz stinn, erfëllt, dat

heescht no 40 Cotisationsjoren oder spéitstens am Alter vu 65 Joer mat zéng Cotisationsjoren.

ad 3. D'Gerichter hu Regeln, no deene si Mandater un Expert, Curateur, Tuteur, Notaire, Commis, etc. verdeelen.

Et ginn zum Deel Regeln, déi an den Texter stinn, z. B. dat groussherzoglecht Reglement vum 23.12.1982 iwwert d'„conditions de désignation d'un gérant de tutelle“, an zum aneren sinn et och eege Regeln, déi d'Gerichter an hirer souveräner Appréciation no objektiven a beruffleche Kritäre festsetzen, wéi z. B. d'Erfahrung vun Affekoten an Notairen a spezielle Beräicher. All déi Regeln, esouwuel déi aus den Texter wéi och déi aus der Praxis, solle garantéieren, dass Mandater op eng korrekt a transparent Aart a Weis gesprach ginn am Prinzip.

Question 2741 (06.02.2017) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant les **difficultés relatives au stage d'insertion professionnelle des enseignants-stagiaires**:

Le nouveau stage d'insertion professionnelle pour les enseignants-stagiaires de l'école fondamentale, organisé par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), est entré en vigueur à partir du premier semestre de 2016.

Entre-temps, il a été porté à ma connaissance qu'au début du mois de décembre une centaine d'enseignants-stagiaires a pris rendez-vous avec la direction de l'IFEN afin de lui soumettre ses doléances relatives au stage. Pendant ces réunions, de nombreuses réclamations ont été portées à l'attention de l'IFEN.

Partant, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- 1) Ces griefs ont-ils été consignés par écrit?
- 2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous les faire parvenir?
- 3) Dans l'éventualité où la direction de l'IFEN n'aurait pas jugé nécessaire de consigner ces



griefs par écrit, pouvez-vous néanmoins nous communiquer les principaux problèmes rencontrés par les stagiaires?

4) À la lumière des griefs et/ou doléances adressés à l'encontre du stage d'insertion professionnelle, Monsieur le Ministre estime-t-il que les objectifs définis sous l'article 10 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, puissent être garantis par la formation mise en place par l'IFEN?

5) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à ces problèmes?

6) À l'heure actuelle, les enseignants-stagiaires doivent mener de front une tâche d'enseignement réduite seulement de deux leçons hebdomadaires sur les 23 ou 25 leçons d'une tâche complète, le suivi des cours dispensés par l'IFEN, la préparation des examens et l'élaboration d'un portfolio sur l'évolution de leurs compétences professionnelles. Par conséquent, il en résulterait des cas de surmenage menant au phénomène de «burn-out».

Estimez-vous que l'ensemble de ces obligations imposées aux enseignants-stagiaires leur assure une formation de qualité?

7) Finalement, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'enseignants qui se sont inscrits dans le stage d'insertion professionnelle au début de l'année scolaire et combien d'entre eux le poursuivent encore à l'heure actuelle?

Réponse (30.03.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le 12 décembre 2016, la direction de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a adressé un message à tous les enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental afin de les inviter à un échange sur leur vécu du premier trimestre de leur stage d'insertion professionnelle. Des plages horaires pour des entretiens individuels ou en petits groupes leur ont été proposées. Un total de 24 entretiens avec 49 stagiaires, représentant en plus une cinquantaine de collègues avec leurs questions et suggestions, ont eu lieu entre le 13 décembre 2016 et le 16 janvier 2017.

Par ces entretiens, l'IFEN souhaitait connaître la vue des enseignants-stagiaires sur le premier trimestre de leur stage. Il s'agissait par ailleurs d'avoir un premier retour sur la mise en œuvre des principes-clés définis dans les bases conceptuelles du stage:

- l'enseignant-stagiaire au centre du dispositif,
- un cadre et des méthodes de travail adaptés,
- des intervenants formés et compétents,
- une approche axée sur le processus,
- une approche axée sur la résolution de problèmes.

Ce cadre conceptuel est consigné sur le site Internet de l'IFEN <https://ifen.lu/ifen/cadre-conceptuel3> ainsi que dans la brochure d'accueil à l'intention des enseignants-stagiaires (chapitres 5.2. et 5.3.).

En parallèle à ces entretiens entre enseignants-stagiaires et direction, la collecte de données en vue d'une évaluation plus globale est en cours dans le cadre des regroupements entre pairs:

- entretiens compréhensifs avec des enseignants-stagiaires,
- question posée à tous les enseignants-stagiaires sur la mise en pratique d'éléments vus depuis l'entrée en stage.

L'IFEN a mené des réunions et entretiens dans le même esprit avec les intervenants du stage (conseillers pédagogiques, formateurs, inspecteurs) et les syndicats.

Cette démarche de la part de l'IFEN a comme objectifs:

- de collecter des premières données en vue de la mise en œuvre de l'article 102 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, à savoir de procéder à une évaluation périodique du dispositif du stage dans le cadre d'une démarche qualité,
- de vivre les principes-clés définis dans le cadre conceptuel,
- d'intégrer les retours des enseignants-stagiaires dans la planification de la deuxième année du stage de la promotion 2016 et dans celle de la nouvelle promotion à recruter en septembre 2017.

ad 1), 2) et 3) Les entretiens entre les enseignants-stagiaires et la direction de l'IFEN étaient marqués par un esprit constructif et ouvert.

Les différents sujets abordés ont été consignés par écrit. Voici une compilation des points soulevés:

a) points soulevés pour leur grande qualité, points forts du stage:

- les échanges - lors des modules de la formation générale - sur des exemples concrets de la pratique de tous les jours en classe,
- les exemples pratiques qui sont concrètement axés sur la pratique en classe, p. ex. comment formuler le feedback suite à une production d'élève,
- le soutien par le conseiller pédagogique,
- le fait de disposer, dans certains cours, de temps pour travailler et échanger entre stagiaires et avec les formateurs sur les préparations de cours des enseignants-stagiaires,
- le module 3 du cycle 1,
- les formateurs s'investissent énormément, sont à l'écoute, répondent aux questions même en dehors du cours par les échanges sur eduMoodle et par des échanges de courriel,
- les cours de législation illustrent bien les suites d'une intervention,
- les consignes concrètes concernant les productions écrites,
- le «Leitfaden Portfolio» est très informatif et très clair,
- les échanges durant les regroupements entre pairs (note: le contraire est dit au point b),
- les collègues de cycle et d'équipe pédagogique mettent en pratique les contenus de la formation des enseignants-stagiaires,

- pas de formations à l'IFEN durant les deux semaines précédant les vacances de Noël et Pâques pour préparer et remettre les bilans des élèves,

- le module «Scolaria» est très intéressant (note: le contraire est dit au point b),
- le module de législation «Évaluation et bilans» est perçu comme très utile par ceux qui ont fait leurs études à l'étranger (note: le contraire est dit au point b).

b) points critiqués, points faibles du stage:

- les angoisses liées à la peur de l'échec,
- le temps trop important consacré aux formations,
- l'approche trop théorique pour certains modules,
- les positionnements effectués au module 2 en septembre et en octobre sont trop rapprochés,
- le module «Scolaria» n'apporte rien (note: le contraire est dit au point a),
- trop d'informations lors de la journée kick-off,
- le module de législation «Évaluation et bilans» n'est pas perçu comme utile par ceux qui ont fait leurs études à l'Université du Luxembourg,
- l'évaluation (production écrite) liée aux formations au choix,
- la différence de la charge de travail d'un sur-numéraire vis-à-vis d'un titulaire de classe,
- la prise en main de la plateforme eduMoodle par certains enseignants-stagiaires qui n'ont jamais travaillé sur un «learning management system»,
- les échanges lors des regroupements entre pairs (note: le contraire est dit au point a),
- les interférences entre les modules de formation, les inspections ou les réunions,
- les difficultés de fixer un rendez-vous quand le conseiller pédagogique n'enseigne pas dans l'école de l'enseignant-stagiaire,
- l'évaluation par un inspecteur qui n'est pas l'inspecteur d'arrondissement,
- la charge de travail trop importante du deuxième trimestre (examen de législation, production écrite, bilan du portfolio, inspection),
- les deux heures de décharge accordées ne suffisent pas pour compenser la charge imposée par le stage,
- le manque de temps libre, de vacances, de temps pour la famille et les amis,
- les cours qui ont lieu le vendredi soir et le 6 décembre,
- le temps nécessaire pour les trajets des personnes qui viennent de loin.

c) Propositions formulées par les enseignants-stagiaires:

- créer des groupes plus homogènes ciblés sur des besoins bien précis et prédéfinis,
- laisser plus de choix, autant pour la sélection des modules de formation que pour la façon de travailler dans des modules de formation et regroupements entre pairs; ne pas imposer des structures, mais laisser faire, parler, échanger sans structure,
- proposer des regroupements entre pairs et des hospitalisations sur des thématiques précises

et laisser le choix aux enseignants-stagiaires de s'inscrire selon leur besoin,

- proposer des regroupements entre pairs qui permettent de construire des préparations concrètes pour «le lendemain», par exemple: formuler une lettre aux parents, formuler une demande pour une sortie pédagogique, organiser une excursion,
- repenser le module 3,
- ne pas troubler les moments d'échange avec les autres par des moments de réflexivité ou des liens demandés vers la théorie,
- mettre à disposition le conseiller pédagogique pendant trois années,
- offrir le module «Scolaria» en petits groupes et permettre d'inscrire les données de la classe sur place.

Il ressort de cette compilation que les mêmes éléments peuvent être perçus comme positifs par certains enseignants-stagiaires, mais comme négatifs par d'autres. Il est à supposer que de nombreux facteurs impactent la perception individuelle du stage: l'expérience professionnelle antérieure au stage, la formation suivie durant la formation initiale, la situation individuelle de travail, l'implication active dans les formations, etc.

ad 4) Après quatre mois de mise en œuvre du stage qui a une durée de trois ans, il s'avère difficile sinon impossible de juger si les objectifs pourront être atteints.

Cependant, en vue de collecter de façon systématique des premiers indicateurs sur l'efficacité du stage, la même question ouverte est posée à tous les enseignants-stagiaires dans les regroupements entre pairs qui ont lieu depuis la mi-janvier 2017. La question suivante a été posée: «Depuis votre entrée dans le stage, pouvez-vous évoquer des «mises en pratique» qui ont eu un effet positif (sur les élèves ou sur vous-mêmes)? D'où viennent-elles? Comment les avez-vous apprises?»

Un premier classement des réponses de 35 enseignants-stagiaires permet d'identifier une vingtaine d'items qui mettent en évidence ce qu'ils disent avoir appris depuis leur entrée en stage:

- mise en place de rituels didactiques (reformulation des consignes),
- appropriation d'un éventail plus riche de méthodes d'enseignement coopératif et créatif,
- feed-back mutuel (évaluation formative),
- soutien de toute l'équipe pédagogique,
- considérer les élèves comme «auteurs» de leur apprentissage, faire appel à leur créativité et la solliciter,
- découverte du lien entre émotion et cognition,
- adaptation des pratiques et du soutien en fonction des élèves; incorporer les élèves dans le cours,
- établir des règles de comportements avec les élèves (gestion de l'autorité par la pédagogie institutionnelle),
- donner un minimum de consignes pour favoriser l'autonomie,
- construire des consignes claires, précises et simples,
- utiliser des matériaux culturels pour introduire les cours,
- incorporer la vie quotidienne,
- valoriser le positif plutôt que pénaliser un travail insatisfaisant,
- développer un esprit de réflexion pour identifier les progrès,
- privilégier le processus plutôt que le résultat,
- demander un feed-back aux élèves,
- apprendre est un «acte social».

Les items négatifs suivants sont identifiés:

- bien souvent les pratiques positives viennent de livres, de l'université, d'Internet et des enseignants-stagiaires eux-mêmes,
- les modules de formation sont souvent théoriques, les discussions intéressantes souvent raccourcies faute de temps,
- la quantité de travail liée au stage peut avoir des effets négatifs sur l'école et les enfants,
- la formation pendant le stage est une répétition des études universitaires et ne crée pas assez de liens avec la pratique,
- le stress et la fatigue.

Dans les réponses à la deuxième partie de la question («D'où viennent-elles? Comment les avez-vous apprises?»), les enseignants-stagiaires identifient clairement l'origine de leur apprentissage dans les modules de la formation

générale, dans l'accompagnement par le conseiller pédagogique et, dans un degré nettement moindre, dans le contact avec les équipes pédagogiques et collègues.

Les facteurs favorisant l'apprentissage des stagiaires qui sont liés au stage sont largement prépondérants sur les autres facteurs. Au vu du peu de temps écoulé depuis le début du stage et de la taille encore faible de l'échantillon, on peut estimer que les objectifs du stage tels que formulés à l'article 10 de la loi du 30 juillet 2015 sont en voie d'être atteints.

ad 5) Les entretiens de la direction de l'IFEN avec les enseignants-stagiaires, la collecte de réponses écrites qui est en cours, tout comme les entretiens menés par les responsables de l'IFEN avec les conseillers pédagogiques, les inspecteurs et syndicats révèlent que la perception subjective des composantes du stage que peuvent avoir les enseignants-stagiaires est très variée.

Le facteur majeur dans cette perception est la peur de l'échec au stage.

En étant à l'écoute et dans une attitude de soutien, l'IFEN encourage les enseignants-stagiaires à prendre conscience de leurs forces et compétences, les soutient à mettre leurs priorités au service des élèves et les motive à s'impliquer activement dans le stage pour lui donner du sens.

Dans la planification de la première année de stage de la promotion 2017, des aménagements ponctuels sont apportés au calendrier et à l'agencement des modules de formation afin d'améliorer les éléments perçus comme négatifs par les enseignants-stagiaires:

- augmenter le nombre d'heures de formation à suivre entre le 1^{er} septembre et la rentrée scolaire pour ensuite pouvoir diminuer le nombre d'heures lors des semaines d'école,

- laisser les 13 et 14 septembre libres de formations à l'IFEN pour éviter les interférences avec les réunions de prérentrée organisées par les écoles ou arrondissements d'inspection,

- répartir de façon équilibrée les plages de formation sur l'année scolaire, afin de réduire le nombre de demi-journées de formation à l'IFEN à deux par semaine au maximum dans des cas exceptionnels et de viser un maximum d'une séance de formation par semaine dans la mesure du possible,

- adapter le module 3 «Comprendre les principes pour concevoir et mettre en œuvre des situations d'apprentissage» en ciblant le volet de l'évaluation formative au premier trimestre (préparation aux bilans intermédiaires des élèves) et les questionnements individuels des enseignants-stagiaires au deuxième trimestre,

- sélection du module au choix au mois de novembre seulement.

ad 6) Les enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental bénéficient des décharges suivantes par rapport à la tâche normale des instituteurs telle que définie dans le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental:

1. deux leçons d'enseignement hebdomadaires pendant les deux premières années,
2. une leçon d'enseignement hebdomadaire pendant la troisième année.

Les 54 heures annuelles consacrées à l'appui pédagogique sont mises à la disposition du stagiaire pendant les trois années de stage dans le but de mener à bien la production de son mémoire et un travail de réflexion sur sa pratique professionnelle (extrait de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 août 2015).

Ainsi, un total de 522 heures est mis à disposition des enseignants-stagiaires sur les trois années de stage.

La charge de travail liée à la formation générale de l'année 1 du stage comprend:

- entre 65 et 70 heures de formation, dont une quinzaine d'heures entre le 1^{er} et le 14 septembre,
- trois séances de regroupement entre pairs de trois heures chacune,
- deux séances d'hospitalisation de trois heures chacune,
- un examen de législation à livres ouverts,
- une production écrite de 1.200 à 1.500 mots sur l'analyse et le feed-back d'une production d'élève dans le cadre du module 3,
- une production écrite de 2.500 à 3.500 mots sur la préparation, la mise en œuvre, l'analyse



et le réflexion d'une unité pédagogique en lien avec le module au choix,

- le bilan du portfolio,

- une inspection comprenant la préparation de cours et une observation en classe suivie d'un entretien.

Cependant, la perception individuelle de la charge de travail par rapport aux heures de décharge accordées, combinée à la complexité des situations professionnelles dans lesquelles les enseignants-stagiaires se retrouvent en phase d'insertion professionnelle, varie fortement d'une personne à l'autre.

Afin d'identifier plus clairement le temps mis à disposition, il pourrait être envisagé de ne pas charger les enseignants-stagiaires en première année de stage de tâche d'enseignement le lundi après-midi. Ceci aurait comme avantage d'identifier dans l'agenda et dans la perception des enseignants-stagiaires une plage de temps à consacrer aux tâches liées au stage.

Dans les entretiens avec la direction de l'IFEN, bon nombre d'enseignants-stagiaires ont admis qu'une partie de la pression vécue durant les premiers mois de l'insertion professionnelle est liée à leur motivation intrinsèque de bien faire et à un penchant vers le perfectionnisme.

Beaucoup d'enseignants-stagiaires mettent en évidence des problèmes ponctuels présentés de façon distordue et hors contexte dans les réseaux sociaux sans proposer de solution, qui peuvent renforcer une perception négative du stage d'insertion professionnelle.

Finalement, il est à considérer que le début d'exercice de la profession d'enseignant, qui exige les mêmes responsabilités des collègues nouvellement admis à la fonction que des collègues expérimentés, constituait un défi majeur pour les enseignants nouvellement admis à la fonction par le passé.

Le dispositif du stage met tout en œuvre pour soutenir le développement aussi bien professionnel que personnel afin de permettre aux enseignants-stagiaires de gérer la complexité du métier d'enseignant, tout en sachant que la profession enseignante présente un haut risque de burnout. Prendre conscience de ses forces et potentiels de développement constitue une base pour se prémunir contre les risques du burnout tout au long de la vie professionnelle.

Dans cette perspective, le développement d'une pratique réflexive, en tant qu'élément central du cadre conceptuel du stage, vise à installer durablement une posture qui permet une adaptation continue aux changements inhérents à la profession.

ad 7) Au 1^{er} septembre 2016, 182 enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental ont été recrutés.

Des dispenses de certains modules de formation, certains regroupements entre pairs et certaines hospitalisations ont été accordés à 101 enseignants-stagiaires.

Actuellement, les 182 enseignants-stagiaires recrutés continuent à assurer leur tâche d'enseignement et à suivre le stage d'insertion professionnelle, mis à part quelques enseignantes en congé de maternité qui profitent d'une suspension du stage.

Question 2745 (07.02.2017) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le «**carsharing**»:

La Ville de Luxembourg et la Nordstad ont toutes les deux lancé un service de partage de voitures. Le «City Mov'», repris par le groupe Enovos, propose depuis 2013 une vingtaine de véhicules électriques en partage dans cinq communes de la Nordstad et à Hesperange. Les voitures du service «Carloh» de la Ville de Luxembourg ont été mises en service en octobre 2015.

Selon mes informations, dès l'automne 2017, les CFL devraient proposer, sur initiative de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, leur propre service de «carsharing», un système d'autopartage lié aux transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il décidé de développer un «carsharing» propre aux CFL? Quel est sa finalité précise?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas opté pour une collaboration avec les deux opérateurs existants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le service de «carsharing» des CFL serait au moins compatible avec les deux systèmes qui sont déjà en place?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il assurer cette compatibilité?

Question 2759 (10.02.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le «**carsharing**»:

Selon un article de presse, la SNCFL envisagerait de mettre à disposition des voitures selon le principe du «carsharing» à une vingtaine de gares ferroviaires.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les gares concernées par ce projet? Selon quels critères seront-elles choisies?

- Dans quelle mesure les communes en cause seront impliquées dans ces projets?

- Les communes qui disposent déjà d'une telle offre seront-elles exclues du réseau «carsharing» des CFL ou y aura-t-il une offre concurrente sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun et économiquement plus rentable de mettre en place un service «carsharing» unique au Luxembourg auquel les communes intéressées pourraient s'associer au lieu des services isolés qui sont créés par un nombre croissant de communes?

Réponse (21.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leurs questions parlementaires n°2745 du 7 février 2017 et n°2759 du 10 février 2017, les honorables Députés demandent des renseignements sur le service d'autopartage, également appelé «carsharing», prévu par les CFL.

Le service d'autopartage propre des CFL vise dans une première phase à proposer des voitures de partage sur les sites des vingt gares les plus fréquentées par les clients CFL respectivement disposant d'un potentiel de développement élevé. À moyen terme, les CFL prévoient d'étendre le projet à d'autres gares situées sur le territoire luxembourgeois, voire même à l'étranger sur certaines gares importantes proches des frontières.

Ce service d'autopartage vise à offrir aux utilisateurs des transports en commun un moyen simple pour louer une voiture sur le site des gares et de leur offrir de cette manière une flexibilité supplémentaire. Le service d'autopartage des CFL s'aligne ainsi sur la politique gouvernementale de la promotion de la multimodalité et augmentera l'attractivité du transport en commun.

Des concertations préliminaires avec deux autres opérateurs de taille largement inférieure ont montré que, vu l'envergure du projet des CFL (près d'une centaine de voitures dès le départ pour une couverture nationale), celui-ci devait s'appuyer sur une structure propre. Il est cependant évident que du point de vue du client, tous les systèmes d'autopartage se retrouveront sur la «mKaart», la carte à puce multifonctionnelle de la Communauté des transports, appelée communément «Verkéiserverbond», sur laquelle les titres de transport tout comme l'accès à d'autres services de mobilité (bornes de charge «Chargy» pour voitures électriques, cages à vélos «mBox», systèmes de bikesharing, etc.) peuvent être gérés.

Mes services sont en contact régulier avec tous les acteurs dans le domaine de l'autopartage pour les inviter à créer une offre complémentaire aux clients qui le souhaitent pour trouver, le cas échéant, une alternative réelle à la possession d'une voiture privée.

Question 2755 (09.02.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **modification notable des modalités d'exploitation pour une vingtaine de réacteurs nucléaires français**:

L'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) a publié ce lundi, 6 février 2017, une décision datée au 3 février 2017, par laquelle elle autorise une modification notable des modalités d'exploitation de plus d'un tiers des réacteurs nucléaires français, dont notamment les quatre réacteurs de la centrale de Cattenom¹. Face à

un bouchage croissant des tubes des générateurs de vapeurs, c'est-à-dire d'une composante essentielle et difficilement remplaçable des réacteurs, l'ASN a autorisé une augmentation importante du taux «acceptable» de bouchage des tubes!

Le document nous révèle que la société EDF avait déjà demandé en juin 2016 une autorisation de modification à l'intitulé plutôt cryptique «BTGV 18% Gemmes VD3» à l'ASN. Derrière cet intitulé se cache une augmentation significative du taux maximal acceptable de bouchage des tubes des générateurs de vapeur (BTGV) à 18% pour les réacteurs ayant passé la 3e visite décennale (VD3), c'est-à-dire ayant au moins 30 ans. Or, selon nos informations, le taux de bouchage acceptable «normal» ne serait que de 5%.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que Mesdames les Ministres peuvent confirmer ces informations?

2) Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont-été immédiatement informées de cette demande d'autorisation du 29/06/2016 et consultées avant la prise de décision finale de l'ASN?

3) Dans la négative:

a) Est-ce que les autorités françaises ne devraient pas obligatoirement informer le Luxembourg d'une telle demande de «modification notable»?

b) Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès des autorités françaises pour dénoncer cette non-consultation et pour demander le dossier complet de l'autorisation?

4) Pour quelle raison la société EDF a-t-elle demandé cette modification? Est-ce qu'il ne faudrait pas remplacer les composantes plutôt que de changer la limite de bouchage acceptable des tubes?

5) Est-ce qu'il s'agit éventuellement d'une autorisation «temporaire» en attendant le remplacement des composantes, respectivement des générateurs de vapeurs?

6) Quelles sont les conséquences pratiques de cette augmentation significative du taux de bouchage, c'est-à-dire de l'abaissement du débit possible des tubes - des générateurs de vapeur?

7) Quel est l'impact sur les marges de sécurité en cas de fonctionnement normal et en cas de situation imprévue/exceptionnelle?

8) Est-ce que cette autorisation d'un taux de bouchage plus élevé concerne les quatre réacteurs de la Centrale de Cattenom ou uniquement le réacteur n°1, le seul ayant passé une troisième visite décennale?

9) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette modification notable des modalités d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom?

Réponse commune (13.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Les générateurs de vapeur (GV) sont des échangeurs de chaleur qui utilisent l'énergie du circuit primaire pour transformer l'eau du circuit secondaire en vapeur qui alimentera la turbine. Leur surface d'échange est constituée d'un faisceau tubulaire, composé de 3.500 à 5.600 tubes, selon le modèle, dans lesquels circule l'eau primaire portée à haute température (320°C) et haute pression (155 bars). L'intégrité du faisceau tubulaire des GV est un enjeu important pour la sûreté. La rupture d'un des tubes du faisceau pourrait conduire à ce qu'une partie de l'eau primaire soit déversée hors du bâtiment réacteur.

Plusieurs défauts sont connus sur les GV, parmi lesquels des fissures de corrosion et le colmatage. Par colmatage, on entend l'obturation progressive, par des dépôts d'oxyde, des trous destinés au passage de l'eau. Il conduit à des modifications de l'écoulement de l'eau dans le GV et peut provoquer des fuites.

Lorsqu'un tube est affecté d'un défaut important, ce tube est obturé par la pose d'un bouchon mécanique.

EDF a en effet soumis une demande de modification pour les réacteurs du palier 1.300 MWe. Cette demande de modification porte sur l'augmentation du taux de bouchage admis-

(INB n°129 et n°130), Golfech (INB n°135 et n°142) et Penly (INB n°136 et n°140) dans les conditions prévues par sa demande D305916010889 du 29/06/2016 susvisée et par les éléments complémentaires apportés par lettres D305916017545 du 14/11/2016 et D305917001457 du 01/02/2017.

sible des générateurs de vapeur (BTGV) de type 68/19 de 10% à 18%. De plus, cette demande de modification porte également sur la prise en compte d'une pression de saturation abaissée minimale de 62 bars dans les générateurs de vapeur. Par la décision n° CODEP-DCN-2017-002563 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 3 février 2017, l'ASN a donné son accord pour cette modification.

Il y a lieu de préciser qu'une approche similaire avait été poursuivie déjà en 2012, ayant conduit à une augmentation du taux de bouchage des tubes des générateurs de vapeur de 5% à 10%. Lors de cette procédure l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avait émis un avis positif sous réserve de la prise en compte de 19 recommandations.

ad 2) Les autorités luxembourgeoises n'ont pas été impliquées lors de la procédure d'autorisation.

ad 3) a) Selon les dires de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN), ce projet de décision ne doit pas être soumis à consultation préalable du public. L'article L593-15 du Code de l'environnement français dispose que: «Ces modifications peuvent être soumises à consultation du public selon les modalités prévues au titre II du livre I^{er}.»

Sur base de cette disposition les autorités françaises ont décidé de ne pas soumettre ces modifications à enquête publique. Il faut aussi noter qu'une enquête publique, si elle aurait été réalisée, ne prévoirait pas l'information obligatoire des autorités d'un pays limitrophe.

ad 3) b) Les ministres soussignés ont pris l'initiative de préparer une nouvelle lettre à l'adresse de Madame la Ministre Ségolène Royal, tout en nous coordonnant avec la partie allemande. Nous demandons une entrevue pour discuter concrètement, parmi d'autres points, la décision du 3 février 2016, à laquelle se réfèrent les honorables Députés dans leur question. Vu la complexité et la technicité des questions 4 à 8 et le caractère urgent de la question parlementaire, nous nous référons aux éléments fournis par l'ASN.

ad 4) Depuis les années 1990, la société Électricité de France (EDF) conduit un programme de remplacement des générateurs de vapeur dont les faisceaux tubulaires présentent une sensibilité à la fissuration liée à la nature du matériau utilisé (Inconel). Ces opérations de remplacement ont commencé sur les réacteurs de 900 MWe et s'étendent à ceux de 1.300 MWe.

Compte tenu de la cinétique lente et maîtrisée de la dégradation des générateurs de vapeur, la programmation de ces opérations de remplacement peut être étalée dans le temps sous réserve de procéder, selon les résultats des contrôles périodiques réalisés, aux bouchages des tubes identifiés comme sensibles à la fissuration. Ces opérations de bouchage peuvent conduire à dépasser le taux de bouchage maximal précédemment accepté par l'ASN. Elles nécessitent alors de s'assurer au préalable que le nouveau taux de bouchage est acceptable vis-à-vis de la démonstration de sûreté. Ce dernier point est détaillé en réponse aux questions 6 et 7.

ad 5) Le nouveau contexte réglementaire français prévoit qu'une autorisation peut éventuellement être temporaire ou partielle. Toutefois, l'autorisation de modification des modalités d'exploitation précisées dans la décision ASN n° CODEP-DCN-2017-002563 du 3 février 2017 définit des conditions pérennes d'exploitation acceptables du point de vue des études de sûreté.

ad 6) La modification consiste à boucher, au maximum, 18% des tubes de chaque générateur de vapeur. Ce bouchage s'accompagne d'une baisse de la pression dans les GV en fonctionnement, de l'ordre de 1,4 bar, à 100% de la puissance nominale. Le débit primaire minimal admissible reste inchangé (88.805 m³/h).

Dans le cadre de l'instruction préalable à son autorisation, l'ASN a notamment examiné le comportement hydraulique des GV vis-à-vis pour les conditions de pression et de température dans les circuits primaires et secondaires, les efforts hydrauliques ainsi que le risque d'instabilité vibratoire des tubes GV. De même, il est nécessaire de vérifier le respect des critères de sûreté définis dans le rapport de sûreté pour les conditions de fonctionnement normales, incidentelles et accidentelles.

ad 7) EDF a analysé l'impact des nouvelles conditions de fonctionnement vis-à-vis du fonctionnement normal, des études des conditions de fonctionnement de dimensionnement (des déviations à des situations normales) et complémentaires (des situations exceptionnelles au-delà de ce qui est normalement attendu) et des études mécaniques. Les résultats présentés ont été considérés acceptables par l'ASN.



ad 8) Cette autorisation concerne l'ensemble des réacteurs nucléaires du palier 1.300 MWe équipés de GV de type 68/19, dont les quatre réacteurs de la Centrale nucléaire de Cattenom. Mais l'exploitant conserve la possibilité d'adapter sa stratégie industrielle (remplacement de générateur de vapeur, etc.).

Cette décision de l'ASN, autorisant les modalités d'exploitation des réacteurs de 1.300 MWe, sera mise en œuvre pour la première fois sur le réacteur n°3 de Paluel.

Il convient de noter que cette modification consiste notamment à boucher au maximum 18% des tubes de chaque générateur de vapeur, mais que ce taux, qui ne peut être dépassé, peut être modulé en fonction des caractéristiques de chacun des GV concernés (notamment pour éviter des déséquilibres hydrauliques entre les différentes boucles du circuit primaire).

ad 9) Vu les doutes quant à l'impact potentiel de cette modification sur la sécurité de la centrale nucléaire, le Gouvernement regrette l'absence d'une approche plus transparente et proactive de la part des autorités françaises.

Question 2761 (13.02.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant les tests des gaz d'échappement des véhicules:

Selon la presse allemande, le Parlement européen souhaite que la Commission européenne contrôle de manière plus stricte les tests des gaz d'échappement des véhicules afin d'éviter des manipulations des essais par les constructeurs. Un tel effort nécessiterait néanmoins une intervention dans les procédures nationales d'immatriculation. Alors que le Parlement européen devrait finaliser sa position en avril, il semble que les représentants de certains États membres bloquent une telle proposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'actuel régime national des immatriculations tient suffisamment compte des contrôles en la matière?

- Monsieur le Ministre est-il au courant des développements décrits au niveau européen?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à un contrôle européen des tests des gaz d'échappement?

Réponse (20.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Toute voiture mise sur le marché européen doit disposer d'une homologation globale conformément à la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules. Ladite directive fixe un cadre global pour l'homologation d'une voiture et regroupe toutes les homologations partielles nécessaires, dont entre autres celles relatives au contrôle des gaz d'échappement. Le certificat d'homologation sert finalement de base au constructeur pour l'établissement d'un certificat de conformité européen, nécessaire à l'immatriculation du véhicule. Partant, l'homologation européenne fait l'objet d'un cadre harmonisé, impliquant que toute modification du cadre légal national requiert au préalable une adaptation au niveau européen.

Dans cet ordre d'idées, il convient de préciser qu'au cours des deux dernières années, plusieurs règlements et directives européens ont été adaptés afin de renforcer le système d'homologation, et notamment les dispositions en relation avec les émissions. À relever à cet égard le nouveau cycle d'essais (WLTC) qui va remplacer l'ancien cycle d'homologation (NEDC) pour les tests réalisés sur un banc d'essai à partir de septembre 2017 avec l'objectif de recevoir des valeurs CO₂ plus réalistes. En parallèle, des essais sur route ont été introduits, afin de mesurer les émissions NO_x ainsi que les particules dans des conditions de conduite réelles.

À côté de ces modifications techniques, le Conseil européen est chargé d'élaborer un nouveau règlement cadre qui va abroger la directive 2007/46/CE précitée, avec comme objectif de renforcer le cadre d'homologation européen, notamment en introduisant une surveillance du marché et en renforçant le système d'homologation. Le Luxembourg participe activement à l'élaboration de ce nouveau règlement et se prononce en faveur:

- d'un renforcement du système d'homologation;

- d'une certification obligatoire des sociétés d'homologation;

- d'une introduction d'une surveillance du marché coordonnée par la Commission européenne;

- de l'introduction d'un contrôle de production obligatoire pour tous les domaines.

Le Luxembourg suit de près l'évolution de ce dossier afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal luxembourgeois.

Question 2763 (13.02.2017) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant le risque d'incendie lié à des installations photovoltaïques:

Les panneaux photovoltaïques permettant de transformer directement la lumière solaire en courant continu connaissent pour des raisons environnementales et de développement durable et en raison d'une politique de subventionnement conséquente, aussi bien dans le domaine des habitations que dans le domaine des constructions à vocation professionnelle, un essor considérable depuis quelques années.

Or, il s'avère que ces panneaux peuvent dans certaines circonstances être à l'origine d'incendies (suite p. ex. à un court-circuit, un impact de foudre, une mauvaise conception...) respectivement entraver les mesures déployées pour combattre un incendie d'une autre origine. En effet, en cas d'incendie dans un bâtiment équipé de panneaux solaires, l'intervention des pompiers reste difficile compte tenu des différents risques auxquels ils sont exposés.

Ces risques sont d'ordre électrique (d'après mes informations, il n'est pas possible d'arrêter de manière instantanée la production d'électricité même avec les différentes mesures de sécurité en place) ou d'ordre chimique (lors d'un incendie, le tellure de cadmium nécessaire à la fabrication des panneaux dégage un gaz hautement toxique). De plus, compte tenu de la fragilité des matériaux, il existe un risque de chute et lors d'une intervention dans le bâtiment, la présence de débris de verre ou la chute de morceaux de panneaux risquent de blesser les pompiers.

Par conséquent, certains pays (la France et l'Allemagne, notamment) ont réalisé différentes études afin de formuler, d'un côté, des mesures globales de prévention à mettre en place (ne se limitant pas aux seuls panneaux, mais portant sur l'ensemble du dispositif qui accueille l'installation) par les professionnels du secteur et, d'un autre côté, des recommandations aux pompiers pour le cas d'une intervention sur un bâtiment équipé de panneaux photovoltaïques.

Dans le même ordre d'idées, les véhicules électriques ou hybrides présentent, en cas d'incendie, également un défi bien particulier pour les secours. En effet, les véhicules en question sont équipés de puissantes batteries de traction haute tension qui, lors d'un départ de feu, créent des risques électriques, sans oublier qu'elles contiennent des éléments chimiques qui réagissent au cours de l'incendie et au contact des eaux d'extinction (risques thermiques, d'explosion...).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des statistiques répertoriant les incendies liés à la présence de panneaux solaires, respectivement liés aux incendies de voitures électriques ou hybrides? Dans l'affirmative, combien d'incendies de ces types ont été comptés au Luxembourg ces dernières années et quelles étaient les causes exactes des différents départs de feu?

- Est-ce qu'au Luxembourg les installations photovoltaïques doivent répondre à des critères de conformité? Si oui, lesquels? Comment et par qui ces critères sont-ils vérifiés? Qu'en est-il des voitures électriques et hybrides?

- À l'instar de la France et de l'Allemagne, existe-t-il au Luxembourg un manuel destiné aux pompiers regroupant des recommandations pour le cas d'une intervention sur un bâtiment équipé de panneaux photovoltaïques (ou sur des véhicules hybrides et électriques) et/ou les pompiers sont-ils spécialement formés pour ces types d'interventions?

Réponse commune (21.03.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'Administration des services de secours (ASS) ne tient aucune statistique officielle et spécifique sur les incendies ayant pour origine ou

concernant des panneaux photovoltaïques, ni d'ailleurs des véhicules électriques. Selon les éléments fournis par les professionnels du secteur des installations photovoltaïques bâtimentaires, aucune installation photovoltaïque n'a été à l'origine d'un incendie ces 15 dernières années au Luxembourg. Néanmoins et si dans l'avenir l'ASS constaterait une évolution de la situation, elle adapterait en conséquence son dispositif d'analyse statistique.

Le risque n'en est pas pour autant à négliger et des actions de formation et d'information sont régulièrement réalisées, tant du point de vue des panneaux photovoltaïques que des nouveaux véhicules électriques ou hybrides. À titre d'information: en 2016 et dans le cadre des formations dispensées par l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage, 103 personnes ont bénéficié d'une formation sur le sujet, les dangers et les conduites opérationnelles à respecter. L'ASS maîtrise le sujet dans ces deux domaines, tout en continuant d'améliorer les cours et la diffusion d'informations sur l'évolution des techniques. Pour cela, les responsables de l'ASS s'appuient essentiellement sur les cours des instructeurs autochtones, sur des documentations allemandes et françaises, tout en étant attentifs à tous les retours d'expérience partagés au travers de conférences et au profit prioritaire des instructeurs. Il est à noter qu'actuellement le plus grand risque, constaté par les pompiers lors d'un incendie de bâtiment disposant de panneaux photovoltaïques sur le toit, est celui de la chute de ces matériaux.

En ce qui concerne les critères de conformité pour les installations photovoltaïques, il convient de noter qu'en dehors d'une déclaration auprès de l'Administration de l'environnement, il n'existe actuellement pas de dispositions particulières réglementant la mise en place de telles installations.

Concernant l'élaboration de projets d'installations photovoltaïques d'envergure sur des bâtiments appartenant à l'État, l'Administration des bâtiments publics est en concertation avec l'Inspection du travail et des mines (ITM) et se concertent également pour chaque projet avec les responsables du Service d'incendie et de sauvetage.

Or, faute de prescriptions ou guides de l'ITM traitant le sujet, voici quelques points retenus par l'Administration des bâtiments publics qui sont à respecter pour les installations photovoltaïques d'envergure:

- la tension en courant continu traversant le bâtiment ne peut pas dépasser 120 V;

- des interrupteurs à coupure locale sont à prévoir au niveau des onduleurs;

- les zones avec courant continu sont à marquer;

- le bâtiment doit être équipé d'un interrupteur général pour les pompiers permettant d'arrêter la production photovoltaïque;

- un panneau doit signaler la présence d'une installation photovoltaïque dans le bâtiment.

En revanche, les services communaux d'incendie et de sauvetage ne délivrent aucune autorisation en la matière, ils ne sont pas mandatés pour un tel service. Des projets de prescription en matière de prévention contre l'incendie sont actuellement en cours d'élaboration, notamment pour ce qui concerne les dispositions spécifiques pour les parkings couverts de plus de 20 véhicules. Il est également prévu de modifier le règlement grand-ducal du 26 juillet 1999 fixant les prescriptions générales pour les garages et parkings couverts pouvant recevoir entre cinq et 20 véhicules en matière d'établissements classés avec l'intégration de mesures spécifiques pour la recharge de véhicules électriques.

Enfin et selon les éléments fournis par les installateurs, l'évolution du marché de l'électricité autoproduite s'oriente vers le développement de son stockage. Il est probable que les services de secours seront confrontés dans un avenir relativement proche à la présence de batteries de stockage dans des caves ou des garages qui, en cas de défaut, pourraient entraîner, outre des incendies, des dégagements de gaz toxiques. Il semble donc important de fixer des modalités spécifiques quant aux conditions d'installation, d'utilisation et de contrôle.

Question 2764 (14.02.2017) de Mme Claudia Dal'Agnol (LSAP) concernant les lignes RGTR desservant la ville de Dudelange:

Suite à une demande de citoyens de Dudelange il y a plus d'un an et dans le cadre de sa réponse à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait fait entrevoir la possibilité

de prolonger la ligne RGTR 200 Luxembourg-Bettembourg jusqu'au Laboratoire national de santé avec terminus à la route de Bettembourg à Dudelange.

De même, il était envisagé de prolonger la ligne 305 de la zone industrielle Riedgen vers le centre de Dudelange afin d'offrir une liaison entre la ville de Dudelange et le pôle d'emploi de la zone concernée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est toujours prévu de créer ces liaisons directes de transport en commun entre la ville de Dudelange et la ville de Luxembourg, respectivement la zone industrielle Riedgen?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette nouvelle offre pourra être proposée aux usagers des transports publics?

Réponse (20.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Députée aimerait avoir des informations relatives à deux lignes de bus RGTR, à savoir, d'une part, la prolongation de la ligne 200 de Bettembourg vers le LNS-Laboratoire national de santé à Dudelange et, d'autre part, la prolongation de la ligne 305 de la zone industrielle de Riedgen vers le centre de Dudelange.

En effet, la modification de la ligne 200 d'autobus RGTR, tout comme celle de la ligne 305 en option, est planifiée depuis un certain temps et l'horaire y afférent est prêt. Cependant, l'arrêt d'autobus nécessaire à la hauteur du Laboratoire national n'est pas encore réalisé. Plusieurs rappels ainsi que deux visites des lieux avec les responsables concernés n'ont pas encore abouti à connaître un délai de réalisation. Il est important de préciser qu'un autobus n'a pas le droit de s'arrêter pour faire monter ou descendre des voyageurs sans mise en place d'un arrêt et notamment d'une signalisation conforme au Code de la route. Selon mes informations cependant, l'arrêt a déjà passé le vote du conseil communal.

Par conséquent, la ligne RGTR pourra fonctionner dès la rentrée scolaire en septembre 2017, sous condition que les aménagements énoncés ci-avant seront en place.

Question 2777 (16.02.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les statistiques de l'immigration:

D'Direktioun fir Immigratioun vum Ausseministère publizéiert all Mount d'Statistike vun de Flüchtlingen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen.

An dëse Statistike feele weider eng ganz Rei Detailer, déi awer fir eng genee Beuerteelung vun der Lag wichteg sinn. Et geet dobäi méi besonnesch ëm d'Opdeelung tëschent Kanner, Männer a Fraen; d'Zuel vun de Familljen; d'Zuel vun de Leit, déi als Eenzelpersoun ukommen; oder och nach d'Zuel vu Mannerjärengen, déi eenzel de Schutz ufroen.

D'Zuele fir 2016 missten elo, op Basis vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2626, virleien.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dann elo dës Froen nees stellen:

Wéi sinn déi detailléiert Zuele fir d'Joer 2016, insgesamt a pro Nationalitéit:

• fir Kanner, déi nach net schoufflichteg sinn;

• fir d'Kanner am schoufflichtegen Alter;

• fir Jugendlecher, déi net méi schoufflichteg sinn;

• fir d'Fraen;

• fir d'Männer;

• fir d'Familljen;

• fir Fraen, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;

• fir Männer, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;

• fir Mannerjäreger, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn.

Well dës Statistike fir d'Joren 2014 an 2015 als Äntwert op meng Fro vum 13. Januar 2016 (QP Nummer 1687), schonns zur Verfügung stinn, wéilt ech de Minister bidden, en Tableau opzestellen mat de Statistike vun 2014 bis 2016.

Réponse (20.03.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:



Hei drënner sinn déi detailléiert Informatiounen fir d'Joren 2014, 2015 an 2016, déi vum hono-
rabelen Deputéierte gefrot goufen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration
parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la
Chambre - Rôle des affaires - Questions parle-
mentaires - rechercher n° de la question.)

Question 2778 (17.02.2017) de **MM. Gérard Anzia et Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **festival de l'automobile 2017**:

La 53^e édition du festival de l'automobile dit «Autofestival» s'est déroulée dans les conces-
sions luxembourgeoises du 28 janvier au 6 fé-
vrier 2017 et a été prolongée dans certaines
concessions jusqu'à la fin de ce mois.
L'«Autofestival» est habituellement la période
pendant laquelle les concessions luxembour-
geoises réalisent la majeure partie de leur
chiffre d'affaires annuel.

Dans le contexte des travaux concernant la
nouvelle stratégie durable du pays, le Gou-
vernement vient de présenter les résultats de
l'étude «Rifkin» ainsi que l'étude «Ewring-
mann» sur «les effets négatifs de la vente des
carburants». En outre, afin de promouvoir da-
vantage une mobilité durable, le Gou-
vernement a introduit, par le biais de la ré-
forme fiscale, différentes mesures ayant le but
d'encourager un transport individuel plus du-
rable pour les ménages et les entreprises.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les
questions suivantes à Messieurs les Ministres de
l'Économie et du Développement durable et
des Infrastructures:

1) Est-ce qu'un premier bilan de
l'«Autofestival» 2017 montre une tendance
vers une mobilité plus «verte»?

2) Dans l'affirmative, quelle est l'évolution
concernant les contrats de vente signés pen-
dant l'«Autofestival» 2017 par rapport à l'édi-
tion 2016 pour les catégories de véhicules sui-
vantes:

- a) les voitures électriques,
- b) les voitures hybrides,
- c) les voitures hybrides plug-in et
- d) les voitures diesel?

3) La réforme fiscale a introduit la réévaluation
de l'avantage en nature forfaitaire pour les voi-
tures de service en fonction de leur effet de
pollution par rapport à leur contribution à l'ef-
fet de serre et à la pollution de l'air. Tenant
compte du délai de réponse pour cette ques-
tion parlementaire, est-ce que Messieurs les
Ministres sont déjà en mesure de fournir un
premier bilan concernant cette mesure visant le
secteur du leasing? Est-ce qu'il est possible de
ventiler les chiffres selon les catégories sui-
vantes:

- a) les nouvelles voitures électriques,
- b) les nouvelles voitures hybrides,
- c) les nouvelles voitures hybrides plug-in et
- d) les nouvelles voitures diesel?

Réponse commune (21.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Par leur question parlementaire n°2778 du 17
février 2017, les honorables Députés de-
mandent des renseignements sur un premier
bilan de la 53^e édition du festival de l'automobile
et voudraient savoir si celui-ci montre une
tendance vers des véhicules à zéro ou à faibles
émissions.

Comme les chiffres de ventes réalisées par les
concessionnaires luxembourgeois pendant le
festival de l'automobile ne sont pas centralisés
par l'ADAL ou la FEGARLUX, ils se dévoilent en
général pendant les mois qui suivent - au fur et
à mesure des nouvelles immatriculations auprès
de la SNCA. Il est dès lors à ce stade prématuré
de faire un premier bilan des ventes de véhi-
cules à zéro ou à faibles émissions.

Cependant, comme les mesures d'incitation
pour voitures à zéro ou à faibles émissions pré-
vues par la réforme fiscale sont entrées en vi-
gueur le 1^{er} janvier 2017, il est possible d'éta-
blir un bilan des nouvelles immatriculations ef-
fectuées au cours des mois de janvier et de fé-
vrier.

Ainsi, en janvier et en février 2017, les nou-
velles immatriculations de voitures 100% élec-

triques (BEV- battery electric vehicle) ou plug-in
hybrides (PHEV- plug-in hybrid vehicle) étaient
nettement supérieures à celles de janvier et fé-
vrier 2016. L'année précédente un total de 9
BEV et 24 PHEV ont été immatriculées pendant
ces deux mois, tandis qu'en 2017 les nouvelles
immatriculations s'élèvent à 37 BEV et 89
PHEV. Cette première tendance de transition
vers une flotte de véhicules moins polluants est
certes positive, mais elle reste à confirmer pen-
dant les prochains mois pendant lesquels les
ventes réalisées durant le festival de l'automobile
sont immatriculées.

Question 2780 (17.02.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **structures provisoires d'accueil pour réfugiés**:

Pour faire face à la crise des migrants, le Gou-
vernement avait identifié en septembre 2015
plusieurs communes pouvant accueillir des
structures provisoires d'accueil pour réfugiés.
Des projets de plans d'occupation du sol
(POS), instrument de l'aménagement du terri-
toire à disposition du Gouvernement, ont par
la suite été décidés à Diekirch, Steinfort, Ma-
mer, Junglinster et à Marnach.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les
questions suivantes à Monsieur le Ministre du
Développement durable et des Infrastructures:

1) Y a-t-il d'autres sites pouvant faire l'objet
d'un POS qui ont été proposés au Gou-
vernement? Si oui, lesquels?

2) Sur base de quels critères le Gouvernement
a-t-il retenu les sites susmentionnés? Pourquoi
les autres sites n'ont-ils pas été retenus?

3) Le Gouvernement entend-il lancer d'autres
POS? Sur quels sites?

4) En ce qui concerne les POS en procédure et
qui ont pâti ou risquent de pâtir notamment
pour des vices de procédure, existe-t-il des ar-
guments juridiques fondés s'opposant à la re-
prise de ceux-ci? Étant donné qu'il s'agit de su-
jets d'importance nationale, quelles raisons
amènent le Gouvernement à abandonner les
dits POS voire de changer de procédure?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Dé-
puté voudrait avoir des informations concer-
nant les structures provisoires d'accueil pour
demandeurs de protection internationale.

ad 1) À ce stade, il n'est pas prévu de lancer la
procédure POS sur un autre site pour accueillir
des structures provisoires d'accueil pour de-
mandeurs de protection internationale. Des
discussions ont été menées avec la Ville de
Wiltz, toutefois il est actuellement projeté de
reclasser les terrains nécessaires à travers une
modification du PAG de la commune.

ad 2) Le choix des sites s'est fait selon plusieurs
critères:

- Disponibilité foncière (terrains appartenant au
Domaine de l'État ou des fonds étatiques)
- Absence de contraintes environnementales
majeures
- Constructibilité / viabilisation des terrains
- Proximité des transports publics
- Caractéristiques topographiques du terrain
- Classement des terrains dans le PAG en vi-
gueur.

Avant de retenir définitivement les sites suscep-
tibles d'accueillir temporairement les infrastruc-
tures d'accueil, une approche globale, tenant
compte de l'ensemble des structures d'accueil
planifiées, a été mise en œuvre et il a été veillé
à ce que les sites soient bien répartis sur le terri-
toire national. En outre, les sites ont été évalués
selon leur accessibilité.

ad 3) Actuellement il n'est pas prévu de lancer
la procédure POS pour un autre site.

ad 4) L'arrêt de la Cour administrative du 7 fé-
vrier 2017 n'est pas forcément emblématique
des arguments juridiques qui pourraient être
utilisés à l'encontre des POS portant création
de structures provisoires d'accueil pour deman-
deurs de protection internationale.

D'une part, il s'agit d'une solution jurispruden-
tielle conséquente à un recours en annulation à
l'encontre d'une décision de ne pas réaliser
d'évaluation environnementale (SUP) et non à
l'encontre de l'instrument du POS lui-même.

D'autre part, la solution rendue par la Cour est
intimement liée aux circonstances de fait ayant
mené à la prise de décision annulée ainsi
qu'aux caractéristiques du terrain concerné par
le POS à Steinfort.

A priori donc, si aucun argument juridique tiré
de la jurisprudence précitée ne s'oppose en

tant que tel à l'exécution de POS, cette der-
nière est toutefois également tributaire de la
délivrance d'une autorisation de construire à
délivrer par le bourgmestre, le Gouvernement
étant dépourvu de moyens d'action en la ma-
tière.

Tel est notamment le cas des sites de Mamer et
Junglinster qui sont déclarés obligatoires depuis
le mois de mars 2016.

Il ne saurait dès lors être question pour le mo-
ment d'abandon des POS.

Question 2781 (17.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **structures accueillant des nouveau-nés**:

Dans ma question parlementaire n°1317 en
date du 23 juillet 2015, j'ai attiré l'attention sur
le fait que, face à une pénurie de structures
d'accueil, un certain nombre de nouveau-nés
sont placés dès leur naissance pendant
quelques mois dans un service pédiatrique
d'un hôpital, suite à une mesure de garde pro-
visoire.

Dans leur réponse à la question parlementaire,
les Ministres ont confirmé le manque de struc-
tures pour l'accueil de nouveau-nés, de même
qu'un manque de structures accueillant le
couple mère-enfant. Dans ce contexte, les mi-
nistres ont annoncé la construction d'une nou-
velle pouponnière pouvant accueillir 48 enfants
de moins de trois ans et qu'une évaluation a
été entamée en vue d'une éventuelle création
de structures maman-bébé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions
suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à
Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres, quand
est-ce que la construction d'une nouvelle pou-
ponnière est entamée?

- L'évaluation sur la création de structures ma-
man-bébé est-elle achevée?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclu-
sions tirées? Est-ce que des structures maman-
bébé vont être construites?

Réponse commune (20.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La construction de la nouvelle «Maison Dolto»
à Pétange répondra à un besoin national quant
aux capacités d'accueil des nouveau-nés ainsi
qu'à une prise en charge plus efficace. Actuelle-
ment, la «Maison Dolto» est organisée sur deux
sites géographiques distincts et peu appropriés
pour l'accueil des bébés.

La nouvelle construction prévoit 32 places pour
des bébés âgés de zéro à trois ans et 16 places
pour les enfants de plus de trois ans.

Étant donné que d'autres structures d'accueil
sociales sont prévues sur le même site, une
adaptation du programme de construction a
été nécessaire afin de ne pas trop surcharger le
centre-ville de Pétange. Le nouveau pro-
gramme de construction est finalisé.

Question 2782 (20.02.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant l'**étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes**:

La souveraineté de l'État d'Israël sur les terri-
toires palestiniens qu'il occupe depuis le mois
de juin 1967 n'est pas reconnue par le droit
international et par conséquent, les colonies is-
raéliennes installées sur ces mêmes territoires
sont considérées comme illégales par la com-
munauté internationale. Or, certains produits
originaires de ces colonies sont indûment com-
mercialisés dans l'Union européenne - et selon
mes informations également au Luxembourg -
sous l'indication géographique «made in Israel»
ou «Israel».

En avril 2015, les Ministres des Affaires étran-
gères de 16 pays membres de l'UE, dont le
Luxembourg, ont adressé une lettre à la Haute
Représentante de l'Union pour les Affaires
étrangères Federica Mogherini, demandant
une implémentation correcte et cohérente de
la législation européenne sur l'étiquetage en ce
qui concerne les produits originaires des colo-
nies, toutes illégales, dans les territoires palesti-
niens.

Suite à cette demande, la Commission euro-
péenne a adopté en novembre 2015 une note
interprétative à ce sujet (2015/C 375/05) avec
l'objectif de «garantir le respect des positions
et des engagements adoptés par l'Union en

conformité avec le droit international». Elle y
confirme notamment que «l'omission de l'in-
formation géographique complémentaire selon
laquelle le produit est issu de colonies israé-
liennes induirait le consommateur en erreur
quant à sa véritable origine. Dans de tels cas, il
est nécessaire d'ajouter, entre parenthèses, par
exemple, l'expression „colonie israélienne” ou
des termes équivalents. En outre, la note rap-
pelle que «les États membres doivent, tout en
conservant le choix des sanctions, veiller à ce
que les violations du droit de l'Union soient
sanctionnées par des mesures ayant un carac-
tère effectif, proportionné et dissuasif».

Suite à cette note interprétative, certains pays
voisins ont expressément demandé aux opéra-
teurs économiques de se mettre en conformité
avec ladite note de la Commission européenne.
Ainsi en Belgique, le Ministère de l'Économie a
publié en 2015 un «Avis aux détaillants concer-
nant l'étiquetage d'origine des produits en pro-
venance des territoires occupés par Israël». Idem
pour la France, où le Ministère de l'Éco-
nomie et des Finances a publié en novembre
2016 un «Avis aux opérateurs économiques re-
latif à l'indication de l'origine des marchandises
issues des territoires occupés par Israël depuis
juin 1967». D'autres pays membres de l'UE,
tels que la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la
Suède ou la Finlande avaient déjà pris des dis-
positions similaires antérieurement à la note de
la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions
suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que
des produits issus des colonies illégales sont
commercialisés au Luxembourg sous le label
«made in Israel», ou, tout simplement «Israel»?
Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en
mesure de quantifier ce phénomène?

- Par quels moyens le Luxembourg s'assure-t-il
que le droit de l'Union européenne en matière
d'étiquetage des produits originaires des colo-
nies illégales est pleinement respecté et que les
violations de ces règles sont dûment sanction-
nées? Des contrôles réguliers sont-ils effectués?

- Le Gouvernement a-t-il communiqué aux
opérateurs économiques présents au Luxem-
bourg la nécessité de se conformer à la note in-
terprétative de la Commission européenne?
Dans la négative, Monsieur le Ministre prévoit-il
de communiquer à ce sujet, par exemple
sous la forme d'un avis similaire à celui publié
par les autorités belge ou française?

Réponse (24.03.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Il convient tout d'abord de souligner le cas par-
ticulier du Grand-Duché de Luxembourg au sein
du marché intérieur de l'Union euro-
péenne. En effet, 87% des importations au
Luxembourg sont intra-UE et le Luxembourg
n'est pas l'importateur direct: ces importations
sont réalisées via des pays intermédiaires tels
que la Belgique ou les Pays-Bas.

Cette partie substantielle des importations n'est
donc pas soumise à un contrôle des services
douaniers luxembourgeois, étant donné que le
Luxembourg ne sert pas, dans ce cas, de pre-
mière porte d'entrée pour ces produits au mar-
ché intérieur de l'Union européenne. Le
contrôle est effectué dans un autre État
membre de l'Union européenne.

Seuls 13% des importations provenant de pays
tiers sont directement importées au Luxem-
bourg. Ces importations sont contrôlées par
l'Administration des douanes et accises. Pour
l'année 2016, il est estimé que parmi les 13%
des importations directes, seuls 0,03% sont des
produits provenant de l'État d'Israël.

D'ordre général, il incombe à l'Administration
des douanes et accises de vérifier l'application
des normes, directives et autres réglementa-
tions européennes liées aux produits importés,
voire exportés. Dans ce sens, elle s'est dotée
d'une procédure interne permettant de distin-
guer, d'une part, entre des produits originaires
d'Israël dans les frontières de 1967, qui sont en
droit de bénéficier d'un traitement préférentiel
en vertu de l'accord d'association CE-Israël de
1995, et, d'autre part, des produits originaires
des territoires occupés par Israël, qui ne
peuvent pas bénéficier du traitement préféren-
tiel israélien précité.

Cette procédure interne s'inspire de l'instruc-
tion belge à usage interne concernant les «im-
portations de territoires placés sous administra-
tion israélienne». Les annexes de cette instruc-
tion ont été adoptées par la Commission euro-
péenne et les États membres d'un commun
d'accord. Ils présentent en détail les territoires
situés hors des frontières de 1967 placés sous
autorité israélienne, c'est-à-dire les colonies is-
raéliennes, illégales selon le droit international.
Ces territoires ne peuvent pas bénéficier du
traitement préférentiel.

En pratique, pour tout certificat EUR 1 et décla-
ration d'origine sur facture établis en Israël,
l'indication conjointe du nom et du code pos-
tal de la ville, du village ou zone où les mar-



chandises en question ont été produites, est obligatoire. Lorsque ces preuves d'origine (ISRAËL) ne portent pas les éléments précités, le régime préférentiel est refusé d'office sans obligation de contrôle a posteriori.

Les agents luxembourgeois de l'Administration des douanes et accises vérifient si les lieux indiqués sur le certificat, respectivement sur la facture, sont nommément repris dans les annexes susmentionnées. Dans l'affirmative, les marchandises en question doivent être considérées comme n'étant pas d'origine israélienne. Le régime préférentiel est ainsi refusé sans qu'un contrôle a posteriori ne doive être effectué. A défaut, elles sont présumées être d'origine israélienne, sans préjudice toutefois du droit d'un contrôle a posteriori de la preuve d'origine ou de refus pour raisons techniques.

Les autorités luxembourgeoises attachent beaucoup d'importance à ce que le consommateur soit dûment informé de la provenance des produits qu'il achète.

Elles ont d'ailleurs accueilli favorablement la notice interprétative (2015/C 375/05) adoptée le 11 novembre 2015 par la Commission européenne dont l'objet est de donner des indications précises sur l'application de la législation européenne et l'indication d'origine correcte dans le cas des marchandises issues des territoires occupés. Cette communication n'a en soi pas instauré ou modifié le cadre légal en vigueur et par-là même, aucune nouvelle obligation n'en découle pour les opérateurs économiques.

À noter que, jusqu'à présent, aucune indication n'a été fournie quant à l'existence d'éventuels problèmes émanant d'opérateurs économiques luxembourgeois dans la mise en œuvre de la notice interprétative.

Question 2783 (20.02.2017) de M. Gilles Baum (DP) concernant le trafic sur la route nationale N11:

Le contournement de Junglinster a été ouvert à la circulation en date du 18 septembre 2015. Des mesures de modération du trafic sur la route nationale N11 peuvent dorénavant être envisagées afin d'augmenter la qualité de vie des riverains concernés. En outre, le décompte des travaux effectués au contournement se situe à environ 6% en dessous du montant antérieurement prévu dans le devis.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Un groupe de travail a-t-il déjà été convoqué en vue de l'élaboration de plans et de la coordination des travaux de réduction de la circulation sur la N11?

- Quelle pourra être l'enveloppe financière pour ce projet? Est-il prévu d'y intégrer un espace du type «shared space»?

- Quelles seront les répercussions sur le projet «Mëtt Lënster» déjà entamé?

- Quelles seront les incidences sur le transport en commun?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de m'informer quant au début provisoire des travaux?

Réponse (22.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les mesures d'apaisement du trafic dans la traversée de Junglinster, suite à l'ouverture du contournement de la localité.

L'Administration des ponts et chaussées, en étroite collaboration avec la commune de Junglinster, est actuellement en train d'élaborer un projet de réaménagement de la N11 dans la traversée de Junglinster (route de Luxembourg et route d'Echternach) sur une longueur totale de 2.200 mètres avec l'intégration de la piste cyclable nationale PC2 sur ce tronçon. En plus, le groupe de travail «Apaisements de trafic sur la voirie de l'État» a été saisi pour examiner et prendre position quant aux mesures d'apaisement dans le centre de la localité.

À ce stade des études, les frais de réaménagement de la traversée de Junglinster sont estimés à 5,5 millions d'euros.

La motivation à l'origine du réaménagement de la traversée de Junglinster est la réorganisation de l'espace routier en transformant cette artère principale à fort caractère routier en une artère principale sécuritaire pour tous les usagers (PMR, chemin de l'école, travail, sportifs, etc.). Les objectifs sont de diminuer l'espace des véhicules au profit des modes actifs (piétons et cycles) et d'assurer une connexion entre les points d'attraction de l'agglomération.

Des mesures supplémentaires d'apaisement du trafic sont prévues au centre du village à la hauteur du projet communal «JongMëtt». La réorganisation et la sécurisation de l'espace à cet endroit vont favoriser les mobilités actives et améliorer ainsi l'attractivité et la qualité de vie du centre de Junglinster. En outre, le centre de Junglinster jouera un rôle important pour les transports en commun suite à une réorganisation complète du réseau RGTR et vu l'aménagement d'un nouveau pôle d'échange faisant l'interface perpendiculaire bus-bus résultant en une interconnexion optimisée entre les zones rurales et les centres de développement et d'attraction CDA.

Le début des travaux du réaménagement de la traversée de Junglinster est prévu pour 2019.

Question 2784 (20.02.2017) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les complications liées à des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel:

En date du 15 février 2017 le Ministère de la Santé publique français a envoyé aux hôpitaux un message d'alerte sanitaire concernant le docétaxel, molécule utilisée dans le traitement des cancers du sein. L'envoi en question fut accompagné d'un communiqué de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) ainsi que de l'Institut national du cancer (INGA).

Selon les informations diffusées dans ce contexte, six femmes traitées par des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel ont été victimes de complications digestives. Cinq d'entre elles sont décédées entre l'été 2016 et février 2017, la sixième patiente étant en cours de guérison. Selon les mêmes informations les femmes concernées étaient âgées entre 46 et 73 ans et atteintes d'un cancer du sein qui, au pronostic, n'était pas a priori mauvais. Une enquête de pharmacovigilance, entamée en septembre 2016, est actuellement en cours de finalisation.

Considérant que cette problématique pourrait également concerner les patientes prises en charge dans les hôpitaux luxembourgeois, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) La substance docétaxel est-elle autorisée en oncologie au Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, des complications similaires à celles décrites ci-dessus ont-elles été rapportées au Ministère de la Santé?

3) Les gynécologues et oncologues luxembourgeois ont-ils été informés d'éventuels risques liés au traitement du cancer du sein par la substance docétaxel?

Réponse (20.03.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

ad 1) Trois firmes ont une autorisation de mise sur le marché pour le docétaxel au Luxembourg: Aventis pour le Taxotere (original), Aurobindo pour le Docétaxel AB et Sandoz pour le Docétaxel Sandoz.

ad 2) Des cas d'entérocrites neutropéniques fatales telles que rapportées en France n'ont pas fait l'objet de signalisations de la part des professionnels de santé au Luxembourg.

ad 3) D'après nos informations, aucune firme n'a récemment entrepris des démarches pour contacter les professionnels de santé au Luxembourg à ce sujet.

Les autorités françaises ont émis une notification, concernant les cas d'entérocrites neutropéniques fatales suite au traitement par le docétaxel, au Comité d'évaluation des risques en pharmacovigilance (PRAC) de l'Agence européenne du médicament à Londres (EMA). Ce dernier a ouvert une enquête et a indiqué dans un premier temps que la fréquence des effets secondaires n'a pas augmenté pendant ces dernières deux années. Une évaluation approfondie sur base des données disponibles est en cours et les conclusions finales seront rendues publiques par l'Agence du médicament.

(http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/document_library/Press_release/2017/03/WC500223211.pdf)

Question 2785 (21.02.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'aide pour aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques:

Les personnes atteintes d'un ou de plusieurs handicaps moteurs peuvent obtenir une aide pour réaliser des aménagements adaptés dans

les constructions nouvelles ou existantes. L'octroi de la prime est lié à certaines conditions dont un critère de surface minimum et maximum à respecter. Or, les aménagements à l'intérieur du logement qui facilitent le déplacement, comme par exemple l'élargissement de couloirs ou de portes, réduisent la surface utile d'habitation.

Afin de garantir l'égalité des chances au niveau de l'accès au logement, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le critère de surface minimum et maximum à respecter est encore adapté aux besoins spécifiques des personnes concernées?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il modifier ce critère de surface?

Réponse (20.03.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Dans le contexte des aides aux aménagements spéciaux au profit de personnes à mobilité réduite, il importe d'abord de noter que cette prime en capital ne peut être accordée que si le coût des travaux d'aménagements spéciaux - ou une partie de ce coût - n'est pas pris en charge par l'assurance dépendance.

La prime en question est dès lors très peu sollicitée: seulement onze dossiers ont été accordés pendant les dix dernières années (2007 à 2016 inclus) pour une moyenne de 6.200 EUR par dossier, alors que le plafond théorique est fixé à 15.000 EUR.

Le souci de l'honorable Députée que le critère de surface pourrait constituer le frein majeur à l'attribution de l'aide est très probablement injustifié, puisque l'élargissement de couloirs ou de portes à l'intérieur du logement ne réduit pas la surface utile d'habitation. La surface utile d'habitation calculée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prend en considération la surface totale du logement mesurée à l'intérieur des murs extérieurs, sans inclure caves, garages, greniers et, par conséquent, un aménagement intérieur au niveau des couloirs ou des portes bénéficiant à une personne handicapée physique ne change rien à l'envergure de la surface retenue par le Service des aides au logement.

Dans ce contexte, il convient également de noter que la surface utile d'habitation maximale admise - en principe 140 m² pour une maison unifamiliale, respectivement 120 m² pour un appartement - est notamment augmentée de 20 m² pour toute personne handicapée vivant dans le logement du bénéficiaire d'une aide, à partir de la 5^e personne qui y habite et à condition que cette personne ne soit pas elle-même propriétaire d'un logement. Ce critère de surface s'applique d'ailleurs aussi pour toute autre aide sollicitée dans le cadre des aides en capital.

Au vu de ce qui précède, l'on peut conclure que les critères de surface utile d'habitation à respecter pour l'obtention de l'aide aux frais d'aménagements spéciaux au profit de personnes à mobilité réduite sont toujours à considérer comme appropriés en la matière. S'il s'avérait, au cours de notre analyse actuelle de toutes les aides individuelles, que de nouveaux arguments venaient s'ajouter aux réflexions, je resterais dans ce contexte sensible et ouvert à toute proposition.

Question 2786 (21.02.2017) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la participation de «demandeurs de protection internationale» en tant qu'auditeur libre à des cours de l'Université du Luxembourg:

Il me revient que des personnes ayant le statut de «demandeur de protection internationale» (DPI) sont autorisées à suivre en tant qu'auditeurs libres des cours à l'Université du Luxembourg. En tant qu'auditeurs libres, elles seraient cependant exclues de tout examen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de DPI profitent de cette offre et dans quels domaines?

- Est-ce que les personnes concernées peuvent faire valoir les cours suivis en vue d'une participation à des examens et, par conséquent, en vue de l'obtention d'un diplôme lorsqu'elles seront «bénéficiaires de protection internationale» (BPI)? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle possibilité se-

rait judicieuse, toute perspective dans ce sens améliorant sans aucun doute l'intégration présente et future de ces personnes.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il existe d'autres offres ou possibilités de formation et de formation continue pour les DPI d'un côté, les BPI de l'autre côté, que ce soit au niveau supérieur ou au niveau fondamental et secondaire voire dans le domaine de la formation professionnelle? Dans l'affirmative, quelles sont-elles, quelle est la résonance auprès des personnes-cibles et comment sont-elles organisées respectivement financées?

Réponse commune (23.03.2017) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Taina Bofferding au sujet des «demandeurs de protection internationale» (DPI) en tant qu'auditeurs libres à l'Université du Luxembourg et au niveau de l'éducation fondamentale et secondaire, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

L'Université du Luxembourg offre un programme de cours ouverts et accessibles, dans la limite des places disponibles, aux «auditeurs libres» et «auditeurs libres seniors» qui se sont inscrits. Au 1^{er} janvier 2017, 219 personnes étaient inscrites à l'Université en tant qu'auditeurs libres. Cependant, l'auditeur libre n'a pas la possibilité de se présenter à des examens et de prétendre à une validation des crédits ECTS (European Credit Transfer System). Ceci est stipulé dans le règlement d'ordre intérieur de l'Université du Luxembourg et s'applique à l'ensemble des auditeurs libres, qu'ils soient DPI ou non (Art. IV.11.101. L'auditeur libre assiste à des cours sans pour autant pouvoir se présenter aux examens et/ou prétendre à une validation d'ECTS).

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, celle-ci s'est engagée activement en vue de favoriser l'accès aux études des DPI et des «bénéficiaires de protection internationale» (BPI) en développant un «intégration office». Ainsi, tout DPI souhaitant s'inscrire est reçu et entendu par un interlocuteur unique dans le cadre d'un entretien individualisé. Il s'agit de présenter au candidat l'offre de formation proposée par l'Université, d'établir un bilan de compétences sommaire et de lui proposer un soutien en matière d'orientation.

En attendant l'évolution de son statut en BPI lui permettant une inscription comme étudiant dans un programme d'études, l'étudiant DPI peut être immédiatement admis, et à titre gratuit, en tant qu'auditeur libre. Ce statut étant le seul possible actuellement pour ce public, il permet de:

- postuler tout au long de l'année, sans besoin de justificatifs de diplôme;

- découvrir 16 formations ouvertes aux auditeurs libres et préciser ainsi ses choix futurs pour une admission dans un programme d'études;

- se familiariser progressivement avec l'Université en accédant gratuitement à l'ensemble des services;

- s'intégrer à la communauté universitaire et nouer un lien social.

Une véritable intégration du candidat passe nécessairement par un apprentissage d'au moins une des langues véhiculaires de l'Université. Dans cette perspective, des cours intensifs de langues sont dispensés gratuitement avec le soutien de l'Institut national des langues mais aussi via certaines associations étudiantes (remise à niveau ou initiation par le biais d'échanges informels, de conversations, de rencontres...). Au 1^{er} janvier 2017, 51 DPI étaient inscrits à l'Université en tant qu'auditeurs libres.

Aux niveaux fondamental et secondaire, les élèves DPI et BPI sont des élèves au même titre que les autres. Cependant, la plupart de ces enfants et jeunes ne maîtrisent pas suffisamment les langues du pays pour participer aux cours réguliers. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a donc développé des structures adaptées à l'accueil scolaire des DPI et BPI. Ils peuvent y suivre un enseignement intensif de langues, le but étant de les intégrer dans une classe régulière dès qu'ils sont prêts.

Les BPI et DPI de quatre à 16 ans tombent sous l'obligation scolaire indépendamment de leur statut:

- à l'école fondamentale, le MENJE a mis en place 28 classes étatiques spécialisées dans le



domaine de l'accueil (CSAE) pour les enfants de quatre à douze ans;

- à l'enseignement secondaire et secondaire technique, les élèves BPI et DPI de douze à 15 ans fréquentent les classes d'accueil (ACCU) dans les différents lycées du pays (30 classes). De même, les classes d'insertion pour jeunes adultes (CLIA) accueillent les jeunes de 16 ans (six classes);

- les centres nationaux de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck offrent des cours d'Initiation professionnelle divers métiers (IPDM).

Au-delà de l'obligation scolaire, le MENJE propose aux DPI et BPI:

- les CLIA + pour les jeunes de 17 à 24 ans, organisées par le Service de la scolarisation des enfants étrangers (douze classes).

Une fois les compétences langagières indispensables acquises, les jeunes peuvent s'orienter vers d'autres filières comme les classes d'insertion francophone au cycle inférieur, les offres francophones et anglophones au cycle moyen et supérieur ou vers la formation professionnelle. Aux adultes sont offerts prioritairement des cours de littérature ou des cours de français. Cette étape est primordiale pour accéder à des formations qualifiantes.

Comme la classe de 9^e est décisive pour l'accès aux futures études et à la formation professionnelle, le Service de la formation des adultes offre des cours de 9^e en deuxième voie de qualification. Les cours 9^e intégration ont été conçus particulièrement pour des DPI, BPI et primo-arrivants qui veulent apprendre un métier voire une profession, mais qui ne maîtrisent aucune langue du pays au niveau requis pour accéder aux formations professionnelles. Le programme est axé sur le français, l'anglais et les mathématiques.

Pour associer la formation théorique avec une formation pratique en atelier visant l'acquisition du langage et du calcul professionnel ainsi que la connaissance des outils, des matériaux et des gestes professionnels, un cours 9^{ai} atelier est offert depuis début 2017 par le Service de la formation des adultes en coopération avec l'association DELTA et la Ville de Luxembourg.

Question 2787 (21.02.2017) de M. André Bauler (DP) concernant la route nationale N10 entre Dasbourg et Marnach:

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé dans sa réponse à ma question écrite n°1483 que la route N10 entre Dasbourg et Marnach avait dû être réparée localement il y a quelques années en attendant son réaménagement définitif qui était prévu pour l'an 2016. Or, jusqu'à cette date aucun chantier n'a été commencé sur ce tronçon de la N10.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes:

- En raison du nombre de frontaliers qui passent tous les jours par cette route et vu son état misérable voire dangereux, Monsieur le Ministre peut-il m'annoncer quand le chantier en question débutera enfin?

- Quelles sont les causes qui expliquent pourquoi le chantier n'a pas été commencé en 2016?

- Quelle sera la durée de ce chantier et comment les déviations seront-elles organisées?

Réponse (22.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la route N10 entre Dasbourg et Marnach.

Après l'élaboration de plusieurs variantes qui n'avaient pas été retenues à cause de leur impact important sur l'environnement, une variante «status quo» plus modérée a été élaborée. Il s'agissait d'une variante qui suivait exactement le tracé existant avec un rétrécissement de la largeur de la chaussée actuelle de 6 m à 5,5 m.

Or, cette variante a également dû être écartée suite aux conclusions d'un audit de sécurité réalisé par le Centre d'études techniques de l'équipement de l'Est (CETE) de Metz (F) en décembre 2010. En effet, cet audit montrait la nécessité de prévoir, sur sept endroits, des zones de visibilité en courbe moyennant agran-

dissement des rayons de courbure et élargissement des accotements jusqu'à 3 m. Ces mesures de conformité sécuritaires ont pour conséquence un certain nombre de travaux de terrassement, à savoir le décapage de la terre végétale sur une surface de 10.500 m², le débroussaillage de 10.000 m² et notamment le déblaiement de quelque 40.000 m² de terre ou de roche.

Contrairement à une autorisation environnementale initiale obtenue pour le déblaiement de 7.000 m², l'obtention d'une autorisation pour le déblaiement des 40.000 m² s'avérerait impossible et il fallait se pencher à nouveau sur la variante «status quo».

En 2016, une étude supplémentaire de l'évaluation de la sécurité technique sur un nouveau tracé et le potentiel d'optimisation de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach avait été confiée au bureau d'études Schroeder et Associés et leur partenaire allemand Durth Roos Consulting GmbH de Darmstadt. Cette étude n'est pas encore complètement terminée, mais les résultats en ce qui concerne la sécurité technique sur le nouveau tracé, qui est en principe celui de la variante «status quo», ne sont pas du tout concluants.

Actuellement mes services sont en train d'élaborer une nouvelle variante «douce» avec un redressement plus léger des virages, afin de trouver un consensus entre sécurité et impact sur l'environnement naturel.

À l'heure actuelle, il n'est donc pas possible d'avancer une date précise pour le commencement des travaux de redressement du tronçon de la route N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach.

Enfin, une fois les travaux lancés, leur durée est estimée à 200 jours et la déviation se fera habituellement par le CR 342 entre Rodershausen et Hosingen.

Question 2788 (21.02.2017) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant la ligne RGTR 215:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2261 de 29 juillet 2016 concernant le bus RGTR de la ligne 215 qui circule entre Käerjeng et Kirchberg, Monsieur le Ministre avait bien pris note du fait qu'un certain nombre d'usagers en provenance de Bascharage, Linger, Hautcharage, Schouweiler et Dippach continuent leur trajet jusqu'au Kirchberg et il expliquait que ce trajet ne serait dès lors pas raccourci à la hauteur de la Charly's Gare. Or, les nouveaux horaires (à partir du 27 février 2017) prévoient justement un tel raccourcissement de la ligne, obligeant ainsi les usagers à changer de bus. Bien évidemment ceci incommoderait de nombreux usagers qui, jusqu'à présent, pouvaient profiter d'une liaison directe avec Kirchberg.

Au vu du fait que cette ligne accumule beaucoup de retards à cause des nombreux chantiers et afin de maintenir son attractivité, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Étant donné que de nombreux usagers seront obligés de changer de bus à la Charly's Gare pour continuer en direction de Kirchberg, est-ce qu'il ne serait pas possible d'en revenir à une connexion directe, du moins pour une partie des bus de cette ligne, jusqu'à l'entrée en service du tram?

- Est-ce qu'il est prévu d'aménager un couloir réservé au bus sur le tracé de cette ligne à moyen terme?

- Monsieur le Ministre peut-il proposer d'autres améliorations qui encourageront les habitants des communes de Käerjeng et Dippach à utiliser les transports publics?

Réponse (23.03.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député Yves Cruchten se soucie des transports publics et notamment des connexions des localités desservies par la ligne RGTR 215 en direction de Luxembourg voire du plateau de Kirchberg.

La raison pour laquelle la ligne 215 ne dessert plus le plateau de Kirchberg à partir du 27 février 2017, mais fait son terminus à Luxembourg/Charly's Gare, est celle de la situation de trafic hautement difficile entre le centre-ville et Kirchberg pour les transports publics. Les autobus sont en effet, tout comme le trafic individuel, confrontés aux chantiers, à l'augmentation du trafic dû à l'attrait de Kirchberg et à l'accumulation des moyens de transport individuels.

La mesure de raccourcir la ligne 215 a été prise en vue de stabiliser l'horaire de la ligne et d'en augmenter la fiabilité, la décision ayant été

prise sur le constat de retards importants sur le tronçon maintenant éliminé.

Un «retour», c'est-à-dire revenir à une connexion directe, engendrerait de revenir à la situation initiale. L'option de ne faire circuler que quelques-unes des courses de la ligne basculerait la planification de manière trop importante.

D'ailleurs, faire un choix déjà pour définir quelles courses seraient à prolonger ou non vers Kirchberg accumulerait davantage la confusion et le mécontentement parmi les clients qui n'ont pas tous les mêmes besoins.

Les transbordements font partie de la stratégie MoDu, qui est un concept de transport public basé sur des connexions entre différentes lignes voire entre des axes principaux et des services d'apport ou de distribution, stratégie appliquée d'ores et déjà en partie sans mise en service du tram.

En ce qui concerne l'aménagement d'un couloir réservé pour bus, je me permets de vous informer que le groupe de travail «Couloirs pour bus» est en train d'analyser la faisabilité pour la mise en place d'un couloir entre Dippach et Grevelshaff.

Aussi j'aimerais porter votre attention sur le fait que les localités de Bascharage et de Dippach disposent toutes les deux d'une gare CFL et que la ligne ferroviaire vient d'être entièrement dédoublée afin d'offrir une efficacité optimale aux voyageurs.

Finalement, l'ouverture encore fin 2017 de la nouvelle gare «Pfaffenthal-Kirchberg», qui sera un des nouveaux pôles d'échange de la capitale, permettra de mieux connecter le plateau de Kirchberg au rail et d'accéder par tram au centre-ville.

Question 2789 (22.02.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck:

Depuis janvier 2016, un directeur au Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) fait toujours défaut. Le poste était à pourvoir à partir de mi-janvier et les candidatures étaient à adresser à Monsieur le Ministre avant mi-mars 2016.

Malgré le fait que cinq candidatures remplissaient les conditions législatives, le Ministre avait annoncé en juillet 2016 qu'un nouveau directeur ne sera proposé qu'après la mise en place d'une stratégie nationale.

Dans la réponse à ma question parlementaire n°2386 en date du 19 septembre 2016, Monsieur le Ministre fait remarquer qu'un groupe d'échange a été instauré en collaboration avec l'Horesca et la Chambre de Commerce qui élaborera une stratégie nationale pour le domaine de l'Horesca et les écoles impliquées. Ce même groupe va aussi définir le fonctionnement futur du LTHAH et fera une proposition quant aux dispositions légales régissant le lycée.

Dans une réponse parlementaire en date du 19 décembre 2016, le Ministre a précisé par la suite qu'il va soumettre au Conseil de Gouvernement une modification légale relative à l'éligibilité des candidats briguant le poste de directeur de certains lycées particulièrement spécialisés, dont aussi le LTHAH.

En date du 20 février 2017, le Ministère a fait de nouveau un appel à candidature pour le poste de directeur du LTHAH. Les candidatures sont à adresser au Ministère avant le 23 février.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Dans la mesure où le Ministère fait de nouveau un appel à candidature au poste de directeur, Monsieur le Ministre, peut-on en conclure que l'élaboration de la stratégie nationale est achevée? Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous faire parvenir des informations détaillées sur la stratégie?

- Le groupe d'échange a-t-il déjà rendu une proposition quant aux dispositions légales régissant le LTHAH, tel qu'annoncé dans la question parlementaire n°2386 de septembre 2016?

- Si oui, le Ministre peut-il nous faire parvenir cette proposition?

- Annoncé en décembre dernier, le Ministre a-t-il soumis au Conseil de Gouvernement la modification légale relative à l'éligibilité des candidats qui postulent pour le poste de directeur de certains lycées spécialisés?

- Pour quelle raison le Ministre fait-il un appel à candidature sans soumettre au préalable la modification légale relative à l'éligibilité des candidats au Conseil de Gouvernement?

- Monsieur le Ministre, pour quelle raison le Ministère fait-il de nouveau un appel à candidature pour le poste de directeur alors que cinq candidats avaient déjà rempli les conditions législatives lors du dernier appel à candidature début 2016?

Réponse (26.04.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

L'élaboration de la stratégie nationale quant à l'enseignement dans le domaine Horesca progresse bien et est en train d'être finalisée. Les dernières réunions de travail sont fixées pour mai. Les conclusions du groupe d'échange pourront ensuite être présentées aux députés. Actuellement, les discussions tournent autour des sujets suivants: formation CCP à grande échelle ainsi qu'autres niveaux de formation de l'EST, hôtel d'application, internat, formation d'excellence, création de BTS. Je suis confiant que ces perspectives permettront au LTHAH de reprendre sa place de centre d'excellence au niveau national et international.

Les modifications légales mettent encore du temps, comme elles ne se rapporteront plus uniquement à l'éligibilité des candidats briguant le poste du directeur du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck en particulier et d'autres lycées spécialisés en général. En effet, les discussions mentionnées ci-dessus nous mènent à envisager l'élaboration d'une loi réservée à l'école hôtelière.

Les modifications des dispositions légales ouvrant l'accès au poste de directeur à des candidats du secteur de l'Horesca n'auraient pas apporté de réponse à court terme au problème de vacance de poste au LTHAH. Voilà pourquoi le ministère a mené des pourparlers avec une série d'acteurs qui ont abouti à plusieurs candidatures intéressantes dont celle retenue par le Conseil de Gouvernement.

Question 2790 (23.02.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le moteur de recherche en ligne permettant l'accès à des données d'assujettis à la TVA:

Selon plusieurs articles parus sur le site Internet «paperjam.lu», un moteur de recherche en ligne permet l'accès à des données d'assujettis à la TVA, y compris des données personnelles. Le site serait exploité par une société basée en Autriche et obtiendrait les données dans un registre TVA de la Commission européenne public qui est alimenté par les autorités compétentes des pays membres de l'UE. Tandis que sur le site de la Commission européenne une recherche ne peut être effectuée que sur base d'un numéro de TVA, le site autrichien permet de faire une recherche par nom. L'Administration de l'enregistrement et des domaines aurait alerté la Commission européenne car elle estime que l'opérateur du moteur de recherche ferait une utilisation détournée de données sur la TVA. D'après ces articles, le moteur de recherche autrichien enfreint les termes et conditions d'utilisation du registre européen de données sur la TVA et la Commission européenne aurait recommandé aux assujettis victimes d'abus de données personnelles «de contacter directement leurs autorités nationales en charge de la protection des données».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- L'accès à des données d'assujettis à la TVA est-il légal?

- Dans la négative, le Gouvernement entend-il saisir le parquet?

- Les informations divulguées par le moteur de recherche sont-elles compatibles avec le droit luxembourgeois en matière de protection des données?

- Pour quelles raisons l'Administration de l'enregistrement et des domaines a-t-elle alerté la Commission européenne?

- Quelles sont les recommandations de la part de la Commission européenne?

Réponse (20.03.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

En vertu des dispositions du règlement UE n°904/2010 du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la TVA, il incombe à chaque État membre de stocker dans un système électronique les données portant sur l'identité, l'activité, l'organisation et l'adresse des personnes auxquelles un numéro d'identification à la TVA a été attribué ainsi que celles relatives au statut de validité de ces numéros d'identification. Y sont également prévues les



obligations, pour chaque État membre, d'accorder un accès automatisé aux informations stockées aux autres États membres et de veiller à ce que les personnes concernées par des livraisons intracommunautaires de biens ou des prestations de services intracommunautaires aient la possibilité d'obtenir la confirmation par voie électronique de la validité du numéro d'identification de la TVA d'une personne déterminée ainsi que du nom et de l'adresse y associées.

Par rapport à cette dernière obligation, la Commission européenne a mis en place un système électronique sous forme de site Internet, dénommé «VIES (VAT Information Exchange System) on the Web», qui permet de valider les numéros d'identification des opérateurs enregistrés dans l'Union européenne et d'obtenir le nom et l'adresse correspondant au numéro de TVA concerné, tels qu'ils figurent dans les bases de données nationales. Ce site Internet est relié au moyen d'une connexion sécurisée aux bases de données TVA des différents États membres, et la vérification effectuée sur la seule base d'un numéro d'identification à la TVA repose sur les informations disponibles dans la base de données interrogée de l'État membre concerné.

L'Administration de l'enregistrement et des domaines (ci-après AED) confirme que sur le site Internet «TVA-Recherche.lu» de la société autrichienne Linkomat GmbH, avec siège social à Vienne en Autriche, il est possible d'obtenir la confirmation automatisée des informations pertinentes relatives aux assujettis à la TVA immatriculés dans les États membres et non membres suivants, à savoir le Luxembourg, l'Autriche, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Grèce, Malte, la Suisse et la Norvège.

Par rapport au site de la Commission européenne, les recherches sur le site de la société Linkomat GmbH s'effectuent non sur base du numéro d'identification à la TVA, mais à partir des critères «Nom» et/ou «Adresse». L'autre différence notable est que les recherches se font contre rémunération à partir d'un nombre limité de recherches effectuées.

Concernant plus spécifiquement la situation nationale luxembourgeoise, il est relevé que selon les informations publiées sur son site Internet, la société Linkomat GmbH disposerait d'un répertoire de données de 77.000 numéros d'identification d'assujettis à la TVA luxembourgeoise, ce qui correspondrait à la quasi-totalité du nombre des assujettis inscrits.

L'AED considère que le stockage par la société Linkomat GmbH de ces données dans un système électronique et l'accès automatisé que celle-ci accorde à tout demandeur constituent des violations des dispositions du règlement UE n°904/2010 susmentionné, lesquelles, comme exposé ci-devant, n'autorisent que l'AED, comme autorité compétente désignée du Luxembourg, à prendre de telles dispositions.

Les pratiques de la société Linkomat GmbH ont été dénoncées par l'AED à la Commission européenne le 10 novembre 2016 et ce pour deux raisons. La première était l'impact considérable des activités de la société autrichienne pour les autres États membres concernés. La deuxième était due à la spécificité d'une des données obtenues par le moteur de recherche autrichien, à savoir l'information relative au statut de validité des numéros d'identification à la TVA luxembourgeoise, dont la divulgation est strictement encadrée, c'est-à-dire qui n'est stockée que dans la banque de données de l'AED (contrairement aux données «nom, adresse, numéro d'identification à la TVA», susceptibles d'apparaître dans des annuaires d'entreprises ou autres publications similaires ouvertes au public). Cette particularité liée au statut de validité, mais aussi l'information publiée sur «TVA-Recherche.lu» selon laquelle le site serait directement connecté à des institutions publiques qui ont publié ces informations en premier lieu, ont amené l'AED à envisager l'hypothèse que la société Linkomat GmbH utilise les informations disponibles sur le site Internet de la Commission européenne par rapport au statut de validité des numéros d'identification à la TVA pour approvisionner sa propre base de données, ce qui serait contraire aux dispositions de la «Clause de non-responsabilité» publiées sur le site «VIES on the Web» de la Commission européenne, qui prévoient que «toute autre utilisation et toute extraction et utilisation des données non conformes à l'objectif de ce site Web sont strictement interdites. Toute retransmission du contenu de ce site, à des fins commerciales ou autres, ainsi que toute autre utilisation plus générale autre que celle nécessaire au soutien des activités d'un utilisateur légitime (par exemple, rédiger ses propres factures) est expressément interdite. En outre, toute copie ou reproduction du contenu de ce site est strictement interdite.»

Il ressort des échanges de correspondance qui ont suivi la dénonciation des activités de la société Linkomat GmbH par l'AED que la Commission européenne admet que les pratiques de la société autrichienne sont illicites, qu'elle était au courant de ces pratiques depuis juin 2016 et que différentes tentatives de détournement des données du site de la Commission européenne par la société Linkomat GmbH ont été bloquées par la mise en place de filtres automatisés. La Commission européenne considère, en revanche, qu'elle n'a pas d'autres moyens à sa disposition pour prévenir de tels agissements, bien qu'il soit de notoriété, comme l'a fait remarquer l'AED à la Commission européenne, qu'un blocage imposé peut être contourné par des pratiques de changement d'adresse IP ou par l'implication de plusieurs serveurs.

La dernière tentative pour persuader la Commission européenne de porter un regard encore plus attentif à la société Linkomat GmbH afin de contrecarrer son activité par tous les moyens qui s'imposent a été entreprise par l'AED en évoquant le dossier lors du Comité de coopération administrative en matière de TVA qui s'est tenu à Bruxelles le 21 février 2017. Lors de ce Comité, le Royaume-Uni a déclaré avoir aussi porté plainte auprès de la Commission européenne pour des faits similaires perpétrés sur d'autres sites également exploités par la société Linkomat GmbH (vat-search.co.uk, uid-suche.at, vat-search.eu).

La CNPD a été mise au courant de la présente affaire en date du 24 février 2017.

Enfin, dans l'hypothèse où les démarches auprès de la Commission européenne ne devaient pas aboutir au résultat espéré, l'AED n'exclut pas la possibilité d'agir par tout autre moyen à sa disposition.

Question 2791 (23.02.2017) de M. André Bauler (DP) concernant le tourisme au Luxembourg:

Ensemble avec «Luxembourg for Tourism», la Secrétaire d'État à l'Économie, Madame Francine Closener, a récemment présenté le bilan de la saison touristique de 2016. Il s'avère qu'avec 2,97 millions de nuitées, le tourisme luxembourgeois a connu une nouvelle année record. Or, on a également pu constater que le nombre de nuitées dans la région des Ardennes a reculé de 3,7%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Comment les chiffres concernant les nuitées sont-ils récoltés?

- Est-ce que le Statec est chargé d'établir ces statistiques? Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas confier cette mission au Statec?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant les nuitées pour les différentes régions? Peut-on définir le nombre de nuitées par catégorie d'établissement et par région, par nationalité du visiteur, par mois de visite, etc.? Dans l'affirmative, ces statistiques détaillées permettent-elles d'expliquer le recul des nuitées dans la région des Ardennes?

- Est-ce que des efforts de promotion supplémentaires sont prévus pour soutenir les régions qui enregistrent un recul du nombre de nuitées? Est-ce que l'avis des établissements concernés est demandé lors de la définition des priorités de la promotion du tourisme luxembourgeois? Dans l'affirmative, selon quelle démarche les établissements sont-ils consultés?

Réponse (24.04.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Le Statec est chargé d'établir et établit les statistiques officielles relatives au tourisme. Le règlement (UE) n°692/2011 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2011 concernant les statistiques sur le tourisme est à la base des statistiques harmonisées et obligatoires qui sont transmises par les États membres à Eurostat, l'office statistique de la Commission européenne. Il fixe le niveau de détail des statistiques à produire, la périodicité, la forme, les délais de transmission, la méthodologie ou encore la qualité de ces statistiques.

Les statistiques sur la fréquentation des établissements d'hébergement touristique sont produites par le Statec selon les règles, méthodes et normes reconnues et harmonisées au niveau international.

Les chiffres présentés lors de la conférence de presse du 15 février dernier par la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, étaient basés sur l'enquête de fréquentation effectuée par «Luxembourg for Tourism» (LFT) dans l'hébergement touristique tous les deux mois. LFT

réalise ce recensement afin de pouvoir obtenir des données en temps réel, lui permettant d'assurer une orientation ciblée et efficace de ses actions de marketing touristique. Jusqu'à présent, le Statec ne publiait les données mensuelles et annuelles qu'en juin de l'année suivante, ceci conformément aux dispositions légales européennes.

Au niveau de l'évolution par régions, les nuitées réalisées se présentent, suivant les sondages effectués par LFT, comme suit:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne plus spécifiquement l'hôtellerie en région Ardennes et le recul du nombre de nuitées dans la région des Ardennes (-3,7% en 2016) mentionné par Monsieur le Député, nous pouvons observer de 2011 à 2015 une nette tendance à la hausse de la fréquentation.

Sur le plus long terme, nous constatons que les capacités hôtelières disponibles dans la région sont en régression continue depuis 1995 (problèmes de succession; manque d'investissement de certains acteurs), et malgré le retour à la hausse des nuitées après 2011, la baisse des capacités a continué jusqu'à nos jours (voir graphique ci-dessous). Il en résulte forcément un taux d'occupation plus élevé et, en outre, un prix moyen journalier supérieur à ceux qu'on pouvait observer il y a cinq, voire dix ans, ce qui traduit la bonne santé actuelle des structures existantes.

Quant aux raisons plus ponctuelles expliquant le résultat de 2016, les conditions météorologiques défavorables ont certainement joué un rôle (la région se caractérisant essentiellement par un tourisme d'agrément/outdoor), mais aussi l'effet statistique suite à une forte croissance l'année précédente, qui s'était inscrite dans la tendance à la hausse observée déjà depuis 2011.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est des efforts de promotion réalisés, LFT réalise une communication ciblée, mettant en valeur les expériences auprès des segments de clientèle à haut potentiel (best agers, DINKS, familles), dont les randonnées et VTT.

En 2016, un total de contacts potentiels de 168 millions a ainsi pu être atteint dans le cadre des différentes campagnes publicitaires déployées. L'efficacité de ces mesures promotionnelles, qui s'inscrit dans une démarche de marketing stratégique, s'est traduite par le fait que le tourisme luxembourgeois a connu sa cinquième année record consécutive en termes de nuitées hôtelières au niveau national.

Les établissements touristiques sont naturellement étroitement impliqués dans le processus stratégique par le biais des organisations professionnelles membres dans le GIE «Luxembourg for Tourism»:

- Horesca;

- Camprilux;

- Auberges de jeunesse;

- APTR;

- tout comme les cinq Offices régionaux de tourisme.

Question 2792 (23.02.2017) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les dépenses militaires:

Le «New York Times» dans son édition du 19 février 2017 rapporte que le Vice-président américain Monsieur Pence aurait déclaré lors du sommet de l'OTAN à Munich que les États-Unis allaient exiger de leurs alliés européens une augmentation de leurs dépenses militaires.

Il est rappelé que ce discours intervenait à un moment où les alliés se montraient inquiets des propos du Président américain qui, selon le «New York Times», «(...) praised Britain's vote to exit the European Union, questioned the viability of that bloc and the relevance of NATO and expressed admiration for President Vladimir V. Putin of Russia, while also upending policies and diplomacy on the Middle East, China and Mexico».

1) Quelles seraient les conséquences de la réalisation de ces demandes américaines sur le budget des dépenses militaires du Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois appuie, face à la réorientation de la politique étrangère américaine manifestée par son hostilité à l'UE et à l'OTAN et son appui à la Russie, la construction d'une politique de dé-

fense européenne et l'établissement d'une armée commune européenne?

Réponse (30.03.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense:

ad 1) La demande américaine n'est pas nouvelle. Le Gouvernement américain exige depuis de nombreuses années un effort de défense supplémentaire de la part des alliés européens. Le reflet de cette exigence est repris dans la déclaration du sommet OTAN de Wales en 2014.

À l'instar de ses partenaires européens, le Luxembourg entend contribuer au renforcement de la politique de défense européenne, aussi bien au sein de l'OTAN que de l'UE, en développant ses propres technologies de défense. Le Luxembourg a annoncé une hausse de ses dépenses de défense dès 2014 au Sommet du Pays de Galles, mais il remplit d'ores et déjà les critères OTAN préconisés en matière d'investissements annuels, de déployabilité, de soutenabilité et d'interopérabilité.

Les conséquences de l'augmentation durable de l'effort luxembourgeois feront l'objet de la formulation de nouvelles orientations de la politique de défense luxembourgeoise. Ce document politique sera approuvé et publié à la fin du mois d'avril 2017.

Il convient encore de souligner qu'une politique globale de sécurité prévoyante et avisée ne peut être constituée uniquement de moyens militaires, mais doit être assortie de moyens complémentaires permettant p. ex. d'intervenir de façon précoce afin d'éviter que des crises ou tensions ne dégénèrent en conflits ouverts avec leur lot de personnes jetées sur les routes pour fuir la mort et la misère. Dans ce contexte, l'aide au développement revêt une importance particulière et le Luxembourg remplit les critères internationaux en termes de budgets publics alloués à ces programmes.

ad 2) Si les propos du Président Trump cités par le «New York Times» sont effectivement préoccupants, il serait néanmoins précipité d'en déduire une réorientation sans équivoque de la politique étrangère américaine. Dans son discours à Munich, le Vice-président Pence, qui s'exprimait au nom du Président Trump, n'affichait aucune hostilité face à l'Europe et à l'OTAN.

Pour autant, les propos du Président américain, tout comme le référendum sur le Brexit, illustrent l'importance de poursuivre le renforcement de l'Europe de la défense commune.

Je rappelle que l'article 42, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne spécifie que «la politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi».

Le Luxembourg a soutenu l'ensemble des mesures prises récemment au sein de l'UE. Nous partageons les objectifs en matière de défense de la stratégie globale de l'UE et soutenons activement l'évolution vers un renforcement de sa politique de défense, en complémentarité avec l'OTAN.

S'agissant de l'établissement d'une armée commune européenne, je renvoie à mes propos antérieurs à ce sujet (cf. question parlementaire n°0974). La mise en place, le moment venu, d'une «défense commune» pourrait déboucher sur la création d'une armée européenne commune dont les contours et le fonctionnement restent à être définis. Compte tenu des réalités politiques au sein de l'UE, la réalisation d'une défense européenne commune - et a fortiori la création d'une armée européenne commune - constituent nécessairement des perspectives à long terme.

Question 2793 (23.02.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'orthophonie:

Et schéngt esou ze sinn, datt fir déi Kanner, bei deene Sproochschwieregkeeten eréischt an engem Alter iwwer siwe Joer festgestallt ginn, d'Orthophonie-Seancen net rembourséiert ginn. Mä fir déi, wéi och fir déi méi jonk Kanner, ass déi Therapie ganz wichteg fir hir Entwécklung, well hir Schwierigkeeten hunn dacks grouss Konsequenzen och op hir schoulesch Leeschtungen.

Dobäi muss ee wëssen, datt déi Schwierigkeeten dacks eréischt am 2. Zyklus vun der Grondschoul detektiéiert ginn, well d'Kanner sech do



scho méi fräi a méi artikuléiert sollen ausdrécken.

Wuel gëtt et Méiglechkeete fir eng Behandlung och nach an deem Alter, mä anscheinend net genuch. D'Prozeduren, fir iwwerhaapt esou eng Behandlung ze kréien, solle laangwiereg a bürokratesch sinn.

Déi Behandlungsméiglechkeeten, déi offréiert ginn, schéngen och net ëmmer de Besoinen ze entspriechen.

Dowéinst wollt ech den Häre Ministere fir sozial Sécherheet a fir Schoul dës Froe stellen:

1) Wéi eng Behandlungsméiglechkeeten am Beräich vun der Orthophonie ginn am Abléck hei am Land offréiert? Wéi eng gi vun der Education nationale iwwerholl oder vun der CNS rembourséiert, an ënner wéi enge Konditiounen?

2) Wéi eng Tester ginn a wéi engem Alter gemaach, fir eventuell Defizienzen an deem Beräich feststellen, speziell och fir Kanner vu siwe Joer un? Wéi eng Behandlungsméiglechkeeten offréiert de Stat an där Alterskategorie a wien dréit dofir d'Käschten?

3) Gëtt et genuch Spezialisten an Infrastrukturen an deem Beräich, fir ze garantéieren, datt d'Kanner séier kënne behandelt ginn? Wéi ass déi aktuell Situatioun?

4) Wéi eng Prozedure mussen déi Eltere befollegen, déi e Remboursement vun de Käschte fir eng Behandlung am Beräich vun der Orthophonie wëlle froen? Kann de Stat déi Prozedure vereinfachen oder eventuell esouguer d'Gratuitéit assuréieren?

Réponse commune (24.03.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Prinzipiell ginn all d'Beräicher ofgedeckt, wat d'Sproochschwieregkeeten ugeet.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt déi Leeschtungen, déi an der Nomenclature vun den Orthophoniste virgesi sinn.

Dës Nomenclature gesäit verschidden Typen vun Akte vir, déi ofhängeg si vum jeeweilegen Typ vu Schwieregkeet oder Behënnerung. Et sinn och verschidden Alterskritäre virgesinn.

D'CNS iwwerhëlt d'Sproochschwieregkeeten am Kader vun enger Hypoacusie bei Kanner, déi tëschent véier an zwielef Joer al sinn, déi eng mental Behënnerung hunn, déi genetesch bedéngt ass.

Bei Kanner, déi vun Dyslalie universelle betraff sinn, ass d'Prise en charge vun der CNS op Kanner tëschent véier a siwe Joer limitéiert. D'Nomenclature gesäit op der Positioun Q31 folgend Kritikare vir:

«- les phonèmes concernés ne sont jamais prononcés ou sont substitués systématiquement;

- les troubles articulatoires doivent toucher au moins deux des groupes phonémiques en dehors du phonème «sch»;

- il n'y a pas d'autre trouble associé.»

De Centre de logopédie iwwerhëlt isoléiert Sproochschwieregkeeten, déi ënner anere beim Dépistage systématique vum Centre de logopédie am 1. Cycle vun der Grondschoul festgestallt ginn. Esou sinn 2015-2016 beim Dépistage am Cycle 1 5.224 Schüler vun der Logo erkannt ginn. An de Cyclen 2 bis 4 kumen der dunn nach emol 260 derbäi. D'Auswirkung op d'Schreiw weist sech natierlech érischt méi spéit, dat ass richtig. D'Logopädie bitt Reeducation an Berodung (Elteren/Schoulpersonal) an der ambulanter Betreuung souwéi eng Beschoulung un.

D'Équipes multiprofessionnelles (EMP) këmmere sech ëm Sproochschwieregkeete bei Kanner mat Besoins spécifiques, déi am Fondament ageschoult sinn. Déi Decisioun, wien déi Hëllef kritt, gëtt regional vun der Commission d'inclusion scolaire op Basis vun engem Dossier geholl.

Den Office national de l'enfance (ONE) ka Sproochschwieregkeeten am Niveau vum Langage oral (Sproochverständnis, Expressioun, Artikulatioun) a vun den Troubles de l'apprentissage (Dyslexie, Dysorthographie, Dyskalkulie) iwwerhuelen, wa se net kënne vun der CNS, der EMP, dem Centre de logopédie, de Centres de l'éducation différenciée oder anere staatlechen Instanzen iwwerholl ginn, an zwar vun 0 bis 27 Joer.

ad 2) Wat d'Sproochschwieregkeeten um Niveau vun den Troubles de l'apprentissage ube-

laangt, ka beim ONE e Referenzdokument ugefrot ginn, dat eng Lëscht vun Tester enthält: ONE-Kostenübernahme bei Lese-Rechtschreibstörung (LRS): diagnostisches Vorgehen bei Grundschulern.

Wat d'Sproochschwieregkeeten um Niveau vum Langage oral ubelaangt, hänkt et vun der Mammesprooch a vun der Problematik vum Kand of, wei eng Tester benotzt ginn.

Et muss een dozou bemierken, datt et bis elo keng „Standard“-méisproocheg Sproochentwécklung gëtt, also och kee Standardtest op wëssenschaftlech fundéierter Basis.

a. De Centre de logopédie benotzt zum Beispill am Alter vum Precoce eng sproochbezunnen Anamnees an e Sproochbilan am „dynamic assessment“ (2 Bilanen am Ofstand vun zwee Méint: evoziert Spontansprooch an e Sproochentwécklungstest fir 3- bis 5-järeg Kanner: SETK3-5).

b. Am Cycle 1 iwwerpréift de Centre de logopédie am Diagnostikgrupp déi allgemeng Entwécklung (Wiener Entwicklungstest, WET), d'Intelligenz (K-ABC II), d'Gehéier an d'Sprooch (Mondmotorik, Schwätz- a Stëmmopfällegkeeten, Artikulatioun, Sproochverständnis, Semantik, Sazbau a Grammaire, Pragmatik, auditiv Wahrnehmung an audiitiiv Kuerzzäitgediechnes), an dat Lëtzebuurger Screeningverfahren EDIAL (Evozierte Diagnose lautsprachlicher Fähigkeiten).

c. An de Cyclen 2 bis 4 iwwerpréift de Centre de logopédie d'Intelligenz (K-ABC II), d'Sprooch (Sprachstandardserhebungstest SET 5-10) an d'Kulturtechniken.

Jee no Bedarf:

PDSS: Patholinguistische Diagnostik bei Sprachentwicklungsstörungen

TROG-D: Test zur Überprüfung des Grammatikverständnisses

E.CO.S.SE: Épreuve de compréhension syntactico-sémantique

TCG 3-9: Test de closure grammaticale pour enfants de trois à neuf ans

TEPHOBE: Test zur Erfassung der phonologischen Bewusstheit und Benennungsgeschwindigkeit

IEL: Inventar zur Erfassung der Lesekompetenz im 1. Schuljahr

SLRT II: Lese-Rechtschreibtest

HSP 1-3: Hamburger Schreibprobe

AGTB 5-2: Arbeitsgedächtnistestbatterie.

An Tëschenzäit schafft den Educationsministère mat der Universitéit vu Lëtzebuerg un der Schafung vun engem Institut, dat Testmaterialien an dësse Beräicher soll ausschaffen, déi op den typesch lëtzebuergesche Kontext hi konzipéiert a kalibréiert ginn.

ad 3) Déi lescht Jore sinn nei Orthophonisten engagéiert ginn an et hu sech der och méi a Cabineten etabliert. Well d'Populatioun awer wüsst an och d'Sensibilitéit an d'Bewosstsinn fir déi Problematiken zouhëlt, ass et net ëmmer einfach, eng zefriddestellend Offer unzebidden. Dëst ass och regional ënnerschiddlech.

Am Kader vum Avant-projet de loi iwwert d'Kompetenzzentren, deen déi aktuell Éducation différenciée an de Centre de logopédie soll restrukturéieren, sinn zousätzlech Ressourcen am Beräich vun der Orthophonie virgesinn.

Et ass wichteg, an dësem Kontext drop hinzuweisen, datt den Orthophonisten hir Ausbildung sech net just op d'Entwécklung vun der Sprooch bezitt, mä och op d'Reeducation vum Schwätzen no enger Krankheet oder enger Operatioun souwéi och vu Kna- a Schléckproblemer; also mondmotoresch Problemer vu Kanner mat spezifische Besoinen. Déi lescht Form vu Prise en charge gëtt ënner anere an de spezialiséierte Schoule vun der Education différenciée ënnert der Supervisioun vun Dokterinnen assuréiert.

Et ass an dësem Kontext och wichteg ze soen, dass et net ëmmer einfach ass fir d'Elteren vun de betraffene Kanner, fir e Rendez-vous bei engem Orthophonist ausserhalb vun den normale Schoulzäiten ze kréien, wat zu Waardezäite féiere kann.

ad 4) D'Prozeduren, fir vun deene verschiddenen Instanzen eng finanziell Hëllef ze kréien, sinn no Instanz verschidden: Avis vun der CIS, fir Hëllef vun der Education différenciée oder dem ONE ze kréien, eng Ordonnance médicale, fir Hëllef en libéral ze kréien.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt Leeschtungen op Basis vun enger Ordonnance médicale.

Fir verschidden Akte gesäit d'Nomenclature vir, dass fir d'Éischt eng éischt Ennersichung an e Bilan musse gemaach gi virun enger Behandlung mat engem Behandlungsplang an engem Rapport.

Mat der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) ass konventionell folgend Prozedur festgeluecht ginn:

«Les ordonnances pour les prestations d'orthophonie et de psychomotricité en séries sont précédées par une ordonnance médicale prescrivant l'établissement des bilans, examens fonctionnels et d'aptitude préalables prévus par les nomenclatures afférentes.

Les prestations en série sont prescrites sur le vu des bilans, examens préalables et plans de traitement établis le cas échéant par le prestataire et après leur approbation par le médecin traitant dans le délai de quinze jours de leur réception. Les traitements en série consécutifs à une première série sont ordonnés sur le vu d'un bilan intermédiaire.»

Den Dokter erstellt also fir d'Éischt eng Ordonnance médicale fir e Bilan. Den Orthophonist mécht doropshin eng éischt Ennersichung mat engem Bilan, engem Rapport an engem Behandlungsplang. Dës Leeschtung ass an der Nomenclature virgesinn ënnert dem Code Q11. Den Orthophonist gëtt säi Rapport dann un den Dokter weider, deen duerno 15 Deeg Zäit huet, eng Ordonnance ausstelle fir en Traitement en série.

Esou eng Ordonnance muss Folgendes beinhalten:

- de geneeën Diagnostik;

- den Zäitpunkt vum Feststelle vun der Schwieregkeet oder Behënnerung;

- de Libellé oder de Code vun de Leeschtungen;

- d'genee Unzuel vun de Seancen.

Esou wéi et an de Statute virgesinn ass, muss d'CNS dës Ordonnance validéieren.

Doropshi kritt den Assuré en Titre de prise en charge, deen en dozou berechtigt, déi an de Statute virgesinn Leeschtungen ze kréien. D'Behandlung muss an engem Zäitraum vu sechs Méint no der Erstellung vun der Ordonnance ugefaange ginn.

Den Taux de prise en charge ass 88%.

De Moment gëtt vum ONE eng Bedeelegung vun den Elteren un de Käschte fir d'Behandlung vu Sproochschwieregkeete verlangt. Et läit awer e Projet de règlement grand-ducal beim Statsrot vir, fir d'Eltere vun der Bedeelegung un de Käschten ze entbannen.

Well d'Interventiounen am Beräich vun der Orthophonie vum groussen Deel Interventiounen am Gesondheetsberäich sinn, muss de medezinnesche Bléck drop garantéiert sinn. Et sollen onofhängeg Instanze sinn, déi iwwert d'Opportunitéit vun deene verschiddenen Akte jugéieren.

Dofir kann d'Veinfache vun de Prozeduren an d'Gratuitéit net esou verstane ginn, datt jidderee sech op eegen Initiativ un en Orthophonist ka wenen an d'Allgemengheet dann d'Käschten iwwerhëlt.

Question 2794 (23.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **prévention du VIH**:

An der Press war den 8. Februar 2017 en Artikel iwwer e Medikament, dat soll prophylaktesch géint HIV wirken. Dat kann ee virum Geschlechtsverkéier mat enger infizierter Person anhuelen. De Schutz wär awer net honnertprozenteg an d'Medikament war och bei Männer méi wierksam (op alle Fall méi erfuerscht) wéi bei Fraen. Et sollt also nëmme bei gewësse Gruppe mat erhöhtem Risiko agesat ginn. Dowéinst wär de Gebrauch vun engem Präservativ weider noutwenneg. Am Kader vun engem Lëtzebuurger Pilotprojet soll dat Medikament elo komplett rembourséiert ginn (ronn 500 Euro fir 30 Pëllen).

An dësem Kontext wëilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Schaffen Är Servicer un engem Pilotprojet ronderëm déi HIV-Phylax, déi d'lescht Joer an der EU zougelooß gouf?

2. Wa jo, konzentriert dee Projet sech bei de Versuchspersonen op homosexuell Männer an Transgender als Grupp mat erhöhtem Risiko, oder gëtt et nei Erkenntnisser iwwert d'Wierksamkeet vun der Phylax bei Fraen an aner Risikogruppen, wéi z. B. Drogenhängeger?

3. Gëtt et nei Erkenntnisser iwwert d'Wierksamkeet vum Medikament an der Phylax oder sinn déi Presseberichte, déi vu 86% bei regelméissegem Anhuele schwätzen, korrekt?

4. Wat sinn d'Konditiounen, fir an deem Pilotprojet, esou wäit esou een zu Lëtzebuerg geplangt ass, matzemaachen?

5. Wéi vill Wäert gëtt an deem Projet op de klassesche Schutz duerch Präservativer geluecht?

6. Ass et an Ären Ae sënnvoll, e ganz deiert Medikament ze rembourséieren, dat deelweis soll e prophylakteschen Notze géint HIV hunn, wann ee sech duerch relativ bëleg aner Verhalensweisen oder Mëttelen esou schützen kann, datt de Risiko vun enger Ustiechung mat dem HI-Virus relativ geréng ass?

7. Gesinn d'Ministernen net de Risiko, datt dëst Medikament zu engem erhöchte Risikoverhale ka féieren, well et eventuell bei verschiddene Leit d'Illusioon vun engem zuverlässige Schutz kann erviruffen?

8. D'Krankekeess hat bis ewell eng relativ strikt Haltung, wat Prophylax ugaangen ass. Ech zitéieren d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet Marie-Josée Jacobs aus hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro aus dem Joer 2000 iwwert d'Malaria-Prophylax: „(...) la philosophie à la base des statuts de l'Union des caisses de maladie se fonde sur la considération que les prestations de l'assurance maladie (...) ne doivent pas servir à la couverture de risques de santé auxquels s'exposent les assurés volontairement pour leur convenance personnelle (...)“. Huet sech un där Positioun vun der Union des caisses de maladie eppes geännert? Betrifft déi Ännerung iwwer kuerz oder laang och déi virdrun ugeschwate Malaria-Prophylax oder aner prophylaktesch Mëttelen?

Réponse commune (23.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. E Pilotprojet ronderëm d'HIV-Prophylax gëtt vum Service national des maladies infectieuses an vum Centre hospitalier vu Lëtzebuerg (CHL), an enger Kollaboratioun mat der Direktioun vun der Santé an dem Comité de surveillance du SIDA, ausgeschafft a soll no zwee Joer évaluéiert ginn.

ad 2. De Pilotprojet wäert op si fir all Persounen, déi en erhöchte Risiko fir HIV-Infektioun hunn, a bäi deenen déi üblech Preventiounsnoosmen net duerginn. Dat kënne Männer a Frae mat verschiddene sexuelle Praktiken sinn, mä och drogenofhängeg Persounen.

ad 3. D'Informatiounen, dass d'Wierksamkeet vum Medikament bei 86% läit, ass effektiv korrekt a konnt an internationale Studie bewise ginn, ënner anere d'Étude IPERGAY.

ad 4. Eng Konditioun, fir an deem Projet matzemaachen, ass, dass d'Leit bei der Gesondheetskeess (CNS) assuréiert sinn. Dëst ass e Problem fir eng Rei drogenofhängeg Persounen, déi ouni feste Wunnsetz, ouni Aarbecht an och ouni bei der CNS verséichert ze sinn, liewen. Grad an dëser Populatioun sinn awer a rezenten Zäit relativ vill nei Infektiounen observéiert ginn. De Comité de surveillance du SIDA ass an Diskussioun mat verschiddenen Akteuren, fir dozou eng Léisung ze fannen.

All Participant an dësem Projet kritt eng spezialiséiert Konsultatioun vun engem Dokter am CHL am Ufank vum Projet, wou dann evaluéiert gëtt, ob de Patient eng Pré-expositions Prophylaxe (PrEP) kritt oder net. De Patient gëtt da regelméisseg erëmgessinn no engem Mount, an duerno no all dräi Méint. De Suivi gëtt gemaach vu spezialiséierten Dokterinnen (Infektiologen) an Infirmières. Bäi all Entrevue gëtt d'Wichtigkeet vun aneren preventive Mesuren, an notament vum Präservativ op en Neits ënnerstrach.

ad 5. Op de Präservativ gëtt weiderhi ganz vill Wäert geluecht. Wéi schonns gesot, gëtt dëst Medikament just bäi Leit ugewannt, wou déi üblech preventiv Moosnamen net duerginn. An deem Sënn kann ee sech hei net dergeng verlossen, dass déi üblech Moosname géifen Infektiounen verhënneren. D'Méiglechkeet, dass d'Leit nach méi en héijen Risiko agoe géifen, besteet theoretesch, mä ass bis elo net an anere Länner, déi schonns esou Programmer hunn, dokumentéiert ginn. D'Persounen ginn natierlech am Suivi encouragéiert, e responsabel Émgank mat dëser Prophylax ze maachen. De Participant engagéiert sech och am Programm schréfflech zu esou engem korrekten Verhalen.

ad 6. Et ass sënnvoll, dëst Medikament ze rembourséieren, well verschiddene Leit net ëmmer op de Präservativ zréckgräifen, trotz Informatiounen, dass dat dee beschte Schutz ass.

ad 7. Déi Leit, déi eng PrEP froen, hunn en héicht Risikoverhalen. Duerch d'PrEP gëtt dësse Risiko minimiséiert. D'Risikoverhale geet do duerch net erop.

ad 8. Den Uwendungsberäich vun der Krankeversécherung gëtt vun den Artikelen 17, Paragraphen 1 an 23, Paragraph 1 vum Code de la sécurité sociale bestëmmt. Opgrond vum Artikel 21 vum Code de la sécurité sociale ginn d'Prestationen, déi à charge vun der Kranke-



versécherung sinn, iwwert d'Statute vun der CNS definéiert.

Entscheidungen iwwert d'Adaptatioun vun de Statuten ënnerleien dem Comité directeur vun der CNS. Momentan soen d'Statuten iwwer hiren Artikel 16, dass:

„Art. 16. En dehors des prescriptions établies à des fins de diagnostic et celles résultant des programmes de médecine préventive réalisés en exécution de l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, les médicaments, pansements et autres fournitures ne sont pris en charge par l'assurance maladie si, par leur prescription le médecin accède à une sollicitation de la personne protégée et si, lors de l'établissement de l'ordonnance, le médecin n'est pas en présence d'une pathologie effective justifiant leur délivrance, ou, s'il n'est pas en présence d'un risque subjectif lié à une situation de santé spécifique à laquelle la personne protégée est exposée involontairement. Est visée notamment la prescription de médicaments par simple mesure de précaution à l'occasion d'un voyage ou d'un séjour à l'étranger de la personne protégée ou pour l'approvisionnement de nécessaires ou de trousses d'urgence. Les ordonnances afférentes sont inscrites sur des formules distinctes de celles portant sur des prestations à titre curatif et sont munies de la mention «PREVENTIF».“

En dehors vun der Prise en charge am Kader vun dem Pilotprojet ass et am Moment net virgesinn, den Artikel 16 vun de CNS-Statuten änneren ze loosser.

Question 2795 (23.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **critères linguistiques d'embauche de LuxTram SA:**

LuxTram ass eng anonym Gesellschaft (SA), déi vum Lëtzebuurger Stat an der Stad Lëtzebuerg gedroe gëtt. Mä d'Ästellungskritäre vun där Entreprise si fir Lëtzebuurger Verhältnisser schwéier nozevollzéien a schéngen mat dem Geescht vun eiser Legislatioun iwwert d'Sproochen net kompatibel ze sinn. Esou gëtt z. B. an enger Postebeschrëiwung fir e Mecanicien vu fixe Strukturen déi franséisch Sprooch als indispensable dohigestallt an ausdrécklech verlaangt. Déiselwecht Sproochenexigence gëtt et och bei anere gesichte Berufspröfiller bei LuxTram.

Lëtzebuergesch an/oder Däitsch wäre just „e Virdeel“. Zu deem Aarbechtsprofil hätt ech e puer Froen:

1) Mat wéi engem Recht diskriminéiert eng Lëtzebuurger Entreprise, déi an ëffentlecher Hand ass, déi zwou Amtssproochen Lëtzebuergesch an Däitsch géintwärt dem Franséischen?

2) Huet LuxTram an iergendenger vun hire Publikatiounen des oder eng äänlech Formulierung gebraucht: „le français - langue officielle de LuxTram“? Wa jo, wéi eng rechtlech Basis gëtt et dofir?

3) A wéi enger Sprooch gëtt bei LuxTram kommunizéiert?

4) Sollt d'Äntwert op déi viregt Fro net Lëtzebuergesch sinn, wéi kann den Här Minister zouloossen, datt an enger honnertprozenteger Lëtzebuurger Entreprise, déi vum Lëtzebuurger Steuerbezueler a vun der Taxe vun de Bierger aus der Haaptstad bezuelt gëtt, eng aner wéi eis Nationalsprooch als Haaptkommunikatiounssprooch gebraucht gëtt?

5) Goufe scho Leit bei LuxTram engagéiert, déi kee Lëtzebuergesch kënnen?

6) Ass de Minister d'accord, fir ze soen, datt am Sproochegesetz vun 1984 eleng d'Lëtzebuergesch e besonesche Status als National-sprooch kritt huet an datt déi aner zwou Sproochen, déi am Gesetz genannt ginn, an där Logik däitlech manner Bedeutung am dagdeeglechen Émgank an op der Aarbechtsplaz hu wéi d'Nationalsprooch?

7) A wéi engem Sënn ass d'Maîtrise vum Franséische fir e Mecanicien beim Tram indispensable?

8) Ass mam Schoulministère ofgekläert, wéi wäit en Handwierker aus enger Lëtzebuurger Schoul deem do Profil iwwerhaupt ka gerecht ginn?

Réponse (22.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den Här Deputéierte Fernand Kartheiser hätt gär Informatiounen iwwert de Sproochgebrauch bei LuxTram.

Lëtzebuergesch ass déi Sprooch, déi alldéeglech am meeschte vun de Mataarbechter bei LuxTram geschwat gëtt.

Texter wei Gesetzter, Reglementer, Sécherheetsbestëmmungen an och d'informatesch Programmer lafen op Franséisch.

An dësem Kontext a fir d'Sécherheetsufoerderungen ze respektéieren, déi fir eng gutt professionell Kommunikatioun zwëschent de Mataarbechter vu LuxTram néideg sinn, ass Franséisch als „operationell Sprooch“ zréckbehalen ginn. Dëst stellt d'Benotzung an déi rechtméisseg Plaz vun der Nationalsprooch a kengem Moment a Fro.

LuxTram SA ass eng Firma, déi fir de Betrib vum Lëtzebuurger Tram zoustänneg ass. D'Aktivitéit vun der Gesellschaft gëtt vu strikte Regele betreffend d'Sécherheet fir d'Mataarbechter an all déi Persounen, déi um Tram oder am direkten Émfeld intervenéieren, souwéi d'Passagéier an d'Leit, déi no bei der Linn wunnen oder schaffen, bestëmmt. Dës Regeln a Gesetzestexte, déi se encadréieren, mussen vun all de Mataarbechter vu LuxTram verstane ginn. D'Erëlle vun dëser Konditioun ass indispensable, fir datt jiddwereen:

- d'Prozeduren, déi hien applizéiert, versteet a sécher ëmsetzt;

- d'Geräter, méi spezifesch déi informatesch, a senger alldéeglecher Aktivitéit ouni Gefor fir sech selwer oder seng Kolleegen notze kann an an der Lag ass, an all Situatioun ze kommunizéieren, och a Krisesituatiounen.

Déi aktuell Reglementatioun an och déi zukünfteg, gradesou wéi all d'Autorisatiounen an déi administrativ Decisiounen, déi doraus entstinn, ginn haut op Franséisch geschriwwen a verëffentlecht. D'Konsequenz ass, datt déi franséisch Sprooch déi operationell Sprooch vu LuxTram ass, am Sënn vum Projet de loi iwwert d'Sécherheet vum Tram, deem deemnächst an der Chamber voteiert gëtt.

D'Mataarbechter vu LuxTram stamen aus verschiddenen europäesche Länner a sinn op Basis vun hire Kompetenzen an nützlechen Erfahrung fir d'Realisatioun an de Betrib vum Tram agestallt ginn. Dës Mataarbechter schaffen regelméisseg mat Fournisseuren, Bureaux d'études a Firmen aus villen europäesche Länner. Si schaffen och am Alldag mat de Servicere vum Stat an der Stad Lëtzebuerg zesummen, gradesou wéi och déi intern Decisiounsstrukturen, déi aus Lëtzebuurger Vertrieeder vu den zwee ëffentlechen Aktionären zesummegeat sinn. Dofir gi bei LuxTram vill Sproochen geschwat.

Opgrond vun hire verschiddener Hierkonft schwätzen d'Mataarbechter net onbedéngt all Lëtzebuergesch, wa si bei LuxTram ufänken. Awer vill vun hinnen hu sech engagéiert oder wëlle Lëtzebuergesch léieren. An dësem Sënn ass LuxTram prett, seng Mataarbechter ze encouragéieren, fir datt si sech kënnen weiderbilden an esou hir Praxis vum Lëtzebuergesch verbessern.

Déi meescht Beruffer, déi et bei LuxTram gëtt, notzen intern Prozeduren an aner Demarchen, déi op Franséisch sinn, fir d'Sécherheetsufoerderungen ze erfëllen. Dat ass besonnesch de Fall fir d'Mecanicienen, mä och fir d'Trainschaufferen, d'Regulateuren an de Management. Dofir ass d'Benotzung vun der operationeller Sprooch noutwendeg.

Bei LuxTram bezéie sech all d'Aarbechtsprofilen op déi verschidde Formatiounsniveaue an Diplomer, déi vum Erzieungsministère ausgestellt ginn. Allerdéngs gi fir déi Posten och Erfahrung a spezifesch Kompetenze vun de Kandidaten erwaart. Fir déi beschte Profilieren ze fannen, gëtt fir déi fréi Plazen eng Beschreiwung verëffentlecht, déi déi néideg Qualifikatiounen enthält an och der Allgemengheet zougänglech ass.

Question 2796 (24.02.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la **Maison des associations asbl:**

La Maison des associations asbl a été fondée en 2007 par la volonté de plusieurs fédérations d'associations de migrants. Lors de sa création, l'asbl a signé un contrat de prêt d'usage avec l'ancien Commissariat du gouvernement aux étrangers pour un local au rez-de-chaussée d'un immeuble situé au 46, rue de Mühlenbach.

L'immeuble accueille depuis septembre 2016 des bénéficiaires de la protection internationale (BIP). En mai, l'asbl doit quitter son local qui fera l'objet de travaux de rénovation pour accueillir davantage de BIP. Le ministère leur a proposé un local à Itzig qui, selon les propos de Madame la Ministre dans un article au «Quotidien» en date du 15 décembre 2016, correspond parfaitement à leur mission, à savoir la prise en charge des migrants vieillissants.

Or, la Maison des associations a un projet plus global, qui va au-delà des projets d'inclusion et

de participation des seniors migrants. Ainsi, selon l'asbl, le local à Itzig est trop petit pour pouvoir assumer toutes ses activités.

Dans la mesure où les asbl s'engageant en faveur des migrants, comme la Maison des associations, constituent des éléments centraux pour favoriser les processus d'intégration et le «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

2) Pour quelles raisons l'asbl ne se voit-elle pas proposer un local qui permet d'assumer l'ensemble de ses activités?

Réponse (30.03.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) En réponse à la première question de Madame la Députée, je me permets de revenir à la réponse que j'avais fournie le 20 juillet 2016 à la question parlementaire n°2196 de Monsieur le Député Roger Negri.

Ainsi, «En vertu du prêt à usage signé en 2007 entre l'asbl Maison des associations et le ministre de l'époque, les locaux sis au 46, rue de Mühlenbach ont été mis à disposition gratuitement. Le contrat a été renouvelé de façon tacite depuis sa première signature en 2007. En début de cette année, les responsables de la Maison des associations ont été informés des travaux de rénovation et de réaffectation du foyer de Mühlenbach et de la nécessité de libérer les bureaux mis à leur disposition.

Par le biais de la Commission des loyers, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a proposé des locaux alternatifs sis à Itzig, locaux qui seraient aussi mis à disposition gratuitement. Une visite des locaux a eu lieu le 20 mai 2016».

ad 2) Les locaux qui ont été mis à la disposition de la Maison des associations l'ont été à titre gratuit, le loyer étant pris en charge par l'État dans le cadre d'un accord de collaboration. Le local à Itzig est composé de deux bureaux et d'une salle de réunion commune aux services présents sur le site.

Les activités de la Maison des associations, qui font l'objet d'un accord de collaboration signé avec le service «personnes âgées» du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, sont essentiellement centrées sur l'intégration des personnes âgées. Une des activités de la Maison des associations est p. ex. l'organisation de «cafés des âgés» en coopération avec des administrations communales et des associations locales; il s'agit là de tables de conversation qui se tiennent dans des locaux dans les communes, donc en dehors des bureaux de l'association.

J'estime donc que les nouveaux locaux à Itzig permettent à l'association d'assurer l'ensemble de ses activités financées par le Ministère dans le cadre d'un accord de collaboration.

Question 2797 (24.02.2017) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant la **pénurie de logements:**

Le coût du logement devient une source de pauvreté pour un nombre élevé de ménages. Selon les chiffres d'Eurostat 6,8% de la population sur le territoire luxembourgeois étaient concernés par une surcharge des coûts liés au logement en 2014. Ce taux était encore de 3,8% en 2005: on assiste donc à une augmentation lente mais régulière depuis dix ans. Si l'on considère seulement les personnes en risque de pauvreté, le taux de surcharge des coûts de logement était de 30,9% en 2014, avec une tendance marquée vers la hausse¹.

La situation des locataires est particulièrement préoccupante. En 2014, 26,3% des locataires avec un loyer au prix du marché étaient concernés par une surcharge des coûts de logement. Ce taux a véritablement explosé depuis 2011 quand il se situait encore à 13,7%.

Cette évolution est entre autres accélérée par la pénurie de logements abordables sur le marché luxembourgeois qui frappe notamment les personnes et familles à revenu modeste.

D'après l'article 27 de la loi modifiée du 25 février 1979 l'État peut cependant participer jusqu'à concurrence de 75% du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes (...) à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Quelles communes ont profité de ce dispositif pour les années allant de 2011 à 2016 et pour combien de logements chacune?

2) Quel était le total des dépenses budgétaires de 2011 à 2016 dans le cadre de ce dispositif?

Réponse (28.03.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement:*

De 2011 à 2016, 56 communes ont profité du dispositif prévu par l'article 27, alinéa 1, de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, pour un total de 1.704 unités de logement (dont le détail se trouve dans le tableau annexé), sachant que le stade de finalisation de ces projets peut varier entre court, moyen respectivement long terme.

Le total des dépenses budgétaires a été de 243 millions d'euros pour la période de 2011 à 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2798 (24.02.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **contrats épargne-logement:**

La Cour de justice fédérale allemande vient de rendre un jugement selon lequel les caisses d'épargne (Bausparkassen) peuvent résilier des contrats d'épargne-logement ayant une durée de plus de dix ans.

L'objectif de l'épargne-logement n'est pas de constituer une épargne sur le long terme, mais il s'agit d'une formule d'épargne en vue d'obtenir un prêt immobilier pour l'achat ou la rénovation d'un bien immobilier. Selon la Cour fédérale de justice allemande, cet objectif serait atteint après dix ans d'épargne. Au Luxembourg beaucoup de personnes ont souscrit de tels contrats auprès de caisses d'épargne-logement allemandes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont les conséquences du jugement susmentionné sur les contrats d'épargne-logement souscrits au Luxembourg auprès de caisses d'épargne-logement allemandes?

- Combien de contrats d'épargne-logement ayant plus de dix ans seraient concernés par ce jugement?

Réponse (24.03.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

L'épargne-logement est un produit combiné d'épargne et de prêt. Il comporte deux phases. Pendant la première phase le souscripteur met à disposition de la caisse d'épargne-logement les fonds épargnés contre rémunération. En fonction de la durée et de l'importance de l'épargne, la caisse d'épargne-logement décide de l'attribution du contrat de prêt. Le cas échéant, l'épargnant pourra demander le décaissement des avoirs épargnés. En outre, il aura droit, sous réserve d'acceptation finale par la caisse d'épargne-logement, à un prêt destiné à des mesures en matière de logement. L'attribution se fait normalement après dix à douze ans.

L'honorable Député fait référence à deux décisions du Bundesgerichtshof, rendues en date du 21 février 2017 (XI ZR 185/16 et XI ZR 272/16). En l'occurrence, la Cour estime que les caisses d'épargne-logement ont une obligation d'accorder aux clients le droit de demander l'octroi du crédit pendant une durée minimale de dix ans. Ainsi, en tenant compte d'une phase d'épargne de dix à douze ans, une résiliation du contrat sur initiative de la caisse ne pourrait intervenir qu'après 20 à 22 ans à partir de la date de signature du contrat en cas de non utilisation du prêt dès son attribution. („Bausparverträge [sind] im Regelfall zehn Jahre nach Zuteilungsreife kündbar. Aus diesem Grunde sind hier die von der beklagten Bausparkasse jeweils mehr als zehn Jahre nach erstmaliger Zuteilungsreife erklärten Kündigungen der Bausparverträge wirksam.“)

D'une manière générale, les décisions du Bundesgerichtshof restent sans effet direct en droit luxembourgeois, alors que celui-ci constitue un ordre juridique autonome, bien distinct du droit allemand.

¹ Caritas Luxembourg 2016: Sozialalmanach. Schwerpunkt: Inegalitäten



Par ailleurs, il est à préciser que la solution retenue par le Bundesgerichtshof vaut uniquement pour les anciens contrats ne comportant pas de clause d'annulation respectivement de résiliation du contrat.

Or, il appert que les contrats correspondants ont évolué au fil des années et que des clauses précises de résiliation ont été insérées afin d'éviter des situations dans lesquelles les clients continuent de bénéficier du volet «épargne» sans souscrire aux prêts logement offerts par les caisses d'épargne-logement.

En outre, il convient de noter que les contrats conclus entre des résidents luxembourgeois et des caisses d'épargne-logement allemandes le sont probablement souvent par l'intermédiaire de leur succursale établie au Luxembourg.

Il en résulte que la question de la résiliation anticipée par la caisse d'épargne-logement doit être appréciée au cas par cas, en fonction notamment du type de contrat souscrit par le client, de la caisse d'épargne-logement concernée, ainsi que de la situation du client.

Le Ministère des Finances ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

Question 2799 (24.02.2017) de **M. Marc Lies** et **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **friche industrielle Laminoir de Dudelange**:

Aux termes de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant les aides au logement, les acquisitions foncières opérées par les promoteurs publics, à savoir notamment les communes, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (FdL) et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), peuvent être subventionnées à raison de 50% par l'État. Le solde, donc 50% du coût d'acquisition, doit être financé par des moyens propres du promoteur.

Dans le cadre des négociations menées au sein de la conférence tripartite «sidérurgie» pour éviter de gros problèmes de licenciement, tout en mettant en place un système de réduction programmée et progressive de l'emploi dans la sidérurgie, notamment à travers les départs naturels et le recours au mécanisme de la préretraite à l'âge de 57 ans, il avait été décidé que ArcelorMittal céderait en contrepartie à l'État sa friche industrielle «Laminoir de Dudelange» (LDD). Cette cession à titre gratuit devra être opérée après l'achèvement des travaux de dépollution du site, bien entendu à charge de ArcelorMittal sur base du principe «pollueur-payeur».

Pour ce qui est du développement du site en question, l'État avait chargé le FdL d'élaborer un concept global de développement urbain répondant aux critères du développement durable. Pour ce faire, ArcelorMittal avait cédé dans une première phase à l'État une partie des terrains en question sur base d'un bail emphytéotique, bail que l'État a fait suivre tel quel au FdL. Récemment, cette cession a été transformée dans une deuxième étape en une cession en pleine propriété.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Le terrain en question a-t-il été cédé, tel que convenu lors de l'accord tripartite, à l'État en contrepartie des avantages pécuniaires touchés par ArcelorMittal dans le cadre de la mise en préretraite de ses collaborateurs?

2) Sur quel montant, retourné in fine à la collectivité nationale, a été calculé cette transaction immobilière importante, tout en sachant que deux parcelles supplémentaires d'un ordre de grandeur de 90 ares ont été cédées récemment par ArcelorMittal à l'État par rapport à l'accord initial à titre de compensation des frais de dépollution?

3) Le coût de la dépollution du site a-t-il été considéré lors de la détermination de la valeur vénale du terrain? Si oui, sur base du montant de l'assainissement niveau «industriel» ou de l'assainissement niveau «logement»? De quel montant final chiffré s'agit-il? Si non, qui en supportera les frais?

4) Étant donné que le FdL constitue une unité juridique distincte de celle de l'État, l'acte authentique à conclure entre l'État et le FdL a-t-il déjà été officialisé?

5) La transaction du terrain de la part de l'État en faveur du FdL est calculée sur quelle valeur globale et unitaire?

6) Cette valeur du terrain tient-elle compte des subsides étatiques prévus par la prédite loi de 1979?

7) Lors de la détermination des valeurs des terrains restant définitivement acquis à l'État, tels que les assiettes du château d'eau et du «pomphouse», les importants frais d'aménagement de l'ensemble du site ont-ils été considérés?

8) Quel est le sort définitivement réservé à l'immeuble exploité par le Centre national de l'audiovisuel (CNA) comme archive, immeuble qui, aux termes du masterplan élaboré par le FdL en collaboration avec les responsables de la Ville de Dudelange, est destiné à la démolition?

9) L'actuel propriétaire du terrain dispose-t-il d'un certificat d'un organisme agréé documentant la dépollution intégrale du site LDD?

10) La procédure dite commodo-incommodo relative à la cessation d'exploitation industrielle du terrain est-elle achevée?

Réponse commune (25.04.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Les honorables Députés nous demandent des précisions en relation avec le site de l'ancien laminoir à Dudelange qui a été repris par acte notarié du 13 juillet 2016 par le Fonds du logement.

Au préalable de la signature de cet acte notarié, le Ministre du Logement a présenté en date du 3 mai 2016 à la commission parlementaire du logement les détails de l'accord entre l'État et ArcelorMittal qui intègre également le dossier du laminoir de Dudelange.

Les deux honorables Députés ont été présents lors de cette réunion et ont également profité de poser des questions, notamment en ce qui concerne l'assainissement du site. Le directeur de l'Administration de l'environnement, qui était présent lors de ladite réunion, a expliqué en détail les problématiques liées aux terrains en question. L'après-midi du même jour, le Ministre du Logement a présenté à la presse, ensemble avec le Ministre de l'Intérieur, les détails de l'accord, communiqués au préalable à la commission parlementaire. Cette présentation a été largement reprise dans les médias les jours suivants. Il semblait à l'époque que toutes les questions avaient été éclaircies à la grande satisfaction des députés et que les membres de la commission salueaient les accords trouvés. Nous renvoyons donc aux discussions menées lors de la réunion explicative et nous ne revenons que sommairement aux grandes lignes de la présentation:

Le Fonds du logement a repris lesdites friches pour y développer un concept innovateur dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de l'économie et du logement.

Dans le cadre du transfert initial du site à l'État, le concept d'assainissement n'obligeait pas ArcelorMittal d'assainir le site à un niveau logement; après la déclaration de cessation d'activités en 2005, un premier arrêté ministériel fixait la détermination de pollutions et l'élaboration d'un plan de travail. Un organisme agréé réalisait 200 forages en vue de la détermination des contaminations des sols et sous-sols, ainsi qu'un monitoring des eaux souterraines.

Les contaminations détectées correspondaient aux contaminations typiques pour la sidérurgie (métaux lourds, hydrocarbures, HAP), la répartition était inhomogène et une excavation des sols s'avérerait difficile en raison d'importantes fondations en béton.

L'arrêté ministériel n°1/05/0061/B du 22/08/2016 délivré à la société ArcelorMittal et au Fonds du logement fixe les conditions à respecter dans le cadre du réaménagement de la friche industrielle. Cet arrêté se base sur le concept d'utilisation élaboré en vue de la réaffectation de la friche industrielle, concept tenant compte des pollutions résiduelles qui ne seront pas assainies activement et permettant de garantir la sécurité des futurs utilisateurs du site à long terme. L'arrêté précité a été délivré sur base de l'article 13, point 8 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Par conséquent, la procédure de la cessation d'activité de l'ancien site industriel sera achevée au moment où les dispositions de l'arrêté n°1/05/0061/B seront réalisées et respectées, c'est-à-dire suite au réaménagement et au développement de la friche industrielle.

Lors de la phase finale des négociations relatives à la reprise du site, les frais restant à charge d'ArcelorMittal dans le cadre de l'assainissement ont été évalués en collaboration avec l'Administration de l'environnement à 6,5 millions EUR, correspondant en gros à des travaux de démolition du Laminoir, sa sécurisation éanche et l'assainissement d'un dernier «hot spot» pollué.

Comme le concept architectural pour le site, primé en 2012, prévoyait toutefois une intégration

tion du laminoir lui-même dans le nouveau milieu urbain à créer, certains frais théoriquement à charge d'ArcelorMittal n'aurait pas dû être dépensés. Le compromis négocié consistait alors dans la reprise de deux parcelles supplémentaires sur le côté est du site en contrepartie de la prise en charge par l'État des derniers travaux d'assainissement, sachant que ce budget évalué à 6,5 millions EUR ne devrait pas être intégralement assumé. Les parcelles supplémentaires reprises qui n'étaient pas incluses dans le paquet d'origine, mais qui ont fait partie du plan directeur, sont un terrain à ± 91 ares avec bâtiment administratif et parking (ancienne direction) et un deuxième terrain à ± 94 ares avec un bâtiment administratif en partie loué (nouvelle direction). La contrevaleur des terrains compense largement le budget pris en charge par l'État, tenant compte de la densité à projeter sur ces parcelles.

L'affectation ultérieure à des fins autres que l'industrie, notamment le logement, représente un coût additionnel à supporter dans ce cas par le repreneur. Le concept de dépollution déterminait entre autres l'assainissement de plusieurs «hot spots» par excavation, la sécurisation par étanchement en surface et également un contrôle des eaux souterraines. Au-delà de cet assainissement industriel, une détermination des frais supplémentaires a eu lieu pour garantir une utilisation future en partie résidentielle. Il s'agit en particulier des frais en relation avec la gestion de terres polluées à traiter au moment de la mise en place des infrastructures: ces frais s'additionnent à 20,8 millions EUR, tenant compte du fait qu'une grande partie des terres peut être utilisée sur le site.

Pour assurer un assainissement efficace et cohérent avec l'utilisation future du site, il a été important de lier étroitement le concept de sécurisation du site et le concept urbanistique.

Le repreneur, à savoir le Fonds du logement, aura donc théoriquement à supporter un maximum de 27,3 millions EUR en travaux extraordinaires, correspondant aux 20,8 millions EUR pour la gestion des terres et aux 6,5 millions EUR précités, qui ne seraient pas dépensés en intégralité.

En guise de conclusion, la solution trouvée permet donc de débloquer une situation complexe et permet enfin la viabilisation du site.

Les immeubles situés au nord du site, le château d'eau et le «pomphouse» (appartenant à l'État sur un terrain du Fonds du logement), ainsi que l'immeuble occupé par le CNA (appartenant à l'État et à la Ville de Dudelange, sis sur un terrain de l'État) ne changeront pas de destination et resteront intacts. L'aménagement des alentours de ces bâtiments fait en effet partie du masterplan et la clé de répartition des frais afférents entre l'État (propriétaire de certains immeubles) et le Fonds du logement (propriétaire de certains terrains) reste à être déterminée.

Finalement, il convient de rappeler que l'octroi des mesures de préretraite ajustement a eu lieu dans le cadre du droit commun en matière de préretraites.

Question 2800 (27.02.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aدهم** (CSV) concernant le «**Paquet d'hiver**» de la **Commission européenne**:

La Commission européenne vient de publier son analyse annuelle de la situation économique et sociale dans les États membres, qui comprend une évaluation des déséquilibres subsistants. Le rapport d'hiver pour le Luxembourg précise que des progrès restent à faire en vue d'assurer la viabilité à long terme du système de retraite et d'inciter à travailler plus longtemps. La Commission européenne note qu'actuellement le régime de pension reste excédentaire.

Toutefois, les conclusions de l'examen du régime d'assurance pension, réalisé en novembre 2016 par les autorités, confirment que des inquiétudes demeurent, étant donné que le solde annuel du régime devrait devenir négatif d'ici 2023.

De plus, le rapport souligne une hausse constante des prix de l'immobilier et invite le Gouvernement à mettre en place des mesures permettant de faciliter l'accès au logement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Le Gouvernement partage-t-il les conclusions de l'analyse de la situation économique et sociale de la Commission européenne?

2. Quelle est la position du Gouvernement quant à une réforme du système de pension?

3. Comment le Gouvernement entend-il freiner et stabiliser la hausse de prix de l'immobilier?

Réponse commune (27.03.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

ad 1. Comme conclu dans le bilan technique du régime général d'assurance pension de 2016, réalisé par l'IGSS et disponible sur le site du Ministère de la Sécurité sociale, le régime général d'assurance pension se trouve actuellement dans une position financière plutôt confortable. Les excédents consécutifs achevés au cours des dernières années, qui ont été notés par la Commission européenne, ont permis d'accumuler une solide réserve, de manière à ce que les conditions de l'alinéa 1 de l'article 238 du Code de la sécurité sociale soient respectées jusqu'à la fin de la présente période de couverture (2022).

À long terme, il est vrai que l'augmentation des dépenses pour pensions, telle que projetée à l'issue du rapport sur le vieillissement de 2015, se trouve, avec 3,3 points de pourcentage du PIB jusqu'en 2040 (4,1 points de pourcentage jusqu'en 2060), parmi les plus forts accroissements des États membres de l'UE. Cependant, il convient de noter que la réforme de l'assurance pension de 2012 a déjà considérablement impacté les estimations de la trajectoire financière du système. En effet, pour le régime général seul et à l'horizon 2060, les projections du bilan technique de 2016 estiment un impact se situant à environ 2,5 à 3,8 points de pourcentage du PIB.

La Commission invoque encore que les déficits futurs seront plus élevés si la population et le marché de l'emploi se développent moins favorablement. Il est clair que le développement du marché de l'emploi entre en ligne de compte lorsqu'il s'agit de faire ressortir les facteurs déterminant l'évolution future du système de pensions au Luxembourg: un développement favorable du marché de l'emploi améliore la position financière de la même manière qu'un développement défavorable l'empire. Dans ce contexte, il importe de souligner que, sur base des projections démographiques établies par Eurostat, les hypothèses macroéconomiques à la base des estimations sont agréées par la Commission européenne et les États membres.

ad 2. La publication du bilan en décembre 2016 a marqué le point de départ d'un groupe de travail regroupant les experts du Gouvernement en matière de pensions et les partenaires sociaux.

L'objectif de ce groupe est de discuter, en se basant notamment sur le contenu du bilan technique du régime général, de la situation financière du système de pensions au Luxembourg. Au cours de l'année 2017, plusieurs réunions sont envisagées afin de permettre au groupe de préparer des conclusions.

Les conclusions seront accompagnées de propositions indiquant des mesures politiques appropriées en vue de consolider la trajectoire financière du régime et soumises sous forme de recommandations au Gouvernement. Elles seront publiées avant la fin de l'année 2017.

En effet, le Gouvernement décida en 2013 de créer le groupe mentionné ci-avant et lui donna pour mission de vérifier, sur base d'un avis actuariel établi par l'IGSS, la concordance des dispositions introduites par la réforme de 2012, dont notamment le mécanisme du réajustement (cf. programme gouvernemental 2013).

Cette décision s'inscrit dans l'approche anticipative du Gouvernement et sa stratégie d'assurer un suivi régulier qualitatif du système général d'assurance pension, et plus largement des différents piliers du système luxembourgeois de sécurité sociale.

Finalement, il y a lieu de rappeler que le programme gouvernemental ne prévoit pas de réforme du système des pensions. Toutefois, le Gouvernement a pris une série de mesures visant à combler l'écart entre l'âge légal et l'âge effectif de départ à la retraite, entre autres moyennant une politique active facilitant les conditions de maintien en emploi des salariés âgés.

ad 3. Le Gouvernement actuel a pris un tas de mesures dans la matière complexe du logement. La priorité principale est bien évidemment d'aider tout d'abord les ménages à faible revenu à se loger au Grand-Duché, mais aussi de stimuler, dans la mesure des moyens financiers et fiscaux possibles, l'augmentation de l'offre de logements dans le pays.

À cet effet, parmi les mesures principales déjà prises respectivement en cours de réalisation, il convient de citer:

- la réorganisation du Fonds du logement, dont le projet de loi n°6916 vient d'être voté le 23 mars dernier à la Chambre des Députés, prévoyant pour l'avenir une structure organisa-



tionnelle plus efficace du fonds afin d’adapter son rendement aux besoins réels en matière d’offre de logements sociaux et aux priorités politiques définies respectivement à définir par le Gouvernement en matière de logement;

- sur initiative du Gouvernement, l’autre promoteur public, la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) vient de doubler sa production de logements à coût modéré et elle entend même tripler le nombre total de ses constructions endéans les prochaines années;

- la promotion de la gestion locative sociale, qui est un outil efficace pour mettre des logements inoccupés du parc privé à disposition des organismes de gestion locative sociale comme l’AIS (Agence immobilière sociale) ou des communes, lesquels mettent ces logements alors à disposition de ménages à faible revenu;

- la réforme fiscale 2017 avec cinq mesures en faveur du logement abordable;

- l’acquisition par le Gouvernement de plus de 60 hectares de friches industrielles d’Arcelor Mittal et la reprise du site de l’ancien laminoir de 32 hectares sis à Dudelange, pour y permettre la construction d’un nombre important de nouveaux logements dans un avenir proche;

- le nouveau programme de construction d’ensembles de logements subventionnés, qui a encore récemment été actualisé par un règlement grand-ducal du 27 janvier 2017, prévoyant maintenant la construction de 10.981 logements au cours des années à venir.

À part les mesures énumérées ci-avant, l’on peut insister que la création de logements demeure une préoccupation majeure du Gouvernement et qu’il continuera ses efforts en la matière.

Question 2801 (27.02.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **sous-traitance de la délivrance de visas à destination du Luxembourg**:

Jusqu’à récemment, les ressortissants égyptiens désireux d’obtenir un visa pour le Luxembourg devaient s’adresser à l’ambassade de Belgique au Caire. Or, il apparaît que depuis le 14 novembre 2016, la gestion des demandes ait été cédée en sous-traitance à une société privée basée également au Caire.

Selon mes informations, cette externalisation a mené à une dégradation générale du service. Les frais de traitement ont augmenté de manière conséquente, ce qui est d’autant plus problématique que, dans un contexte de crise économique, cette augmentation devient rapidement un obstacle insurmontable pour bon nombre des personnes concernées.

S’y ajoute que des documents non mentionnés sur le site Internet - rédigé uniquement dans un anglais administratif peu accessible - sont demandés. Puisque ces documents manquants doivent être remis en personne et, vu la taille du pays, certaines personnes doivent faire des allers-retours pénibles de plusieurs centaines de kilomètres.

Cette société privée est aussi amenée à collecter des données privées sensibles, ce qui mène à des interrogations en matière de protection des données. Elle récolte notamment les empreintes digitales des personnes sur place.

Partant, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Immigration et de l’Asile:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la gestion des demandes de visa pour les ressortissants égyptiens a été donnée en sous-traitance à une société privée et que cette externalisation a été accompagnée d’une hausse conséquente des frais de traitement pour la partie demandeuse?

2) Est-ce que cette externalisation a été mise en œuvre avec l’accord, respectivement sur demande du Gouvernement luxembourgeois?

3) Est-ce qu’il existe d’autres pays où la gestion des demandes de visas à destination du Luxembourg est assurée par des sociétés privées? Dans l’affirmative, de quels pays s’agit-il?

4) Monsieur le Ministre n’est-il pas d’avis que la réception et la gestion des demandes de visas est une fonction qui devrait rester une prérogative des services étatiques, notamment au vu de la nature sensible des données récoltées?

Réponse (24.03.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

La question parlementaire de l’honorable Député donne lieu aux observations suivantes:

ad 1) En matière de délivrance de visas, le Luxembourg se fait représenter par d’autres

pays européens dans des pays où il n’y a pas de consulat luxembourgeois. La délivrance des visas se fait dès lors selon les règles déterminées par le pays représentant, en l’occurrence par la Belgique dans le cas de l’Égypte.

La Belgique a choisi d’utiliser une société spécialisée en traitement de visas pour assister son consulat à mieux gérer le volume des demandes, option prévue par l’article 43 du Code communautaire des visas Schengen. Les frais supplémentaires pour le demandeur de visa sont de 450 EGP («service fee»), soit 25 euros au taux de change actuel. Le demandeur de visa a toutefois toujours l’alternative de faire les démarches directement auprès du consulat.

ad 2) Dans le cadre d’une représentation par un autre pays, le traitement des demandes de visa se fait selon les règles et critères établis par le pays représentant, dans ce cas la Belgique, qui décide de ses procédures selon ses propres besoins, toujours en accord avec les règles Schengen.

Le Luxembourg n’a de ce fait ni été consulté, ni n’a demandé cette externalisation au Caire.

ad 3) Les consulats luxembourgeois en Inde et en Turquie collaborent avec une société privée. Le demandeur de visa a toujours le choix de s’adresser directement au consulat luxembourgeois.

La Belgique utilise les services d’une société privée dans les pays suivants où elle assure la représentation du Luxembourg en termes de visa; c’est-à-dire au Pakistan, au Nigéria, en Turquie, en Palestine, au Vietnam, en Inde (Mumbai), en Ukraine, à Casablanca (Maroc), en Tunisie, ainsi qu’en Arabie Saoudite, aux Philippines, en l’Égypte, en Afrique du Sud, en Algérie et au Kenya. Il est prévu qu’en 2017 seront ajoutés les pays suivants: la Côte d’Ivoire, l’Éthiopie, la Jordanie, le Qatar, le Koweït, l’Ouganda, le Sénégal, le Liban et le Cameroun.

D’autres partenaires, qui nous représentent et qui recourent à des sociétés privées, sont la Suède au Bangladesh, les Pays-Bas en Géorgie, à Rabat (Maroc) et à Guangzhou (Chine), l’Espagne en Bolivie, la Suisse au Sri Lanka et la Norvège au Malawi.

ad 4) La gestion administrative des demandes reste entièrement une prérogative des services étatiques. Les consulats ainsi que les autorités centrales de l’État membre les gèrent toujours dans le strict respect des règles Schengen.

L’encryptage et la transmission de données sensibles font l’objet de contrôles réguliers notamment par des missions d’évaluations effectuées inopinément par la Commission européenne.

Le recours à des sociétés privées est utilisé pour faciliter la procédure aux consulats dans la collecte des demandes de visa. Seules certaines tâches leur sont confiées et il est veillé à ce que les exigences en matière de protection des données soient respectées. C’est une forme de coopération prévue par le Code des visas pour assurer une meilleure couverture consulaire au profit des demandeurs de visa qui se voient traiter leur dossier dans un délai plus raisonnable, ce qui leur permet de faire une économie de temps et très souvent de trajet.

Question 2802 (28.02.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **produits du terroir**:

Lors du débat public du 13 janvier 2017 au sujet de la pétition n°668 intitulée «Lëtzebuurger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun! (Crêchen, Schoulen, Maisons relais, Klinicken, Altersheemer, asw.)», il a été décidé d’instaurer une plateforme d’échange et de concertation regroupant les responsables des restaurations collectives, les acteurs du secteur agricole, de la transformation et de la distribution afin de détecter les obstacles qui entravent l’approvisionnement en produits du terroir et produits régionaux luxembourgeois des structures publiques et d’analyser par quels moyens on pourrait promouvoir et augmenter l’utilisation de ces produits dans la restauration collective. Dans ce contexte Monsieur le Ministre de l’Agriculture ne voulait pas avancer une date précise quant à l’instauration définitive de cette plateforme d’échange, mais seulement initier ce processus.

Or, selon les informations parues dans le «De Lëtzebuurger Bauer» du 24 février, Monsieur le Ministre aurait annoncé dans une entrevue avec les responsables de la Centrale paysanne qu’il n’envisageait plus d’initier le processus de la mise en place de la plateforme d’échange, mais qu’il voulait d’abord finaliser la réglementation sur la certification des labels de qualité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de

l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l’état de la mise en place de la plateforme d’échange?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il mettre définitivement en place la plateforme susmentionnée?

Réponse (20.03.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Les honorables Députés aimeraient recevoir des informations supplémentaires concernant des rumeurs présumées parues dans un article du «De Lëtzebuurger Bauer» du 24 février 2017 sur la plateforme d’échange décidée lors du débat public du 13 janvier 2017 à la Chambre des Députés sur la pétition n°668.

Selon ces rumeurs, j’aurais annoncé dans une entrevue avec les représentants de la Centrale paysanne que je n’envisagerais plus d’initier le processus de la mise en place de la plateforme d’échange, mais que je voudrais d’abord finaliser la réglementation sur la certification des labels de qualité.

Ceci ne correspond pas à la réalité. Ces deux projets continuent d’être poursuivis parallèlement au sein des services de mon ministère. Lors du débat public du 24 février 2017 (veuillez lire: 13 janvier 2017) à la Chambre des Députés, il avait été retenu en guise de conclusion qu’une plateforme d’échange serait créée au sein de la Chambre d’Agriculture. Son objectif serait de réunir les besoins des producteurs agricoles et ceux des restaurateurs. Par ailleurs, il avait été retenu que le personnel de la Chambre d’Agriculture serait à renforcer en fonction des nouveaux besoins.

Or, étant donné que plusieurs intervenants du débat public avaient souligné le risque de non-représentativité des secteurs concernés par le fait de localiser cette structure auprès de la Chambre d’Agriculture, j’ai demandé à mes services de faire un benchmark de toutes les formes juridiques possibles d’une telle plateforme.

Il m’est important de faire représenter dans cette plateforme non seulement tous les secteurs de produits agricoles du Luxembourg, mais aussi les cuisines collectives, publiques et privées.

L’objectif du débat public n’est pas de montrer des résultats à court terme, mais de construire un mécanisme durable, transparent et efficace. Il m’est donc primordial de bien définir les objectifs et les missions d’une telle plateforme dans un cadre réglementaire permettant d’assurer cette durabilité.

Parallèlement, des entrevues entre mes services, ceux du Ministère de l’Environnement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont été entamées pour peaufiner les avant-projets réglementaires concernés. Il est en effet important de souligner qu’il ne s’agit non seulement de créer une plateforme efficace, mais aussi d’élaborer le cadre légal permettant aux cuisines collectives de pouvoir acheter les produits agricoles conformément à la réglementation sur les marchés publics.

Question 2809 (06.03.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **cyberattaques**:

L’infrastructure Internet du Centre des technologies de l’information de l’État a récemment fait l’objet d’une lourde cyberattaque, de sorte que de nombreux serveurs informatiques de l’État n’étaient pas joignables. D’après les informations à notre disposition, il s’agissait d’une attaque du type DDoS, laquelle conduit au blocage de serveurs web qui résulte d’une surcharge de requêtes massives délivrées intentionnellement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le Gouvernement dispose-t-il actuellement d’informations quant à l’origine et aux raisons de ladite attaque informatique? Lesquelles?

- Les personnes à l’origine de la cyberattaque ont-elles réussi à dérober des données concernant l’État, voire les citoyens? Dans l’affirmative, lesquelles?

- Le Gouvernement a-t-il déposé plainte contre X en relation avec ladite attaque?

- Des attaques similaires et du même ordre de grandeur se sont-elles déjà produites dans le passé?

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour prévenir de telles attaques à l’avenir?

Question 2814 (07.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement**:

Lëtzebuerg war an de leschten Deeg d’Zil vun engem informatesche sougenannten „Denial of Service“-Ugrëff (DoS). Ech bieden den Här Kommunikationsminister ëm zousätzlech Informatiounen zu där Attack, déi normalerweis drop aus war, Regierungs-Internetsitten ze blockéieren:

1) Wat war d’Envergure vun där Attack, an zwar souwuel wat d’Zuel vun den informateschen Ufroen, déi d’Regierungssitte sollten ofwiergen, ugeet wéi och wat d’Zuel vun de Computeren, de Smartphonon an allen Internetmaschinen ugeet, déi un där Attack bedeelegt waren?

2) Wéi vill Sitte vun der Lëtzebuurger Regierung waren d’Zil vun dëser Attack a wat fir Sitte vun der Regierung si mat deene meeschten informateschen Ufroen traktéiert ginn?

3) Wat waren d’Konsequenzen: Wéi vill Sitte vun der Regierung ware während dëser Attack guer net oder däitlech méi schwéier wéi normal ze erreechen?

4) Trotz Aussoe vun der Regierung um Dënschdeg, datt d’Attack eriwwer wär, ware mëttwochs nach eenzel Sitten, notamment vum SIP, net ze erreechen. Huet d’Regierung onvollstänneg Informatiounen iwwert d’Dauer vun der Attack verbreet?

5) Ass d’Attack ze lokaliséieren a wien ass an deem Fall eendäiteg de Schëllegen? Oder ass et eng Attack gewiescht, wou vill Rechner ouni d’Wësse vun hirem Besëtzer agebonne waren?

6) Wann de Schëllegen identifizéiert ka ginn, wat fir Schrëtt plangt d’Regierung géint déi Persoun(en), déi Associatioun oder dat Land, déi hannert der Attack stinn?

7) Wat d’informatesch Sécherheet hei am Land ugeet: Wat sinn d’Konsequenze vun där Attack op den Eiergäiz vu Lëtzebuerg, eng modern, leeschtungsfaeg a sécher Informatikinfrastruktur fir d’Regierung an och fir Entreprises a Banke weltwäit ze liwweren?

8) Vun engem informatesche Standpunkt gekuckt: Sinn all d’Sécherheitsmoossname getraff géint déi speziell Form vun informatescher Attack, déi DoS genannt gëtt? Wéi wäit sinn esou Attacken iwwerhaupt ze verhënneren a wéi gëtt sech op esou Attacken eventuell an der Zukunft virbereet?

9) Stëmmen d’Presseinformatiounen, datt déi Attack eigentlech net besonnesch staark gewiescht wär an datt se mat adequate Sécherheitsmesuren hätt kënne verhënnert ginn?

10) Féiert d’Attack zu engem Émdenken an zu neie Moossnamen, wat déi informatesch Sécherheet vu Lëtzebuurger Statssitten ugeet?

Réponse commune (21.03.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d’État, Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L’infrastructure Internet du Centre des technologies de l’information de l’État a fait l’objet, le lundi 26 février à 9h26, d’une attaque par déni de service distribué. Celle-ci s’est déroulée en vagues et a duré jusqu’au lendemain. En général un déni de service est provoqué afin de saturer intentionnellement les ressources d’une infrastructure informatique avec le but ultime de rendre inaccessible un service en ligne aux utilisateurs légitimes.

La conséquence de ladite attaque a consisté en une interruption temporaire de service sur une centaine de sites gouvernementaux, dont etat.lu et guichet.lu, qui étaient, par moments, inaccessibles. Durant ces 24 heures critiques, les différents sites sont néanmoins restés joignables pendant 80% du temps. Aucun dégât n’a été causé aux infrastructures du CTIE et il n’y a eu aucune perte de données. Les données de l’État n’étaient à aucun moment en danger. Pour des raisons de sécurité et afin de ne pas divulguer des vecteurs d’attaques, le Gouvernement ne compte pas rendre publics des détails de ce déni de service.

Vu le caractère distribué du déni de service, son origine est très difficile à localiser et une plainte contre X a été déposée. Des incidents similaires se sont produits dans le passé, sans pour autant perturber de manière significative la disponibilité des services en ligne.

Finalement, il y a lieu d’ajouter que la collaboration au niveau national entre les autorités



concernées s’est déroulée de façon excellente, le suivi de la crise ayant eu lieu dans le cadre de la cellule d’évaluation du risque prévue dans le plan gouvernemental d’intervention d’urgence en cas d’attaques contre les systèmes d’information dit «plan cyber». Nous tenons à signaler aux honorables Députés que cette collaboration sera poursuivie, avec la ferme intention de prendre toutes les précautions pour contrer d’éventuelles attaques de ce type à l’avenir, nonobstant le fait qu’il reste difficile de protéger intégralement une infrastructure informatique contre des attaques par déni de service. Dans le même ordre d’idées, il a été décidé d’évaluer, à la lumière des enseignements tirés de l’attaque en question, les procédures de gestion de crise inscrites dans le plan d’intervention d’urgence «cyber».

MM. Gérard Anzia et Henri Kox (déi gréng)

Question 2812 (07.03.2017) de **MM. Gérard Anzia et Henri Kox (déi gréng)** concernant la **fuite d’huile auprès de Goodyear à Colmar-Berg**:

Selon des informations de presse, une nouvelle fuite d’huile originaire de la firme Goodyear à Colmar-Berg fut détectée ce vendredi, 3 mars sur la surface d’eau du canal de sortie vers l’Attert. Déjà en avril 2016 un incident semblable avait eu lieu, ce qui avait amené les responsables à réaliser certaines mesures d’assainissement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l’Environnement:

1. Est-ce qu’il y a eu une pollution des eaux de la rivière Attert suite à cette dernière fuite?
2. Est-ce que des informations sont déjà disponibles quant aux raisons de cette nouvelle fuite?
3. Quelles mesures seront prises afin de parer définitivement à ce risque de pollution?

Réponse (27.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l’Environnement**:

ad 1. Après la détection de la fuite au cours de l’après-midi du 3 mars 2017, les responsables et les pompiers de la société Goodyear ont réagi rapidement en installant des barrages supplémentaires et en lançant ensemble avec les agents de l’Administration de la gestion de l’eau (AGE) la recherche de la source de cette pollution. Il a été estimé que seulement une petite quantité de la substance a été déversée dans le cours d’eau Attert grâce à l’intervention rapide des pompiers.

ad 2. Les investigations sont toujours en cours auprès de la société Goodyear et de l’AGE. Le rapport final n’est pas encore rédigé.

ad 3. Suite à l’incident d’avril 2016 une étude des risques avait été faite pour le site de Goodyear à Colmar-Berg. Indépendamment des améliorations résultant de cette analyse des risques, il a été retenu de mettre en place un ouvrage de décharge dans l’embouchure de l’eau venant du site Goodyear vers l’Attert dont une sécurité supplémentaire pour éviter l’écoulement d’une pollution éventuelle vers le cours d’eau Attert. Cet ouvrage est constitué d’une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d’incident, d’une paroi siphonoïde permettant de retenir des matières flottantes ainsi que d’une sonde de mesurage en continu permettant de détecter des fuites d’hydrocarbures. Les travaux sur cet ouvrage sont en cours.

M. Laurent Mosar (CSV)

Question 2824 (09.03.2017) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant les **cyberattaques de la CIA**:

Selon les informations révélées dans la presse, le Luxembourg aurait été visé par des cyberattaques des services de renseignement des États-Unis. Dès lors, plusieurs sociétés luxembourgeoises auraient été concernées.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d’État:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité des informations concernant le Luxembourg révélées dans la presse respectivement figurant dans les documents rendus publics par l’organisation non gouvernementale WikiLeaks?
2. Dans l’affirmative, quelle est l’ampleur des cyberattaques des services de renseignement des États-Unis visant le Luxembourg?

3. Quels moyens le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin d’empêcher de telles attaques à l’avenir?

Réponse (16.03.2017) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État**:

ad 1. Les révélations de WikiLeaks font état de certains serveurs informatiques (DNS - Domain Name System) luxembourgeois dont la configuration aurait présenté des failles de sorte qu’ils auraient pu être utilisés par d’autres acteurs comme relais (open resolver). Une configuration non optimisée des serveurs DNS permet également l’abus de ceux-ci pour mener des attaques de déni de service (DDoS).

Cette utilisation dont fait état WikiLeaks ne permet cependant pas de déduire que les systèmes internes des sociétés concernées ont été attaqués.

ad 2. Le dispositif tel que décrit par WikiLeaks vise moins des États en particulier que les vulnérabilités de systèmes informatiques. Il est incontestable que bon nombre d’acteurs tentent d’exploiter ces vulnérabilités afin d’augmenter leur potentiel de s’introduire dans des systèmes informatiques quel que soit le support. De manière générale, le volume de ces attaques en provenance de toute une série d’acteurs est en constante augmentation.

ad 3. La meilleure protection contre ce type d’attaques est d’être rapidement au courant des modes opératoires utilisés par les attaquants et de mettre en place des mécanismes de protection appropriés ou, en cas d’attaque, des outils de confinement efficaces. Étant donné la complexité de ces attaques, il est indispensable d’encourager une coopération de tous les acteurs concernés au niveau national et de favoriser la coopération internationale. Par ailleurs, le Gouvernement est soucieux de doter les acteurs luxembourgeois concernés des outils techniques adéquats et d’un cadre légal leur permettant de remplir leurs missions de protection des systèmes informatiques et de détection des modes opératoires.

M. Gérard Anzia (déi gréng)

Question 2831 (13.03.2017) de **M. Gérard Anzia (déi gréng)** concernant les **dégâts causés par des renards**:

Selon l’Union des sociétés avicoles du Luxembourg (USAL), le nombre d’éleveurs de volaille ayant été victimes de pertes causées par des renards aurait augmenté de façon considérable depuis quelques mois.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l’Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer une augmentation des dégâts causés par le renard depuis l’interdiction de chasse?
2. Existe-t-il des statistiques pluriannuelles sur les dégâts causés par les renards aux éleveurs d’animaux? Dans l’affirmative, quelle est l’évolution des dégâts depuis 2010?

3. Quels sont les moyens ou techniques pour réduire ces dégâts? Existe-t-il éventuellement un guide des bonnes pratiques?

Réponse (24.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l’Environnement**:

ad 1. Non. L’Administration de la nature et des forêts (ANF) n’a jamais recensé les dégâts de renards, ce n’est que depuis la discussion autour de la fermeture de la chasse que les réclamations sont systématiquement recensées.

ad 2. Non.

ad 3. Une bonne pratique est de protéger ses animaux. Néanmoins, souvent aucune protection n’est en place.

Par conséquent, les personnes qui se manifestent auprès de l’ANF sont conseillées de vérifier et d’améliorer l’état de la protection de leurs animaux domestiques. L’ANF est en contact avec Bruxelles-Environnement dont les collaborateurs sont très expérimentés dans le domaine; l’ANF utilise leur fiche du «poulailler modèle» pour conseiller les plaignants du Luxembourg.

Dans des cas exceptionnels où il est constaté qu’un renard s’est spécialisé sur les animaux domestiques, causant des dégâts réguliers et excessifs, une autorisation peut être émise sur demande pour enlever ce renard. Ces autorisations sont toujours accompagnées de conseils (fermer les étables, améliorer les clôtures, etc.) pour éviter que ce problème ne réapparaisse.

Or, il y a lieu de remarquer que, alors qu’il est possible de mettre une clôture pour protéger ses animaux contre les renards, la protection contre la fouine, également prédateur potentiel de petits animaux domestiques, est beaucoup plus difficile.

M. Marc Lies (CSV)

Question 2858 (22.03.2017) de **M. Marc Lies (CSV)** concernant le **registre national des personnes physiques**:

An der Froestonn un d’Regierung vum 14. März 2017 hunn ech dem Här Innenminister eng Fro gestallt iwwert d’Fiabilitéit vun den Donnéeën am nationale Regëster an hunn an dësem Kontext op eng Rei Lacunnen an Inkohärenzen higewisen. A senger Antwort ass den Här Innenminister leider net op eng vu menge Froen agaangen, soudass ech mer erlaben, folgend Fro nach eng Kéier un den Här Innenminister ze richten:

- Kënne Persounen opgrond vun engem falschen Enregistrement am nationale Regëster eventuell vu verschiddene soziale Leeschtunge profitéieren? Wa jo, wéi eng Leeschtunge wieren dat?

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°2773 schwätzt den Här Innenminister vum Seriö vun de Gemenge beim Enregistrement.

- Ass de Minister sech sécher, datt dëse Seriö an all de Gemengen deeselwechten ass?

- Ass de Minister sech och sécher, datt dëse Seriö bei den nationalen Institutionen deeselwechten ass?

Réponse (14.04.2017) de **M. Dan Kersch, Ministre de l’Intérieur**:

Wat d’Donnéeën am nationale Regëster (RNPP) ubelaangt, verweisen ech op meng Äntwerten op d’Froen N°2712 vun den honorabelen Deputéierte Claude Lamberty a Max Hahn respektiv op dem honorablen Deputéierte seng eege Fro N°2773 an op seng mëndlech Froe vum 14. März 2017.

Et sief nach eng Kéier drun erënnert, dass den nationale Regëster op d’Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d’Identifikatioun vun den natierleche Persounen zeréckgeet. Eng vun den Haaptursaachen, fir dass dëst Gesetz deemools ausgeschafft a gestëmmt gouf, war fir en interaktive Lien tëschent nationalem a kommunalem Regëster hierzestellen a fir déi bekannten Differenzen an deene verschiddene Regëstere ze eliminéieren. Dëst huet e Surplus un Aarbecht fir d’Gemenge bedeit, déi och a bal all Gemeng virbildlech an am virgesinnen Zäitraum erleedegt gouf, och wann eenzel Gemengen, wéi den honorabelen Deputéierte sécherlech weess, heifir e bësse méi Zäit gebraucht hunn.

Wat elo d’Rechter ubelaangt, dei eng Aschreiwung am Regëster mat sech bréngt, esou ass ze preziséieren, dass den nationale Regëster als Zil huet, déi administrativ Donnéeën vu de Persounen zesummenzefaassen an de jeeweilegen Administrationen zur Verfügung ze stellen. Den Enregistrement am nationale Regëster gëtt net automatesch en Urecht op verschidde Prestatiounen, heifir ass déi jeeweileg spezifesch Legislation ausschlaggebend.

D’Fiabilitéit vun den Donnéeën huet sech par rapport zur Vergaangenheet wesentlech verbessert, well elo all Utilisateur vum Regëster nokucke kann, ob eng Donnée op Basis vun enger „pièce justificative“ agedroe gouf oder just als „donnée informative“ gëllt. Dat heescht, eng staatlech oder kommunal Verwaltung gesäit d’Qualitéit vun den Donnéeën a kann deementsprechend präiwen, ob si nach weider Dokumenter brauch. Zudeem kréien d’Gemengen eng automatesch Notifikatioun, soubal am nationale Regëster eng Donnée geännert gëtt, déi ee vun hire Bierger betrëfft, wat de Gemengen et erlaabt, op all Ännerung ze reagéieren.

Wann ech dann déi aner Froe richteg interpretéieren, esou ënnerstelt den honorabelen Deputéierten de Gemengebeamte respektiv de Beamte vun deenen nationalen Institutionen - fir seng Formulatioun ze iwwerhuelen -, dass dës Beamten hir gesetzlech encadréiert Aarbecht net alleguer mat deem néidege Seriö géife maachen.

Ech wëll awer ausdrécklech betounen, dass ech kee Grond hunn, d’Aarbecht an de Gemengen oder de staatleche Verwaltungen allgemeng unzezweiwelen, an dass meng Servicer eng géigesäiteg seriö a gutt Zesummenaarbecht mat de Gemengen an anere staatleche Verwaltungen hunn.

Selbstverständlech kann a wëll ech net garantéieren, dass all d’Beamten op alle Plaze bei Stat a Gemengen ëmmer alles perfekt ëmsetzen, wat d’Gesetz virschreift. Ech fuederen den honorabelen Deputéierten awer op, wann hie Kenntnis vun esou „net seriéisen“ Praktiken hätt, mech dorivwer ze informéieren. An deem Fall kéint ech bei de jeeweilege Gemenge respektiv Verwaltungsresponsabelen intervenéieren, dass derfir gesuergt gëtt, dass dës wichteg Aufgab vu jidderengem mat deem néidege Seriö gemaach gëtt, à l’image vun deem, wat

mer bei enger him net ganz unbekannter Gemeng mat Erfolleg gemaach hunn.

Et sief hei och drun erënnert, dass Aschreiwungen a Modifikatiounen am Regëster nëmme mat enger sougenannter „authentication forte“, dat heescht der Identifikatioun vum Agent duerch seng Identitéits- oder LuxTrust-Kaart, kënne gemaach ginn, soudass all Saisie an dem Regëster ka retracéiert ginn a gegebenfalls den Accès op d’Regëster kann ewechgeholl ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR)

Question 2899 (05.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement**:

Lëtzebuerg war viru Kuerzem d’Zil vun engem informatésche sougenannten „Distributed Denial of Service“-Ugrëff (DDoS). Ech bidden den Här Kommunikationsminister ëm zousätzlech Informatiounen zu där Attack, déi jo Regierungs-Internetsitten effektiv blockéiert hat:

1) A Besuch op d’Effikassitéit vun de Kontermesuren: Wat war d’Envergure vun där Attack, an zwar souwuel wat d’Ziel vun den informatéschen Ufroen, déi d’Regierungssitte sollten ofwiergen, ugeet, wéi och wat d’Ziel vun de Computer, de Smartphones an allen Internetmaschinen ugeet, déi un där Attack bedeelegt waren?

2) Kann een déi Attack op enger Skala vu vergläichbare bekannten Attacken anuernden?

3) Hunn eis Sécherheitssystemer funktionéiert wéi geduecht, par rapport zu der Intensitéit vun der Attack, déi eenzel Experten an der Press als mëttelstaark bezeechent hunn?

4) Wat sinn d’Konsequenze vun där Attack op den Eiergäiz vu Lëtzebuerg, eng modern, leeschtungsfaeg a sécher Informatikinfrastruktur fir Entreprises a Banke weltwäit ze liwweren?

5) Wär net och méi Transparenz iwwert d’Ausmoossen an d’Haaptvecteure vun dëser Attack eng Manéier, fir den Imageschued ze limitéieren?

6) Stëmmen d’Presseinformatiounen, datt déi Attack weinst hirer nach relativ moderater Intensitéit mat adequate Sécherheitsmesuren hätt kënne verhënnert ginn?

7) Féiert d’Attack zu engem Ëmdenken an zu neie Moossnamen, iwwert d’Moossname vum aktuelle Cyber-Plang eraus, wat déi informatésch Sécherheet vu Lëtzebuerger Statsitten ugeet an déi elo a Realitéit geteste Präventioun vun Attacken ugeet?

Réponse (24.04.2017) de **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias**:

Als Äntwert op dem Deputéierte seng Fro ass generell zrëckzebehalen, dass d’Sécherheitsmoossnamen am Fall vum Incident vum 26. Februar gutt gegraff hunn. Déi verschidden Akteure waren an der Lag, schnell op den Incident ze reagéieren. D’Konsequenz vun dësem „Denial of Service“ war eng zäitweileg Ënnerbrechung vun der Onlinepräsenz vun enger honnert staatlechen Internetsitten, dorënner den etat.lu an de guichet.lu, déi mat Momenter net méi z’erreeche waren. Während ronn 24 kritesche Stonnen hunn d’Moossnamen, déi geholl gi sinn, et erlaabt, dass d’Servicer ronn 80% vun der Zäit online an domadder operationell bloufen. D’IT-Infrastruktur gouf net beschiedegt, et goufe keng Donnéeën entwunnt an et ware keng Donnéeën am Risiko. Och konnt innerhalb vum Stat normal weidergeschafft ginn.

Mir gesi kee Lien tëschent dëser punktueller Attack an der Sécherheet vun den digitalen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg oder de Beméiunge vun der Regierung am digitale Beräich.

Des Weideren ass et bäi esou Problemer wichteg, transparent ze bleiwen, well een Deel vun de Moossnamen, déi geholl goufen, och kënne Clienten impaktéieren, déi zwar net direkt viséiert waren, déi awer duerch den temporären Ausfall vu verschiddene Servicer kënne beträff sinn. Et ass an deem Fall wichteg, dass eis Bierger a Betriber wëssen, firwat d’Internetpräsenz vum Stat deelweis schlecht erreechbar war.

Wéi schonn an der Äntwert op d’parlamentaresch Fro Nummer 2814 gesot, kënne mer aus Sécherheitsgrënn, a fir kee Vecteur d’attaque ze ginn, keng weider Detailer zum Oflaf vum Incident public maachen.

Schlussendlech kënne mer awer soen, dass dësen Incident eis erlaabt huet, eis bestoend Prozeduren nach weider ze verbesseren.

M. Laurent Mosar (CSV)